
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

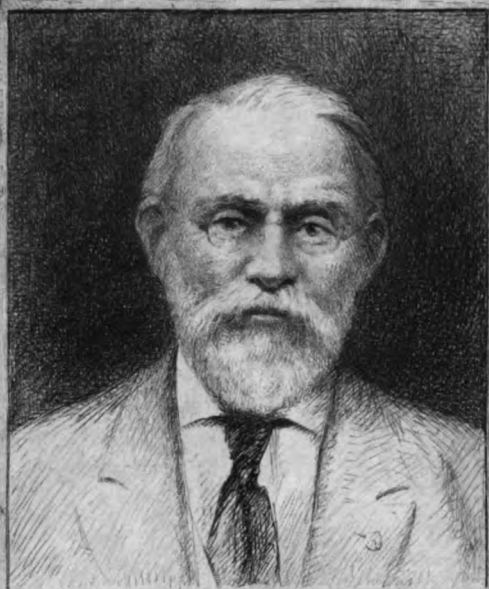
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 474029



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

114000000 1930

DC
611
N217
C8
710

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

a

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

— — —
1907 July / June 1909
~~ANNÉE 1908 — 1^{er} SEMESTRE~~

TOME X

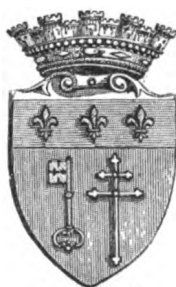


NARBONNE
IMPRIMERIE CAILLARD, RUE CORNEILLE, 2
—
1908

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

— — —
1907 July / June 1909
~~ANNÉE 1908 — 1^{er} SEMESTRE~~

TOME X



NARBONNE
IMPRIMERIE CAILLARD, RUE CORNEILLE, 2
—
1908

५५

Drumming
Nyhoff
2-9-27
13603

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE DE NARBONNE

FONDÉE EN 1833

PRÉSIDENTS-NÉS.

MM. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Narbonne.
le Maire de Narbonne.

COMPOSITION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 1908.

MM. CROS-MAYREVIEILLE (Gabriel)*,	<i>Président ;</i>
VIENNET (Maurice),	<i>Secrétaire :</i>
RIVAL (Albert),	<i>Secrétaire-adjoint,</i>
FAVATIER (Paul),	<i>Trésorier.</i>

SOUS-COMMISSIONS.

Bibliothèque : MM. AUSSILLOUX, BORIES, CROS-MAYREVIEILLE (Gabriel), l'abbé DUPUY, FAVATIER, VIENNET.

Publications : MM. ALBAREL, AMARDEL, BRINGER, CABANNES, CAILLARD, CROS-MAYREVIEILLE (Gabriel), RIVAL, ROUZAUD, l'abbé SABARTHÉS, THIERS, VIENNET.

Archéologie : MM. AMARDEL, BARON, CABANNES, CAMPARDOU, ROUHARD, DE STADIEU, THIERS.

Beaux-Arts : MM. AMARDEL, BERTHOMIEU, BRINGER, l'abbé DUPUY, GRULET, RIVAL, ROUHARD, SABATIER, SALLIS, YCHÉ.

Histoire naturelle : MM. BARON, CAMPARDOU, CAYLA, GAUTIER, ROUZAUD.

Conservateur des Musées. — M. BERTHOMIEU, 30 mars 1908.

Conservateurs adjoints. — MM. THIERS.

AMARDEL.

RIVAL.

Bibliothécaire archiviste. — M. TISSIER A. *

Membres honoraires.

MM.

1. DE ROUVILLE (Paul) * I. P. ☉, doyen honoraire
de la Faculté des sciences, Montpellier... mai 1876.
2. RAUNIE (Émile) A. ☉, archiv. paléographe, Paris 12 mars 1880.
3. MASSIP (Maurice), bibliothécaire de la ville
de Toulouse..... 12 avr. 1889.
4. GAUTIER (Armand) O. *, membre de l'Institut. 14 mars 1890.
5. DUJARDIN-BEAUMETZ (Étienne), député de
l'Aude, sous-secrétaire d'État aux Beaux-
arts, Paris..... 14 mars 1890.
6. BLANC (Alphonse) A. ☉, professeur au Collège
de Cette..... 5 juin 1891.
7. DRIVET (Claude), inspecteur honoraire de la
Compagnie des Chemins de fer du Midi,
Chambéry..... 8 janv. 1892.
8. GUIRAUD (Jean), professeur à la Faculté des
lettres, Besançon 4 mars 1892.
9. Mgr DOUAIS, évêque de Beauvais..... 6 mai 1892.
10. CLARET-LLOBET (Julien), avocat, au domaine
d'Aiguesvives, par Lézignan (Aude).... 6 janv. 1896.
11. BARON DE RIVIÈRES (Edmond), au château de
Rivières, par Gaillac (Tarn)..... 7 mars 1898.
12. DODU (Gaston), inspecteur d'académie, Car-
cassonne 10 avril 1899.
13. CROS-MAYREVIEILLE (Antonin), président du
Tribunal civil de Narbonne, conseiller
général de l'Aude..... 11 juin 1906.

Membres résidants.

MM.

1. L'abbé DUPUY (Joseph).....	10 mars 1876.
2. GAUTIER (Gaston) M. A. ☼, naturaliste	7 mars 1882.
3. THIERS (Paul), correspondant du Ministère, à Narbonne.....	28 mai 1883..
4. BORIES (Armand), ancien notaire.....	8 juill. 1885.
5. AMARDEL (Gabriel).....	23 avril 1885.
6. CROS-MAYREVIEILLE (G.) * A. ☼, administra- teur des hospices.....	9 fév. 1890.
7. CAMP (Joseph), avocat.....	15 déc. 1890.
8. LIGNON (Louis), avocat.....	4 déc. 1891.
9. BARLABÉ (Antoine).....	12 avril 1892.
10. SALLIS (Auguste), géomètre.....	16 juill. 1894.
11. VIENNET (Maurice), avocat.....	20 nov. 1894.
12. GRULET (Jules).....	15 juill. 1895.
13. COURAL (Henri).....	21 mars 1896.
14. ROUHARD (Baptistin) A. ☼, M. A. ☼, ing. civil	15 nov. 1896.
15. BARON (Charles), ancien libraire.....	18 mai 1897.
16. DE STADIEU (Fernand) *.....	18 janv. 1899.
17. AUSSILLOUX (Charles), docteur en médecine..	25 oct. 1901.
18. BERTHOMIEU (Louis), avocat.....	9 mai 1904.
19. RIVAL (Albert), pharmacien.....	9 juin 1904.
20. FAVATIER (Paul), notaire.....	7 juill. 1904.
21. CABANNES (Alcime) A. ☼.....	29 mars 1905.
22. SABATIER (Eugène), avocat, ancien bâtonnier.	29 mars 1905.
23. YCHÉ (Julien), négociant.....	29 mars 1905.
24. CAILLARD (François), imprimeur-libraire.....	12 oct. 1905.
25. BRINGER (Étienne), propriétaire.....	13 oct. 1906.

Membres correspondants.*Canton de Narbonne.*

MM. ROUZAUD (Henri) A.  , ancien député, percepteur des contributions directes.....	4 nov. 1901.
ALBAREL, docteur en médecine, Névian....	6 nov. 1903.

Canton de Coursan.

MM. ADER (Henri), ingénieur des Ponts et Chaussées.....	4 fév. 1901.
CAMPARDOU (Joseph), licencié ès-sciences....	9 nov. 1903.

Canton de Ginestas.

MM. L'abbé ESCARGUEL, curé-doyen de Ginestas.	10 avril 1899.
CAYLA (Simon), docteur en médecine, Sallèles-d'Aude.....	4 mars 1907.

Canton de Durban.

MM. MARTY (Théodore), Roquefort-des-Corbières.	14 juin 1887.
FERRAN (Joseph), Thézan.....	4 nov. 1892.

Canton de Lézignan.

MM. FABRE (Jules), Ornaizons.....	14 janv. 1887.
DAUDE (Louis), doct. en médecine, Lézignan.	14 mai 1890.

Canton de Sigean.

MM. VIDAL (Prosper), Fitou.....	3 oct. 1894.
L'abbé SABARTHÈS A.  , curé de Leucate..	6 fév. 1903.

Membres libres.

MM.

- ALDY (F.), avocat, député de l'Aude. — AMIGUES (H.), avocat. — L'abbé ANDRIEU, curé de St-Just. — Le docteur ARMET. — ARNAUD (H.), avoué. — AZÉMA (J.), de St-Nazaire.
- BARON (F.), libraire. — BARON (P.), juge honoraire. — BEAUX-HOSTES (comte de). — BÉNET (L.), avocat. — BERNARD (L.). — BERTRAND (É.) *, architecte, Paris. — BORIES (A.). — BOUDET (A.). — BOUGES (R.), avocat. — BOUISSET (A.). — BOURJADE (Paul), Fleury. — BOUSQUET (Ulysse), docteur en médecine.
- CAILLARD (R.), chef de bataillon. — CALMETTES (Albert), négociant. — CAMBOURNAC (H.), avoué. — CARRIÈRE (abbé). — CASTELA (J.), juge de paix. — CAUVET (Albert). — CAUVET (Jules), négociant. — CHEFDEBIEN (F.-M. vicomte de). — CHEVREUX *, commandant. — CONTE, docteur. — COUGNET (Justin), ancien pharmacien. — CROS-BONNEL (L.). — COUARDE (L.). — M^{re} COURCEL (Édouard).
- DELPECH (Henri). — DUCROS DE SAINT-GERMAIN (A.).
- EXÉA (marquis d').
- FABRE (Émile) A. ¶, professeur de musique. — FABRE (Eugène). — FABRE (Maurice). — FABRE-BARRIÈRE. — FAVATIER (Raymond). — FERLUS (L.), professeur de musique. — FERROUIL DE MONTGAILLARD (Henri de). — FITAL (P.), avoué. — FOURNIER (L.). GRULET (L.).
- HELLIO, commis d'administration de l'Inscription maritime. — HORTALA (Pierre) A. ¶.
- JANOT (C.), docteur. — JOURDA (A.), notaire. — JUSTAFRÉ (E.). avoué.
- LE CAMUS (G.), architecte. — LESEUR (A.). — LIÉNARD (H.), directeur du Comptoir d'escompte, à Nancy.
- L'abbé MARIO, curé de Saint-Paul-Serge. — MARTINOLLE (A.), avoué. — MARTIN, (H.), architecte. — MAYMOU (P.), avocat. — MÉJEAN (P.). — MILLAGOU, maître serrurier. — MOLLOR (G.), avocat. — MONIER (LÉONCE). — MURAT (T.) *, négociant.
- PARAZOLS (L.). — PARAZOLS (Paul). — PASSERIEU, avocat. — PEAUDECERF, docteur. — PECH DE LACLAUSE, avocat. — PÉLISSIER, docteur. — PEYRUSSE (A.), docteur. — POMPIDOR (P.), docteur.

RAYMOND (F. marquis de). — RAYNAL (C.), négociant. — RAYNAL (J.), administrateur des hospices. — RAYNAUD fils, entrepreneur. — REDOUTÉ (A.), négociant. — REVERDY (Émile), avocat. — REVERDY (P.). — REY (F.). — RIGOLE (F.), avocat. — RIVIÈRE (M.), avocat. — RIVIÈRES (Pierre de), Coursan. — ROUAIX. — ROUSSEL (C.), avoué. — ROZIER (J.).

SABATIER (M.) *, avocat à la Cour de Cassation. — SAHUC (J.). — SALVET (A.), négociant. — SAMARUC (Gabriel). — SAMARUC (Jules). — SARRÈRE (Quentin). — SARRÈRE (Victor). — SATGÉ (Albert), Carcassonne. — STADIEU (Edmond de). — SENTEN, juge. — SENTRY (Joseph), docteur en médecine, Argelliers. — SIBADE (F.).

TAFFANEL (Ernest), Cesseras. — TAILLEFER (H.), avocat. — TALAMAS *, capitaine d'Infanterie. — TESTE (E.), avocat. — VERNHES, notaire. — VIENNET (C.), Béziers.

Sociétés françaises

ÉCHANGEANT LEURS PUBLICATIONS AVEC LA COMMISSION
ARCHÉOLOGIQUE EN 1905.

ABBEVILLE....	Société d'émulation.
AGEN.....	Société d'agriculture, sciences et arts.
AIX-EN-PROVENCE .	Société d'études Provençales.
—	Université d'Aix.
ALBI.....	Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn.
AMIENS.....	Société des antiquaires de Picardie.
ANGOULÊME.....	Société archéologique et historique de la Charente.
AURILLAC.....	Société littéraire : Haute-Auvergne.
AUTUN	Société éduenne.
BELFORT.....	Société belfortaise d'émulation.
BESANÇON.....	Académie des lettres, sciences et arts.
BÉZIERS	Société archéologique.
BORDEAUX	Société archéologique.
BREST.....	Société académique.
CAEN.....	Société des antiquaires de Normandie.

CARCASSONNE.. . . .	Société des arts et sciences.
—	Société d'études scientifiques de l'Aude.
—	Société de lecture.
—	Les archives départementales de l'Aude.
CHAMBÉRY	Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.
CHERBOURG	Société nationale académique.
COMPIÈGNE	Société française d'archéologie.
CONSTANTINE	Société archéologique.
DAX	Société de Borda.
GAP	Société d'études des Hautes-Alpes.
GRENOBLE	Académie delphinale.
LYON.	Société littéraire, historique et archéologique.
MONTAUBAN	Société archéologique de Tarn-et-Garonne.
MONTPELLIER	Académie des sciences et lettres.
—	Société archéologique.
—	Société Languedocienne de géographie.
—	Société pour l'étude des langues romanes.
NANTES	Société archéologique.
NICE	Société des lettres, sciences et arts, des Alpes-Maritimes.
NIMES	Académie du Gard.
ORLÉANS	Société d'agriculture, sciences, lettres et arts.
PARIS	Académie des inscriptions et belles-lettres.
—	Comité des travaux historiques et des sociétés savantes.
—	Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France.
PAU	Société des sciences, lettres et arts.
PERPIGNAN	Société agricole scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales.
POITIERS	Société des antiquaires de l'Ouest.
ROCHECHOUART	Société des amis des sciences et arts.
RODEZ	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron.
ROUEN	Académie des sciences, belles-lettres et arts.
SAINT-MALO	Société historique et archéologique.
TOULON	Académie du Var.
TOULOUSE	Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres.

XII

TOULOUSE.....	Société archéologique du midi de la France.
TOURS	Société archéologique de Touraine.
VALENCE	Société archéologique de la Drôme.
VANNES.....	Société polymathique du Morbihan.
VITRY-LE-FRANÇOIS.	Société des sciences naturelles.

Sociétés étrangères.

BARCELONE	Real academia de Buenas letras.
BRUXELLES.....	Institut géographique.
—	Revue Mabillon.
LONDRES... ..	Kensington museum.
NEUCHÂTEL.....	Société neuchâteloise de géographie.
STOCKHOLM.....	Académie royale des belles-lettres, histoire et antiquités de la Suède.
WASHINGTON.....	Smithsonian institution.

Bibliothèques

RECEVANT LE BULLETIN DE LA COMMISSION

MONTPELLIER.....	Bibliothèque de la ville.
PARIS	Bibliothèque de la Sorbonne.
PERPIGNAN.....	Bibliothèque de la ville.
TOULOUSE.....	Bibliothèque universitaire.
—	— de la ville.

PROCÈS-VERBAUX



Séance du lundi 15 juillet 1907.



La séance est ouverte à 2 heures 30, sous la présidence de M. Amardel.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, *membre honoraire* ; Aussilloux, Berthomieu, Bringer, l'abbé Dupuy, Gulet, Sabatier, Yché, *membres résidents* ; Rouzaud, *membre correspondant* ; Tissier, *archiviste*, et Rival, *secrétaire-adjoint*.

Avant la lecture du procès-verbal M. le Président prononce les paroles suivantes :

MES CHERS COLLÈGUES,

« Narbonne vient d'être ensanglantée par la plus
 « douloureuse des tragédies. La Commission archéologique
 « n'a pas tenu sa séance habituelle en signe de deuil.
 « Cependant, comme nous allons nous séparer pour deux
 « mois, j'ai été obligé de vous convoquer extraordinaire-
 « ment pour expédier quelques affaires courantes. La
 « Commission doit rester étrangère à nos luttes. Du reste,
 « l'étude de l'Histoire ne fait pas aimer la politique, et,
 « quand même il ne me serait pas interdit d'apprécier
 « les événements qui viennent de se dérouler autour de

« nous, je n'y songerais pas. Mais si nous n'avons pas à
« apprécier les faits, nous devons du moins nous associer
« au deuil public, saluer les victimes de nos discordes,
« leur adresser nos hommages et exprimer la profonde
« tristesse qui, depuis quelques semaines, étreint tous
« les cœurs vraiment narbonnais. »

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Antonin CROS-MAYREVIEILLE dépose, au nom de son fils, M. Fernand Cros-Mayrevieille, une thèse sur la protection des Monuments historiques ou artistiques des sites et des paysages.

Il offre, en outre, en son nom, un ouvrage intitulé : *Mémoire touchant les familles les plus anciennes de la ville de Carcassonne.* — Remerciements.

M. AMARDEL offre deux tirages à part d'articles publiés par lui dans la *Revue de Numismatique* intitulés l'un : *Trois monnaies mérovingiennes inédites*, l'autre : *Une monnaie gauloise inédite de Narbonne* ; au nom de M. Anglade une brochure intitulée : *« Les Troubadours à Narbonne. »* — Remerciements.

La Commission s'occupe de quelques détériorations commises pendant l'occupation militaire sur un certain nombre de fragments artistiques provisoirement déposés dans le jardin du Musée. Les conservateurs, dès qu'ils ont pu constater cet état de choses, ont fait auprès du poste de service à l'Hôtel de ville, les démarches nécessaires pour le faire cesser. La Commission, fidèle à sa mission de sauvegarde des Monuments anciens de notre cité, approuve les conservateurs de s'être mis en mesure d'empêcher le renouvellement de ces dégradations.

M. BERTHOMIEU annonce que le tableau de M. Chevalier dont la Commission a fait l'acquisition sur les fonds dispo-

nibles du legs Cartault, vient d'être placé provisoirement dans les magasins de réserve du Musée. Ce tableau qui a figuré au salon de la Société nationale à Paris et qui représente : « *Un effet de brume dans la mer du Nord* » ne sera exposé au public qu'au mois d'octobre, à cause des vacances.

Six tableaux qui avaient été détériorés volontairement par un visiteur inconnu, un jour d'ouverture publique, viennent d'être réparés de la façon la plus satisfaisante par les soins de M. Duvivier, professeur de dessin au collège de notre ville.

M. Julien Yché informe la Commission que M. Joseph Poux, archiviste de l'Aude, a présenté au congrès des Sociétés des Beaux-Arts, assemblé à Paris du 21 au 26 mai, un travail ayant pour titre : « Le peintre Gamelin et les objets d'Art de Narbonne et de Fontfroide. » Ce travail fait connaître le texte d'un certain nombre d'inventaires d'objets d'art dressés à Saint-Just et à Fontfroide par Gamelin et écrits de sa main ; il renferme également un autographe d'une très curieuse lettre familière de l'artiste. M. Poux aurait été heureux de réserver son travail à notre bulletin, si son manuscrit n'avait été retenu par le bureau du Congrès qui en a décidé l'impression dans le compte-rendu officiel de ses séances.

M. ROUZAUD annonce que l'Institut a décidé de faire des fouilles à Montlaurés et a voté dans ce but une somme de mille francs.

M. ROUZAUD lit un travail dans lequel il démontre que les innombrables débris antiques qu'il a recueillis à Montlaurés sont les vestiges de la ville des Elisyques. Il signale une monnaie Massaliote du cabinet des médailles portant la légende **HAIKI**, dans laquelle il voit un souvenir d'Elicia.

M. AMARDEL lit à son tour une note dans laquelle il adopte pleinement la manière de voir de M. Rouzaud. Il établit que la pièce du cabinet des médailles a été mal lue, qu'elle ne porte pas le nom de Marseille, mais bien l'ethnique **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ**. Ces deux articles ont été remis assez tôt pour être insérés dans le bulletin de juillet.

M. ROUZAUD fait observer que l'existence des Elisyques étant aujourd'hui certaine, il est impossible de placer presque au même endroit le peuple des Longostalètes. Aussi croit-il que ce mot Longostalètes n'est pas un nom de peuple, mais qu'il désigne les magistrats qui étaient chargés d'administrer Narbo, l'emporium d'Elicia. Il fait remarquer qu'il y a dans ce mot la même racine que dans λογισται.

M. AMARDEL dit qu'il a parfaitement raison. La racine λογος aurait pu donner λογροστα: aussi bien que λογισται:, sinon plus facilement. Le second terme du mot Longostalète est λητιος, *public*, qu'on trouve écrit λητος dans une foule de textes anciens. Longostalètes veut donc dire : comptables publics. Cela convient très bien à des magistrats qui avaient la fabrication monétaire dans leurs attributions. M. Amardel prépare là-dessus une note pour le prochain Bulletin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

G. AMARDEL.

Le Secrétaire-adjoint,

Albert RIVAL.

Séance du lundi 7 octobre 1907.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Amardel.

Présents : MM. Baron, Berthomieu, Caillard, Coural,

Gabriel Cros-Mayrevieille, Favatier, Grulet, Rival, *membres résidents* ; l'abbé Sabarthés, *membre correspondant* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

M. BERTHOMIEU offre pour la Bibliothèque le nouveau catalogue du Musée Fabre de Montpellier.

M. BERTHOMIEU dit que le tableau de Chevalier, récemment acquis, est exposé dans la Salle des Gardes, en attendant d'être mis en place. Il annonce que le triptyque de Van Eyck, est rentré de Paris, restauré avec le plus grand soin et la plus parfaite habileté. Ce triptyque n'est plus dans la salle Chaber, mais dans la grande salle centrale, où ses qualités ressortent davantage. M. le Conservateur a également procédé, dans l'intérêt de nos collections à certains remaniements de tableaux. Il se propose aussi de rendre à la salle Barathier son ancien état et son cachet primitif.

M. AMARDEL remet la suite de son travail sur les monnaies féodales narbonnaises. — Renvoyé au Comité de publication.

Il offre au nom de M. Charles Cathala, de Narbonne, un moyen bronze d'Auguste à l'autel de Lyon, portant la contre-marque de Tibère, exemplaire de très belle conservation. — Remerciements.

M. ROUZAUD offre un moyen bronze de Trajan, avec contre-marque, trouvé dans le cimetière de Cité. — Remerciements.

M. AMARDEL offre au nom de M. Gabriel Martin, entrepreneur, un petit bronze de Décence et un petit bronze de Constantin II. — Remerciements.

XVIII

M. TISSIER annonce que M. Régné a remis sa thèse sur Amaury II. — Renvoyé au Comité de publication.

M. l'abbé SABARTHÉS donne lecture de son travail sur les Abbayes de Saint-Laurent dans le Narbonnais. — Renvoyé au Comité de publication.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

G. AMARDEL.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 4 novembre 1907.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Amardel.

Présents : MM. Baron, Berthomieu, Bringer, Caillard, Gabriel Cros-Mayrevieille, Rival, Yché, *membres résidents* ; Rouzaud, *membre correspondant* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

Le procès verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. LE CONSERVATEUR dit qu'à la suite des orages exceptionnels qui se sont abattus dans ces derniers temps sur notre région et qui ont plus ou moins endommagé les toitures de nos édifices, toutes les mesures nécessaires ont été prises pour la sauvegarde et la conservation de nos collections.

Il donne ensuite lecture de la circulaire suivante qui

vient d'être adressée à M. le Préfet de l'Aude par M. le Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts :

Palais-Royal, le 22 octobre 1907.

Le Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts à Monsieur le Préfet de l'Aude.

« Au cours de leur dernière tournée, MM. les Inspecteurs des Musées de province m'ont signalé un certain nombre de musées où l'insuffisance des dispositions prises pour garantir les collections contre le vol a été constatée par eux.

« J'ai immédiatement donné des instructions pour que les villes auxquelles appartiennent ces établissements soient invitées à compléter comme il convenait les mesures protectrices appliquées dans leur musée.

« Mais je crois devoir vous rappeler tout particulièrement la nécessité de veiller à ce que tous les Musées soient l'objet de la surveillance la plus rigoureuse, et j'insiste pour vous prier de vouloir bien faire inviter les Conservateurs des Musées de votre département à ne négliger aucune disposition propre à augmenter la sécurité des collections dont ils ont la garde et à faire prescrire aux gardiens et surveillants de redoubler de vigilance.

Signé : DUJARDIN-BEAUMETZ.

Pour copie conforme transmise à M. le Maire de Narbonne en l'invitant à veiller à ce que les instructions ministérielles ci-dessus soient rigoureusement observées.

Narbonne, le 25 octobre 1907.

Le Sous-préfet. *Signé : PAUL SEGOND.*

XX

Pour copie conforme transmise à M. le Conservateur du Musée de Narbonne à toutes fins utiles.

Narbonne, le 28 octobre 1907.

Pour le maire, *Signé* : H. PIĞŁOWSKI.

Dès qu'ils ont eu connaissance de cette circulaire, MM. les conservateurs se sont réunis et ont pris d'urgence certaines mesures destinées à rendre plus difficile le vol des objets précieux et permettant de retrouver plus rapidement la trace des délinquants.

De plus, dans le but d'assurer une surveillance aussi active que possible, ils proposent à la Commission de sanctionner par son vote les dispositions suivantes, la plupart appliquées en fait depuis longtemps. Une copie en sera remise au concierge gardien du Musée, qui devra veiller à leur exécution.

Règles à observer pour la surveillance du Musée et la protection des collections.

I. — En ce qui concerne les jours où le Musée est ouvert au public.

1° Le service de surveillance est alors assuré par les soins de l'autorité municipale, qui désigne à cet effet des agents. Quand pour une cause exceptionnelle quelconque, la présence de ces agents fera défaut, ou quand leur nombre sera insuffisant le concierge laissera le Musée fermé.

2° Le Musée sera également fermé, comme par le passé, les jours d'élection, de tirage au sort et de conseil de révision, de fête nationale coïncidant avec un jour d'ouverture, et d'une façon générale dans tous les cas où il y aurait lieu de craindre un brusque envahissement des salles et une affluence telle que la surveillance ne pourrait plus être effectuée.

3° L'expérience ayant démontré que les jeunes garçons et les filles, qui avaient pris l'habitude de venir en bande au Musée, ne profitaient de leur passage dans les salles que pour y créer du désordre, dorénavant et conformément à une décision antérieure prise de concert avec l'autorité municipale, l'entrée du Musée ne sera permise au dessous de 18 ans qu'aux jeunes gens accompagnés de leurs parents. Des autorisations spéciales pourront être données à ceux qui s'occupent d'art ou d'archéologie.

4° Il est rappelé aux agents chargés de la surveillance qu'ils ne doivent tolérer sous aucun prétexte que les visiteurs pénètrent dans le Musée portant des cannes, parapluies, ou paquets quels qu'ils soient ; qu'ils touchent aux objets exposés dans les galeries, et fument dans l'enceinte du Musée.

5° Ils exigeront que les parents, amenant des enfants en bas âge, les gardent sous leur surveillance constante.

II. — En ce qui concerne les jours où le Musée n'est pas ouvert au public.

1° Les étrangers peuvent le visiter en s'adressant au concierge. C'est alors sous la surveillance exclusive et la responsabilité de ce dernier que la visite a lieu.

2° Il lui est interdit de confier à un tiers les clefs du Musée. Les jours où les copistes travailleront, il devra procéder lui-même à l'ouverture et à la fermeture des salles.

3° Il devra donner connaissance du Règlement spécial aux copistes, à toutes personnes venant travailler pour la première fois au Musée, munies des autorisations nécessaires ; il s'assurera qu'elles en observent toutes les dispositions et notamment l'interdiction de fumer et celle de toucher aux œuvres exposées ; qu'elles n'introduisent sous aucun prétexte avec elles dans le Musée d'autres personnes non autorisées à y pénétrer. Il prendra toutes les dispositions utiles pour que les copistes ne puissent entrer dans les dépendances du Musée interdites au public.

Narbonne, le 30 octobre 1907.

La commission à l'unanimité ratifie ces mesures de protection.

M. BERTHOMIEU offre le triens de Tulga, unique, publié il y a quelques années dans le Bulletin par M. Amardel. Il offre également une série d'empreintes de sceaux relatifs à Narbonne et à la région. — Remerciements.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il s'est rendu avec MM. Berthomieu et Rival à l'ancien local du Bureau de Bienfaisance pour voir les anciens pots de pharmacie dont il a été plusieurs fois question. Tous sont très intéressants et parfaitement dignes d'être conservés. La commission décide de renouveler sa demande et prie M. Gabriel Cros-Mayrevieille de la faire aboutir.

UN MEMBRE déclare qu'il a été officieusement averti que l'Administration, par mesure d'économie générale, a l'intention de demander au Conseil général, qui se réunit en ce moment, de réduire sensiblement à l'avenir les subventions accordées jusqu'ici aux diverses Sociétés savantes du département. M. le Président dit que nous devons faire immédiatement tous nos efforts pour tâcher de faire maintenir au budget du Conseil général la même subvention que par le passé, étant donnée la situation administrative et officielle de notre Commission. Sur sa proposition l'Assemblée charge le bureau d'adresser à M. Aldy, député et conseiller général de Narbonne, la lettre suivante :

Narbonne, le 4 novembre 1907.

A Monsieur Félix Aldy, député et conseiller général de l'Aude.

MONSIEUR LE CONSEILLER GÉNÉRAL,

« La Commission archéologique de Narbonne vient
« d'être officieusement informée que l'Administration,
« par mesure d'économie générale, voudrait réduire les

« subventions accordées jusqu'ici aux diverses Sociétés
« savantes du département.

« Nous venons attirer votre bienveillante attention sur
« notre Société qui est dans une situation toute spéciale
« et a une importance toute particulière. Ce n'est pas une
« Société libre et indépendante, mais une Commission
« Administrative. Elle a fondé le Musée de Narbonne,
« elle l'administre depuis son origine, c'est-à-dire depuis
« trois quart de siècle et ne cesse de l'enrichir. Nous
« n'avons pas besoin de faire observer que l'antiquité de
« Narbonne donne à ses collections archéologiques un
« intérêt qui dépasse de beaucoup les limites de la loca-
« lité. Leur conservation et leur accroissement intéressent
« certainement tout le département.

« C'est pour la continuation de cette œuvre que nous
« venons vous demander de faire tous vos efforts pour
« nous conserver cette subvention absolument indispen-
« sable à l'accomplissement de la partie la plus importante
« de notre tâche.

« Convaincus que votre intervention peut nous assurer
« le maintien de notre subvention, nous vous remercions
« d'avance et vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller
« général, l'expression de nos sentiments dévoués et
« respectueux.

Le Président,

G. AMARDEL.

Le Secrétaire-adjoint,

ALBERT RIVAL.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à
4 heures.

Le Président,

G. AMARDEL.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 2 décembre 1907.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Amardel.

Présents : MM. Berthomieu, Bories, Bringer, Caillard, Gabriel Cros-Mayrevieille, l'abbé Dupuy, Favatier, Rival, Rouhard, Sabatier, *membres résidents* ; Campardou, Cayla et Rouzaud, *membres correspondants* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. LE PRÉSIDENT AMARDEL arrivé au terme de son mandat et n'étant pas rééligible, remercie la Commission de la confiance qu'elle lui a témoignée pendant trois années consécutives et des marques de sympathie dont l'ont entouré ses collègues.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

CORRESPONDANCE

Londres, 23 novembre 1907 — *Board of Education, South Kensington*. — Accusé de réception du Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne, année 1907. 2^{me} Semestre. Tome ix.

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements. Annonce de la 32^{me} réunion qui aura lieu à l'École nationale des Beaux-Arts, du mardi 20 avril 1908 au vendredi 24 du même mois.

Notre collègue M. Gaston Gautier offre à la Commission une plaquette : « *Un coin des Corbières de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*. — Remerciements.

M. Émile Bonnet, avocat à la cour d'appel de Montpellier, offre un volume : « *Antiquités et monuments du département de l'Hérault* » et une plaquette : *Les médailles des Etats généraux du Languedoc* ». — Remerciements.

M. Sicard, propriétaire au château de Rivière, par Caunes (Aude), offre une plaquette : « *Deux édifices romains de la région Minervoise* (Aude). — Remerciements.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que le Conseil général de l'Aude a réduit à 1000 fr. notre subvention annuelle. C'est grâce à certains conseillers généraux et surtout à M. Aldy, qui a pris chaudement notre défense, que nous n'avons pas eu à subir une plus forte réduction. La Commission félicite chaleureusement M. le député Aldy de son intervention et décide à l'unanimité de lui adresser la lettre de remerciements suivante :

Narbonne, le 3 décembre 1907.

A Monsieur Félix Aldy, député et conseiller général de l'Aude.

MONSIEUR LE CONSEILLER GÉNÉRAL,

« Nous avons l'honneur de vous informer que, dans sa
« séance du 2 décembre, la Commission archéologique de
« Narbonne a voté des remerciements à MM. les conseil-
« lers qui se sont intéressés au maintien de notre sub-
« vention annuelle. Toutes les allocations concernant les
« Sociétés savantes du département ayant été réduites,

b°

« nous estimons que le maintien des deux tiers de la
 « somme qui nous était jusqu'ici allouée, prouve que le
 « Conseil a compris l'importance de notre œuvre. Nous
 « vous remercions tout particulièrement vous-même
 « d'avoir pris la parole pour défendre chaleureusement
 « nos intérêts.

« Avec l'expression de notre gratitude, nous vous
 « prions d'agréer, Monsieur le Conseiller général, l'assu-
 « rance de nos sentiments dévoués et respectueux.

Le Président,

G. AMARDEL.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

M. BERTHOMIEU annonce que la transformation de la salle Barathier est terminée et que, par suite de ce nouvel arrangement, il a pu rendre à cette salle son ancien caractère et son cachet primitif.

LA COMMISSION adresse à M. Berthomieu ses plus vives félicitations pour le zèle qu'il ne cesse de déployer dans l'administration de notre Musée.

M. LE CONSERVATEUR se propose également d'exposer dans la salle des plâtres les intéressantes plaques de cheminée provenant du legs Bonnel. Pour augmenter l'intérêt de cette exposition MM. les Conservateurs ont fait l'acquisition de cinq autres contre-cœurs.

M. AMARDEL dit qu'on lui a présenté, il y a déjà un certain temps, une centaine de monnaies gauloises « à la Croix », trouvées à Castelnau-d'Aude. Il a pu en acquérir 15 pour le Musée et 20 pour sa propre collection ; c'est plus qu'il n'en faut pour donner une idée de ce petit trésor composé de pièces frappées aux mêmes types. Comme le lot présenté ne constituait pas la totalité de la

trouvaille, M. Amardel espérait avoir aussi l'occasion d'étudier l'autre partie, ne serait-ce que pour constater la parfaite similitude des deux lots. C'est pour cela qu'il n'avait pas encore entretenu la Commission de cette acquisition. Il prépare du reste une note pour le Bulletin. Il a déjà signalé la découverte dans la *Revue Numismatique* ; il a dû commencer par la Revue pour ne pas interrompre son travail sur les Monnaies féodales. Les pièces trouvées à Castelnau sont communes et parfaitement connues, la trouvaille n'en présente pas moins un intérêt scientifique réel.

M. AMARDEL offre le tirage à part de son article de la Revue. — Remerciements.

M. AMARDEL lit une lettre de M. Yché, signalant l'existence chez un propriétaire de Leucate d'un écusson aux armes des Cezelli. MM. Rouhard et l'abbé Sabarthès sont chargés de fournir des explications complémentaires sur ce blason.

M. Gabriel CROS-MAYREVIEILLE fait part de sa démarche auprès de MM. les Membres de la Commission administrative du Bureau de Bienfaisance. Ils sont parfaitement disposés à confier, à titre de dépôt, au Musée, les vases de pharmacie dont il a été plusieurs fois question. Les formalités nécessaires à cet effet sont en bonne voie.

La Commission remercie M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Il est ensuite procédé au renouvellement du bureau et des Sous-Commissaires pour l'année 1908.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

G. AMARDEL.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

**Liste des dons faits au Musée de Narbonne
pendant les années 1906-1907.**

ANNÉE 1906.

Séance du 8 janvier.

Château d'Algue (Aveyron). Paysage. Tableau à l'huile par M. Jules Laurens. — Don de M. et M^{me} CHARPENEL.

Une monnaie de Louis XIV, frappée à Barcelone pendant l'occupation française en 1647. — Don de M. le D^r ALBARCEL, membre correspondant.

Un moyen bronze d'Agrippa, contre-marqué. — Don de M. Rouzaud, membre correspondant.

1^o Une monnaie en bronze des Nédènes ; 2^o Un moyen bronze de Nîmes contre-marqué ; 3^o Un grand bronze de Trajan ; 4^o Une monnaie de cuivre de Louis XIV, frappée à Barcelone pendant l'occupation française ; 5^o Un poids monétaire. — Dons de M. le D^r AMIGUES, de Peyriac-de-Mer.

Une petite hache votive tronquée, en serpentine verdâtre, trouvée à Thézan. — Don de M. SALVET, maire de Thézan-des-Corbières.

1^o Une marque, de potier d'Arezzo, trouvée sur le terrain des fouilles des Montfort ; 2^o Un fragment de jatte, gris verdâtre à reflets métalliques, en usage aux v^{me} et vi^{me} siècles, également découvert à Montfort. — Dons de M. PASSERIEUX, membre libre.

Séance du 5 mars.

Un petit pot à onguent, une entrée de serrure et une boucle en bronze antiques. — Dons de M. GABRIEL MARTIN, entrepreneur.

Deux briques émaillées formant un dessin complet et provenant de l'Alhambra de Séville. — Don de M^{me} Vve PASSER en souvenir de son mari décédé.

Séance du 2 avril.

Un vase à reflets métalliques en forme d'amphore, de la fabrique du Mont Chevalier à Cannes. — Don de M. Victor SARRÈRE.

74 tasses Empire, Restauration et Modernes. — Don de M. Louis DE MARTIN, membre de la Commission archéologique.

Séance du 7 mai.

Don de céramique fait par M^{me} de MONERIE en souvenir du Commandant Camille de Monerie, son mari, trésorier de la Commission archéologique.

I. — Époque romaine.

1^o Une urne funéraire trouvée à Sétif ; 2^o Une ampoule en terre cuite également trouvée à Sétif ; 3^o Un petit vase rond en terre cuite ; 4^o Un tuyau en poterie découvert dans les bains antiques de Lambessa (Algérie) ; 5^o Une lampe en terre cuite de l'époque chrétienne, ornée d'un poisson ; 6^o une autre lampe sans ornements, trouvée dans les Catacombes à Rome ; 7^o Deux fragments de poterie en terre rouge vernissée trouvés à Toulon (Allier) ; 8^o Une tête de statuette en terre cuite.

II. — Ancienne poterie narbonnaise.

1^o Un cruchon en terre vernissé ; 2^o Une brique du xvi^{me} siècle gravée à la pointe.

III. — *Céramiques exotiques.*

POTERIES ARABES.

Algérie.

1^o Une gargoulette kabyle à deux corps ; 2^o Un vase en terre rouge, trouvé dans l'Oued-Germa, en 1867 ; 3^o Un pot en terre sans ornements (Alger) ; 4^o Briques bleues vernissées, prises en 1869, dans la mosquée de la Kasbah (Alger) ; 5^o Autres briques à décors divers. (Même provenance).

Maroc.

1^o Un encrier de Taleb ; 2^o Une lampe juive ; 3^o Une petite gargoulette.

Tunisie.

1^o Une lampe en terre verte vernissée ; 2^o Une petite amphore en terre jaune vernissée avec ornements verts ; 3^o Un cruchon avec ornements noirs ; 4^o Un plat creux en terre, vert et jaune ; 5^o Un vase en terre jaune vernissée avec ornements verts et feuillage.

PERSE ET CHILI.

1^o Un vase à prendre le thé ; 2^o Un ancien vase à parfum trouvé à Costa-Rica ; 3^o Un vase ayant la forme d'un chien, avec anse.

JAPON.

Un grand plat rond, décor rouge et or.

CHINE.

1^o Un grand plat rond, décor bleu ; 2^o Une tasse décorée d'un paysage, avec sa soucoupe, en porcelaine translucide ; 3^o Deux petites tasses et une soucoupe, *décor polychrome* ; 4^o Une petite tasse, décor bleu ; 5^o Un assiette de la C^{ie} des Indes, à personnages.

IV. — *Anciennes fabriques françaises.*

VARAGES. Un beurrier, décor à grotesques, vert ; Burettes.

MOUSTIERS. Une assiette polychrome, décor aux drapeaux ; Une cuvette, même décor, avec anses tressées.

MARSEILLE. Une assiette aux armes du Monastère de Caunes (Aude). (*Vve Perrin*) ; Un bouquetier à sujet chinois, *décor polychrome*.

APT. Une écuelle en terre jaune vernissée, à oreilles plates, sur son plateau à bords festonnés. Le couvercle est surmonté d'une poire ; Un biberon représentant une tête de renard ; l'anse est figurée par le col et la tête d'une cigogne.

V. — *Anciennes fabriques étrangères.*

SAXE. Une soucoupe ornée de fleurs.

STRASBOURG. Une théière ornée d'oiseaux, *décor polychrome*.

Nouveau don de M^{me} CAMILLE DE MONERIE.

1^o Une poterie noire à reliefs grossiers (Iles Baléares).
2^o Deux poteries peintes (Orient) ; 3^o Un encrier fixé sur un plateau à sujet de fleurs, *décor polychrome* ; 4^o Une assiette, *décor polychrome* ; 5^o Un porte fleurs applique, *décor polychrome* (Martres) ; 6^o Une théière avec trois médaillons, représentant des chasseurs et des oiseaux (Savone) ; 7^o Une assiette, *décor à grotesques polychrome* (Varages) ; 8^o Un pot de pharmacie *décor bleu* (Nevers).

Portrait de M. Louis de Martin, membre de la Commission archéologique (Photographie). — Don de M^{me} Vve LOUIS DE MARTIN.

Séance du 5 novembre.

Une agrafe de ceinturon de l'époque barbare. — Don de M. Charles MARTIN fils, de Narbonne.

ANNÉE 1907.

Séance du 8 avril.

Un vase à reflets métalliques, décor champignons, sortant des fabriques de M. Clément Massier, au golfe Juan. — Don de M. Louis BERTHOMIEU, conservateur du Musée.

Séance du 6 mai.

« Une vieille lisant » gravure par M. Cazaban. — Don de l'État.

Séance du 7 Octobre.

Un moyen bronze d'Auguste, à l'autel de Lyon, portant la contre marque de Tibère. — Don de M. Charles CATHALA, de Narbonne.

Un bronze de Trajan, avec contre-marque, trouvé dans le cimetière de Cité. — Don de M. ROUZAUD, membre correspondant.

Un petit bronze de Décence et un petit bronze de Constantin II. — Dons de M. Gabriel MARTIN, entrepreneur.

Séance du 4 novembre.

1^o Le triens de Tulga, unique, publié il y a quelques années dans le Bulletin, par M. Amardel; 2^o Une série d'empreintes de sceaux relatifs à Narbonne et à la région. — Dons de M. Louis BERTHOMIEU, conservateur du Musée.

Acquisitions faites par la Commission archéologique.

ANNÉE 1906.

Séance du 11 juin.

Trois tableaux à l'huile par M. Louis Paul, conservateur du musée de Béziers.

1^o Fontfroide, *Effet de nuit*.

2^o Vue de Saint-Amans Soult (Tarn).

3^o Vieux remparts à Alet.

Séance du 5 novembre.

Une petite collection de pièces d'argent de flan très mince de l'époque mérovingienne (règnes de Thierry I^{er} et de Sigebert I^{er}, rois d'Austrasie), au monogramme de Viviers, **VIVARIOS**.

ANNÉE 1907.

Séance du 4 mars.

Un pot à eau en faïence de l'époque de la Restauration, décor violet manganèse, à la main.

Séance du 3 juin.

« Effet de Brume, Boulogne », peinture à l'huile par M. Chevalier, membre sociétaire de la Société nationale des Beaux-Arts (Acquis sur les fonds Cartault).

Séance du 2 décembre.

Cinq contre-cœurs :

1^o Les Armes de France (commencement du XVIII^{me} siècle.)

XXXIV

2^o Adam et Ève en costumes Louis XIII (même époque).

3^o Naissance du roi de Rome (Empire).

4^o Rebecca (première moitié du XIX^{me} siècle).

5^o Paul et Virginie (même époque).

Quinze pièces de monnaies gauloises « *A la Croix* » trouvées à Castelnau-d'Aude.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

PROCÈS-VERBAUX



Séance du lundi 6 janvier 1908.

La séance est ouverte à 2 heures 10, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Amardel, Aussilloux, Berthomieu, Bories, Bringer, l'abbé Dupuy, Favatier, Grulet, Rival, Rouhard, Yché, *membres résidents*; Rouzaud, *membre correspondant*; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. le Président prononce les paroles suivantes :

MES CHERS COLLÈGUES,

« Les sociétés comme les familles ont leurs périodes
« de peine et de rénovation ; c'est ainsi que dans notre
« compagnie, ces dernières années les jeunes deviennent
« rapidement des vétérans.

« Les Favatier, les Berthomieu, les Narbonne, les Riols,
« les de Monerie n'étaient plus ; mais ainsi que leurs
« prédécesseurs, ils nous avaient légué la doctrine cons-
« tante de la Commission archéologique, faite tout
« entière de labeur érudit autant que discret. Les suffra-
« ges unanimes de la Commission se portèrent alors sur
« le plus digne d'entre nous, sur le modeste autant que
« savant collègue qui pendant trois années a présidé avec
« tact et dévouement notre compagnie.

c

« Le règlement inexorable l'éloigne pour un an du fau-
 « teuil où vous m'avez fait le très grand honneur de m'èle-
 « ver. J'aurais quelque crainte à assumer l'intérim d'une
 « telle fonction, si je ne savais que pour me guider et me
 « permettre de mener à bien l'œuvre de conservation
 « historique, artistique et d'érudition, à laquelle vous
 « coopérez tous si efficacement, je puis compter sur le
 « concours éclairé de mon savant ami.

« La tâche du Président, mes chers Collègues, sera
 « facilitée par votre bienveillance traditionnelle et par
 « celle non moins précieuse des membres si dévoués du
 « bureau dont vous avez bien voulu renouveler le
 « mandat.

« C'est en leur nom et au mien que je vous adresse nos
 « meilleurs remerciements pour la marque de confiance
 « que vous venez de nous accorder, en vous assurant de
 « notre entier dévouement. »

LE SECRÉTAIRE dépose aux archives la correspondance
 de la Commission pendant l'année 1907.

Il donne lecture du procès-verbal de la dernière séance
 qui est adopté.

CORRESPONDANCE

Washington, 5 décembre 1907. — *The Smithsonian Institution* accuse réception du Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne, vol. ix, 1^{er} et 2^{me} semestres 1907.

Carcassonne, 24 décembre 1907. — Lettre de M. le Préfet de l'Aude informant la Commission que le Conseil général a voté pour 1908 une subvention de 1,000 francs en faveur de notre Société.

M. BERTHOMIEU offre au Musée un contre-cœur du 1^{er} Empire. — Remerciements.

La statistique des visites au Musée pour les jours où nos collections ne sont pas ouvertes, tentée pour la première fois cette année, ne peut donner qu'une idée très approximative des visites annuelles. En effet notre registre n'a été ouvert qu'à partir des premiers jours d'avril. De plus, les événements du Midi en juin et en juillet et les inondations d'octobre et de novembre 1907 ont entraîné la fermeture absolue du Musée pendant plusieurs mois. Le nombre des visiteurs de cette catégorie s'est cependant élevé à 577, se décomposant ainsi :

Français	501
Français d'Algérie et des colonies..	12
Étrangers	64

nul doute qu'en 1908 ce chiffre ne soit largement dépassé.

M. AMARDEL reprenant ses recherches sur les monnayages de notre région dans l'antiquité, propose d'attribuer à Élicia un certain nombre de monnaies celtibériennes d'argent de type massaliète dont la légende se transcrit par ARSA ou donne toujours ce radical. Heiss affirme que ces pièces ne se rencontrent jamais dans l'intérieur de l'Espagne ; tous les exemplaires connus proviennent du littoral ; ils ont été recueillis entre l'embouchure de l'Ebre et celle du Rhône et Heiss ajoute que ces monnaies doivent appartenir à quelque ville maritime disparue de cette contrée. « Il ne peut s'agir, dit M. Amardel, que « d'Élicia. Les types massaliètes commandent de rester « dans la sphère d'influence de Marseille, mais la légende « ibérique ne permet pas de dépasser notre région. Les « alentours de Narbonne ne peuvent pas être plus claires- « ment indiqués. Quelques-unes de ces pièces portent « exactement la même tête et le même taureau que la « monnaie sur laquelle on lit ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ. La légende « ibérique ARSA confirme cette attribution.

XXXVIII

« Le remplacement d'un H par un A n'est pas une
 « difficulté. De ΗΑΙΚΙΑ Diodore de Sicile avait bien fait
 « ΑΑΗΣΙΑ. Quant au Α remplacé à son tour par un R on
 « sait que les labiales L, M, N, R permultient constam-
 « ment. Du reste dans l'inscription ARSA la seconde
 « lettre n'a jamais la forme du caractère romain R
 « employé pourtant fréquemment dans les inscriptions
 « ibériques; il est triangulaire et Saulcy admettait un L
 « celtibérien de cette forme.

« Dans tous les cas ARSA = ALSA et en restituant les
 « voyelles, c'est-à-dire les I qui ne figurent presque
 « jamais dans les légendes ibériennes on obtient ALISIA.
 « C'est bien l'Élisha des livres sacrés des Hébreux et
 « l'Αλγεια fondée par Hercule, car il est clair que Dio-
 « dore de Sicile se trompe quand il en fait la citadelle
 « défendue par Vercingétorix qui ne pouvait pas se
 « trouver sur la *Via Heraclea*, comme le faisait remarquer
 « M. d'Arbois de Jubainville, il y a déjà longtemps. »

Sur la présentation de MM. Berthomieu et Viennet,
 M. Antoine Bories-Azeau est nommé membre libre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à
 4 heures.

Le Président,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 3 février 1908.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence
 de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Amardel, Aussilloux, Bories, Bringer,
 Caillard, l'abbé Dupuy, Favatier, Grulet, Rival, Rouhard,
 Yché, *membres résidents*; Rouzaud, *membre correspondant*;
 Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. LE PRÉSIDENT communique le décès de M. Paul de Rouville, doyen honoraire de la Faculté des sciences de Montpellier et le plus ancien de nos membres honoraires. Il prononce quelques paroles de regret.

LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté. Il dépose, au nom de M. Héron de Villefosse, l'annuaire pour 1908 de l'École pratique des Hautes-Études, dans lequel se trouve un article de M. H. de Villefosse : *Lycurque et Ambrosie*. Cet article fait mention de la mosaïque de la salle Peyre, si bien décrite dans notre bulletin par le regretté M. Jules Riols.

M. AMARDEL, conservateur-adjoint, remplaçant M. Louis Berthomieu empêché, fait connaître qu'après entente avec M. le Colonel du 80^{me} d'Infanterie et avec l'autorisation de M. le Maire, le Musée a été visité en corps, le mardi 7 janvier 1908, par MM. les officiers du 80^{me}, accompagnés de M. le Conservateur du Musée et les mercredis, 8, 15 et 29 janvier, par les militaires du 80^{me} sous la conduite de MM. les officiers.

La révision des œuvres de peinture du Musée, en vue de la rédaction du prochain catalogue, a conduit M. Berthomieu à examiner certaines œuvres non exposées dans nos galeries, cataloguées ou non, qui avaient été à tort considérées comme à peu près perdues. Certaines mesures de conservation urgente s'imposant, M. Berthomieu les a prises. M. Amardel demande à la Commission le vote d'un crédit destiné à solder cette dépense. — Adopté.

La *Société méridionale de gravure* de Toulouse, actuellement en dissolution, offre à titre gracieux, pour notre Musée, une épreuve de quelques gravures spécialement gravées pour elle, à condition de les placer en évidence dans une des salles, avec la mention : Don de la Société méridionale de gravure — 1899-1907.

La Commission est très touchée de l'offre faite par la Société méridionale de gravure. Elle serait heureuse de l'accepter, mais le manque de place l'empêcherait d'exposer immédiatement ces gravures et par conséquent de satisfaire à la condition formelle ci-dessus exprimée. Néanmoins elle pourrait accepter un ou deux spécimens pour lesquels on pourrait trouver une place convenable. Le Conservateur est prié de répondre dans ce sens.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre par laquelle la société *La Lyre narbonnaise* manifeste son intention d'offrir au Musée le portrait de son directeur, M. Prosper Tivollier, récemment décédé. Ce portrait est l'œuvre du peintre Batut, admis anciennement au Salon et mort il y a quelques mois. La Commission accepte cette offre à l'unanimité; M. Tivollier était une personnalité narbonnaise éminemment sympathique et populaire. Ce tableau sera exposé dans la Salle des gardes, en attendant de lui offrir une place convenable dans nos galeries.

M. AMARDEL revenant sur sa dernière communication discute l'identification du pays des Élisyques avec les Champs-Élysées jadis proposée par M. d'Arbois de Jubainville.

La Commission écoute avec le plus vif intérêt cette communication qui sera développée dans le travail que prépare là-dessus M. Amardel.

M. ROUARD donne quelques explications sur l'écusson aux armes des Cezelli qu'on avait signalé chez un propriétaire de Leucate.

M. LE PRÉSIDENT propose à la Commission de nommer membre honoraire de notre Société, M. Émile Bertrand, architecte à Paris, notre compatriote, qui n'a jamais cessé

de porter le plus vif intérêt à tout ce qui concerne son pays d'origine, ainsi qu'en témoignent de nombreux et savants articles publiés par lui dans des revues et journaux. L'assemblée consultée approuve à l'unanimité. Le Bureau est chargé de transmettre à M. Bertrand sa nomination.

Sur la proposition de MM. Bories et Viennet, M. A. Coll, banquier à Limoux, est nommé membre libre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

G. CROS-MAYREVIEILLE

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 2 mars 1908.

La séance est ouverte à 2 heures 30, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, *membre honoraire*; Amardel, Berthomieu, Bories, l'abbé Dupuy, Grulet, Rival, Sabatier, Thiers. Yché, *membres résidents*; Rouzaud, *membre correspondant*; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

Avant la lecture du procès-verbal, M. le Président prononce les paroles suivantes :

« MES CHERS COLLÈGUES,

« La mort n'épargne pas notre Compagnie. — Nous
« avons à déplorer encore une nouvelle perte ; celle de

« notre regretté collègue Louis Lignon, décédé le 13 février
« après une longue maladie.

« Issu d'une honorable famille narbonnaise dont les
« enfants entrèrent tous dans les ordres ou dans la car-
« rière judiciaire ; il dirigea lui-même, après la mort de
« son frère, l'étude d'avoué où ce dernier s'était montré
« homme probe et praticien habile ; mais la procédure ne
« séduisit pas Louis Lignon, il abandonna bientôt les
« affaires des autres pour consacrer ses loisirs aux siennes
« propres et aux lettres pour lesquelles il avait toujours
« eu une prédilection.

« Lettré et archéologue érudit, sa place était marquée
« dans notre Commission ; il y fut appelé en 1891.

« Notre Collègue n'était pas un assidu de nos séances ;
« il ne se désintéressait pas cependant de nos travaux et
« il a apporté sa contribution à l'œuvre historique et
« artistique que nous poursuivons et qui, pour modeste
« qu'elle soit, ne laisse pas de jeter quelque éclat sur
« notre Cité.

« Louis Lignon aimait l'archéologie ; le goût lui en était
« venu à la suite de la découverte, dans sa propriété,
« d'intéressants vestiges gallo-romains.

« Intéressé par ces premières trouvailles, il entreprit
« des fouilles qui ne furent pas toujours infructueuses et
« c'est ainsi qu'il fit don à notre Musée lapidaire d'un
« sarcophage d'une valeur archéologique incontestable.

« Interprète des sentiments et des dernières volontés de
« notre regretté collègue, son frère M. l'abbé Lignon vient
« de donner à notre Musée tous les objets ayant une
« valeur archéologique qui se trouvaient dans sa pro-
« priété de l'Avenue de l'Hérault.

« Au nom de la Commission archéologique je salue
« avec une cordiale émotion, l'érudit qui vient de nous
« quitter, et j'adresse à son vénérable frère, M. l'abbé
« Lignon, l'expression de nos remerciements et de nos
« douloureuses condoléances. »

L'assemblée tout entière s'associe aux paroles de regrets de son président.

Les obsèques de M. Louis Lignon ont eu lieu le 14 février. Le drapeau d'honneur de la Commission était porté par MM. Favatier, Rival, Rouhard et Tissier. M. Amardel, ancien président, tenait un des cordons du drapeau.

LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

CORRESPONDANCE

M. LE PRÉSIDENT communique une circulaire adressée le 7 février par M. le Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts à M. le Préfet de l'Aude. M. le Sous-Secrétaire d'État met à la disposition des Musées de province qui en feraient la demande une collection de moulages d'œuvres de sculpture des XII^{me}, XIII^{me} et XIV^{me} siècles, choisies dans les galeries de sculpture comparée du Trocadéro, sous la condition par les municipalités des villes où se trouvent ces musées, d'acquitter les frais d'emballage et de transport de ces moulages.

La Commission consultée décide de ne pas donner suite à cette proposition. Elle regrette de ne pouvoir accepter l'offre du Ministère, mais l'emplacement actuellement disponible de nos salles ne nous permettrait pas de loger convenablement des objets de cette nature. Le bureau est chargé de répondre dans ce sens.

Paris, 7 février 1908.— Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Accusé de réception des exemplaires du Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne, t. x, 1^{er} semestre 1908, destinés à être distribués à certaines sociétés savantes.

Paris, 8 février 1908. — Lettre de M. Émile Bertrand, architecte à Paris, remerciant la Commission pour sa nomination de membre honoraire.

COMMUNICATIONS

M. LE PRÉSIDENT fait connaître qu'à la suite du don fait par M. l'abbé Lignon de tous les objets présentant un caractère archéologique ou artistique ayant appartenu à M. Louis Lignon, MM. Cros-Mayrevieille, Amardel, Berthomieu, Bories et Thiers se sont rendus à la propriété de M. Lignon, avenue de l'Hérault, pour faire un choix de tout ce qui pourrait être utile à nos collections. Avant d'entendre la lecture des communications de MM. Amardel, Berthomieu et Thiers à cet égard, la Commission décide d'adresser à M. l'abbé Lignon ses plus sincères remerciements pour son offre spontanée ; elle remercie également MM. Bories et l'abbé Dupuy pour le zèle et le dévouement dont ils ont fait preuve dans cette circonstance.

M. AMARDEL donne lecture de la note suivante :

« Parmi les objets antiques recueillis par M. Lignon dans sa propriété et mis à notre disposition par sa famille, se trouvaient d'assez nombreuses monnaies. Quoique formée de pièces communes et en général de médiocre conservation cette petite collection présentait pour nous un certain intérêt à cause de sa provenance. Aussi me suis-je demandé un moment si nous ne devions pas accepter la totalité de ces pièces. Après réflexion, j'y ai renoncé, estimant qu'il était inutile de nous encombrer de monnaies frustes, ou que nous possédons déjà ; nos cartons ne contiennent que trop de pièces défectueuses. Le legs Bonnel est pareillement formé de monnaies recueillies

dans la localité ; à tous les points de vue les médailles réunies par M. Lignon auraient fait double emploi. Après m'être assuré qu'il n'y avait pas de raretés, j'ai pris un as romain à la tête de Janus bifrons, trois grands bronzes des empereurs Galba, Antonin et Commode, quatre moyens bronzes de Trajan, Maximien-Hercule, Constance II et Théodose et deux petits, un d'Auguste et un de Constantin II.

« Le petit bronze d'Auguste est la petite pièce à la tête laurée dont le revers est entièrement occupé par un aigle surmonté de la légende **AVGVSTVS**. Cette monnaie, de fabrique provinciale, présente les plus grandes analogies avec le petit bronze à la légende **GERMANVS INDVTILL** qu'on trouve si fréquemment ici. Je me suis jadis occupé de cette dernière monnaie qui rappelle à son tour le petit bronze sur lequel on lit **T. POM. SEX. F.** qui est considéré comme méridional. J'ai revendu pour Narbonne ces deux monnaies. Le petit bronze portant un aigle au revers ressemble beaucoup à celui de Germanus.

« C'est toujours le même module, le même poids et le même métal. Toutes ces pièces sont toujours en cuivre jaune, souvent très pâle ; il est impossible de les voir sans être tenté de les rapprocher. Le style de la monnaie à l'aigle est peut-être un peu meilleur ; mais il faut tenir compte de sa postériorité. J'ai été heureux d'en trouver un exemplaire parmi les pièces recueillies dans la propriété de M. Lignon. J'ai eu maintes fois l'occasion de constater que les deux autres petits bronzes se rencontreraient assez souvent aux alentours de Narbonne ; on peut en dire autant du troisième.

« En examinant les monnaies de M. Lignon, j'ai pu faire une autre remarque dont j'ai été tout d'abord un peu surpris. Parmi toutes ces pièces il n'y a pas de monnaies ibériques de la Narbonnaise, ni de pièces gallo-grecques à noms de chefs. C'est peut-être la première fois que j'exa-

mine un certain nombre de médailles recueillies à Narbonne sans y trouver des pièces de ces deux groupes. Non seulement il n'y avait pas de bronzes ibériques narbonnais, mais il y avait fort peu de monnaies celtibériennes d'Espagne. Je n'ai pu en prendre qu'une pour le Musée ; c'est une pièce de la Tarraconnaise très répandue dans notre région. Il y en avait une ou deux autres horriblement frustes. Je n'ai pas tardé à m'expliquer l'absence de ces monnaies.

« Il y a, à cela, deux raisons qui à vrai dire se confondent. L'absence de monnaies antérieures à l'Empire prouve que ce lieu n'a été habité qu'à une époque tardive, à une époque où les pièces gallo-grecques ou ibériques de Narbonne ne circulaient plus. Du reste, et c'est la seconde raison, presque toutes les médailles recueillies en cet endroit ont été certainement des monnaies funéraires ; d'innombrables vestiges de sépultures antiques ont été découverts en ce lieu ; les terrains ont été remaniés, mais les monnaies proviennent évidemment des anciens tombeaux. Et cela explique en même temps pourquoi toutes ces pièces étaient excessivement frustes. On choisissait comme monnaies funéraires de vieilles espèces très usées. Il en est même qu'on usait volontairement, mais alors d'un seul côté, pour les rendre impropres à la circulation. Il y a parmi les pièces que j'ai prises pour le Musée un grand bronze, celui d'Antonin, qui est dans ce cas. Le droit est de bonne conservation et le revers absolument lisse. Je reviendrai là-dessus dans le travail que je prépare sur les monnaies antiques coupées, ébréchées, rayées ou percées.

« Si j'ai pris peu de médailles dans la petite collection Lignon, j'y ai du moins fait quelques intéressantes observations. Pour le moment, je me borne à dire que cette collection était presque entièrement composée de bronzes impériaux. Quelques deniers de la République et deux ou

trois as à la tête de Janus bifrons encore plus frustes que les autres pièces, voilà tout ce qui représentait la période républicaine. Pas de monnaies gauloises; pas de monnaies grecques. C'est tout le contraire dans la région de Montlaurès où l'on découvre de si nombreuses monnaies grecques, gallo-grecques ou ibériques de la Narbonnaise et où l'on ne trouve pas de pièces frappées sous l'Empire romain.

« Dans cet ordre d'idées, la dernière constatation faite sur les médailles recueillies par M. Lignon, c'est qu'il n'y avait pas non plus de monnaies byzantines ou wisigothes. On peut dire que la série s'arrête à l'apparition des signes chrétiens sur la monnaie, à l'avènement officiel du christianisme. C'est qu'avec le paganisme l'usage de la monnaie funéraire disparut.

« Avec les quelques pièces de bronze dont je viens de parler j'ai pris un denier de la xiii^{me} légion qui était assez bien conservé, trois autres deniers consulaires, un de Vespasien et un d'Alexandre Sévère; celui-ci assez beau.

« Indépendamment de ces médailles antiques M. Lignon avait recueilli quelques monnaies du moyen âge ou modernes de provenances diverses. J'en ai choisi vingt-deux dont dix-sept deniers féodaux paraissent provenir de la même trouvaille. Je ne les ai pris d'ailleurs qu'à cause de cela. Je n'ai pu avoir aucune indication sur leur origine.

« Vraisemblablement ces pièces n'ont pas été découvertes ici, car il n'y a parmi elles absolument aucune des monnaies qui circulaient alors dans notre région. Je me propose du reste de revenir aussi sur ces pièces. J'ai pris en tout 39 monnaies.

« J'ai dit pourquoi je n'en ai pas pris davantage, quoique la totalité des collections nous eût été offerte de la manière la plus aimable par Madame Grenouiller au nom de son parent, M. l'abbé Henri Lignon, frère et héritier de

notre regretté collègue. Mais si nous n'avons choisi que quelques monnaies nous avons au contraire largement usé de l'offre qui nous était si gracieusement faite quant aux autres objets qui constituaient la partie la plus importante de ce petit musée d'un genre unique peut-être, en ce sens qu'il n'était composé que d'antiquités recueillies dans un coin de terre des plus restreints.

« Il eût été regrettable que tout cela fût dispersé. En nous l'offrant, M. H. Lignon a certainement réalisé la pensée de son frère ; son offre spontanée montre bien les véritables sentiments de sa famille à notre égard ; de pareils procédés dédommagent de bien des déconvenues ».

M. THIERS donne la description des objets ayant un caractère archéologique, ce sont :

1° *Objets en marbre.*

1 Une tête de femme (1^{er} siècle). Haut. : 0 m. 27.

2 Un des angles d'une boîte à urne quadrangulaire. Sur la face antérieure est sculpté un personnage vêtu de la tunique courte ; un *parazonium* arme son flanc gauche ; sur le latéral, un griffon mutilé, qui implique une destination funéraire. Haut. : 0 m. 27.

3 Un fragment d'un *Palladium*, dont il ne reste que le torse. Haut. : 0 m. 47 (cet objet a été exhumé vis-à-vis le cimetière de l'Est.)

4 Quatre fragments ayant sans doute appartenu à des chapiteaux d'applique.

5 Une main grandeur nature tenant un pan de draperie.

6 Une main plus petite tenant une mèche de cheveux peints en rouge. Long. : avec l'avant-bras 0 m. 12.

7 Une sorte de bourgeon floral, ayant sans doute formé le sommet d'un thyrses. Haut. : 0 m. 17.

8 Une tige légèrement conique autour de laquelle s'enroule un dauphin.

9 Une tigelle plus petite. Long. : 0 m. 07.

10 Un chapiteau fruste excavé pour servir de mortier, (cet objet provient de Quarante). Haut. : 0 m. 20.

11 Trois broyens plus ou moins mutilés.

12 Inscription de *P. Usulenus*, qui fut augure.

13 Inscription de*avia**lena*.

14 Inscription où l'on distingue le groupe **DIVC**.

15 Inscription portant le débris de mot**ARI**.

16 Inscription d'époque basse où on lit la fin de mot **LVSA**.

17 Fragment d'inscription plombée dont il reste une lettre intacte : **E**.

2° Objets en pierre.

18 L'épithaphe incomplète de *M. Lucceius Pontifex*. (Ici le mot Pontifex n'implique pas une fonction, c'est le surnom du personnage).

19 Tête de femme servant d'amortissement à un modillon. Hauteur de la tête : 0 m. 24.

20 Trois petites haches de l'époque préhistorique, dont deux en jadeïte et une en serpentine.

3° Objets en terre.

21 Trois antéfixes (têtes barbues).

22 Une lampe à patine noire avec son aileron, mais dépourvue de son bec et de son anse (1^{er} siècle avant J.-C.) (Sur le fond la marque **MN** gravée à la pointe avant la cuisson).

23 Une lampe à patine grise avec son aileron, son bec et son anse, de la même époque que la précédente (ces deux lampes sont du type dit delphiniforme).

L

24 Un dessus de lampe avec bec et anse, mais sans aileron, du type des précédentes.

25 Un dessus de lampe à patine grise, portant gravé un personnage dont il ne reste que la moitié inférieure.

26 Une jolie lampe à patine rouge-orangé (1^{er} siècle après J.-C.) Le dessus nous montre la tête casquée et masquée d'un gladiateur.

27 Une lampe mutilée dont le disque porte un aigle (II^{me} siècle après J.-C.)

28 Une lampe chrétienne mutilée ayant pour emblème une croix.

29 Un *urceus*. Haut. : 0 m. 24 ; poterie commune.

30 Un *urceus*. Haut. : 0 m. 14.

31 Un *urceus*. Haut. : 0 m. 15.

32 Un *urceus* à long col. Haut. : 0 m. 25. Ces quatre derniers objets sont suspects.

33 Une *capis*. Haut. : 0 m. 12.

34 Un vase à deux anses. Haut. : 0 m. 10.

35 Un *amphoridion*. Haut. : 0 m. 09.

36 Un bec de *pelvis* portant à droite et à gauche la marque du potier *L. Numerius Moderatus*.

37 Une petite terrine incomplète avec feuilles d'eau sur le rebord.

38 Un fond de plat d'Arezzo portant quatre fois la marque du potier *Sentius*.

39 Un fond de vase gaulois à couverte jaspée portant la marque OFI. IVLI.

40 Deux marques gauloises : OF. SILVA [*ni*].

41 Une marque : MARTI [*alis*].

42 Une marque : OFARD [*a*].

43 Une marque portant *in fine* le surnom ALBI.

44 Deux fragments de tuiles à rebords portant la marque narbonnaise C. L. P. (*Caius Lutatius Primus*).

45 Trois fragments d'un vase orné, de fabrication gauloise (Millau). Tous les trois nous montrent Vénus debout,

nue, coiffée en catogan, tenant de la main gauche un miroir et de la droite une pomme. (La coiffure de Vénus marque nettement le 11^{me} siècle).

46 Cinq fragments de vases ornés, gaulois, sans intérêt.

47 Un tuyau d'hypocauste.

48 Une tuile à rebords intacte.

49 Un morceau de pavage en briques posées de champ, assemblées en arrête de poisson.

50 Deux de ces objets énigmatiques qu'on appelle pesons ou poids de tisserand (l'un d'eux est à base carrée).

4^o *Objets en bronze.*

51 Un petit buste de femme patiné d'argent.

52 Un pied d'homme (minuscule).

53 Une aiguille à parfums. Long. : 0 m. 095.

54 Un ornement de ceinturon en forme de *pelta*.

55 Un petit objet percé de trous, dont l'usage est à définir.

5^o *Plomb.*

56 Une statuette (homme nu). Haut. : 0 m. 115 (origine suspecte).

57 Terpsichore (statuette de femme tenant de la main gauche une lyre et de la droite un rouleau de musique). Haut. : 0 m. 095 (authenticité douteuse).

6^o *Fer.*

58 Une hipposandale en bon état de conservation.

59 Une petite clef.

7^o *Os.*

60 Un dé à jouer cubique et un dé méplat.

61 Trois épingles à cheveux, dont une privée de sa tête.

62 Un style privé de sa pointe.

63 Une charnière longue sans trou.

64 Une charnière courte à deux trous.

65 Une plaque en os travaillé, d'un usage non défini.

8° Grès et verres.

66 Une perle de collier en grès émaillé.

67 Une goutte de verre oblongue ayant sans doute formé l'extrémité d'un lacrymatoire.

Enfin M. LE CONSERVATEUR a choisi pour le Musée, dans la même collection, les objets suivants :

1° Un fragment de vieille poterie narbonnaise vernissée.

2° Quelques dents ou fragments d'ossements trouvés dans la grotte de Minerve.

3° Une applique formant console en bois sculpté, représentant un ange soutenant une corbeille et provenant de l'église d'Ouveillan.

M. BERTHOMIEU fait don de quatre contre-cœurs :

Un de la 1^{re} République. { Sujets allégoriques.
Deux du 1^{er} Empire.

Un de la fin du règne de Louis XVI ou de la Restauration, portant les armes de France, surmontées de la couronne royale. — Remerciements.

La Société Méridionale de gravure de Toulouse a fait l'envoi de 3 gravures avant la lettre :

1° Vigée-Lebrun. *Portrait de la Baronne de Crussols* (Musée de Toulouse), gravé par J. Payran ;

2° Courbet. *Les Baigneuses* (Musée de Montpellier), gravé par Waltner ;

3° Téniers. *L'Homme au chapeau blanc* (Musée de Montpellier), gravé par H. Manesse. — Remerciements.

L'assemblée fixe à la prochaine séance d'avril l'élection d'un membre résidant, en remplacement de M. Lignon, décédé.

M. THIERS dit qu'on lui a signalé une borne qui serait milliaire aux abords de la métairie dite de l'Estradelle, commune de Treilles. M. l'abbé Sabarthès, qui a bien

voulu se rendre sur les lieux, n'en a pas trouvé. M. Thiers se propose d'explorer la route romaine qui va de Salses à l'Estradelle.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 30.

Le Président,

Le Secrétaire,

G. CROS-MAYREVIEILLE

M. VIENNET.

Séance du lundi 6 avril 1908.

La séance est ouverte à 2 heures 10, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Amardel, Berthomieu, Bories, Bringer, Caillard, l'abbé Dupuy, Favatier, Rival, Sabatier, Yché, *membres résidents* ; Rouzaud, docteur Cayla, *membres correspondants* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

M. VIENNET dépose : 1^o au nom de Madame veuve Gaston Jourdanne, le volume de M. Jourdanne : *Les bibliophiles, les collectionneurs et les imprimeurs de l'Aude* ; 2^o au nom de M. Gaston Gautier, une plaquette : *Monographie du domaine du Grand Craboule*, par M. I. Bosc, ingénieur agronome. — Remerciements.

CORRESPONDANCE

Barcelone, 6 mars 1908. — La Société *L'Institut d'Estudis Catalans* sollicite l'échange des publications. — Adopté.

Londres, 6 mars 1908. — *Le Board of Education-South Kensington*. — Accusé de réception du bulletin de la Commission archéologique de Narbonne, t. x, 1^{er} sem. 1908.

M. TISSIER, archiviste, dépose au nom de M. Raunié, archiviste paléographe, le manuscrit de sa thèse : *Les institutions municipales de Narbonne au moyen âge*. — Remerciements.

M. BERTHOMIEU offre, au nom de M. Henri Delpech, membre libre, deux contre-cœurs : l'un du 1^{er} Empire, avec sujet mythologique et l'autre du XVIII^e siècle, avec sujet pastoral. — Remerciements.

M. FAVATIER, trésorier, rend compte de la situation financière de la société pendant l'année 1907. La Commission, à l'unanimité des membres présents, approuve son rapport.

M. ROUZAUD, qui va entreprendre avec le concours effectif de l'Académie des inscriptions et du comité des travaux historiques des fouilles sérieuses à Montlaurès, a été pressenti officiellement sur la destination future des objets qui seront découverts. Ces objets seraient très bien accueillis au Musée des antiquités nationales, où leur installation et leur conservation seraient assurées. Mais à cause de l'intérêt que ces objets offrent pour notre ancienne histoire de Narbonne, M. Rouzaud inclinerait à les laisser à notre Musée. La commission partage cette manière de voir, remercie M. Rouzaud et décide qu'elle mettra à sa disposition le nombre de vitrines nécessaires où il pourra à loisir installer, classer et augmenter les dites collections.

M. YCHÉ donne lecture de la suite de son travail sur Gamelin. — Renvoyé au Comité de publication.

L'ordre du jour appelle l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. Lignon, décédé.

MM. Aussilloux, Coural, Gautier et de Stadieu ont envoyé leur vote, ce qui porte le nombre des votants à 17.

Ont obtenu :

MM. ALBERT CALMETTES, président de la Chambre de Commerce.....	17 voix.
JOSEPH ROMAIN, ancien négociant.....	15 —
LÉON FABRE, artiste-peintre.....	12 —

Le bureau est chargé de présenter à M. le Préfet de l'Aude les noms des candidats sus-désignés en le priant de sanctionner le choix de M. Albert Calmettes qui a obtenu l'unanimité des suffrages.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

<i>Le Président,</i>	<i>Le Secrétaire,</i>
G. CROS-MAYREVIELLE.	M. VIENNET.

Séance du lundi 4 mai 1906.

La séance est ouverte à 2 h. 25 sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, *membre honoraire* ; Amardel, Baron, Bringer, Caillard, Favatier, Rival, Sabatier, Yché, *membres résidents* ; Rouzaud, *membre correspondant* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

Le procès verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. le Président donne lecture de l'arrêté préfectoral en date du 13 avril 1908, nommant M. Albert Calmettes, président de la Chambre de Commerce, membre de la Commission Archéologique de Narbonne, en remplacement de M. Louis Lignon, décédé.

Paris, 8 mars 1908 — Société pour la protection des paysages de France. — Proposition d'un congrès international qui se tiendrait à Paris, vers la fin de l'année.

M. Rouzaud dépose, au nom de M. U. Labeur, de Gruissan, un pied de vase gallo-romain en bronze, trouvé dans l'île de Saint-Martin, où se trouve la propriété de M. Labeur dite « l'Evêque ».

Ce griffon ailé porte encore, au dos et à la naissance des ailes, les traces de la soudure à l'étain qui fixait ce pied à la panse du vase. Celui-ci devait avoir 3 ou 4 pieds semblables. Sur l'emplacement de la propriété de l'Evêque, où l'on rencontre des poteries gallo-romaines, des médailles romaines et divers objets des premiers siècles denotre ère, devait se trouver quelque villa gallo-romaine, comme il y en avait tant aux environs de Narbonne. —

Remerciements à M. U. Labeur et à M. le Commandant Portes, qui nous fait offrir cet objet.

M. Amardel offre son tirage à part des deux plaquettes suivantes : « *Les Enigmes de la Numismatique de Narbonne* (Ext. du Congrès de la Société française d'Archéologie) et *Les Monnaies féodales de Narbonne*. — Remerciements.

Poursuivant ses recherches sur les anciens monnayages narbonnais, M. Amardel ajoute quelques observations aux remarques faites dans la dernière séance. Il annonce d'ailleurs que son travail est prêt et qu'il le remet à l'impression pour le bulletin.

Sur la présentation de MM. Favatier et Sabatier, M. Henri Mérignhac, avocat, est nommé membre libre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 15.

Le Président,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 1^{er} juin 1908.

La séance est ouverte à 2 h. 15, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Amardel, Baron, Berthomieu, Bories, Bringer, Caillard, l'abbé Dupuy, Favatier, Rival, Thiers, Yché, *membres résidants* ; l'abbé Sabarthès, *membre correspondant* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. le Président rappelle que c'est à la séance d'aujourd'hui qu'il devait être procédé à l'installation de M. Albert Calmettes. Malheureusement l'état de santé de notre nouveau collègue, nous oblige à retarder sa réception. M. le Président se fait l'interprète de la Commission tout entière, en formant les vœux les plus sincères pour le prompt rétablissement de M. Calmettes.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

CORRESPONDANCE

M. Raynaud fils, entrepreneur, a écrit le 15 mai à M. le Président pour lui annoncer que la Société Paris-France l'avait autorisé à remettre à la Commission les divers fragments d'inscriptions ou débris architecturaux trouvés dans les fouilles de la place de l'Hôtel de Ville. Le bureau a immédiatement écrit à MM. les Administrateurs de la dite société pour les remercier de leur don généreux et a adressé à cet égard une note à la presse. En l'absence de M. le Conservateur, M. Amardel a fait rentrer les objets donnés. Les inscriptions ont été déposées à Lamourguier ; un chapiteau, œuvre des plus remarquables de l'époque romane, a été transporté au Musée.

M. LE CONSERVATEUR remet à la prochaine séance le don et la description d'une douzaine de nouveaux contre-cœurs.

Sur la proposition de M. AMARDEL, la Commission décide de décerner une médaille d'argent à M. Gabriel Martin, entrepreneur, l'auxiliaire permanent du Musée depuis de si nombreuses années, qui ne ménage ni son temps ni sa peine, lorsqu'il s'agit de nos collections, et dont les services sont hautement appréciés par tous. Elle décide également de décerner un autre médaille d'argent à M. Raynaud fils, entrepreneur, qui a toujours fait preuve à notre égard d'un dévouement et d'un zèle qu'on ne saurait trop louer. Enfin une médaille de bronze est attribuée au maître de chantier de M. Raynaud, qui nous a rendu aussi d'utiles services au cours des travaux actuellement effectués sur la place de l'Hôtel de Ville.

M. AMARDEL propose une ingénieuse explication du type qui constitue le revers de l'As de Nîmes au *Crocodile*. Il annonce qu'il prépare sur ce sujet un travail qui sera probablement inséré dans le prochain bulletin.

M. LE PRÉSIDENT propose à l'assemblée de nommer membre honoraire de la Commission notre éminent compatriote, M. Maurice Sabatier, ancien Président de l'ordre des Avocats à la Cour de Cassation. M. Sabatier est une des personnalités qui font le plus d'honneur à notre ville. Savant distingué, jurisconsulte autorisé, il n'a de plus jamais cessé d'aimer sa ville natale où il fait de fréquents séjours et de porter le plus grand intérêt à tout ce qui constitue la grandeur de notre passé. La Commission, à l'unanimité, approuve la proposition de son président.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

Le Président,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

PROCÈS-VERBAUX



Séance du lundi 6 juillet 1908.



La séance est ouverte à 2 h. 15, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, *membre honoraire* ; Amardel, Baron, Berthomieu, Bringer, Coural, Favatier, Thiers, *membres résidents* ; Tissier, *archiviste*, et Rival, *secrétaire-adjoint*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

La Smithsonian Institution demande quelques exemplaires de notre Bulletin qui manquent à sa collection. (M. Caillard est chargé de faire droit à cette demande).

COMMUNICATIONS DU MUSÉE

M. LE CONSERVATEUR offre pour le Musée, au nom de M^{me} Peyre, de M. Jean Debas, de M. G. Amardel, de M^{me} Édouard Coural, de M. Raynaud, entrepreneur et en son nom personnel, seize contre-cœurs des plus intéressants, dont voici la désignation.

Don de Madame Peyre.

- 1^o Grande plaque cintrée avec encadrement xvii^e siècle.
(La Reine de Saba chez Salomon).
- 2^o Plaque du xvii^e siècle (Attributs du feu). La partie inférieure a été rongée par le feu et manque.
- 3^o Petite plaque cintrée du xviii^e siècle (Enfant soufflant des bulles de savon).
- 4^o Plaque cintrée du xviii^e siècle (Une bergère).
- 5^o Plaque du xix^e siècle (Sujet bachique).

Don de M. Jean Debas.

- 6^o Plaque cintrée encadrée d'ornements et surmontée de deux dauphins (Idylle champêtre, xviii^e siècle).

Don de M. G. Amardel.

- 7^o Plaque du xix^e siècle (Une danseuse).
- 8^o Plaque du xix^e siècle 1830 (Une amazone).

Don de Madame Édouard Coural.

- 9^o Rebecca à la fontaine (époque de la Restauration).
- 10^o Femme et amours, 1^{er} Empire.
- 11^o Joueuse de flûte dansant, 1^{er} Empire.
- 12^o Sujet décoratif (Griffons), id.
- 13^o Une femme versant du vin dans une coupe (Encadrement et dauphins, xviii^e siècle).
- 14^o Grande plaque xvii^e siècle. Deux génies ailés soutenant les armes accolées de France et de Navarre, surmontées de la couronne royale.

Don de M. Louis Berthomieu.

15° Une plaque cintrée avec encadrement et dauphins en tête). Un perroquet sur un perchoir, tenant un fruit (xvii^e ou xviii^e siècle).

Don de M. Raynaud, entrepreneur.

16° Une plaque même sujet varié.

M. AMARDEL offre en outre une poignée de meuble en bronze, époque Louis XVI et une fleur de lys ayant surmonté une hampe de drapeau ou de guidon, époque Louis XIV.

La Commission charge son secrétaire de remercier les divers donateurs.

M. ANTONIN CROS-MAYREVIEILLE émet le vœu que l'église abbatiale de Fontfroide soit classée au nombre des monuments historiques. La Commission approuve et charge son bureau de transmettre ce vœu à qui de droit.

M. LE SECRÉTAIRE ADJOINT offre au nom de l'auteur, M. Léon Lefèvre, un opuscule intitulé : le Concert de Lille. — Remerciements.

Sur la présentation de MM. G. Cros-Mayrevieille et Favatier, M. Gabriel Malric, procureur de la République à Castelnau-dary, est nommé membre libre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

Le Secrétaire-Adjoint,

ALBERT RIVAL.

Séance du lundi 12 octobre 1908.

La séance est ouverte à 2 h. 20, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Jean Guiraud, *membre honoraire* ; Amar-del, Baron, Berthomieu, Bories, Caillard, Calmettes, Favatier, Grulet, Rival, Sabatier, Thiers, Yché, *membres résidents* ; Rouzaud, *membre correspondant* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. LE PRÉSIDENT s'adressant à M. Albert Calmettes, lui souhaite la bienvenue. Il rappelle les titres nombreux de notre nouveau collègue à faire partie de la Commission et l'invite à prendre séance.

M. LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

CORRESPONDANCE

15 juillet 1908. — Association française pour l'avancement des sciences. Annonce du 37^{me} Congrès qui se tiendra à Clermont-Ferrand en août 1908.

24 juillet 1908. — Lettre de M. le Préfet de l'Aude, demandant à la Commission un rapport sur l'emploi de la subvention de mille francs, votée en novembre 1908, par le Conseil général de l'Aude.

24 juillet 1908. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-arts. Accusé de réception des 57 exemplaires

du Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne, t. x, 2^{me} semestre 1908, destinés à être distribués à diverses Sociétés savantes.

30 juillet 1908. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-arts. Circulaire relative au 47^{me} Congrès des Sociétés savantes, qui s'ouvrira à Rennes le mardi 13 avril 1909.

26 août 1908. — Lettre de M. Aldy, député de l'Aude, conseiller général, faisant connaître que le Conseil général a maintenu dans sa session le crédit de mille francs pour subvention à la Commission archéologique de Narbonne.

COMMUNICATIONS DU MUSÉE

Sur la demande de M. le Conservateur, M. le Maire de la ville de Narbonne a bien voulu faire remettre au Musée deux plaques de foyer qui se trouvaient déposées dans l'atelier municipal.

1^o Plaque de foyer, xvii^e siècle, à pans coupés dans le haut. (Le bas est rongé par le feu et manque). Écusson aux armes de France et de Navarre, surmonté de la couronne royale, dans un encadrement composé de têtes de génies avec chutes de feuillages sur les côtés et d'arabesques dans le haut. H. 0 m. 61, larg. 0 m. 61.

2^o Plaque de foyer, xvii^e siècle, en parfait état de conservation. De forme cintrée dans le haut. Elle est surmontée de deux dauphins adossés à une coquille centrale ; son sujet entouré d'un encadrement décoratif avec chutes de feuillages et de fruit, est du type connu : la Hollande. Cette plaque porte en relief sur la partie cintrée le mot « HOLLANDIA », sur le fond : « PRO PATRIA », et dans le bas sur une banderolle, la date : ANNO 1667. H. 0 m. 73, h. des côtés 0 m. 53, larg. 0 m. 57. — Remerciements.

M. AMARDEL offre au nom de M. Paul Séguy une monnaie de Philippe V d'Espagne. — Remerciements.

M. GUIRAUD, membre honoraire, offre son important ouvrage en deux volumes sur le cartulaire de Prouille. — Remerciements.

La Commission considérant le haut intérêt que présente la voûte ogivale de l'église paroissiale Saint-Sébastien (ancienne chapelle des Carmélites), et l'intérêt non moins grand qu'offre l'une des chapelles latérales (Sainte-Thérèse), œuvre magnifique de la Renaissance des plus appréciées, émet le vœu que l'église Saint-Sébastien soit classée au nombre des monuments historiques.

Le bureau est chargé de transmettre ce vœu à l'administration compétente.

M. BERTHOMIEU donne lecture d'un très intéressant article rectifiant l'attribution de certains tableaux du Musée, notamment d'une très remarquable peinture attribuée jusqu'ici à Breughel le Vieux, quoiqu'elle porte une date postérieure à celle de la mort de cet artiste. Ce tableau serait l'œuvre de Pierre Breughel, fils du précédent. (Renvoyé au Comité de publication).

Sur la présentation de MM. Caillard et Viennet, M. Gabriel Tallavignes, d'Angles, docteur en droit, est nommé membre libre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 9 novembre 1908.

La séance est ouverte à 2 h. 15, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, *membre honoraire* ; Amardel, Baron, Berthomieu, Bories, Caillard, Favatier, Gautier, Rival, Eugène Sabatier, Thiers, *membres résidants* ; Rouzaud, *membre correspondant* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. Maurice Sabatier, nommé membre honoraire au mois de juin dernier, assiste à la séance.

M. le Président lui souhaite la bienvenue. Il lui rappelle que, lorsqu'il y a quelques mois, après l'abandon d'une brillante carrière, ses loisirs lui ont permis de venir plus souvent parmi nous, il eût été difficile à la Commission archéologique de ne pas lui donner place dans son sein. Cette place, par suite d'une présence fréquente à Narbonne, aurait dû être celle de membre résidant, mais la haute situation de notre confrère dans le monde des lettres, ses éloquentes conférences sur l'histoire, son érudition profonde et ses connaissances universelles, nous ont fait penser qu'il devait être au premier rang des membres honoraires qui aident notre société, non seulement par leur bienveillant concours, mais surtout par l'éclat de leur science profonde. M. Maurice Sabatier est de ceux qui honorent une compagnie après avoir honoré leur patrie. La Commission entière est heureuse de sa venue parmi nous ; elle compte sur son concours si éclairé et sa présence dans cette assemblée sera un précieux encouragement pour tous.

L'assemblée à l'unanimité s'associe aux paroles de son président.

M. le Président GABRIEL CROS-MAYREVIEILLE annonce que notre éminent compatriote et collègue, M. Armand Gautier, membre de l'Institut, vient d'être promu à la dignité de commandeur de la Légion d'honneur. Il lui adresse les félicitations de la Commission et propose de lui en transmettre l'expression. Cette motion est adoptée à l'unanimité.

M. LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté. Il offre au nom de M. J. Sahuc, une monographie ayant pour titre : *L'art Roman à Saint-Pons-de-Thomières*. — Remerciements.

CORRESPONDANCE

Comité des Sociétés des Beaux-arts des départements. Annonce de la 33^{me} session qui se tiendra à l'École Nationale des Beaux-arts, du mardi 1^{er} juin 1909 au vendredi 14, inclusivement.

M. LOUIS BERTHOMIEU, conservateur, offre pour le Musée :

1^o Une grande plaque de foyer, de forme cintrée, surmontée de deux dauphins inversés, au centre une coquille ; sujet : une devineresse tenant un oiseau dans sa main droite et ayant à ses pieds une chèvre et un serpent le tout dans un encadrement décoratif. Commencement du XVIII^e siècle. H. 0 m. 92, larg. 0 m. 58.

2^o Une plaque de forme cintrée représentant le 1^{er} Consul à cheval. Encadrement de grenades et lauriers sur les côtés, un foudre dans le haut. Commencement du XIX^e siècle. H. 0 m. 65, larg. 0 m. 51.

M. THIERS donne quelques explications sur le bas-relief du « Meunier » trouvé le 20 août dernier, cours de la République, à côté du Crédit Lyonnais.

M. AMARDEL dit qu'il rédige en ce moment pour le Bulletin un travail dans lequel il s'efforce de démontrer que les divers symboles qui figurent au revers des monnaies des Volques Tectosages, y compris la hache, ne sont autre chose que la représentation des objets qui avaient servi de monnaie avant l'adoption de la monnaie proprement dite.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 45.

Le Président,

Le Secrétaire,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

M. VIENNET.

Séance du lundi 7 décembre 1908.

La séance est ouverte à 2 h. 30, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, membre honoraire ; Amardel, Baron, Berthomieu, Favatier, Rival, membres résidents ; Rouzaud, membre correspondant ; Tissier, archiviste, et Viennet, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Paris, 5 décembre 1908. — M. Armand Gautier, de l'Institut, membre honoraire, remercie la Commission des félicitations qu'elle lui a adressées dans la dernière séance à l'occasion de sa promotion au grade de commandeur de Légion d'honneur.

LXVIII

Padova, 8 novembre 1908. — *La Rivista di Storia Antica* sollicite l'échange des publications (adopté).

M. ALBERT RIVAL offre au nom de M. Cassan, instituteur à Narbonne, un fragment de sculpture sur buis qui paraît avoir fait partie d'une rape à tabac du xviii^e siècle. — Remerciements.

M. ANTONIN CROS-MAYREVIELLE demande à la Commission de vouloir bien faire insérer dans le Bulletin l'Armorial des Archevêques de Narbonne, que M. Sivade a composé en collaboration avec M. Mullot et dont il offre de prêter les clichés typographiques.

La Commission charge M. Cros-Mayrevieille de s'entendre avec les auteurs.

Il est procédé au renouvellement du Bureau et des Sous-Commissions pour l'année 1909.

Le bureau sera ainsi composé :

Président : M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Secrétaire : M. Maurice Viennet.

Secrétaire-adjoint : M. Albert Rival.

Trésorier : M. Paul Favatier.

Les Sous-Commissions seront ainsi composées :

Bibliothèque : MM. Aussilloux, Bories, Gabriel Cros-Mayrevieille, l'abbé Dupuy, Favatier, Viennet.

Publications : MM. Albarel, Amardel, Bringer, Cabannes, Caillard, G. Cros-Mayrevieille, Rival, Rouzaud, l'abbé Sabarthès, Thiers, Viennet.

Archéologie : MM. Amardel, Barou, Berthomieu, Cabannes, Campardou, Rouhard, de Stadieu, Thiers.

Beaux-Arts : MM. Amardel, Berthomieu, Bringer, Cal-

mettes, l'abbé Dupuy, Grulet, Rival, Rouhard, Sabatier, Sallis, Yché.

Histoire naturelle : MM. Baron, Campardou, Cayla, Gautier, Rouzaud.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

PROCÈS-VERBAUX



Séance du lundi 4 janvier 1909.

La séance est ouverte à 2 h. 15, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Amardel, Berthomieu, Bories, Caillard, Grulet, Rival, Sabatier, Yché, *membres résidents* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. LE PRÉSIDENT, en son nom et au nom du bureau, remercie la Commission de la nouvelle marque de confiance qu'elle vient de leur accorder en leur renouvelant leurs fonctions. Il assure l'assemblée de son dévouement et de celui de ses collaborateurs.

LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté. Il dépose, pour être classée dans les archives, la correspondance de la Commission pendant l'année 1908.

CORRESPONDANCE

Washington, 14 décembre 1908. — *The Smithsonian Institution* accuse réception du bulletin de la Commission archéologique, t. x, 1908.

Barcelona, 17 décembre 1908. — *L'Institut d'Estudis Catalans* annonce l'envoi d'un important volume sur l'histoire de la *Cultura catalana migeval* par M. Rubio y Fluch.

Paris, 28 décembre 1908. — Ministère de l'instruction publique et des Beaux-arts. Le 47^e Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à Rennes le 13 avril 1909 et sera clôturé le 17 du même mois.

COMMUNICATIONS DU MUSÉE

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'il s'est mis d'accord avec M. Decourt, chapelier, au sujet de la pierre dite « *du Meunier* », trouvée dans le terrain de ce dernier. Cette pierre sera incessamment transportée au Musée lapidaire.

M. BERTHOMIEU, conservateur, offre pour le Musée :

1^o De la part de M^{me} CAMILLE DE MONERIE.

Des mouchettes en cuivre jaune avec leur plateau, portant les armes de Mgr Le Goux de la Berchère, archevêque de Narbonne (1704-1719). — Remerciements.

2^o De la part de M. Victor SARRÈRE.

Une plaque de foyer du type : *La devineresse tenant un oiseau*, décrite dans la séance du 9 novembre 1908 (n^o 1). La partie inférieure rongée par le feu a disparu. Dimensions de la plaque fragmentée : Haut. 0 m. 76, larg. 0 m. 58. La plaque complète devrait avoir 0 m. 92 de haut. — Remerciements.

3^o De la part de MM. F. CAILLARD et FABRE.

Une plaque du type : *au Perroquet* décrite dans la séance du 1^{er} juin dernier (n^o 13), mais avec des variantes intéres-

santes dans l'encadrement décoratif. Epoque Louis XIV. Plaque fendue, mais entière. Haut. 0 m. 63 1/2, larg. 0 m. 43 1/2. — Remerciements.

4° De la part de M. Jean DEBAS.

Une plaque de l'époque du 1^{er} Empire, intacte, portant les attributs de la souveraineté (sceptre et main de justice entrecroisés) surmontés d'un aigle qui prend son vol. Forme cintrée dans le haut. — Haut. 0 m. 47 1/2, larg. 0 m. 39.

Une grande plaque (fin du xviii^{me} ou xix^{me} siècle), bien conservée, de forme cintrée dans le haut, avec deux dauphins couronnés. Allégorie du « *Printemps* », sous les traits d'une jeune femme portant des fleurs. Sur le fond, en lettres capitales, le mot : FRÜHLING. Haut. 0 m. 75, larg. 0 m. 53. — Remerciements.

5° Une ammonite. Diam. 0 m. 36. Déposée au Musée par M. l'architecte municipal.

6° Un cadenas sphérique, en fer, du xve siècle, donné par M. Combes, concierge du Musée. — Remerciements.

La statistique des visites au Musée pour les jours où nos collections ne sont pas ouvertes, tentée pour la première fois l'année dernière, a donné pour 1908, les résultats suivants :

Nombre de visiteurs : 823 se décomposant ainsi :

Français : 737.

Français d'Algérie et des Colonies : 5.

Etrangers : 81.

Le chiffre correspondant pour l'année 1907 ne s'élevait qu'à 577.

De plus M. le Conservateur a fait pointer par la préposée à l'entrée le nombre des visiteurs pour les jours où le Musée est public.

Ce nombre s'est élevé à 9,612.

Le total général des visiteurs a donc été de 10,433. Si l'on tient compte en outre des 250 à 300 entrées militaires du mois de janvier et des quelques omissions qui ont dû fatalement se produire, le chiffre total des entrées pour 1908, doit être très voisin de 11,000.

M. AMARDEL dit qu'il a inséré dans le bulletin de janvier une addition à son travail sur la signification du crocodile nimois. Dans cette note il s'efforce de démontrer qu'il n'y a pas eu à Nîmes trois émissions successives comme on l'admet généralement. Il n'y a eu que l'évolution d'un type unique qui s'est modifié à l'atelier sans aucune intervention administrative, au moins pour les pièces de la deuxième émission. La couronne qui est attachée à la palme de ces pièces n'est que la transformation de la boucle ronde du nœud de rubans du type primitif.

Quant aux lettres **PP** des monnaies de la troisième émission, elles ne signifient pas *pater patriæ* mais *permissu principis*. Elles furent ajoutées pour rendre légale l'émission d'une monnaie coloniale dans une Colonie de *droit romain* et pour lui permettre de circuler hors du territoire de Nîmes sans avoir besoin d'être contremarquée.

Effectivement les contremarques si nombreuses sur les pièces des deux premières émissions ne furent plus appliquées à celles de la troisième. Il est donc impossible d'assigner aux trois types nimois les dates des événements politiques auxquels on les rapportait.

On admettait que la première émission avait eu lieu entre les années 29 et 27, c'est-à-dire dans l'espace de deux ans environ ; la seconde de 27 à l'an 2 avant J.-C. ; la troisième de l'an 2 à la fin du principat d'Octave ; or les monnaies de la première série sont innombrables, leur abondance dépasse tout ce qu'on peut imaginer ; celles de la seconde sont au contraire relativement rares ; celles de la

troisième restent bien moins communes que celles de la première émission à laquelle il est absolument impossible d'assigner comme limite l'an 27. Tout ce qu'on peut dire c'est que le type colonial nimois a été créé entre l'an 29 et l'an 27 et que ce monnayage a débuté avant l'an 27.

M. TISSIER a écrit à M. J. Sahuc, ancien notaire à Saint-Pons, pour le prier de nous fournir les diverses publications dont il est l'auteur. M. J. Sahuc a bien voulu nous adresser à titre gracieux la collection de ses ouvrages. La Commission très touchée de cet acte de générosité, charge son secrétaire d'être son interprète auprès de M. J. Sahuc.

M. TISSIER propose de souscrire sur les fonds du legs Cartault à l'ouvrage publié par le Touring-Club, intitulé : *Sites et monuments de la France*. — Adopté.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

Le Président,

Le Secrétaire,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

M. VIENNET.

Séance du lundi 1^{er} février 1909.

La séance est ouverte à 2 h. 15, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Amardel, Berthomieu, Bories, Caillard, Favatier, Grulet, Rival, Sabatier, *membres résidants* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. LE PRÉSIDENT fait part à l'assemblée de la mort de M. le Baron Edmond de Rivières, décédé en son château

LXXVI

de Rivières, près Gaillac (Tarn), le 13 janvier 1909. M. de Rivières était membre honoraire de notre Commission depuis le 7 mars 1890. Archéologue distingué, esprit cultivé, aucune science ne lui était étrangère. Il a publié sur de nombreux sujets des brochures et des ouvrages des plus estimés. La Commission, au bulletin de laquelle il avait collaboré à différentes reprises, regrette vivement la perte qu'elle vient de faire.

M. LE SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

CORRESPONDANCE

3 janvier 1909. — Marche (Luxembourg belge). — Le R. P. Antoine, carme déchaussé, demande des renseignements sur le couvent des Grands Carmes de Narbonne. — Le secrétaire a répondu.

4 janvier 1909. — M. le Dr Ferroul, maire de Narbonne, à l'occasion de la formation d'un Comité de secours en faveur des victimes de la Calabre et de la Sicile, prie la Commission de désigner deux délégués à cet effet. M. le Président a chargé MM. Viennet et Berthomieu de représenter la Commission au sein de ce comité.

28 janvier 1909. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Accusé de réception des exemplaires du *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne* t. x, 1^{er} semestre 1909, destinés à être distribués à diverses sociétés savantes.

La Société de géographie de Québec (Canada), sollicite l'échange des publications. — Adopté.

COMMUNICATIONS DU MUSÉE

M. LE CONSERVATEUR annonce que la pierre dite « *du Meunier* » a été retirée et déposée dans les collections du musée lapidaire.

M. Julien YCHÉ offre une inscription relatant la pose de la première et de la dernière pierre du Couvent de Lamourguier 1685-1693. M. Bories donne quelques explications sur cette intéressante inscription. — Remerciements.

M. AMARDEL offre au nom des héritiers de M. Louis Lignon, ancien membre de la Commission : 1^o un poids de la ville d'Agde à écusson gravé ; 2^o une bague antique en bronze, chrétienne, dont le chaton est simplement orné d'une croix latine. — Remerciements.

Au nom de M. Justin RAYNAUD, entrepreneur : 1^o un pied de meuble en bronze, époque romaine, forme patte d'aigle ; 2^o une rondelle ou anneau plat à légende galante (fin du moyen âge) ; provenant des fouilles de la place de l'Hôtel de Ville. — Remerciements.

Au nom de M. Louis BÉNET, président du Comice agricole, un rapport adressé au Conseil général de l'Aude, sur le revenu foncier des terres dans l'arrondissement de Narbonne.

M. AMARDEL dit ensuite qu'il va commencer dans le Bulletin la publication de ses recherches sur les monnaies antiques coupées. Grâce aux fouilles de la place de l'Hôtel de Ville, aux promenades archéologiques de M. Rouzaud et à ses propres promenades dans les terrains avoisinant

LXXVIII

le cimetière de Cité, il a pu réunir un très grand nombre de moitiés de pièces.

De leur examen il résulte que toutes ces monnaies étaient très usées quand elles ont été partagées et qu'après l'opération elles n'ont plus circulé. Alors que la surface et le contour des fragments sont toujours frustes et lisses, la section n'a subi aucun frottement, les pointes du croissant ne sont jamais émoussées. C'est une constatation indiscutable et un argument péremptoire. Ces pièces n'ont pas été coupées pour en faire des monnaies divisionnaires, pour les nécessités de la circulation, comme dans les temps modernes, mais au contraire pour les y rendre impropres, pour les démonétiser définitivement. Elles ont été partagées dans un but symbolique et religieux ; elles ont servi de monnaies funéraires et ont été employées à divers autres usages superstitieux ou traditionnels.

Sur la présentation de MM. Gabriel Cros-Mayrevieille et Viennet, M. Léon Augé, docteur en médecine à Narbonne, est nommé membre libre.

M. LE SECRÉTAIRE propose la fixation à la prochaine séance de l'élection d'un membre correspondant pour le Canton de Sigean, en remplacement de M. Prosper Vidal, démissionnaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

Le Président,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 1^{er} mars 1909.

La séance est ouverte à 2 h. 10, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, *membre honoraire* ; Amardel, Dr Aussilloux, Baron, Berthomieu, Bories, Caillard, Favatier, Grulet, Sabatier, Yché, *membres résidents* ; l'abbé Sabarthez, *membre correspondant*, Tissier, *archiviste*, et Rival, *secrétaire-adjoint*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Paris, 19 février 1909. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Modification à la date d'ouverture du Congrès des Sociétés savantes à Rennes (3 avril au lieu de 13 avril).

COMMUNICATIONS DU MUSÉE

M. BERTHOMIEU, conservateur, dit que M. Beylard, inspecteur des Beaux-Arts, est passé dernièrement à Narbonne et a visité le Musée dans la matinée du jeudi 4 février. Il a pris le plus grand intérêt à l'examen de nos collections et a emporté de sa visite une excellente impression.

Après entente entre les autorités civiles, militaires et le Conservateur du Musée, il y aura les mercredis 3, 10 et 17 mars, des visites militaires de nos galeries.

LXXX

M. François CAILLARD, membre résidant, offre pour le Musée :

1^o Une plaque de foyer de l'époque du 1^{er} Empire. Sujet : Amour avec flèches et carquois sur un lion. Fond uni, forme cintrée dans le haut. — Haut. 0 m. 47, larg. 0 m. 35.

2^o Deux plaques, fin du xvin^{me} siècle ou commencement du xix^e, origine allemande. Sujet : Un chasseur de chamois. Fond uni, bord perlé, cintrée dans le haut. — Haut. 0 m. 65, larg. 0 m. 45. — Remerciements.

M. BERTHOMIEU, conservateur, offre :

Une plaque de foyer, probablement de l'époque Louis XVI, cintrée dans le haut. Sujet : Un vase décoratif. Sur les côtés, colonnes surmontées de rosaces, bord perlé. Haut. 0 m. 76, larg. 0 m. 60.

M. l'abbé SABARTHEZ offre une brochure dont il est l'auteur, intitulée : *Géographie physique de l'Aude*. — Remerciements.

M. AMARDEL, au nom de M. le Dr Amigues, de Peyriac, offre un moyen bronze d'Auguste, au revers de l'autel de Lyon.

M. AMARDEL dépose ensuite la première partie de son travail sur les monnaies antiques coupées. Dans ce travail après avoir démontré, d'après l'état de la cassure des innombrables fragments recueillis à Narbonne, que toutes ces pièces étaient très usées quand elles ont été coupées, qu'après l'opération elles n'ont plus circulé et qu'il est par conséquent rigoureusement certain qu'elles ont été partagées pour être retirées de la circulation et affectées à un usage traditionnel, symbolique ou religieux, M. Amardel constate que la division en deux parties

égales était loin d'être le seul moyen de démonétisation. Beaucoup de monnaies recueillies dans les mêmes gisements sont simplement ébréchées ; d'autres ont été cisaillées ou rayées ; d'autres ont été rognées parfois sur tout leur pourtour, mais le plus souvent en deux parties opposées, de manière à les rendre ovales, généralement dans le sens de la largeur ; d'autres ont été usées, rendues absolument lisses sur l'une de leurs faces, ordinairement au revers. Toutes ces pièces ont été concurremment employées comme monnaies funéraires. Dans la suite de son travail M. Amardel signalera d'autres moyens d'oblitération.

L'ordre du jour appelle l'élection d'un membre correspondant pour le canton de Sigean, en remplacement de M. Vidal, démissionnaire. Sur la présentation de MM. Amardel et G. Cros-Mayrevieille, M. Amigues, docteur en médecine à Peyriac-de-Mer, est élu à l'unanimité des membres résidents présents.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 30.

Le Président,

G. AMARDEL.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 5 avril 1909.

La séance est ouverte à 2 h. 15, sous la présidence de M. Amardel, ancien président, remplaçant M. Gabriel Cros-Mayrevieille, absent.

Présent : MM. le Dr Aussilloux, Baron, Berthomieu, Bories, Bringer, Caillard, Coural, Favatier, Rival, Rouhard,

LXXXII

Thiers, Yché, *membres résidants* ; Campardou, le Dr Cayla, l'abbé Escarguel, Rouzaud, l'abbé Sabarthez, *membres correspondants* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. LE PRÉSIDENT fait part à l'assemblée de la perte cruelle qu'elle vient d'éprouver en la personne de M. l'abbé Dupuy, notre vénéré doyen, décédé le 25 mars dernier et prononce son éloge funèbre.

Ce discours est accueilli par l'assemblée avec les marques d'une émotion profonde. Il est en même temps décidé que l'impression en sera faite à part *in extenso* dans le bulletin du mois de juillet prochain.

M. LE SECRÉTAIRE dit que les obsèques de M. l'abbé Dupuy ont eu lieu le 27 mars dernier sur la paroisse Saint-Sébastien. M. Amardel, ancien président, tenait un des cordons du char. Le drapeau de la Commission était porté par MM. Bringer, Caillard, Grulet et Viennet.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

17 mars 1909. — Le Board of Education, South Kensington accuse réception du bulletin de la Commission archéologique de Narbonne, 1^{er} semestre 1909, tome x.

M. FAVATIER, trésorier, rend compte de la situation financière de la Société pendant l'exercice qui vient de s'écouler. La Commission, à l'unanimité de ses membres présents, approuve son rapport.

COMMUNICATIONS DU MUSÉE

M. LE CONSERVATEUR annonce que la table époque Louis XIII, du legs Bonnel, dont la Commission avait

voté la restauration, est rentrée au Musée et a été placée provisoirement dans la galerie Barathier.

Il rend compte également des visites de corps du 80^{me} Régiment d'infanterie, qui ont eu lieu aux jours et heures indiquées dans la précédente séance et qui se sont effectuées dans le plus grand ordre.

Il fait part ensuite du don par M. Martin, entrepreneur, d'une plaque de foyer, époque xviii^e siècle, de forme cintrée dans le haut et surmontée de deux dauphins adossés à une coquille, qui représente au milieu d'un encadrement décoratif une figure mythologique : celle de Junon, sans doute : H. 0,69; larg. 0,47. (Remerciements).

M. le CONSERVATEUR propose à la Commission de ratifier l'achat fait pour le Musée, par l'intermédiaire de MM. Yché et Berthomieu, d'une grande plaque de foyer avec armoiries.

Plaque très épaisse, cintrée dans le haut, encadrée d'une simple moulure. H. 0,92; larg. 0,79; épaisseur 0,03.

L'écu est surmonté d'un casque. Au-dessous de l'écu deux monogrammes semblables et deux branches de laurier croisées.

M. le CONSERVATEUR a pu identifier ces armoiries que l'on retrouve sur une pierre sculptée, placée parmi d'autres blasons également sculptés, sur le côté droit de l'avant-dernier palier du grand escalier du Musée.

Ces armoiries se trouvent en effet reproduites dans le dernier volume de l'Histoire de Languedoc avec le nom d'*Autemar* et la date de 1641. (Roschach, *Histoire graphique de l'ancienne province de Languedoc*, t. xvi, p. 700, n° 900).

Elles sont : d'azur à la bande d'argent, accompagnée d'une fleur de lys en chef et d'une rose en pointe, au lambel de trois pendants de sable en chef d'or.

La date de 1641 indique que le d'Autemar dont il s'agit est Jean d'Autemar, consul de Narbonne en 1641. Mais la

plaque de foyer, acquise par le Musée a dû être fondue pour son père, François d'Autemar, seigneur de Vires et de Tauran, qui épousa, le 5 octobre 1595, Marie Dumas. (Voir *Pièces fugitives* de Ménard et d'Aubais, t. II, pp. 23-24).

En effet, cette plaque porte au-dessous et des deux côtés de l'écu le monogramme F. M. D. où nous retrouvons clairement les initiales de François et celles de Marie Dumas sa femme. D'autre part la présence du lambel paraît indiquer qu'il s'agit d'une branche cadette de la famille des d'Autemar ; or, en se rapportant au texte cité ci-dessus, on voit que François d'Autemar appartenait justement à la branche cadette.

Enfin cette plaque provient de la maison sise rue de l'Ancienne-Mairie, n° 14, qui faisait partie de l'île Saint-Jean ; or, nous retrouvons les noms des Dumas et des d'Autemar cités parmi les principaux habitants de l'île Saint-Jean, dans le compois de 1646.

Cette plaque remonte donc à la première moitié du XVII^e siècle.

Cette communication de M. le Conservateur est accueillie avec intérêt. L'assemblée ratifie le crédit nécessaire pour l'acquisition de cette plaque et adresse ses plus vifs remerciements à M. Yché, qui a bien voulu servir d'intermédiaire.

M. THIERS dit que la Commission des monuments historiques va bientôt procéder à la restauration des galeries du cloître de Saint-Just. Il estime que ce serait une occasion pour faire des fouilles dans l'espoir de retrouver les vestiges de l'ancienne église bâtie par saint Rustique. La Commission archéologique approuve et vote un crédit qui sera mis, à cet effet, à la disposition de M. l'architecte des monuments historiques.

M. le SECRÉTAIRE propose la mise à l'ordre du jour de la prochaine séance de l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. l'abbé Dupuy, décédé. (Adopté).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

Le Secrétaire,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

M. VIENNET.

Séance du lundi 3 mai 1909.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, *membre honoraire* ; Amardel, Dr Aussilloux, Baron, Berthomieu, Bories, Bringer, Coural, Favatier, Rival, Sabatier, Thiers, Yché, *membres résidents* ; Rouzaud, *membre correspondant* ; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. le Dr AMIGUES, précédemment nommé membre correspondant pour le canton de Sigean, est présent, M. le Président lui adresse quelques paroles de bienvenue et l'invite à prendre séance.

M. le SECRÉTAIRE donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

CORRESPONDANCE

Pau, 25 mars 1909. — A la suite de l'incendie du mois de novembre 1908, qui a détruit la plus grande partie des archives départementales de Pau, la *Société des sciences, lettres et arts*, de cette ville a émis un vœu tendant à ce que les musées et archives du sud-ouest soient placés

dans des locaux isolés, à l'abri du danger d'incendie et à ce que les Pouvoirs publics prennent des mesures urgentes et efficaces pour en assurer la conservation.

La Commission consultée, s'associe à l'unanimité au vœu émis ci-dessus, demande que les bibliothèques publiques soient également comprises dans les mesures adoptées et charge son secrétaire de faire parvenir son adhésion à la Société des sciences, lettres et arts, de Pau.

COMMUNICATIONS DU MUSÉE

M. LE CONSERVATEUR offre au nom de M. Paul Favatier, une plaque de foyer XVIII^{me} siècle, encadrement décoratif habituel. Au centre dans un décor de jardin une jeune femme tenant des fleurs d'une main et de l'autre une faucille. Sur le fond est écrit le mot : **FRUHLING**. — Haut. 0 m. 56, larg. 0 m. 40 ; cassée et réparée. — Remerciements.

M. LE CONSERVATEUR a fait également l'acquisition d'une petite plaque, époque Louis-Philippe. Cintrée dans le haut ; colonnes latérales ; buste du général Foy sur un piédestal où se lit le nom de **FOY** en lettres capitales. — Haut. 0 m. 43, larg. 0 m. 29.

Sur la proposition de M. Berthomieu, la Commission accepte un don fait par M. Campardou, membre correspondant ; la description des objets trouvés et offerts par M. Campardou sera faite ultérieurement. A la suite de certains remaniements opérés dans la salle des gardes, ce don y sera déposé dans des vitrines que M. le Conservateur a fait mettre en état à cet effet.

M. AMARDEL offre au nom de M. Cros-Bonnel, ancien député, une enseigne de chevalerie ou de pèlerinage, trouvée à Lunès. — Remerciements.

M. CROS-MAYREVIEILLE remet le dernier volume du Congrès archéologique.

M. THIERS offre, de la part de M. Roig, agriculteur à Castel Roussillon, deux objets provenant de cette localité savoir : 1^o un disque en os travaillé au tour, de ceux que l'on appelle communément, peut-être à tort, une *fusaïole*; 2^o un curieux fragment d'une brique crue, de fabrication ibère, trouvé récemment dans un silo. — Remerciements.

L'ordre du jour appelle l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. l'abbé Dupuy, décédé.

MM. Caillard et Rouhard ont envoyé leurs bulletins de vote, ce qui porte à 13 le nombre des votants.

Suffrages exprimés : 14

Ont obtenu :

M. Joseph Romain, administrateur délégué de la Banque de France, à Narbonne.....	14 voix.
M. Louis Bernard, rentier à Narbonne.....	11 —
M. Léon Fabre, artiste peintre.....	8 —

Le bureau est chargé de présenter ces trois noms à M. le Préfet de l'Aude en le priant de sanctionner le choix de M. Romain, qui a obtenu l'unanimité des suffrages.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

Le Président,

Le Secrétaire,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

M. VIENNET.

Séance du lundi 7 juin 1909.

La séance est ouverte à 2 h. 15 sous la présidence de M. Gabriel Cros-Mayrevieille.

Présents : MM. Antonin Cros-Mayrevieille, *membre honoraire*; Amardel, le Dr Aussilloux, Baron, Berthomieu, Bories, Bringer, Caillard, Favatier, Rival, Yché, *membres résidents*; le Dr Amigues, Rouzaud, l'abbé Sabarthez, *membres correspondants*; Tissier, *archiviste*, et Viennet, *secrétaire*.

M. Joseph ROMAIN est présent, M. le Secrétaire donne lecture de l'ampliation de l'arrêté préfectoral en date du 7 mai dernier le nommant membre résident de la Commission archéologique de Narbonne en remplacement de M. l'abbé Dupuy, décédé. M. le Président lui souhaite la bienvenue, énumère les divers titres qui ont appelé sur lui l'attention de la Commission et ont motivé son choix et l'invite à prendre séance.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

M. AMARDEL offre au nom du Dr Amigues, de Peyriac, notre collègue, un denier de la *gens Sicinia* :

Q. SICINIVS III VIR.

Tête diadémée d'Apollon à droite ; au dessous une étoile.

R. — C. COPONIVS PR SC.

La massue d'Hercule recouverte d'une peau de lion dont la tête est de profil à droite ; à droite un arc ; à gauche une flèche. — Babelon, *Sicinia*, n° 1.

Au point de vue numismatique, dit M. Amardel, cette pièce bien connue ne nous apprend rien de nouveau.

Frappée en 49 avant J.-C. pendant la guerre entre César et Pompée, à Alinda de Carie, par Q. Sicinius, triumvir monétaire, elle mentionne en outre l'autorité du préteur C. Coponius qui commandait une partie de la flotte de Pompée et celle du Sénat. Il est évident que les monnaies fourrées devaient être excessivement nombreuses dans ces émissions anormales. Mais cette pièce est très intéressante à un point de vue tout spécial.

Elle a été trouvée dans une sépulture aux environs de Peyriac-de-Mer, et trois autres tombeaux découverts en même temps que le premier et situés à côté de lui contenaient chacun pareillement un denier fourré. Or, dans ce moment, je m'occupe justement de ce genre de pièces.

Au cours de mes promenades archéologiques avec M. Rouzaud, nous avons recueilli quelques deniers fourrés dans les environs du cimetière de Cité ou plutôt de la propriété Lignon. Comme dans cette région nous avons également recueilli de nombreuses monnaies coupées et des pièces ébréchées ayant servi de monnaies funéraires ; comme d'ailleurs il y a eu d'innombrables sépultures dans cette région, je supposais que les deniers fourrés avaient été affectés au même emploi que les pièces coupées ou ébréchées. Malheureusement tous les terrains que nous explorons ont été bouleversés ; les monnaies funéraires n'y sont jamais en place. J'espérais du moins que la forte proportion de pièces fourrées en ce lieu établirait une grande présomption en faveur de mon opinion. La découverte de Peyriac vient fort à propos la confirmer au delà de toute espérance.

Les monnaies fourrées, qui avaient été recherchées par les collectionneurs du temps de Pline l'Ancien et qui alors faisaient prime d'après son témoignage, durent être plus tard entièrement discréditées et assimilées aux pièces de cuivre à mesure qu'elles se dépouillaient de leur enveloppe d'argent. C'est alors qu'elles servirent de monnaies

XC

funéraire avec tant d'autres pièces avariées ou intentionnellement démonétisées.

M. Amardel termine en remerciant le Dr Amigues qui ne manque jamais de signaler à la Commission les moindres découvertes archéologiques de son canton.

M. AMARDEL présente ensuite à la Commission un manuscrit appartenant à M. le Commandant Caillard et en lit un certain nombre d'extraits. Ce manuscrit est relatif aux mœurs, usages et fêtes locales de Narbonne. Il raconte sommairement les événements qui s'y sont déroulés depuis Louis XVI jusqu'aux premières années de la monarchie de juillet. C'est vers cette époque qu'il a été écrit. Quoique ce manuscrit ne soit pas entièrement inédit, la Commission estime qu'il y aurait un intérêt à le publier presque *in extenso* dans le bulletin et elle espère que M. le Commandant Caillard voudra bien se charger de mettre à point cet intéressant travail.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 4 h. 15.

Le Président,

Le Secrétaire,

G. CROS-MAYREVIEILLE.

M. VIENNET.

LES MONNAIES FÉODALES

DE NARBONNE (1)

Dans la première partie de ce travail non seulement nous avons donné les quelques pièces féodales narbonnaises du Musée de Narbonne mais nous avons étudié en même temps la plupart des autres monnaies connues de cette série; nous avons discuté le classement de toutes ces espèces; nous avons exposé tous les faits saillants de l'histoire monétaire de Narbonne pendant la période médiévale; nous avons cité les quelques documents qui nous sont parvenus, il devient indispensable de résumer cette discussion pour tâcher d'en tirer des conclusions un peu plus précises.

Le mieux est pour cela de reprendre la chronologie de nos comtes et vicomtes en indiquant les espèces qui paraissent avoir été émises sous chacun d'eux (2). Cela

(1) Suite de l'article intitulé : *Les monnaies féodales Narbonnaises du Musée de Narbonne* ; *Bull. de la Commission archéologique de Narbonne*, 1907, t. ix, pp. 375 à 438.

(2) Comme nous ne pouvons recommencer notre discussion nous renvoyons à la première partie de notre travail pour la démonstration des faits que nous nous bornerons maintenant le plus souvent à énoncer. Comme nous devons comprendre la période carolingienne dans ce résumé et que nous avons consacré à cette époque des études spéciales nous renvoyons pour cette période à ces travaux. — *Revue numismatique*, 1901; *Numismatique de Narbonne au VIII^e siècle*, pp. 210 et suiv., et pp. 348 et suiv.; *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. vi, p. 572; *La première monnaie de Milon*, t. vi, p. 381; *Le comte Milon*, t. vii p. 1.

nous permettra en même temps de rectifier cette chronologie en ce qui concerne nos premiers comtes amovibles, de distinguer définitivement les vicomtes qui ont porté les noms d'Aimeri et d'Amauri souvent confondus, d'examiner la question du monnayage des archevêques qu'il était impossible d'aborder avant d'avoir discuté les actes qui ont trait à leur participation aux émissions vicomtales et de compléter l'étude des documents concernant les monnaies, car jusqu'ici nous n'avons guère parlé que de ceux qui sont plus spécialement relatifs aux types monétaires. Il nous reste en effet à discuter quelques textes qui confirmeront ce qui a été dit particulièrement en ce qui concerne la cessation du monnayage féodal.

MILON (759-790). — Nous remontons à Milon sous les réserves faites dès le début de ce travail pour qu'il y ait aussi peu d'interruption que possible entre les émissions féodales et les monnayages wisigoths. Nous indiquerons ici dans le même but les monnaies frappées au nom des rois carolingiens.

MILO en deux lignes.

Revers. — **TRE** (le **T** ayant la forme d'un **P** retourné). — Denier de flan épais frappé à Trencianum (Trousse) antérieurement à la prise de Narbonne.

RXF (RX liés).

Revers. — **NR** (l'**N** retourné. — Denier de flan mince frappé également avant 759, mais par les Francs.

MILO dans les quatre cantons d'une croix.

Revers. — **NRBO** également dans les quatre cantons d'une croix. — Denier de flan mince frappé à Narbonne par Milon immédiatement après la prise de la ville en 759.

CARO-LVS en deux lignes.

Revers. — **NRBO** dans les quatre cantons d'une croix — Denier frappé par Milon probablement avant 774.

+ **CARLVS REX FR.**

Revers. — + **NARBONA**; monogramme carolingien.
— Denier frappé à partir de 774.

MAGNARIUS (790 ou 791 à 800). — Continuation de la frappe du denier de Charlemagne au type précédent.

STURMION (800-810 ou 811). — Même monnayage.

CIXILANE. — Faut-il placer ici Cixilane que les auteurs de *l'Art de vérifier les dates* mettaient en tête de la chronologie des comtes et vicomtes de Narbonne? Il présida un plaid en 802 avec le titre de Vidame. Dans tous les cas Sturmion paraît avoir été le dernier comte, car à partir de la création de la marche d'Espagne en 817, Narbonne ne dut plus avoir qu'un vicomte. Il nous faut arriver à l'année 851 pour avoir à inscrire de nouveaux noms dans notre chronologie. Mais Cixilane est encore mentionné en 849.

Dès l'avènement de Louis le Débonnaire (814-840), le type monétaire usité à Narbonne fut changé.

+ **HLVDOVVICUS IMP.** Croix.

Revers. — **NARBONA** en deux lignes. — Deniers et oboles.

ALARIC et **FRANCON I^{er}** (851-878). — Après la mort de Louis le Débonnaire le type au nom de Charles et au monogramme carolingien avait été repris. C'est selon toute probabilité ce type qui s'immobilisa et dont la frappe continua sous les successeurs d'Alaric et de Francon I^{er}.

LINDOIN était vicomte en 878.

MAYEUL lui succéda. L'hérédité était déjà établie. Francon I^{er} paraît être la tige de nos vicomtes. Dans tous les cas Mayeul laissa la vicomté à ses deux fils Gaucher et Albéric.

GAUCHER et **ALBÉRIC** étaient vicomtes en 911. Albéric épousa la fille du comte de Mâcon qui lui apporta ce comté

en dot. Il quitta Narbonne et se désista en faveur de Gaucher qui se trouva dès lors seul vicomte.

FRANCON II, fils ou autre frère mais plutôt fils de Gaucher, lui succéda. A partir de ce moment il n'y a plus aucune incertitude dans la généalogie.

ODON et WLRÉRAD (924-933) fils de Francon II succédèrent à leur père en 924. Wlrérad devint archevêque de Narbonne quoiqu'il ne figure pas sur les listes. Odon se trouva seul maître de la vicomté.

MATFRED (933-966) fils d'Odon lui succéda en 933. Jeune encore quand son père mourut, sa mère Richilde exerça pendant un certain temps la tutelle.

Jusqu'à cette époque les vicomtes de Narbonne avaient frappé des espèces au type immobilisé de Charlemagne repris après Louis le Débonnaire par Charles-le-Chauve. Ces monnaies portaient au droit une altération indéchiffrable de la légende **CARLVS REX FR** et comme type une croix; au revers **NARBONA** en inscription circulaire et dans le champ le monogramme carolingien plus ou moins altéré. C'était une immobilisation de la pièce dont la frappe avait commencé en 774 mais avait été interrompue par le règne de Louis le Débonnaire, comme nous venons de le voir. Matfred s'avisa de transformer le monogramme royal à son profit, faisant ainsi le premier pas vers l'usurpation que son fils Raymond 1^{er} devait accomplir, mais effectuant cependant ce changement sans modifier sensiblement l'aspect de la monnaie.

+ Légende simulée; croix.

Revers. — + **NARBONA** ; monogramme de Matfred.—
Denier.

Cette pièce sur laquelle nous avons pu lire le monogramme de Matfred porte au droit l'inscription circulaire suivante:

+ **D . . . N I R.**

De même que Matfred plaçait secrètement son monogramme au revers, n'a-t-il pas voulu donner aussi un sens secret à la légende du droit qui pourrait signifier :

+ *Dominus Noster Imperator Rex*

ou plutôt

+ *Dominus Noster Iesus Rex,*

d'autant plus que des trois lettres qui manquent la première est sûrement un **O** et la dernière très probablement un **S**, car on distingue leur trace ? Il n'y a donc qu'à supposer que la seconde lettre effacée était un **M** pour lire **DOMS**, abréviation bien connue de *Dominus* qui confirme l'interprétation *Dominus noster Iesus rex* rappelant la formule *Deo regnante* qu'on lit à la place de l'indication de l'année du règne sur quelques actes de cette époque ou des débuts de Hugues Capet.

L'apparition du monogramme vicomtal à ce moment ne peut pas être plus vraisemblable.

Les événements politiques de cette période sont de nature à expliquer tous les empiètements d'autorité. La seconde race touchait à sa fin. Jamais le pouvoir central n'eut moins de prestige dans la Septimanie. A la mort de Louis d'Outremer la province avait hésité à reconnaître Lothaire. Enfin Matfred a été un seigneur puissant et son règne a été long. On le fait disparaître en 966, c'est-à-dire 33 ans après son avènement. En réalité cette date est celle de son testament et non pas de sa mort ; du moins rien ne le prouve.

En 966 Matfred partit pour Rome avec sa femme Adélaïde et avant son départ il disposa de ses biens en faveur de ses enfants, deux fils Ermengaud et Raymond et une fille Trudgarde. Comme après son voyage à Rome il n'est plus question de lui on suppose que Raymond lui succéda en 966. Du reste cela importe peu.

A l'époque du testament de Matfred, Ermengaud, l'aîné

de ses fils, avait déjà embrassé la cléricature ; l'archevêché de Narbonne lui était réservé. C'est ainsi que Raymond fut vicomte quoique étant le plus jeune des deux. Il y eut encore une tutelle exercée par Adelaïde, veuve de Matfred.

Ermengaud avait reçu d'importantes dotations, mais il était stipulé que s'il venait à décéder avant d'être parvenu à l'épiscopat tous ses biens retourneraient à Raymond. Il devint archevêque de Narbonne en 977.

Sans doute le partage de l'archevêché et de la vicomté entre les deux enfants de Matfred n'a rien qui puisse nous surprendre à cette époque. Les grands s'étaient emparés des prélatures et regardaient le droit d'en disposer comme attaché à leurs domaines. Néanmoins pouvoir ainsi exercer ce droit était un signe de puissance évident.

Il est clair que l'apparition du nom de Matfred sur une monnaie devient ainsi beaucoup plus vraisemblable que si ce nom avait été porté par un personnage effacé ou n'ayant été vicomte que quelques mois.

RAYMOND I^{er} (966-1023) succéda à son père en 966 ou quelques années après, comme nous venons de le voir.

Au point de vue monétaire, il effectua une réforme radicale dans le monnayage narbonnais, non seulement il acheva l'usurpation commencée par Matfred, mais encore il changea complètement le type des espèces.

Il abandonna le monogramme carolingien que son père s'était contenté de transformer pour adopter l'empreinte Odonique que Toulouse avait répandue dans tout le Midi. Le type de la monnaie narbonnaise va être désormais invariablement jusqu'au commencement du xiii^{me} siècle, quatre annelets. Supprimant le monogramme de Matfred et ne le remplaçant pas par le sien, il inscrivit son nom en toutes lettres en légende circulaire là où avait été jadis le nom royal. Mais la substitution semble avoir été au début un peu timide. Le nom de Raymond est souvent confus. On considère ordinairement les espèces représentant l'aspect des monnaies de Raymond I^{er} comme le

résultat d'altérations successives, d'immobilisation. Or il n'y a aucune place dans la série narbonnaise, ni dans les séries voisines pour des espèces immobilisées au nom de Raymond. Il s'ensuit qu'on est obligé de les laisser au règne de Raymond I^{er}, mais dans ce cas on ne peut pas les classer comme on a coutume de le faire; on ne peut pas commencer par les plus belles pour finir par les plus altérées. Cela romprait l'enchaînement des empreintes.

On comprendrait bien à la rigueur qu'après Matfred une révolution dans le monnayage narbonnais amenant la création d'un type nouveau ait produit une monnaie d'un style meilleur; mais on ne s'expliquerait pas qu'à l'avènement de Bérenger où il n'y eut aucune innovation dans les types monétaires, des espèces très correctes et de bon style aient succédé aux monnaies les plus barbares de Raymond I^{er}. Il en résulte que les espèces de Raymond doivent être classées en commençant par les plus confuses comme se rapprochant davantage des monnaies de Matfred pour finir par les plus belles qui conduisent fort bien aux pièces de Bérenger. Les incorrections constatées sur les premières monnaies de Raymond ne seraient pas uniquement dues à la barbarie du siècle, à l'inexpérience des monnayeurs, il y aurait des fautes intentionnelles; au début le nom de Raymond aurait été vaguement indiqué plutôt que réellement inscrit pour laisser au temps le soin de légitimer l'usurpation. Cela est si vrai que sur ces monnaies où le nom de Raymond I^{er} est souvent si confus, celui de Narbonne est rarement fautif.

Abstraction faite de ces incorrections intentionnelles dans la légende du droit dont l'initiale est le plus souvent simplement indiquée par une barre les monnaies de Raymond I^{er} doivent être ramenées au type suivant :

+ **RAIMVN** ou **RAIMVND**S; croix généralement cantonnée d'un besant.

Revers. — **NARBONA**; quatre annelets. — Deniers.

Aucune pièce aux noms de Raymond et de Narbonne, et au type de la croix ordinaire ne doit être donnée à l'atelier de Melgueil comme on l'avait proposé pour quelques-unes. L'atelier melgorien ne peut revendiquer que les espèces au type du pal. La série melgorienne est constituée par le denier de Carloman à la légende **SVSTANTIONE** ; les immobilisations à l'inscription **SVCTANTIAL** ; les pièces primitivement données à Carcassonne portant **PITRVSCO** d'un côté et **RAIMVND** de l'autre, frappées pendant le quatrième quart du ^x¹^m^e siècle par Pierre de Melgueil ; le denier jadis attribué à Béziers qui n'est qu'une altération de la monnaie précédente dont les inscriptions sont formées de ces lettres hérissées de pointes qu'on retrouve sur les espèces au pal des évêques de Maguelonne et qu'on ne trouve que là ; enfin les monnaies au type du pal melgorien.

BÉRANGER (1023-1067). — Béranger employa les mêmes types que son père, se contentant de remplacer le nom paternel par le sien ; au revers à la suite du nom de lieu on voit apparaître une abréviation du mot *civitas*.

+ **BERINGARI** ; croix.

Revers. — **NARBONA C** ou **NARBONA CS** ; quatre annelets. — Deniers.

Sur l'une des pièces de Béranger un anneau est remplacé par une croisette.

RAYMOND II, BERNARD et PIERRE (1067-1080) fils de Béranger succédèrent à leur père en 1067.

RAYMOND II recommença l'émission d'espèces semblables à celles qui avaient été frappées par son grand-père Raymond I^{er} dont on connaît en effet de nombreuses variétés parmi lesquelles il en est une qui ne peut appartenir qu'à Raymond II.

Les espèces de Raymond II seraient caractérisées par

l'adjonction à la suite du nom de lieu d'un **C** ou d'un **S** couché, altération des lettres **CS** des monnaies de Bérenger.

Les deniers de Raymond I^{er} portent simplement **NARBONA** au revers; la pièce qu'on peut donner avec certitude à Raymond II porte **NARBONVS**, l'**S** couché, le **V** étant un **A** retourné. Cette monnaie se distingue en outre des espèces de Raymond I^{er} par l'absence de point central au revers entre les quatre annelets; elle s'en distingue également par l'absence de besant cantonnant la croix; mais ces deux particularités, surtout la dernière sont infiniment moins caractéristiques que le **C**, les lettres **CS** ou l'**S** couché.

BERNARD dut mourir avant son frère **Raymond**, dans tous les cas on ne connaît pas d'espèces à son nom.

PIERRE survécut à ses deux frères et se trouva seul maître de la vicomté, vers 1080. Il frappa des deniers et des oboles sur lesquels il prend le titre d'évêque parce qu'il était entré dans la cléricature, avait été évêque de Rodez et s'était emparé de l'archevêché de Narbonne en 1079 à la mort de **Guifred** qui avait succédé à **Ermengaud** par suite d'une vente consentie par **Raymond I^{er}**, les vicomtes se considérant alors comme libres de disposer de l'archevêché à leur gré.

Pierre garda l'archevêché jusqu'en 1083 époque à laquelle il le céda à **Dalmace** régulièrement nommé par le Saint-Siège.

Les monnaies de **Pierre** sont peu variées mais relativement communes. Elles offrent l'empreinte suivante :

PETRVS EPOS ; croix.

Revers. — **NARBONA C** ; quatre annelets. — Deniers et oboles.

Malgré ce titre d'évêque que prend **Pierre** sur ses monnaies, ses espèces seraient vicomtales. Leur émission

aurait commencé dès que Pierre fut seul vicomte. Elle a eu lieu de 1080 à 1083 et a pu se prolonger jusqu'en 1089, car la date de 1083 est celle de la soumission de Pierre I^{er} au Saint-Siège qui n'implique en aucune façon l'abandon de ses droits sur la vicomté.

On a pensé que Pierre avait monnayé comme tuteur de son neveu Aimeri I^{er} fils de Bernard. Mais ce serait plutôt comme étant lui-même maître de la vicomté, car il avait succédé à son père Bérenger au même titre que ses deux frères et dut se considérer comme vicomte de Narbonne jusqu'à la fin de ses jours.

On fait succéder Aimeri I^{er} en 1080, mais en réalité le monnayage au nom d'Aimeri ne dut commencer qu'en 1089, si c'est comme vicomte que Pierre a frappé ses monnaies.

AIMERI I^{er} (1080-1105). — Après la mort de son oncle Pierre, Aimeri I^{er} inscrivit son nom sur les espèces sans en changer le type habituel. Les pièces au nom d'Aimeri sont très variées et souvent très barbares. Elles se ramènent aux empreintes suivantes :

AIMERICVS; croix.

Revers. — **NARBONA** ou **NARBONA CIV**; quatre annelets. — Deniers.

On ne connaît pas d'oboles.

AIMERI II (1103-1134). — Aimeri II dut continuer le monnayage de son père sans y rien changer. Les pièces au revers desquelles la croix se trouve sur un carré doivent appartenir aux dernières émissions.

Aimeri II ne laissa que deux filles, Ermengarde et Ermessinde.

ALPHONSE-JOURDAIN comte de Toulouse (1134-1143).

ANFOS DVX; croix cantonnée d'un annelet.

Revers. — **NARBONE CIVI**; quatre annelets. — Deniers.

A la mort d'Aimeri II, Alphonse-Jourdain s'empara de la vicomté de Narbonne en sa qualité de suzerain, sous prétexte de protéger les deux filles d'Aimeri, mais plus probablement dans l'espoir de réunir la vicomté à son domaine. Cependant en 1143 il la rendit à Ermengarde l'aînée des deux sœurs.

ERMENGARDE (1143-1192): — **ERMENGARD'**; croix cantonnée d'un croissant.

Revers. — **NARBONE CIVI**; quatre annelets. — Deniers et oboles.

Ermengarde laissa la vicomté de son vivant à son neveu **PIERRE DE LARA** qui, soit par déférence pour sa tante, soit parce qu'il ne garda le pouvoir que deux années, ne paraît pas avoir battu monnaie à son propre nom.

Il se démit en 1194 en faveur de son fils qui fut Aimeri III.

AIMERI III (1194-1239). — Jusqu'en 1215 Aimeri dut battre monnaie au type des quatre annelets; en 1215 association de l'archevêque au monnayage et apparition d'un type nouveau, la clef.

AIMERICVS; croix cantonnée d'un annelet ou d'un coin.

Revers. — **NARBONE CIVI**; clef.

Nous donnons à Aimeri III des pièces portant encore l'empreinte odonique parce qu'il est évident que la clef ne parut qu'en 1215. Cependant nous devons observer que depuis Alphonse-Jourdain la légende du revers était **NARBONE CIVI**.

Or les monnaies d'Aimeri I^{er} ou II portaient **NARBONA CIVI**; il faudrait admettre qu'en remplaçant le nom d'Aimeri sur les espèces le petit-neveu d'Ermengarde reprit exactement le type et les légendes employés par son arrière grand-père. A la rigueur ce ne serait pas inadmissible, mais il y

aurait eu un intervalle de 60 ans entre les deux monnayages. Il est vrai qu'il y a de bien nombreuses variétés, ou plutôt de grandes différences dans les pièces au nom d'Aimeri et aux quatre annelets. Le denier qui porte la croix sur un carré, que nous avons proposé d'attribuer aux dernières émissions d'Aimeri II, pourrait être donné aux premières années de son arrière petit-fils. Mais si jamais on rencontrait des pièces au nom d'Aimeri et aux quatre annelets portant **NARBONE CIVI** et non **NARBONA**, il n'y aurait plus à hésiter; elles appartiendraient sûrement à Aimeri III.

Les nombreuses variétés de pièces à l'empreinte odonique et au nom d'Aimeri, ou plutôt, comme nous venons de le dire, les différences que présentent les quelques pièces connues posent un problème auquel nous avons fait allusion en divers travaux.

Quoique ce type paraisse avoir été repris par Aimeri III jusqu'en 1215 toutes les monnaies connues jusqu'à ce jour semblent devoir être maintenues à Aimeri I ou II. Comme nous avons vu que ce monnayage ne doit avoir commencé qu'en 1089 toutes ces pièces devraient avoir été frappées de 1089 à 1134, c'est-à-dire dans l'espace de 45 ans.

Est-ce assez pour expliquer toutes ces variétés et surtout l'apparence d'espèces immobilisées que présentent quelques-unes de ces monnaies?

Et en second lieu comment classer ces pièces qui paraissent être, toutes, des altérations d'un type primitif?

Il n'est pas possible de donner ici l'explication proposée pour les espèces de Raymond I^{er}.

Les plus barbares ne peuvent pas se placer à la suite des monnaies à la légende **PETRVS EPOS** qui sont de style relativement bon et dont les inscriptions sont toujours correctes; elles peuvent moins encore précéder les espèces d'Alphonse-Jourdain et surtout d'Ermengarde qui sont de si belle fabrique pour l'époque où ce monnayage se produisait.

Or l'intervalle de 45 ans ne permet pas de supposer l'altération progressive d'un prototype qui ne nous serait pas parvenu et sa restauration.

Mais s'il n'est pas possible d'admettre l'immobilisation du type d'Aimeri dans l'atelier vicomtal on peut supposer l'existence d'un autre atelier fonctionnant au profit des archevêques dans lequel précisément on ne pouvait émettre que des espèces à légendes confuses et d'apparence immobilisées. Cette hypothèse expliquerait bien des choses.

De même que Raymond I^{er} avait inscrit tout d'abord son nom d'une manière indéchiffrable parce qu'il n'avait pas encore le droit de l'y inscrire ; de même les archevêques, n'osant pas monnayer à leur nom, auraient contrefait les espèces vicomtales en dénaturant celui d'Aimeri.

Ainsi de nombreuses pièces à l'empreinte odonique et au nom d'Aimeri proviendraient de l'atelier archiépiscopal.

Quelle serait l'origine de cette usurpation ?

Une usurpation n'étant pas basée sur un droit, mais sur un prétexte, le prétexte pouvait parfaitement être le monnayage de Pierre I^{er}, qui sans doute avait battu monnaie comme vicomte de Narbonne, mais qui en fait était archevêque et prenait sur les espèces le titre épiscopal.

Du reste est-ce bien certain que les monnaies de l'archevêque Pierre soient purement vicomtales comme nous l'avons dit après Poëy d'Avant, pour ne pas rompre tout d'un coup avec toutes les idées admises jusqu'à ce jour ?

Si l'on observe ces monnaies attentivement on constate au revers une particularité qui les distingue des espèces de Raymond ou de Bérenger et de celles d'Aimeri I ou II entre lesquelles elles doivent être placées. Sur les pièces de Bérenger ou de Raymond ainsi que sur celles d'Aimeri I^{er} ou II les quatre annelets sont toujours assez éloignés les uns des autres ; sur celles de Pierre ils sont

tellement rapprochés que sur les planches de l'ouvrage de Poëy d'Avant ils ont été représentés soudés les uns aux autres en croix, de manière à former un fleuron quadri-lobé. En réalité ils sont détachés mais ils se touchent presque et semblent former un type spécial.

Dans quel but Pierre aurait-il légèrement modifié le type primitif et pourquoi, la modification accomplie, la nouvelle empreinte n'aurait-elle pas été conservée par Aimeri et ses successeurs qui revinrent aux quatre annelets bien distincts? Cela serait inexplicable.

Si l'on admet au contraire que ces pièces ont été frappées dans un atelier autre que celui du vicomte on comprend bien que l'empreinte ait pu subir volontairement ou involontairement une légère modification.

Dans ce cas il y aurait peut-être lieu de rectifier ce qui a été dit du début du monnayage d'Aimeri I^{er} que nous avons fait commencer à la mort de Pierre. Après la disparition de Bernard et de Raymond II les deux ateliers auraient pu fonctionner simultanément, l'un frappant monnaie au nom du jeune Aimeri, l'autre au nom de son oncle Pierre, cependant cela est peu probable ; Pierre était également vicomte de Narbonne ; son neveu ne dut battre monnaie qu'après lui. Mais les espèces de Pierre ne seraient plus purement vicomtales ; du moins elles auraient pu servir de prétexte aux usurpations ultérieures des prélats.

Nous avons vu qu'en 1215 Aimeri III associait les archevêques à la fabrication monétaire *sans aucune compensation* et nous en avons conclu précédemment que cette concession ne pouvait être que la reconnaissance d'un droit auquel les vicomtes n'étaient plus en état de s'opposer. C'était surtout la réglementation de ce droit, l'existence des deux ateliers étant préjudiciable à l'un et à l'autre.

Il n'est pas possible de dire à quel moment le mon-

nayage épiscopal avait commencé. Ce n'est évidemment pas immédiatement après le monnayage mixte de Pierre. Car si il n'y avait pas eu d'interruption les archevêques auraient conservé le type spécial des quatre annelets très rapprochés, tandis que nous les voyons reproduire exactement l'empreinte vicomtale en dénaturant l'inscription du droit mais sans modifier en quoique ce soit le type de la monnaie.

AMAURI I^{er} (1239-1270). — + **AMALRICVS**; croix cantonnée d'un besant ou plus généralement d'un coin au deuxième.

Revers. — **NARBONA CIVI**; clef en pal dans le champ.

Nous adoptons le nom d'Amauri parce qu'il a prévalu ; celui d'Amalric employé par quelques chronologistes vaudrait peut-être mieux parce qu'il est la traduction plus littérale d'*Amalricus* et qu'il est plus différent d'Aimeri. Dans tous les cas il faut bien distinguer les vicomtes ayant porté les noms d'Aimeri et d'Amauri.

Les pièces à la clef et au nom d'*Aimericus* avaient été émises, nous l'avons vu, à partir de 1215, par suite de l'accord entre le vicomte et l'archevêque.

En 1242 l'archevêque Pierre Ameil se plaint de ce que le vicomte s'était emparé par la force de la moitié de la monnaie concédée à son prédécesseur. Il s'agit évidemment des premières émissions d'Amauri I^{er} qui fut vicomte en 1239, d'où l'on pourrait conclure que les prélats n'ayant pas participé au monnayage au nom d'*Amalricus*, lorsque dans la suite ils battirent monnaie de leur seule autorité ce fut plutôt au nom qui avait été employé pendant le monnayage en commun. Nous avons en effet beaucoup plus de variétés au nom d'Aimeri qu'à celui d'Amalric et de plus nous pouvons constater pour la pièce au type de la clef comme pour les monnaies aux quatre annelets des légendes quelque peu confuses, pas au même degré toute-

fois que pour ces dernières. L'explication pourrait être la même. Cependant le style des pièces portant *Amalricus* et aussi quelques particularités qu'elles présentent telles que l'**S** couché, la forme de l'**M** nous les font considérer comme postérieures aux autres et nous ont fait admettre que les dernières émissions des archevêques monnayant seuls devaient avoir été faites au nom d'**AMALRICVS**.

En 1265 le vicomte frappe monnaie seul. Protestation de l'archevêque et excommunication du vicomte.

En 1266 sentence arbitrale rétablissant le monnayage en commun et fixant le type des nouvelles espèces.

En 1270 l'archevêque à son tour bat monnaie de sa seule autorité. Vaine protestation du vicomte.

En 1271 les consuls acceptent les espèces frappées par l'archevêque et celles qu'il fera fabriquer à l'avenir.

Ce serait ici le moment de placer l'émission du gros d'argent donné par Duby, reproduit par Poëy d'Avant, si l'initiale qu'il porte convenait à l'archevêque Maurin.

Dans tous les cas on peut le considérer comme ayant été frappé au début de l'épiscopat de Gilles-Aycelin (1290-1311) car nous savons que vers cette époque les consuls réclamaient la fabrication de nouvelles espèces et l'accord définitif entre le vicomte et l'archevêque ne devait être conclu et exécuté qu'une quinzaine d'années après.

AIMERI IV (1270-1298). — Ne pas le confondre avec son père qui a été également appelé Aimeri IV mais qu'il faut désormais nommer exclusivement Amauri 1^{er}. Dans quelques textes il pourrait y avoir parfois confusion entre les deux noms ; ainsi précisément ce personnage apportant aux consuls en 1270 la protestation de son père contre le monnayage de l'archevêque est appelé *Amalricquet* dans l'*Histoire de Languedoc*, mais il y a lieu de distinguer qu'il est ici désigné par un diminutif du nom paternel, coutume qui a subsisté pour ainsi dire jusqu'à nos jours dans notre pays, et non par le sien qui n'était pas Amalric. Du reste

la confusion n'existe jamais dans les documents de l'époque où l'on trouve des indications telles que *Aimeri fils d'Amalric* qui tranchent la question. Dans les textes latins on ne rencontre jamais *Aimericus* pour *Amalricus* et dans les actes rédigés en roman on distingue également *Aymeric* et *Amalric*.

Aimeri IV ayant été vicomte au plus fort de la querelle, après l'excommunication de son père, après l'émission épiscopale de 1270 acceptée par les consuls malgré la protestation de son père par lui-même formulée, n'a probablement pas battu monnaie; ou bien il faudrait admettre qu'à cette époque les deux ateliers ont fonctionné simultanément; s'il a battu monnaie il doit avoir repris le nom d'**AIMERICVS**.

AMAURI II (1298-1328). — C'est le vicomte appelé Aimeri VI par Poëy d'Avant et la plupart des numismates; c'est celui qui se réconcilia avec l'archevêque Gilles-Aÿcelin (1290-1311) en 1305.

S'il a monnayé seul de 1298 à 1305 il a repris le nom d'**AMALRICVS**.

En 1306 émission de la monnaie frappée en commun avec l'archevêque.

+ **E. ARCHIEPS NARB.**; croix ayant une mitre sur la branche de droite.

Revers. — **A VICECOMS NARB.** Dans le champ une clef et un petit bouclier figurant l'écu du vicomte, qu'on avait pris pour un cadenas. — Deniers.

Ce type paraît être le dernier créé par le monnayage féodal narbonnais.

Cela veut-il dire que l'émission de 1306 ait été la dernière?

En 1309 un nouveau conflit entre l'archevêque et le

vicomte se produisait, mais il n'était pas occasionné par la fabrication monétaire. C'en était fait néanmoins des émissions en commun. Du reste le monnayage féodal de Narbonne touchait à sa fin. On ne trouve pas d'espèces qui paraissent postérieures à cette date. Pas de monnaies portant une initiale autre que celle de Gilles-Aycelin qui cependant en 1211 avait été remplacé par Bernard de Fargis. Amauri mourut en 1328 sans s'être réconcilié avec le successeur de Gilles-Aycelin.

Si quelques émissions ont eu lieu après 1309 a-t-on repris les anciens types ? On aurait plutôt pensons-nous, continué la frappe d'espèces à l'empreinte mixte de 1306 sans y rien changer quelle qu'ait été l'autorité qui ordonnait les émissions.

Mais la monnaie seigneuriale était bien près de disparaître.

Dès le début du ^{xiv}^e siècle, avant l'ordonnance de 1315 obligeant les possesseurs de fiefs à fermer leurs ateliers monétaires, ou à les vendre au roi, le pouvoir royal s'efforçait de réagir aussi énergiquement que possible contre le monnayage féodal.

M. Maurice MaSSIP, communiquait à la Commission archéologique de Narbonne, dans une des premières séances de l'année 1889, un ensemble de faits recueillis dans nos archives mais ne figurant pas encore dans les inventaires publiés, qui le prouvent surabondamment.

Le 13 décembre 1305 le roi Philippe IV défendait d'obliger les marchands de Toulouse, de Carcassonne et autres lieux et en général toutes les parties contractantes à donner ou à recevoir d'autre monnaie que celle du roi ou celle dont il aurait été convenu entre les parties.

Le 29 janvier 1306 la notification de cette défense était faite à l'archevêque et au vicomte Amauri II.

Le 13 janvier de la même année des commissaires royaux, qui avaient été envoyés en Languedoc pour y

réformer l'administration, mandaient aux vicaires-généraux de révoquer toutes les excommunications qui avaient été prononcées pour rendre forcé le cours de la monnaie de l'archevêque et invitaient les divers corps et métiers à favoriser la circulation du numéraire royal.

Le 24 avril 1309 les maîtres-cordonniers de Bourg assemblés au nombre de 78 juraient sur les Saints-Évangiles d'observer fidèlement l'ordonnance du 15 décembre 1305.

Le 18 décembre 1317 Philippe V invitait les consuls et les habitants de Narbonne à envoyer à Paris quatre députés connaissant bien les questions relatives aux monnaies pour tâcher de remédier à la crise que traversait le pays, car les espèces royales étaient devenues si rares qu'elles ne suffisaient plus aux transactions, à l'entretien même de la vie.

Il est évident que ce n'était pas seulement le numéraire royal qui manquait, c'était toute monnaie qui faisait défaut.

Logiquement on doit penser que s'il y avait eu des émissions monétaires depuis celle de 1306 elles avaient été insignifiantes et si l'on songe au serment de 1309 on a le droit de conclure, sans s'aventurer beaucoup, qu'il ne devait pas y en avoir eu.

A mois de février 1343 on entreprit une refonte générale de la monnaie royale. Les consuls de Narbonne y contribuèrent en versant au trésor onze cents livres quoiqu'en vertu de leurs anciens privilèges ils étaient exempts de tels subsides.

A partir de ce moment-là il n'est plus question de la monnaie seigneuriale et c'est contre la circulation des espèces étrangères que le pouvoir royal concentre ses efforts. Quoiqu'elles fussent prohibées les marchands narbonnais les recevaient. A titre d'indemnité envers le fisc les consuls durent s'engager, en 1383, à verser à l'hôtel

des monnaies de Montpellier 400 marcs d'or ou d'argent (1).

En 1348 et 1350 l'archevêque poursuivait encore en sa qualité de suzerain, ses sujets faux-monnayeurs, mais cela n'implique en aucune façon qu'il exerçait lui-même son droit de battre monnaie.

Les espèces seigneuriales avaient joui de leur dernier prestige de 1305 à 1320, mais ici encore rien ne prouve qu'après 1306 ou 1309 au plus tard il y ait eu de nouvelles émissions. La dernière semble donc toujours avoir été celle de 1306.

Nous donnons la suite des vicomtes pour rectifier leurs noms.

AIMERI V (1328-1336).

AMAURI III (1336-1344).

AIMERI VI (1344-1388), appelé souvent Aimeri IX mais qu'il faut absolument appeler Aimeri VI si l'on distingue, comme il convient, les vicomtes ayant porté les noms d'Amauri et d'Aimeri.

Nous arrêtons là, comme dans la première partie de ce travail, la liste de nos vicomtes. Nous l'avons continuée jusqu'à Aimeri VI pour rectifier comme nous l'avons dit les errements anciens, mais tout monnayage féodal avait cessé à Narbonne avant son deuxième prédécesseur.

(1) Nous avons cité tous ces documents d'après la communication de M. Massip à la Commission archéologique. Cette communication fut publiée par les journaux de la localité. — Cf. *Courrier de Narbonne*, du 21 mars 1889, *De la cessation du monnayage féodal à Narbonne* ; *Le Républicain*, même date ; *Le Vigneron narbonnais*, du 30 mars au 5 avril 1889. — Dans une des séances précédentes, nous avons entretenu la Commission de la cessation du monnayage narbonnais ; c'est ce qui avait motivé la communication de M. Maurice Massip, bibliothécaire de la ville de Toulouse, mais alors bibliothécaire et archiviste de Narbonne ; les documents communiqués par M. Massip confirmaient ce que les médailles nous avaient appris. La Note de M. Massip fut publiée par les journaux locaux, parce qu'en ce moment la publication du *Bulletin de la Comm. arch. de Narbonne* était interrompue ; elle fut reprise quelques mois après.

En résumé depuis le jour où les vicomtes de Narbonne ont individualisé leurs espèces ils ont frappé les monnaies suivantes.

Matfred (933-966). — Denier à son monogramme.

Raymond I^{er} (966-1023). — Deniers à son nom et au type des quatre annelets.

Bérenger (1023-1067). — Deniers à son nom et au même revers que précédemment.

Raymond II (1067-1080). — Deniers au nom de Raymond et aux quatre annelets.

Aimeri I^{er} (1080-1105). — Deniers à son nom et toujours au même revers.

Aimeri II (1105-1134). — Même monnayage.

Alphonse-Jourdain (1134-1143). — Deniers à son nom et aux quatre annelets.

Ermengarde (1143-1192). — Deniers et oboles à son nom et aux quatre annelets.

Pierre de Lara (1192-1194). — N'a pas frappé monnaie.

Aimeri III (1194-1239). — Deniers au nom d'**AIMERICVS** et au type des quatre annelets jusqu'en 1215; à partir de 1215 au type de la clef.

Amauri I^{er} (1239-1270). — Deniers au type de la clef mais au nom d'**AMALRICVS**.

Aimeri IV (1270-1298). — N'a probablement pas monnayé.

Amauri II (1298-1328). — En 1306, deniers au type mixte, à son initiale d'un côté, à celle de l'archevêque Gilles-Aycelin de l'autre.

Si Amauri II a monnayé antérieurement à 1306, c'était probablement encore au type de la clef et au nom d'**AMALRICVS**.

Quant aux archevêques, ils auraient émis d'abord les deniers et les oboles de Pierre I^{er} (1079-1085) au revers des quatre annelets très rapprochés. Puis, après une interruption plus au moins longue, ils auraient monnayé au nom immobilisé d'**AIMERICVS** et au type ordinaire des quatre

annelets, s'il est toutefois possible d'accepter des faits qui sont déduits de certaines particularités que présentent les monnaies mais qui ne sont encore confirmés par aucun document. Ce monnayage aurait duré jusqu'en 1215, époque où eut lieu la première association. Le pacte ayant été rompu par le vicomte en 1242 et en 1265, et les deux parties n'ayant pas pu tomber d'accord, les archevêques se remirent à battre monnaie de leur seule autorité en 1270. Comme on ne connaît pas de deniers purement épiscopaux, les espèces durent être frappées au dernier type employé dans l'atelier vicomtal, c'est-à-dire au nom d'**AMALRICVS** et au revers de la clef. C'est pendant cette nouvelle période de leur monnayage, probablement pendant les premières années de l'épiscopat de Gilles-Aycelin que fut battu le gros d'argent donné par Duby qui porte, comme initiale d'archevêque un **E. Egidius**. En 1305, nouvelle réconciliation qui amena en 1306 l'émission du denier mixte mentionné au monnayage d'Amauri II. En 1309 nouveau conflit ne paraissant pas avoir provoqué de nouvelles émissions épiscopales, l'initiale de Gilles-Aycelin n'ayant été changée sur aucun denier, quoique ce prélat ait eu, en 1311, Bernard de Fargis pour successeur.

G. AMARDEL.

LES ABBAYES DE SAINT-LAURENT

DANS LE NARBONNAIS

Les origines de nos anciennes abbayes sont souvent fort obscures : tantôt, c'est la confusion ou l'incertitude dans la liste des abbés ; tantôt, pour n'avoir pas su identifier des vocables, on a créé deux abbayes du même nom ; tantôt on a appliqué au même monastère des documents qui se rapportaient à plusieurs ; tantôt enfin, pour avoir méconnu la topographie du pays, on a rendu intelligibles certaines chartes, qui sont probablement fausses, sûrement falsifiées.

I

Dans la région qui nous occupe ici, et qui, pour les ix^{me} et x^{me} siècles, correspond au *pagus Narbonensis* (1), les documents mentionnent quatre abbayes sous le vocable de Saint-Laurent, avec une notoriété plus ou moins grande ; nous ajoutons aujourd'hui : avec une existence plus ou moins contestable en tant qu'abbayes. — On nous permet-

(1) Saint-Laurent *in Olbegio*, dont il sera parlé tout à l'heure, était, il est vrai, topographiquement compris dans le *pagus Carcassensis* ; mais par suite de son union à l'abbaye de Gaunes, il était historiquement compris dans le Narbonnais.

tra de négliger l'ermitage de Saint-Laurent, dans la commune de Moussan.

1° Le monastère le plus ancien en date est Saint-Laurent *in Olibegio* : il est mentionné en 794 dans une charte de Charlemagne en faveur de l'abbaye de Caunes (1). Longtemps on s'est demandé où était situé ce monastère. Mabillon (2) le place sur le Vernazoubre et le confond avec l'abbaye de Saint-Chinian (Hérault). Mais ce savant bénédictin a oublié de conférer ses propres données (3), car le monastère de Saint-Laurent *in Olibegio* existait en 794, tandis que celui de Saint-Chinian ne fut fondé qu'en 826. En un autre endroit, ce même auteur place Saint-Laurent *in Olibegio* à Citou (4). Dom Devic et dom Vaisete, à leur tour, croient que le monastère de Saint-Laurent *in Olibegio* pourrait être le même que celui de Saint-Laurent de Vernazoubre ; mais il est, disent-ils, bien différent de celui de Saint-Chinian (5). La supposition de ces auteurs n'était pas dénuée de vraisemblance, car dans la commune de Saint-Chinian existait une chapelle rurale dédiée à Saint-Laurent.

C'était, nous semble-t-il, se donner du mal bien inutilement. Puisqu'en effet, au dire des documents, l'abbé Anian était à la tête des abbayes de Saint-Jean *in Exitorio* et de Saint-Laurent *in Olibegio*, qui furent le berceau de l'abbaye de Caunes, ces deux centres de vie monacale ne sauraient être très éloignés l'un de l'autre. D'autre part, on sait que les anciens religieux établissaient leurs monastères dans le voisinage d'un cours d'eau ; les chartes nous en fournissent d'abondantes preuves : *monasterium sanctae Mariae, super fluvium Orobionem* (Lagrasse), — *monasterium*

(1) *Hist. Lang.*, II, p. 11.

(2) *De re diplomatica*, not., p. 504.

(3) *Annal. Benedict.*, II, anno 826, n° 77.

(4) *Ibid.*, anno 780, n° 3.

(5) *Hist. Lang.*, II, note 89.

Aniani, juxta fluvium Anianum (Aniane), — *monasterium Gellonis, juxta fluvium Araou* (Gellone), — *monasterium Malasti, super fluvium Duranum* (Montolieu), — *monasterium Sancti Hilarii, super rivum qui dicitur Leuchus* (Saint-Hilaire), — *domus Sancti Martini de Monte Rotundo, super ripam Urbionem* (Saint-Martin de Montredon)... C'est donc non loin de Caunes et de Citou, et sur un cours d'eau qu'il conviendra de chercher et de placer Saint-Laurent *in Olibegio*; et il est tout naturel de penser que le vocable *Olibegium* rappelle et marque ce cours d'eau.

Or, si nous relevons les formes onomastiques de l'Orbiel, affluent de l'Aude, nous trouvons dans les documents : *Olivetum* (844), *Olveium* (1262), *Olvegium* (1298), etc... *Olibegium* est évidemment bien la forme de l'Orbiel en 794; c'est donc sur ce cours d'eau que nous devons chercher notre Saint-Laurent. En effet, sur le territoire de Conques et en amont des Saptès, existait une prieuré sous ce vocable; son église était située sur les bords de l'Orbiel et son décimaire était uni à l'abbaye de Caunes. De Conques à Caunes et à Citou, la distance à vol d'oiseau est à peine de 15 et 20 kilomètres; à n'en point douter, c'est là qu'il faut placer l'abbaye de Saint-Laurent *in Olibegio*.

2° A Saint-Chinian (Hérault), existait une église rurale sous le vocable de Saint-Laurent, dépendant de l'abbaye voisine, Saint-Anian sur le Vernazoubre. C'est cette église que Baluze (1) mentionne, à tort, sous cette forme : *monasterium sancti Laurentii Vernaduprensis* (897), et qu'une charte de 1102 appelle simplement, et à juste titre : *ecclesia sancti Laurentii* (2). C'est à ce Saint-Laurent que Mabillon applique, mal à propos, le document de 794 : *Sanctus Laurentius in Olibegio*.

(1) *Concilia Galliae Narbonensis*, p. 2.

(2) *Hist. Lang.*, v, pr. 411, 2°.

Au surplus, pourquoi l'existence, dans le voisinage de Saint-Chinian, d'une église, d'un décimaire sous le vocable de Saint-Laurent, impliquerait-elle l'existence d'une abbaye de ce même nom ? Peut-on raisonnablement admettre, dans la même vallée, dans la même localité, l'existence de deux abbayes : Saint-Anian, et Saint-Laurent ? Admissible une *cella*, une chapelle rurale dépendant de l'abbaye, mais non une seconde abbaye.

Quant à l'appellation donnée par Baluze, elle est simplement erronée ou insuffisante ; car, deux ans après, le monastère de Saint-Chinian est appelé *monasterium sancti Aniani confessoris et sancti Laurentii martyris* (1). Bien mieux, ces deux abbayes, qui étaient unies à cette date, étaient séparées en 899 (2), d'après ces mêmes auteurs.

Conclusion. En faisant de Saint-Laurent sur le Vernazoubre une abbaye distincte, on a créé des difficultés topographiques et historiques.

3^e Le troisième monastère est *Saint-Laurent-sur-la-Nielle*, aujourd'hui Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse (3). Ce monastère n'est mentionné qu'une fois dans les documents (844) d'une manière positive : *monasterium sancti Laurentii, quod situm est in pago Narbonense super fluvium Nigella* (4). Mais en examinant attentivement cette charte, on constate d'abord que l'original a été interligné au ^{xiii}^e siècle ; en second lieu les biens qui y sont mentionnés sont les mêmes que David, abbé de Saint-Martin-de-Cauchène et de Saint-Laurent, avait, en 836, réclamés à

(1) *Hist. Lang.*, II, col. 328.

(2) *Spicilegium*, XIII, p. 265. Cité dans l'*Hist. de Lang.*, II, notes, p. 328.—
Cfr. *Hist. Lang.*, IV, p. 528.

(3) Canton de Durban, Aude.

(4) *Hist. Lang.*, II, pr. 111 ; — *Gallia*, VI, Instr., c. 414, qui écrit *Rhigella*.

Trasoarius et Teudérédus (1). Enfin le monastère de Saint-Laurent-sur-la-Nielle devrait être sur le bord de la mer et auprès d'un port, comme le prouve le contexte: « *cum « portu secus monasterium in maris littore sito.* » Or, Saint-Laurent-sur-la-Nielle est très avant dans les terres, à la distance de 26 kilomètres de la mer, à vol d'oiseau.

Conclusion. Cette charte est évidemment fausse.

Cette fausseté, le rédacteur de l'*Index géographique* de l'*Histoire de Languedoc* (2) a singulièrement contribué à l'accréditer. En effet, de 881 à 1157, l'abbaye de Saint-Laurent (*sine addito*) est mentionnée huit fois dans les textes que vise cet index, et huit fois on constate qu'elle est unie à l'église de Narbonne. Une seule fois, une église dite de Saint-Laurent est mentionnée dans un document de 1118, et elle est unie à l'abbaye de Lagrasse. La confusion est ici manifeste : cette église, c'est Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, alors Saint-Laurent-sur-la-Nielle, et rien n'autorise à lui donner le titre d'abbaye ou de monastère. Quant à l'abbaye huit fois citée (3), c'est la même que faussement la charte de 844 a appelée Saint-Laurent *super Nigella*. Ces documents s'appliquent donc à un autre Saint-Laurent.

Qu'on ne nous objecte pas la charte de 1090-1290 (4). Ce document, que nous avons sous les yeux, mentionne, il est vrai, l'abbaye de Saint-Laurent, mais encore une fois *sine addito* ; et puisque l'église dite de Saint-Laurent (celle qui, dans le texte, précède Camplong et Saint-Michel-de-Nahuze, c'est-à-dire Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse) fut

(1) *Hist. Lang.*, II, pr. 90.

(2) Tome V, col. 2018, v° *S. Laurentius*.

(3) *Hist. Lang.*, V, pp. 3, 13, 15, 25, 46 130, 227 et 618.

(4) Arch. Aude, H 169.

unie en 1118 à l'abbaye de Lagrasse par le pape Gélase II (1), et ce, sans faire mention ni de l'archevêque, ni de son chapitre, ni d'aucune rente en faveur de l'église de Narbonne, il faudra bien convenir que la rente annuelle d'une vache et d'un setier d'huile, mentionnée dans la charte de 1090, provient d'un autre acte, d'une autre juridiction, et grève un autre bénéfice ecclésiastique.

Conclusion. C'est par erreur que la charte de 844 parle d'une abbaye de Saint-Laurent-sur-la-Nielle. C'est par erreur que Mahul (2), d'après l'*Histoire de Languedoc* (3), parle d'un conflit entre l'archevêque de Narbonne et l'abbé de Lagrasse, relativement à cette même abbaye. C'est par erreur que tous les auteurs ont jusqu'ici confondu Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, où rien n'autorise à placer une abbaye, avec un autre Saint-Laurent dont il nous reste à parler.

4^o A Narbonne en effet, entre Lunes et Montfort, existe un lieu dit aujourd'hui *Garrigue de Saint-Laurent*; il rappelle une abbaye que les auteurs ont ignorée.

C'est à ce monastère que l'on appelait Saint-Laurent de Cazouls, à cause de la ville voisine *Casoles*, *Casolae* (4), que s'appliquent les documents que nous énumérons ci-dessus « *abbatia Sancti Laurentii*. » C'est cette abbaye qui en 836 était unie à celle de Saint-Martin-de-Cauchène (5). C'est cette abbaye que la *Gallia* (6) appelle *Sancti*

(1) *Hist. Lang.*, v, pr. 464 1^o.

(2) *Cartul. dioc. Carc.*, II, 234 et 235.

(3) *Hist. Lang.*, III, p. 461.

(4) Ce vocable qui paraît être une variante de *casae*, *casèles*, semble rappeler les *cellulae*, *cellae* et *villae* que dans le voisinage possédaient les religieux du monastère. — Cfr. les divers documents.

(5) *Hist. Lang.*, II, pr. 90.

(6) T. VI, col. 136, E.

Laurentii cenobium in territorio Narbonensi ad locum Bagesii, de Casulis dictum. Ici, mieux qu'à Saint-Laurent sur-la-Nielle, nous serons sur le bord de la mer, en vue de Bages, et rien d'étonnant qu'en 836 nous retrouvions un port *secus monasterium*. Dès lors, les vocables onomastiques contenus dans la charte de 1157 (1) seront facilement identifiés, et c'est avec assurance que nous verrons passer devant nous toute une série de villas, comprises dans la section rurale de Bourg, commune de Narbonne : Censérats, Cazouls, Alentian, l'île de Mandirac, ... et l'abbaye de Saint-Laurent. Cette même abbaye, nous la retrouvons mentionnée enfin dans l'Inventaire des actes de l'archevêché de Narbonne (1639).

Conclusion. Il a existé, auprès de Narbonne, une abbaye de Saint-Laurent, non loin de ce qui est aujourd'hui l'étang de Bages. C'est par ignorance de cette abbaye que l'on a créé l'abbaye de Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse ou sur la Nielle.

II

Mais, de ces observations multiples découle une conclusion bien imprévue : la fausseté de la charte de fondation de l'abbaye de Saint-Chinian (2). Étudions-la d'abord au point de vue diplomatique.

Elle est, avons-nous dit, « des kalendes d'août, de la « treizième année du règne de Louis le Pieux et de la « quatrième du roi Lothaire, indiction IV. » Or, Louis le Débonnaire eut trois manières de compter : 1^o de son règne d'Aquitaine, à partir de la fête de Pâques de 781,

(1) *Hist. Lang.*, v, pr. 618.

(2) 1^{er} août 836. *Hist. Lang.*, II, pr. 71.

jour de son couronnement à Rome ; 2^o de son association à l'empire en septembre 813 ; 3^o de son avènement, après la mort de Charlemagne qu'on fixe au 28 janvier 814.

Pour Lothaire, on distingue quatre époques dans les dates de ses diplômes. La première se compte du 31 juillet 817, quand il fut associé à l'empire par Louis le Débonnaire ; la seconde commence en 822, temps où il fut envoyé dans le royaume de Lombardie ; la troisième part de l'an 823, lorsqu'il reçut la couronne impériale des mains du pape ; la quatrième est prise de l'an 840, lorsqu'il prit possession du trône impérial après la mort de son père.

La charte qui nous occupe n'est donc pas antérieure à 817 (date de l'association de Lothaire au trône de son père) ; elle n'est pas postérieure à 821 (année quatrième du règne de Lothaire), si, comme date initiale de son règne, on adopte l'année 817. Or en 821, l'indiction était XIV.

La charte serait de 826 ($822+4$), si l'on adopte la date de 822 pour le règne de Lothaire ; mais dans ce cas, il faut adopter pour Louis le Débonnaire l'année 813 ($813+13=826$). Or c'est la date où il est associé à l'empire par son père Charlemagne, et il n'est pas admissible qu'à cette même date deux princes, (le fils et le petit-fils), aient été associés à Charlemagne.

Reste pour Louis le Débonnaire la date de 814 ($814+13=827$), et pour Lothaire la date de 823 ($823+4=827$). Mais dans ce cas, l'indiction est V, et non pas IV, comme le porte la charte.

Il semble donc que cette charte soit fausse ; elle est pour le moins suspecte, au point de vue diplomatique.

En second lieu, étudions-la au point de vue topographique, en la rapprochant d'autres documents relatifs à la même abbaye.

D'après la charte de 826, un monastère est fondé, dans

le *pagus Narbonensis*, dans la villa Vernadoubre, en l'honneur de saint Anian, dans un lieu appelé *Holatian*. D'après la charte de 844, c'est le monastère qui est appelé *Olocian*; d'après celle de 899, le monastère est appelé *Saint-Anian et Saint-Laurent*, il est situé dans un lieu appelé *Olocian*. Enfin en 972, le monastère est appelé *Saint-Anian de Vernadoubre*.

Il y a lieu d'abord de s'étonner des variantes dont on se sert pour désigner cette abbaye. En effet, si la villa où fut fondé ce monastère s'appelait *Vernadoubre*, on ne voit pas pourquoi le lieu où il fut bâti s'appelait *Holatian*. Ce *fundus*, d'origine romaine, était assurément connu depuis longtemps; pourquoi donc le cours d'eau voisin aurait-il donné son nom à la villa ?

En second lieu, n'est-il pas surprenant que l'on ait attendu si longtemps (de 826 à 972) à donner à cette abbaye un nom fixe, classique, conforme d'ailleurs aux traditions monacales, *Saint-Anian de Vernadoubre* ?

Mais la charte de 844 contient des preuves plus évidentes de fausseté. La villa est ici appelée *Vernodoverus*; reconnaissons d'abord que, dans l'espace de dix-huit ans (826 à 844), la forme primitive *Vernotubrum* a été bien vite dégradée. De plus, la charte mentionne parmi les possessions de l'abbaye une île, « *insula Duniana*, » et un étang, « *stagnum Decimus*. » Or Saint-Chinian est bien avant dans les terres, à 35 kilomètres environ de la Méditerranée, et rien ne peut nous fixer sur la situation géographique de cette île et de cet étang dans cette région.

Ce même document mentionne encore, comme dépendant de l'abbaye de Saint-Anian de Vernadoubre, « *monasterium Sancti Stephani in pago Carcassensi, sub rivulum « Oliveti situm, cum cella Sancti Johannis* », tandis que la charte de 1101 mentionne à la place (nouvelle preuve d'ignorance topographique chez les rédacteurs de ces chartes) « *ecclesiam sancti Stephani de Clamos cum villata « que vocatur Villanernetta* ».

Enfin il est surprenant que le nom d'*Holatian*, *Olocian*, n'ait laissé aucune trace ni aucun souvenir même à l'état de lieu dit, dans le cadastre et les états de section de Saint-Chinian.

Conclusion. Appliquées à Saint-Anian (Saint-Chinian), ces diverses chartes demeurent topographiquement inexplicables, et l'on constate chez leurs rédacteurs une ignorance évidente de la toponymie locale.

Transportons nous au contraire à Saint-Laurent de Cazouls, près de Narbonne, et les textes deviendront intelligibles. Nous sommes sur les bords de la mer : l'île *Duniana* (aujourd'hui La Planasse) et l'étang *Decimus* (aujourd'hui l'étang Deume) sont tout à côté, dans la commune de Peyriac-de-Mer (1). Bien mieux, les villas *Casolae*, *Casoles*, et *Alancianus*, *Alentianus*, que nous avons rencontrées en 782 (2) et en 857 (3), nous les retrouvons en 1157 (4). En 1360 (5), le *Livre vert* de l'archevêque de Narbonne appelle cette dernière villa *Alaussanum*, en attendant que l'*Inventaire des titres* de l'archevêché (6) de 1639 l'appelle *Alausan*, *Alausa*, *Alensan*, *Alentian*. Les formes *Holatianum*, *Olocianum* sont, à n'en pas douter, une variante, après mauvaise lecture, de *Alancianum*, *Alaussanum*.

C'est pour ces divers motifs, pris d'une mauvaise topographie, que nous soupçonnons très fortement les trois

(1) En admettant même une mauvaise graphie (*Duniana* pour *Canana*, que nous trouvons dans une charte de 844, *Hist. Lang.*, II, col. 230), le Cana lui-même est sur le bord de la mer.

(2) *Hist. Lang.*, II, pr. 6.

(3) *Ibid.*, pr. 149.

(4) *Ibid.*, V, pr. 618.

(5) Arch. Aude, G 2.

(6) Arch. com. Narb., non invent.

premières chartes relatives aux origines de l'abbaye de Saint-Chinian. Les documents ne deviennent sûrement clairs et intelligibles qu'en 1102. A cette date seulement, le monastère est désigné par un vocable précis et déterminé: « *monasterium sancti Aniani quod est juxta fluvium « Vernazoubro* », et l'église voisine y est bien définie : « *ecclesia sancti Laurentii* (1) ».

En résumé, la topographie éclairant les textes, nous proposons les conclusions suivantes :

1^o Saint-Laurent *in Olibegio* était situé sur l'Orbiel, dans la commune de Conques (Aude) et porta pendant quelque temps le titre d'abbaye ou monastère.

2^o Saint-Laurent-sur-la-Nielle (aujourd'hui Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse) ne fut jamais une abbaye : le seul texte qui l'affirme est topographiquement fautif et au moins suspect.

3^o A Saint-Laurent-de-Cazouls (commune de Narbonne) exista pendant quelque temps une abbaye. A celle-ci doivent être attribués tous les textes que l'on applique à Saint-Laurent-sur-la-Nielle, et aussi les parties des textes, que par ignorance topographique on a attribués à Saint-Chinian.

4^o Auprès de l'abbaye de Saint-Chinian, existe une église dédiée à Saint-Laurent et dépendant de l'abbaye voisine. C'est cette église qui a fourni l'occasion de nombreuses erreurs dans les textes que nous venons de discuter. Rien n'autorise à en faire une abbaye.

(1) *Hist. Lang.*, v, pr. 411, 2^o.

III

A quelle époque et pour quels motifs ces chartes auraient-elles été fabriquées?

Puisque le document de 1102 est précis et exact, nous croyons que c'est vers 1090 que ces erreurs ont dû être écrites. A cette date en effet, à Narbonne un concile est réuni sous la présidence de Dalmace, archevêque, et auquel assistent les évêques Pierre de Carcassonne, Godefroid de Maguelone, Bertrand de Barcelone, avec un grand nombre de clercs de Narbonne. Y assistait aussi Robert, abbé de Lagrasse, *cum multa parte conventus sibi commissi*, lequel, pendant que l'archevêque célébrait le divin office, *se et suos culpabiles et merito indignos humili satisfactione recognovit*, et offre la juste réparation de *quædam abbatia sancti Laurentii quam sine sui (archiepiscopi) plenaria concessione suscepit, que ex regali precepto et Romane ecclesie privilegio in perpetuo jure narbonensis ecclesie donatura auctoritate tradita est* (1). L'archevêque consentit à laisser ladite abbaye aux mains de l'abbé de Lagrasse, mais à la condition que « *pro recognitione quia* »
« *ipsum alodium est sanctorum Justi et Pastoris et canonicis* »
« *ejusdem,* » l'abbé donnera tous les ans à la Noël « *unam* »
« *vaccam optimam aut decem solidos narbonenses monete* »
« *curribilis.* »

Cette convention fut longtemps maintenue et observée ; mais en 1290, entre le Chapitre de Narbonne et l'abbé de Lagrasse, fut soulevée la question de savoir si le Chapitre pouvait exiger « septante livres tournois, ou bien de deux

(1) Arch. Aude, H 469. — Nous avons voulu citer la partie intéressante de ce texte ; le lecteur remarquera combien est vague cette expression : « *quædam abbatia sancti Laurentii*, et plus bas le mot *alodium*.

« choses l'une : une vache grasse ou dix sols Narbonnais. » Qu'on ne dise pas que la falsification a eu lieu en 1290 ; le contexte, à cette date, précise que l'abbé de Lagrasse devra fournir un setier d'huile *ad mesuram Sancti Laurentii*, l'erreur avait donc été déjà commise, et la confusion des divers Saint-Laurent établie.

C'est donc en 1090, date de la première discussion, que l'on dût compiler les documents relatifs à l'abbaye de Saint-Laurent. Les auteurs de ces recherches soulevèrent assurément des questions topographiques qu'ils ne purent résoudre ; ils crurent trouver une solution en confondant des abbayes, et en attribuant à l'une des biens qui appartenaient à une autre. Pour mieux soutenir ces droits, ils auront composé les chartes de 826, de 844 et de 899, se basant sur des données faussement acquises, tâchant d'appliquer à une abbaye, libre de toute dépendance archiépiscopale, des biens qu'ils voulaient attribuer à leur abbaye. L'hypothèse deviendra facilement la thèse, si l'on veut bien remarquer que la charte de 844 (1), relative à Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, a été interlignée au ^{xii}^{me} siècle. Ce diplôme de Charles le Chauve est d'ailleurs intitulé par la *Gallia* (2) « *præceptum confirmationis Caroli* » « *Calvi... pro monasterio Crassensi*, » alors qu'il n'y est nullement question de l'abbaye de Lagrasse.

Y a-t-il lieu d'appliquer ici l'axiome bien connu « *Is fecit cui prodest* ? » Nous le croyons d'autant plus volontiers que l'on ne saurait, après un espace de deux siècles seulement (826 à 1090), invoquer uniquement l'ignorance topographique. D'autre part, l'abbaye de Saint-Chinian n'avait aucun intérêt matériel ou moral à s'attribuer des biens dont elle ignorait la valeur et la position topographi-

(1) *Hist. Lang.*, II, pr. 111.

(2) *Gall.*, VI, Instr., c. 414.

que. Reste donc l'abbaye de Lagrasse qui pouvait avoir le désir de s'affranchir de la dépendance archiépiscopale, ou simplement de se dispenser de la censive annuelle qui était due à l'église de Narbonne.

A. SABARTHÉS,

Correspondant du Ministère de l'Instruction Publique.

AMAURI II, VICOMTE DE NARBONNE

(1260⁹ — 1328)

Sa jeunesse et ses expéditions. — Son gouvernement
Son administration.

INTRODUCTION

SOURCES IMPRIMÉES (1)

I. Études historiques. — II. Documents narratifs. — III. Documents diplomatiques : recueils de chartes, catalogues et inventaires.

I. — Catel est le premier qui se soit occupé du vicomte Amauri II (2). Il n'en a dit que quelques mots. Cet érudit est, d'ailleurs, dépourvu de tout esprit critique.

Nous en dirons de même du sieur Besse, qui a consa-

(1) Au cours de cette revue bibliographique, nous ne ferons pas figurer les recueils relatifs à l'histoire générale, tels que les *Historiens des Gaules et de la France*, les *Ordonnances des rois de France*, les *Olim* du comte Beugnot, le *Thesaurus novus anecdotorum* de Martène (recueils de documents); la *Table chronologique des diplômes* de Bréquigny, les *Regesta pontificum romanorum* de Potthast, les *Actes du Parlement de Paris* de Boutaric (catalogues d'actes); la *Collection des sceaux* de Douët d'Arq et l'*Histoire généalogique* du P. Anselme. Nous examinerons seulement les recueils d'histoire locale, et nous ne les citerons dans notre bibliographie que si nous les avons utilisés plusieurs fois dans le courant de cette étude.

(2) Dans ses *Mémoires de l'histoire de Languedoc*, Tolose, 1633, in-f^o.

cré quelques lignes à notre vicomte (1). Son livre est un panégyrique : Besse veut y démontrer que l'archevêque de Narbonne a le droit de porter le titre de duc. Besse est un parfait courtisan ; c'est un médiocre historien.

Enfin Vaissete vint. Amauri eut alors un historien digne de lui. Dom Devic, collaborateur de dom Vaissete, était mort quand ce dernier aborda l'étude des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles.

L'œuvre des bénédictins a doublé de sa valeur — du moins en ce qui concerne le sujet dont nous nous occupons — grâce aux additions et corrections d'Auguste Molinier. Ce dernier a apporté des détails nouveaux sur la biographie de notre vicomte (2).

L'historien de Florence, Perrens (3), et le biographe de Dino Compagni, M. Isidoro del Lungo (4), nous ont été d'un grand secours pour l'étude du séjour d'Amauri en Toscane.

Enfin, M. Léopold Delisle nous a servi de guide pour l'étude des rapports du vicomte avec l'archevêque Gilles Aicelin (5).

II. — Les deux chroniqueurs auxquels nous avons fait le plus d'emprunts sont Dino Compagni (6) et Giovanni Villani (7). Le témoignage du premier a été pendant long-

(1) BESSE, *Histoire des ducs, marquis et comtes de Narbonne*, Paris, 1660, in-4°.

(2) *Histoire de Languedoc*, éd. Privat, t. ix, Toulouse, 1886, in-4°.

(3) *Histoire de Florence*, Paris, 1877-1883, 8 vol. in-8°. Volume plus particulièrement utilisé : t. II.

(4) *Dante ne' tempi di Dante*, Bologna, 1888, in-8°.

(5) Gilles Aicelin, archevêque de Narbonne et de Rouen (*Histoire littéraire de la France*, t. XXXII, Paris, 1898, in-4°, pp. 474-502).

(6) Dino COMPAGNI, *Chronicon Florentinum* (1280-1312), édit. Isidoro del Lungo, au t. II de son ouvrage : *Dino Compagni e la sua Cronaca*, Firenze, 1879-1887, 3 vol. in-8°.

(7) *Istorie Fiorentine* (Muratori, *Rerum italicarum scriptores*, t. XIII).

temps contesté et rejeté, notamment par Perrens (1). Pour quelques érudits italiens et allemands, la chronique de Dino Compagni serait l'œuvre d'un faussaire du xv^{me} ou du xvi^{me} siècle. M. Isidoro del Lungo a fait promptement justice de toutes ces attaques injustifiées et démontré victorieusement l'authenticité de la chronique florentine.

Le témoignage de Dino Compagni est très précieux. Il insiste longuement sur les négociations et les délibérations qui précédèrent la bataille de Campaldino. C'est avant tout un historien politique.

Villani, par contre, est presque exclusivement un historien militaire. Sur ce point, il est bien mieux informé que Dino Compagni. Il n'omet aucun détail de tactique et de stratégie militaires. Il nous fait assister aux moindres manœuvres et aux diverses péripéties de la bataille.

En somme, ces deux historiens, de qualités si différentes, se complètent admirablement.

III. — Dans les recueils de documents diplomatiques, nous distinguons les recueils de chartes, les catalogues d'actes et les inventaires.

Le recueil de chartes le plus considérable que nous ayons utilisé pour notre sujet est celui que nous offre le tome x de l'*Histoire de Languedoc* (2).

Un certain nombre de documents, tirés des archives municipales de Narbonne, ont été publiés par Mouynès (3). La méthode de ce dernier n'est pas rigoureusement critique. Par contre, celle de M. Blanc, qui a publié les documents les plus importants pour l'histoire du com-

(1) *Histoire de Florence*, t. I, Avant-propos, p. XII.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. X, *Preuves*, Toulouse, 1885, in-4°.

(3) *Annexes de la série AA* et *Annexes de la série BB* (à la suite de l'*Inventaire de la série AA* et de l'*Inventaire de la série BB*, Narbonne, 1871-1877, 5 vol. in-4°).

merce de Narbonne, est absolument scientifique (1).

L'étude de Saige sur les Juifs du Languedoc est une simple introduction à une publication de documents (2).

Les actes mis au jour y sont en très grand nombre. Malheureusement ils ne sont pas toujours édités avec toute la correction désirable.

Nous avons très souvent utilisé la belle publication, qu'a donnée M. Gherardi, des registres de délibérations de la république florentine. Un index analytique placé à la fin du second volume rend les recherches tout à fait faciles et agréables. Les textes sont édités avec le plus grand soin (3).

La mode est depuis quelque temps aux catalogues d'actes. Nous aurions mauvaise grâce à nous en plaindre, car ce genre de publication a singulièrement facilité notre documentation.

M. Robert Davidsohn se prépare à l'histoire économique de Florence en publiant le catalogue des actes conservés dans les dépôts toscans (4).

L'étude de M. Martin-Chabot sur les *Archives de la cour des comptes de Montpellier* est plus qu'un catalogue ; c'est une reconstitution de registres (5), précédée d'une introduction sur l'histoire des archives de la cour, et suivie

(1) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, t. II, 1^{re} partie, Paris, Picard, 1899, in-8°. Les pièces et les tables qui constitueront la 2^e partie du t. II ont déjà paru dans le *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, années 1896-1902.

(2) Gustave SAIGE, *Les Juifs du Languedoc antérieurement au XIV^e siècle*, Paris, 1881, in-8°.

(3) GHERARDI, *Consulte della repubblica fiorentina*, Firenze, 1896-1898, 2 vol. in-f°.

(4) DAVIDSOHN, *Forschungen sur Geschichte von Florenz*, Zweiter Theil (*Aus den Stadtbuchern und-Urkunden von San Gimignano (13-und 14-Jahrhundert)*), Berlin, 1900, in-8°. Dritter Theil, Berlin, 1901, in-8°.

(5) *Bibliothèque de la faculté des lettres de Paris*, fasc. XXII, Paris, 1907, in-8°.

de quelques documents tirés de collections parisiennes et provinciales (1).

Les deux premières séries des archives municipales de Narbonne ont été inventoriées par Mouynès (2). Malheureusement, dans les notes explicatives qu'il a mises au bas des pages et dans les dissertations qu'il a réunies en appendice, Mouynès se dispense d'indiquer ses sources. Peut-être aussi n'a-t-il pas été toujours très heureux quand il a voulu corriger les assertions des Bénédictins.

SOURCES MANUSCRITES

I. Archives nationales et Bibliothèque nationale. — II. Archives de la couronne d'Aragon. — III. Archives départementales de l'Hérault et de l'Aude. — IV. Archives de l'archevêché de Narbonne. — V. Archives municipales de Narbonne. — VI. Archives vicomtales ; Historique du dépôt et reconstitution de trois registres d'Amauri II : registre d'hommages, registre des réquisitions consulaires et vicomtales, registre 163.

I. — Aux archives nationales, nous avons surtout puisé dans le Trésor des chartes. Plusieurs cartons des Layettes et du Supplément nous ont fourni quelques documents très importants (3). Mais ce sont les registres qui nous ont le plus servi (4). Ils nous ont permis d'étudier de très près les relations du vicomte de Narbonne avec le roi de France.

(1) Nous avons donné un compte rendu de ce livre dans le *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. IX, pp. 491-495, sous le titre : *A propos d'un livre récent sur les archives de l'ancienne cour des comtes de Montpellier*.

(2) *Inventaire de la série AA*, 1 vol. *Inventaire de la série BB*, 2 vol. Narbonne, 1871-1877, in-4^e.

(3) Arch. nat., J 300, 320, 328, 337, 456, 890, 893, 1029 et 1044.

(4) *Ibid.*, JJ 41, 42 A et B, 45, 52, 56, 61 et 62.

La série K nous a fourni un extrait (1) d'un inventaire de la sénéchaussée de Carcassonne (2).

Enfin, nous avons utilisé deux documents conservés dans deux séries parlementaires (3).

A la bibliothèque nationale, dans la collection Doat, nous avons dépouillé les volumes 47 à 59, où sont transcrits une foule d'actes concernant la vicomté, l'archevêché, la ville de Narbonne et plusieurs communautés religieuses, les volumes 232 à 234, qui contiennent la copie de l'ancien inventaire des archives de la sénéchaussée de Carcassonne que François Joffre fit confectionner en 1670-1672 (4). Cette copie d'inventaire nous a fourni très peu de renseignements sur Amauri II.

La collection de Languedoc renferme quelques transcriptions de documents narbonnais (5). Mais elle nous a été bien moins utile que la collection Doat, pour cette raison bien simple qu'elle a été reproduite en presque totalité dans la dernière édition de l'*Histoire de Languedoc*. Enfin, nous avons utilisé deux pièces des *Chartes de Colbert* (6).

II.— A Barcelone, aux archives de la couronne d'Aragon, les registres de la chancellerie aragonaise nous ont permis d'ajouter des détails nouveaux à ceux qui étaient déjà connus par les chroniqueurs, sur la captivité du jeune Amauri en Catalogne et sur le paiement de sa rançon (7). Nous y avons trouvé des renseignements très curieux sur

(1) Archives nat., K 213.

(2) Arch. départ. de l'Hérault, B 9.

(3) Arch. nat., X^{1a} 8844, X^{1c} 1.

(4) MARTIN-CHABOT, *Les archives de la cour des comptes de Montpellier*, Introduction, pp. XXV-XXVI.

(5) Collection de Languedoc, t. XIV, LXXXI et LXXXIII.

(6) Chartes de Colbert, nos 984 et 985.

(7) Arch. de la couronne d'Aragon, reg. LVII, LVIII, LXV, LXVI, LXXI.

les rapports économiques du fils aîné d'Amauri II avec l'Aragon (1).

III. — Les archives départementales de l'Aude renferment dans la série B les deux premiers tomes de l'inventaire de François Joffre dont il a été question plus haut.

Le troisième volume se trouve aux archives départementales de l'Hérault (2). Ces dernières archives renferment un vieil inventaire des titres de la sénéchaussée de Carcassonne qui nous a été de la plus grande utilité (3). On y trouve analysés sous la rubrique : *titres de la viguerie de Narbonne*, la plupart des actes qui avaient constitué le dépôt de la vicomté. Nous examinerons plus longuement cette question dans notre historique des archives vicomtales.

IV. — Les archives de l'archevêché de Narbonne ont presque entièrement disparu. Au xviii^e siècle, elles ont été pillées par Baluze et par Colbert. A l'époque révolutionnaire, plusieurs charretées de parchemins, provenant du palais archiépiscopal, furent brûlées sur le cours des Barques (4). Les épaves qui en subsistent sont allées échouer à la bibliothèque nationale (5), aux archives de l'Aude (6) et à la bibliothèque communale de Narbonne. Dans ce dernier dépôt se trouve un inventaire des actes de l'archevêché en quatre volumes : ce répertoire fut confectionné par Antoine Rocque en 1639-1640. Nous avons utilisé plus

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, reg. CCXVI. Le lecteur trouvera de plus amples détails sur notre mission à Barcelone dans le rapport que nous avons publié dans l'*Annuaire de l'École des Hautes-Études* (année 1907).

(2) Arch. départ. de l'Hérault, B 458.

(3) *Ibid.*, B 9.

(4) Arch. municipales de Narbonne, fonds révolutionnaire non classé : procès-verbal de brûlement.

(5) Armoires de Baluze, chartes de Colbert, lat. 11015 etc. Un certain nombre d'actes appartenant au dépôt archiépiscopal furent transcrits dans les vol. 55 et 56 de la collection Doat.

(6) Voir l'*Inventaire des séries G et H*, Carcassonne, 1900, in-4°.

particulièrement les actes concernant les rapports des archevêques et des vicomtes (1).

V. — Les archives municipales de Narbonne nous ont fourni un très grand nombre de documents. Seules, les séries AA et BB sont classées et inventoriées. Les autres séries n'ont reçu qu'un classement provisoire (2). Pour s'y reconnaître, M. Tissier, l'archiviste actuel, a confectionné un catalogue sur fiches, qui nous a facilité singulièrement les recherches. Enfin, nous avons trouvé en M. Tissier un guide précieux, bienveillant et dévoué. Nous le remercions très vivement ici de son extrême obligeance.

VI. — Les archives de la vicomté de Narbonne ont complètement disparu. Où et comment ? C'est ce que nous allons rechercher.

En 1448, Gaston IV, comte de Foix et vicomte de Béarn, fit l'acquisition de la vicomté. Il est dit expressément dans l'acte de vente que tous les titres de la vicomté devaient être remis à l'acquéreur (3). Mais, en novembre 1507, Louis XII échangea le duché de Nemours (4) contre la vicomté de Narbonne. Il est probable que Gaston IV laissa les titres de la vicomté à Narbonne. En tout cas, s'il les transporta à son château de Foix ou à son château de Pau, il fut contraint de les remettre au roi après la réunion de la vicomté à la couronne. Il ne faut donc pas chercher aujourd'hui les titres de la vicomté aux archives départementales de l'Ariège ou des Basses-Pyrénées, et, effective-

(1) Inventaire des arch. de l'archevêché, t. I, f^{os} 112-238.

(2) Ce sont les séries CC, DD, EE, FF, GG, HH et II. Nous avons particulièrement utilisé les séries CC, FF et HH. La série FF nous a servi pour l'étude de l'administration vicomtale et, plus spécialement, pour l'étude des cours judiciaires de la vicomté.

(3) Henri COURTEAULT, *Gaston IV, comte de Foix et vicomte de Béarn*, Toulouse, 1905, in-8°, (*Bibliothèque méridionale*, 2^e série, t. III), p. 133.

(4) BESSE, *Histoire des ducs, marquis et comtes de Narbonne*, Pièces justificatives, pp. 473-482.

ment, il n'y a rien dans ces dépôts qui se rapporte à la vicomté de Narbonne pour la période antérieure à l'année 1448.

C'est à Narbonne même que Doat fit transcrire, à la fin de 1668 et au commencement de 1669, la plupart des actes conservés au dépôt de la vicomté. Le scribe l'indique expressément à la fin de chaque transcription de document, en écrivant qu'elle fut faite au « trésor des chartes » de Sa Majesté de la vicomté, en la ville de Narbonne (1). » D'autre part, les archives de la vicomté furent inventoriées sommairement le 26 février 1669. Ainsi que l'indique le titre : « Inventaire des titres *choisis* » dans les archives de la vicomté de Narbonne, » le répertoire qui en fut dressé est très incomplet ; il comprend soixante-dix articles, savoir un article pour chaque registre ou chaque rouleau de parchemin. Une copie de cet inventaire se trouve à la Bibliothèque nationale (2).

Doat a fait transcrire la presque totalité des documents analysés dans l'inventaire sommaire du 26 février 1669, ce qui nous invite à croire que Doat a fait dresser cet inventaire en vue de ses transcriptions.

Un édit royal de novembre 1690 ordonna que tous les titres des sénéchaussées de Carcassonne, de Toulouse et de Nîmes fussent centralisés aux archives de la cour des comptes de Montpellier (3). Il est probable que cet édit s'appliquait également aux titres de la vicomté de Narbonne. En tout cas, ces derniers furent transportés à Montpellier dans les dernières années du xvii^{me} siècle.

Dans l'intervalle, le dépôt des archives vicomtales avait subi quelques pertes. Les trois grands registres d'Amauri II

(1) Doat, t. 46, 48 et 49.

(2) Collection de Languedoc, t. xix, pp. 3-11.

(3) MARTIN-CHABOT, *Archives de la cour des comptes de Montpellier*, Introduction, p. ix.

que nous reconstituons plus bas, savoir : le registre d'homages n° 160, le registre d'Amauri n° 163, le registre n° 1 et de lettre F ne furent pas transportés tout d'abord à Montpellier (1). Ils avaient donc disparu de Narbonne entre 1669 et 1690.

Il est probable que ces registres allèrent enrichir la bibliothèque de Colbert ou celle de quelque autre grand collectionneur, Baluze par exemple. Colbert, en effet, se fit expédier des originaux des archives de Languedoc dans le courant de l'année 1680. Daguesseau, intendant de la province de Languedoc, chargé de rechercher dans les archives du domaine royal « les titres et autres actes qui « pourraient servir à l'histoire », trouva des actes et des registres en mauvais état. Il retira les registres déjà endommagés (2).

Concentrées à Montpellier, les archives des sénéchaussées de Toulouse, de Carcassonne et de Nîmes et les archives de la vicomté de Narbonne n'y restèrent pas longtemps. En 1703, elles furent emballées dans dix-huit grandes caisses et transportées à Paris. Placées dans une salle de la chambre des comptes, elles furent consumées en même temps que le greffe de cette cour dans le grand incendie de 1737 (3). Quant aux documents recueillis par Colbert, parmi lesquels pouvaient se trouver les trois grands registres d'Amauri II, ils furent restitués à la cour des comptes de Montpellier le 22 mars 1701 (4).

(1) Ces registres ne sont pas, en effet, mentionnés dans l'Inventaire des titres de la sénéchaussée de Carcassonne qui fut confectionné quelque temps après l'annexion de ces titres à la cour de Montpellier. (Arch. de l'Hérault, B 9).

(2) MARTIN-CHABOT, *ut supra*, p. XIII, note 2.

(3) Ch - V. LANGLOIS, *Le règne de Philippe III le Hardi*, Paris, 1887, in-8°, Introduction, p. VIII et le même, *Rouleaux d'arrêts de la cour du roi au XIII^e siècle* (Bibl. de l'Ec. des Chartes, 1887, t. 48, pp. 177-208).

(4) MARTIN-CHABOT, *Archives de la cour des comptes de Montpellier*, p. XXI.

Ils n'y restèrent pas longtemps (1) puisqu'ils repartirent pour Paris en 1703. Cette fraction des archives vicomtales subit donc le même sort que la fraction précédente : elle brûla avec les archives de la cour des comptes de Paris.

Quand les archives des sénéchaussées de Carcassonne, de Nîmes et de Toulouse eurent été centralisées à Montpellier après l'édit de 1690, un inventaire de la cour des comptes fut confectionné. Cet inventaire se trouve aux archives départementale de l'Hérault : il comprend trois volumes (2). Le tome II est relatif aux titres de la sénéchaussée de Carcassonne (3). En tête du volume sont inventoriés les titres de la sénéchaussée en général. Vient ensuite les titres de chaque viguerie. Les actes de la vicomté de Narbonne sont placés sous les rubriques ; *titres de la viguerie de Narbonne, 1^{re}, 2^e, 3^e, ... 13^e continuation ; reconnaissances de la viguerie ; hommages de la viguerie ; titres de la ville de Narbonne ; reconnaissances de Narbonne ; hommages de Narbonne ; titres des lieux de la viguerie : Moussan, Cuxac, Durban, Coursan, etc.*

On trouve des extraits de l'inventaire des titres de la sénéchaussée de Carcassonne (4) dans un registre conservé aux archives nationales (5). Ce registre fut confectionné du 15 septembre 1715 au 30 janvier 1716. Il est très incomplet. Il ne dispense pas de recourir à l'inventaire des archives de l'Hérault.

Les archives de la vicomté, parvenues à la chambre des comptes de Languedoc, furent fondues avec les archives

(1) Si les registres d'Amauri II ont été annexés à la cour de Montpellier en 1701, ils n'ont pu figurer dans les inventaires de cette cour, qui furent confectionnés avant cette date.

(2) MARTIN-CHABOT, *ut supra*, p. XXVI.

(3) Arch. de l'Hérault, B 9.

(4) *Ibidem*.

(5) Arch. nat., K 213.

de la viguerie de Narbonne. Il est très difficile de distinguer dans les deux inventaires de la cour des comptes ce qui appartenait aux archives de la viguerie et ce qui appartenait aux archives de la vicomté. Voilà pourquoi il nous est impossible de reconstituer le dépôt d'Amauri II dans son intégrité. Nous nous bornerons à restituer les trois registres de ce vicomte, en utilisant la copie de l'inventaire du 26 février 1669 conservé au t. xix de la collection de Languedoc et les mentions ajoutées par Doat après la transcription des pièces de la vicomté.

LE REGISTRE D'HOMMAGES COTÉ N° 160.

C'est dans le dernier quart du xiii^{me} siècle que la chancellerie vicomtale eut l'idée de consigner les actes d'hommages dans un registre. Le registre d'hommages coté n° 160 fut commencé en 1272. Il comprenait bien plusieurs actes antérieurs à cette date, mais ce ne sont pas des actes d'hommages. La chancellerie vicomtale a utilisé pour l'enregistrement des hommages un registre qui avait déjà servi à un autre usage. Le premier hommage est du 18 mars 1272.

Une question se pose : les registres étaient-ils confectionnés d'après des actes originaux ou immédiatement sans leur intermédiaire ? Nous croyons qu'ils servaient à l'enregistrement d'actes d'hommages déjà consignés dans des pièces isolées.

Nous verrons plus loin que les actes d'hommages placés dans notre reconstitution du registre n° 160 sous les numéros 5, 83, 86, 87 et 97 étaient conservés sous forme de rouleaux en même temps qu'ils étaient consignés dans des registres.

Le registre d'hommages n° 160 ne se trouve pas mentionné dans les inventaires de la cour des comptes de

Montpellier parce qu'il fut annexé aux archives de cette cour après la confection des inventaires. Ces derniers analysent pourtant plusieurs registres d'hommages relatifs aux vicomtes de Narbonne et à leurs feudataires.

Dans la série intitulée hommages de la viguerie de Narbonne, se trouvaient : 1^o sous la cote n^o 13, un cahier de trois feuillets de parchemin contenant certains hommages prêtés, en 1328, à Aimeri VI, successeur d'Amauri II (1), 2^o sous la cote n^o 14, un registre d'hommages prêtés, en 1337, au vicomte Amauri III, successeur d'Aimeri VI (2), 3^o sous la cote n^o 19, un cahier de vieux hommages prêtés, en 1272 et 1328, soit au vicomte Aimeri V, soit au vicomte Aimeri VI (3), 4^o sous la cote n^o 20, un registre de parchemin contenant tous les hommages prêtés à Aimeri V, à partir de 1272, et plusieurs hommages prêtés à Amauri II (4).

Dans le registre d'hommages n^o 160 ont été transcrits tous les hommages prêtés à Aimeri V, père d'Amauri II. Voulant restituer ce registre dans son intégrité, nous n'avons pas cru devoir passer sous silence, bien qu'ils fussent inutiles à notre étude et en dehors de notre sujet, les hommages prêtés au père de notre vicomte.

(1) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 25 ^{ro}. Ce registre était conservé aux archives de la vicomté de Narbonne sous la cote n^o 3, L¹ (Inventaire de titres choisis dans le dépôt de la vicomté, confectionné le 26 février 1669 : copie de cet inventaire dans la collection de Languedoc, t. XIX, p. 35). Doat a transcrit les hommages qu'il contenait au t. 47 de sa collection, f^os 390-403.

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 25. Doat n'a pas utilisé ce registre.

(3) *Ibid.*, B 9, f^o 27 ^{vo}. Doat n'a pas connu non plus ce cahier.

(4) *Ibid.*, B 9, f^os 28-31. Ce registre, qui comptait 80 folios, n'a pas été consulté par Doat. Mais ce dernier a connu un registre d'hommages (Doat, 47, f^os 407-524) dont on ne trouve pas la mention [dans l'inventaire B 9. Il est ainsi décrit par le petit inventaire de 1669 (Collection de Languedoc, t. XIX, p. 3) : « Cahiers égarés de leurs livres ». Ils étaient conservés à Narbonne, aux archives de la vicomté, sous la cote n^o 64. Ces cahiers de papier étaient enveloppés dans une couverture de parchemin et comptaient 183 feuilles. Ils contenaient vingt-six actes d'hommages, qui avaient été prêtés à Guillaume Tinière, vicomte, du 22 avril 1425 au 16 avril 1436.

Le registre d'hommages n° 160 comptait en 1669 quatre-vingt-quatre feuillets de parchemin couvert d'écriture : les feuillets 62, 63, 64 et 65 étaient déchirés. Voilà quel était l'état matériel de ce registre (1).

Passons maintenant à l'analyse succincte des actes qu'il renfermait. Pour établir l'ordre des pièces nous nous servons des dates de *vidimus* ou des dates de rédaction, s'il n'est pas fait mention de la date d'enregistrement.

1. — 1217, 8 mars. — Donation faite par Aimeri IV, vicomte de Narbonne et Marguerite, sa femme, à neuf Juifs, prud'hommes de Narbonne, des juiveries, patus, ouvroirs et maisons qu'ils habitent, moyennant le paiement de 1000 sous melgoriens à titre d'*acapte* et de dix sous narbonnais tous les ans à titre d'usage. (Doat, t. 50, f° 15-17).

2. — (Vers 1250). — Articles contenant les droits d'Amauri I^{er} (1239-1270) sur la Cité, le Bourg et les faubourgs de Narbonne. (Doat, t. 48, f° 60-63. Publ. : *Hist. de Lang.*, t. viii, cc. 1464-1466).

3. — 1251, 25 juin. — Arbitrage confié successivement par G. archevêque de Narbonne et Amauri I^{er}, vicomte, à l'évêque de Toulouse, à l'évêque de Béziers, à Gui Foucaud. (Doat, t. 48, f° 70-81).

4. — 1261, 10 novembre. — Transaction passée entre Amauri I^{er}, vicomte de Narbonne, d'une part, et l'abbé, le chapitre et le sacriste de l'église de Saint-Paul, de l'autre, au sujet de la haute et basse justice à exercer dans le Bourg de Narbonne. (Doat, 57, 198-203).

5. — 1271, 24 mars. — Accord passé entre Aimeri V et Amauri de Pérignan, son frère, à la suite de leur différend sur la succession paternelle. (Doat, t. 48, f° 153-158. Publ. *Hist. de Lang.*, t. viii, cc. 1728-1731). Le même acte conservé autrefois sous forme de rouleau de parchemin aux archives de la vicomté, coté n° 123, L. 4 (2). (Doat, t. 48, pp. 147-158).

6. — 1272, 18 mars. — Hommage prêté à Aimeri V, vicomte de Narbonne, par Sicard de Montbrun, chevalier, fils de Gau-

(1) Bibl. nat., Collection de Languedoc, xix, p. 3.

(2) Inventaire sommaire des archives de la vicomté. (Collection de Languedoc, t. xix, p. 3, n° 2).

thier, pour le château de Montbrun, que le dit Sicard tient du vicomte à charge d'une albergue annuelle de treize (?) chevaliers. (Doat. t. 47, f^o 27-30).

7. — Même date. — Hommage lige prêté par Bérenger de Boutenac, chevalier, pour le château d'Escales : albergue de cinq chevaliers. (*Ibid.*, f^o 31-34).

8. — Même date. — Hommage prêté par Raimond de Castel, chevalier, fils de Guillaume, pour la moitié des châteaux de Rouffiac et de Villeneuve : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 35-38).

9. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume de Fraissé, au nom d'Ermengarde, sa femme, pour le château de Fraissé : albergue d'un chevalier. (*Ibid.*, f^o 39-42).

10. — Même date. — Hommage prêté par Arnaud de Boutenac, fils de Bérenger, pour le château de Boutenac-bas : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 43-46).

11. — Même date. — Hommage prêté par Bedos de Sigean, fils de Brémond, pour les châteaux de Mattes, Rouffiacet Feuilla : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 47-50).

12. — Même date. — Hommage prêté par Guiraud de Boutenac, fils d'Arnaud, pour le château de Boutenac-haut : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 51-54).

13. — Même date. — Hommage prêté par Bernard de Durban, fils de Pierre Arnaud et d'Alamande, pour la moitié du château de Leucate et pour le château de Mendourelles. (*Ibid.*, f^o 55-58).

14. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume de Durban, chevalier, fils de Guillaume et de Clémence, pour les châteaux de Durban et de Jonquières. (*Ibid.*, f^o 59-62).

15. — Même date. — Hommage prêté par Ermengaud Castel, chevalier, fils de Pierre, pour la moitié des châteaux de Rouffiac et de Villeneuve : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 63-66).

16. — Même date. — Hommage prêté par Gaubert de Durban, fils de Pierre Arnaud et d'Alamande, pour le château de Ville-rouge et pour ce qu'il avait aux châteaux de Leucate et de Fraissé : albergue de cinq chevaliers. (*Ibid.*, f^o 67-70).

17. — Même date. — Hommage prêté par Gaubert de Dones, fils de Guillaume de Durban et d'Ergulose, pour le château de Dones. (*Ibid.*, f^o 71-74).

18. — Même date. — Hommage prêté par Gaucerand de Fontjoncouse, fils d'autre Gaucerand et de Ricarde, pour la moitié

du château de Coustouge et pour ce qu'il avait au château de Fabrezan et de Montpezat. (*Ibid.*, f^o 75-78).

19. — Même date. — Hommage prêté par Ermengaud de Fontjoncouse, fils de Gaucerand et de Ricarde, pour ce qu'il avait au château de Fabrezan. (*Ibid.*, f^o 79-82).

20. — Même date. — Hommage prêté par Ermengaud Benezech, fils d'autre Ermengaud et de Raimonde, pour le château de Montrabech : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 83-86).

21. — Même date. — Hommage prêté par Pierre Catala, fils d'Arnaud, pour tout ce qu'il avait au château de Montbrun, au nom de sa femme, Hugue, fille de Raimond de Montbrun et de Saurine : albergue de six chevaliers. (*Ibid.*, f^o 87-90).

22. — Même date. — Hommage prêté par Bernard Calvière, au nom de Rixende, sa femme, fille de Vézian de Bages, pour le château de Feuilla : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 91-94).

23. — Même date. — Hommage prêté par Bernard Roger de Camont, fils de Bernard de Besset et de Bérengère, pour ce qu'il avait au château de Montrabech (albergue d'un chevalier), et pour ce qu'il avait au château de Boutenac (albergue d'un quart de chevalier). (*Ibid.*, f^o 95-98).

24. — Même date. — Hommage prêté par Raimond de Quarante, chevalier, au nom de Fabrisse, sa femme, pour tout ce qu'il avait au château de Montbrun : albergue de quatre chevaliers moins un huitième. (*Ibid.*, f^o 99-102).

25. — Même date. — Hommage prêté par Ermengaud de Castastel, au nom de Cécile, sa femme, pour ce qu'il avait au château de Bizanet : albergue d'un chevalier. (*Ibid.*, f^o 103-106).

26. — 1272, 19 mars. — Hommage prêté par Udalguier du Lac pour la moitié des châteaux de Roquefort-des-Corbières et de Coustouge, et pour le territoire de Saint-Pancrace. (*Ibid.*, f^o 107-109).

27. — Même date. — Hommage prêté par Pierre Sicre, fils de Bérenger de Moussan et de Marie, pour le quart du château de Moussan : albergue de deux chevaliers et demi. (*Ibid.*, f^o 110-113).

28. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume Raimond du Bourg, fils de Bernard de Saint-Étienne, chevalier, pour le fief honoré de la *villication* ou viguerie de la domination vicomtale du Bourg de Narbonne. (*Ibid.*, f^o 114-117).

29. — Même date. — Hommage prêté par Arnaud de Bizanet, fils de Raimond de Bizanet et de Vésiade, pour la quatrième

partie du château de Bizanet : albergue de deux chevaliers et demi. (*Ibid.*, f^o 118-121).

30. — 1272, 20 mars. — Hommage lige prêté par Raimond Ermengaud de Maillac, damoiseau, pour les trois douzièmes du château de Boutenac-haut, au nom de sa femme, Guillaume, fille de feu Raimond Siguier, chevalier, et de Lombarde. (*Ibid.*, f^o 122-123).

31. — 1272, 21 mars. — Hommage lige prêté par Guillaume, fille de Raimond Amic et de Lombarde, et par Guillaume d'Arce, damoiseau, fils de Fine, pour le quart du château de Boutenac-haut : albergue d'un demi-chevalier pour chaque feudataire. (*Ibid.*, f^o 126-128).

32. — 1272, 22 mars. — Hommage prêté par Pierre Arnaud de Fraissé, fils de Pierre de Fraissé, chevalier, pour ce qu'il avait au château de Fraissé : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 129-130).

33. — 1272, 11 avril. — Hommage lige prêté par Jean Arnaud, fils de Bérenger Arnaud, pour le château de Montredon : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 131-133).

34. — 1272, 28 avril. — Hommage prêté par Fine de Durban, fille de Raimond de Durban, chevalier, pour la moitié du château de Durban. (*Ibid.*, f^o 134-136).

35. — 1272, 1^{er} septembre. — Hommage lige prêté par Pierre de Treilles, damoiseau, pour tout ce qu'il avait au château de Rouffiac : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 137-139).

36. — 1272, 26 octobre. — Hommage lige prêté par Pierre Raimond de Montbrun, chevalier, pour tout ce qu'il avait au château de Montbrun. (*Ibid.*, f^o 140-142).

37. — 1272, 29 octobre. — Hommage lige prêté par Bérenger de Boutenac, damoiseau, pour tout ce qu'il avait au château de Bizanet : albergue de deux chevaliers et demi. (*Ibid.*, f^o 143-145).

38. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume du Pla, fils de Hugues du Pla, chevalier, pour l'honneur, les moulins, les salins et les autres biens qu'il avait dans les territoires de Narbonne et de Livière : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 146-149).

39. — 1273, 7 juin. — Hommage lige prêté par Adémar de Montpezat pour ce qu'il avait au château de Montpezat. (*Ibid.*, f^o 152-154).

40. — 1274, 5 mars. — Hommage prêté par Guillaume Raimond de Cuxac, fils de Guillaume de Cuxac, pour la moitié du château de Cuxac : albergue de sept chevaliers. (*Ibid.*, f^o 155-157).

41. — 1274, 6 mars. — Hommage prêté par Adalais, fille de Géraud de Narbonne, chevalier, et de Bernarde, et par Fredoul de Lautrec, en son nom, au nom de ses frères, et d'Ameil Sicard, fils d'Adalais et d'Ameil Sicard, chevalier, pour tout ce qu'ils avaient aux châteaux de Lieuran et de Sieuran : albergue de trois quart de chevalier pour Sieuran et d'un chevalier pour Lieuran. (*Ibid.*, f^o 158-160).

42. — 1276, 11 août. — Hommage prêté par Raimond de Cuxac, damoiseau, pour la moitié du château de Cuxac, sous l'albergue de sept chevaliers et pour tout ce qu'il avait au château de Lieuran : albergue d'un chevalier et quart. (*Ibid.*, f^o 161-163).

43. — 1277, 12 juillet. — Hommage lige prêté par Agnès, veuve d'Ermengaud de Fabrezan, chevalier, tutrice de Bérenger, Graside, Brunissent et Jourdaïne, ses enfants, pour la moitié de la tour de Fabrezan : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 164-167).

44. — 1277, 17 juillet. — Hommage lige prêté par Raimond Guillaume, fils d'Ermengaud de Fabrezan, chevalier, pour la moitié du château de Fabrezan : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 168-171).

45. — 1278, 23 mars. — Hommage prêté par Raimond de Castel, chevalier, pour ce qu'il avait acheté à Algaie, femme de Pierre de Magalas et à Bernard de Magalas, leur fils, aux châteaux de Cascastel, de Villeneuve et de Rouffiac. (*Ibid.*, f^o 172-173).

46. — 1278, 2 avril. — Hommage prêté par Raimond de Quillan, fils d'autre Raimond, pour la tour de Villar de Laureda, située dans les Corbières entre les châteaux de Lastours et de Mattes : albergue d'un chevalier. (*Ibid.*, f^o 174-176).

47. — 1278, 19 mai. — Hommage prêté par Pierre de Clairas, chevalier, pour ce qu'il avait au château de Mattes. (*Ibid.*, f^o 176-178).

48. — 1280, 18 janvier. — Hommage prêté par Pierre Bénézeg, fils d'Ermengaud Bénézeg et d'Ermengarde, pour le château de Montrabech et pour tout ce qu'il avait acquis du roi de France dans le dit château : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 190-191).

49. — 1282 (n. s.), 14 février. — Sentence arbitrale prononcée par Gui de Lévis, seigneur de Mirepoix, sur le différend qui s'était élevé entre le vicomte Aimeri V et son frère, Amauri de Pérignan, au sujet de la juridiction du monastère de Fontfroide. (Doat, t. 48, f^o 163-180).

50. — 1286, 19 avril. — Hommage prêté par Bernard de Saint-Just, fils de Pierre Raimond de Montpellier et de Bedoce, pour le quart du château de Moussan : albergue de trois chevaliers et demi. (Doat, t. 47, f^o 195-196).

51. — 1286, 19 avril. — Hommage prêté par Guillaume Raimond de Montpellier, fils de Pierre Raimond de Montpellier et de Guillaume, pour tout ce qu'il avait au Bourg de Narbonne. (*Ibid.*, f^o 197-198).

52. — 1287, 16 février. — Hommage prêté par Saurimonde, femme de Guillaume Foulc et fille de Guillaume Pons de Roquecourbe, pour ce qu'elle avait au château de Roquecourbe : albergue d'un chevalier. (*Ibid.*, f^o 204-205).

53. — 1287, 13 juin. — Hommage prêté par Guillaume Raimond de Montpellier, frère et légataire de Pierre Raimond de Montpellier, pour tout ce que son frère lui avait légué au Bourg de Narbonne. (*Ibid.*, f^o 199-200).

54. — 1288, 17 janvier. — Sur la requête des consuls du Bourg, le juge de la cour vicomtale de Narbonne promet de faire tout son possible pour que les prochaines élections consulaires ne soient troublées par personne. (Doat, t. 50, f^o 443-446).

55. — 1289, 14 juillet. — Hommage lige prêté par Bérenger Arnaud, fils de Jean Arnaud, pour le château de Montredon : albergue de deux chevaliers. (Doat, t. 47, f^o 206-208).

56. — 1290, 11 mars. — Hommage prêté par Gaubert de Leucate, damoiseau, fils d'autre Gaubert et de Jeanne, pour le château de Villerouge et pour ce qu'il avait aux châteaux de Leucate et de Fraissé : albergue de cinq chevaliers. (*Ibid.*, f^o 209-210).

57. — 1290, 12 août. — Hommage prêté par Pierre Raimond et Bérenger de Villar, fils et héritiers de Bernard de Villar, damoiseau, pour tout ce qu'ils avaient au château de Lieuran : albergue d'un chevalier et demi. (*Ibid.*, f^o 211-212).

58. — 1291, 25 janvier. — Hommage prêté par Bernard de Durban, chevalier, coseigneur de Leucate, pour la coseigneurie du dit lieu ; et sentence d'arbitrage prononcée par Pierre Raimond, légiste, sur un différend qui s'était élevé entre le dit Bernard et le vicomte Aimeri relativement à la haute et basse justice du château de Leucate. (Doat, t. 48, f^o 195-201).

59. — 1291, 4 mars. — Hommage prêté par Guillaume de Durban, chevalier, fils d'autre Guillaume et de Sibile, pour la moitié du château de Durban et pour tout ce qu'il avait au château de Jonquières. (Doat, t. 47, f^o 213-214).

60. — 1292, 23 juillet. — Hommage prêté par Bernard de Saint-Ferréol, damoiseau, neveu et héritier de Gaubert de Dones, fils de Guillaume de Durban et d'Ergulose, pour le château de Dones. (*Ibid.*, f^o 215-217).

61. — 1292, 4 novembre. — Mandement de Lambert de Tureyo, lieutenant du sénéchal de Carcassonne, aux deux receveurs royaux de la sénéchaussée, leur enjoignant de restituer au vicomte Aimeri V les 25 livres tournois que le procureur royal avait reçues de quelques juifs de Narbonne condamnés à cette amende pour apostasie; et présentation du dit mandement aux deux receveurs royaux par Amauri, fils aîné du vicomte de Narbonne. (*Ibid.*, f^o 218-220).

62. — 1293, 12 février. — Hommage prêté par Pierre Raimond de Saint-Étienne, damoiseau, seigneur du château de Lastours, pour tout ce qu'il avait au château de Villar de Laureda, situé entre les châteaux de Lastours et de Mattes : albergue d'un chevalier. (*Ibid.*, f^o 228-230).

63. — 1293, 2 avril. — *Présentation faite le 28 juin 1293, dans la Cité de Carcassonne, par le juge vicomtal au sénéchal de Carcassonne d'un mandement royal portant injonction au sénéchal de remettre aux vassaux du vicomte les biens tombés en com-mise pour crime d'hérésie.* (Doat, t. 48, f^o 207-208).

64. — 1293, 29 juillet. — Hommage prêté par Guillaume Pierre de Montbrun, damoiseau, pour tout ce qu'il avait reçu dans le château de Moussan, à la suite d'un échange qu'il avait fait avec le roi de France, par exécution du mandement du sénéchal qui ordonnait à Guillaume Pierre, le 25 octobre 1292, de faire hommage au vicomte. (Doat, t. 47, f^o 221-223).

65. — 1293, 21 septembre. — Aux consuls du Bourg qui protes-tent contre l'ordre donné par le vicomte aux habitants de Narbonne de se préparer à la montre d'armes et de suspendre les tournois et les joutes, Aimeri V répond qu'il n'a fait qu'exécuter les ordres du sénéchal donnés le 2 septembre. (Doat, t. 51, f^o 47-51).

66. — 1293, 26 septembre. — *Présentation faite le 1^{er} octobre par le procureur du vicomte au lieutenant du baile royal de Narbonne des lettres de Simon Brisetête, sénéchal de Carcas-sonne, par lesquelles il enjoint, le 26 septembre, au juge de Béziers de faire procéder à la montre des habitants de Narbonne par devant le vicomte, — et texte de la crie qui fut faite le 3 octobre.* (Doat, t. 51, f^o 52-59).

67. — 1293, 12 octobre. — Hommage prêté par Guillaume

Aban, chevalier, pour tout ce que le roi de France lui avait assigné au château de Fabrezan, en exécution de l'ordre donné au dit Guillaume par le sénéchal de Carcassonne, le 30 juin 1293, et du mandement royal du 14 décembre 1286. (Doat, t. 47, f^os 224-227).

68. — 1295, 4 octobre. — Hommage prêté par Bernard d'Auriac, damoiseau, fils d'Ameil d'Auriac, émancipé par voie judiciaire, pour tout ce qu'il avait au château de Saint-Pancrace. Parmi les témoins on relève le nom d'Amauri, fils aîné d'Aimeri V, vicomte. (*Ibid.*, f^os 231-232).

69. — 1296, 11 février. — Hommage prêté par Bernard de Boutenac, damoiseau, fils de Guiraud de Boutenac, damoiseau, et de Gauberte, pour la moitié du château de Boutenac-haut : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^os 243-244).

70. — 1296, 21 avril. — Hommage prêté par Guillaume Raimond du Bourg, damoiseau, fils de Bernard de Saint-Étienne, chevalier, pour la moitié du setier ou mesurage du blé qui se vendait sur le marché de Narbonne. Parmi les témoins : Amauri, fils aîné du vicomte. (*Ibid.*, f^os 240-242).

71. — 1297, 16 décembre. — Hommage prêté par Bernard Calvière, damoiseau, châtelain du château de Feuilla et administrateur de Vesian Calvière, son fils, pour tout ce qu'il avait dans le château de Feuilla et pour tous les biens que Raimond de Bages, autrefois chanoine de Saint-Paul de Narbonne, tenait dans le dit château. (*Ibid.*, f^os 245-246).

72. — 1298, 24 avril. — Hommage prêté par Raimond de Cuxac, damoiseau, fils et héritier de Guillaume Raimond de Cuxac, damoiseau, et d'Agnès, pour la moitié du château de Cuxac (albergue de sept chevaliers) et pour tout ce qu'il avait au château de Lieuran (albergue d'un chevalier et quart). (*Ibid.*, f^os 247-248).

73. — 1298, 24 avril. — Hommage prêté par Sicard de Montbrun, fils d'autre Sicard, chevalier, pour tout ce qu'il avait au château de Sieuran : albergue de trois quarts de chevalier. (*Ibid.*, f^os 249-250).

74. — 1298, 8 juin, Coursan. — Hommage prêté à Amauri, fils aîné du vicomte Aimeri V, et légataire universel de Guillaume de Narbonne, son oncle, par Navarre, fille de feu Ermengaud de Coursan, pour tout ce qu'elle avait au château de Coursan. (*Ibid.*, f^os 251-253). Pièce justif., n^o IV.

75. — Même date, même lieu. — Hommage prêté à Amauri, légataire universel de Guillaume de Narbonne, par Bérenger de

Nouvelles, damoiseau, seigneur du château de Villeneuve-Requi, pour tout ce qu'il avait dans le territoire de Coursan : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 234-236).

76. — Même date, même lieu. — Hommage et serment de fidélité prêtés au même par Amauri Colomb, damoiseau, pour tout ce qu'il avait au château de Coursan : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 237-238).

77. — Même date, même lieu. — Hommage prêté au même par Jeanne, fille de feu Jean Jourdain de Cuxac, pour tout ce qu'elle avait au château de Coursan. (*Ibid.*, f^o 260-262).

78. — Même date, même lieu. — Hommage et serment de fidélité prêtés au même par les habitants du château de Coursan. (*Ibid.*, f^o 263-266).

79. — 1298, 13 juin, Narbonne. — Hommage prêté à Aimeri, vicomte, par Guiraud de Rieu, chevalier, fils de feu Guiraud de Rieu, damoiseau de Narbonne, pour la quatrième partie du droit de mesurage du blé qui se vendait sur la place de Narbonne : albergue de deux chevaliers et demi. (*Ibid.*, f^o 267-268).

80. — 1298, 21 juin, Portel. — Hommage et serment de fidélité, prêtés à Amauri, héritier de Guillaume de Narbonne, par les habitants de Portel et de Lastours. (*Ibid.*, f^o 269-272).

81. — 1298, 21 juin. — Hommage prêté au même par Pierre Raimond de Lastours pour le château de Lastours; albergue de douze chevaliers. Pièce justif. n^o V. (*Ibid.*, f^o 273-275).

82. — Même date. — Hommage prêté au même par Bertrand de Portel, damoiseau, pour tout ce qu'il avait au château de Portel : albergue d'un chevalier et demi. (*Ibid.*, f^o 276-277).

83. — 1298, 4 juillet. — Hommage prêté à Aimeri V, vicomte de Narbonne, par Bérenger de Boutenac, fils de feu Arnaud, pour le château de Boutenac-bas : albergue de cinq chevaliers. (*Ibid.*, f^o 283-286).

84. — 1281, 9 juin. — Hommage lige prêté au même par Gers de Puisserguier, chevalier, père et administrateur de Guillaume et de Brémond, enfants de feu Timburge, fille de feu Raimond de Treilles, chevalier, pour le château de Gléon, situé dans les Corbières : albergue de trois chevaliers. (*Ibid.*, f^os 192-194).

La note de cet acte d'hommage fut reçue par Guillaume Bedos, notaire, qui surpris par la mort, ne put confectionner l'instrument public ou grosse. L'instrument fut dressé, le 2 août 1298, par Bérenger Belshom, clerc de Jean de Saint-Pons, notaire, qui avait reçu du vicomte et de son juge à Narbonne l'autorisation

de dresser des actes publics d'après les notes non *cancellées* (1) laissées par Guillaume Bedos.

85. — 1278, 14 juin. — Hommage prêté au même par Pierre Pelagos, fils de Raimond d'Aiguevive, chevalier, pour tout ce qu'il avait au château de Boutenac et au terroir de Lapidet (aujourd'hui Levrettes). Instrument public dressé le 3 août 1298 dans les mêmes circonstances que l'acte précédent. Cet acte conservé autrefois sous forme de rouleau de parchemin, aux archives de la vicomté (2), et transcrit, sans doute, sur les feuilles du registre n° 160 qui furent déchirées dans la suite, devait être inséré à cette place. (Doat, t. 47, f° 179-181).

86. — s. d. — Hommage prêté par Arnaud de Villemajor, pour Boutenac-haut. Cet acte occupait avec le précédent les feuilles déchirées 63 à 65 du registre n° 160. Il était également conservé dans les archives vicomtales sous forme de rouleau de parchemin (3). Cet acte et le précédent étaient aussi transcrits au folio 17 d'un registre d'Aimeri V, commencé en 1272, et annexé aux archives de la cour des comptes de Montpellier sous la rubrique : hommages de la viguerie de Narbonne, n° 20 (4).

87. — 1279, 8 mars. — Hommage prêté par Pierre de Castel, damoiseau, fils d'Ermengaud de Castel, chevalier, pour la moitié des châteaux de Rouffiac et de Villeneuve : albergue de quatre chevaliers. Instrument public dressé, le 3 août 1298, conservé sous forme de rouleau aux archives de la vicomté et transcrit dans le registre d'hommages. (*Ibid.*, f° 182-184 : rouleau de parchemin et f° 185-186 : registre d'hommages).

88. — 1279, 30 août. — Hommage prêté par Gauberte, veuve de Guiraud de Boutenac, damoiseau, tutrice de Bernard, leur fils, pour la moitié du château de Boutenac-haut : albergue de deux chevaliers. Instrument public dressé le 4 août 1298. (*Ibid.*, f° 187-188).

89. — 1287, 17 juillet. — Hommage prêté par Bérenger de Boutenac, fils d'Arnaud de Boutenac, damoiseau et de Flors, pour

(1) Le notaire *cancellait*, c'est-à-dire rayait sur son registre de note la note de l'acte, quand cet acte avait été dressé sous sa forme définitive d'instrument public ou grosse.

(2) Sous la cote n° 128, L 5 (Inventaire sommaire de février 1669 dans Collection de Languedoc, t. XIX, p. 3, n° 16).

(3) Sous la cote n° 128, L 5 (*Ibid.*, p. 3, n° 16).

(4) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 28 vo-29 r°.

la huitième partie du château de Boutenac-haut. Instrument public dressé le 2 septembre 1298. (*Ibid.*, f^o 201-203).

90. — 1298, 26 octobre. — Hommage prêté à Amauri II, vicomte, par Bérengère, veuve de Raimond de Treilles, damoiseau, et tutrice testamentaire de Raimond de Treilles, son fils, pour le château de Feuilla. (*Ibid.*, f^o 287-288).

91. — 1298, 2 novembre. — Hommage prêté au même par Raimond Guillaume de Fabrezan, damoiseau, pour la moitié du château de Fabrezan : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 291-292).

92. — Même date. — Hommage prêté par Torrelle et Bedos Rosis, damoiseaux, fils de feu Ferrand R. et de Vesiade, pour tout ce qu'ils avaient au château de Montpezat et dans le terroir de Ginestas : pas d'albergue. (*Ibid.*, f^o 293-294).

93. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume Raimond de Saint-Étienne, damoiseau, fils de Bernard de Saint-Étienne, chevalier, et d'Ermengarde, pour la villication ou viguerie de la domination vicomtale du Bourg de Narbonne et pour la moitié du mesurage du blé de la ville de Narbonne : albergue de cinq chevaliers. (*Ibid.*, f^o 295-296).

94. — Même date. — Hommage prêté par Hugues du Lac, fils de Hualguier du Lac, pour ce qu'il avait au château de Villar de Fargues. (*Ibid.*, f^o 298-299). Pièce justif. n^o vi.

95. — Même date. — Hommage prêté par Bernard de Saint-Ferréol, damoiseau, héritier de Gaubert de Dones, pour le château de Dones et les terroirs de Poursa et Ripaut. (*Ibid.*, f^o 300-302).

96. — Même date. — Hommage prêté par Bérenger Arnaud, bourgeois, fils de feu Jean Arnaud, bourgeois du Bourg de Narbonne, pour le château de Montredon : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 302-303).

97. — Même date. — Hommage prêté par Pierre de Castel, fils d'autre Pierre et de Bernarde, pour la moitié des châteaux de Roulliac et de Villeneuve : albergue de huit chevaliers (1). (*Ibid.*, f^o 304-305).

98. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume d'Arce, damoiseau, fils d'autre Guillaume et de Fine, pour la quatrième partie du château de Boutenac-haut : albergue d'un chevalier. (*Ibid.*, f^o 306-307).

(1) Cet acte était conservé aussi aux archives de la vicomté en deux exemplaires sous forme de rouleaux de parchemin, cotés n^o 247, L. 7. (Invent. de février 1669, déjà cité, n^o 49). Il a été reproduit par Doat, t. 47, f^o 346-347.

99. — Même date. — Hommage prêté par Gers de Puisserguier, chevalier, pour le château de Gléon : albergue de trois chevaliers. (*Ibid.*, f^o 308-309).

100. — Même date. — Hommage prêté par Bérenger de Boutenac, damoiseau, fils de feu Arnaud et de Flors, pour le château de Boutenac-bas : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 310-311).

101. — Même date. — Hommage prêté par Bernard de Boutenac, damoiseau, fils de feu Guiraud et de Gauberte, pour la moitié du château de Boutenac-haut : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 312-313).

102. — Même date. — Hommage prêté par Raimond de Bizanet, damoiseau, fils d'Arnaud de Bizanet, damoiseau, et d'Alazais, pour le quart du château de Bizanet-haut (albergue de deux chevaliers) et pour tout ce qu'il avait au château de Montsérét (pas d'albergue). (*Ibid.*, f^o 314-315).

103. — Même date. — Hommage prêté par Adémar de Montpezat, damoiseau, pour ce qu'il avait aux châteaux de Montpezat et de Feuilla : pas d'albergue. (*Ibid.*, f^o 316-317).

104. — Même date. — Acte par lequel Élise Honors, veuve de Gautier de Montbrun, damoiseau, et tutrice de Pierre Raimond, leur fils, reconnaît à Amauri II, vicomte de Narbonne, que le château de Montbrun est situé dans la vicomté de Narbonne, et promet au dit vicomte que son fils lui en fera hommage, dès qu'il aura l'âge de puberté. (*Ibid.*, f^o 318-319).

105. — Même date. — Hommage prêté par Pierre Raimond d'Ouveillan et Bérenger de Cuxac, fils de feu Bernard de Villar et de Galarde, pour tout ce qu'ils avaient au château de Lieuran : albergue d'un chevalier et demi. (*Ibid.*, f^o 320-321).

106. — Même date. — Hommage prêté par Bernard de Villar, fils d'autre Bernard et d'Esclarmonde, pour le quart de la juridiction basse, moyenne et haute des châteaux de Cuxac, de Sieuran et de Lieuran : albergue de dix chevaliers. (*Ibid.*, f^o 322-323).

107. — Même date. — Hommage prêté par Raimond de Cuxac, fils et héritier de feu Guillaume Raimond de Cuxac, damoiseau, et d'Agnès, pour le quart de la basse, moyenne et haute justice du château de Cuxac (albergue de sept chevaliers), et pour ce qu'il avait aux châteaux de Lieuran et de Sieuran (albergue d'un chevalier et quart). (*Ibid.*, f^o 324-325).

108. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume de Durban, chevalier, fils d'autre Guillaume, pour la moitié du château de Durban et pour tout le château de Jonquières : pas d'albergue. (*Ibid.*, f^o 326-327).

109. — Même date. — Hommage prêté par Bernard de Saint-Just, damoiseau, fils de feu Pierre Raimond de Montpellier et de Bedoce, pour le quart du château de Moussan : albergue de deux chevaliers et demi. (*Ibid.*, f^o 328-329).

110. — Même date. — Hommage prêté par Guiraud de Pépieux, fils d'autre Guiraud, chevalier, et d'Alazais, pour tout ce qu'il avait au château de Coursan. (*Ibid.*, f^o 330-331).

111. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume du Pla, damoiseau, fils de feu Hugues du Pla, chevalier, et d'Estable, pour la moitié du château de Durban et pour tout le château de Jonquières : pas d'albergue. (*Ibid.*, f^o 332-333).

112. — Même date. — Hommage prêté par Antoine Margalon, fils de Raimond de Quarante, chevalier, et de Fabrice, pour tout ce qu'il avait aux châteaux de Villar de Fargues, de Coursan, de Moussan et de Montredon. (*Ibid.*, f^o 334-335).

113. — Même date. — Hommage prêté par Gaubert de Durban, fils d'autre Gaubert et de Jeanne, pour la moitié du château de Leucate (pas d'albergue), et pour tout le château de Villerouge-la-Panouze (albergue de cinq chevaliers). (*Ibid.*, f^o 336-337).

114. — Même date. — Hommage prêté par Bedos de Mattes, fils de Bedos de Sigeon et de Guillaume, pour le château de Mattes (albergue de deux chevaliers), et pour tout ce qu'il avait aux châteaux de Feuilla et de Roquefort (pas d'albergue). (*Ibid.*, f^o 338-339).

115. — Même date. — Hommage prêté par Bernard de Durban, chevalier, fils de Pierre Arnaud de Durban, chevalier, et d'Alamande, pour la moitié du château de Leucate et pour tout le château de Mendouzeille. (*Ibid.*, f^o 340-341).

116. — Même date. — Hommage prêté par Pierre Raimond de Saint-Étienne, damoiseau, fils de feu Bernard de Saint-Étienne, chevalier, et d'Ermengarde, pour tout ce qu'il avait au château de Villar de Laureda et pour la tour dite de Laureda, située entre les châteaux de Lastours et de Mattes : albergue d'un chevalier. (*Ibid.*, f^o 342-343).

117. — Même date. — Hommage prêté par Guillaume de Cuxac, damoiseau, fils d'autre Guillaume, pour ce qu'il avait au château de Cuxac : albergue de trois chevaliers. (*Ibid.*, f^o 344-345).

118. — 1298, 3 novembre. — Hommage prêté par Bérenger de Fabrezan, damoiseau, fils de feu Ermengaud de Fabrezan, chevalier, et d'Agnès, pour la moitié de la tour du château de Fabrezan et pour tout ce qu'il avait dans le dit lieu : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 289-290).

119. — Même date. — Hommage prêté par Gaucerand de Fontjoncouse, fils et héritier d'Ermengaud, damoiseau, et d'Isarne, lequel se dit âgé de quinze ans et plus, en présence de sa mère, curatrice, et de son consentement, pour tout ce qu'il avait aux châteaux de Fabrezan et de Montpezat. (*Ibid.*, f^o 348-349).

120. — 1298, 3 novembre. — Hommage prêté par Pierre Arnaud de Fraissé, damoiseau, fils de Pierre Arnaud de Fraissé, chevalier, et d'Ermengarde, pour tout ce qu'il avait en dehors de la porte méjane du château de Fraissé (albergue de quatre chevaliers), pour ce qu'il avait acquis, au dit château, de Gaubert de Leucate (pas d'albergue), pour ce qu'il avait acquis, au château de Sainte-Croix, de Guillaume de Capitoul, sous l'albergue d'un chevalier, pour ce qu'il avait reçu en donation, au château de Fraissé de dame Courbe (albergue d'un chevalier), enfin pour ce qu'il avait acheté à Pierre Hugon et à sa mère Ermengarde (albergue d'un demi-chevalier). (*Ibid.*, f^o 350-352).

121. — 1298, 4 novembre. — Hommage prêté par Pierre Benezeg, damoiseau, fils de feu Ermengaud Benezeg, chevalier, et d'Ermengarde, pour tout le château de Montrabech : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 353-354).

122. — Même date. — Hommage prêté par Cécile, fille de feu Bernard de Nissan, chevalier, pour tout ce qu'elle avait au château de Bizanet-bas : albergue d'un chevalier. (*Ibid.*, f^o 355-356).

123. — Même date. — Hommage prêté par Raimonde, fille de feu Gaucerand de Fontjoncouse, chevalier, et d'Alazais, pour la moitié du château de Coustouge. (*Ibid.*, f^o 357-358).

124. — Même date. — Guillaume Peironel, prêtre, frère et donat du monastère de Rieunette et syndic du dit monastère par acte du 19 octobre 1290, reconnaît en présence d'Amauri II, vicomte, que la grange de Villenouvelle, qui appartient au dit monastère, est située dans la vicomté de Narbonne, et lui promet que l'abbesse Mathilde lui prètera hommage lorsqu'elle viendra à Narbonne. (*Ibid.*, f^o 359-362).

125. — 1298, 8 novembre. — Hommage prêté par Sicard de Montbrun, fils de feu Sicard de Montbrun, chevalier, pour tout ce qu'il avait aux châteaux de Sieuran et de Cuxac : albergue de trois quarts de chevalier. (*Ibid.*, f^o 363-364).

126. — 1298, 8 novembre. — Hommage prêté par Sicard de Montbrun, chevalier, fils de feu Pierre Raimond de Montbrun, chevalier, pour tout ce qu'il avait au château de Roquecourbe : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 365-366).

127. — 1298, 12 novembre. — Hommage prêté par Guillaume

Raimond de Montpellier, fils d'autre Guillaume Raimond, bourgeois de Narbonne, émancipé et libéré de la puissance paternelle, en présence de son père et avec son consentement, pour ce qu'il avait dans les bourgades de Cagnan et de Boutenac. (*Ibid.*, f^o 367-368).

128. — 1298, 22 novembre. — Hommage prêté par Guillaume Raimond de Bourg, fils de feu Bernard de Saint-Étienne, chevalier, pour le quart du château de Montsérét : pas d'albergue. (*Ibid.*, f^o 369-370).

129. — Même date. — Hommage prêté par Pierre Raimond de Saint-Étienne, fils de Bernard de Saint-Étienne, chevalier, pour tout ce qu'il avait au château de Villar de Fargues : pas d'albergue. (*Ibid.*, f^o 371-372).

130. — 1298, 24 novembre. — Hommage prêté par Grosse, fille de feu Raimond de Saint-Martin, chevalier et de feu Alazais, pour le château de Saint-Martin-entre-deux-eaux : pas d'albergue. (*Ibid.*, f^o 373-374).

131. — 1298, 29 novembre. — Hommage prêté par Guillaume Aban, chevalier, pour ce qu'il avait au château de Fabrezan. (*Ibid.*, f^o 375-376).

132. — 1298, 20 décembre. — Hommage prêté par Raimond de Castel pour tout ce qu'il avait aux châteaux de Villeneuve et de Rouffiac : albergue de quatre chevaliers. (*Ibid.*, f^o 377-378).

133. — Même date. — Hommage prêté par Pierre Raimond, chevalier, seigneur de la bastide d'Ensérune et feudataire viager du vicomte Aimeri au château de Cuxac par acte du 15 septembre 1296. (*Ibid.*, f^o 379-380).

134. — 1298 (n. s.), 1299 (a. s.), 30 décembre. — Hommage prêté par Bernard d'Auriac, damoiseau, fils d'Ameil d'Auriac, chevalier, émancipé par voie judiciaire, pour tout le terroir de Saint-Pancrace, pour la leude du château de Roquefort et pour le terroir de *Glaranello*. (*Ibid.*, f^o 381-382).

135. — 1298 (n. s.) et 1299 (a. s.), 31 décembre. — Hommage prêté par Arnaud du Lac, damoiseau, fils de Hualguier du Lac et de Jourdain, en son nom et au nom de Clémence, sa femme pour la moitié du château de Roquefort, pour la moitié des pâturages et des terroirs de Saint-Pancrace, pour la moitié du château de Coustouge, pour les droits et domaines qu'il avait au château de Coursan, enfin pour la moitié du château de Roquefort qui appartenait à sa femme. (*Ibid.*, f^o 383-384).

136. — Même date. — Hommage prêté par Pierre de Treilles, damoiseau, pour tout ce qu'il avait au château de Rouffiac : albergue de deux chevaliers. (*Ibid.*, f^o 385-386).

137. — 1305, 16 septembre. — Pariage conclu entre Pierre de Narbonne, chanoine de la cathédrale de Narbonne, frère d'Amauri II, vicomte, et le chapitre de la cathédrale, pour la juridiction des châteaux de Moussan et de Védillan, pour le moulin de Férioles : par ce pariage Pierre reçoit du chapitre dix mille deniers tournois ; il promet de le faire confirmer par Amauri, son frère. (Doat, t. 49, f^o 356-363).

138. — 1202, mai. — Acte par lequel Guillaume Arnaud de Villeneuve, Bernard, son frère, et Pierre Arnaud, leur neveu, se donnent avec tous leurs biens et leur postérité à Aimeri III, vicomte de Narbonne, et lui promettent une livre de cire tous les ans à la Noël, à condition qu'il les protégera et qu'il ne pourra les vendre, ni les engager ni les séparer de la manse de la cour de Narbonne. Les mêmes font hommage au vicomte, qui promet de les protéger. Copie du 21 juillet 1321. (Doat, t. 47, f^o 17-19).

139. — 1327, 16 mars. — Hommage prêté par Raimond de Capendu, damoiseau, en son nom et au nom de sa femme Béren-gère de Rieu, fille de Guiraud de Rieu, chevalier, coseigneur de Sallèles, pour la quatrième partie du setier ou mesurage du blé vendu sur le marché de Narbonne : albergue de deux chevaliers et demi. (*Ibid.*, f^o 387-388).

REGISTRE DES RÉQUISITIONS CONSULAIRES ET VICOMTALES COTÉ
N^o 1 ET DE LETTRE F.

Ces réquisitions sont adressées, les unes par les consuls aux vicomtes, les autres par les vicomtes aux consuls. Ce sont, en somme, les actes les plus importants pour l'étude des rapports du pouvoir vicomtal avec le pouvoir consulaire.

Ce registre, composé de feuilles de parchemin, était conservé aux archives de la vicomté, sous la cote n^o 1 et de lettre F. Il comptait, d'après l'inventaire de février 1669, quarante feuilles.

C'est essentiellement un registre de *vidimus*. La plupart des actes qui y sont enregistrés ont été rédigés par un

notaire qui avait reçu mission de la cour vicomtale de confectionner des actes publics d'après les notes d'un autre notaire qu'une mort soudaine avait empêché de dresser l'acte définitif. Chaque acte se présente donc avec deux dates, la date à laquelle la note a été reçue par un premier notaire et la date à laquelle l'acte public a été confectionné et inséré par un second notaire dans le registre des réquisitions. Ce registre semble avoir été commencé le 26 octobre 1298 : c'est la date du premier acte enregistré. Cet acte est le seul qui n'ait pas été confectionné d'après une note laissée par un notaire décédé.

1. — 1298, 26 octobre. — Acte du serment de fidélité prêté par les consuls et les habitants de la Cité et du Bourg de Narbonne à Amauri II, vicomte, qui leur promet, à son tour, de les protéger et de maintenir leurs coutumes. (Doat, t. 47, f^o 279-282).

2. — 1245, 31 avril. — Réquisition faite par le viguier d'Amauri I^{er} aux consuls de Narbonne de ne pas troubler Bernard de Saint-Étienne dans la jouissance des fiefs des anguilles et du setier. Enregistrement : 1308 (n. s.), 28 décembre. (Doat, t. 48, f^o 68-69).

3. — 1270, 22 avril. — Réquisition faite par *Amalriquet*, fils d'Amauri I^{er}, vicomte, en son nom et au nom d'Aimeri, son frère, et du vicomte, son père, aux consuls de la Cité, leur enjoignant de ne pas recevoir la monnaie de l'archevêque, — et réponse des consuls qui demandent de délibérer avant de prendre une décision. Enregistrement : 1308 (n. s.), 28 décembre. (Doat, t. 50, f^o 261-263).

4. — 1298, 27 janvier. — Réquisition faite par les consuls du Bourg au juge d'Aimeri V, vicomte, lui demandant de révoquer la criée qui avait été faite sans l'avis des prud'hommes, et par laquelle l'archevêque et le vicomte ordonnaient à toutes les femmes publiques de quitter la ville. Enregistrement : 1309, 8 janvier. (Doat, t. 51, f^o 132-136).

5. — 1285, 27 septembre, Perpignan. — Lettres d'Aimeri V aux consuls de Narbonne par lesquelles il leur demande des vivres pour les soldats qu'ils ont placés sous son commandement, et les avertit qu'il a mandé à son viguier de les contraindre à confisquer les biens de ceux qui refuseront de se rendre à l'armée. Enregistrement : 1309, 10 janvier. (Doat, t. 48, f^o 181-182).

6. — 1265, 20 octobre. — Révocation par Amauri I^{er} d'une déclaration des consuls sur la coutume : *Si aliquis decesserit ab intestat.....* Enregistrement : 1309, 25 janvier. (Doat, t. 50, f^o 213-215).

7. — 1267, 10 mars. — 1^o Réquisition faite par Amauri I^{er}, vicomte, et les consuls au sénéchal de Carcassonne de révoquer la commission, qu'il avait donnée au viguier de Béziers et au juge, de faire une enquête sur la monnaie à Narbonne, — et refus du sénéchal, qui déclare s'être conformé aux ordres du roi. 2^o Appel interjeté au roi de la sentence du sénéchal par les consuls et le juge vicomtal (10 mars). 3^o Pouvoir donné par les chevaliers, les bourgeois, les marchands, les changeurs, les pareurs, etc., aux consuls du Bourg et de la Cité de nommer des syndics pour poursuivre l'appel au roi (12 mars), — et nomination par les consuls des dits syndics (12 mars). 4^o Signification de l'appel au roi faite au sénéchal de Carcassonne par le viguier d'Amauri I^{er} (14 mars). 5^o Même signification faite par les consuls (14 mars). Enregistrement : 1309, 25 janvier. (Doat, t. 50, f^o 223-242).

8. — 1270, 20 juillet. — Réquisition adressée à Amauri I^{er}, vicomte, par laquelle le délégué de la communauté de la Cité, lui demande de terminer le procès pendant entre les consuls et la communauté des habitants et de contraindre les consuls à choisir leurs successeurs, non selon leur volonté, mais selon les coutumes. Copie dressée par un notaire et déclarée conforme par deux notaires et quatre hommes lettrés de Narbonne le 25 janvier 1309. (Doat, t. 50, f^o 264-266).

9. — 1279, 9 mars. — Réquisition par laquelle la cour vicomtale de Narbonne ordonne aux consuls de révoquer la criée qu'ils avaient fait faire sur le guet, — et réponse favorable des consuls. Enregistrement : 1309, 25 janvier. (Doat, t. 50, f^o 404-405).

10. — 1286, 2 avril. — Réquisition par laquelle le vicomte Aimeri V, ordonne aux consuls du Bourg de fournir cent hommes pour le guet et aux consuls de Cité quarante hommes, — et exécution de cet ordre par les consuls. Copie dressée dans les mêmes conditions que celle de l'acte 8, le 16 octobre 1309. (Doat, t. 50, f^o 429-432).

REGISTRE D'AMAURI COTÉ N° 165.

Le petit inventaire de 1669 nous fournit la description de ce registre. Il contenait cent-vingt feuilles de parchemin ; les deux premières étaient arrachées. Il avait été commencé en 1300. Il était conservé aux archives de la vicomté sous la cote n° 165.

Les actes enregistrés ont deux dates, la date de rédaction et la date de présentation. Il y a deux sortes de présentation :

1° Celle qui consiste dans la remise de l'acte à l'agent chargé de son exécution. 2° Celle qui consiste dans la remise de l'acte au juge vicomtal de la cour de Narbonne chargé de le vidimer. Dans le second cas, il s'agit souvent de dresser un acte public d'après les notes d'un notaire décédé.

Nous allons reconstituer le registre d'Amauri d'après les mentions mises par Doat à la fin des actes transcrits : ces actes sont dispersés dans les volumes 48, 49, 50 et 51.

Comme nous allons le voir, ce registre a bien été commencé en 1300 : le premier acte a été enregistré le 2 août 1300.

1. — 1300, 13 juillet, Paris. — *Présentation faite le 2 août 1300 par le procureur du vicomte à Raimond Cambe-le-Vieil, sacriste de la cathédrale de Narbonne, délégué pour recevoir les legs indistincts dans la province de Narbonne, du mandement par lequel Jacques Normand, archidiacre de Narbonne, collecteur apostolique des contributions pour la croisade, enjoint aux collecteurs du diocèse de Narbonne de surseoir au paiement des 500 l. t. dues par Amauri II en raison d'un legs indistinct. (Doat, t. 48, f° 230-231).*

2. — 1301, 1^{er} mars (n. s.), Carcassonne. — *1° Vidimus délivré le 1^{er} mars 1301, sur la présentation du tiquier vicomtal de la terre hors Narbonne, procureur du vicomte, par le juge vicomtal*

de Narbonne, du mandement par lequel le sénéchal de Carcassonne enjoint au baile royal de Narbonne de lever la saisie qu'il avait faite de la juridiction exercée par le vicomte et l'archevêque sur les marchandises qui passaient au grau d'Aude. (Doat, t. 48, f^os 225-226). 2^e *Présentation faite le 11 mars 1301 par le viguier vicomtal de la terre hors Narbonne et le viguier de la cour archiépiscopale au baile royal de Narbonne du mandement du sénéchal, — et exécution par le baile du dit mandement.* (Doat, t. 48, f^os 227-229).

3. — 1301, 19 avril, Béziers. — *Présentation faite le 20 avril 1301 par le viguier vicomtal de la terre hors Narbonne à Pierre Arnaud de Fraissé, lieutenant d'Amauri II, du mandement par lequel le lieutenant du sénéchal enjoint au viguier du Fénouillèdes et du Terménès de ne pas empiéter sur la juridiction du vicomte de Narbonne.* (Doat, t. 48, f^os 248-249).

4. — 1301, 12 juin, Canet. — *Présentation faite le 15 juin 1301 par le viguier vicomtal de la terre hors Narbonne à Pierre Arnaud de Fraissé, lieutenant d'Amauri II, du mandement par lequel le sénéchal de Carcassonne enjoint au viguier et au juge de Béziers de ne pas troubler Pierre de Narbonne, frère d'Amauri II, dans l'exercice de sa juridiction sur le territoire des châteaux de Moussan et de Védillan, sous prétexte de la sauvegarde royale accordée au chapitre de Narbonne.* (Doat, t. 48, f^os 250-251).

5. — 1301, 23 juillet, Narbonne. — Acte de la crie, faite de la part de l'archevêque et du vicomte, et portant que tout homme pourrait venir en sûreté à la foire de Saint-Just quinze jours avant et quinze jours après. (Doat, t. 48, f^os 252-253).

6. — 1301, 24 octobre, Senlis. — *Vidimus délivré le 9 décembre 1301 par le lieutenant du juge vicomtal de Narbonne, sur la présentation faite par le viguier de la terre du vicomte hors Narbonne, du mandement par lequel Philippe le Bel enjoint au sénéchal de Carcassonne de laisser jouir Amauri II du droit des premières appellations et de faire renvoyer à sa cour Bernard Mercier condamné à mort pour homicide, lequel avait été tiré des prisons vicomtales par le châtelain royal de Montréal.* (Doat, t. 48, f^os 254-256).

7. — 1302, 4 mars, Narbonne. — *Vidimus délivré le 6 mars 1302 par le juge vicomtal de Narbonne, sur la présentation faite par le sous-viguier vicomtal de Narbonne, du mandement par lequel le lieutenant du viguier de Béziers enjoint au baile royal de Narbonne d'ordonner au viguier temporel de l'archevêque de faire une enquête sur l'exécution d'un criminel par la cour archiépiscopale.* (Doat, t. 49, f^os 257-259).

8. — 1302, 26 juin, Paris. — 1^o Mandement par lequel Amauri II enjoint à son viguier de la Corbière de convoquer ses vassaux à Arras dans la quinzaine de la Madeleine pour la guerre de Flandre. 2^o Présentation faite le 8 juillet des lettres d'Amauri II au viguier de la Corbière ou viguier de la terre hors Narbonne. 3^o Lettres de convocation envoyées, le 8 juillet, par le dit viguier aux seigneurs de la vicomté. 4^o Comparution des seigneurs en personne ou par délégués (10 juillet). (Doat, t. 49, f^o 260-269).

9. — 1302, 11-17 juillet. — 1^o Mandement d'Amauri II du 26 juin 1302. 2^o Présentation faite le 8 juillet du dit mandement au viguier de la terre hors Narbonne. 3^o Réquisition pour la guerre de Flandre faite, le 11 juillet 1302, par le dit viguier dans le château de Montpezat à Béatrix, veuve de Bedos Roys, à Gars Roys, coseigneur du dit château, dans le terroir de Saint-Pancrace à Bernard d'Auriac, dans le château de Leucate à Bernard de Durban, à Gaubert de Leucate ; le 12 juillet, dans le château de Durban à Pierre Huc du château de Fraissé, dans le château de Villerouge-la-Panouze à Pierre Arnaud de Durban, dans le château de Fabrezan à G. Aban ; le 13 juillet, dans le château de Boutenac à Arnaud Carton, dans le château de Bizanet à Bernard de Boutenac ; le 14 juillet, dans le château de Montbrun à Pierre Raimond de Montbrun, dans le château de Saint-Martin-entre-deux-eaux à Grosse, veuve de Guillaume Pierre de Montbrun ; le 15 juillet, dans le château de Cuxac à Bérenger de Cuxac, à Sicard de Montbrun, à l'abbé de Quarante, à Bernard de Villar, archidiacre d'Agde, dans le château de Sallèles à Bernard de Villar, dans le château de Cuxac au grangier du monastère de Fontfroide, à Bérenger Froment, à Raimond Requi, B. Guiraud et Pierre Guiraud, frères, au curé de l'église Saint-Félix de Narbonne. dans le château de Sallèles à Guiraud de Rieu, dans le château de Coursan à Eibrin de Ginstas ; le 17 juillet, dans le palais vicomtal de Narbonne à Guillaume Pierre de Maureillan. (Doat, t. 49, f^o 281-288).

10. — 1302, 14 juillet, Paris. — *Vidimus délivré le 18 juillet par le juge vicomtal de Narbonne du mandement par lequel Bérenger, évêque de Béziers, enjoint au sénéchal de Carcassonne et au viguier de Béziers de rendre au vicomte et à l'archevêque leur juridiction, suivant les lettres royaux du 4 juillet.* (Doat, t. 49, f^o 270-280).

11. — 1302, 18 juillet, Narbonne. — Crieée faite de la part du viguier de Béziers, et crieée faite de la part du vicomte de Narbonne. (*Ibid.*, 289-293).

12. — 1302, 23 juillet, Narbonne. — Renonciation de Pierre Benoît de Montrabech à l'appel qu'il avait interjeté au roi de l'ordre que lui avait donné le vicomte de partir pour la guerre de Flandre. (*Ibid.*, f^o 298-299).

13. — 1302, 24 juillet, Narbonne. — Renonciation semblable de Raimond Guillaume de Fabrezan. (*Ibid.*, f^o 299-300).

14. — 1302, 29 juillet, Narbonne. — Renonciation semblable de Bernard de Boutenac. (Doat, 49, 300-302).

15. — 1302, 1^{er} août, Narbonne. — Renonciation semblable de Guillaume de Durban et de Pierre Arnaud de Boutenac. (*Ibid.*, f^o 296-297).

16. — 1302, 4 août. — Grâce accordée par Amauri II à Pierre Just, cordonnier, condamné à mort par le sous-viguier de la cour vicomtale. (*Ibid.*, f^o 304-305).

17. — 1302, 16 août. — Grâce accordée par le même à Guillaume Torrs, nonce de la cour vicomtale de Narbonne, condamné au fouet. (*Ibid.*, f^o 306-308).

18. — 1302, 24 août. — Renonciation de Bedos de Sigean, du consentement de son oncle, Raimond Bedos, curateur. (*Ibid.*, f^o 302-303).

19. — 1302, 4 septembre et 5 septembre. — Acte de la révocation faite le 4 septembre par le viguier de Béziers de la criée ordonnée à Narbonne sur la guerre de Flandre, — et acte de la criée faite le 5 septembre de la part d'Amauri II. (*Ibid.*, f^o 309-316).

20. — 1302, 15 septembre. — Arnaud de Saint-Étienne se présente avec son cheval au vicomte et lui promet de le suivre à la guerre de Flandre. (*Ibid.*, f^o 322).

21. — 1302, 16 septembre. — Raimond Guillaume de Fabrezan présente au vicomte Amauri II, Valens d'Arrière, damoiseau, avec son cheval, qui promet de servir le vicomte pour Raimond Guillaume, Raimond de Cuxac, Guillaume de Cuxac, Sicard de Montbrun, Adémar de Montpezat et Bernard de Villar, ses vassaux. (*Ibid.*, f^o 320-321).

22. — 1302, 7 septembre, Béziers. — *Vidimus délivré le 20 septembre par le juge vicomtal de la cour de Narbonne du mandement par lequel le viguier de Béziers révoque l'ordre qu'il avait donné aux vassaux du vicomte de fortifier les châteaux de la vicomté, suivant le mandement adressé au viguier le 28 août par Jean de Picquigni, vidame d'Amiens, réformateur du pays de Languedoc.* (*Ibid.*, f^o 317-319).

23. — 1302, 20 septembre. — Sicard de Montbrun, seigneur

du château de Roquecourbe, présente à Amauri II Bérenger Bedos, damoiseau, avec son cheval en vue de la guerre de Flandre. (*Ibid.*, f° 321).

24. — 1302, 21 septembre. — Guillaume Raimond du Bourg se présente au vicomte avec son cheval, au nom de son père. (*Ibid.*, f° 322-323).

25. — 1302, 22 septembre. — Raimond d'Auriac se présente à Amauri II avec son cheval, en son nom et au nom de Bérenger de Boutenac. (Doat, t. 49, f° 323-324).

26. — 1293, 1^{er} octobre, Narbonne. — Révocation faite le 1^{er} octobre par le baile royal de Narbonne, suivant le mandement envoyé le 29 septembre 1293 par le sénéchal de Carcassonne, de la défense faite aux habitants de Narbonne de faire montre d'armes devant Aimeri V, vicomte. Acte public dressé le 24 septembre 1302 d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 51, f° 60-63).

27. — 1289, 21 avril, Vincennes. — *Vidimus délivré le 19 janvier 1301 par le juge de la cour vicomtale de Narbonne, sur la présentation du procureur du vicomte, du mandement par lequel le roi enjoint au sénéchal de Carcassonne d'empêcher ses agents, ainsi que les officiaux de l'archevêque et du chapitre de Narbonne, de troubler le vicomte dans l'exercice de sa juridiction.* Acte public dressé le 25 septembre 1302 d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 48, 192-194).

28. — 1^o 1298, 24 septembre, Paris. — Mandement royal enjoignant au sénéchal de Carcassonne de ne pas contraindre les sujets d'Aimeri V et de son fils aîné, Amauri, à fournir pour le louage une somme plus forte que les sujets de l'archevêque. 2^o *Vidimus* de ce mandement délivré le 16 avril 1299 (n. s.) par le garde de la prévôté de Paris. 3^o *Vidimus* délivré le 4 août 1300 par le juge de la cour vicomtale de Narbonne. 4^o Acte public dressé le 25 septembre 1302 d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 48, f° 222-224).

29. — 1300, 9 novembre, Narbonne. — Révocation, faite, sur la réquisition du sous-viguier de la cour vicomtale de Narbonne, par le viguier de la cour archiépiscopale, de la crie citant devant la cour archiépiscopale deux hommes inculpés de coups et blessures, qui avaient choisi la cour vicomtale. Acte public dressé le 25 septembre 1302 d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 48, f° 232-234).

30. — 1^o 1298, (n. s.) 15 février, Paris. — Mandement royal ordonnant au trésorier de la sénéchaussée de Carcassonne de

payer à Amauri, fils aîné d'Aimeri V, la somme de 628 li. 3 s. 3 d. de petits tournois pour ses gages de la guerre de Gascoigne. 2^o 1301 (n. s.), 16 février, Paris. — Mandement du roi enjoignant à tous ses justiciers d'empêcher les créanciers d'Amauri II d'inquiéter ce dernier jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due sur le reste de ses gages. 3^o 1301 (n. s.), 23 février, Orchies. — Mandement royal enjoignant au sénéchal de surseoir à la levée des 4200 livres de petits tournois qu'il s'efforce de se faire payer par le vicomte de Narbonne. 4^o 1301, 12 avril, Narbonne. — *Vidimus* des mandements précédents délivré par le juge de la cour vicomtale de Narbonne, sur la présentation du procureur d'Amauri II. 5^o Acte public dressé le 26 septembre 1302 d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 48, f^o 235-237).

31. — 1286, 24 juin, Narbonne. — Crie faite le 24 juin 1286, de la part d'Aimeri V, portant injonction aux habitants de Narbonne de se tenir prêts à se rendre à l'armée du roi de France et de ne pas recevoir d'autre monnaie que celle du roi et celle de Narbonne. Acte public dressé le 28 septembre 1302 d'après les notes d'un notaire public. (Doat, t. 49, f^o 364-365).

32. — 1287, 19 mai. — A la requête des habitants de Narbonne, des chefs de métiers, des consuls du Bourg et de la Cité, Aimeri V promet d'examiner s'il y a lieu de suspendre le *vet* du vin. Acte public dressé le 28 septembre 1302 d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 50, f^o 439-440).

33. — 1293, 2 octobre. — Sur la requête des consuls de la Cité, Aimeri V proroge le terme de la montre d'armes jusqu'au dimanche matin neuf heures. Acte public dressé le 28 septembre 1302 d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 51, f^o 70-74).

34. — 1^o 1297, 18 mai, Paris. — Mandement royal au sénéchal de Carcassonne et au viguier de Béziers, leur enjoignant d'empêcher les gardes de l'or, de l'argent et de la laine d'exercer leurs fonctions dans la vicomté de Narbonne, si les officiaux du vicomte pratiquent la surveillance. 2^o 1297, 31 juillet, Béziers. — Signification faite par le lieutenant du sénéchal au viguier de Béziers du mandement royal. 3^o 1297, 2 août, Béziers. — Signification faite par le viguier de Béziers au baile royal de Narbonne de l'ordre donné par le lieutenant du sénéchal. 4^o 1297, 3 août, Narbonne. — Présentation au sous-viguier du vicomte des mandements qui précèdent. 5^o 1302, 28 septembre. — Acte public dressé d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 48, f^o 215-217).

35. — 1^o 1285, 18 décembre, Carcassonne. — Le lieutenant du sénéchal de Carcassonne remet aux curiales du vicomte un prisonnier qui avait été arrêté dans la vicomté de Narbonne et conduit à Carcassonne. 2^o 19 décembre. — Présentation de l'ordre précédent par Huguel, sergent royal de la Cité de Carcassonne. 3^o 19 décembre. — Sentence d'acquiescement prononcée par le viguier de la cour vicomtale en faveur du dit prisonnier. 4^o 1302, 29 septembre. — Acte public dressé d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 48, f^os 183-184).

36. — 1^o 1288, 25 août, Paris. — Mandement royal enjoignant au sénéchal de Carcassonne de laisser Aimeri V, vicomte de Narbonne, arrêter les voyageurs originaires des royaumes d'Aragon, de Valence et Majorque et confisquer leurs biens. 2^o 1288, 30 août, Paris. — Semblable mandement relatif aux voyageurs catalans. 3^o 1288, 6 octobre, Carcassonne. — Réception des deux mandements royaux par le sénéchal de Carcassonne. 4^o 1302, 29 septembre, Narbonne. — Acte public dressé d'après les notes d'un notaire décédé. (Doat, t. 48, f^os 188-189).

37. — 1^o 1292, 9 octobre, Narbonne. — Présentation, faite par le procureur du vicomte au juge de la cour vicomtale, des deux mandements des 25 et 30 août 1288. 2^o 1302, 30 septembre. — Acte public dressé d'après les notes d'un notaire décédé : ces notes avaient été confectionnées d'après les deux mandements royaux transcrits sur le registre de la cour de Béziers. (Doat, t. 48, f^os 204-206).

38. — 1285, 21 septembre. — *Vidimus, délivré le 11 octobre 1302 par le juge de la cour vicomtale de Narbonne, sur la présentation d'Amauri II, vicomte, de l'ordre donné par Aimeri V aux habitants de Narbonne, de se préparer à secourir le roi de France.* (Doat, t. 50, f^os 427-428).

39. — 1294 (n. s.), 4 mars, Carcassonne. — *Vidimus, délivré le 11 octobre 1302 par le même, du mandement par lequel le sénéchal de Carcassonne révoque, suivant le mandement de Raoul de Clermont, connétable, la criée qu'il avait fait faire à Narbonne, ordonnant aux sujets du vicomte de se présenter à Toulouse avec leurs armes pour la guerre de Gascogne.* (Doat, t. 49, f^os 325-328).

40. — 1^o 1296 (n. s.), 7 mars, Nîmes. — Mandement royal enjoignant au sénéchal de Carcassonne de contraindre Aimeri V, vicomte, à garantir la sécurité des agents de la cour archiepiscopale et des habitants de Gruissan, qu'il avait menacé de jeter à la mer. 2^o 1296 (n. s.), 9 mars, Carcassonne. — Signifi-

tion, faite par le sénéchal à son lieutenant, du mandement royal avec ordre de l'exécuter. 3^e 1302, 11 octobre, Narbonne. — *Vidimus* délivré par le juge de la cour vicomtale, sur la présentation d'Amauri II, vicomte. (Doat, t. 48, f^o 212-214).

41. — 1^o 1302, 13 mai, Paris. — Mandement royal enjoignant aux sénéchaux de Toulouse, de Carcassonne et de Beaucaire de ne pas troubler l'archevêque de Narbonne dans l'exercice de sa juridiction. 2^e 1302, 27 mai, Paris. — *Vidimus* du mandement précédent délivré par le garde de la prévôté de Paris. 3^e 1302, 11 octobre, Narbonne. — *Vidimus* délivré par le juge de la cour vicomtale. (Doat, t. 49, f^o 329-331).

42. — 1^o 1303, 11 juin, Louvre. — Lettres royaux sur le procès entre l'archevêque et le vicomte. 2^e 1303, 11 octobre, Narbonne. — Sentence par laquelle l'archevêque absout le vicomte, sa femme et ses enfants. (Doat, t. 49, f^o 366-375).

43. — 1^o 1304, mars, Paris. — Révocation par Philippe IV le Bel de l'hommage que lui avait prêté Amauri II. 2^e 1304, 30 mars, Saint-Pierre du Vatican. — Bulle par laquelle le pape Benoît XI autorise l'archevêque à recevoir l'hommage du vicomte si l'archevêque reçoit l'approbation de son chapitre et de la majorité de ses suffragants. 3^e 1304, 14 décembre, Valmagne. — Approbation des évêques de Béziers et d'Agde. 4^e 1304, 15 décembre, Maguelonne. — Approbation de l'évêque de Maguelonne. 5^e 1304, 19 décembre, Narbonne. — Approbation du chapitre de Narbonne. 6^e 1305, 11 octobre, Narbonne. — L'archevêque consent à recevoir l'hommage d'Amauri II. (Doat, t. 49, f^o 340-351).

44. — 1232, 12 octobre. — *Vidimus, délivré le 14 novembre 1305 par le juge de la cour vicomtale, sur la présentation d'Amauri II, de l'acte par lequel Aimeri IV fait rédiger et confirme les coutumes que ses prédécesseurs avaient accordés aux chevaliers de la vicomté.* (Doat, t. 48, f^o 54-59 et 64-67).

Publ. *Hist. Lang.* t. viii, cc. 960-963.

45. — 1293, 2 avril, Abbaye royale de N.-D. près Pontoise. — *Présentation, faite le 17 février 1306 au sénéchal de Carcassonne par le juge vicomtal, d'un mandement royal par lequel le roi enjoint au sénéchal de remettre aux vassaux du vicomte les biens tombés en commise pour crime d'hérésie.* (Doat, t. 49, f^o 380-382).

Ce même mandement était enregistré aussi au registre d'homages n^o 160. (Doat, t. 48, f^o 207-208 et n^o 63 de la reconstitution que nous avons faite plus haut de ce registre).

46. — 1320, 15 novembre, Paris. — *Vidimus*, délivré le 17 octobre 1323 par le juge de la cour vicomtale de Narbonne, de la sentence par laquelle l'officialité de Paris confirme l'accord intervenu autrefois entre Amauri II et son frère, Pierre de Narbonne, sur l'arbitrage de Guillaume, évêque de Mende. (Doat, t. 49, f^o 419-425).

47. — 1^o 1323, 19 juillet, près Paris. — Amauri II promet de faire hommage à Bernard, archevêque de Narbonne : il déclare, en outre, que par le pariage qu'il a conclu avec le roi il n'a pas entendu porter préjudice à l'archevêque. 2^o 1324, 13 octobre, près Paris. — Bernard déclare, au contraire, que le dit pariage a été conclu à son préjudice et que la révocation qu'en a faite le roi est absolument légitime. (Doat, t. 49, f^o 451-457).

PREMIÈRE PARTIE

La jeunesse d'Amauri et ses expéditions

CHAPITRE PREMIER

AMAURI AVANT SON DÉPART POUR LA TOSCANE (1260-1288)

I. Sa naissance (vers 1260). — II. Son mariage avec Jeanne de l'Isle-Jourdain (vers 1280). — III. Première convocation par Amauri du contingent narbonnais (mars 1281). — IV. Son différend avec Amauri de Pérignan (14 février 1282). — V. Son attitude dans l'affaire de trahison suscitée à son père (1283). — VI. Sa captivité en Catalogne (mai 1285-janvier 1286). — VII. Nouvelle convocation du contingent narbonnais (octobre 1286). — VIII. Conflit d'Amauri avec le chapitre de Saint-Just (1287-1288).

I. — Amauri était le fils aîné d'Aimeri V, vicomte de Narbonne (1) et de Sibylle de Foix (2). Aucun texte, narratif ou diplomatique, ne nous révèle en quelle année il vint au monde. Le mariage du vicomte doit se placer avant l'année 1264. A cette date, le père de la vicomtesse, Roger IV, comte de Foix, fit son testament : il légua à sa fille cent livres de rente. Le texte fait mention des trente

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 78.

(2) *Ibid.*, p. 422.

mille sous melgoriens que Sibylle avait reçus en dot (1).

Du mariage d'Aimeri avec Sibylle naquirent deux fils, Amauri et Pierre, et trois filles, Brunissende, Marguerite et Mahaud (2).

Marguerite reçut pour mari l'infant Pierre de Castille, troisième fils d'Alphonse III, à la fin de l'année 1280. A la date du 23 décembre, Jean de Grailli écrivait de Bayonne au roi d'Angleterre : « La fille d'Aimeri de Narbonne a été conduite ici pour être mariée avec Pierre, fils du roi de Castille (3). »

Marguerite pouvait avoir une vingtaine d'années à l'époque de son mariage. En admettant que son frère Amauri eût à peu près le même âge, nous pouvons placer sa naissance vers l'année 1260.

II. — Nous ignorons encore à quelle date Amauri épousa Jeanne de l'Isle-Jourdain, fille de Jourdain IV, baron de l'Isle-Jourdain, et de Vacquerie de Montélimart (4). En nous appuyant sur le raisonnement que nous avons imaginé à propos de sa naissance, nous placerons son mariage vers l'année 1280.

III. — Amauri eut une jeunesse turbulente et batailleuse. C'est sous l'armure du chevalier qu'il apparaît pour la première fois sur la scène de l'histoire. Au commencement de l'année 1281, la frontière franco-espagnole était troublée par le conflit survenu entre le comte de Foix et le roi d'Aragon. Le roi de France enjoignit au vicomte Aimeri V de mettre sa ville en état de défense (mars 1281, n. s.). Ce fut le fils aîné du vicomte, Amauri, qui, en qualité de lieutenant de son père, exécuta les ordres du roi (5).

(1) *Hist. de Lang.*, t. VI, p. 887. MARCA, *Hist. de Béarn*, Paris, 1640, in-f°, p. 774.

(2) *Ibid.*, t. VI, pp. 887-888.

(3) RYMER, *Fœdera*, éd. Clarke, Holbrooke et Caley, Londres, 1816-1869, 7 vol. in-f°, t. I, partie 2, p. 189, 2^e col.

(4) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 118.

(5) *Ibid.*, pp. 78-79.

IV. — Après la mort du vicomte Amauri I^{er}, en 1270, un conflit successoral s'était élevé entre l'héritier de la vicomté, Aimeri, et son frère Amauri de Pérignan. Malgré les transactions et les arbitrages, le conflit menaçait de s'éterniser. Le jeune Amauri intervint dans la querelle pour soutenir les intérêts de son père. Il envahit les terroirs de Fontfroide, de Gaussan et de Sainte-Eugénie, au mépris des droits de seigneurie que son oncle Amauri y exerçait, faisant entendre aux habitants par la voix du héraut qu'ils seraient désormais soumis à la juridiction vicomtale. Un autre jour, il donne des armes à quelques habitants de Narbonne, et avec sa petite troupe il pénètre dans le terroir de Saint-Martin-de-Toques, où il fait ériger des fourches, emblèmes de la justice vicomtale.

Amauri de Pérignan se plaignit de son neveu à Gui de Lévis, maréchal de Mirepoix, choisi pour arbitrer les différends survenus entre lui et son frère, le vicomte. Gui de Lévis rendit sa sentence, le 14 février 1282 (n. s.), dans sa maison de Carcassonne (1).

V. — Amauri de Pérignan ne fut pas satisfait de ce nouvel arbitrage. Il continua à poursuivre le vicomte de sa jalousie et de sa haine. Il le dénonça au roi de France comme coupable du crime de haute trahison : le vicomte de Narbonne était accusé d'avoir fait alliance avec le roi de Castille. Dans toute cette affaire, le jeune Amauri eut une attitude très prudente et très sage. Il se contenta, en 1283, d'assister au conseil de famille où le notaire vicomtal, Guillaume Catala, donna lecture du faux qu'il venait de fabriquer pour faire éclater l'innocence du vicomte (2).

Le roi se montra clément envers le vicomte et sa famille. Aimeri V et son fils aîné, Amauri, lui montrèrent leur

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 61. Doat, t. 48, f^{os} 163-180.

(2) *Ibid.*, t. X, *Notes*, p. 423. Ce faux écrit en 1283 avait été antidaté du 23 février 1282.

reconnaissance en le servant avec dévouement dans la campagne de 1285.

VI. — Alors que l'armée royale campait encore à Narbonne, le jeune Amauri se tenait à l'avant-garde, à Perpignan, auprès du roi de Majorque, l'allié du roi de France. C'est là qu'il fut surpris et fait prisonnier par le roi d'Aragon, au moment où il allait franchir la poterne du château royal avec quelques cavaliers narbonnais. Le roi Pierre fit saisir sa personne et ses gens et les mit sous bonne garde (1).

Pendant que son père secondait vaillamment les troupes royales, le jeune Amauri se morfondait dans sa prison. Un vassal du vicomte, Raimond de Cascastel (2), probablement fait prisonnier en même temps que son fils, était mis en liberté dès le 7 mai 1285. Le roi d'Aragon n'avait pas exigé de rançon, mais il avait subordonné sa délivrance à celle de quinze Aragonais, prisonniers du roi de France (3).

La mise en liberté du jeune Amauri se fit attendre bien davantage. Elle donna lieu à des conventions et à des marchandages sans fin. Un acte du 18 mai 1285 (4) nous montre qu'on avait dépensé pour Amauri et d'autres seigneurs prisonniers quatre cent sous (5).

(1) LECOY DE LA MARCHE. *Relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, Paris, 1892, 2 vol. in-8°, t. I, p. 198.

(2) Il lui prêta hommage le 23 mars 1278. (Doat, t. 475, f° 172-173).

(3) Isidoro CARINI, *Gli archivi e le biblioteche di Spagna*, Palerme, 1884, 2 vol. in-8°, t. II, p. 78 (analyse).

(4) Carini, dans l'analyse qu'il donne de cet acte (*Ibid.*, p. 115), le place à tort en 1284.

(5) Ordre donné par le roi à « *Berengario scriptori quod tradat Bernardo de Castello, ad opus expensarum Amalrici de Narbona et aliorum qui capti fuerunt apud Gerundam cum eo, quadringentos solidos. Datum in Panisars, XV^o kalendas junii* ». Arch. de la couronne d'Aragon, registre n° LVIII, f° 1. Il n'est pas possible qu'Amauri ait été fait prisonnier à Gironne : le siège de cette ville par le roi de France ne commença que le 28 juin 1285. (*Hist. de Lang.*, t. IX, p. 108).

Sur les instances du comte d'Urgel et du vicomte de Cardone, le roi d'Aragon consentit à mettre le jeune Amauri en liberté. Il fixa sa rançon à cent mille sous barcelonais payables dans la cité de Barcelone, lui promettant de le faire guider à travers son royaume, le jour où il voudrait retourner dans son pays (1).

Le même jour, 21 octobre 1285, il délivra un acte de guidage à Pierre Bringuier, marchand de Barcelone, pour lui permettre de se rendre à Narbonne et d'en rapporter la rançon d'Amauri (2).

Pierre Bringuier et Raimond Bardoil se rendirent caution pour Amauri: le 1^{er} décembre 1285, Pierre III leur enjoignit de verser la rançon de cent mille sous (3), moitié (4) à la fête de Saint-André (13 janvier), moitié à la fête de Saint-Vincent (22 janvier 1286).

Le paiement de la rançon d'Amauri donna lieu à la confection de toute une série de lettres de change et d'*albarans* (5).

Le roi d'Aragon n'attendit pas le terme de la première échéance. Il se fit avancer la moitié de la rançon d'Amauri par un seigneur majorquin, Pierre Ferrand de Bergua. Mais, le 3 janvier 1286 (n. s.), il enjoignit à Pierre de San Clement de rembourser à ce dernier les cinquante mille sous prêtés (6).

(1) Pièce justificative n° 1.

(2) *Ibid.*, n° 11.

(3) « *Petro Berengarii et Raymondo Bardollo quod de illis C millia « solidorum de redemptione Amalrici de Narbona, pro quibus ipsi fidejus-
« serunt, impendeant et impenderi faciant P. de Sancto Clemente, per
« quem ipsos mandat recipi dominus rex. Datum Majorice, II kalendas
« decembris.* » Arch. de la couronne d'Aragon, registre n° LXV, f° 65 v°.

(4) 2^{me} acte du 1^{er} décembre 1285 (même cote).

(5) Cf. Arch. de la couronne d'Aragon, registre LXV, actes du 28 décembre 1285 (f° 8 v°), du 31 décembre (f° 9 v°) ; registre LXVI, acte du 15 mars 1286 (f° 4 v°) ; registre LXXI, acte du 24 mars 1286 (f° 32). *Albaran* = reçu.

(6) *Ibid.*, registre LXV, f° 10.

Le 20 février 1286 (n. s.), le roi Alphonse II ordonna à Pierre de San Clement de verser au trésorier royal ce qu'il avait reçu relativement à la rançon d'Amauri (1).

Il est probable qu'Amauri fut mis en liberté après le terme du 13 janvier, quand la première moitié de sa rançon eut été versée. L'acte du 3 janvier 1286 nous montre qu'Amauri était encore captif à cette date (2). Celui du 20 février, au contraire, nous parle d'Amauri et de ses compagnons, « autrefois détenus à Barcelone » (3).

Amauri avait d'abord subi sa captivité à Girone : le 20 février, Bernard Castell réclame au roi cinq cent soixante dix-sept deniers, qu'il a dépensés pour l'entretien d'Amauri et des autres captifs (4).

Dès le 1^{er} mars, Pierre Bringuier et Guillaume de Barboil avaient déjà versé au roi 88,300 sous. Mais Alphonse II demande à Pierre de San Clement de contraindre ces deux marchands à payer les 11,700 sous restants (5). Cependant, le même jour, il leur accorde un sursis pour les récompenser, sans doute, de l'empressement qu'ils ont mis à payer la rançon d'un autre Narbonnais, G. P. de Montbrun, le frère de l'archevêque (6).

VII. — Philippe le Hardi était mort pendant l'emprisonnement d'Amauri, le 5 octobre 1285. Le nouveau roi, Philippe le Bel, allait avoir bientôt besoin des services du futur vicomte. De retour à Narbonne, après sa longue captivité, Amauri eut bientôt l'occasion de revêtir son armure. Au commencement de l'automne de 1286, le roi

(1) Arch. de la couronne d'Aragon, f^o 61 v^o (3^e acte).

(2) « ... de denariis redempcionum Amalrici de Narbona et aliorum qui capti sunt... » *Ibid.*, f^o 10.

(3) « ... qui capti detinebantur Barchinone... » *Ibid.*, f^o 61 v^o (3^e acte).

(4) *Ibid.*, f^o 61 v^o (1^{er} acte). « .. apud Gerundam, tunc quando dictus Amalricus et alii ibi detinebantur capti... »

(5) *Ibid.*, registre LXV, f^o 72 v^o (1^{er} acte).

(6) Pièce justificative n^o III.

d'Aragon menaçait la frontière. Il fallait se tenir prêt à toute éventualité.

En octobre 1286, Amauri toujours en qualité de lieutenant de son père Aimeri V, vicomte, appela aux armes tous les habitants de Narbonne pour la défense du royaume et de la vicomté. C'était une fausse alerte : les ennemis se retirèrent bientôt chez eux, et Amauri donna congé à ses soldats (1).

VIII. — L'activité du jeune Amauri semble avoir été inlassable. Il favorise les empiètements de son père sur les droits des seigneurs qui ne sont pas ses vassaux. Il pénètre avec le viguier vicomtal, les armes à la main, dans le territoire du château de Névian, qui appartient au chapitre de la cathédrale de Narbonne. Il y fait élever des fourches, voulant attester par là que ce territoire n'est pas soumis à la juridiction du chapitre mais à celle du vicomte. Il y fait faire des criées, comme si le vicomte y avait des droits de suzeraineté. Le chapitre se plaint au sénéchal de Carcassonne : les fourches sont arrachées. Mais quelques temps après, le sénéchal mande à son viguier du Minervois de les faire rétablir. Le 1^{er} juin 1287, Bertrand, abbé de Moissac, maître Laurent Voisin, chevecier de l'église de Chartres, et maître Jean de Naussona, chanoine de Laon, clercs du roi, tenant pour lui le Parlement de Toulouse, enjoignent au nouveau sénéchal de Carcassonne de faire une enquête et de punir les coupables s'ils le méritent. Cet arrêt fut présenté au sénéchal, le 14 juin 1287, par Étienne Boyer, curé de la Redorte, procureur du chapitre de Narbonne (2). Étienne Boyer présenta le même jour au

(1) *Hist. de Lang.*, IX, p. 125.

(2) *Ibid.*, IX, *Preuves*, cc. 211-212. Eug. MARTIN-CHABOT, *Les archives de la cour des comptes de Montpellier*, analyses des deux actes du 1^{er} juin et du 31 mai 1287 et de leur enregistrement du 14 juin, n° 389. Le jeune Amauri et son père furent excommuniés par le chapitre (Arch. de l'Hérault, B 9, f° 37).

sénéchal une seconde lettre close du 31 mai 1287, portant injonction au sénéchal de protéger les chanoines, les curiales et leurs familles contre les attaques du vicomte et de son fils Amauri (1).

Il ne semble pas que les arrêts du Parlement aient mis un terme aux empiètements vicomtaux. Le procureur du chapitre se plaint de nouveau, et cette fois-ci directement au roi, que le jeune Amauri et Guillaume Amels, viguier du vicomte, ont pénétré dans les terres du chapitre pour y rétablir les fourches enlevées (2). Les vicaires de l'archevêque ont été insultés, attaqués à main armée et grièvement blessés.

Le roi mande au sénéchal, le 23 août 1287, de placer les chanoines sous sa sauvegarde (3).

Le Parlement de Toulouse rend un nouvel arrêt en 1288. Le sénéchal de Carcassonne reçoit l'ordre de protéger les chanoines de la cathédrale de Narbonne, pendant la vacance du siège archiépiscopal, contre les attaques du vicomte et de son fils aîné, et de rendre compte au prochain parlement de ce qu'il aurait fait pour la sûreté du chapitre (4).

(1) *Hist. de Lang.*, t. x, *Preuves*, c. 212.

(2) Doat, t. 56, f^{os} 116-120.

(3) *Hist. de Lang.*, ix, 129-130 et V. c. 1582, n° 229. Eug. MARTIN-CHADOT, *Les archives de la cour des comptes de Montpellier*, analyse n° 399.

(4) *Ibid.*, ix, p. 134 et x, *Preuves*, cc. 316-318.

CHAPITRE II

AMAURI EN TOSCANE (mai 1289-novembre 1291)

I. Départ d'Amauri pour la Toscane à la suite du fils de Charles d'Anjou (fin de 1288). — II. Son arrivée à Florence (2 mai 1289); Amauri capitaine des guelfes de Toscane (11 mai 1289). — III. Ses compagnons: son baile Guillaume Bernard de Durfort. — IV. Rupture des négociations entre Florence et Arezzo. — V. Entrée en campagne. Bataille de Campaldino (11 juin 1289). — VI. Guillaume Bernard de Durfort y est tué; son testament, son tombeau à Florence. — VII. Après la victoire. — VIII. Amauri réélu capitaine pour l'année 1290; guerre d'escarmouches. — IX. Nouvelle réélection d'Amauri pour l'année 1291. — X. Retour d'Amauri en France (fin de 1291).

I. — L'activité belliqueuse d'Amauri allait se déployer bientôt sur un champ plus vaste. Le fils de Charles d'Anjou, Charles II, roi de Sicile, prisonnier du roi d'Aragon depuis la bataille navale de Naples, livrée le 5 juin 1284 (1), avait été mis en liberté le 29 octobre 1288 (2). Comment fit-il la connaissance du jeune Amauri? Il est possible qu'ils se soient rencontrés à Barcelone, où ils étaient tous les deux prisonniers. A sa sortie de prison, Charles II passa peut-être par Narbonne, et c'est là qu'il aurait connu le fils du vicomte. Le jeune Amauri n'était pas sans avoir entendu parler des brillantes prouesses accomplies par les compagnons français de Charles d'Anjou dans le royaume de

(1) Guillaume DE NANGIS, *Chronique latine*, éd. H. Géraud pour la *Société de l'histoire de France*, Paris, 1843, 2 vol. in-8°, t. I, p. 275.

(2) Le 1^{er} novembre 1288, Charles II fait part de sa délivrance à la commune de San Gimignano (DAVIDSOHN, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, II Theil. n° 1715).

Naples et des Deux-Siciles. Il devait tarder à son ardeur guerrière de se dépenser non plus dans des joutes ou des tournois mais sur de véritables champs de bataille. Les seigneurs méridionaux étaient à cette époque avides et besogneux. Le bruit courait que beaucoup de compagnons de Charles d'Anjou s'étaient enrichis des dépouilles des vaincus. Les vainqueurs avaient reçu non seulement des gages élevés mais des terres très vastes.

Ces considérations pratiques ne durent pas échapper à l'attention du fils du vicomte. Son beau-père, Jourdain IV, seigneur de l'Isle-Jourdain, avait accompagné Charles d'Anjou à la conquête de l'Italie méridionale. Il s'était distingué à la bataille de Bénévent, gagnée par Charles sur Manfred, le 26 février 1266. Le 23 mars 1267, il était choisi pour commander les troupes chargées de défendre les États de l'Église. Devenu conseiller du roi, il reçoit de lui des terres en Calabre. Rentré en Gascogne, malgré les efforts de Charles pour le retenir, il revient dans le royaume de Naples dès le mois d'octobre 1282. Il y venait de mourir en 1288, quand son gendre Amauri partit à la suite du fils de Charles d'Anjou. Amauri allait, en somme, le remplacer à la tête des troupes guelfes (1).

II. — Amauri entra en Florence avec Charles II, le 2 mai 1289 (2). L'accueil des Florentins fut enthousiaste. Charles

(1) Paul DURRIEU, *Jourdain IV seigneur de l'Isle-Jourdain à la conquête du royaume de Naples (1266-1283)*, pp. 1-12, dans *Les Gascons en Italie*, Auch, 1885, in-8°.

(2) Voici la liste des chroniqueurs qui ont été utilisés pour l'étude du séjour d'Amauri en Toscane :

I. Villani et ses imitateurs :

Giovani VILLANI, *Istorie Fiorentine*, éd. Muratori, *Rerum italicarum scriptores*, t. XIII, cc. 325-330 ou livre VII, chap. 130-132. Villani mourut en 1348.

Marchionne STEFANI, *Cronaca fiorentina*, n^{le} éd. Muratori, Città di Castello, 1903, in-4°, t. XXX, pp. 65-66. Stefani fait son testament en 1381. Copie Villani en l'abrégéant.

Jannotii MANETTI *Chronicon Pistortense*, éd. Muratori, XIX, cc. 1012-

resta trois jours à Florence, puis partit pour Sienne. Après son départ, les Florentins apprirent que la garnison d'Arezzo se préparait à envahir le territoire de Sienne pour barrer le passage à Charles et à sa petite troupe. Ils lui envoyèrent aussitôt 800 cavaliers et 400 fantassins (1). Charles fut très touché de ce secours imprévu et spontané. La nouvelle de la chevauchée des Florentins parvint à Arezzo, mais les Arétins se gardèrent bien de partir en

1014. Né à Florence, membre de l'ordre équestre en 1396, mort en 1459. Copie Villani de très près.

Andrea DEI, *Cronica Sanese*, éd. Muratori, xv, cc. 40-41. Vivait vers 1328. Copie Villani.

Simone della Tosa, *Annali* (1115-1346), éd. Manni, *Cronichette antiche*, Firenze, 1733, in-4°, pp. 152-153. Copie Villani.

Paolino di PIETI, *Cronica*, éd. A. F. Adami, Roma, 1755-4°, pp. 53. Copie Villani.

II. Dino COMPAGNI, *Chronicon Florentinum* (1280-1312), éd. Muratori, t. IX, cc. 472-474, et éd. Isidoro del Lungo, *Dino Compagni e la sua Cronaca*, 3 vol. in-8°, 1879-1887, texte au tome II, pp. 32-45. Indépendant de Villani.

III. Petits chroniqueurs :

Annales Arretini (1192-1343), éd. Muratori, t. XIV, cc. 861-862. Écrit vers 1330.

Ptolomaeus LUCENSIS, *Annales*, *ibid.*, c. 1297 C, D. Écrit vers 1430.

Annales Forolivienses, *ibid.*, n^{lle} édit. t. XXII, 1903, p. 40, lignes 35-36. Écrit vers 1485.

De praeliis Tuscis, Muratori, t. XI, cc. 333 et 334.

Chronicon Astense (1070-1325), Muratori, t. XI, cc. 188-189.

Chronique de Parme, Muratori, t. IX, c. 815, A.-B.

Ricobaldi FERRARIENSIS *Historia imperatorum*, t. IX, c. 252, et c. 143.

Leonis URBEVETANI *Chronica pontificum*, éd. Jos. Lami, *Deliciae eruditorum*, II, Florentiae, 1737, in-12°, p. 337.

Franciscus PIPPINI, *Chronicum*, Muratori, t. IX, 732-733.

Petri CANTINELLI *Chronicum*, n^{lle} éd. Muratori, 1902, t. XXVIII, p. 58.

Chronicon Estense, Muratori, t. XV, cc. 340-341.

Barth. FERRARIENSIS, *Polyhistoria* (1288-1367), éd. Muratori, t. XXIV, c. 701.

(1) 800 chevaliers et 400 fantassins d'après Marchionne Stefani. Le chiffre de 3000 fantassins donné par Villani nous paraît exagéré. Le secours envoyé à Charles n'était constitué, d'après le récit de Villani lui-même, que par la garnison mercenaire de Florence et la fleur de la noblesse.

campagne. Les Florentins accompagnèrent Charles depuis Bricola jusqu'aux confins des comtés de Sienne et d'Orvieto (1). C'est alors qu'ils lui demandèrent de leur laisser un *capitaine de guerre* et de les autoriser à porter en combattant la bannière royale (2).

Déjà, le 3 janvier 1289 (n. s.), la commune de San Geminiano avait délégué deux Florentins auprès des fils de Charles d'Anjou, qui se trouvaient alors dans la province de Pouille, pour leur demander un capitaine de la *taglia* : ce capitaine devait servir six mois et avoir avec lui cent chevaliers ; il devait être un valeureux gentilhomme de langue française ou ultramontaine. Les deux délégués sont chargés de demander pour capitaine de la *taglia*, Jean Nouvel, fils de Jean d'Appia. Le nouveau capitaine devait être engagé pour six mois, c'est-à-dire jusqu'à la fin du mois de juin (3).

Jean Nouvel mourut, sans doute, avant l'expiration de ses pouvoirs, puisqu'il était remplacé par Amauri de Narbonne vers le milieu de mai 1289. La *taglia* était une société ou confédération des guelfes de Toscane. Primitivement, c'était la part de dépense et de contingent que devait fournir chaque ville fédérée (4). Charles II autorisa les Florentins à porter la bannière royale de France, qui était l'emblème et le signe de ralliement des guelfes, alors que la bannière impériale d'Allemagne était l'emblème des gibe-

(1) Jusqu'à San Chirico di Rosenna d'après Paolino di Pieri, jusqu'à Bricola d'après Villani et Simone della Tosa.

(2) Voici les chroniqueurs qui parlent du passage de Charles II à Florence et du choix qu'il fit d'Amauri de Narbonne pour capitaine de la *taglia* :

Villani et ses imitateurs : Marchionne Stefani, Simone della Tosa, Paolino di Pieri, Manetti.

Dino Compagni.

(3) DAVIDSOHN, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, II Theil, n° 1711.

(4) Sur la constitution de la *taglia* ou ligue toscane cf. PERRENS, *Histoire de Florence*, t. 1^{er} p. 501, t. II, 222-223.

lins. Il leur laissa pour capitaine Amauri de Narbonne après l'avoir fait chevalier.

Charles poursuivit ensuite sa route vers Rieti (1), où le pape Nicolas IV l'attendait pour le couronner roi de Sicile et de Pouille. D'après le chroniqueur Marchionne Stefani, Amauri fut laissé comme capitaine aux Florentins le 11 mai 1289. Dino Compagni ne parle pas de la tentative faite par les Arétins pour barrer le passage à Charles II. Après quelques mots sur l'entrée de ce prince à Florence et sur la réception qui lui fut faite, Dino parle de la démarche des Florentins auprès de Charles et du choix que fit ce dernier d'Amauri de Narbonne pour capitaine de la *taglia*. Dino semble donc placer ce choix avant le départ de Charles pour Rieti (2). Il semble plus naturel que les Florentins n'aient pas attendu le départ du fils de Charles d'Anjou pour lui demander un chef. Et cependant, il est certain qu'Amauri accompagna Charles jusqu'aux confins du comté de Sienne. Le 24 mai, il fut conduit au service de la commune de Florence avec quarante chevaliers français pour servir aux gages de la ville jusqu'au mois de septembre. Messire Cenni Ugolini fut envoyé auprès d'Amauri pour conclure le marché. Aux termes de l'engagement, Amauri devait conduire sous sa bannière tous les soldats que la commune de Florence lui enverrait (3).

(1) Dino Compagni, Paolino di Pieri et Guillaume de Nangis (éd. Géraud, I, 275) disent à tort qu'il se rendit à Rome. Charles fut couronné le 29 mai 1289, à Rieti, où le pape séjourna au moins du 18 mai au 7 octobre 1289. Les bulles délivrées entre le 18 mai et le 7 octobre 1289 sont, en effet, datées de Rieti. (POTTHAST, *Regesta pontificum romanorum*, t. II, n° 1852).

Villani, M. Stefani, Manetti, Simone della Tosa, Pietro Cantinelli ont raison de dire que Charles allait à Rieti.

(2) Perrens, qui voit dans Dino Compagni un faussaire du ^{xv}^e ou du ^{xvi}^e siècle (*Histoire de Florence*, t. I, Avant-Propos, p. XII), se range cependant ici à l'opinion de ce chroniqueur. Il place le choix d'Amauri avant le départ de Charles de Florence (*Ibid.*, t. II, p. 307 et p. 308, n. 3).

(3) GHERARDI, *Consulte della repubblica di Firenze*, t. II, p. 671.

Le choix d'Amauri est donc bien postérieur au départ de Florence. Au sujet des qualités militaires d'Amauri, les avis des chroniqueurs italiens sont partagés. D'après Villani, c'est un gentilhomme grand et preux, un homme de guerre expérimenté. Manetti nous le donne comme un chef remarquable par sa sagesse et sa valeur militaire. Mais Dino Compagni, tout en affirmant qu'Amauri était de belle stature, ne nous cache pas qu'il était sans expérience militaire. L'opinion de ce dernier chroniqueur nous paraît être la plus exacte. Amauri n'en était encore qu'à sa première campagne. Nous avons vu de quelle façon il avait fait la campagne de Catalogne.

III. — Amauri avait à ses côtés beaucoup de chevaliers fort expérimentés dans le métier militaire (1), parmi lesquels le plus remarquable était certainement son baile ou précepteur, Guillaume Bernard de Durfort.

Guillaume était déjà au service de Florence le 31 mai 1280, puisqu'il est question à cette date de lettres envoyées par lui au conseil général de la commune (2).

Guillaume de Durfort était probablement originaire du comté de Foix : il appartenait, en tout cas, à la sénéchaussée de Carcassonne. Le 28 juin 1265, le roi de France, Louis IX, fit restituer à Guillaume Bernard de Durfort et à ses frères les revenus qui avaient été perçus dans les terres de leur père Raimond de Durfort, depuis la mort de ce dernier. En 1266, le sénéchal de Carcassonne assigna à Guillaume Bernard de Durfort et à ses frères vingt livres de rente sur les terres énumérées dans le mandement de Louis IX (3). Le 9 juin 1269, Guillaume reçoit du

(1) Villani dit à tort que la compagnie d'Amauri se composait d'environ cent hommes à cheval. Nous avons vu plus haut qu'Amauri n'avait que quarante chevaliers. Il est facile de reconnaître chez Villani une tendance bien marquée à grossir les chiffres.

(2) GHERARDI, *Consulte*, t. I, p. 49.

(3) Le P. ANSELME, *Histoire généalogique*, t. V, p. 723.

sénéchal l'ordre de venir résider un certain temps dans sa maison de la Cité de Carcassonne (1). Enfin le 7 juillet 1272, Guillaume Bernard de Durfort, écuyer, assista comme témoin dans le château de Foix à une enquête sur les limites du comté de Foix (2).

M. Isidoro del Lungo dit que Guillaume Bernard de Durfort était probablement frère de Raimond Bernard de Durfort (3) premier du nom. Nous venons de voir qu'il était le fils et non le frère de Raimond.

Le même historien italien pense que Guillaume était un de ces aventuriers dont Boccace a tiré le personnage du comte Bertrand de Roussillon dans *Gillette de Narbonne* : c'est là une hypothèse purement gratuite (4). En 1289, Guillaume devait être déjà un vieux combattant.

Le 29 mai 1289, la commune de San Gemignano fait payer le notaire qui avait transcrit l'acte par lequel la commune de Florence avait pris Amauri à son service (5).

Nous avons vu plus haut qu'Amauri avait autour de lui quarante chevaliers. On voit, d'après un acte du 3 juin 1289, qu'ils devaient être à la solde de Florence depuis le 1^{er} juin (6). Les fonctions d'Amauri commencèrent donc à cette date. Elles devaient s'exercer bientôt sur les champs de bataille.

IV. — Les relations entre Florence et Arezzo étaient fort tendues. Mais l'évêque d'Arezzo, en homme sage et prudent, après avoir réfléchi à tous les maux qu'une guerre avec Florence pouvait lui attirer, négociait avec les Florentins. Il voulait conclure avec Florence un traité par lequel il

(1) *Hist. de Lang.*, t. viii (*Preuves*), c. 1663.

(2) *Ibid.*, t. x (*Preuves*), c. 93.

(3) Durfort (Ariège), arr. Pamiers, c^{on} Le Fossat, et non : Aude, arr. Limoux, c^{on} de Vigneville.

(4) I. DEL LUNGO, *Dante ne' tempi di Dante*, pp. 135-195.

(5) DAVIDSON, *Forschungen*, II Theil, n^o 1737.

(6) *Ibid.*, n^o 1739.

aurait engagé à cette commune Bibbiena, Civitella et tous les autres châteaux qu'il avait dans son diocèse, moyennant une rente annuelle de 3000 florins d'or (1). Cette somme devait lui être payée par Vieri de Cerchi, citoyen très riche, qui était à la tête de la société florentine des Cerchi.

Pourquoi les négociations n'aboutirent-elles pas ? Le conseil florentin des *seniori*, dont faisait partie le chroniqueur Dino Compagni, qui rapporte ces faits, était alors en proie à de grandes discordes. Quelques *seniori* convoitaient les châteaux de l'évêque d'Arezzo, surtout Bibbiena, ville superbe et bien fortifiée : ils ne voulaient pas la guerre, considérant tout le mal qu'il en résulterait pour eux. Le conseil décida, à la fin, de les piller sans les détruire et d'envoyer un ambassadeur à l'évêque d'Arezzo pour conclure le traité.

L'évêque d'Arezzo fit part de ses projets aux principaux chefs de son parti, qui s'en indignèrent. Sa mort aurait été ordonnée si son neveu Guillaume de Pazzi, qui assistait au conseil, ne s'y fût opposé, tout en avouant qu'il aurait été bien content si son oncle avait été tué, mais que puisqu'on lui demandait son approbation, il ne pouvait consentir à être le meurtrier de son oncle. Les gibelins d'Arezzo décidèrent alors de ne pas piller Bibbiena et de faire leurs préparatifs de défense. La guerre allait commencer (2).

Quand les Florentins apprirent l'échec des négociations, ils firent appeler par le héraut la population aux armes. L'enseigne royale, ainsi le voulait l'usage, fut plantée à

(1) Dino Compagni donne le chiffre de 3000. Villani, selon son habitude de surenchère, donne le chiffre de 5000. Dino était mieux placé que Villani pour être renseigné là-dessus.

(2) Sur les négociations ouvertes entre Arezzo et Florence, Dino Compagni donne beaucoup plus de détails que Villani.

l'abbaye de Ripoli et laissée là sous bonne garde : une attaque sur Arezzo était simulée de ce côté (1).

Pendant ce temps, les capitaines et les gouverneurs de la guerre réunissaient leur conseil dans l'église de San Giovanni pour délibérer sur la voie que suivraient les troupes. Quelques-uns conseillaient la marche par le Val d'Arno, pour empêcher l'ennemi de brûler les châteaux qui s'échelonnaient le long de cette rivière. D'autres préconisaient la voie du Casentino : un sage vieillard, Orlando da Chiusi, et un grand châtelain, Sasso da Murlo, craignant pour leurs faibles châteaux, dirent que si les Florentins prenaient une autre voie, ils seraient défaits par les Arétins dans leur comté. La voie du Casentino mise aux voix, fut adoptée au scrutin secret (2).

V. — L'expédition contre Arezzo décidée, les Florentins demandèrent aux membres de la ligue guelfe de Toscane l'envoi de leurs contingents respectifs.

Le 2 juin, les cloches de Florence sonnant à toutes volées donnèrent à l'armée le signal du départ. Les bannières qui se trouvaient à Ripoli furent portées au-delà de l'Arno, sur la route de Pontassieve. La concentration des différents contingents guelfes se fit sur le mont al Pruno. Les troupes de la *taglia* se composèrent de 1,600 cavaliers et de 10,000 fantassins, se répartissant ainsi : 600 citadins ou communiers des *cavallate*, armés et montés comme ils ne l'avaient jamais été, 400 soldats ou mercenaires, la troupe du capitaine Amauri de Narbonne, 150 Lucquois à cheval, 40 cavaliers ou fantassins de Prato, 60 cavaliers ou fantassins de Pistoia, 120 cavaliers de Sienne, 40 cavaliers de Volterre. Bologne, San Geminiano, San Miniato et Colle envoyèrent aussi des soldats

(1) Villani et Manetti.

(2) Dino Compagni.

à cheval et à pied (1). Mainardo de Susinana, brave et prudent capitaine de guerre, arriva avec 320 Romagnols, 300 à pied et 20 à cheval. D'autres seigneurs se joignirent aux Florentins, comme le baron Mangiadori de San Miniato, les Squarcialupi, les Colligiani et les seigneurs des autres châteaux du Val d'Elsa (2).

Quand la concentration des troupes guelfes se fut opérée, après avoir franchi par de mauvais chemins la chaîne montagneuse du Prato-Magno, l'armée descendit dans la plaine du Casentino, dévastant sur son passage les terres du comte Gui Novello, podestat d'Arezzo. Les Florentins descendant la vallée de l'Arno supérieur, à partir de Stia, menaçaient la place forte de Bibbiena, située sur la rive gauche de l'Arno.

A la nouvelle de l'approche des guelfes, l'évêque et les capitaines gibelins d'Arezzo prirent la résolution de venir avec toutes leurs troupes défendre Bibbiena. L'armée gibeline se concentra à cet endroit : moins forte que l'armée guelfe, elle comprenait 800 cavaliers et 8,000 fantassins (3), de grande famille pour la plupart, commandés par des capitaines expérimentés, la fleur des gibelins de la Toscane, de la Marche, du Duché et de la Romagne. Les deux armées se trouvèrent en présence, au nord-ouest de Bibbiena, au pied de la hauteur où se trouve perchée la ville de Poppi, dans la plaine dite de Cam-

(1) Villani, qui nous donne ces chiffres, est le chroniqueur qui détaille le mieux les divers contingents des troupes guelfes.

Dino Compagni décompose bien aussi le total, mais il donne des chiffres ronds, qui ont tout l'air de n'être qu'approximatifs : 200 Bolonais, 200 Lucquois, 200 Pistolois commandés par Corso Donati, chevalier florentin.

Dino donne comme total 1,300 cavaliers sans donner le chiffre des fantassins. M. Stefani décompose l'armée en 2,500 cavaliers et 9,500 fantassins, Andrea Dei, en 2,000 cavaliers et 10,000 fantassins.

(2) Dino Compagni. L'Elsa est un affluent de gauche de l'Arno.

(3) D'après Villani. M. Stefani donne les chiffres de 1,700 chevaliers et de 9,900 fantassins, Andrea Dei, de 600 cavaliers et de 5,000 fantassins.

paldino ou de Certomonde, près de l'endroit où se trouve une église franciscaine (1). C'est là que s'engagea la bataille dite de Campaldino, de Certomonde, de Poppi ou de Bibbiena selon les chroniqueurs (2). Elle est surtout connue de nos jours sous le nom de bataille de Campaldino (3).

La plupart des chroniqueurs s'accordent pour fixer la date de la bataille au samedi 11 juin, jour de la Saint-Barnabé 1289 (4). Les gibelins envoyèrent leur défi aux guelfes. Les Arétins disaient qu'ils ne redoutaient pas les Florentins, bien que la cavalerie de ces derniers fût double de la leur. Ils affichaient leur mépris pour des hommes « qui, disaient-ils, se paraient et peignaient leurs « longues chevelures comme des femmes ».

Les guelfes relevèrent le gant et se préparèrent avec entrain à la bataille. Amauri de Narbonne et les autres capitaines florentins firent répartir leurs troupes en quatre *schiere* ou carrés de bataille. Sur le front de la première *schiera* se rangèrent les *feditori* ou tirailleurs, au nombre de 150, composés des meilleurs combattants et comprenant entre autres 20 nouveaux chevaliers. Un

(1) Villani.

(2) Villani : Campaldino et Certomonde. M. Stefani : Certomonde. J. Manetti : Campaldino. Andrea Dei : Certomonde. Simone della Tosa : Certomonde. Paolino di Pieri : Campaldino et Certomonde. D. Compagni : Campaldino. *Annales Arretini*, Leo Urbevetanus, Dante (*Purg.* chant v, vers 85 et ss.) : Campaldino. Ptolémée de Lucques, *Annales Forolivienses, De proeliis Tuscis, Chronicon Astense, Chronique de Parme*, Ricobaldus Ferrariensis, Petrus Cantinelli : Bibbiena. *Chronicon Estense et Polyhistoria* : Poppi.

(3) Le P. A. BARTOLINI : *La battaglia di Campaldino, Flor.* 1876. PERRENS, *Op. cit.*, II, p. 315. Hillebrand, *Dino Compagni*, Paris, 1862. in-8°, pp. 63-72.

(4) Les *Annales Forolivienses*, seules, placent à tort la bataille de Campaldino sous l'année 1287. Cette chronique du *xv^e* siècle est de peu de valeur. Le P. ANSELME, *Histoire généalogique*, t. III, p. 815 se trompe aussi en la plaçant sous l'année 1299.

florentin, Vieri des Cerchi, quoique malade de la jambe, voulut faire partie de ces *feditori*. Chargé de choisir pour son quartier ses voisins de bataille, il ne voulut accepter que ceux qui s'offriraient volontairement, mais il s'adjoignit son fils et ses neveux. Son bon exemple entraîna beaucoup de nobles citadins dans les rangs des *feditori*. Sur les ailes de la *schiera* se placèrent les *pavesari* avec leurs pavois ornés sur champ blanc du lys rouge, la fleur emblématique de Florence (1), les *balestrieri* avec leurs arbalètes, au centre les *pedoni*, fantassins armés de longues lances.

Derrière cette première *schiera*, venait une seconde *schiera* plus épaisse, composée comme la précédente de *feditori* et de *pedoni*.

La troisième *schiera* était chargée de garder les bagages et de soutenir les corps précédents. La quatrième, enfin, était constituée par les 200 cavaliers et fantassins de Lucques, Pistoia, et d'autres villes guelfes. Cette *schiera*, commandée par le capitaine Corso Donati, podestat de Pistoia, se tenait à l'écart des trois autres.

Les Arétins se répartirent, eux aussi, en *schiere*, mais ils eurent le tort de trop allonger leur front de bataille, composé de 300 *feditori*, parmi lesquels les douze plus grands capitaines, surnommés les douze paladins.

Les guelfes résolurent de se tenir sur la défensive. Le baron de Mangiadori de San Miniato, franc chevalier et homme de guerre consommé, appela ses gens d'armes et leur dit : « Messieurs, pour vaincre dans les guerres de Toscane il a fallu jusqu'ici attaquer vigoureusement. Ces guerres duraient peu et peu d'hommes y mouraient,

(1) Ce détail nous est fourni par Dino Compagni. Le reste est de Villani. A la vue des *pavesari*, l'évêque d'Arezzo, qui était myope, demanda : « Quelles sont ces murailles ? » — « Les pavois des ennemis. » lui répondit-on. (D. Compagni).

l'usage ne voulant pas qu'on les tuât. Aujourd'hui, la tactique est changée : la victoire revient à l'armée qui reste ferme. Voilà pourquoi je vous conseille de garder la défensive et d'attendre l'attaque. » Cette tactique fut adoptée par les guelfes (1).

Les gibelins fondirent au cri de *San Donato cavaliere* sur les guelfes, qui les reçurent au cri de *Narbonne cavaliere* (2). Les *feditori* d'Arezzo enfoncèrent et firent reculer la première *schiera* de Florence. Les *feditori*, lancés à fond de train, étaient suivis de près par la deuxième *schiera* gibeline.

La troisième *schiera* gibeline, composée de 150 cavaliers, était commandée par le comte Gui Novello, qui avait reçu l'ordre d'attaquer l'ennemi de front. Le comte ne bougea pas, puis, sans prendre part à la bataille, fit tourner bride à ses cavaliers et s'enfuit vers ses châteaux.

Le choc des *feditori* gibelins fut si violent que la plupart des *feditori* guelfes furent désarçonnés et que leur deuxième *schiera* perdit beaucoup de terrain, sans toutefois se rompre et se disloquer. Les ailes des guelfes se repliaient sur les *feditori* gibelins et les cernaient dans une lutte corps à corps. La bataille était encore indécise.

C'est alors qu'intervient Corso Donati avec ceux de Lucques et de Pistoia. Corso Donati a reçu l'ordre de ne pas attaquer sous peine de mort. Mais voyant la bataille engagée, il se dit en vaillant homme : « Si nous avons la défaite, je mourrai avec mes concitoyens sur le champ de bataille, si nous avons la victoire, vienne qui voudra à Pistoia demander notre condamnation ! » Il lance sa

(1). La petite harangue du baron de San Miniato se trouve dans Dino Compagni.

(2) Ce cri de guerre était traditionnel dans la famille vicomtale de Narbonne. Dans la chanson de geste *Les Narbonnais*, éd. Herman Suchier, Paris, Didot, 1898, in-8° (*Société des anciens textes français*), vers 4106 et 6193, Aimeri s'élance au combat au cri de *Narbonne* !

schiera sur le flanc des ennemis, déterminant en partie par cette brusque attaque de flanc la déroute des gibelins (1). Les carreaux pleuvent de tous côtés sur les Arétins, qui en sont démunis. La poussière cache le champ de bataille. Le ciel se couvre de nuages (2). « Le jour s'éteint : la vallée s'enveloppe de nuées depuis le Prato Magno aux cimes géantes. ... L'air chargé de vapeur se condense en eau. La pluie tombe, les torrents s'enflent et la terre est inondée. » (3). Les *pedoni* gibelins rampent sous le ventre des chevaux, la dague à la main, et les éventrent par dessous. Quelques *feditori* ennemis font une trouée au milieu de la *schiera* florentine : un sanglant corps à corps s'engage, et beaucoup de combattants tombent morts des deux côtés (4).

Finalement, la victoire resta aux Florentins, grâce à la charge de flanc dirigée par Corso Donati.

Les pertes des gibelins furent de 1,600 morts et de 2,000 prisonniers : la plupart de ces derniers, les grands personnages surtout, obtinrent leur délivrance, soit en faisant appel à l'amitié de quelque Florentin, soit en payant une rançon. 640 furent conduits dans les prisons de Florence. Les Arétins laissèrent parmi les morts Guillaume dei Ubertini, l'évêque d'Arezzo, et son neveu, un des meilleurs capitaines de son époque et de son pays (5), Buonconte de Montefeltro, fils de Gui de Montefeltro, que Dante a placé dans son Purgatoire : « Au pied du Casentino, coule un fleuve appelé l'Archiano ; sa source naît dans l'Apennin au-dessus de l'Eremo. Vers l'endroit

(1) Villani. J. Manetti.

(2) Dino Compagni.

(3) DANTE. *Le Purgatoire*, V, vers 115 et ss. Il est prouvé que Dante a assisté à la bataille de Campaldino (Isidoro del LUNGO, *Dante ne' tempi di Dante*).

(4) Dino Compagni.

(5) Villani.

où son bourdonnement se perd, j'arrivai, la gorge transpercée, fuyant à pied à travers la plaine... » (1). Guiderel d'Alessandro d'Orvieto, qui portait l'enseigne impériale, resta aussi parmi les morts.

VI. — Du côté guelfe, les Florentins firent une grande perte en la personne de Guillaume Bernard de Durfort, baile du capitaine Amauri de Narbonne. Il tomba sur le champ de bataille, après avoir fait preuve d'un très grand courage (2). Avant de partir pour l'armée, Guillaume avait fait son testament à Florence, le 4 juin 1289. Il n'était donc pas sorti de la ville avec Amauri le 2 juin : il était parti quelques jours après rejoindre l'armée au Casentino (3).

Le 4 juin, Guillaume Bernard de Durfort avait remis entre les mains de frère Lotteringo, prieur général des frères-serviteurs de Notre-Dame, de l'ordre de Saint-Augustin, dans la sacristie de leur monastère de Cafaggio, les sommes et les objets suivants : 200 florins d'or, des draps de lit, des couvertures de laine, les unes écarlates, les autres vertes, d'autres grises, une couverture de serge écarlate avec banderolle de vair, du linge de corps, constitué par trois simarres, sortes de cottes hardies, avec garniture de vair, le tout estimé 130 livres de petits florins ; cinq anneaux d'or pur ornés de gemmes précieuses et estimés 10 florins d'or ; une ceinture de soie ornée de plaques, d'une boucle et d'autres garnitures d'argent ; une bourse de soie ; une coiffe de bacinnet, garnie d'argent, le tout estimé 3 florins d'or.

(1) DANTE, *Purgatoire*, V, vers 115 et ss.

(2) Dino Compagni, Villani, Marchionne Stefani, qui l'appelle : *Guiglielmo Bertaldi*, Ptolémée de Lucques.

(3) Sur Guillaume Bernard, Cf. I. del Lungo, *Dante ne' tempi di Dante*, Bologna, 1888. in-8° : *Guiglielmo di Durfort e Campaldino*, pp. 133-195. Les clauses du testament de Guillaume sont contenues dans une enquête publiée par I. del Lungo (*Ibid.*, pp. 177-187).

La somme et les objets énumérés ci-dessus durent être distribués de la façon suivante :

1^o Guillaume choisit pour lieude sa sépulture la maison des frères de Cafaggio (1) : il serait prélevé une certaine somme sur la vente des draps et des anneaux, pour qu'il reçut une sépulture honorable et décente. 2^o Le reste de la somme, produite par la vente des draps et des anneaux, serait distribué par frère Lotteringo aux religieux et clercs florentins, qui seraient chargés de chanter une messe pour le repos de l'âme du chevalier. 3^o Sur les 200 florins d'or, 50 seraient affectés aux trésors et aux ornements de l'église des frères de Cafaggio, 50 serviraient à l'achat de vêtements pour les pauvres et les indigents, 50 serviraient

(1) La pierre tombale de Guillaume Bernard de Durfort se trouve actuellement dans une galerie du cloître de N.-D. de l'Annunziata, à Florence. On peut en trouver une représentation et une description dans : August SCHMAROW, *S. Martin von Lucca und die Anfänge der toskanischen Skulptur in Mittelalter*, Breslau, 1890, in-8°, pp. 189-180, et dans I. del LUNGO, *Dante ne' tempi di Dante*, pp. 147-148.

C'est une plaque de marbre rectangulaire, surmontée d'un fronton triangulaire et encastrée dans la muraille. Elle mesure 2^m 24 dans sa plus grande longueur, 1^m 26 dans sa plus grande hauteur. Sur le marbre, se détache en un relief assez vigoureux la silhouette de Guillaume, monté sur un cheval au galop, presque droit sur ses étriers. La face de Guillaume est tournée à droite. Le chevalier paraît en complète armure de bataille, le petit écu enlacé dans son bras gauche, l'épée à poignée en croix tenue haute dans sa main droite, la cotte d'armes fleurdelysée sur le buste, le camail de mailles sur les épaules et la nuque, la coiffe rembourée destinée à recevoir l'armet sur la tête, la dague à la ceinture, les éperons aux pieds, les jambes protégées par les chausses de mailles, les cuissards, les grèves et les genouillères.

Le cheval lancé au galop est couvert d'une housse flottante. Guillaume tient les rênes dans sa main gauche. Sur la tombe du cavalier, se trouvent sculptés, à gauche un rameau de fleur de lys, à droite une grande rose.

Au bas, se trouve l'inscription suivante : DNS GVILIELMVS. BAILIVS. OLIM. DNI AMERIGHI. DE. NERBONA. ANI DNI. M.CCLXXXIX. HIC IACET.

La représentation de G. B. de Durfort est conçue suivant le type du sceau équestre des vicomtes Amauri I^{er} (Voy. fig. 17, p. 63 dans *Hist. de Lang.*, t. XVI) et Amauri II.

à doter des jeunes filles pauvres, 10 florins serviraient aux repas des mendiants, enfin 40 florins seraient donnés à Amauri de Narbonne.

Telles étaient les dispositions testamentaires qu'avait laissées le baile d'Amauri, la plupart dressées en faveur des pauvres et des faibles, avant de partir se faire tuer noblement sur le champ de bataille de Campaldino.

Il est probable que Guillaume Bernard de Durfort contribua, pour une large part, au succès de cette journée. On n'aperçoit pas très bien le rôle que put jouer le jeune Amauri dans la bataille. Il dut se battre comme un bon chevalier, avec beaucoup de bravoure, mais peut-être aussi avec quelque témérité.

VII. — Manetti raconte avec Villani que la nouvelle de la victoire de Campaldino fut apportée aux prieurs de Florence d'une façon toute miraculeuse, à l'heure même où la victoire se décidait en faveur des Florentins, c'est-à-dire à trois heures du soir. Les prieurs, qui avaient veillé la nuit précédente, s'étaient endormis de fatigue. Soudain, des coups retentirent à la porte de leur chambre ; réveillés en sursaut, les prieurs entendirent une voix qui leur criait : « Levez-vous, les Arétins sont en déroute ! ». Ils se levèrent, ouvrirent la porte, mais ne virent personne. Quelque temps après, un courrier vint confirmer cette nouvelle. Les Florentins fêtèrent joyeusement cette victoire, qui venait de porter un grand coup, non seulement aux Arétins, mais au parti gibelin tout entier (1).

Après avoir su vaincre à Campaldino, Amauri ne sut pas profiter de la victoire. Au lieu de marcher immédiatement sur Arezzo, il s'attarda au siège de Bibbiena. La ville fut mise à sac, les châteaux environnants furent

(1) Villani et Manetti.

rasés. L'armée perdit huit jours à piller et à démolir. Pendant ce temps, les vaincus de Campaldino se ralliaient et se concentraient à Arezzo. Des renforts y arrivèrent des campagnes voisines.

L'armée florentine vint, quelques jours après, avec des trébuchets, des mangonneaux et des tours de bois mettre le siège devant la ville, prenant et pillant les châteaux qu'elle trouvait sur son passage. Beaucoup furent démolis : les guelfes n'épargnèrent que Castiglione-Aretino, Montecchio, Rondine, Civitella, Laterina et Monte San Savino.

Deux prieurs vinrent de Florence pour surveiller les combattants. Siennec reprit à Arezzo le territoire qu'elle avait perdu. L'armée florentine resta vingt jours devant Arezzo, dévastant les environs, organisant des courses de *palio* le jour de la Saint-Jean, lançant avec un mangonneau à l'intérieur d'Arezzo trois projectiles figurant des ânes mitrés. Cela n'empêcha pas les Arétins de faire plusieurs sorties et d'incendier les palissades et les tours de bois dont se servaient les assiégeants.

Finalement, les guelfes durent lever le siège et retourner à Florence le 23 juillet (1).

Ils firent là une entrée triomphale. Amauri de Narbonne fut reçu sous un dais de drap d'or, porté sur les piques de plusieurs cavaliers. Les vainqueurs virent venir à leur rencontre le clergé en longue procession, la noblesse, qui avait organisé des joutes en leur honneur, le peuple avec ses enseignes et les corps de métiers, les arts, avec leurs bannières déployées. Dans la suite, les Florentins fêtèrent tous les ans, aux calendes de mai, la victoire de Campaldino : c'est-à-dire que l'anniversaire de cette glorieuse journée était devenue pour eux une vraie fête nationale (2).

(1) Villani. M. Stefani : 12 juillet.

(2) Villani. M. Stefani dit qu'on commémorait de son temps le souvenir de cette victoire le jour de Saint-Barnabé par des courses de *palio*.

Pendant qu'Amauri de Narbonne était en Toscane, son beau-frère, Bertrand de l'Isle-Jourdain, mourut : le roi de France écrivit à ce sujet au sénéchal de Carcassonne, le 2 octobre 1289 : il lui plaisait et il voulait par grâce spéciale que son cher et fidèle Aimeri, vicomte de Narbonne, prit possession, au nom d'Amauri, son fils, alors au service de l'Église Romaine, du bail ou garde de la terre de Bertrand de l'Isle, fils de feu Jourdain de l'Isle, chevalier, et de Vacherie sa veuve et sa seconde femme, terre héritée par Bertrand de la succession maternelle ; le bail de cette terre revenait à Amauri selon les us et coutumes de France. Quant à l'hommage dû au roi par Amauri, en raison de ce bail, Philippe le Bel autorisait Amauri à le différer aussi longtemps qu'il plairait à sa volonté royale : il mandait donc au sénéchal de ne pas molester à ce sujet le vicomte Aimeri et son fils (1).

VIII. — La bataille de Campaldino ne terminait pas la lutte entre guelfes et gibelins de Toscane. La lutte reprit sous une autre forme : les grandes batailles firent place aux combats d'escarmouche. La durée du capitanat de la taille étant de six mois, les pouvoirs d'Amauri expirèrent le 31 décembre 1289. Mais il fut réélu capitaine, et non pas seulement pour le premier semestre de l'année 1290, mais pour toute cette année. Il reçut un corps de 450 cavaliers armés aux frais de la ligue guelfe de Toscane. Ce corps était ainsi composé : trente chevaliers appelés de *conredo*, probablement parce qu'ils étaient nourris par leur chef, (2) devaient avoir donné des preuves de leur bravoure dans les batailles précédentes et fourni déjà une longue carrière militaire ; ils avaient le droit de porter des

(1) *Hist. de Lang.* t. IX, p. 137. MARTIN-CHABOT, *Archives de la cour des comptes de Montpellier*, analyse n° 362 et publication p. 165.

(2) Le *conredum* est un repas que le tenancier fournit à son seigneur (LUCHAIRE, *Manuel des Institutions françaises*, p. 345).

éperons dorés. Parmi ces trente, se trouvait un seigneur méridional, Bernard d'Anduze, maréchal d'Amauri, qui jouait probablement auprès de ce dernier le même rôle qu'avait joué Guillaume Bernard de Durfort. Bernard d'Anduze n'était pas encore chevalier aux éperons dorés. Chaque chevalier recevait un florin par jour. 170 autres cavaliers devaient être damoiseaux, honorables, probes, aguerris et braves ; leur gage était d'un demi-florin par jour. Chaque chevalier de *conredo* devait avoir et entretenir à ses frais un bon cheval de bataille, un palefroi et un roussin ; chaque damoiseau devait avoir un cheval de bataille et un roussin. Ces 170 damoiseaux devaient être de langue ultramontaine ; ils devaient être choisis par les villes qui les soudoyaient, sauf huit qui seraient choisis par Amauri de Narbonne et sauf un gentilhomme de Volterre, qu'on pria Amauri d'accepter. Enfin, les 250 cavaliers restants pouvaient être choisis n'importe où : ils devaient avoir chacun un cheval de bataille et un roussin (1).

Le nouveau baile d'Amauri, Bernard d'Anduze, devait finir moins noblement que Guillaume Bernard de Durfort. Il tomba en enfance et mourut sans héritiers au commencement de l'année 1308. Amauri de Narbonne fut un des curateurs qui dressèrent l'inventaire de ses biens (2).

En 1290, la lutte des guelfes contre les gibelins allait prendre une forme nouvelle. Plus de batailles rangées, mais des incursions dans les territoires ennemis, des pillages, des incendies, en un mot, de véritables razzias ! Cette guerre faisait très bien l'affaire de Florence, ville essentiellement industrielle et commerciale. Les incur-

(1) *Hist. Lang.* ix, p. 138. Arch. de l'Hérault, B 9, f° 23 et Arch. nat., K 213, f° 17.

(2) *Ibid.*, ix, p. 76.

sions rendaient les communications difficiles et peu sûres pour les villes commerciales, rivales de Florence. De cette façon, les Florentins pouvaient accaparer le commerce extérieur. Les Florentins étaient, à cette époque surtout, des marchands et des commerçants comme les anciens Carthaginois. Ils n'aimaient pas la guerre pour la guerre. Les conflits économiques entre pays producteurs de mêmes denrées n'avaient pas encore revêtu la forme d'une lutte de tarifs douaniers. Ils se dénouaient à coups d'épées.

C'est ainsi que Florence prétendait supprimer la concurrence commerciale de Pise, sa rivale, en détruisant ses forces militaires. Entre ces deux villes, la lutte fut économique plutôt que religieuse.

Le 25 janvier 1290 (n. s.), Amauri reçoit l'ordre de faire avec sa troupe une incursion dans le territoire de Laterina, après avoir consulté l'évêque d'Arezzo, et de causer des dommages aux ennemis (1). Le lendemain, Amauri se voit adjoindre pour conseiller, Simon de Bardi, dont les fonctions doivent durer six mois comme les siennes (2). La société de Toscane avait coutume d'entourer ainsi le capitaine de la *taglia* de plusieurs conseillers, à seule fin de faire surveiller constamment le capitaine, que sa qualité d'étranger rendait à juste titre suspect.

Le 17 février 1290, la commune de Florence demande à celle de San Gimignano d'approuver l'ordre donné par Florence à Amauri de Narbonne de quitter Montevarchi pour se porter à Castiglione et de payer la part qui lui incombe pour la solde des vingt-quatre jours qu'ont mis les 131 chevaliers d'Amauri pour venir de Narbonne à Florence (3).

(1) GHERARDI, *Consulte*, I, p. 354.

(2) *Ibid.*, I, pp. 354-355.

(3) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, n° 1756.

Le 4 mars 1290, Amauri reçoit encore l'ordre de faire des dommages aux ennemis et de s'inspirer de l'avis donné par le conseil du parti guelfe (1). A la nouvelle que Volterre veut se donner au parti gibelin et à Pise, la grande rivale de Florence, Amauri doit se rendre, le 6 mars, dans cette ville pour l'empêcher de s'allier à Pise (2).

Le 11 mars, Amauri reçoit l'ordre de se rendre à Castel-Fiorentino (3).

Le 20 mars, il doit demander conseil aux guelfes de Castel et d'Arezzo pour faire la guerre aux ennemis et installer son camp au cœur de leurs territoires (4). Le conseil des cent de Florence en a décidé ainsi, mais, le 22 mars, le conseil spécial infirme sa décision (5). Le 5 avril 1290, la commune de Sienne demande au conseil de plusieurs sages de faire marcher Amauri vers Castiglione d'Arezzo, mais le conseil décide de laisser Amauri à Sienne (6). Le 14 mai 1290, la commune de San Gimignano décide d'établir un impôt d'une livre par mille pour payer sa part de solde aux 300 cavaliers et aux 63 fantassins d'Amauri (7).

Le 16 et le 17 juin, le conseil des sages délibère sur l'envoi d'Amauri à Anghiari. Finalement, aucune décision n'est prise (8). Le 1^{er} juillet, on lui ordonne d'envoyer à Castel-Fiorentino 25, 50 ou 100 de ses cavaliers, selon la décision que prendront les prieurs (9). Le 9 juillet, San Gimignano décide de payer à Amauri pour sa solde des

(1) GHERARDI, *Consulte*, I, 373.

(2) *Ibid.*, I, p. 374.

(3) *Ibid.*, *Consulte*, I, 377.

(4) *Ibid.*, I, 383. Le Conseil des cent s'est prononcé par 65 voix contre 7.

(5) *Ibid.*, I, 385.

(6) *Ibid.*, I, 390-391.

(7) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, n° 1764.

(8) GHERARDI, *Consulte*, I, 407-408.

(9) *Ibid.*, I, 411.

mois de juillet et d'août 114 florins d'or, 21 sous, 5 deniers (1).

Les Lucquois avaient demandé aux Florentins de faire une expédition contre Pise. Le 18 août, le conseil de plusieurs sages décide d'envoyer Amauri avec une troupe ainsi composée : 25 chevaliers de *conredo*, pourvus chacun d'un valet et d'un cheval recouvert de son armure ; 100 chevaliers simples ; des mercenaires ; des cavaliers et des fantassins, dont 100 pavoisiers et 100 arbalétriers (2). Le même conseil décide, le 25 août, de laisser une partie des cavaliers d'Amauri pour la défense du comté de Sienne (3). Le 22 septembre, Amauri demande à être remboursé de 13 chevaux de sa troupe et d'un cheval qui lui a été volé. Le conseil des cent lui fait une réponse favorable, seulement en ce qui concerne les 13 chevaux, mais le conseil spécial lui refuse toute indemnité (4). Le conseil spécial revient sur sa décision, le 26 septembre (5), et le 27, le conseil général de la commune lui accorde une indemnité de 570 florins pour les 13 chevaux. Mais cette proposition n'est votée que par 54 voix contre 45 (6).

Le même jour, le conseil de plusieurs sages renvoie Amauri à Castiglione d'Arezzo (7).

Le 30 septembre, le conseil des cent vote une somme de 45 livres à Amauri, qui doit les verser à Rimbaldini pour ses gages des mois d'octobre, de novembre et de décembre 1289 (8).

Le même mois, Amauri reçoit 114 florins de la

(1) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, n° 1768.

(2) GHERARDI, *Consulte*, I, 445.

(3) *Ibid.*, I, 448.

(4) *Ibid.*, I, 465-466.

(5) *Ibid.*, I, 467.

(6) *Ibid.*, I, 468.

(7) *Ibid.*, I, 469.

(8) *Ibid.*, I, 469-470.

commune de San Gemignano pour ses gages de septembre et d'octobre (1).

Le 10 octobre 1290, le conseil général de Florence décide par 268 voix contre 48 d'indemniser Amauri des 48 livres payées par ce dernier à messire Rimbaldini pour les mois d'octobre, novembre et décembre passés (2). Le même jour, le conseil de certains sages a délibéré sur l'envoi d'Amauri et de sa troupe à Sienne, envoi demandé par les ambassadeurs de la commune de Sienne (3). Aucune décision ne fut prise à ce sujet, puisque, le 12 octobre, on propose au conseil de plusieurs sages d'envoyer Amauri et sa troupe au val d'Era, à Peccioli ou à San Miniato (4). Le conseil de certains sages décide d'envoyer Amauri au val d'Era (5), le 17 octobre.

Le 1^{er} novembre 1290, le conseil des huit de San Gemignano nomme un délégué, chargé de se rendre à Florence et de payer à Amauri sa part de solde pour les mois de novembre et de décembre (6).

Le 2 novembre, Amauri se trouvait à Volterre, à l'entrée du Val d'Era, puisqu'au conseil de plusieurs sages, tenu à cette date, deux conseillers proposent de laisser Amauri à Volterre avec sa troupe et deux ou trois de ses conseillers pour pacifier la cité, alors en proie aux discordes intestines. Un troisième conseiller propose d'enjoindre à Amauri de marcher dans une dizaine de jours contre les Pisans. Le conseil se prononce pour la pacification (7). Le 8 novembre, le conseil de plusieurs sages et le conseil de certains sages délibèrent sur les mesures à prendre à l'égard de la cité de Volterre. Quelques conseillers pro-

(1) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, n° 1773.

(2) et (3) GHERARDI, *Consulte*, I, 474-475.

(4) *Ibid.*, I, 479-480.

(5) *Ibid.*, I, 481-482.

(6) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, n° 1776.

(7) GHERARDI, *Consulte*, I, 487-488.

posent de rappeler Amauri de Volterre. Les deux conseils décident de s'entendre avec les guelfes de Volterre (1).

Le 10 novembre, l'assemblée de plusieurs sages et de prud'hommes de la cité de Florence agite la question relative à Volterre et au rappel d'Amauri, mais sans prendre aucune résolution ferme et précise (2).

Le 13 novembre, le conseil des cent s'occupe de l'indemnité réclamée par Amauri pour neuf chevaux de sa troupe (3).

Le 17 novembre, au conseil de plusieurs sages, un conseiller propose d'envoyer Amauri à San Miniato (4).

IX. — La fin de l'année 1290 approchait : les pouvoirs d'Amauri allaient expirer le 31 décembre.

Serait-il nommé de nouveau capitaine de la *taglia* pour l'année 1291 ? Il semble que les Florentins aient été particulièrement satisfaits des ses services. Le 4 décembre 1290, le syndic du peuple de Florence reconnaît par un acte public que « noble et magnifique personne, seigneur « Amauri, fils aîné d'illustre et magnifique personne, seigneur Aimeri, vicomte et seigneur de Narbonne, capitaine général des chevaliers et des cavaliers de la taille « des communautés de Toscane, depuis le 1^{er} janvier 1290 « jusqu'au 1^{er} janvier 1291, a parfaitement rempli les « engagements qu'il avait pris à l'égard de la ligue de « Toscane » (5).

Le 16 décembre 1290, le conseil général de la commune de Florence nomme un syndic, chargé de recevoir des mains d'Amauri ses fonctions de capitaine de la taille, qui prennent fin le 31 décembre (6).

(1) GHERARDI, *Consulte*, I, 494-495.

(2) *Ibid.*, I, 496-497.

(3) *Ibid.*, I, 497.

(4) *Ibid.*, I, 498.

(5) *Hist. de Lang.* IX, 138-139.

(6) GHERARDI, *Consulte*, I, 517.

Le lendemain, le conseil de certains sages décide d'avancer à Amauri sur sa solde la paye de vingt-quatre jours (1).

Le 22 décembre, la commune de San Gemignano nomme un syndic, chargé de la représenter au parlement d'Empoli, où doit être élu le nouveau capitaine de la ligue de Toscane (2).

Le même jour, au conseil de plusieurs sages, deux conseillers sont d'avis de réélire Amauri de Narbonne (3). Le 30 décembre, le conseil de plusieurs sages se réunit encore. Sur huit conseillers qui prennent la parole, deux seulement se prononcent pour le remplacement d'Amauri. Les six autres demandent qu'Amauri soit maintenu, et qu'en attendant que la ligue guelfe se soit prononcée sur son sort, il reste aux gages de la commune de Florence pendant un mois. La commune de Florence fera en sorte que les autres communes de la taille acceptent la réélection d'Amauri au grade de capitaine.

Le lendemain, 31 décembre, le capitaine du peuple propose au conseil des cent de laisser Amauri capitaine de la taille et de faire confirmer cette décision par la commune de Lucques et les autres communes de la Société de Toscane, pour le temps et avec la solde que le podestat, le capitaine, les prieurs des arts et les sages voudront bien fixer. Le conseil des cent se range à l'avis du capitaine par 56 voix contre 22 (4).

On voit par ce vote qu'il y avait dans le conseil des cent une assez forte minorité hostile à la réélection d'Amauri.

Le conseil spécial, réuni le 1^{er} janvier 1291 (n. s.), se rallie à la décision du conseil des cent par 61 voix contre 6. Le même jour, Amauri obtient la quasi-unanimité au conseil général.

(1) GHERARDI, *Consulte*, I, 518.

(2) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, n° 1783.

(3) GHERARDI, *Consulte*, I, 520.

(4) *Ibid.*, I, 522-525.

Enfin, le conseil des cent, réuni de nouveau le 2 janvier, confirme son précédent vote par 60 voix contre 18. Du 31 décembre au 2 janvier, il y a donc un déplacement de quatre voix en faveur d'Amauri. Amauri de Narbonne restera au service de la ligue guelfe avec 200 cavaliers, dont 30 chevaliers de *conredo*. Il restera vingt jours au service de la commune de Florence : dans cet intervalle, les délégués des villes guelfes de la Société de Toscane confirmeront ou infirmeront le choix fait par les conseils de Florence (1).

Le lendemain, 3 janvier, le conseil général décide de payer vingt jours de gages à Amauri et à ses cavaliers (2). Le même conseil, réuni le 3 février, vote 2,535 florins d'or, 6 deniers de petits florins, somme qui doit être versée à Amauri et à ses compagnons en paiement de leurs gages des mois de janvier et de février, par 277 voix contre 26 (3).

Le 8 février, le conseil de plusieurs sages décide d'écrire à la commune de Prato pour la prier de déléguer un prud'homme à Florence en vue de discuter l'affaire relative à Amauri. Il est aussi décidé que les syndics de la commune de Florence présenteront à Amauri les chevaliers qui doivent servir sous ses ordres (4).

Le 8 février 1291, le conseil des cent décide de faire payer les 2,000 florins d'or, dus à Amauri par les *camerieri* de la commune, sur les revenus des gabelles (5).

(1) GHERARDI, *Consulte*, I, 525-526.

(2) *Ibid.*, II, 77.

(3) *Ibid.*, II, 78.

(4) *Ibid.*, II, 113.

(5) *Ibid.*, II, 5-6. Le 9 février 1291, Amauri touche ses gages. Les *Provisioni*, registres de comptes de Florence, en font foi (t. I. n° 2, f° v° 182). Nous avons cru inutile d'aller consulter à Florence ces registres. Ils ne nous auraient fourni rien de nouveau. Les renseignements qu'ils peuvent contenir relativement aux gages d'Amauri nous sont déjà

Cette décision est votée par 60 voix contre 15. Le 10 février, le même conseil vote par 69 voix contre 9 une somme de vingt livres, destinée à payer les notaires qui ont rédigé les conventions passées entre la commune de Florence et Amauri de Narbonne (1). Le 12 février : délibération du conseil général sur le paiement des 2,000 florins d'or à Amauri (2). Le même jour, le conseil spécial adopte les décisions prises par les conseils précédents relativement aux gages d'Amauri et de ses gens par 57 voix contre 2 (3). Le 16 février, le conseil de plusieurs sages délibère sur la ville de Prato, qui refuse de contribuer à la taille d'Amauri (4).

Le 21 février, le même conseil discute l'envoi à Amauri d'une lettre par laquelle il le prierait de différer le terme auquel la commune de Florence doit lui présenter ses cavaliers (5).

Le 27 février, le conseil de certains sages délibère sur les lettres d'Amauri, par lesquelles ce dernier annonce à la commune de Florence qu'il a arrêté un envoyé de Volterre, porteur de lettres pour Pise. Le conseil décide d'envoyer un ambassadeur à Volterre et d'engager par lettre Amauri à ne pas bouger avant d'avoir reçu des ordres de la commune (6).

Le 28 février 1291 (n. s.), le conseil des cent s'occupe de la solde qui doit être payée à deux conseillers d'Amauri, Odaldo de la Tosa et Bianco Castellani ; cette solde est de

fournis par les *Consulte*. Nous nous bornerons à mentionner, d'après Ch. V. Langlois (*Revue historique*, t, 60, p. 313, en note), qu'il est question d'Amauri aux *Provisioni*, II, f° 10 v° ; III, fol. 3, 8, 21, etc.

(1) GUERARDI, *Consulte*, II, 6.

(2) *Ibid.*, II, 7-8.

(3) *Ibid.*, II, 7-8.

(4) *Ibid.*, II, 113.

(5) *Ibid.* II, 114.

(6) *Ibid.*, II, 115.

50 petits florins par jour, et elle a commencé à courir le jour où les deux conseillers sont sortis de Florence avec Amauri. Il appartient aux conseillers de faire par devant les *camerieri* la preuve de la durée de leurs fonctions. Le vote est acquis par 52 voix contre 25 (1).

Le 10 mars, le conseil de plusieurs sages délibère sur le fait de Prato, qui a refusé de s'imposer pour payer sa part de contribution à Amauri. Doit-on envoyer des ambassadeurs à Prato ? La question est posée sans être résolue (2).

Le 13 mars, le conseil des cent vote par 62 voix contre 19 un supplément de solde de 160 livres, 2 sous, 6 deniers de petits florins à Amauri pour les mois de janvier, février, mars et avril : ce supplément sera prélevé sur les revenus des gabelles (3).

Le 14 mars, le conseil général et le conseil spécial confirment la décision prise par le conseil des cent (4).

Il semble que toutes les communes de la ligue guelfe ne soient pas aussi empressées que Florence à s'acquitter de leur quote part. Amauri se plaint de ce que plusieurs communes de la Société ne lui font aucun paiement. Le 18 mars, le conseil de plusieurs sages s'occupe de la plainte présentée par Amauri (5).

Et pendant ce temps, Amauri continue sa guerre d'escarmouches et de razzias, obligé de se porter avec sa troupe errante aux quatre coins de la Toscane, selon qu'il plaît à telle ou telle ville de la ligue guelfe de se venger d'une ville rivale. Chaque ville de la *taglia* contribue à la solde de sa troupe, et chaque ville entend faire appel à ses

(1) GHERARDI, *Consulte*, II, 12.

(2) *Ibid.*, II, 115-116.

(3) *Ibid.*, II, 15.

(4) *Ibid.*, II, 16.

(5) *Ibid.*, II, 117.

services. Débordé de sollicitations, Amauri s'adresse aux conseils de la ville de Florence, qui délibèrent longuement et qui finalement, incapables de prendre une décision, nomment des ambassadeurs chargés de délibérer avec les villes de la Société. Tout le temps se perd en délibérations, en votes, en ambassades. Les marchands de Florence traitent les affaires politiques comme les affaires commerciales, avec beaucoup de paroles et beaucoup de paperasses.

Le 25 mars 1291, le conseil de plusieurs sages apprend qu'Amauri est allé dans le territoire de Buczani et qu'il est requis par les Lucquois de dévaster la terre de Montecatini. Amauri, avant d'envahir la terre de Montecatini, demande l'avis du conseil. Celui-ci décide d'envoyer à Lucques le podestat, deux prieurs et quelques autres ambassadeurs (1).

A cette date, Amauri se trouve à San Miniato, puisque, le 26 mars, la commune de San Gemignano décide de lui envoyer à cet endroit un ambassadeur, chargé de lui apporter ses excuses au sujet des sommiers reçus par les familiers d'Amauri (2). Il n'y est plus le 3 avril : à cette date, le conseil de plusieurs sages décide d'envoyer Amauri dans la terre de San Miniato, bien que Prato n'ait pas encore contribué au paiement de sa solde (3).

Le lendemain, le conseil de plusieurs sages prend une décision différente : Amauri partira avec 100 cavaliers pour Volterre. Cette commune devra lui envoyer son contingent de cavaliers et de fantassins, si Amauri conduit une expédition dans les Maremmes (4).

Le 5 avril, le conseil des cent s'occupe du salaire

(1) GHERARDI, *Consulte*, II, 118-119.

(2) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, 1787.

(3) GHERARDI, *Consulte*, II, 119.

(4) *Ibid.*, II, 119.

d'Amauri et de ses compagnons : la solde du capitaine, de sa troupe et de son notaire s'élèvera pour les mois de mai et juin à 2,735 florins, 86 livres, 13 sous, 3 deniers. Quant aux deux conseillers d'Amauri, l'un, Odaldo, a servi 25 jours à partir du 8 mars, l'autre, Biancho, 23 jours à partir du 10 mars : ils seront payés à raison de 50 petits florins par jour (1).

Le 16 et le 17 avril, le conseil de plusieurs sages, après avoir délibéré sur la demande des ambassadeurs de Volterre, qui désirent qu'Amauri n'envahisse pas encore le territoire des Pisans, décide de consulter la commune de Volterre sur l'opportunité d'une attaque contre Pise (2).

La vie militaire d'Amauri continue ainsi, toujours monotone, jusqu'au jour de son départ pour la France : son rôle consiste à recevoir des ordres et des contre-ordres, à faire des marches et des contremarches, à réclamer le paiement de sa solde qu'on ne lui paie pas toujours exactement, à se faire indemniser de l'achat d'un nouveau cheval. Jusqu'à la fin de son engagement, Amauri opère dans la région du Val d'Era, des Maremmes ou dans le territoire de Lucques.

Le 12 juin 1291, il se trouve à Florence et, le lendemain 13, le conseil de plusieurs sages l'envoie à Lucques avec l'ordre d'obéir à la volonté des Lucquois (3).

Le 18 juillet 1291, Amauri est rappelé de Lucques et envoyé au secours de Bibbona (4). Le lendemain, il se trouve à Volterre : la commune de San Gemignano lui fait porter dans cette ville la solde des mois de juillet et

(1) GHERARDI, *Consulte*, II, 26.

(2) *Ibid.*, II, 120-121.

(3) *Ibid.*, II, 134-135.

(4) *Ibid.*, II, 141.

d'août (1). Le 26 juillet, le conseil de plusieurs sages décide de laisser Amauri à Volterre (2).

La commune de Florence ne peut engager de nouveau chevalier de *conredo* sans l'agrément d'Amauri. Le 30 juillet, la commune engage Gérard Fortebraccii (Fier-à-bras) de Pistoia. Il faut que Gérard soit encore proposé à Amauri par les autres communes de la Société (3).

Le 18 août, on décide d'envoyer Amauri dans le Val d'Era (4).

Le 8 septembre, il est chargé de la défense de Bibbona (5).

Il semble que peu à peu la commune de Florence se lasse d'Amauri et de ses services. Le 11 septembre, le conseil général lui réclame un prisonnier (6).

Le 17 novembre, la commune de San Gemignano paie à Amauri la fin de ses gages, c'est-à-dire son salaire des mois de novembre et de décembre (7). On voit que le capitaine de la *taglia* recevait une avance de deux mois : il était payé deux mois à l'avance. Le capitaine avait besoin de cette garantie : on a vu plus haut que la commune de Prato refusait de contribuer au salaire d'Amauri.

X. — Les pouvoirs d'Amauri expiraient le 31 décembre 1291. Il n'attendit pas ce terme pour quitter la Toscane.

Le 29 novembre, le conseil des cent lui réclame 206 florins et 4 sous, suivant les décisions prises par une commission de prud'hommes et de prieurs (8). Le 3 décembre, le conseil général délibère sur la résiliation du

(1) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, n° 1793.

(2) GHERARDI, *Consulte*, II, 141-144.

(3) *Ibid.*, II, 94.

(4) *Ibid.*, II, 145.

(5) *Ibid.*, II, 149.

(6) *Ibid.*, II, 99.

(7) DAVIDSOHN, *Forschungen*, II, n° 1799.

(8) GHERARDI, *Consulte*, II, 70-71.

contrat passé avec Amauri et confirme le vote émis par le conseil des cent (1).

Nous avons vu plus haut que les gages d'Amauri lui étaient toujours payés à l'avance. Il partit sûrement avant l'expiration de ses pouvoirs. La somme de 206 florins représentait le salaire qu'il aurait gagné pendant le temps qui restait à courir du jour de son départ au 31 décembre.

Amauri dut quitter la Toscane dans la deuxième quinzaine de novembre. En tout cas, il était à Carcassonne le 30 janvier 1292 (2), ce qui laisse supposer qu'il était arrivé à Narbonne quelques semaines auparavant.

L'année même de son retour en France, Amauri eut la suprême gloire d'être chanté par son compatriote, le troubadour Guiraud Riquier, qui écrivit en son honneur le *sirventes* (3) suivant :

« Elle me plait tellement la renommée honorable, véridique et remplie des louanges du seigneur Amauri (4), fils

(1) GHERARDI, *Consulte*, II, 107.

(2) *Hist. de Lang.*, IX, 163-164.

(3) On trouvera le texte de ce *sirventes* dans MAHN, *Die Werke der Troubadours*, Guiraud Riquier, éd. Pfaff, IV, Band, Berlin, 1853, in-18, Lied LII, pp. 77-78.

(4) Pourquoi M. Anglade a-t-il appelé le jeune Amauri Aimeric ? (*Le troubadour Guiraud Riquier*, Paris et Bordeaux, 1905, in-8°, pp. 191-194). Le P. ANSELME (*Histoire généalogique*, t. III, p. 815) l'appelle aussi Aimeric.

BESSE (*Histoire des comtes de Narbonne*, p. 389) croit à tort que « Aymery, « Aymeric, Amalric et Amalaric, est la même chose ». Tous les documents, latins ou provençaux, ne désignent le fils aîné du vicomte que sous le nom d'Amauri. M. Anglade au lieu d'adopter la forme de Riquier, lui a préféré la version italienne. Tous les chroniqueurs italiens qui parlent d'Amauri l'appellent *Amerigo* et non *Amalrico*. Cela peut s'expliquer ainsi. La légende d'Aimeri de Narbonne, l'ancêtre fabuleux d'Amauri, s'est répandue de bonne heure en Italie (Louis DEMAISON, *Aimeri de Narbonne dans Société des anciens textes*, Paris 1887, 2 vol. in-8°, t. I, *Introduction*, pp. CCXCII-CCXCVII).

Les chroniqueurs italiens, familiarisés avec la forme *Amerigo*, n'ont pu s'habituer à la forme *Amalrico*.

En général, les vicomtes de Narbonne donnent à leur fils aîné le prénom de leur prédécesseur, et à leur second fils, leur propre prénom. Ainsi le fils aîné du vicomte Amauri I^{er} s'appelle Aimeri et son second fils, Amauri.

ainé de mon seigneur Aimeri de Narbonne, que mon cœur en est tout joyeux ; car parmi les Toscans, il s'est si noblement distingué qu'il a honoré les amis del'Église, tué et vaincu ses ennemis par la guerre (1).

« Il a eu de bien beaux débuts : ses nobles faits, accomplis avec sens et cœur vaillant, rappellent les hautes et antiques traditions (2) de la maison de Narbonne, qui lui enseignent à être riche d'honneur, Dieu en soit loué. D'autre part, Foix (3) lui apprend le devoir de considérer comme un plaisir la guerre (4).

« Le vaillant et honoré conseil de Florence prend une bonne décision quand elle le demande au roi pour capitaine ; car ses ennemis, ce dont il a tout l'honneur, ont été défaits par lui; il doit en être loué partout, pourvu qu'il fasse la paix, car en s'honorant, il l'a noblement honoré par la guerre (5).

-
- (1) *Tant m'es l'onratz verays ressos plasens,
Ples de lausor del senhor N'Amalric,
Del mieu senhor filh premier N'Aymeric
De Narbona, que mos cors n'es jauzens,
Qu'entre 'ls Toscas s'es tant gent capdellatz,
Que 'ls amicx a de la gleyza honratz
E 'ls enemicx mortz e vencutz per guerra.*

(2) Allusion peut-être à l'ancêtre légendaire, Aimeri de Narbonne, dont plusieurs chansons de geste ont célébré les prouesses.

(3) Allusion à la famille de la mère d'Amauri, Sibylle de Foix.

- (4) *Mout es avutz belhs sos comensamens
De nobles faitz ab sen et ab cor ric,
Que son semblan'ta l'aut dever antic,
Que l'essenha d'onor esser manens
De Narbona, don sia Dieus lausatz ;
Pero per Foys li ven de l'autre latz
Devers, que's deu tener a sojorn guerra.*

- (5) *L'onratz Comus de Florensa valens
Ac bon conselh, quan al rey lo queric
Per capitani ; quar sey enemic
Ne son al bas, don es sieus l'onramens,
Per luy, don deu per tot esser lauzatz
E car tengutz ab tot que aia patz ;
Quar si honran l'a gent honra[t] de guerra.*

« En s'honorant, sa vaillance a honoré Narbonne, le bon roi (1) qu'il suivit, Foix et celui qui, en partie, l'éleva (2), car jamais sa jeunesse ne lui fit commettre de folie ; mais il est sensé, sérieux et réfléchi, ce qui le fait tellement redouter par tous ses ennemis qu'ils craignent plus sa renommée que sa guerre (3).

« C'est de Dieu que lui vient sa bonne conduite ; voilà pourquoi je le prie, lui conseille et lui dis qu'il le retienne comme le seigneur son ami, qu'il lui fasse craindre d'un cœur humble toute action vile, et il le fera grandir en toutes ses bontés, s'il se défend de toute vile volonté, car c'est ainsi qu'on sort vainqueur des luttes de l'esprit.

« Je prie le seigneur Amauri que sa réputation, qui commence si noblement, grandisse par lui en toutes ses actions, comme elle a grandi par la guerre » (4).

(1) Charles II d'Anjou.

(2) Guillaume Bernard de Durfort, précepteur d'Amauri.

(3) *Si honran a honratz sos benvolens
E Narbona e'l bon rey, que seguic,
E Foyz e selh qu'en partida'l noyric ;
Quar anc no'l fes nescielar jovens,
Ans es ab sen curos et atempratz,
Don es per totz sos enemix dublatz,
Tant que lur es sos ressos pleitz de guerra.*

(4) *De Dieu li ven sos bos captenemens,
Per qu'teuli prec e li cosselh e'l dic,
Que'l retenha quon senhor ad amic
Ab humil cor de totz vils faitz temens,
E creysser l'a en tolas sas bontatz ;
Si s'afortis contra vils voluntatz ;
Quar aissi vens hom esprital guerra.

Lo senhor prec N'Amalric qu'enansatz
Sia per luy sos pretz gent comensatz
En totz sos faitz, aissi quon es per guerra.*

M. J. Anglade, le biographe de Guiraut Riquier, a bien voulu nous prêter son concours pour l'interprétation des passages obscurs : qu'il veuille bien nous permettre de lui adresser ici nos plus vifs remerciements.

CHAPITRE III

AMAURI APRÈS SON RETOUR DE TOSCANE

(1292-1298)

I. Amauri dans l'entourage du comte de Foix (janvier-juillet 1292). — II. Amauri procureur général de la vicomté (novembre 1292). — III. Amauri en Gascogne, à l'armée royale (mars-juillet 1293). — IV. Amauri au service de son père (octobre 1293-avril 1296). — V. Amauri en Gascogne (campagne de 1297). — VI. Amauri dans l'entourage du comte de Foix (juin 1298). — VII. Amauri héritier de son oncle Guillaume (juin 1298). — VIII. Avènement d'Amauri à la vicomté (entre 24 septembre et 14 octobre 1298).

I. — Après son retour de Toscane, Amauri dut faire un séjour de quelques mois à la cour de son oncle, Roger-Bernard III, comte de Foix. Il était à ses côtés, le 30 janvier 1292, à Carcassonne, quand le comte protesta par devant le sénéchal contre la publication, faite par ce dernier, de l'ordonnance royale qui donnait au roi le monopole de la nomination des notaires dans toutes les seigneuries du royaume (1).

A la fin de juillet 1292, Amauri fut présent avec le roi de Majorque et Lambert de Thurei, seigneur de Saissac, chevalier, à l'hommage prêté par Esclarmonde de Foix, femme du roi de Majorque, à Roger-Bernard III, comte de Foix, son frère, pour la terre de Fontiès, au diocèse de Carcassonne, dont il lui avait fait donation pour en jouir sa vie durant et cinq ans après sa mort (2). Cet hommage

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 163-164 et t. X, *Preuves*, cc. 285-287.

(2) *Hist. de Lang.*, IX, p. 165.

fut prêté à Perpignan dans le château des rois de Majorque.

II. — Le 4 novembre 1292, nous retrouvons Amauri à Carcassonne. Le fils du vicomte, se tenant dans la maison des comtes royaux de Carcassonne, présenta aux deux receveurs royaux de la sénéchaussée de Carcassonne une lettre en papier, scellée du contre-sceau de Lambert de Thurei, seigneur de Saissac, lieutenant de Simon Brisetète, sénéchal de Carcassonne. Cette lettre était un mandement adressé par Lambert aux deux receveurs Nicolas Compagni et Simon Guidaloti — sûrement deux Italiens —, leur enjoignant de restituer au vicomte de Narbonne les 25 livres tournois que le procureur royal avait levées sur les biens de certains juifs du vicomte condamnés par les inquisiteurs pour crime d'apostasie. Déjà le dernier Parlement de Paris avait rendu un arrêt portant restitution de cette somme au vicomte, et le prédécesseur de Simon Brisetète avait aussi ordonné par devant le procureur royal et d'autres curiales de restituer au vicomte les amendes levées sur les juifs narbonnais (1).

Dès les derniers mois de l'année 1292, Amauri se fixe définitivement à Narbonne, où le vicomte son père a grand besoin de ses services. Il est nommé par son père procureur spécial et général, pour prendre en main toutes les causes, soumises ou à soumettre au roi ou à son Parlement et touchant les différends survenus ou qui peuvent survenir entre l'archevêque et le vicomte ; pour prêter hommage au roi ou à l'archevêque ou pour demander révocation des hommages indûment prêtés par le vicomte ou ses prédécesseurs au roi, à l'archevêque ou à leurs prédécesseurs (2).

(1) Doat, t. 47, f^o 218-220. Copie d'un acte dont Samuel Secal, juif du vicomte, possède la teneur. *Hist. de Lang.* t. IX, p. 165.

(2) Inventaire de l'archevêché de Narbonne, t. I, f^o 227 v^o.

Amauri est, en somme, devenu comme le substitut et le fondé de pouvoir du vicomte : il en exerce les fonctions sans en avoir encore le titre, par délégation et procuration.

Quand Gilles Aicelin, archevêque de Narbonne, renonce à son droit de commise sur les fiefs que le vicomte tient de lui à Narbonne et pour lesquels il ne lui a pas prêté d'hommage, il s'adresse à Aimeri V, vicomte, ou à Amauri de Narbonne, chevalier, son fils aîné (1).

Le 31 juillet 1294, Amauri autorise les riverains de la rivière d'Aude à faire des prises d'eau pour l'arrosage de leurs parcelles, depuis le lieu dit Garrabious jusqu'au pont-vieux de Narbonne : il se réserve le droit de suspendre cette permission quand il le jugera nécessaire (2).

L'ancien capitaine des guelfes de Toscane se montre plutôt gibelin dans son pays. Le 7 septembre 1294, il s'attire, de la part de l'archevêque, les foudres de l'excommunication, pour avoir causé des troubles et des dommages aux ecclésiastiques de Narbonne et pour avoir empiété, en plusieurs parties de la ville, sur la juridiction de l'archevêque (3).

Vers les mois d'octobre ou de novembre 1294, les consuls de la Cité font part au vicomte Aimeri et à son fils aîné, Amauri, de la disette de vin qui sévit dans Narbonne, leur demandant de permettre l'entrée du vin et de la vendange, tant par terre que par mer, jusqu'à la fête de Noël. Amauri donne son consentement et suspend le *vet* du vin. Les consuls font une réquisition à l'archevêque et à ses officiaux, qui accordent aussi la suspension du *vet* (4).

(1) Invent. de l'arch. de Narb., t. 1, f^{os} 227 v^o et 228.

(2) *Ibid.*, t. 1, f^o 147 v^o. Garrabious (en latin *Vadum rabiosum*) se trouvait au sommet du delta de l'Aude, formé par la branche qui passait à Narbonne et par celle qui passait à Coursan.

(3) *Ibid.*, t. 1, f^{os} 147 v^o et 229.

(4) *Ibid.*, t. 1, f^o 371 v^o.

III. — L'année suivante, Amauri quitte Narbonne pour prendre part à la campagne de Gascogne de 1295. La formation du contingent que doit fournir la ville de Narbonne au roi de France, soulève un différend entre les consuls et le fils aîné du vicomte. Le 12 mars 1295, quand le lieutenant du sénéchal de Carcassonne se rend à Narbonne pour passer en revue le contingent narbonnais, les consuls et Amauri se disputent le droit de lui en faire la montre ou présentation. Les consuls et Amauri veulent faire, tour à tour, la présentation des 61 sergents d'armes équipés par la ville. Les consuls déclarent qu'ils ont seuls ce droit, le consulat étant tenu directement du roi, à qui appartient le droit de présentation : les consuls prétendent donc exercer ce droit par délégation royale.

De son côté, Amauri veut présenter, au nom de son père, les 61 sergents, en déclarant que le vicomte de Narbonne possède le droit d'ost et de chevauchée et que, s'il est empêché d'exercer ce droit, il fera appel à la justice royale. Les consuls répondent qu'ils ne contestent pas au vicomte le droit d'appeler à l'ost les hommes de la vicomté, mais qu'ils lui refusent le droit de convoquer, de passer en revue et de présenter à un agent royal les hommes de Narbonne.

Sur 61 sergents, il y en avait 29 du Bourg et 32 de la Cité. Le lieutenant du sénéchal, pour ne pas nuire au service du roi, reçoit la présentation sans l'appliquer à l'une ou à l'autre des parties, en réservant toutefois leurs revendications respectives.

Il accepte les 29 sergents du Bourg et n'en prend que 30 sur les 32 de la Cité. Le lendemain, 13 mars, Amauri comparait devant le lieutenant du sénéchal, qui l'assigne au mardi de l'octave de Pâques, c'est-à-dire au 12 avril (1).

(1) Parch. orig. lat : Arch. mun. de Narb., pièce non inventoriée. Copie : Doat, 51, f^{os} 81-88. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 185.

Quoiqu'il en soit, le 12 juillet 1295, nous trouvons Amauri au milieu de l'armée royale qui assiège Saint-Sever, sous le commandement de Charles de Valois et de Raoul de Nesle, connétable. Il est, en effet, présent ce jour là, avec d'autres chevaliers de l'armée royale, à la ratification faite par Roger Bernard III, comte de Foix, au camp devant Saint-Sever, de deux sentences arbitrales rendues sur les différends qui s'étaient élevés entre Roger Bernard et Gui de Lévis, seigneur de Mirepoix, au sujet des limites de leurs domaines (1).

IV. — Le 4 octobre, il n'est plus en Gascogne mais à Narbonne : à cette date, il est témoin de l'hommage prêté au vicomte, son père, par Bernard d'Auriac, damoiseau, fils d'Ameil d'Auriac, chevalier, émancipé par autorité judiciaire de la puissance paternelle, seigneur du château de Saint-Pancrace (2).

Revenu à Narbonne, Amauri est obligé de s'occuper des querelles survenues entre l'archevêque et le vicomte. Voulant y mettre fin, il transige avec l'archevêque, au commencement de novembre 1295 (3). Mal lui en prend. Son père apprenant que son fils a conclu, à son insu, un accord avec Gilles Aicelin sur les biens qu'il possède à Narbonne, et craignant que cet accord secret ne soit préjudiciable à ses intérêts et partant à ceux du roi, son suzerain, prononce la révocation de cette transaction, le 14 novembre 1295 (4).

Il ne paraît pas qu'Amauri ait quitté Narbonne à la fin de l'année 1295 et au commencement de l'année 1296. Le 21 avril 1296, il est témoin de l'hommage prêté au vicomte,

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 184 et t. X, *Preuves*, c. 328.

(2) Doat, t. 47, f^{os} 231-232.

(3) Il avoue en présence de l'archevêque que les vicomtes de Narbonne étaient ses vassaux pour le Bourg et la moitié de la Cité (Invent. des arch. de l'archev., t. I, 225 v^o).

(4) Doat, t. 48, f^{os} 209-211 et *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 185. Arch. de l'Hérault, B 9. f^o 36.

dans la tour ronde du palais vicomtal de Narbonne, par Guillaume Raimond de Bourg, damoiseau, fils de Bernard de Saint-Étienne, chevalier, pour la moitié du droit de mesurage du blé vendu sur le marché de Narbonne (1).

V. — Amauri quitte Narbonne l'année suivante pour prendre part à la nouvelle campagne de Gascogne. Quand Jean de Laforêt, clerc royal, demande à la ville de Narbonne une nouvelle fourniture d'hommes pour l'armée royale d'Albigeois, le paiement d'un subside pour la guerre de Flandre, la remise d'un état nominatif de tous les conseillers du Bourg, les consuls de Narbonne répondent que la communauté n'est astreinte à aucune de ces charges, qu'elle a déjà fourni pour la guerre de Gascogne 3,000 de ses habitants, dont la plupart sont morts au service du roi, et que le fils aîné du vicomte se trouve encore en Gascogne avec de nombreux Narbonnais qu'il a emmenés avec lui. Ces réclamations des consuls font l'objet d'une cédula présentée et lue à Jean de la Forêt dans le consistoire de la Cité de Carcassonne, le 11 mai 1297 (2).

En décembre 1297, nous trouvons Amauri de Narbonne, chevalier, gardien de toute la terre de Béarn, gouverneur et capitaine royal de la garnison de Dax et de tout son diocèse. Il vidime en cette qualité les lettres par lesquelles Robert d'Artois accorde, le 15 août 1296, une exemption de leude ou péageaux habitants de Dax dans tout le duché de Guyenne pour les récompenser de leur fidélité et de la vigoureuse résistance qu'ils ont opposée aux Anglais (3).

On peut s'étonner de ne pas voir participer à la campagne de Gascogne le père d'Amauri, le vicomte de Narbonne, en personne. D'après la *Chronique normande*, dite

(1) Doat, t. 47, f^{os} 240-242.

(2) Publié par Mouynès, *Annexes de la série AA*, pp. 178-180. Cf. *Hist. de Lang.*, t. ix, pp. 200-201 et p. 201, note 1.

(3) *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 195.

de Jean Desnouelles, le vicomte de Narbonne serait allé, en 1297, avec la reine de France, Jeanne de Navarre, réduire le comte de Bar, allié de Gui de Dampierre et d'Édouard 1^{er}, qui menaçait d'envahir la Champagne (1). Le vicomte n'a pas pu prendre part à cette expédition de Champagne non plus qu'aux expéditions de Gascogne ou de Flandre. Le 28 septembre 1296, cité devant le Parlement de Paris pour s'expliquer au sujet du vol d'une barque que ses gens avaient dérobée à Gruissan, au préjudice de l'archevêque, le vicomte Aimeri avait déclaré au châtelain de Montréal, qui lui avait signifié la citation, qu'il ne pouvait « aller personnellement à Paris sans péril » deson corps, tant pour la pesanteur de sa personne que « pour son infirmité en laquelle il estoit dettenu » (2).

En cette même année 1297, le vicomte assigne à Amauri, son fils aîné, et à Jeanne, sa femme, une rente quinquennale de 100 livres tournois sur le produit de la leude perçue au pont-vieux de Narbonne (3).

Le 13 février 1298 (n. s.), Philippe le Bel enjoint par mandement à son trésorier de Carcassonne ou à son lieutenant de payer à Amauri la somme de 628 livres, 3 sous, 3 deniers de petits tournois pour les gages et la *comitive* qu'il a gagnés dans la guerre de Gascogne, en servant à la garnison de Mont-de-Marsan. Amauri recevra cette somme, la moitié, à la Toussaint de l'année 1298, l'autre moitié, à l'Ascension de l'année 1299 (4).

VI. — En juin 1298, nous voyons que la maison de Foix fait de nouveau appel aux bons offices d'Amauri. Le

(1) *Historiens de France*, xxi, p. 185, A.

(2) Inv. des arch. de l'arch., t. i, f^o 150 r^o et v^o.

(3) Arch. nat. Inventaire K 213, f^o 28 v^o et Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 33 v^o-34.

(4) Doat, t. 48, f^o 236. *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 207. Le P. ANSELME, *Histoire généalogique*, t. vii, p. 763.

comte de Foix avait reçu du roi la leude majeure de Béziers, qui valait 2,200 livres de petits tournois de rente. Or, le comte devait 2,000 livres tournois à sa sœur, Esclarmonde, reine de Majorque.

Esclarmonde fit demander à Roger Bernard III, son frère, la jouissance de la leude majeure jusqu'au complet paiement de la somme qui lui était due. Amauri de Narbonne, son neveu, et Raimond de Villar, docteur ès lois, son procureur, firent cette demande au comte de Foix, qui acquiesça à cette combinaison (1), au mois de juin 1298.

VII. — Vers la même époque, Amauri fait un riche héritage : en 1290, son oncle, Guillaume de Narbonne, chanoine de Narbonne et de Chartres, l'a institué par testament (2) son légataire universel. Sa succession comprend les châteaux (3) de Coursan, de Portel et de Lastours. En prenant possession de ces différents châteaux, Amauri reçoit les hommages et les serments de fidélité prêtés par les habitants de ces lieux et par ceux, nobles ou roturiers, qui y détiennent des fiefs ou des censives. Amauri fait sa tournée d'hommages. Le 8 juin 1298, il se rend à Coursan. Il y reçoit l'hommage de Navarre, fille de feu Ermengaud de Coursan, damoiseau, et femme d'Eibrin de Ginestas, qui se déclare sa vassale pour tout ce qu'elle possède dans le territoire du château de Coursan (4), l'hommage de Bérenger des Nouelles, damoiseau, seigneur du château de Villeneuve-Requi (5),

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 204.

(2) Ce testament était de l'année 1290. Arch. nat. Inv. K 213, f° 13 v°. Arch. de l'Hérault, B 9, f° 18 v°.

(3) Le terme de *castrum* (château) ne désigne par un simple château-fort, mais un bourg fortifié, protégé par le château du seigneur, avec ou sans enceinte.

(4) Pièce justif. n° IV.

(5) Aujourd'hui Villenouvette, commune de Maraussan (Hérault).

qui se déclare son vassal pour tout ce qu'il possède dans le même territoire de Coursan et qui promet de lui faire une albergue annuelle de deux chevaliers (1), l'hommage et le serment de fidélité d'Amauri Colomb, damoiseau du château de Coursan, qui se déclare son vassal pour tout ce qu'il possède au château de Coursan et qui promet de lui faire une albergue annuelle de deux chevaliers (2), l'hommage de Jeanne, fille de feu Jean Jourdain de Cuxac, qui s'avoue sa vassale pour tout ce qu'elle possède au château de Coursan (3), l'hommage et le serment de fidélité des habitants de Coursan (4).

Le 21 juin 1298, Amauri se rend à Portel. Il y reçoit l'hommage et le serment de fidélité de ses hommes de *mansade* qui habitent les châteaux de Portel et de Lastours, le serment de fidélité des hommes de l'église de Portel et des hommes de Bérenger de Boutenac (5), damoiseau, l'hommage de Pierre Raimond de Lastours, damoiseau, châtelain du château de Lastours, qui se déclare son vassal pour le château de Lastours et promet de lui faire une albergue annuelle de douze chevaliers (6), l'hommage de Bertrand de Portel, damoiseau, qui se déclare son vassal pour tout ce qu'il possède au château de Portel et qui promet de lui faire une albergue annuelle d'un chevalier et demi (7).

VIII. — A quelle date Amauri succède-t-il à son père, Aimeri V, comme vicomte de Narbonne ? Le dernier acte où il soit question d'Aimeri, vicomte de Narbonne, est du

(1) Doat, t. 47, f^{os} 254-256.

(2) *Ibid.*, t. 47, f^{os} 257-258.

(3) *Ibid.*, t. 47, f^{os} 260-262.

(4) *Ibid.*, t. 47, f^{os} 263-266.

(5) *Ibid.*, t. 47, f^{os} 269-272.

(6) *Ibid.*, t. 47, f^{os} 273-275. Pièce justif. n^o V.

(7) *Ibid.*, t. 47, f^{os} 276-277.

24 septembre 1298 et le premier où il soit question d'Amauri, vicomte, du 14 octobre 1298.

Le vicomte Aimeri est donc mort entre ces deux dates, vraisemblablement au commencement du mois d'octobre.

Le 24 septembre 1298, le roi enjoint par mandement au sénéchal de Carcassonne de ne pas exiger des hommes du vicomte et de son fils, Amauri, chevalier, fidèle serviteur du roi, une trop forte somme pour le fouage imposé aux seigneurs et aux villes en vue de la défense du royaume et de ne pas contraindre les sujets du vicomte à payer plus que les sujets de l'archevêque (1).

Le 14 octobre 1298, Amauri II, vicomte de Narbonne, est assigné, en vertu de lettres royaux obtenus par l'archevêque, au Parlement de Paris pour déposer dans le procès pendant entre lui et l'archevêque (2).

A cette date, prend fin la période de la vie d'Amauri que nous avons appelée la jeunesse du vicomte.

Il va désormais exercer les fonctions de vicomte, non plus par délégation et procuration, mais en son propre nom. Nous avons vu jusqu'ici avant tout l'homme de guerre, nous allons maintenant faire connaissance avec l'homme de gouvernement. L'histoire de ce vicomte a, en effet, ceci de particulier qu'elle se divise naturellement en deux parties bien distinctes. Jusqu'en 1298, c'est-à-dire jusqu'à son avènement, l'activité d'Amauri s'exerce presque exclusivement sur les champs de bataille et en dehors de la vicomté. Après 1298, c'est-à-dire après son avènement, l'activité du vicomte Amauri II s'exerce dans son palais vicomtal, dans les cours de justice et dans les limites de la vicomté.

Voulant avant tout faire revivre en cette étude la vie politique et administrative de la vicomté de Narbonne

(1) Doat., t. 48, f^{os} 222-224. *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 207.

(2) Invent. des arch. de l'archev. de Narbonne, t. 1, f^o 150 v^o.

sous le règne d'Amauri II, nous avons résolu d'abandonner l'ordre chronologique rigoureux que nous avons observé jusqu'ici pour l'étude de la jeunesse du vicomte.

Nous examinerons, d'abord, le gouvernement d'Amauri, c'est-à-dire l'histoire de ses rapports avec son souverain et suzerain, le roi de France, avec son suzerain et coseigneur, l'archevêque de Narbonne, avec les représentants du pouvoir municipal, les consuls de la ville, avec ses sujets, et ses vassaux, enfin, avec ses parents et sa famille.

Passant, ensuite, en revue l'administration vicomtale, nous examinerons l'état territorial de la vicomté sous Amauri II, la justice et l'administration dans Narbonne, la justice et l'administration hors de Narbonne, les finances du vicomte. Nous essaierons, enfin, dans un chapitre final, de mettre en lumière les traits principaux qui caractérisent le gouvernement et l'administration du vicomte Amauri II.

JEAN RÉGNÉ,

Archiviste-Paléographe.

(A suivre)

LES MONNAIES DES ÉLISYQUES

ET LES

AUTRES MONNAYAGES NARBONNAIS

Le monnayage grec d'Elicia. — Réalité de l'inscription **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ**. — Les autres monnayages narbonnais. — Le mot longostalète n'est pas un nom de peuple. — Etymologie de ce mot. — Les Longostalètes étaient les magistrats chargés d'administrer l'emporium d'Elicia. — L'âge des monnaies ibériques de la Narbonnaise. — Les deniers de L. Thorius Balbus et de A. Postumius Albinus permettent de le fixer. — Le monnayage ibérique d'Elicia. — Attribution à Elicia de monnaies ibériques de type massaliète. — Identification d'Elicia, de l'Elisha de la Genèse et de l'Alésia fondée en Gaule par Hercule. — Haute antiquité de Narbonne. — Etymologie du nom des Élisyques. — Le pays des Élisyques et les Champs-Élysées.

LE MONNAYAGE GREC DES ELISYQUES.

I

Dans un travail précédent (1) je revendiquais pour les Élisyques un bronze du cabinet des médailles gravé dans l'*Atlas de monnaies gauloises de M. de la Tour* (2), sur

(1) *Bulletin de la Comm. arch. de Narbonne*, 1907, t. ix, pp. 482 à 490, *Les monnaies des Elisyques*.

(2) Pl. V, n° 2230.

lequel Dardel avait lu **NAT** et **ΗΛΙΚΙΩ** à une époque où personne ne pouvait se douter qu'il y avait là l'ethnique parfaitement régulier **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ**. Comme cette pièce est de type massaliète, on croit à la Bibliothèque Nationale que cette inscription n'est qu'une altération de **ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ**. Il y aurait **ΜΑΣΣΑ** dans le haut comme de coutume et **ΛΙΗΤΩΝ** à l'exergue. Or à l'exergue on lit très distinctement **ΗΛΙ**, le **Λ** n'est pas la première lettre ; la quatrième qui devrait être un **Η** a tout à fait l'apparence d'un **Κ** ; le reste de la légende est fruste ; mais cette partie avait toujours été lue **ΚΙΟ** ou **ΚΙΩ**.

Au-dessus du taureau il n'y a que l'**Α** qui soit certain. La première lettre, qui devrait être un **Μ** pour désigner Massalia, donne plutôt l'impression d'un **Ν** retourné ; le **Τ** est fruste mais il a été vu par Dardel, qui en inscrivant **NAT** et **ΗΛΙΚΙΩ** ne se doutait pas, je le répète, qu'il y avait là un ethnique parfaitement régulier. Personne ne s'en doutait à ce moment.

Dardel ne peut pas avoir été influencé par Sauley, qui au début ne croyait même pas aux Elisyques qu'il avait relégués au rang des fables et qu'il remplaçait par les Bébryques (1). Il n'y a donc aucune raison de suspecter le dessin de l'atlas. Il n'y a plus qu'à faire des vœux pour qu'un exemplaire mieux conservé vienne confirmer la lecture de Dardel.

Mais, quand même la pièce du cabinet de France resterait encore longtemps unique, elle n'en serait pas moins concluante par le dessin qui en a été donné à une époque où son inscription n'était pas discutée. Aujourd'hui il est complètement inutile de l'interroger de nouveau. Aussi me suis-je bien gardé de chercher à la voir, à la faire examiner encore ou à m'en procurer des empreintes. Que

(1) On verra plus loin que s'il a cru plus tard à l'existence de ce peuple, il ne s'est jamais occupé de cette monnaie.

pourrait bien m'apprendre l'empreinte d'une monnaie que je sais à peu près illisible. Quant à la faire examiner, on la considère comme massaliote, on me répondrait qu'elle porte **ΜΑΣΣΑ** ; et si je l'examinais moi-même, quelle serait la valeur de mon affirmation si je disais qu'elle porte bien l'inscription **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ** ?

Il faut absolument s'en tenir au dessin de Dardel ; il a été exécuté sans le moindre parti-pris. Si cela avait besoin d'être démontré la preuve en serait dans la pièce qui est gravée à côté. Elle est semblable et ne porte plus du tout la même légende.

Si le dessinateur avait eu une idée préconçue il aurait mis quelques-unes des lettres qu'il avait lues sur l'autre monnaie et aurait laissé l'inscription inachevée. Or il a reproduit les lettres qu'il a cru voir et, comme la pièce était en plus mauvais état que l'autre et que les caractères qu'il croyait voir n'y étaient pas, la légende qu'il a gravée n'a aucun sens.

L'inscription de l'autre monnaie, qui y était en réalité, constitue au contraire un ethnique sur lequel il n'y a rien à reprendre. Le dialecte employé est justement celui qu'il fallait s'attendre à y trouver. Les espèces marseillaises nous donnent **ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ** ; c'est le dialecte ionien usité dans toutes les colonies phocéennes. A Eliecia nous devons avoir le dialecte dorien et nous avons effectivement **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ**. Et ce serait le hasard qui aurait fait tout cela !

Dardel a lu **NAT** et **ΗΛΙΚΙΩ** parce que cela y était, parce qu'il y avait **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ** et qu'il avait de bons yeux. Il ne peut pas s'être trompé ; ce qu'il y a lu ayant un sens dont il ne se doutait pas *ne peut pas ne pas y être*. Il serait aujourd'hui impossible de trouver un arbitre moins prévenu et partant plus impartial.

On ne saurait trop insister sur la valeur du document que nous a ainsi légué Dardel.

S'il avait relevé une inscription dépourvue de sens et si je m'évertuais à lui en trouver un, je perdrais mon temps, car cette inscription pourrait être imaginaire.

S'il avait inscrit un nom connu et si je cherchais à expliquer sa présence sur cette monnaie, je m'exposerais à discuter un fait incertain.

Si dans la légende relevée j'étais obligé de rectifier certaines lettres ou d'en ajouter d'autres, l'incertitude de l'identification augmenterait avec les lacunes ou les corrections.

Or nous n'avons rien à ajouter, rien à corriger ; et nous trouvons même notre génitif pluriel dans le dialecte voulu, ce à quoi personne n'aurait pu penser.

En effet si l'on s'était demandé quelle inscription devaient porter les monnaies d'une ville de notre contrée nommée Elicia ou Elikia, on aurait répondu sans hésiter **ΗΛΙΚΙΗΤΩΝ** par analogie avec Marseille et non **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ**.

Si, par une communauté d'origine et par son commerce Elicia était liée avec les autres colonies phéniciennes de la Sicile ou de l'Ibérie, elle n'en était pas moins en relations constantes avec Massalia, colonie de Phocée et ville ionienne par conséquent. A Marseille une terminaison dorienne ne serait pas acceptable ; une terminaison ionienne le serait à Narbonne où les deux dialectes devaient être concurremment usités.

Massalia qui avait fourni aux Élisyques les types monétaires pouvait bien influencer aussi les inscriptions des monnaies. La légende **ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ** est là pour le prouver. L'inscription **ΗΛΙΚΙΗΤΩΝ** n'aurait soulevé aucune objection ; c'est même à celle-là qu'on devait s'attendre et cependant la forme **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ** est encore plus justifiée.

Quant au radical **ΗΛΙΚΙ**, donnant une appellation s'écartant assez du nom dont se sert Avienus, nous avons vu pré-

cédemment qu'il est question d'Elicia dans les livres sacrés des Hébreux (1) et que la transcription du nom hébraïque est Elisha. Ce mot est bien l'équivalent d'Elicia qui égale **ΗΛΙΚΙΑ** en grec. Il n'y a donc rien d'arbitraire dans la légende **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ**.

Cela établi, il est inutile d'ajouter qu'il est absolument impossible que le hasard ait justement formé cette inscription soit en réalité soit en apparence par suite de l'état de la pièce.

On objectera peut-être que la légende **ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ** était de nature à faciliter cette illusion.

Il y a en effet le **Λ** et l'**Ι** qui sont à peu près en place ; l'**Η** qui, fruste, peut prendre l'aspect d'un **Κ** ; le **Τ** qui peut devenir un **Ι** ; enfin l'**Ω** qui est commun aux deux inscriptions. Mais l'argument peut être retourné et la légende **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ** en mauvais état peut faire croire à une altération de **ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ**.

Le **Κ** peut devenir un **Η** et l'**Ι** peut être pris pour la haste d'un **Τ**. Cette hypothèse explique tout ce qu'il est possible de constater sur la monnaie, tandis que dans l'autre on se demanderait d'où vient la première lettre de l'exergue qui est un **Η** et qui devrait être le **Λ**.

Enfin je dois rappeler qu'abstraction faite de la lecture de Dardel tous ceux qui ont vu la pièce jusqu'à ce jour et qui, prévenus par le type, ont lu **ΜΑΣΣΑ** dans le haut ont été bien d'accord pour lire à l'exergue **ΗΛΙΚΙ** et que cela suffirait à caractériser le nom d'Elicia. Nous aurions là une monnaie d'alliance ou plutôt d'union commerciale.

Cette union déjà indiquée par les types mêmes de la monnaie l'aurait été en outre par les inscriptions si la pièce avait réellement porté la légende **ΜΑΣΣΑ** dans le haut.

Nous n'en serions pas moins en présence du numéraire

(1) Cf. Ch. BRUSTON, *Les Colonies grecques dans l'Ancien Testament*, Paris 1906.

d'Elicia. Mais Dardel avait lu sur cette monnaie **NAT** et **ΗΑΙΚΙΩ** sans se douter que cela faisait **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ** ; il faut toujours en venir là. Et comme **NAT** devait se lire à rebours, il avait eu soin de mettre, toujours sans s'en douter, la barre de l'**N** en sens inverse. Le hasard décidément n'aurait rien oublié. Je n'ai pas besoin d'ajouter que la lecture d'une partie de la légende en sens rétrograde n'a rien qui puisse nous surprendre ; on trouve un cas analogue sur une petite monnaie romaine d'argent frappée à Lyon. A dire vrai la disposition n'est pas tout à fait semblable, mais la numismatique grecque offre de si nombreux exemples d'inscriptions devant être lues de droite à gauche, qu'il n'y a pas lieu de s'en étonner.

Il existe d'ailleurs un cas ayant encore plus d'analogie et c'est précisément la série marseillaise qui nous le fournit. Une monnaie de bronze du cabinet des médailles, gravée dans l'*Atlas* sous le n° 1936, pl. iv, porte au-dessus du taureau **ΜΑΣΣΑ** et à l'exergue **ΛΙΗΤΩΝ** écrit de droite à gauche. Cette disposition est donc semblable à celle qui nous occupe, si ce n'est que c'est le commencement du mot qui est en haut. J'ai donc raison de dire qu'il ne faut pas s'étonner de voir un ethnique inscrit en deux lignes, la première dans un sens, la deuxième dans l'autre. Mais ni Dardel ni Saulcy n'avaient certainement vu un exemple de cette disposition dans le n° 2230 de l'*Atlas*. On voyait alors dans les nos 2230 et 2225 des altérations, barbares et dépourvues de sens, de la légende **ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ**, comme on y voit aujourd'hui des déformations de cette inscription, qui ne seraient peut-être même qu'apparentes et occasionnées par le mauvais état de la monnaie.

S'il y avait à l'exergue **ΛΙΗΤΩΝ** il devrait y avoir dans le haut **ΜΑΣΣΑ**, c'est-à-dire cinq lettres : or il n'y en a que trois et la position de ces trois lettres par rapport au reste de l'empreinte ne permet guère de supposer qu'il y en ait jamais eu d'autres.

Que l'**M** ait pris l'apparence d'un **N** ayant la barre en sens inverse, cela peut s'admettre ; la transformation du **Σ** en **T** est plus invraisemblable ; mais ce qu'il y a de très curieux, c'est que sur l'autre pièce analogue, gravée à côté de la première, Dardel ait encore vu au même endroit un **N** la barre à l'envers.

Les moindres détails nous fourniraient de nouveaux arguments ; ils sont superflus.

La lecture de Dardel, à une époque où personne ne songeait à attribuer cette pièce aux Élisyques, suffit. Il n'y a qu'un mot qui permet de donner cette monnaie à l'Elisha des Hébreux, c'est **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ** ; Dardel ne peut pas l'y avoir vu *par hasard*. Il y a neuf lettres dans ce mot. La combinaison voulue aurait une chance de se produire sur un nombre fantastique.

Le degré de probabilité qui en découle pour l'identification est plus que suffisant pour qu'on puisse la considérer comme mathématiquement vraie. Quand même une des lettres frustes serait restée complètement invisible et aurait été mal lue par Dardel, ce qui ne s'est pas produit, on aurait le droit de la rectifier. Quand même on admettrait que **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ** n'était pas la seule forme admissible, on ne diminuerait pas sensiblement les probabilités de l'identification.

En résumé la réalité de l'inscription **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ** est basée sur les trois ordres de faits suivants.

1^o Cette inscription ne peut pas être une altération de **ΜΑΣΣΑ - ΑΙΗΤΩΝ** parce qu'au dessus du taureau il n'y a jamais eu que trois lettres au lieu de cinq et qu'à l'exergue la première est un **H** indiscutable et non le **Λ** qui en vient qu'après (1).

(1) On verra plus loin qu'il ne peut pas y avoir eu **ΜΑΣΣ-ΑΙΗΤΩΝ** parce que cette inscription n'est jamais ainsi coupée sur les monnaies de Marseille.

2° Dardel n'a pas été influencé par Saulcy et il est impossible que le hasard lui ait fait lire cette légende **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ** qui n'est pas une inscription quelconque que nous cherchons à expliquer, mais qui est la seule convenant à Elicia, à l'Elisha des Hébreux.

3° Les moindres détails de cette inscription confirment sa réalité.

Il ne me reste plus qu'à répéter encore qu'il est absolument inutile d'interroger la monnaie elle-même ; on n'y verra que ce qu'on sera disposé à y voir ; elle n'a plus rien à nous apprendre. S'il en avait été autrement, je n'aurais pas basé mon identification sur un dessin, mais j'étais convaincu qu'il n'y avait de lisible sur la pièce que les lettres **A** et **ΗΑΙΚΙ** ou **ΗΑΙΚΙΩ** et d'indiscutables que **A** et **ΗΑΙ**. Il n'en faudrait pas davantage à la rigueur pour démontrer la vérité de l'identification, en l'absence du témoignage de Dardel. Mais ce témoignage resterait péremptoire quand même nous ne distinguerions plus rien aujourd'hui sur la monnaie.

Cela prouverait tout simplement que Dardel avait de meilleurs yeux que nous. La photographie rend maintenant les plus grands services à l'illustration en général et à la numismatique en particulier. Cependant en numismatique elle ne détrônera jamais tout à fait l'art du graveur. C'est que si l'œil de l'homme n'a pas toujours autant d'acuité que l'appareil photographique, si dans tous les cas il ne sait pas mieux voir, il sait toujours mieux regarder. On ne peut lui reprocher qu'une chose, c'est de n'être pas aussi indépendant, d'être susceptible de se laisser influencer. Dans le cas actuel, il était aussi inconscient que l'objectif.

II

Depuis la rédaction de cette note dans laquelle j'affirme qu'il est inutile d'interroger de nouveau la pièce du cabi-

net des médailles, mon collègue M. H. Rouzaud a eu l'occasion de voir cette monnaie. D'après ce qu'il m'en a dit, elle est bien telle que je me la figurais. La première lettre de la ligne supérieure, l'**N** retourné n'est visible qu'en partie ; on n'en distingue que la barre oblique et le jambage vertical de droite. Comme la barre oblique est à rebours on pourrait supposer qu'il y a là la partie droite d'un **M**, mais pour en faire un **M** il faudrait admettre l'existence de deux traits qui n'existent pas ; il ne faut en restituer qu'un seul pour lire **N** avec Dardel et ce dernier trait est vaguement indiqué sur la monnaie. En outre pour achever de justifier la réalité de cet **N** il suffit de se reporter au n° 2223, comme je l'ai déjà dit. Sur cette pièce, évidemment semblable au 2230, il y a aussi un **N**. Est-il admissible que Dardel se soit trompé deux fois de la même façon ?

Quant au **T** il n'en reste que la traverse et une partie de la haste formant, paraît-il, comme un point au milieu de la lettre ; c'est là-dessus qu'on se fonde pour en faire un sigma carré ; le point serait la jonction des deux traits obliques. A la Bibliothèque Nationale on reste en effet convaincu qu'il y a sur cette monnaie **ΜΑΣΣΑΙΗΤΩΝ**. Continuons-en l'examen.

La première lettre de l'exergue est un **H** ; tout le monde est obligé d'en convenir ; il n'y a aucune incertitude là dessus. On suppose, pour expliquer sa présence, qu'il a été mis par erreur, à la place d'un **A**, par le graveur du coin monétaire.

Cela est inadmissible parce que sur toutes ces monnaies il y a toujours **ΜΑΣΣΑ - ΑΙΗΤΩΝ** et non pas **ΜΑΣΣ - ΑΑΙΗΤΩΝ** ; la syllabe **ΣΑ** n'est jamais coupée ; le mot est coupé entre les deux syllabes.

Les lettres **ΑΙ** ne sont pas discutées.

Le **K** présente cette particularité que les deux traits obliques ne se joignent au jambage vertical que par un

petit trait horizontal, ce qui en somme n'a rien d'extraordinaire. Il n'en faut pas plus pour qu'on en fasse un H sans s'apercevoir que dans un H les jambages verticaux ne peuvent jamais être brisés.

Les autres lettres IΩ seraient totalement invisibles.

Dardel aurait donc été influencé par Saulcy.

J'ai déjà dit que cela ne se pouvait pas.

Saulcy, nous l'avons vu, avait douté de l'existence des Elisyques qu'il avait remplacés par les Bébryques. En 1874 M. H. d'Arbois de Jubainville publiait dans la *Revue Archéologique* (1) un article intitulé *Les Elésyces ou Elisyci et l'Ora maritima de Festus Avienus*, dans lequel il rectifiait en quelques points le travail de Saulcy sur l'*Ora maritima* (2). Dans son article, M. d'Arbois de Jubainville démontrait que le peuple de Narbonne était bien les Élésyces et que les Bébryces devaient être placés vers les Pyrénées. On suppose à la Bibliothèque Nationale que Saulcy dut être convaincu et comme Dardel grava ses planches quelque temps après, on croit qu'il dut se laisser influencer par Saulcy. Cette dernière supposition est toute gratuite et rien ne la justifie. Que Saulcy ait été convaincu par les excellents arguments de M. d'Arbois de Jubainville cela n'est pas douteux. Mais qu'il ait immédiatement pensé à cette monnaie, rien ne permet de le supposer, parce que s'il avait pensé à cette pièce il aurait aussi remarqué sa voisine, le n° 2225; et, comme je l'ai déjà dit, Dardel aurait fait concorder les deux inscriptions. Si F. de Saulcy avait lu le nom des Elisyques sur une monnaie du cabinet des médailles, cette découverte, qui aurait été très importante surtout à ce moment là où l'on venait de reprendre cette question, ne serait pas passée inaperçue. La nouvelle identification aurait été publiée soit par Saulcy lui-même, soit

(1) T. xxviii, 230.

(2) *Revue Archéologique*, xv, 54, 81.

par tout autre auteur, comme justifiant merveilleusement la correction de M. d'Arbois de Jubainville au travail de Saulcy sur l'*Ora maritima*.

Et d'ailleurs, quand même on admettrait que Saulcy eût pensé à la pièce du cabinet des médailles et que sa légende lui eût fait songer aux Élisyques, Saulcy était-il homme à inventer une inscription pour les besoins de sa cause ? Sans doute si la lecture **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ** était de lui et non de Dardel, elle aurait infiniment moins de valeur puisqu'elle n'aurait pas été relevée inconsciemment ; mais en serait-elle entièrement dépourvue ? Saulcy aurait déchiffré la légende avec une bonne foi d'autant plus grande qu'il n'avait pas pensé aux Elisyques le premier. Sa lecture vaudrait bien la nôtre, je crois. Mais ce n'est pas lui qui a lu **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ** sur cette monnaie. Cela est absolument certain. C'est à cette époque que Charles Robert rédigeait sa *Numismatique de la Province de Languedoc*. Si à ce moment-là quelqu'un avait pensé aux Élisyques et à cette pièce, Charles Robert, qui s'est efforcé d'être aussi complet que possible, aurait discuté la nouvelle identification. Or le travail de Charles Robert est très postérieur à la note de M. d'Arbois de Jubainville sur les Elisyques. Celle-ci parut dans la *Revue Archéologique* en 1874, t. xxviii, et Charles Robert, dès la première page de son travail, cite un article de M. d'Arbois de Jubainville paru en 1875, dans le t. xxx de la même *Revue*. Il parle d'ailleurs plus loin des Bébryces et des Elisyces, que la Commission de la topographie des Gaules avait essayé d'identifier, et fait remarquer que le nom des Élisyces devrait prévaloir, mais il ne dit pas un mot de la monnaie, et cela se comprend.

Ces peuples avaient occupé Narbonne antérieurement à la période monétaire. Pour Saulcy les monnaies de Narbonne étaient les bronzes de Caiantolos, de Bituit et de Riganticos ; indépendamment du nom du peuple

dont ces personnages étaient les chefs. La correction de M. d'Arbois de Jubainville aux études de Saulcy sur l'*Ora maritima* ne touchait pas à la question numismatique et Saulcy n'avait pas à modifier les opinions qu'il avait émises ni à chercher à doter les Élisyques de monnaies. Il n'y a pas songé, ni Charles Robert non plus, ni personne après eux. Après l'article de M. d'Arbois de Jubainville, comme avant, toutes les pièces de type massaliète ont été considérées comme frappées à Marseille ou par les populations des alentours. Voilà les idées qui régnaient quand Dardel a gravé ses planches. Que Saulcy l'ait plus d'une fois inspiré, tout le monde le sait ; mais il ne peut pas l'avoir influencé en ce qui concerne la monnaie en question. Cela est certain. Admettre que Saulcy ait songé à cette pièce est une supposition que le n° 2225 vient contredire formellement, je ne saurais trop le répéter.

Si F. de Saulcy avait vu le nom des Élisyques sur le n° 2230 il l'aurait également vu sur le 2225 qui est incontestablement un second exemplaire de la même monnaie et Dardel n'aurait inscrit sur le 2225 que des lettres faisant partie du mot **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ**. Or nous le voyons au contraire inscrire sur son dessin des caractères qui ne donnent aucun sens. Cela ne prouve-t-il pas jusqu'à l'évidence qu'il n'obéissait à aucune influence, qu'il dessinait inconsciemment et sans parti-pris.

Saulcy n'a rien à voir dans le dessin du n° 2230 dont il ne s'est jamais occupé.

Je suis convaincu qu'un exemplaire mieux conservé viendra un jour confirmer cette identification. Mais de pareilles découvertes ne se produisent jamais au moment opportun. Il y aurait là un hasard tout à fait providentiel sur lequel on ne peut pas compter. Je ne fonde là-dessus aucune espérance. Ma conviction n'en restera pas moins inébranlable. Si la pièce ne portait pas réellement **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ** il serait absolument impossible d'expliquer

comment Dardel y avait lu ce mot, la légende dépourvue de sens de la monnaie semblable gravée par lui dans l'*Atlas*, sous le n° 2225, étant la garantie de sa sincérité.

LES AUTRES MONNAYAGES NARBONNAIS. — LES LONGOSTALÈTES.

L'existence des Élisyques (1) étant aujourd'hui démontrée et les monnaies de ce peuple reconnues, il y a lieu de procéder à quelques rectifications en ce qui concerne les autres populations, ayant aussi occupé les alentours de Narbonne dans l'antiquité, et les espèces qui y ont été émises.

Je me suis efforcé d'établir dans divers travaux déjà anciens que les monnaies à la légende ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ, celles des chefs gaulois Caiantolos, Bituit et Rigan-ticos et les bronzes purement ibériens de la Narbonnaise avaient été frappés par les divers peuples qui avaient successivement ou simultanément occupé le delta de l'Aude, et qui y avaient formé diverses agglomérations au milieu desquelles les Romains vinrent s'établir.

Cela reste toujours vrai, mais il faut examiner si l'attribution à la même région d'un quatrième groupe monétaire ne doit pas modifier la distribution des trois autres.

Dans ma pensée, Narbonne devait avoir formé dès l'antiquité la plus reculée deux agglomérations bien distinctes, l'une sur la rive gauche du bras inférieur de l'Aude, sur l'emplacement même de la partie de la ville actuelle appelée *Cité*, l'autre sur le rivage opposé.

L'une était le quartier des étrangers, des commerçants, l'*emporium*, le port; l'autre la ville des indigènes et des premiers chefs politiques de la contrée.

(1) J'emploie le mot Élisyques pour désigner la population d'Elicia aussi bien à l'époque monétaire qu'à l'origine, c'est-à-dire sans rien préjuger de sa race.

L'une ne cessa de grandir; l'autre, après avoir atteint un assez haut degré de civilisation, se mit à décliner, absorbée peu à peu par la cité maritime. Si bien que lorsque les Volkes occupèrent le pays c'est dans la ville des commerçants que s'établirent leurs chefs et quand, à leur tour, vinrent les Romains, c'est pareillement à *Narbo* qu'ils fondèrent leur colonie.

Dans cette hypothèse, qui a un si haut degré de vraisemblance, Narbonne ne peut revendiquer qu'un groupe monétaire, celui des chefs Caiantolos, Bituit et Riganticos.

C'est sur la rive droite qu'auraient été frappés les bronzes ibériens et ceux des Longostalètes.

En effet indépendamment du rivage exactement opposé à *Narbo*, j'avais depuis longtemps signalé comme ayant été habités par d'importantes populations indigènes, les côteaux dominant la plaine de Livièrre que les Romains appelaient *Liguria* (1) et particulièrement celui de *Montlaurés* où d'innombrables débris antérieurs à l'antiquité romaine ont été de tous temps découverts.

Les travaux de M. Rouzaud sur *Montlaurés* (2) ont pleinement confirmé mes suppositions. Il y avait vers là un oppidum des plus considérables dont on peut faire remonter l'existence au delà du *x^{me}* siècle avant J.-C.

Était-ce celui des Longostalètes ou celui du peuple qui a émis les bronzes purement ibériens ?

C'était la question que je me posais encore quand M. Rouzaud a cru pouvoir préciser le sens de ses découvertes (3).

(1) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1905, *Les monnaies ibériques attribuées à Nîmes*, t. VIII, p. 315.

(2) *Bull. de la Comm. arch. de Narb.*, 1905, *Sur la Nécropole ancienne de Montlaurés et le vase grec qui y fut découvert en 1864*, par H. Rouzaud, t. VIII, pp. 489 à 527.

(3) *Bull. de la Comm. arch. de Narb.*, 1907, *Sur la signification historique de Montlaurés avec aperçu sur les origines de Narbonne*, par H. Rouzaud, t. IX, pp. 471 à 482.

Le peuple de Montlaurès aurait été les Élisyques, et, mis sur cette voie par M. Rouzard je lisais, comme on vient de le voir, l'inscription **HAIKIΩTAN** sur une pièce du cabinet des médailles qu'il me signalait, sur laquelle on n'avait vu que le nom de Marseille (1), et où il me proposait de voir indépendamment de ce nom un souvenir de celui d'Elicia.

Du reste, quand même il ne serait pas encore suffisamment établi que les débris antiques qu'on recueille à Montlaurès sont les vestiges de l'oppidum des Élisyques, il est évident qu'Elicia ne pouvait pas être bien éloignée de Narbonne, puisqu'Avienus dit que la capitale des Élisyques était Narbo. La question numismatique reste donc indépendante de la détermination de l'emplacement exact de l'oppidum.

Le peuple maître de la région de Narbonne dès le début de la période historique étant les Élisyques, et le nom d'Elicia étant gravé sur une monnaie, il est assez difficile d'expliquer le monnayage des Longostalètes, qu'il faudrait placer à la même époque et à peu près au même endroit.

En ce qui concerne les pièces dites des Nédènes il n'y a au contraire aucune difficulté. Ces espèces sont postérieures aux pièces à la légende **HAIKIΩTAN**, la tête qu'elles portent dérive directement de la Diane de Marseille ou d'Elicia et le taureau cornupète a certainement été le prototype du taureau bondissant celtibérien, sur lequel on voit toujours la couronne qui paraît aussi sur le type marseillais.

Donc le monnayage purement ibérique peut parfaitement avoir succédé à l'émission des pièces à la légende **HAIKIΩTAN**.

(1) *Bull. de la Comm. arch. de Narb.*, 1907, *Les monnaies des Elisyques*, t. IX, pp. 482 à 491.

Mais il ne saurait en être ainsi des bronzes à l'inscription ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ, dont les premiers exemplaires sont contemporains des pièces au type du taureau cornupète sinon antérieurs, et il est impossible de placer deux peuples aussi importants à si peu de distance l'un de l'autre. Du reste il ne faut pas oublier que ce nom des Longostalètes n'a été prononcé par aucun historien.

Ceci doit nous amener à penser que ce n'est pas un nom de peuple que nous cache la légende ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ. C'est du moins l'avis de M. Rouzaud, qui croit que les *longostalètes* étaient des magistrats chargés d'administrer l'emporium de Narbonne sous la suzeraineté des chefs politiques des Élisyques établis vers Montlaurés.

Je vais essayer d'apporter ici quelques précisions, car je n'hésite pas à me ranger à cette manière de voir.

D'abord il ne faut pas s'étonner que le nom de cette magistrature ne nous soit pas parvenu. Elle dut être essentiellement locale. Or c'est à peine si deux ou trois auteurs anciens ont nommé les Elisyques ; il est assez naturel qu'ils soient muets sur leurs institutions.

Ces magistrats devaient constituer une espèce de Chambre de Commerce en même temps qu'une sorte de trésorerie chargée de percevoir les diverses contributions et de payer, aux chefs politiques de Montlaurés, les divers tributs au prix desquels les Élisyques protégeaient militairement le port. Ces magistrats ne devaient pas être des indigènes ; chargés de défendre les intérêts des étrangers, il est plus que probable qu'ils étaient étrangers eux-mêmes, qu'ils étaient grecs.

Les types des espèces des longostalètes, la tête de Mercure et le caducée conviennent bien à la monnaie d'un emporium.

Le nom de la magistrature confirme-t-il sa fonction ? Parfaitement.

Dans l'inscription ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ on peut d'abord trouver la même racine que dans le mot λογισταί.

A Athènes les *logistes* étaient des magistrats chargés de faire des rapports sur l'administration des comptables à la fin de leur gestion.

La racine du mot λογισταί est λόγος dans le sens de compte et non dans celui de rapport, dissertation, comme on l'a pensé quelquefois. La fonction avait trait exclusivement à la gestion financière. Or c'est ce mot qui constitue le premier terme de l'inscription, car il est évident que λόγος aurait pu donner λογοσταί tout aussi bien que λογισταί, sinon même plus facilement. Le redoublement de γ n'est pas une objection. Il ne faut pas oublier que ces pièces ont été frappées dans une des contrées les plus éloignées de l'Attique. On trouve des irrégularités bien plus grandes sur les espèces de villes beaucoup plus rapprochées. Dans tous les temps et dans tous les lieux, les idiomes locaux ont présenté des différences bien plus sensibles. Les divers dialectes de la Grèce sont là pour l'attester. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner du redoublement du γ.

Ce mot λογοσταί doit être traduit par *comptables, calculateurs, trésoriers*.

Tel est le premier terme de l'inscription.

Que veut dire le second ?

C'est évidemment l'adjectif λιτός, *public*, qui est écrit λιτός dans une infinité de textes anciens.

Longostalètes veut dire littéralement *comptables publics* et ce sens convient parfaitement aux magistrats qui avaient dans leurs attributions la fabrication de la monnaie.

Les autres mots auxquels on aurait pu songer pour expliquer le second terme de l'inscription ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ sont Αλητής qui signifie *homme errant* et Αληθής qui veut dire *vrai, céridique, franc, sincère*.

Αλητης pourrait indiquer à la rigueur que les longostalètes étaient les magistrats des étrangers, des passagers ; mais il faudrait pour cela détourner complètement

ce mot de son véritable sens. Cette étymologie n'est pas acceptable.

La racine *Ληθής*, *franc*, *sincère*, qualifierait mieux les fonctionnaires chargés de manier les deniers publics, d'établir les comptes ou de les vérifier, de dresser ceux des particuliers, de trancher leurs litiges, faisant peut-être en même temps fonctions de receveurs, de trésoriers, et de juges, dirigeant en un mot tout ce qui avait trait au commerce de l'emporium. Cependant il y a un *θ* dans *Ληθής* tandis qu'il y a un *τ* dans *ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ*. Cela ne serait peut-être pas un obstacle insurmontable et à défaut d'autre étymologie on pourrait s'en contenter ; mais l'adjectif *λητός* pour *λητός*, *public*, convient trop bien pour qu'il y ait lieu de chercher mieux.

Enfin comme pour achever de justifier cette étymologie il se trouve que sur les monnaies le mot *longostalète*, qui est toujours inscrit en deux lignes, est *toujours* coupé de la même manière, de manière à laisser un terme dans chaque partie. Il y a toujours *ΛΟΓΓΟΣΤΑ - ΑΛΗΤΩΝ* ; cela rendait le sens du nom composé encore plus évident. *Λητών* est exactement le génitif pluriel de *λητός* et *λογγοςται* est beaucoup plus voisin de la racine *λόγος* que *λογισται*.

En ce qui concerne la suppression de l'*i* final je n'ai pas besoin de faire observer qu'elle est la conséquence de ce fait que le premier terme du mot composé ne se déclinait pas.

Quant à la physionomie du mot *longostalète* elle rappelle parfaitement la dénomination d'une foule d'autres magistrats, par exemple les *Σύγκλητοι*, les *Επίκλητοι*, les *Επιμεληται*, etc., quoique dans toutes ces appellations le second terme ait un sens différent. Malgré cette différence l'analogie des deux mots *Épimélètes* et *Longostalètes* est évidente et cela suffit, quand même il y aurait quelque incertitude sur l'étymologie du second de ces deux mots.

Je dois en effet répéter ce que je disais quand je pro-

posais de lire la légende **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ** sur la pièce sur laquelle M. Rouzaud ne voyait que les lettres **ΗΛΙΚΙ**. Je ne voudrais pas porter préjudice à la nouvelle manière d'expliquer le monnayage des Longostalètes en proposant une explication discutable de cette appellation. Il se peut que le nom ait une autre étymologie ; je ne le crois pourtant pas ; mais il est désormais certain que ce n'est pas un ethnique. Nous nous trouvons bien en présence de la dénomination locale des magistrats qui administraient le port, l'emporium des Elisyques qui s'appelait ou qui fut appelé plus tard *Narbo*.

A quelle époque ce dernier nom fut-il usité ?

Il ne paraît sur aucun texte épigraphique antérieur à l'époque romaine. Mais il est employé par Hécatee de Milet qui vivait au ^{vi}^{me} siècle avant l'ère chrétienne, par Hérodote et par Avienus qui s'appuie sur des auteurs fort anciens. Il est d'ailleurs certain que l'emporium s'appelait Narbonne bien avant la fondation de la colonie.

Le témoignage d'Hécatee lui donnerait une bien haute antiquité. Le nom de Narbo aurait-il été introduit dans le texte de l'historien de Milet par un de ses copistes ?

Ce nom ne daterait-il que de l'arrivée des Volkes ?

C'est possible ; cependant il n'est pas nécessaire de faire cette supposition pour expliquer son absence dans les légendes monétaires.

Narbonne n'avait pas d'importance politique ; c'était une dépendance, en quelque sorte un quartier d'Elisia, comme le Pirée était une dépendance d'Athènes, dont le nom seul figure sur la monnaie.

Et cela explique aussi pourquoi les chefs Volkes n'inscrivirent pas non plus le nom de Narbo, quoiqu'à vrai dire ceci n'ait pas absolument besoin d'être expliqué.

Mais il est un autre fait qui n'était pas très compréhensible et qui se comprend bien mieux dans l'hypothèse où les longostalètes étaient des magistrats.

Nous avons vu dans des travaux précédents que le monnayage de ces longostalètes était contemporain des émissions à noms de chefs sans ethnique, qu'il avait même probablement commencé plus tôt et fini plus tard. Nous avons supposé pour expliquer cela que les Volkes s'étaient établis sur la rive gauche du fleuve, laissant aux indigènes, qui occupaient l'autre côté, une certaine autonomie et tolérant dans tous les cas leur monnayage. Cette tolérance s'explique bien mieux dans le cas où les émissions monétaires n'étaient pas ordonnées par une puissance politique.

Elle se comprendrait même dans le cas où l'atelier de l'emporium aurait été sur la rive gauche, sur le rivage où s'établissaient les nouveaux maîtres ; mais il ne devait pas en être ainsi.

La partie de la côte exactement opposée au lieu où fut établie la Colonie romaine a été habitée dès l'antiquité la plus reculée. Je suis convaincu que c'est de ce côté qu'avaient été les premiers établissements des commerçants qui avaient fréquenté notre littoral ; car à l'origine le lieu où vinrent se fixer les Volkes et où s'éleva plus tard la colonie devait être assez restreint. Malheureusement ce côté est aujourd'hui occupé comme l'autre par une partie de la ville actuelle et il faudrait des fouilles profondes pour confirmer cette supposition. La région située vers la route de Marcorignan a fourni des médailles grecques ou ibériques, mais, même cette région est maintenant à peu près entièrement couverte de constructions. L'hypothèse qu'il y avait là une agglomération est du moins tellement vraisemblable qu'on peut l'admettre sans s'aventurer beaucoup. C'est là où je plaçais les Longostalètes avant de songer à Montlaurès, avant d'hésiter entre Montlaurès et ce lieu. Je crois que c'est toujours là qu'il faut les placer. Et il y aurait une raison de plus pour expliquer pourquoi les monnaies de l'emporium ne portaient pas de nom de lieu.

Le lieu appelé Narbo devait être plus spécialement le quartier de la rive gauche où les Volkes vinrent s'établir.

Il y aurait eu donc presque dès le début trois centres habités : l'oppidum des Élisyques représenté en numismatique par les pièces à l'ethnique **HAIKIΩTAN** ; le port, l'emporium situé sur le même rivage représenté par le monnayage des longostalètes ; enfin le nouveau port situé sur la rive opposée, qui dut sans doute sa fortune à l'ensablement de l'ancien et où les chefs volkes frappèrent monnaie.

Cette hypothèse de deux stations successives est confirmée par les modifications continuelles que subissait notre littoral. Il est clair que six ou sept siècles avant l'ère chrétienne les navigateurs pouvaient aborder en un point de notre côte qui n'était plus abordable au deuxième siècle avant J.-C. Vraisemblablement ils devaient s'approcher le plus possible des peuplades avec lesquelles ils venaient trafiquer. D'où il résulte que le premier port doit bien avoir été sur la rive droite. Voué à une déchéance fatale et rapide, comme tous les autres établissements semblables de cette petite mer intérieure dans laquelle l'Aude se jetait, à mesure qu'il déclinait, Narbo devait s'édifier. La nouvelle ville pouvait être déjà assez importante quand vinrent les Volkes, mais l'administration de l'ensemble des quartiers maritimes, c'est-à-dire le lieu où se réunissaient les longostalètes, devait être au port primitif.

Du reste, je le répète, cette hypothèse n'est nullement nécessaire aujourd'hui pour justifier la tolérance des nouveaux maîtres à l'égard du monnayage de l'emporium.

Ces nouveaux chefs se trouvaient au milieu de populations plus civilisées qu'eux ; ils ne pouvaient songer à toucher à leurs institutions, surtout à leurs institutions économiques qu'ils n'étaient pas en état de changer. Ils ne pensèrent évidemment qu'à en tirer profit, ce qui veut

dire tout simplement que dorénavant les longostalètes payèrent aux chefs Volkes et non aux Élisyques les tributs qu'ils étaient chargés de percevoir. Peut-être d'ailleurs Narbo, la nouvelle ville, ne fut fondée qu'à ce moment-là.

Quelque temps après, les nouveaux maîtres voulurent avoir aussi leur numéraire spécial et cela nous valut les pièces de Caiantolos, de Bituit et de Riganticos, mais l'atelier de l'emporium n'en dut pas moins continuer ses émissions puisque nous voyons apparaître sur les monnaies des longostalètes des noms de chefs tels que *Bokios* ou *Loucotiknos* qui semblent bien être les successeurs de Caiantolos et de Bituit.

Pendant ce temps les Volkes et les Élisyques, c'est-à-dire les Ibères d'Elicia, se fondaient en un seul peuple ou plutôt les derniers venus étaient absorbés par les anciens et la langue ibérique redevenait prédominante. Une inscription ibérienne paraît sur les bronzes des longostalètes à noms de chefs, et des monnaies à légendes également ibériennes ont remplacé les pièces à l'ethnique **HAIKIQTAN**.

Sans doute le taureau a un peu changé d'attitude et la tête de Diane s'est pareillement un peu modifiée. Mais en ce qui concerne cette dernière il y a des empreintes intermédiaires assez voisines du type primitif pour qu'il soit possible de suivre la filiation.

Ainsi ces quatre groupes monétaires s'expliquent bien mieux que lorsqu'il n'y en avait que trois et cette distribution a l'avantage de supprimer ce prétendu peuple des Longostalètes qu'aucun historien n'a jamais mentionné pour le remplacer par celui des Élisyques historiquement connu.

Ceci du reste ne repose plus sur des hypothèses ; la seule conjecture est que les longostalètes étaient des magistrats, mais en faire un peuple était en somme infiniment plus conjectural.

Quant à l'existence d'Elicia et à la présence de son nom sur une monnaie, c'est aujourd'hui un fait d'une évidente réalité.

Elicia était la résidence des chefs, la ville guerrière, l'acropole ; Narbonne était la ville maritime, le port, l'emporium : Athènes et le Pirée, avec cette différence que la cité politique perdit sa prépondérance, qu'elle fut éclipsée par l'autre et oubliée à ce point que les historiens ou les géographes grecs ne connaissaient plus que Narbo à une époque où Elicia était encore loin d'être ruinée.

Est-il bien vrai que tous les auteurs anciens aient ignoré qu'il y avait deux villes ?

Hécatée de Milet dit :

« Νάρβων ἐμπόριον καὶ πόλις (1).

Évidemment la cité politique et le marché pouvaient se confondre pour Hécatée et être au même endroit. Mais comme il se trouve que l'endroit était bien mal choisi pour une ville ayant son acropole, ayant exercé une domination sur une contrée, étant la capitale d'un état plus ou moins grand, et que c'est précisément cela que veut dire πόλις, il s'ensuit que ce mot ne s'applique pas à Narbo qui n'était que l'emporium mais à Elicia, quoiqu'en ait pu penser l'historien de Millet. Narbonne ne fut en même temps ἐμπόριον καὶ πόλις qu'après l'arrivée des Volkes.

D'ailleurs le silence des auteurs anciens en ce qui concerne Elicia ne doit pas nous étonner beaucoup. En dehors des contrées voisines de la Grèce, les géographes grecs ne connaissaient guère que le littoral ; sans doute Elicia n'en était pas bien éloignée, mais c'était *Narbon* qui était à l'embouchure de l'Aude et la plupart des géographes n'allaient pas au delà. Beaucoup d'entre eux ignorent même les noms des fleuves qu'ils désignent souvent par celui de la ville placée à leur entrée. Mais toutes

(1) *Fragm.*, édition Muller. Didot, p. 19.

ces considérations ont aujourd'hui peu d'importance devant l'évidence des faits.

Le prétendu peuple des Longostalètes doit être définitivement rayé de la carte de la Gaule. En revanche celui des Elisyques doit y reprendre la place que la numismatique, il faut bien l'avouer, avait contribué à lui faire perdre dans ces derniers temps. Ses monnaies, d'après ce que nous venons de voir, formeraient quatre groupes, mais ces quatre groupes peuvent à la rigueur se réduire à deux.

L'un comprend les bronzes à la tête de Diane et au taureau cornupète accompagné de la légende **HAIKIΩTAN** contemporains des monnaies analogues de Massalia et les pièces à la tête de Diane plus ou moins dégénérée et au taureau bondissant accompagné d'une inscription celtibérienne (1). Sur quelques-unes de ces pièces un hippocampe remplace le taureau. La légende a été transcrite par **NEDENCN** ou **NERENCN**.

Mais ces monnaies portent quelquefois d'autres inscriptions en même temps que celle-là ou à sa place. Si toutes ces inscriptions indiquent des noms de lieu il faut en conclure qu'il y avait aux alentours de l'oppidum principal dans un rayon plus ou moins grand, d'autres centres habités qui ont participé à ces monnayages. Il n'est même pas prouvé que les pièces à la légende **NERENCN** soient celles d'Elicia. Elles sont cependant très abondantes à Montlaurès, mais comme ce sont les plus communes de toutes ces monnaies on ne peut rien conclure de bien positif de cette abondance qui pourtant semble bien indiquer que c'étaient les espèces du principal oppidum. Ce qu'il y a de certain aujourd'hui c'est que ces monnayages ne se sont pas produits à Narbonne même, au lieu où s'établirent les Volkes et où plus tard s'éleva la Colonie.

(1) Nous verrons plus loin qu'entre ces deux sous-groupes d'autres monnaies ibériques peuvent être intercalées.

L'autre groupe comprend les monnaies émises par l'autorité des longostalètes qui administraient l'emporium et les pièces au type du lion frappées par les chefs Volkes.

Ces dernières sauf les plus récentes portent les noms des chefs suivis du titre de **BACIAEYC**.

Sur certaines monnaies des longostalètes apparaissent aussi des noms qui semblent être également ceux de chefs gaulois.

Le monnayage des longostalètes, serait toujours le plus ancien, et il aurait eu une assez longue durée. Les bronzes au type du lion se placeraient entre les pièces des longostalètes ne portant que le mot **ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ** et celles sur lesquelles on voit en outre un nom de chef et une légende ibérique ; mais cela n'impliquerait pas une interruption dans le monnayage de l'emporium.

En ce qui concerne les dates de ces diverses émissions il n'y a rien de changé à ce que j'ai dit à ce sujet dans mes études précédentes.

La radiation des Longostalètes, des peuples de la Gaule, a pour effet d'ajouter en revanche un nom nouveau à la liste des magistratures de l'ancienne Grèce mentionnées sur les monnaies.

Sans doute ces mentions de magistratures accompagnent les noms de ceux qui les exerçaient, mais, en ce qui concerne les longostalètes, le cas est tout différent. Il s'agit de fonctionnaires qui ne figurent sur les espèces qu'à cause de leur fonction même, et c'était collectivement qu'ils l'exerçaient.

Ils avaient un rôle analogue à celui des triumvirs monétaires, mais leur responsabilité étant collective ils n'avaient pas à paraître individuellement sur la monnaie.

Du reste, si l'on tenait absolument à voir des noms de magistrats sur ces pièces, on aurait toujours la ressource de considérer comme tels ceux de **ΒΩΚΙΟC** et de **ΑΟΥΚΟΤΙΚΝΟC** qui y figurent.

Je crois cependant, comme je l'ai dit, qu'il vaut mieux y voir des noms de chefs.

Si ces noms étaient ceux de magistrats il semble que les monnaies nous en auraient fait connaître plus de deux.

Quant à l'emploi du nominatif on ne saurait s'en étonner. Sans doute les espèces de Caiantolos avaient porté **KAIAANTOΛΟΥ ΒΑΣΙΑ...** Mais sous Bituit le nom était au nominatif et sous Riganticos le titre royal avait en outre disparu ; il est donc tout naturel de trouver le nominatif sans aucun titre sur les pièces des longostalètes.

A un point de vue purement rétrospectif il resterait à faire remarquer que ce prétendu peuple des Longostalètes n'avait été accepté qu'après de grandes hésitations. Quant à moi j'avais admis son existence sans la discuter, mais après les numismates les plus éminents.

J'avais admis le peuple des Longostalètes parce qu'on n'avait jamais donné une explication satisfaisante de ce mot.

On avait proposé d'y trouver deux termes, mais il fallait par exemple traduire *λογος* par lieu et chercher des *Talètes* dans les contrées les plus éloignées de la région où l'on trouve les monnaies en question. Puis *λογος* devenait le nom d'un magistrat nommé Longus, et alors il fallait supposer que ce nom s'était immobilisé sur les espèces d'un peuple qu'on plaçait encore beaucoup trop loin de Narbonne. Dans cette dernière hypothèse on ne tenait aucun compte de l'âge réel de ces pièces, et dans aucune des deux l'inscription n'était coupée comme elle l'est réellement sur les monnaies. La nouvelle interprétation satisfait à toutes les conditions requises.

Comme je le disais en proposant la lecture **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ**, je n'oserais pas insister sur l'importance de cette interprétation si j'en étais le véritable auteur, mais l'idée que les longostalètes étaient des magistrats m'a été sug-

gérée par M. Rouzaud. Je me suis borné à étudier l'étymologie du mot et encore dois-je dire que M. Rouzaud avait dès le début proposé d'y voir la même racine que dans le mot λογισταί.

Longostalètes veut dire *trésorier, comptable public* ; il ne peut pas y avoir là un jeu de mots et une simple coïncidence ; le hasard ne fait pas de ces choses-là. Ce sens convient trop bien aux magistrats sous l'autorité desquels les espèces étaient fabriquées. Les fonctionnaires chargés de percevoir les diverses contributions étaient tout indiqués pour faire convertir une partie des métaux qu'ils recevaient, en monnaie d'appoint.

On ne saurait trouver qu'un point un peu faible, un seul, dans l'explication du mot longostalète ; c'est le redoublement du γ. J'ai dit que ce n'était pas un obstacle, mais on pourrait se montrer plus sceptique... ou plus philologue que moi et persister à voir un ethnique dans ce mot. La numismatique gauloise nous offre d'autres exemples de peuples qui n'ont été mentionnés ni par les géographes, ni par les historiens anciens. Je dois faire observer que si les longostalètes redevenaient une peuplade des alentours de Narbonne, cela ne changerait rien à la répartition de nos divers monnayages, puisqu'en somme la suppression de ce peuple n'y avait rien changé.

J'avais de tout temps considéré Montlaurès comme ayant été habité dans l'antiquité par une population importante, mais je n'en faisais pas la ville des Longostalètes. J'y voyais plutôt une des localités ayant émis des bronzes purement ibériens. Je ne plaçais pas non plus les Longostalètes à Narbonne même que je considérais comme le lieu d'émission des pièces à noms de chefs. C'est précisément de l'autre côté de l'Aude, à l'endroit même où je place maintenant l'emporium d'Elicia que je les mettais. Et je faisais d'ailleurs de leur cité, dans mes premiers travaux comme aujourd'hui, une ville grecque, un port, un emporium.

Quel que soit le sens du mot inscrit sur les monnaies au type du trépied, c'est donc toujours là qu'elles ont été frappées. Ce que je n'ai jamais cessé de dire et ce que je ne cesse pas de soutenir, c'est que ces pièces nous appartiennent comme les deux autres groupes monétaires.

Dans leurs *Additions à la numismatique du Roussillon* (1), MM. le Docteur Joseph Massot, Laurent Durand et Joseph Puig, déclarent que depuis les travaux de Colson aucune monnaie des Longostalètes n'a été trouvée sur le sol des Pyrénées-Orientales.

Il faut donc se résoudre à expliquer nos trois monnayages.

L'adjonction d'un quatrième ne complique pas la question puisqu'il s'est positivement produit au lieu où je plaçais un atelier ibérique dont le monnayage est postérieur.

Il ne resterait donc qu'à expliquer l'existence de deux peuples si voisins.

Mais il n'y a là qu'une invraisemblance apparente. En général, comme avait l'occasion de le remarquer récemment M. Rouzaud, l'ethnique, dans les inscriptions monétaires, ne signifie pas *monnaie de tel peuple* mais *monnaie des habitants de telle localité*. Il y avait, sur la rive droite de l'Aude, deux agglomérations distinctes dans chacune desquelles se trouvait un atelier ; les espèces qu'on y frappait nous font connaître les noms de ces deux agglomérations et pas autre chose. Ces deux localités pouvaient parfaitement dépendre l'une de l'autre, ne constituer politiquement qu'une même cité. Les deux noms de lieux n'impliquent en aucune façon ni une diversité de race à l'époque du monnayage, ni même, à l'origine, l'existence de deux peuplades primitives. La ville des Longostalètes était toujours la cité grecque, le quartier des étrangers, la

(1) *Congrès Archéologique de France*, LXXIII^{me} session tenue à Carcassonne et Perpignan en 1906, p. 572.

ville maritime, le port, l'emporium indépendant peut-être, mais peut-être aussi rattaché à Elicia par un lien plus ou moins étroit. Elicia était la ville indigène plus ancienne que l'emporium et malgré cela nous verrons que son nom est grec. Or la physionomie du mot **ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ** est parfaitement grecque et le rejet de l'étymologie proposée n'implique pas l'impossibilité d'en trouver une autre.

Tout cela achèverait de démontrer, si c'était nécessaire, que la coexistence des Élisyques et des Longostalètes n'a rien d'in vraisemblable, puisqu'il ne s'agit plus de deux peuplades distinctes, mais de deux villes probablement baptisées par les Grecs et plus probablement encore unies dans les deux hypothèses par le même lien.

Quant à moi je persiste à croire que le redoublement du Γ n'est pas un obstacle et qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

Je ne rétracte rien de ce que j'ai proposé. La question numismatique étant résolue par les provenances, je veux simplement montrer qu'effectivement elle est indépendante de la solution de ce petit problème d'histoire ou de philologie.

L'ÂGE DES MONNAIES IBÉRIQUES DE LA NARBONNAISE.

On assignait jadis aux monnaies ibériques de la Narbonnaise une date beaucoup trop ancienne. L'âge des pièces analogues de la Péninsule ne laisse aucun doute sur l'époque à laquelle les bronzes narbonnais ont été frappés. Du reste, à défaut d'autres considérations, les pièces à la légende **ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ** démontreraient péremptoirement que sur les monnaies l'alphabet grec a précédé les caractères celtibériens. Les bronzes les plus anciens ne portent que l'inscription grecque ; la légende

ibérique n'apparaît que sur les plus récents. Que la langue des Ibères ait été usitée dans la région de Narbonne, à une époque très reculée, cela n'est pas douteux. Mais à cette époque le monnayage n'avait pas encore commencé dans la région. Les émissions monétaires y ont débuté par des imitations de types grecs sur lesquelles on employait la langue des pays qui fournissaient les modèles et aussi les graveurs. Tout cela est aujourd'hui démontré.

Heiss considérait les monnaies au type du taureau comme imitées de pièces massaliotes frappées peu de temps avant le soulèvement général de la Narbonnaise contre le Sénat de Rome, ce qui lui faisait admettre que ces monnaies avaient été elles-mêmes émises à l'époque de ce soulèvement. D'après lui les Ibères de Narbonne, qui avaient embrassé le parti de Sertorius, auraient alors recommencé la fabrication d'espèces nationales. Ces émissions, momentanément interrompues par la victoire de Pompée, auraient été reprises vers l'an 49 après la prise de Marseille par César, pour ne cesser que sous le règne d'Auguste (1).

Tout en considérant les bronzes celtibériens de Narbonne comme parfaitement contemporains de l'occupation romaine, je n'osais pas admettre que leur émission avait pu se prolonger jusqu'aux premières années de notre ère. Je supposais que les Romains avaient trouvé, dans le pays, des ateliers monétaires fonctionnant et fabriquant de la monnaie d'appoint, dont la Colonie ne pouvait pas se passer, et que la métropole n'était pas en état de lui fournir du jour au lendemain, et que, soit pour des raisons politiques, soit par suite de considérations économiques, ils avaient cru devoir tolérer ces monnayages pendant un certain temps.

(1) HEISS, *Description générale des monnaies antiques de l'Espagne*, p. 437.

L'étude des types démontre que Heiss ne s'était pas trompé. Mais les bronzes ibériques narbonnais ne sont pas imités des espèces massaliotes comme il le pensait, ou du moins, si le numéraire marseillais a exercé une influence sur nos monnayages celtibériens, ce n'est qu'indirectement ; nos monnaies celtibériennes ont eu d'autres modèles.

Il est impossible d'examiner le denier de L. Thorius Balbus sans être frappé de la ressemblance qu'il y a entre le taureau du revers et celui des monnaies ibériques.

Sur les espèces de Marseille l'animal n'est pas du tout dans la même attitude ; or dans l'art monétaire nos populations n'ont rien inventé ; elles se sont approprié des types qu'elles ont plus ou moins fidèlement rendus, mais elles n'ont rien créé. Dans quel but d'ailleurs auraient-elles modifié le taureau cornupète ? Et quand même elles auraient eu la pensée de changer son allure, elles n'auraient pas risqué cette transformation si elles n'avaient pas eu un taureau bondissant sous les yeux. Ce taureau c'était celui dont L. Thorius avait fait son blason, ses armes parlantes. Il y a même à ce sujet une remarque importante à faire.

Le denier de la *gens Thoria* nous offre deux variétés de styles très différents (1). L'une d'elles est de frappe souvent très barbare ; la tête de Junon Sospita offre un profil d'une grande rudesse rappelant incontestablement les effigies des monnaies gauloises ou celtibériennes. Je possède une pièce trouvée dans la localité qui est dans ce cas et dont les lettres du mot **BALBUS** présentent la plus grande confusion.

Que faut-il conclure de cela ? Que les Ibères ont contrefait le denier de L. Thorius ou que L. Thorius, qui prit part à la guerre d'Espagne contre Sertorius, a fait mon-

(1) BABELON, *Monnaies de la République romaine*, t. II p. 488.

nayer dans la Narbonnaise ou dans la Péninsule et qu'il y a naturellement repris le type qu'il avait employé quand il était triumvir monétaire ?

Cela paraîtra invraisemblable. Ce qu'il y a de certain c'est qu'à l'époque où L. Thorius combattait en Espagne contre Sertorius, sous les ordres de Metellus, son denier était excessivement répandu dans la Narbonnaise. Cela est attesté par les trouvailles. Du reste cette pièce est excessivement commune partout et quand même elle ne serait pas plus commune à Narbonne que partout ailleurs il n'en serait pas moins vrai que les Ibères l'avaient sous les yeux et qu'ils pouvaient la copier. Elle existe avec toutes les lettres de l'alphabet dans le champ ce qui prouve les innombrables émissions dont elle a été l'objet et elle existe *surtout* en deux styles très différents, dont l'un très barbare, ce qui est très significatif.

Quant à la raison pour laquelle ce denier aurait servi de modèle plutôt que tout autre il est facile de la trouver.

Les Ibères étaient en possession du type du taureau, qui avait été employé à Elicia. A l'origine il avait été adopté uniquement parce qu'il figurait sur le prototype marseillais ou sicilien, mais il avait pu devenir une sorte d'emblème national pour la peuplade de Narbonne ; il ne s'agissait que de le mettre en harmonie avec les types monétaires les plus répandus dans le pays, car le numéraire romain avait maintenant supplanté les espèces de la Sicile ou de Massalia.

Comment expliquerait-on d'ailleurs ce changement dans l'attitude du taureau, sinon par l'arrivée dans la région d'un modèle nouveau ?

Ce modèle ne peut être que le denier de L. Thorius. La numismatique celtibérienne ne nous offre aucune empreinte qui puisse avoir inspiré le taureau bondissant de la Narbonnaise et ce dernier offre une ressemblance frappante avec celui de L. Thorius. On sait en outre que

de nombreuses monnaies ibériques sont imitées de deniers romains.

Ce L. Thorius Balbus paraît avoir été triumvir monétaire avec M. Serveilius C. F. c'est-à-dire vers 94 avant J.-C. (1) Heiss, qui donne le denier de la *gens Thoria* aux monnaies romaines relatives à l'Espagne, dit que cette pièce a été frappée de 108 à 104 (2). On connaît deux personnages ayant porté les noms de Thorius Balbus ; il s'agit évidemment du second. Le denier ne peut pas être antérieur à 94 et en 79 L. Thorius était battu et tué en Espagne par Hirtuleius.

Voilà l'époque où les Ibères de Narbonne ont émis leur première monnaie à la légende **NEDENCN** très approximativement connue.

Une autre circonstance va fixer la date d'une nouvelle émission.

On sait que les bronzes ibériens en question offrent deux têtes assez différentes, l'une se rapprochant encore assez de la Diane de Marseille, l'autre étant celle d'une femme voilée dans laquelle on avait cru reconnaître Livie. Celle-ci est la plus récente.

Pourquoi ce changement ?

De même que la monnaie romaine avait amené la modification du revers, de même le droit fut influencé à son tour par un denier romain dont l'empreinte devait être chère aux Ibères narbonnais.

Vers 74 avant J.-C., A. Postumius Albinus frappait une pièce sur laquelle une tête de femme voilée, derrière laquelle on lit **HISPAN**, personnifiait l'Espagne en souvenir de ce qu'un membre de sa famille avait eu le gouvernement de cette province. La tête des bronzes ibériques des dernières émissions, abstraction faite de la barbarie

(1) Cf. BABELON, t. II, p. 488.

(2) HEISS, p. 444.

du style, ressemble étonnamment à la femme voilée de Postumius.

N'est-il pas tout naturel que les populations de la Narbonnaise, faisant encore des rêves d'indépendance et ayant sous les yeux une figure qui pouvait symboliser leurs aspirations, aient adopté cette image en remplacement de la Diane de Marseille dont l'imitation n'avait plus pour eux aucune utilité ?

Ce denier à la légende **HISPAN** se rencontre également dans nos collections locales et, par une coïncidence que la chronologie explique d'ailleurs, Heiss le donne à côté de celui de L. Thorius Balbus (1).

Ainsi Heiss aurait raison ; les monnaies ibériques de la Narbonnaise auraient été frappées au moment du soulèvement de la province, à l'époque de Sertorius ; les types monétaires sont là pour l'attester. Je ne crois pas cependant qu'il faille voir dans le soulèvement la cause et l'origine des émissions celtibériennes de Narbonne. Il se peut que les monnayages indigènes aient pris alors une plus grande extension, que les ateliers se soient multipliés, mais en réalité ces monnayages n'avaient jamais cessé.

Je crois d'autant moins pouvoir placer l'origine des monnayages ibériques de la Narbonnaise à l'époque de Sertorius, que tous les types employés par les Ibères narbonnais ne sont pas empruntés à la numismatique romaine ; l'hippocampe est dans ce cas et la tête qui l'accompagne habituellement est de bon style et procède directement de l'art grec.

Du reste, comme en définitive le monnayage purement celtibérien semble avoir remplacé les émissions grecques d'Elicia, on ne peut pas dire que les monnaies ibériques de la Narbonnaise ont eu pour prototypes des deniers romains, mais la monnaie romaine a très sensiblement

(1) Cf. BABELON, p. 381 ; HEISS, p. 445, pl. LXVI, n° 11.

influencé nos monnayages celtibériens. Sous ces réserves, le prototype de la pièce au taureau reste toujours le taureau cornupète d'Elicia, de Marseille et de Tauromenium.

LE MONNAYAGE IBÉRIQUE D'ELICIA.

La pièce ibérique au taureau sur laquelle on lit ordinairement **NEDENC** ou **NERENC** en caractères celtibériens a-t-elle succédé réellement à la monnaie grecque à la légende **ΗΛΙΚΙ** ou **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ** et doit-elle être donnée aux Ibères d'Elicia ?

Dans son inscription ibérique il n'y a rien qui rappelle le nom de la vieille cité.

Nul coin de terre n'a été plus peuplé que ce delta de l'Aude dans l'antiquité ; tout autour des étangs qui le formaient ou dans les îles qui parsemaient ces étangs les centres habités étaient nombreux ; il semble plutôt qu'il s'agit de quelque autre agglomération importante, distincte de l'oppidum principal.

Serait-ce réellement Narbo comme le pensaient Boudard et Heiss ?

Serait-ce quelque autre point du littoral ? Il y a une île dont le nom moderne présente quelque analogie avec la légende habituelle de ces pièces, telle du moins que la transcrivait Boudard. Mais ceci a besoin d'être examiné de plus près.

Dans le cas où l'on estimerait que les pièces dites des *Nédènes* ne peuvent pas être données à Elicia, il resterait à rechercher quelles espèces ibériques la cité des Élisyques peut revendiquer, car cet oppidum devait être le plus important de la région et il est évident qu'il a participé aux monnayages celtibériens.

Il y a quelques années, j'avais proposé de doter Montlaurès de monnaies jadis attribuées à Nîmes, sur lesquel-

les je lisais ΑΙΙΥ inscription qui aurait pu à la rigueur rappeler le nom de *Liguria* donné dans l'antiquité romaine à ce territoire (1) mais je ne proposais cette attribution que sous les plus grandes réserves, voulant plutôt, comme je le disais, montrer l'élasticité des légendes celtibériennes que faire une véritable identification. Je concluais que les monnaies ibériques attribuées à Nîmes devaient être restituées à la région de Narbonne et que c'était tout ce que l'on pouvait affirmer. Quelques-unes de ces pièces offrent d'ailleurs des types qui ne sont pas narbonnais et pourraient par conséquent avoir été frappées de l'autre côté des Pyrénées. Du reste à cette époque M. Rouzaud n'avait pas encore proposé d'identifier Montlaurés avec Elicia.

Le nom grec de l'oppidum étant maintenant connu nous avons une indication que nous n'avions pas alors.

Nous en avons une autre, le type usité pendant la période grecque.

Si nous trouvions une monnaie ibérique offrant un nom présentant quelque analogie avec celui d'Elicia et un type qui parût dérivé du taureau cornupète, ne fût-il pas semblable au taureau bondissant des pièces des Nédènes, il n'y aurait pas à hésiter, nous aurions retrouvé la monnaie frappée par les Élisyques au déclin de la civilisation hellénique, quand l'élément ibère fut redevenu prépondérant dans le pays.

Cette pièce existe.

Sous la dénomination de monnaies incertaines du Nord-Est de l'Espagne, Heiss en décrit au moins douze variétés (2).

Ces pièces en argent offrent une tête à droite et au

(1) *Bulletin de la Comm. arch. de Narbonne*, 1905, t. VIII, p. 315, *Les monnaies ibériques attribuées à Nîmes*.

(2) P. 288 et Pl. XL, *Arshe* ? nos 1 à 12.

revers le taureau cornupète massaliote ; quelques-unes présentent le taureau à face humaine, également marseillais ; toutes ont des types usités à Massalia.

Heiss fait observer que quelques-uns de ces types démontrent que ces monnaies ont été émises sur le littoral. Du reste elles sont introuvables dans le Centre, le Sud et l'Ouest de l'Espagne ; tous les exemplaires connus ont été recueillis sur les bords de la Méditerranée entre l'embouchure de l'Ebre et celle du Rhône ; et Heiss conclut en disant qu'il ne serait pas impossible que ces pièces eussent été frappées dans ces parages par une ville maritime dont le nom ne nous serait pas parvenu.

La conclusion de Heiss était une véritable prophétie que les découvertes de Montlaurés viennent justifier.

Elicia était bien placée à l'endroit indiqué par Heiss. Il est clair en effet que quoique les trouvailles permettent d'arriver jusqu'au Rhône, la légende ibérique ne le permet pas. On ne pourrait guère dépasser Agde ou Béziers. Et quant au type nous retrouvons précisément sur ces monnaies l'empreinte usitée à Elicia pendant le monnayage grec.

L'inscription ibérienne confirme-t-elle l'attribution à Elicia ?

Elle se transcrit par ARSA, ARSHA, ARSE ou ARSHE ou du moins elle donne toujours ce radical.

Dans la Bible, Elicia est appelée *Elisha* (1). Elisha = Elsha = Alsha. Il n'y a donc qu'à remplacer un L par un R pour rendre l'identification évidente. Mais les labiales L, M, N, R permutent constamment. En ce qui concerne l'L et l'N les exemples en sont innombrables.

Le changement de l'L en R est peut-être moins fréquent, mais il n'est pas moins admissible. *Pilus* a donné *perruque* et *Peluquero* (Italien) = *Perruquier*.

(1) Cf. ROUZAUD, *Bulletin de la Comm. arch. de Narb.*, t. IX, p. 481 et Ch. BRUSTON, *Les colonies grecques dans l'Ancien Testament*, Paris, 1906.

Si l'on admet ce changement le nom d'Elicia se trouve dans l'inscription en question. Et cela a pour résultat de donner une patrie à des pièces que Heiss, dans sa haute compétence, avait déclaré ne pouvoir être revendiquées par aucune localité de l'Espagne, et de les attribuer à une région indiquée d'avance par Heiss comme devant être leur pays. Et cela a en outre l'avantage de doter de monnaies ibériques une importante cité, qui a certainement participé aux émissions celtibériennes et qui n'était encore représentée que par un monnayage grec, et de lui donner des pièces exactement telles qu'on pouvait à priori les concevoir.

Beaucoup d'identifications de légendes ibériques n'ont pas de fondements plus solides et sont cependant couramment et avec raison acceptées. Les appellations celtibériennes n'ont pas toujours été transcrites bien fidèlement en grec ou en latin. Les inscriptions ibériques n'ont souvent été rapprochées des légendes grecques ou latines que grâce à l'analogie des types monétaires. Mais ici nous ne nous trouvons pas en présence de simples analogies ; le revers de quelques-unes des pièces en question est absolument identique à celui de la monnaie sur laquelle on lit **HAIKIΩTAN**.

Sans doute cette similitude, si parfaite qu'elle soit, ne peut pas conduire à la certitude ; elle n'en établit pas moins une très forte présomption en faveur du rapprochement des inscriptions.

Il resterait encore à discuter si la seconde lettre de la légende celtibérienne est bien un **R**. Tous les auteurs ne sont pas d'accord sur la valeur de ce caractère.

La transcription des lettres triangulaires n'est pas toujours absolument certaine ; celle-ci ne serait-elle pas un **Λ** qui ne diffère généralement du **D**, du **B**, de l'**R** et de l'**A** celtibériens qu'en ce qu'il n'est formé que de deux traits. Existe-t-il des **Λ** fermés comme les **Δ**, les **B**, les **R** et les

A ? Sauley en admettait un. Voilà encore une question qu'il faudrait examiner. La réponse serait peut-être négative. Mais en revanche il est parfaitement admissible que les Grecs aient modifié la prononciation d'un R et en aient fait un A ou plutôt que les Ibères aient traduit un A par un R et aient appelé **ARISIA** ou **ARSHA**, l'**HAIKIA** fondée par Hercule dont Diodore de Sicile a lui-même fait **ΑΛΗΣΙΑ**. Il n'en faut pas plus pour identifier les deux inscriptions.

Mais voici une complication.

La légende **ARSE** paraît sur certaines monnaies de Sagonte. Que faut-il en conclure ? Faut-il croire que le mot **ARSE** était aussi l'appellation ibérienne de Sagonte ou qu'il y a là une alliance entre deux cités distinctes. Et dans ce cas l'éloignement permettrait-il de songer à Elicia ? Dans tous les cas Heiss n'admettait pas que Sagonte ait pu s'appeler **ARSE** ; il n'y a aucune espèce d'analogie entre les deux mots ; et il se gardait bien de donner à Sagonte les deniers qui ne portent que la légende **ARSE** ou **ARSHA** qu'il considérait, nous l'avons vu, comme ayant été frappés plutôt sur notre littoral.

Au sujet des pièces bilingues sur lesquelles paraît l'inscription ibérique **ARSE** il proposait de ce mot une assez singulière explication.

ARSE ou **ARSH** aurait été la transcription du mot latin **ARX** et aurait désigné la citadelle de Sagonte où aurait été l'atelier monétaire.

Si cette interprétation est admissible ce mot **ARSH** peut se trouver sur une infinité de monnaies.

En ce qui concerne Elicia nous n'aurions plus à chercher à identifier les deux inscriptions ; le rapprochement des monnaies ne serait plus commandé que par les types.

Elicia était l'acropole d'une importante cité dont Narbonne était l'emporium. Nous avons vu que l'emporium avait des monnaies de bronze spéciales frappées par des

magistrats appelés *longostalètes* ou comptables publics ; la ville politique où se trouvait la citadelle, l'atelier monétaire des chefs, le trésor, aurait inscrit ce nom d'ARX par opposition à l'inscription ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ pour exprimer sa domination, sa suprématie.

Les longostalètes inscrivaient le nom de leur magistrature en grec parce que leur monnaie d'appoint était surtout destinée aux relations avec les étrangers ; les Élisyques avaient aussi employé le grec, mais au déclin de la civilisation hellénique ils pouvaient bien avoir transcrit un mot latin dans la langue du pays qui faisait d'ailleurs son apparition sur les monnaies de l'emporium.

Tout cela est assez ingénieux, peut-être même un peu trop. Aussi j'avoue que j'aimerais mieux voir dans ARSHA l'Elisha des livres sacrés des Hébreux.

Mais alors faut-il revenir à l'alliance avec Sagonte ?

Les types monétaires la consacraient avec Marseille. Sagonte pouvait avoir un intérêt à la consacrer par une inscription. Et puis l'explication donnée par Heiss peut être vraie pour Sagonte et le mot ARSE, qui figure sur les espèces de cette localité, n'avoir aucun rapport avec le nom d'Elicia. Il pourrait n'y avoir là qu'une coïncidence fortuite. Dans tous les cas les monnaies qu'Elicia peut revendiquer n'ont aucune ressemblance avec les pièces bilingues sur lesquelles le mot ARSE paraît.

Les monnaies que je voudrais attribuer à Elicia n'ont pour ainsi dire rien de celtibérien que leur légende ; elles sont toutes marseillaises ; indépendamment du taureau cornupète elles présentent d'autres empreintes, mais rien que des types marseillais.

Devant l'incertitude des inscriptions celtibériennes n'est-il pas plus sûr de classer les monnaies d'après leurs types et leurs provenances. Or nous savons positivement qu'Elicia avait employé les empreintes que nous trouvons sur ces pièces et nous savons aussi que ce n'est pas dans

l'intérieur de l'Espagne qu'on recueille ces monnaies. Tout cela sans doute n'est pas absolument probant ; c'est du moins bien tentant.

Nous sommes en présence de pièces que leurs inscriptions et leurs provenances, doivent nous faire considérer comme frappées sur la limite des monnayages celtibériens et qui par leurs types rentrent dans la sphère d'influence de Marseille ; la région de Narbonne peut-elle être plus clairement indiquée ?

La transcription de la légende ibérique n'est pas un obstacle ; elle peut parfaitement donner le nom primitif d'Elicia. Mais la présence de ce nom sur les monnaies de Sagonte est peut-être plus difficile à expliquer. Elle pose un problème que la numismatique ne peut résoudre, celui des relations entre Sagonte et Elicia.

Il serait d'autant plus permis de voir le nom d'Elicia sur les monnaies de Sagonte que ces dernières présentent aussi d'autres noms ibériques ; on lit notamment sur certaines une légende qu'on peut transcrire par AIBVS et traduire par *Ebusus*. Si l'on admet qu'à Sagonte on inscrivait sur la monnaie d'appoint les noms des grandes cités avec lesquelles on était en relations commerciales il est tout naturel d'y trouver surtout celui de l'important marché d'Elicia - Narbo. On remarquera en effet que ce ne sont pas les espèces des Élisyques qui portent le nom de Sagonte, mais celles de Sagonte qui portent celui d'Elicia. Il ne s'agit donc pas d'une alliance politique tout à fait invraisemblable à l'époque romaine, même au moment du soulèvement de la Gaule et de la lutte de Rome contre Sertorius, mais d'une union monétaire exclusivement commerciale. Et cette union était très antérieure à l'époque où la Narbonnaise émettait ses monnaies celtibériennes ; les espèces de Sagonte portant le nom d'Elicia peuvent être plus anciennes que les pièces des Élisyques où l'on lit simplement ARSHA ou ARSH.

En définitive les monnaies ne feraient que nous confirmer des faits que nous savions positivement. Narbonne était en relations constantes avec Sagonte et avec Marseille ; ses relations avec Marseille sont attestées par ses types et son système monétaires ; avec Sagonte elles le seraient par les inscriptions des monnaies. Cela est si vrai que quand même il serait démontré que la légende **ARSHA** ne peut pas contenir le nom primitif d'Elicia et que l'hypothèse où cette inscription ibérique signifie **ARX** *citadelle*, doit être également écartée je n'en persisterais pas moins à donner à Elicia ces pièces aux types marseillais que Heiss avait raison de refuser à Sagonte et qui appartiennent positivement à notre littoral. Nous aurions là une légende celtibérienne inexpiquée de plus, mais il y en a tant d'autres.

Ce mot **ARSE** n'a aucun rapport avec le nom de Sagonte et il paraît bien cependant sur des monnaies qu'il est impossible de refuser à cette localité. Il en serait de même à Elicia. Ce mot serait-il une indication de valeur, aurait-il un sens monétaire quelconque, indiquerait-il que les espèces qui le portaient pouvaient circuler dans certains pays constituant une union ?

Il paraît encore en effet sur des pièces d'argent et de bronze d'une autre localité indéterminée de la Tarraconnaise. Heiss décrit huit de ces monnaies (1) ; elles portent toutes une tête virile à droite et au revers un cavalier. Ce type ne peut pas convenir à la Narbonnaise ni à Sagonte, mais il appartient parfaitement à la province à laquelle le donne Heiss. Les monnaies de la Tarraconnaise étaient très répandues dans notre région ; il pourrait s'agir de quelque autre ville importante de la province de Tarracone avec laquelle Narbonne aurait été en relations. Ces pièces ne contredisent donc pas l'hypothèse où **ARSH** serait la marque d'une convention monétaire.

(1) PP. 248 et 249, pl. xxxii.

Nous aurions là trois villes considérables du même littoral qui pour faciliter leurs échanges auraient indiqué leur union sur quelques-unes de leurs monnaies par une inscription ibérique qui ne désignerait aucune des trois localités, qui ne serait pas un nom propre mais un nom commun. Il est cependant plus tentant d'y voir celui d'Elicia qui n'en marquerait pas moins l'alliance commerciale.

Ainsi pour expliquer cette légende nous nous trouvons en présence de trois hypothèses.

Dans la première **ARSHA**, **ARSA** ou **ARSH** est une localisation qui signifie Elicia. Il va sans dire que ce nom n'est pas ainsi inscrit au nominatif sur les monnaies que je propose d'attribuer aux Élisyques. Comme on le verra plus loin la légende a presque toujours plus de quatre lettres ; il y a une terminaison dont je n'ai pas à m'occuper ici. Je n'ai à discuter en ce moment que le radical.

On sait que dans les inscriptions ibériques les voyelles sont souvent supprimées surtout les **I** ; **ARSHA** = **ARISHA** ou **ARISIA** ; et **ARISIA** = **ALISIA** qui est la même chose qu'Elicia. Il suffit en effet pour identifier **ARISIA** et **ALISIA** d'admettre le changement de l'**L** en **R** deux consonnes qui permutent fréquemment. C'est ainsi que l'île que Festus Avienus appelle *Blasco* se nomme aujourd'hui *Brescou* ; *Columna* est devenu *Coruña*, *La Corogne*, etc. Dans les noms communs les exemples seraient innombrables, sans compter que j'ai admis la transcription de Heiss pour ne pas discuter une chose généralement acceptée, alors que j'aurais pu faire des réserves au sujet de cette lettre **R** qui sur quelques exemplaires a une forme dans laquelle Saulcy voyait un **A**. Saulcy en effet admettait un **A** formé de trois traits, le jambage de gauche très court, le troisième trait partant de l'extrémité de ce jambage et tombant perpendiculairement sur celui de droite à peu près au milieu.

La forme **ALISIA** nous rapprocherait énormément de

l'Ἀλγεια du mythe d'Hercule dont M. H. d'Arbois de Jubainville avait évoqué le souvenir.

Si M. Rouzaud en effet a proposé, le premier, d'identifier Elicia avec les ruines de Montlaurès, M. d'Arbois de Jubainville avait depuis longtemps restitué aux alentours de Narbonne le peuple des Élisyques. A ce sujet il avait parlé de l'Ἠλύσιον πῆδον d'Homère et de l'Ἀλγεια dont il est question dans Diodore de Sicile à propos d'Hercule. Il n'est pas permis d'hésiter en ce qui concerne l'identification avec cette Alésia.

Diodore de Sicile a beau dire que c'est l'Alésia conquise par César ; contemporain du maître de la Victoire et d'Octave, comme le dit M. d'Arbois de Jubainville, il a cru leur devoir cette flatterie, mais ni Alise en Bourgogne, ni Alaise en Franche-Comté, ni aucune des localités qu'on pourrait tenter d'identifier avec la citadelle défendue par Vercingétorix n'est sur la route d'Espagne en Italie sur la via Heraclea et ne peut avoir eu Hercule pour fondateur. Il s'agit évidemment de notre Elicia.

Quant à l'Ἠλύσιον πῆδον d'Homère, ce pays situé aux extrémités de la terre, « cette contrée charmante, sans neige, sans longs hivers, sans orages, » où l'Océan « envoie le zéphir pour rafraîchir les hommes, » on pourrait se demander si le climat du littoral de l'Aude justifie suffisamment cette description. Il semble que les Champs-Élysées seraient mieux placés sur d'autres rivages.

Avienus dit bien que le royaume des Élisyques était très grand. Faut-il entendre par là que ce peuple étendait sa domination au delà des Pyrénées ou sur des îles lointaines. Mais même dans ce cas on n'aurait pas désigné par son nom une contrée si éloignée d'Elicia.

Tout bien considéré, notre littoral jouit d'un climat tempéré ; les hivers y sont rarement rigoureux sans que les étés y soient aussi brûlants que sur les côtes d'Espagne. Nos longues périodes de sécheresse compensées par

fois par de véritables déluges sont la conséquence du déboisement ; il n'en devait pas être ainsi dans l'antiquité ; les pluies sans être trop abondantes devaient être plus uniformément réparties ; mais le vent d'Ouest ou du Nord-Ouest le terrible *cers* que les Romains subissaient comme nous ne s'identifie pas très bien au premier abord, avec ce zéphir envoyé par l'Océan pour rafraîchir le pays. Cependant c'est en somme un vent froid et sec qui contribue puissamment à rendre les chaleurs supportables et à tempérer la contrée. En outre les Grecs ne devaient fréquenter notre littoral qu'à la belle saison et comme il y a toujours de l'exagération dans la réputation des pays lointains, celle du nôtre pouvait être excellente sans être entièrement méritée.

Aux autres points de vue l'identification ne présente pas de difficultés. Strabon place en Ibérie, l'Ἠλύσιον πεδῖον d'Homère, or la région habitée par les Élisyques avait d'abord fait partie de Ibérie.

Les Champs-Élysées étaient à l'extrémité occidentale de l'univers mais en deçà de l'océan. Aucune contrée ne répond mieux que la nôtre à cette condition expresse ; le pays des Élisyques était bien au bout du monde connu des anciens, à l'extrême occident et l'on savait que l'océan était au delà. Cependant quoique les Champs-Élysées fussent à l'extrémité de la terre ils n'étaient pas excessivement loin de la Grèce ; les placer sur notre littoral n'est pas les éloigner beaucoup et il était aussi facile à Rhadamante de se rendre en Eubée sur un bateau phénicien, de Narbo que de tout autre port du littoral ibérien.

Ainsi les Champs-Élysées auraient été dans l'Aude ou dans les environs comme le disait M. d'Arbois de Jubainville dans la note parue en 1874 (1).

Dans tous les cas la fondation d'Elisia par Hercule serait un titre de noblesse suffisant.

(1) *Revue Archéologique*, t. xxviii. p. 236.

Maintenant que l'attention est attirée là dessus il serait intéressant d'examiner s'il n'y a pas eu une persistance particulière du culte d'Hercule dans notre pays.

Tout récemment une statue d'Hercule qui est maintenant au Musée de Narbonne était découverte sur les bords de l'étang de Bages en un endroit voisin de l'entrée de l'ancien port. Enfin le type habituel des monnaies des chefs Caiantolos, Bituit et Riganticos est la tête d'Hercule accompagnée de la massue. Sans doute il n'y a là que l'imitation d'un prototype sicilien, mais il y avait d'autres empreintes à imiter, pourquoi a-t-on choisi celle-là ? Il n'y a là probablement que des coïncidences ; il serait curieux d'en trouver d'autres. Mais l'identification de l'Alésia d'Hercule et d'Elicia ne dépend pas de ces constatations. L'Alésia d'Hercule ne peut être que notre Elicia et nous avons vu pareillement que c'est aussi chez nous que l'érudition moderne place l'Elisha de la Genèse. La Bible et la mythologie sont d'accord.

Comme Elicia fut le berceau de Narbonne, qui au début n'était qu'une dépendance, un quartier de la cité des Élisyques, Narbonne devient la plus ancienne ville de la Gaule ; elle peut revendiquer avec les plus illustres origines, la plus haute antiquité.

Elle remonte aux temps héroïques et l'on peut même remarquer que le mythe de la fondation d'Elicia n'ayant pas été inventé pour créer des titres de noblesse à une cité parvenue à la puissance ne saurait être suspect. Le fond de vérité qui se dégage de cette légende comme de tous les récits fabuleux prend la valeur d'un fait historique certain.

Faut-il ajouter que ce que je dis là de l'origine et de l'ancienneté de Narbonne est indépendant de l'attribution à Elicia des monnaies à la légende ARSH et de l'interprétation de cette inscription.

Cela ressort, du simple rapprochement des noms

d'**ΗΑΙΚΙΑ** et d'**ΑΛΗΨΙΑ**. Ces observations sont développées ou implicitement contenues dans la note de M. d'Arbois de Jubainville parue, il y a plus de trente ans. Quoique je sois convaincu de l'identité des formes **ΑΛΗΨΙΑ** et **ΗΑΙΚΙΑ**, si l'on faisait quelque difficulté à admettre cette identification je dois prévenir que ce n'est pas là du tout le but que je poursuis ; je ne cherche en aucune façon à démontrer la haute antiquité de Narbonne ; cette démonstration est depuis longtemps faite ; les débris recueillis à Montlaurés lui assignent un âge suffisant.

Pour le moment nous n'avons qu'à identifier la ville des Élisyques, l'Elicia des environs de Narbonne avec l'Elisha des Hébreux et la population qui l'occupait avec le peuple qui a émis les monnaies à la légende **ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ**.

Quant à la forme primitive du nom de la vieille cité, elle nous est donnée par cette légende ; nous avons là un témoignage irrécusable ; nous pouvons déduire de cet ethnique, d'une façon positive, le nom usité au début de la période monétaire. Mais auparavant ? Était-ce **ΑΛΗΨΙΑ**, **ΗΑΥΨΙΑ**, **ΗΑΙΨΙΑ**... ?

En essayant de rapprocher l'**Ηλύσιον πέδιον** du nom des **Ελίσυκοι** M. d'Arbois de Jubainville disait que la transposition de l'**Υ** et de l'**Ι** devait être une faute commise par Homère. C'est évident ; et pareillement toutes les autres formes employées par les historiens et les géographes grecs doivent être dues à des erreurs commises par ces divers auteurs ou par leurs copistes. La vraie forme est évidemment celle qui nous est fournie par les monnaies et qui est confirmée par la Bible, c'est **ΗΑΙΚΙΑ**.

La légende ibérique **ALISIA** ne se rapproche d'**ΑΛΗΨΙΑ** que par une coïncidence fortuite, mais l'inscription ibérique n'en est pas moins la transcription d'**ΗΑΙΚΙΑ**, le changement de l'**Η** initial en **Α** n'est pas une difficulté.

Quand on cherche à approfondir l'origine de ce nom des Élisyques on découvre d'autres coïncidences très curieu-

ses que je dois signaler, ne serait-ce qu'à titre de curiosité.

On admet généralement que le mot Elysée dérive de Ελευσις, arrivée ; c'était après le voyage de la vie l'arrivée au séjour des bienheureux. Mais ne pourrait-on pas donner au nom des Élisyques la même étymologie ? Leur port n'était-il pas aussi le dernier terme, la dernière escale de tous les navigateurs grecs ou phéniciens ?

Quant on débarquait à Elicia-Narbo n'était-on pas définitivement *arrivé* ?

Pouvait-on aller plus loin ? Continuer vers l'Est ou vers le Sud suivant la route par laquelle on était venu n'était-ce pas prendre le chemin du retour ? Et l'on devine quelle est la question qu'on peut immédiatement se poser : notre pays aurait-il été baptisé par les Grecs comme Agde, Leucate et tant d'autres points du même littoral ?

C'est possible ; seulement si l'on admet cela, la ressemblance des deux mots Élisyques et Elysée, provenant d'une étymologie commune, ne conduit pas à l'identification des deux lieux.

Cependant, quoique ce soit l'analogie des noms qui ait fait songer à l'identification, comme celle-ci paraît vraisemblable à d'autres points de vue, il est plus naturel d'admettre que le nom du peuple était antérieur aux relations avec les Grecs, qu'il n'avait que quelque homophonie accidentelle avec le mot Ελευσις et que c'est cette homophonie qui lui valut d'être traduit par un terme qui avait un sens, ce qui en somme s'est bien souvent produit.

Les étymologistes auraient fait à peu près de même pour le mot Élysée qu'on fait également dériver d'Ελευσις et qui ne viendrait que des Élisyques.

Quelle certitude en effet présente l'étymologie ordinairement admise de l'Ηλύσιον πέδιον ? N'y a-t-il pas d'autres mots grecs qui rappellent l'expression employée par Homère ?

Mais quels rapports pourrait-on trouver entre les

divers noms ayant quelque analogie avec le mot Elysée et cette contrée charmante dont la caractéristique était surtout d'être à l'extrémité de la terre. Seul le pays des Élysiques répondait à cette expresse condition, et c'est ce qui me faisait dire que l'identification restait vraisemblable en dehors de la ressemblance des mots.

La question peut se poser ainsi : les Grecs ont-ils traduit un nom indigène, peut-être en lui donnant un sens, où ont-ils réellement baptisé notre littoral ?

Dans le premier cas avec Homère ils auraient interverti l'J et l'Y ; dans le second la transposition aurait été commise, au contraire, par les autres auteurs qui d'Ελευσις auraient fait Ελισυχοι. Il est évident que la première hypothèse est la plus vraisemblable.

Mais au fond le mot Ελευσις n'a rien de commun ni avec Elicia, ni avec l'Ηλύσιον πέδιον.

Dans le cas où les Grecs auraient réellement baptisé le pays, il resterait encore à examiner si l'étymologie proposée est la meilleure.

Il y a dans la langue grecque bien des mots qui ont plus de rapports qu'Ελευσις avec ΗΑΙΚΙΑ. Il y a d'abord un substantif féminin qui a avec ce nom une parfaite homonymie. Ηλικία veut dire *stature, taille*, par extension *grandeur*, spécialement *vigueur de l'âge, jeunesse*. Parmi ces diverses significations y en a-t-il une qui puisse convenir à un pays nouveau, à une ville nouvelle, à un sol nouvellement colonisé ?

L'homonymie se poursuit naturellement dans la forme adjective. ΗΑΙΚΙΩΤΑΝ serait le génitif pluriel dorien de Ηλικιωτης qui veut dire *camarade, compagnon, qui est du même âge, contemporain*. Si l'on osait s'engager dans cette voie, on pourrait se demander si l'on n'aurait pas pu désigner ainsi les premiers colons partis ensemble pour fonder un comptoir sur notre littoral. La ville qui s'y édifie dans la suite aurait tiré son nom de cette dénomination

primitive. Bien des noms de lieux ou de peuples sont nés de circonstances tout aussi accidentelles. Les monnaies des longostalètes nous ont donné l'exemple d'un nom commun qu'on a pu prendre pour un ethnique ; celles des Élisyques nous montrent inversement un nom de peuple ayant absolument conservé la forme du nom commun. La numismatique de Narbonne a le monopole des singularités.

Parmi les autres radicaux qu'on pourrait trouver dans le nom des Élisyques, il y a encore le mot *Ελῆξ*, *mouvement ou ligne en spirale* ou simplement *circulaire, tournoisement, voûte, cintre, ornement de forme ronde*, qui pourrait rappeler quelque particularité de la configuration des lieux, ou que c'était en cet endroit que la côte *tournait*.

N'y a-t-il là que de pures coïncidences, de simples jeux de mots ?

Le mythe de la fondation d'Elicia par Hercule, c'est-à-dire par un héros *grec*, militerait en faveur d'une étymologie purement grecque et dans ce cas ce serait au mot *Ηλικία* qu'il faudrait peut-être s'arrêter. Les idées de *grandeur*, de *vigueur*, de *jeunesse* qu'il évoque sembleraient convenir à la ville dont Hercule avait été le fondateur.

Du reste, même si l'on a traduit un nom indigène en lui donnant un sens, ce sens pourrait bien avoir été celui-là au début, car il est évident que la signification du mot *Ελευσις* ne peut avoir été appliquée qu'après coup aussi bien au nom des Élisyques qu'au mot Elysée. Vraisemblablement cette signification n'est dans les deux noms que la conséquence des altérations commises par les auteurs grecs. J'ai cru devoir discuter tout cela à titre de curiosité comme je l'ai dit : je crois d'ailleurs que c'était utile pour montrer qu'il n'y a rien dans la forme des deux noms ou dans le sens qu'on leur prête qui s'oppose à l'identification des deux lieux.

Toutes ces questions cependant exigeraient des déve-

loppements qui ne seraient pas à leur place dans cette digression déjà bien longue. Je reviens à l'interprétation de la légende ARSHA.

Dans la seconde hypothèse ARSA serait la marque d'une convention monétaire entre un certain nombre de grands ports, d'une union ayant un caractère exclusivement commercial.

Dans la troisième ARS serait, à Narbonne comme à Sagonte, la transcription celtibérienne du mot latin ARX, la *Citadelle* où se trouvait l'atelier. Les Carthaginois inscrivaient pareillement sur leurs espèces le nom de leur citadelle ou du quartier qu'elle occupait, *Byrsa*, où ils avaient leur hôtel des monnaies (1).

Cette mention serait-elle aussi naturelle à Narbonne qu'à Sagonte ? Les pièces en question sont de l'époque romaine ; les Romains peuvent bien avoir appelé *Arx* la citadelle d'Elicia ; mais il faudrait admettre que ce nom fut immédiatement adopté par les anciens habitants du pays.

La première hypothèse est plus séduisante ; cependant elle implique le changement de L en R et l'on pourrait s'étonner en outre de voir ce nom d'Elicia inscrit à Sagonte sur un *si grand nombre* de monnaies. Néanmoins aucun de ces obstacles n'est insurmontable, surtout le changement de l'L en R, qui n'a absolument rien d'anormal.

Entre ces trois hypothèses on peut en placer une quatrième tenant à la fois de la première et de la dernière. ARSH pourrait signifier ARX à Sagonte et par une simple coïncidence être le nom d'Elicia.

Une étude minutieuse de la terminaison des inscriptions pourrait peut-être jeter quelque lumière là-dessus. Il faudrait voir par exemple si les monnaies bilingues,

(1) Cf. HEISS, p. 221.

si les pièces qui appartiennent positivement à Sagonte portent **ARS**, **ARSH** ou **ARSE** et celles qui conviennent à Elicia **ARSHA** ou **ARSA**.

Mais il y a là une distinction délicate car le mot **ARSHA** peut être abrégé et les inscriptions **ARS** ou **ARSH** peuvent convenir au nom propre et au nom commun.

La seule inspection des planches de Heiss permet de constater, à première vue, que l'inscription ibérique des monnaies de Sagonte n'a jamais plus de quatre lettres et que la dernière est toujours *positivement* un **E** ; il y a donc sur toutes ces pièces **ARSE**.

Au contraire sur les monnaies qu'il est permis d'attribuer à Elicia il y a toujours plus de quatre lettres et la quatrième n'est jamais un **E** ou plutôt, si sur quelques pièces c'est par un **E** que Heiss la transcrit, elle est représentée par un caractère de valeur contestable qui ne ressemble en rien à l'**E** indiscutable des monnaies de Sagonte. Un **E** rigoureusement certain ne paraît que sur les derniers numéros de cette série, sur des pièces dont l'attribution à Elicia est douteuse, entre autres sur les nos 13 et 15 qui justement doivent être formellement répudiés pour d'autres raisons.

Sur toutes les monnaies dont l'attribution s'impose la quatrième lettre est un **A**. Sur toutes ces pièces il serait donc facile en restituant les autres voyelles, c'est-à-dire les **I**, de lire **ARISIA** ou **ALISIA** qui égale **ΗΑΙΣΙΑ** ou **ΗΑΙΚΙΑ** en grec.

Sur quelques monnaies j'hésite cependant à voir un **A** dans la quatrième lettre ; ce caractère a parfois une forme dans laquelle j'aimerais mieux voir un second **S**, une lettre ayant pour but de donner à la première une prononciation dure voisine de celle de **CH** sinon de **K**. Dans les lettres qui suivent on voit presque constamment un **X** qu'il faut transcrire par un **T**. Je me demande parfois si nous ne nous trouverions pas en présence, non pas d'un

mot ibérique, mais d'une simple transcription de la légende **HAIKIΩTAN** en caractères celtibériens. En restituant les voyelles **I** et **ΙΩ** je crois qu'on s'en rapprocherait beaucoup, car la dernière lettre dans laquelle Heiss voit un **R** pourrait bien être un **A**.

Les monnaies à la légende **NERENCN** sont contemporaines de l'occupation romaine ; les pièces dont il s'agit en ce moment le sont également mais elles sont un peu plus anciennes, le taureau y étant beaucoup plus voisin du prototype marseillais. Elles ont été émises à une époque de transition où les Ibères avaient repris leur langue sans avoir entièrement oublié le grec, sans avoir encore appris le latin, car il est bien certain que le langage des nouveaux maîtres ne fut pas adopté immédiatement après leur arrivée, et de même qu'en Espagne on voit les deux alphabets romain et ibérique se mélanger dans la même inscription, de même sur notre littoral on a pu mêler les langues ibérique et grecque en une légende unique et inscrire un mot grec en caractères celtibériens.

Dans tous les cas il y aurait toujours sur ces pièces le nom d'Elicia. Les trois premières lettres sont invariablement **ARS** = **ALS** et en restituant les voyelles, c'est-à-dire l'**I**, **ALIS** = **HAIK**. Il y aurait en outre une terminaison plus ou moins abrégée, car il est bien entendu que les monnaies celtibériennes ne portent généralement pas le nom de lieu au nominatif.

Quant aux pièces de la Tarraconnaise au type du cavalier, sur lesquelles nous avons également relevé une inscription donnant aussi ce radical **ARS**, deux nouvelles hypothèses se présentent.

Ou bien Elicia, qui imitait les types marseillais, copiait aussi les empreintes usitées dans le Nord-Est de l'Espagne, car les Élisyques étaient en relations commerciales avec cette province, notamment avec Emporiæ aussi bien qu'avec Massalia et dans les deux genres d'imitations elle

- inscrivait son propre nom, ou bien, et cela est plus vraisemblable, nous nous trouvons encore en présence d'une nouvelle coïncidence fortuite, et ces monnaies au type du cavalier ont été frappées dans une localité indéterminée de la Tarraconnaise dont le nom avait quelque analogie avec celui d'Elicia, ou plutôt était représenté par des caractères qui peuvent aujourd'hui nous faire croire à une ressemblance qui peut-être n'existait pas réellement. Ceci est d'autant plus probable que, dès la seconde lettre, nous constatons une différence qui pouvait distinguer radicalement les deux mots. Tandis que sur les pièces de type marseillais nous avons toujours un R celtibérien triangulaire, dont nous avons pu discuter la valeur et qui sur certains exemplaires est très voisin d'une lettre considérée par Saulcy comme un A, sur les monnaies au cavalier nous avons constamment un R romain tantôt dans la position normale, tantôt tourné à gauche mais dont la valeur ne peut pas être discutée.

Cette lettre de forme romaine serait plus que suffisante pour démontrer que ces pièces ont été frappées de l'autre côté des Pyrénées. Sur notre littoral, à l'époque où ces monnaies ont été émises on ne devait guère employer que des caractères grecs ou nettement celtibériens.

Est-il permis de tirer de tout cela des conclusions un peu plus précises ?

La première hypothèse est bien séduisante, une union commerciale entre des villes comme Marseille, Narbonne et Sagonte n'est pas invraisemblable malgré leur éloignement, mais elle serait plutôt attestée par un même système monétaire et par des types communs ; l'inscription est justement ce que l'on devait regarder le moins dans l'antiquité.

Dans quel but aurait-on formellement indiqué cette alliance sur des monnaies de bronze, sur des pièces de peu de valeur ?

Pourquoi de si nombreuses monnaies de Sagonte qu'on recueille d'ailleurs généralement là où elles ont été émises auraient-elles porté cette indication ? Ces considérations doivent nous faire renoncer à voir le nom d'Elicia sur le numéraire de Sagonte dont la légende ibérique doit être interprétée comme le proposait Heiss.

Des raisons analogues doivent nous faire rejeter également la deuxième hypothèse ; l'alliance commerciale pouvait exister mais on ne voit pas trop la nécessité de la consacrer par une inscription.

Dans la troisième hypothèse **ARS** veut dire citadelle ; pour Sagonte c'est parfait, mais nous venons de voir que pour Narbonne c'est infiniment moins vraisemblable.

Il en résulte que, tout bien considéré, il est plus prudent d'abandonner ces trois hypothèses pour s'arrêter à celle qui procède de la première et de la dernière. **ARSE** voudrait dire *citadelle* à Sagonte, comme le pensait Heiss ; les pièces au type du cavalier appartiendraient à une ville inconnue de la Tarraconnaise dont le nom a été transcrit **ARSAES** par Heiss également ; enfin les monnaies à l'empreinte marseillaise pourraient seules être revendiquées par Elicia. Dans toutes les hypothèses elles lui appartiennent d'ailleurs. Quelle que soit la solution adoptée toutes les pièces à la légende **ARS...** de style et de type massaliète doivent être données à Elicia, les types étant des guides bien plus sûrs que les inscriptions dans le classement de ces monnaies.

Ces pièces sont les nos 2, 3 et 4 de Heiss, p. 288, pl. LX, qui offrent le taureau cornupète de bon style et qui sont les plus anciennes ; les nos 5 et 6 dont le taureau est debout dans une position indiquant l'immobilité ; les nos 7 à 12 dont le taureau est à face humaine ; et le n° 14 dont la légende est inscrite dans une roue formant le type du revers.

A ces pièces on peut ajouter celle sur laquelle Heiss lit

ARSATHIA ou **ARSATZIA**, p. 287, pl. LX. C'est une monnaie de bronze dont le type, un dauphin, pourrait également convenir à notre région et la première de la série sur laquelle il lit **ARSHA** que je n'ai pas voulu nommer en premier lieu parce que son type, un chien, un loup ou un renard courant me semble convenir moins que le taureau.

S'il était démontré que le *mons Setius* a été peuplé dans l'antiquité la pièce au dauphin et à la légende **ARSATHIA** pourrait lui être attribuée. C'est une monnaie de bronze assez différente des autres et dans son inscription il serait assez facile de retrouver l'*Arx Setiena* d'Avienus. Mais c'est la seule pièce qui pourrait lui être donnée, car les vers d'Avienus pas plus que les recherches archéologiques modernes ne permettent de placer sur le mot *Setius* un oppidum important.

Je ne crois pas pouvoir me dispenser de signaler cette identification comme plausible, à cause de l'analogie qu'il y a entre l'expression d'Avienus et cette légende telle que la transcrit Heiss, mais ma conviction est que cette pièce appartient à *Elicia*, comme les autres ; l'analogie est due au hasard ; j'ai déjà fait observer qu'à l'époque où ces monnaies ont été frappées les Ibères de la Narbonnaise ne devaient pas encore avoir adopté la langue latine et qu'on ne voit pas trop pourquoi ils auraient employé le mot *Arx* dans une inscription.

Je répudie le n° 15 ayant au revers une proue de navire ; cette pièce appartient évidemment à *Sagonte* (1). C'est une de celles qui portent **ARSE...** comme je l'ai déjà dit.

Je répudie pareillement le n° 13 au revers duquel paraît un cavalier la lance en arrêt ; cette monnaie appartient sûrement à cette autre ville de la *Tarraconnaise* dont il a été question.

(1) Les n° 14 et 15 ne sont pas gravés sur la planche LX mais dans le texte même de l'ouvrage de Heiss, p. 289.

Telles sont les monnaies ibériques qu'Elicia peut revendiquer.

Les provenances justifient-elles cette attribution ? D'une manière générale, oui ; puisqu'il paraît que les pièces connues proviennent de notre littoral. Il s'agirait de savoir si l'on en a jamais trouvé à Narbonne même. Il est impossible de répondre pour le moment à cette question. Nous n'en possédons pas, mais cela ne prouve rien. Ces pièces sont fort rares ; il y a des monnaies locales qui le sont infiniment moins et qui manquent également à nos collections.

Dans la série médiévale narbonnaise du Musée de Narbonne nous n'avons aucune monnaie du comte Milon, de Charlemagne, ou de nos vicomtes Raymond I^{er} ou Bérenger. Quant aux médailles antiques nous trouvons assez fréquemment des pièces à la légende **NERENCN**, des monnaies des longostalètes ou des chefs volkes, mais ces pièces sont en bronze et celles que je revendique aujourd'hui, à part une, sont en argent et, en ce qui concerne les monnayages celtibériens, on sait combien les drachmes ou les deniers d'argent sont peu communs.

La découverte à Montlaurés d'une de ces monnaies serait très significative, mais elle peut se faire attendre bien des années. Les pièces qu'on y trouvera journellement seront toujours les bronzes à la légende **NERENCN** qui sont très abondants aux alentours de Narbonne et les espèces de Massalia dont le numéraire inondait tout le littoral. Pour se rendre compte de peu de chance qu'on a de retrouver une monnaie rare, même dans son pays d'origine, il suffit de remarquer que s'il y a dans nos collections locales d'assez nombreuses pièces des chefs Caiantolos et Bituit il n'y en a aucune d'Amytos, dont les monnaies cependant appartiennent à la même série. Les bronzes des longostalètes à noms de chefs et à légende ibérique sont aussi fort nombreux dans nos collections,

mais quant aux monnaies ne portant que le mot **ΛΟΓΓΟΣΤΑΛΗΤΩΝ** il n'en a été découvert qu'une seule dans l'espace de plus de quarante ans. La pièce à la légende **ΗΛΙΚΙΩΤΑΝ** est de la même époque; elle doit être au moins d'une égale rareté. Quel espoir pouvons-nous avoir de découvrir une de ces monnaies et de la trouver en bon état, car j'oubliais de dire que la pièce des longostalètes serait indéchiffrable si cette monnaie n'était pas connue.

Quoi qu'il en soit, parmi les questions soulevées au cours de cette étude il en est certaines que les découvertes archéologiques ne manqueront pas d'éclaircir. La colline de Montlaurès n'a pas livré tous ses secrets.

G. AMARDEL.

DEUXIÈME PARTIE

Le gouvernement d'Amauri II

CHAPITRE PREMIER

LE VICOMTE ET LE ROI DE FRANCE

I. Amauri feudataire du roi de France, qui l'honore de sa faveur (fin 1298-février 1301). — II. Ses conflits avec les fonctionnaires locaux : l'affaire Bernard-Jean Boursier (1301). — III. Amauri au service de Philippe le Bel (affaire Boniface VIII, campagnes de Flandre) et du sénéchal de Carcassonne (1301-1305). — IV. Son conflit avec le roi au sujet des biens confisqués sur ses Juifs narbonnais (1307 - 1309). — V. Conclusion d'un pariage entre le vicomte et le roi, et projet de construction d'un port de mer à Leucate (1309 - 1322). — VI. Amauri chargé de conduire une croisade en Arménie et à Chypre (1323-1328).

I. — Les sympathies des prédécesseurs d'Amauri II allaient bien plutôt aux rois espagnols qu'au roi français. Aucun obstacle naturel n'empêchait l'Aragon et le Narbonnais de pratiquer des échanges fréquents de marchandises et d'idées. Le comté de Roussillon, province exclusivement aragonaise, servait de trait d'union entre ces deux pays. L'orientation de la politique vicomtale vers

l'alliance aragonaise était favorisée par des alliances matrimoniales. On voyait une vicomtesse, la célèbre Ermengarde, appeler à sa succession, à défaut d'héritiers directs, ses deux neveux espagnols, Aimeri (1) et Pierre de Lara (2). Sur cette souche espagnole venait se greffer la nouvelle maison vicomtale.

Même après 1229, date de la réunion du comté de Toulouse au royaume de France, les vicomtes de Narbonne restèrent fidèles à la politique traditionnelle de leur famille. Nombreux furent les mariages contractés entre les membres de la maison vicomtale de Narbonne et ceux des maisons royales de Majorque, d'Aragon ou même de Castille. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si, dans le dernier quart du treizième siècle, la conclusion d'une alliance avec le roi de Castille fut envisagée à la cour vicomtale de Narbonne. Un traité d'alliance aurait même été conclu entre le vicomte Aimeri V et le roi de Castille Alfonse X : de là le procès pour crime de trahison intenté par Philippe le Hardi à Aimeri V dans le courant de l'année 1282. L'histoire de ce procès a fourni la matière d'un récit très pittoresque et très exact à l'un de nos maîtres disparus (3) ; nous n'y reviendrons pas. Nous nous contenterons de faire observer que la culpabilité d'Aimeri V ne ressort pas absolument des pièces produites dans le procès. Le dénonciateur du vicomte, son propre frère Amauri de Pérignan, nous semble avoir inventé et machiné cette affaire de toutes pièces. Le procès se termina par un duel judiciaire, qui mit aux prises les deux frères ennemis devant le Parlement. Amauri fut vaincu, par conséquent reconnu coupable. En septembre 1284, il fut condamné par le roi à partir pour la Terre Sainte avec

(1) *Hist. de Lang.*, t. VI, p. 31 et t. VIII, *Notes*, p. 15.

(2) *Ibid.*, t. VI, p. 70.

(3) Auguste MOLINIER, dans *Hist. de Lang.*, t. X, *Notes*, pp. 409-424.

le prochain pèlerinage, dont le départ était fixé au mois de mars 1285, et à y rester à perpétuité (1).

Bien que la conclusion d'une alliance entre le vicomte de Narbonne et le roi de Castille parût assez improbable, le caractère des relations entre leurs familles pouvait laisser croire qu'un traité avait été réellement signé. Nous avons vu au commencement de notre premier chapitre qu'Aimeri V avait marié, en 1280, sa fille Marguerite avec l'infant Pierre de Castille.

L'avènement d'Amauri II marqua un revirement dans la politique vicomtale. L'orientation nouvelle se fit franchement vers l'alliance française. Amauri avait tout intérêt à se rapprocher de Philippe le Bel, qui, à son tour, ne dédaignait pas l'appui d'un petit seigneur méridional. Justement, en 1298, le roi de Majorque laissait ses fonctionnaires empiéter sur la frontière méridionale de la vicomté de Narbonne. Amauri avait besoin en cette circonstance de l'appui de Philippe le Bel. Ce dernier s'empressa d'intervenir en faveur du vicomte (2). N'avait-il pas à récompenser Amauri du concours qu'il lui avait fourni en 1295 et 1297 dans les campagnes de Gascogne ?

La vicomté de Narbonne relevant immédiatement de la couronne, le premier acte d'Amauri II fut de prêter hommage à Philippe le Bel. Bien que nous ne connaissions cet hommage que par une analyse très succincte (3), il est aisé d'en reconstituer la teneur : à l'exemple de ses pré-

(1) Arch. nat., J 890, n° 33, pièce parch., orig. lat., repli du parchemin, trace de sceau de cire brune appendu sur double queue de parchemin. Molinier n'a pas connu ce document. Le troubadour Guiraud Riquier se fit l'interprète de la joie populaire en écrivant un *sirventes*, le 5 octobre 1284, pour célébrer la délivrance du vicomte (éd. Pfaff, lied XLII, p. 61).

(2) Voir à ce sujet notre *Examen d'une enquête relative à la limite méridionale de la vicomté de Narbonne du côté du Roussillon*, dans *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. IX, pp. 99-178.

(3) Inv. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f° 231 v°.

décesseurs, Amauri II dut reconnaître qu'il tenait en fief du roi, sous l'obligation de l'hommage lige, la ville et la vicomté de Narbonne, à la réserve, toutefois, de la partie de la Cité que le vicomte tenait immédiatement de l'archevêque.

Le roi fournit au vicomte des preuves multiples de sa bienveillance au moment des campagnes de Flandre. Le 23 juillet 1300, il exempta de la contribution du cinquantième les terres et les Juifs du vicomte. Les sommes prélevées de ce chef par les fonctionnaires royaux devaient être restituées aux intéressés (1).

Chargé d'exécuter le mandement royal, Gui Chevrier, sénéchal de Carcassonne, écrivit, le 7 avril 1301, à Adam de Cuxac, châtelain de Montréal, son lieutenant, et à Sicard de Lavaur, son juge-mage, pour leur mander de ne pas contraindre les Juifs du vicomte de Narbonne à remettre entre les mains des consuls de la ville le montant de la somme qui leur avait été assignée comme contribution au subside de la guerre de Flandre et de leur faire restituer l'argent qu'ils avaient versé. Toutefois, le sénéchal faisait une restriction ; les Juifs du vicomte ne seraient déclarés quittes du subside en question que si dans un cas semblable ils avaient été exemptés des contributions exigées des consuls de Narbonne par les prédécesseurs du sénéchal (2).

Le roi de France eût été très heureux, en somme, de trouver un précédent qui l'autorisât à revenir sur sa décision et à grever indistinctement les Juifs de son domaine et les Juifs des seigneurs.

Le roi avait, d'ailleurs, de bonnes raisons de ne pas se montrer intransigeant à l'égard du vicomte : il était son débiteur. Amauri n'avait pas encore touché toute sa

(1) SAIGÈ, *Les Juifs du Languedoc*, Pièces justificatives, pp. 236 - 237.

(2) *Ibid.*, pp. 237-238.

solde pour les campagnes de Gascogne de 1295 et 1297. Besogneux comme la plupart des seigneurs méridionaux, le vicomte était obligé de recourir aux emprunts et autres procédés extraordinaires. Ses créanciers devaient le harceler depuis longtemps, puisque, le 16 février 1301 (n. s.), le roi de France manda à tous ses justiciers de ne pas pousser, ni de ne pas permettre qu'on poussât le vicomte à rembourser ses créanciers jusqu'à concurrence de la somme qui lui restait due pour le montant de ses gages. Quant aux dettes qu'Amauri avait contractées à l'égard de marchands forains, Philippe le Bel déclarait qu'il n'en saurait retarder le paiement (1).

Amauri reçut le montant de ses gages et même au delà, puisque, quelque temps après, le sénéchal de Carcassonne lui réclama 4200 livres tournois. Incapable de payer une si forte somme, Amauri sollicita l'octroi de nouvelles lettres de surséance : par mandement du 23 février 1301 (n. s.), le roi enjoignit au sénéchal de Carcassonne de surseoir à la levée des 4200 livres (2). C'est probablement pour obtenir le paiement de cette somme que le sénéchal avait procédé à la saisie des droits de péage que percevaient les agents du vicomte et de l'archevêque sur les marchandises qui franchissaient le grau de Narbonne (3) ou qui étaient transportées par la rivière d'Aude. Mais le roi lui enjoignit de faire mainlevée. Le sénéchal transmit, à son tour, le 1^{er} mars 1301, les ordres du roi à Bernard Molinier, baile royal de Narbonne et du Narbonnais. Il lui écrivait qu'il n'avait pas eu l'intention de troubler ou d'empêcher l'exercice de la juridiction vicomtale et archiépiscopale sur le transport des marchandises par la rivière d'Aude et sur leur passage au grau de Narbonne.

(1) Doat, t. 48, f^{os} 235-237.

(2) *Ibid.*, f^{os} 235-236.

(3) Aujourd'hui : grau de la Vieille-Nouvelle.

Il lui mandait, en conséquence, de faire enlever les bâtons royaux (1) qui avaient été placés à l'embouchure de l'Aude et sur le parcours de cette rivière jusqu'à Narbonne. Le 11 mars, Assalit Albert, viguier de la cour archiépiscopale et Arnaud de Ginestas, viguier rural du vicomte, se tenant dans l'étude de M^e Pierre Delprat, notaire à Narbonne, près du consulat de la Cité, présentèrent à Bernard Molinier, baile royal, les lettres du sénéchal et le requirent de faire enlever les bâtons royaux, ce qu'il fit faire sur le champ (2).

II. — Jusqu'ici les rapports du vicomte avec le roi se sont exclusivement déroulés sur le terrain financier. Sur le terrain judiciaire, les conflits ne pouvaient manquer d'éclater entre les fonctionnaires de la sénéchaussée de Carcassonne et les agents du tribunal vicomtal de Narbonne. Nous allons voir aux prises les uns et les autres dans l'affaire suivante. Au commencement de l'année 1301, la cour vicomtale de Narbonne avait condamné à la pendaison un certain Bernard-Jean Boursier, pour homicide commis sur la personne de Gentilet Juncta (un Lombard probablement). Adam de Cuxac, châtelain de Montréal, lieutenant de Gui Chevrier, sénéchal de Carcassonne, avait mandé au viguier, au sous-viguier et autres officiers de la cour vicomtale d'exécuter cette sentence le jour même. Les consuls de Narbonne avaient remarqué que la sentence avait été rendue en l'absence et sans l'avis des prud'hommes narbonnais. Gardiens vigilants des coutumes de leur ville, les consuls avaient fait appel du jugement au juge royal de Carcassonne, le 28 mars 1301 (3). Le condamné, lui-même, avait fait appel à la justice du roi.

(1) Bâtons fleurdelisés que portaient les sergents royaux.

(2) Doat, t. 48, f^os 225-226 et 227-229.

(3) Arch. de Narbonne, pièce non inventoriée.

Après avoir pris connaissance de l'appel interjeté par Bernard-Jean Boursier, le sénéchal voulut transférer le condamné des prisons vicomtales dans les prisons royales. La cour vicomtale, contestant au sénéchal le droit d'opérer ce transfert, s'y opposa énergiquement. Le sénéchal se décida alors à employer la force. Son lieutenant, Adam de Cuxac, donna l'ordre à Pierre Roques, juge royal de Limoux, d'extraire Bernard-Jean Boursier de la prison vicomtale, même par bris et fracture des portes, et de le conduire à Carcassonne, dans la prison du sénéchal.

Le 6 avril 1301, Pierre Roques se rend à Narbonne. Quand les consuls apprennent le motif de sa venue, ils lui déclarent qu'ils interjettent appel au roi de la commission dont Adam de Cuxac l'a chargé. Les curiales vicomtales lui font savoir que l'extraction projetée par lui est contraire aux privilèges de la ville, et refusent de lui ouvrir les portes de la prison vicomtale (1).

Le juge royal passe outre. Il commande à ses sergents d'enfoncer les portes. Le prisonnier est enlevé de sa cellule. Pierre Roques le laisse sous la garde de sa suite et s'en va prendre son déjeuner. Dans l'après-midi, les sergents royaux se préparent à emmener le prisonnier à Carcassonne : celui-ci est déjà ligotté. Mais une foule énorme, assemblée à la voix du héraut, est accourue à l'intérieur et aux alentours du palais vicomtal. C'est d'abord des murmures, puis des appels au tumulte et à la sédition. Une immense clameur retentit : « Sus à eux, sus à eux, aux armes, mort aux traitres, empêchons les d'em- mener le prisonnier ! » L'émeute grandit : la foule grossit de plus en plus. Tout le peuple narbonnais accourt de tous côtés. Les rues qui débouchent sur la place de la Cité déversent le flot toujours croissant d'une population en délire. La foule compte bientôt 6,000 émeutiers résolus

(1) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

à s'opposer à la violence par la violence. Les places et les rues par où le condamné doit passer se couvrent de barricades. La foule poursuit les sergents royaux avec des glaives, des poutres, des *gisarmes*, etc., et les pierres de pleuvoir sur les sergents, et la foule de vociférer sans cesse : « A mort, à mort ! ». Un peu avant d'arriver à l'église Saint-Paul, la multitude effrénée des poursuivants réussit, en faisant usage de ses armes, à arracher le prisonnier aux mains des sergents. Bernard-Jean est conduit dans l'église Saint-Paul : là, il reçoit la tonsure cléricale. Dès lors, il devient justiciable des tribunaux ecclésiastiques. La poursuite n'en continue pas moins contre le juge, ses officiers et ses sergents, qui échappent à la mort grâce à la vitesse de leurs chevaux. La foule poursuit surtout le juge de Limoux aux cris souvent répétés de : « Où est le traître, mort au traître ! » Le vicomte et les consuls ne font rien pour rétablir l'ordre (1).

Le lendemain, 7 avril, la nouvelle de cette émeute vint aux oreilles d'Adam de Cuxac, lieutenant du sénéchal, qui fit citer par devant lui les consuls et quelques habitants de Narbonne. Le 21 avril 1301, les consuls de Narbonne firent appel de cette citation au roi : ils soutenaient qu'ils ne devaient être cités que dans la ville de Béziers, puisqu'ils dépendaient de la viguerie de Béziers, ou dans la ville de Narbonne, selon les coutumes et privilèges de la ville (2).

Cette affaire fut réglée le 4 août 1302 : le tribunal de la sénéchaussée de Carcassonne prononça l'acquiescement des consuls et des autres habitants de Narbonne compromis dans l'émeute du 6 avril 1301 (3).

De quels côtés étaient les torts ? Il est difficile de le

(1) Arch. de Narb., pièce non inventoriée et 1^{er} *Thalamus*, f^o 41.

(2) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(3) *Ibid.*

découvrir. Bernard-Jean Boursier fut condamné à la pendaison par la cour vicomtale siégeant en première instance. La sentence fut confirmée par le juge d'appel de la même cour. Le condamné fit alors appel au sénéchal de Carcassonne, qui, à son tour, confirma la sentence de mort et manda, par l'intermédiaire de son lieutenant, aux officiers de la cour vicomtale de mettre la sentence à exécution. Mais d'autre part, les consuls firent appel, en invoquant l'absence des prud'hommes. C'est alors que l'inculpé fut remis à la cour vicomtale, qui dut examiner si la sentence qu'elle avait rendue précédemment n'était pas entachée de vices de forme. Le nouveau juge donné à l'accusé cassa les sentences précédentes, puis retenant l'affaire, condamna Bernard-Jean à rester en prison aussi longtemps qu'il plairait au vicomte : personne ne fit appel de cette nouvelle sentence, et le procès de Bernard passa à l'état de chose jugée. C'est alors que Pierre Roques, étant intervenu, les portes de la prison vicomtale furent enfoncées et le prisonnier emmené malgré que le vicomte eût interjeté appel au roi de la démarche de Pierre Roques. Quand le roi eut pris connaissance de cette affaire, il manda, le 24 octobre 1301, au sénéchal de Carcassonne de laisser jouir Amauri des premières appellations, et de procéder à une enquête aux fins d'établir s'il y avait lieu de renvoyer Bernard-Jean Boursier devant la cour vicomtale (1). Nous ignorons quelles furent les conclusions de l'enquête et les décisions du sénéchal.

Les conflits de juridiction étaient également très fréquents entre le vicomte et les viguiers royaux de la sénéchaussée. Le viguier du Fénouillèdes et du Termenès citait par devant lui sans aucune réquisition préalable les habitants de territoires soumis à la juridiction du vicomte; il les faisait arrêter et conduire à Saint-Paul-de-Fenouillet,

(1) Doat, t. 48, f^{os} 254-256.

sans alléguer comme excuse l'absence d'officiers vicomteaux. Le 19 avril 1301, Adam de Cuxac, lieutenant du sénéchal, ordonna au dit viguier de ne plus évoquer de cause dont la connaissance relevât immédiatement de la juridiction royale, le sénéchal n'ayant pas l'intention de porter préjudice au droit de justice exercé par le vicomte de Narbonne. En outre, Adam de Cuxac fit annuler par le juge royal de la viguerie toute sentence rendue à l'égard d'un justiciable du vicomte (1).

III. — Au mois de juin de l'année 1300, Philippe le Bel, voulant mettre fin au différend qui s'était élevé entre le vicomte et l'archevêque de Narbonne, les manda l'un et l'autre à sa cour (2). Amauri ne partit pour Paris que l'année suivante. Il s'y trouvait dès le 28 juillet 1301 : Jean de Saint-Just notait sur ses tablettes de cire, à la date du 19 août 1301, qu'Amauri de Narbonne se trouvait l'hôte du roi depuis vingt-trois jours, c'est-à-dire depuis le 28 juillet (3). A la cour royale, le vicomte vit, sans doute, à l'œuvre les légistes, ces hommes sans scrupules et sans faiblesses. Il les connut pleins d'expédients et de ressources, toutes les fois qu'il s'agissait de consolider le pouvoir du roi et d'accroître son domaine. Il se rendit compte, à leur contact, de la force du pouvoir royal. Rentré dans son palais de Narbonne, Amauri comprit qu'il avait tout intérêt à conserver la faveur d'un roi puissant et redoutable.

Depuis l'année 1299, la guerre des Flandres continuait toujours, interrompue seulement par des trêves plus ou moins longues. Philippe le Bel, voulant utiliser contre les Flamands toutes les forces vives de la nation et considérant que les joutes, tournois et autres distractions féoda-

(1) Doat, t. 48, f^os 248-249.

(2) *Hist. de Lang.* t. ix, pp. 237-238.

(3) *Historiens de France*, t. xxii, p. 518, G.

les étaient une perte de forces pour son armée, proclama l'interdiction de ces divertissements inutiles. Une *table ronde* ou joute se préparait à Narbonne hors du Bourg : la fête devait avoir lieu le Dimanche de Pâques, c'est-à-dire le 22 avril 1302. Il en avait déjà été question au mois de juillet 1301. Le vicomte, revenu depuis peu de Paris et connaissant les idées personnelles du roi à ce sujet, fit publier par le héraut, le 12 octobre 1301, défense à quiconque de se rendre en armes à la *table ronde*. Les officiers de l'archevêque s'opposèrent à cette criée et le vicomte fut même excommunié. Le vicomte demanda au roi de casser cette sentence. Le roi écrivit au sénéchal de s'occuper de cette affaire (1). Le 27 mars 1302 (n. s.), le lieutenant du sénéchal interdit la célébration de la joute. A cette fête devaient prendre part Amauri de Talairan, cousin germain du vicomte, Bernard de Capendu et Roger d'Anduze. Malgré l'interdiction royale, ces chevaliers se préparaient à entrer en lice, en présence d'une foule de spectateurs, quand le vicomte accourut pour exécuter les ordres du roi : Roger d'Anduze fut arrêté et emmené prisonnier dans le palais vicomtal avec les gentilshommes de sa suite, Guiraud de Rieu, chevalier, Bernard et Pierre-Raimond d'Anduze, frères de Roger d'Anduze, Raimond de Bizanet, Guillaume d'Albas, Pons Saquet, Vidal de Gajan, Adémar de Castanet, Ermengaud de Montra-bech, etc. Les pieux et les toiles des tentes furent enlevés. Les armes qui devaient servir aux joutes se trouvaient sur une *table ronde* : il y avait des lances, un bouclier de fer, un heaume, etc. Elles furent confisquées (2).

A ce moment, Philippe le Bel était engagé en plein dans sa lutte contre le pape Boniface VIII. Il éprouvait le vif désir de se sentir appuyé et approuvé par toutes les classes

(1) Inv. de l'arch. de Narb., t. I, f^{os} 220 v^o-221.

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 237.

de la société. Après la tenue des états généraux du 10 avril 1302, la noblesse et le tiers état écrivirent aux cardinaux pour se plaindre de l'attitude provocante du souverain pontife à l'égard du roi de France. Parmi les seigneurs qui signèrent la lettre de la noblesse, nous relevons le nom d'Amauri, vicomte de Narbonne (1). Le vicomte était donc venu à Paris assister à l'assemblée du 10 avril 1302. Étant donné les difficultés et les fatigues que comportait le voyage de Narbonne à Paris à cette époque, une pareille démarche témoignait hautement que le vicomte adhérait sans réserves à la politique de son roi. Nous trouvons encore le vicomte à Paris aux mois de mai et de juin. Vers cette époque, Philippe le Bel lui ordonna de convoquer ses vassaux à Arras pour la quinzaine qui suivrait le 22 juillet. Le 26 juin 1302, Amauri écrivit de Paris à Guillaume de Maillac, damoiseau, son viguier de la Corbière : il lui mandait d'inviter ses vassaux à partir personnellement avec leurs armes et leurs chevaux, de façon à être rendus à Arras du 22 juillet au 5 août. Le viguier de la Corbière reçut les ordres du vicomte le 8 juillet. Le courrier qui avait porté le mandement vicomtal n'avait donc mis que douze jours pour se rendre de Paris à Narbonne. L'affaire était pressée : il brûla les étapes. Le même jour, 8 juillet, le viguier expédia des lettres de convocation aux feudataires du vicomte. Le 10 juillet, les vassaux se présentèrent au viguier dans le palais vicomtal en personnes ou par délégués (2). Du 11 au 17 juillet, le viguier de la Corbière fit sa tournée dans tous les châteaux de la vicomté pour signifier de vive voix la convocation aux vassaux qui avaient négligé de se rendre à Narbonne personnellement ou par délégué le 10 juillet (3).

(1) *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 231.

(2) Pièce justificative n° x. Cf. *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 236.

(3) Doat, t. 49, f°s 281-288. Cf. *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 236.

Le 18 juillet, le vicomte était de retour à Narbonne. Il apprit, dès son arrivée, que le lieutenant du viguier de Béziers avait fait procéder, en son absence, à la convocation par la voix du héraut des habitants de Narbonne. La criée était ainsi conçue : « Écoutez, écoutez tous, ce qu'on vous mande de la part de notre seigneur le roi de France, de mes seigneurs le sénéchal de Carcassonne et le viguier de Béziers : que tous ceux qui tiennent en fief du roi, notre sire, un bien d'un revenu annuel de 200 livres tournois, qu'ils le tiennent immédiatement ou médiatement du roi, se préparent à partir avec tout ce qu'ils pourront pour servir le roi de France, notre sire, de façon à être rendus à Arras munis de leurs chevaux et de leurs armes dans la quinzaine qui suivra la fête de la Madeleine, et qu'ils soient si bien équipés et harnachés que le roi s'en déclare satisfait. En outre, que tous les autres habitants, nobles ou non nobles, soient pourvus d'armes et de chevaux, selon la situation de chacun, de telle manière qu'ils soient prêts à partir pour le service du roi à toute réquisition qui leur sera notifiée de la part du roi, notre sire. »

Le vicomte fit savoir au viguier de Béziers qu'il n'avait pas le droit de faire des publications dans sa seigneurie, et le requit de révoquer la criée dont il vient d'être question. Le lieutenant du viguier allégua qu'à l'époque de la criée la juridiction du vicomte se trouvait dans la main du roi, par suite de dissensions qui s'étaient élevées entre le vicomte et l'archevêque, et que le vicomte était alors en *France*, bien loin de sa vicomté. Le même jour, Amauri donna l'ordre à son sous-viguier de faire procéder à une criée presque identique à la précédente. On y faisait remarquer, cependant, que cette nouvelle criée ne portait pas révocation, mais confirmation des ordres qui avaient déjà été donnés par le viguier de la Corbière (1).

(1) Doat, t. 49. f^os 289-295 Cf. *Hist. de Lang.*, IX, 236.

Plusieurs vassaux du vicomté, mécontents de la convocation qui leur avait été signifiée par le viguier de la Corbière, en interjetèrent appel au roi ; mais ils se décidèrent bientôt après à y renoncer (1).

Pour entreprendre une nouvelle campagne de Flandre, le nerf de la guerre manquait. La royauté n'avait plus un seul denier. Les agents du fisc, toujours ingénieux, eurent recours à une sorte d'emprunt forcé. Le 23 août 1302, le roi manda « aux baillis et autres officiers comptables de » « porter en la Monaye toute leur vaisselle blanche, et de » « publier une ordonnance portant injonction à toutes autres » « personnes d'en porter au moins la moitié. » Le vicomte fut un de ceux qui reçurent la présente notification (2).

Le contingent du vicomte devait être rendu à Arras du 22 juillet au 5 août. A cette dernière date, il était encore à Narbonne. Le viguier de Béziers, Raimond de *Nuissiac*, chevalier, n'avait pas encore révoqué le mandement qu'il avait fait transmettre par son lieutenant au baile royal de Narbonne. Le vicomte déclara qu'il ne pouvait partir pour la guerre de Flandre, s'il ne lui était pas permis de se mettre à la tête de ses vassaux. Lui seul avait le droit de convoquer ses vassaux et de les présenter à la montre ou revête. D'ailleurs, les vassaux avaient fait appel au vicomte de l'ordre donné par le viguier de Béziers. Ce dernier, ne voulant pas que cet appel retardât l'arrivée du contingent narbonnais à l'armée royale de Flandre, révoqua le mandement qu'il avait fait parvenir au baile royal de Narbonne : le viguier se décida à cette révocation le 4 septembre 1302, à Narbonne, dans la maison de Saint-Antoine. Le lendemain, 5 septembre, Amauri ordonna aux hérauts publics de procéder à la criée. Celle-ci portait qu'il fallait armer un sergent à pied par vingt feux : un

(1) Registre d'Amauri coté n° 165, analyses 12, 13, 14, 15, 18.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. 1, pp. 347-348.

tiers des sergents serait armé de la lance, du dard, de la *gisarme*, de l'épée ou grand coutelas, de la dague, d'une bonne *sorseyra*, d'un bon bassinet de fer et de bons *sonyhos* ou platines ; les deux autres tiers seraient armés d'une bonne arbalète munie d'un bon crochet, de carquois pleins de carreaux et de la même armure que les autres sergents, avec cette différence que ceux qui auraient des arbalètes, des lances, des dards et des *gisarmes* feraient porter ces armes par des sommiers. Tous ces sergents devaient partir avec le vicomte le mardi 11 septembre 1302 (1). En réalité, le contingent narbonnais ne partit pas ce jour-là ni les jours suivants. Tout le temps se passait à régler des contestations, à étouffer des conflits. Le vicomte attachait un grand prix au droit d'ost et de chevauchée, et il ne tolérât pas qu'un autre l'exerçât à sa place, fût-il fonctionnaire royal.

Non content d'adresser aux vassaux du vicomte des lettres de convocation, le viguier de Béziers leur avait fait mander, toujours par son lieutenant, de fortifier leurs châteaux et leurs villes.

Le vicomte se plaignit au roi de ces empiétements incessants, et, le 28 août 1302, le sire Jean de Picquigni, vidame d'Amiens, commissaire-réformateur dans les sénéchaussées de Toulouse, d'Albi et de Carcassonne, avait écrit à ce sujet au viguier de Béziers : il lui disait que s'il jugeait utile de faire construire des forteresses et des murailles ou de faire creuser des fossés dans les villes et lieux de la vicomté de Narbonne, il en avertît préalablement le vicomte et le requît de procéder à l'exécution de ces travaux. Et s'il arrivait que le vicomte, après en avoir été requis, refusât de les faire exécuter par ses sujets et qu'il y eût péril en la demeure, alors le viguier aurait le droit de se faire obéir, en contraignant les seigneurs par voie

(1) Doat, t. 49, f^{os} 309-316.

judiciaire à exécuter les travaux nécessaires. Le 7 septembre 1302, le viguier de Béziers transmet les ordres de Jean de Picquigni au baile royal de Narbonne (1). Amauri devait donc, sans retard, obéir à la volonté royale ; on ne pouvait pas lui signifier plus clairement qu'il était dans la dépendance du roi de France. On ne le considérait, en somme, que comme un fonctionnaire subalterne, une sorte de sous-viguier dont la vicomté aurait été la circonscription administrative. Que le vicomte fût froissé des procédés plus ou moins grossiers de l'administration royale, le fait nous paraît à peu près certain. Mais le temps n'était plus aux révoltes de vassal contre suzerain. Amauri aurait peut-être payé fort cher un acte de rébellion. Froissé dans son amour-propre de grand seigneur, Amauri ne releva pas la tête mais courba le dos. Le geste était d'un valet non d'un vicomte, mais c'était aussi le geste d'un diplomate.

Le mois de septembre passa, l'année 1302 passa : bref, le vicomte de Narbonne ne partit pas pour la Flandre.

L'année suivante, le conflit survenu entre Philippe le Bel et Boniface VIII était arrivé à sa période aigüe. Le 13 juin 1303, les états généraux préconisaient la réunion d'un concile général et la mise en accusation de Boniface VIII. Le roi envoyait dans toutes les provinces des agents chargés de requérir les trois ordres d'adhérer à la décision des États. Amauri fut envoyé avec Guillaume de Plasian, seigneur de Vézenobres, et avec M^e Denis de Sens, clerc du roi, dans les sénéchaussées de Beaucaire, de Carcassonne et du Rouergue. L'assemblée des trois États de Languedoc — ce fut la première session des États de Languedoc — se tint à Montpellier, le 25 juillet 1303 : elle adhéra à la décision des états généraux. Dans chaque sénéchaussée, chaque ordre dressa un acte séparé. Amauri

(1) Doat, t. 49, f^os 317-319.

souscrivit à la pétition des nobles de la sénéchaussée de Carcassonne (1). Continuant leur tournée, Amauri, Guillaume de Plasian, Denis de Sens arrivèrent dans le diocèse du Puy. Le 5 août 1303, les prieurs bénédictins d'Yssingeaux et de Tessat constituèrent pour leur procureur Guillaume Boitier, curé de l'église de Tessat : ce dernier devait comparaître par devant les commissaires royaux pour ouïr les ordres du roi (2).

Avec Guillaume de Plasian et Denis de Sens, le vicomte était en bonne compagnie et à bonne école. Collaborant ainsi à l'œuvre centralisatrice de la royauté, Amauri était devenu lui-même un excellent légiste. Par un singulier retour des choses, l'héritier des vicomtes indépendants de Narbonne se trouvait assimilé aux fonctionnaires royaux, tout comme les comtes narbonnais de l'époque wisigothique ou carolingienne.

La question des Flandres restait toujours pendante. Le 17 juillet 1303, le roi avait mandé de Vincennes au sénéchal de Carcassonne ou à son lieutenant de défendre à quiconque d'ouvrir les lettres envoyées de l'étranger sous peine de l'amputation du poignet, et d'enjoindre à ceux qui les recevraient de les porter avant de les ouvrir aux officiers royaux. Le 20 juillet, le roi avait ordonné que les petits parisis et les petits tournois nouvellement frappés auraient cours pour doubles parisis et doubles tournois. Le 12 août, le lieutenant du sénéchal de Carcassonne manda au viguier, en exécution des ordres du vidame d'Amiens, d'appeler aux armes les nobles et les roturiers de sa viguerie. Le 14 août, Bernard Belsens, lieutenant du viguier de Béziers, transmit les ordres du roi aux bailes et viguiers des châteaux de la viguerie de Béziers. Parmi ces châteaux se trouvaient des seigneuries vassales du

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 247-248.

(2) Pièce justificative n° XI.

vicomte de Narbonne, telles que la Bastide d'Ensérune, Coursan, Narbonne, Moussan, Védillan, Marcorignan, Montredon, Bizanet, Portel. Le 1^{er} septembre, le mandement de Bernard Belsens fut présenté par Bernard Raseire, marchand de Narbonne, à Amauri Colomb, sous-viguier de la cour vicomtale, et le lendemain, 2 septembre, Jean et Pierre Bizan, hérauts narbonnais, publièrent de la part de l'archevêque et du vicomte les ordres royaux. Quant au mandement d'Adam de Cuxac, lieutenant du sénéchal portant appel aux armes des nobles et roturiers, sa publication fut faite le 22 septembre (1).

Au commencement de l'année 1304, Philippe le Bel fit un voyage dans le midi de la France. Il séjourna à Narbonne le 31 janvier, le 1^{er} et le 2 février (2). Il dut avoir une entrevue avec le vicomte.

En mars 1304 (n. s.), Philippe le Bel fit une nouvelle convocation pour la guerre de Flandre : la concentration de l'armée royale devait se faire à Arras le 19 mai. « Monseigneur Amauri de Narbonne » devait amener un contingent de trente hommes d'armes (3). Le vicomte n'assista pas à la campagne de Flandre qui aboutit à la bataille de Mons-en-Pevelle (18 août 1304). Comme les autres seigneurs des sénéchaussées méridionales, il avait eu la liberté de choisir entre une participation effective et personnelle à la guerre de Flandre et le paiement d'un double décime ou cinquième du revenu. Le paiement de ce subside n'était ni plus ni moins que le rachat du service

(1) Doat, t. 49, f^o 332-338.

(2) *E tabulis ceratis annorum MCCCIII et MCCCIV (Historiens de France, t. xxii, p. 544).*

(3) *Historiens de France, t. xxii, p. 793, A. et Hist de Lang., t. x, Pr., c. 444.* Chaque noble devait fournir un homme d'armes par 500 livrées de terre. (*Hist. de Lang., t. x, Pr., cc. 435-436.* Appel en avril 1304 des gens du Languedoc). Le domaine du vicomte aurait donc été évalué à 15,000 livrées de terre.

militaire personnel. « Les nobles qui contribueront au
« subsidie en proportion de leurs revenus ne seront pas
« contraints d'aller à l'armée, à moins qu'ils ne veuillent
« s'y rendre de leur propre volonté... » (1). Les officiers
royaux imposèrent aux seigneurs désireux de se racheter
du service militaire l'obligation de déclarer sous serment
le montant de leurs revenus annuels. Le vicomte de Nar-
bonne avoua 3,000 livres de rente (2). Sa contribution fut
fixée à 600 livres. Amauri aima mieux s'imposer ce sacri-
fice matériel que courir les dangers d'une nouvelle cam-
pagne. Il fut invité par mandement du 20 juin à se rendre
à Arras dans les premiers jours de juillet (3). Or, le
15 juillet, il était à Perpignan en train de régler un diffé-
rend entre le roi de Majorque et le comte de Foix (4).
Le vicomte s'était donc acquitté de sa contribution entre
le 20 juin et le 15 juillet.

Le vicomte devait au roi, son suzerain, aide et conseil.
Il pratiquait le second devoir avec plus d'empressement
que le premier. Il lui était pénible et douloureux de
dégainer son épée ou de délier les cordons de sa bourse.
Amauri avait passé l'âge des aventures et des coups d'épée.
Il se plaisait maintenant dans les prétoires et les assem-
blées politiques. De temps en temps, le vicomte se livrait
à quelque chevauchée, mais c'était une chevauchée d'en-
quêteur-réformateur et non pas une chevauchée de chef
militaire. Au mois de septembre 1303, Amauri fut convo-
qué par le sénéchal de Carcassonne pour remplir le rôle
d'assesseur dans un procès de trahison. Le 27 septembre,
il fut présent, avec douze autres seigneurs terriens de la
sénéchaussée, au jugement d'Elie Patrice et des autres

(1) *Hist. de Lang.*, t. x, *Pr.*, c. 433, art. 6.

(2) *Ibid.*, t. ix, p. 268.

(3) *Historiens de France*, t. xxiii, p. 800, C.

(4) *Hist. de Lang.*, t. ix, pp. 274-275 et t. vii (*Notes*), pp. 279-281.

conjurés qui furent condamnés à la pendaison pour avoir voulu livrer la ville de Carcassonne à l'infant don Fernand de Majorque et le reconnaître ensuite pour roi (1).

IV. La politique de Philippe le Bel à l'égard des Juifs mécontenta profondément Amauri. Nous avons vu plus haut que le vicomte et ses Juifs avaient été exemptés de la contribution du cinquantième. Le roi avait alors voulu par cette faveur attacher à sa politique l'un des plus puissants seigneurs du Midi. Mais à la fin de l'année 1305, le roi n'avait plus à douter du loyalisme du vicomte : il le ménageait moins, ne craignant pas de temps à autre de le tracasser et d'empiéter sur ses droits les plus importants. Il laissait les officiers royaux assujettir à la taille les Juifs du vicomte, quitte à les désavouer ensuite. Le 6 octobre 1305, le juge royal de Béziers étant venu à Narbonne faire le dénombrement des feux de la Cité, en vue de fixer la contribution de la ville, les consuls le requirèrent, en vertu des lettres royaux du 19 mars 1305, de ne pas comprendre dans leurs rôles les clercs, les pauvres et les Juifs, dont ils lui donnèrent la liste (2). Toutefois, le vicomte ne s'attendait pas à la grande confiscation de 1306. C'est le 21 juin 1306 que le roi donna commission à Guillaume de Nogaret, à Jean de Saint-Just et au sénéchal de Toulouse d'expulser les Juifs du royaume — il faut remarquer qu'il ne s'agissait pas seulement du domaine royal — et de confisquer leurs biens (3).

Les mesures prises à l'égard des Juifs du vicomte donnèrent lieu comme partout ailleurs à deux séries d'opé-

(1) BESSE, *Histoire des ducs, marquis et comtes de Narbonne*, pp. 407-408 et *Pièces justificatives*, pp. 496-499. Cf. aussi MAHUL, *Cartulaire du diocèse de Carcassonne*, t. VI, p. 2, et *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 277.

(2) A. BLANC, *Livre de Comptes de Jacme Olivier*, t. II, 1^{re} partie, pp. 545-546. Cette liste nous montre qu'il y avait 165 juifs dans la Cité, ou plutôt 165 feux juifs.

(3) G. SAIGE, *Les Juifs du Languedoc*, pp. 243-244.

rations : 1^o confiscation et vente aux enchères des immeubles ayant appartenu aux Juifs ; 2^o recouvrement des titres de créances saisis parmi les papiers des Juifs. La première opération fut plus fructueuse que la seconde. Les Juifs de Narbonne étaient établis dans deux quartiers de la Cité : le premier de ces quartiers dit de Belvézé relevait de la juridiction archiépiscopale, le second dit des Juiveries-mages, de la juridiction vicomtale. Les Juifs du vicomte étaient de beaucoup les plus nombreux. Ils possédaient une foule de maisons et un certain nombre de terres. La vente de ces différents immeubles produisit plus de 4,000 livres tournois (1). Par suite de cette confiscation, le vicomte se trouvait frustré d'un capital de 4,000 livres, puisqu'il prélevait sur ces immeubles un intérêt annuel sous forme de cens, usage ou autre redevance.

L'archevêque joignit ses protestations à celles du vicomte. Sur leurs plaintes, le roi ordonna à Gérard de Cortone, liquidateur royal des immeubles des Juifs, de surseoir à la vente jusqu'au 30 novembre 1307 (2). Bientôt après, les ventes reprirent de plus belle. En janvier 1308 (n. s.), le Parlement décidait que les biens des Juifs resteraient entre les mains du roi en attendant qu'un arrêt définitif en réglât la dévolution. Pour justifier la saisie de ces biens par le roi, le procureur royal avait invoqué une théorie nouvelle, à savoir que les juiveries des consuls appartenaient au roi (3). Il n'avait oublié qu'une chose c'est que les consuls de Narbonne n'avaient pas de juiveries. Pour faire sentir au roi qu'il était mécontent de ses mauvais procédés, le vicomte n'assista pas en personne

(1) Nous n'entrons pas dans le détail des ventes. Nous examinerons cette question de plus près dans une *Étude sur la condition des Juifs de Narbonne du V^e au XIV^e siècle*.

(2) A. BLANC, *Livre de Jacme Olivier*, t. II, 1^{re} partie, pp. 574-576.

(3) Inv. des arch. de l'arch. de Narb., t. I, f^o 198 v^o.

aux états généraux de Tours, convoqués pour l'affaire des Templiers ; il se contenta d'y déléguer, en mai 1308, le fameux légiste Guillaume de Nogaret (1).

Amauri et Gilles Aicelin se plaignirent au roi des mauvaises raisons que ses agents alléguaient pour justifier leur conduite. Ils se plaignirent notamment des réponses fournies par le procureur royal et le viguier de Béziers. Par arrêt du Parlement du 20 janvier 1309, il fut spécifié que les immeubles des Juifs expulsés resteraient provisoirement sous la main du roi, mais que celui-ci ne pourrait les vendre ni les aliéner jusqu'à ce qu'une enquête eût fixé les droits réciproques des parties. Le roi continuerait à percevoir les revenus, et la justice royale procéderait à une enquête sur les immeubles en question. Le Parlement décida aussi d'entendre Gérard de Cortone, le vicomte et l'archevêque se montraient mécontents. Les meubles et les créances des Juifs devaient aussi rester sous la main royale : ne seraient vendus que les immeubles qui ne pourraient être conservés. Il serait dressé un inventaire de tous ces biens (2). Philippe le Bel consentait donc à indemniser le vicomte et l'archevêque du préjudice qu'il leur avait causé. Mais il nourrissait le secret espoir qu'il obtiendrait quelque bénéfice de cette nouvelle opération.

V. — D'autres considérations d'une portée plus haute déterminèrent le roi à faire disparaître du cœur du vicomte tout ce qui avait pu s'y amasser de dépit et de rancune. Philippe le Bel voulait fonder un port de mer dans la sénéchaussée de Carcassonne. L'emplacement en fut choisi dans le territoire du château de Leucate, au nord

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 301.

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 293, n° 1, et X, *Preuves*, cc. 483-484. SAIGE, *Juifs du Lang.*, pp. 290-291, BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n° 3491, A. BOUTARIC donne à tort la date du 13 janvier au lieu de celle du 20.

du cap Leucate, près du grau de la Franqui. Ce port devait être à la fois un port de guerre et un port de commerce. L'expérience avait démontré qu'un abri pour la flotte était nécessaire dans ces parages. Philippe le Bel se rappelait la capture de vingt bateaux chargés que Roger d'Oria, l'amiral de la flotte aragonaise, avait opérée, en 1286, aux environs du grau de Leucate (1). Les navires français n'avaient pas eu le temps de se réfugier dans le port de Narbonne, qui se trouvait trop éloigné du littoral maritime. Par sa situation, le port de Narbonne ne pouvait être un port de guerre, mais seulement un port de commerce. Nous verrons, d'ailleurs, plus loin que le port de Narbonne, au commencement du xiv^e siècle, était dans une profonde décadence, par suite des atterrissements considérables de la rivière d'Aude. Le lit de la rivière en aval de Narbonne n'avait plus qu'une profondeur très insuffisante. Le roi aurait pu songer à donner à Narbonne un avant-port à l'embouchure de la rivière. Mais cette embouchure était obstruée d'une masse de vase trop considérable. Aujourd'hui encore nos ingénieurs maritimes ne réussissent à maintenir la profondeur du port artificiel de La Nouvelle qu'au prix de dragages incessants. Le roi aimait mieux choisir le grau de la Franqui, plus profond et mieux abrité contre la violence du cers ou vent du N.-O. « Abrité par une montagne d'une certaine hauteur [34 mètres], ce refuge présente à peu de distance du rivage, une profondeur de plus de 20 mètres (2) ».

L'attention du roi avait été attirée du côté de Leucate par les plaintes réitérées des seigneurs dudit lieu, qui reprochaient au roi de Majorque et à ses agents de les

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 124.

(2) MATHIEU père et fils, *Mémoire relatif au canal maritime projeté de l'Océan à la Méditerranée de Rochefort à la Franqui*, Paris et Narbonne, 1869, in-8°, 16 p., p. 9.

troubler dans l'exercice de leur juridiction et dans la perception de leurs droits seigneuriaux. Les Majorquins arrivaient armés sur leurs barques en face de la côte et de la seigneurie de Leucate, pénétraient dans les étangs par les graus, troublant les pêcheries seigneuriales, prélevant par la force des redevances sur les pêcheurs et empêchant les agents du fisc seigneurial de procéder à la levée des taxes. Cette partie de la côte languedocienne n'était donc pas à l'abri des incursions des pirates et des surprises de l'ennemi. Les plaintes des seigneurs locaux avaient provoqué une série d'enquêtes, dont la plus importante avait été celle de 1300 (1). Entre autres choses, les seigneurs de Leucate et de Fitou contestaient au roi de Majorque la possession d'un territoire d'une étendue d'environ 2,200 hectares. L'objet du litige était à peu près insignifiant. Le roi de France ne s'en serait pas préoccupé autrement s'il n'avait conçu le dessein de construire un port de mer à Leucate et de réunir à la couronne le territoire de cette seigneurie.

Il entra d'abord en pourparlers avec les coseigneurs de Leucate. En octobre 1302, il conclut un accord avec Raimond de Durban, damoiseau, procureur des coseigneurs de Leucate, Bernard de Durban, son père, et Gaubert de Leucate, son cousin : il fut convenu que Raimond remettrait au roi le château de Leucate avec toutes ses dépendances maritimes, terrestres et fluviales. En vue de fournir à Raimond une compensation convenable, le roi ferait procéder à l'estimation des revenus annuels de la seigneurie de Leucate et lui ferait assigner ensuite dans la sénéchaussée de Carcassonne une seigneurie d'un revenu équivalent, et comportant l'exercice de la haute et de la basse justice : mais le roi s'y réserverait les

(1) Voir à ce sujet notre étude parue dans le *Bull. de la Commission arch. de Narb.*, année 1906, t. IX, pp. 99-179, notamment pp. 106-112.

encours (1) des hérésies et des bannissements (*faidimento-rum*), l'ost et la chevauchée, la connaissance et la punition des crimes de lèse-majesté, de fausse monnaie, de port d'armes, droits que le roi avait coutume d'exercer sur les terres des hauts justiciers de la sénéchaussée.

En attendant que les revenus de Leucate fussent estimés et qu'une seigneurie équivalente fût assignée aux coseigneurs de Leucate, le roi leur ferait délivrer sur le produit du salin royal de Carcassonne une somme égale à leurs revenus annuels. Raimond, invoquant la valeur, la situation et la noblesse de sa seigneurie, avait demandé au roi de lui servir une rente dont le montant fût supérieur d'un quart à ses revenus annuels. Mais sa demande ne fut pas prise en considération, et Raimond dut se soumettre à la volonté royale. Le roi se réserva même le droit jusqu'à la Saint-Jean prochaine de confirmer ou de résilier le traité conclu avec Raimond (2).

Maintenant que le roi allait se substituer au vicomte de Narbonne et aux coseigneurs de Leucate à la tête de la seigneurie de ce nom, il était nécessaire que le territoire n'en fût pas amoindri par les empiètements du roi de Majorque. Il fallait avant tout empêcher ce roi de s'emparer du grau de Salses ou grau St-Ange, la meilleure communication de l'étang de Leucate avec la mer. C'est sur ce point unique que porta l'enquête du 29 octobre 1308. Tous les témoignages y attestaient que le royaume de France s'étendait sur mer jusqu'au grau de Salses (3).

Avant de fixer, d'accord avec le vicomte, dans quelles conditions le port de Leucate serait aménagé, le roi fit faire une enquête (4) sur les services que ce port pourrait

(1) Biens confisqués sur les hérétiques et les bannis.

(2) *Invent. des archives de Narb., Annexes de la série AA*, pp. 376-379.

(3) Cf. *Bull. de la Comm. arch. de Narb.*, année 1906, t. ix, pp. 146-147, et 175-178.

(4) *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 313 ; BESSE, *Histoire des comtes de Narb.* p. 168 et ss.

rendre à la navigation et sur les dépenses qu'exigeraient les travaux. Philippe le Bel ordonna en même temps à son sénéchal de Carcassonne de procéder à une enquête sur les droits qui lui appartenaient dans la Cité et le Bourg de Narbonne comme souverain et comme duc de Narbonne (1).

Amplement renseigné, le roi fit part de son projet au vicomte. Il lui demandait de lui céder contre de justes compensations : 1^o la haute justice du château de Leucate et du terroir de Saint-Pancrace, le droit de suzeraineté immédiate sur ces deux lieux ; 2^o les droits de leude, de tonlieu, de péage perçus par le vicomte à Narbonne sur terre et sur mer ; 3^o la mise en pariage de la juridiction haute et basse exercée par le vicomte dans la ville de Narbonne, au château de Villar de Fargues et dans le terroir de Livièr. Le roi déclarait qu'il ne se trouvait pas aux environs de Leucate d'autre cité ou bonne ville que Narbonne dans laquelle les marchandises entrées au port de Leucate pussent être facilement apportées, rapidement vendues, ou expédiées sans occasionner de retard ou de frais aux marchands, qui ne pouvaient trop retarder la vente de leurs denrées sans éprouver de graves dommages : il fallait donc que les marchands dirigeassent leurs marchandises vers Narbonne et que, à cet effet, la ville fût rendue indivise entre le roi et le vicomte. Dans ces conditions, le transport des marchandises à Narbonne se ferait sans aucun risque, l'exportation des matières prohibées serait réprimée. Le port pourrait être mieux défendu ; de grands avantages en résulteraient, non seulement pour la ville et le pays environnant, mais pour tout le royaume, et la plupart des périls dont les ennemis menaçaient le pays seraient évités.

Le vicomte se rendit à ces considérations le 7 avril

(1) BESSE, *ut supra*, pp. 471-472 et *Hist. de Lang.*, IX, p. 476.

1309 (1). L'acte de pariage fut conclu à Paris. Le vicomte cédait au roi en invoquant les mobiles les plus élevés. Il reconnaissait que l'intérêt public devait passer avant l'intérêt privé, que tous ses ancêtres avaient exposé leurs biens et leur vie (chose plus précieuse que les biens) pour le salut de la couronne de France et que lui-même avait suivi leurs traces. Voulant donc obéir à la volonté du roi et de ses successeurs, et reconnaissant que sa propre prospérité se confondait avec la prospérité royale, il consentait, sur la promesse d'une compensation décente, à céder au roi la suzeraineté des fiefs de Leucate et de Saint-Pancrace, avec les droits de haute justice, de leude, de tonlieu et de péage perçus à Narbonne et dans ses dépendances. Le vicomte cédait encore au roi la moitié par indivis de la haute et basse juridiction qu'il exerçait dans la Cité, le Bourg, la banlieue et les dépendances de Narbonne, dans le château de Villar de Fargues, dans le terroir de Livière, sur l'étang de Narbonne, dans les îles de la Sauque, de la Planasse, des Oulous et dans l'île qui se trouve près de la Robine et fait face à l'îlot de l'archevêque ; le vicomte réservait, toutefois, les droits de l'archevêque et de la cathédrale de Narbonne, dont il était le vassal pour l'ouest de la Cité et le Bourg de Narbonne. Il n'avait pas demandé l'assentiment de l'archevêque, le roi lui ayant recommandé de n'en rien faire. Le roi lui avait, d'ailleurs, promis de s'entendre avec l'archevêque à ce sujet et de conserver l'intégrité de l'église et de la vicomté de Narbonne. Le vicomte faisait savoir au roi que, nonobstant le dit pariage, il entendait prêter à l'archevêque l'hommage et le serment de fidélité, qu'il lui avait, d'ailleurs, déjà prêté sur l'ordre du roi.

(1) Le quantième est exprimé dans l'acte de la façon suivante : *die lune post octabas Pasche*. BESSE (*Hist. des ducs de Narbonne*, pp. 468-470) n'a lu que *post octabas Pasche* : il donne la date erronée du 6 avril. BRÉQUIGNY (*Table des diplômes*, t. VIII, p. 148) a répété la même erreur.

Amauri exceptait du pariage son palais de Narbonne, les maisons, les domaines, les propriétés, les cens, les usages, les fiefs et arrière-fiefs, les hommages et les serments de fidélité prêtés par les détenteurs de ces fiefs, les *encours* et les *décourrences* (1) des fiefs, des arrière-fiefs et des censives, le droit de frapper monnaie à Narbonne, de fabriquer de la monnaie d'or, d'argent et de la monnaie contenant un alliage de bronze, de frapper la monnaie en observant la coutume et en la mettant en circulation au cours qu'on lui donnait à Narbonne et ailleurs. Le vicomte retenait aussi le droit d'ost et de chevauchée, le droit de faire des mandements et des montres d'armes pour la défense de ses sujets et de ses terres, pour l'arrestation ou la répression de ses justiciables, enfin le droit de convoquer dans la Cité et le Bourg le parlement général et spécial. Le vicomte se réservait encore l'estimation et la juridiction des poissons frais ou salés vendus dans la Cité, le Bourg et les lieux mis en pariage, les *grapades* et les droits de leude perçus sur les poissons, le *vet* et le mesurage du vin, bien que la mesure du vicomte fût plus grande que les autres, les albergues et tous les autres droits perçus par le vicomte. Le vicomte retenait aussi le pouvoir de saisir des gages à l'occasion de la levée des cens, usages, rentes et redevances, de recevoir les fiefs confisqués et tombés en commise, la faculté de tenir des assises publiques et privées dans son palais de la Cité, le droit de connaître des causes et des crimes relevant de sa juridiction, le droit d'avoir en toute propriété dans la Cité des prisons où il pourrait conduire les délinquants, le droit de transférer les accusés des prisons du Bourg et de la Cité dans une prison *extra muros*. Le vicomte se réservait encore pour lui, ses héritiers et ses successeurs, pour ses sergents et ses domestiques, le droit de porter

(1) C'est-à-dire le droit de confisquer ces fiefs dans certains cas.

secrètement et publiquement dans le Bourg, la Cité et les lieux mis en pariage n'importe quelle arme, d'arrêter dans ces mêmes lieux les malfaiteurs qui auraient commis quelque méfait dans une autre terre du vicomte et de les garder prisonniers sans opposition du roi ou des officiaux de la cour commune. Le vicomte se réservait aussi la connaissance et la punition de tous les crimes et excès qui seraient commis par ses sergents ou ses domestiques dans les lieux mis en pariage, à moins qu'ils ne fussent passibles de la peine de mort ou de la mutilation d'un membre : dans ce cas, la connaissance et la punition appartiendraient à la cour commune. Le vicomte retenait encore pour lui, ses héritiers et ses successeurs, la maison vicomtale et tous les autres édifices qu'il avait à Bougna, dans le terroir de Livièrre, les terres, les possessions avec leurs cens, les redevances, les droits et les dépendances de la maison de Bougna ; l'île de la Sauque, l'île de la Planasse, l'île des Oulous et l'île située en face de l'îlot de l'archevêque, avec leurs rivages, leurs propriétés, leurs revenus et toutes leurs pêcheries. Le vicomte gardait aussi pour lui et ses successeurs la dénomination et la dignité de vicomte et de seigneur de Narbonne, titres qui étaient mentionnés dans les publications, gravés dans les inscriptions et sur les monnaies.

Le vicomte ne mettait pas en pariage les châteaux de Saint-Pierre-des-Clars, de Jonquières, de Montredon, le château ou monastère de Levrettes, les châteaux de Montlaurès, de Moussan, de Védillan, de Cuxac, de Coursan, le terroir de *Thermaregio* et la grange d'Aussières, tous ces châteaux ou terroirs situés dans le ressort (*circuitu*) de Narbonne et tout près de cette ville ; et tous les autres châteaux et forteresses, fiefs et arrière-fiefs, juridictions et justiciables, domaines et propriétés et tout ce que le vicomte avait, tenait et possédait dans les autres lieux de la vicomté de Narbonne non mis en pariage. Tout cela le

vicomte le retenait avec le droit de haute et basse justice, la connaissance de tout crime public ou privé, ordinaire et extraordinaire, le droit d'avoir dans sa terre propre un juge des premières appellations, tous droits qu'il avait coutume d'exercer comme seigneur et vicomte de Narbonne avant la conclusion du pariage.

Quant au serment de fidélité que les consuls et les habitants de Narbonne et des lieux mis en pariage prêtaient aux prédécesseurs du vicomte et au vicomte en seul, il serait prêté en commun, après l'institution du pariage, au roi et au vicomte, à chaque changement de roi ou de vicomte. Le serment serait reçu en commun par le vicomte conformément au droit vicomtal, et par le sénéchal de Carcassonne, conformément au droit royal, ou par les officiaux de la cour commune ; il était bien entendu que le roi continuerait à recevoir comme par le passé le serment de fidélité qu'il recevait des consuls de Narbonne à titre de souverain.

Quant au droit sur les poissons royaux pêchés dans la mer, quant au droit de rivage ou leude des bois apportés par eau, droit qui était perçu au Pont-Vieux et au Pont-Neuf de Narbonne, quant à la garde fournie par le vicomte en vue d'entraver la sortie de marchandises dont l'exportation était interdite, tous ces droits qui étaient exercés jusqu'alors en propre par le vicomte, le seraient désormais par indivis, avec leurs avantages et leurs *encours*, par le roi et le vicomte ou par leurs agents communs.

S'il était levé quelque subvention, contribution, taille ou rançon par le vicomte ou par le roi sur la Cité, le Bourg de Narbonne et les lieux mis en pariage, le produit en serait partagé également entre le roi et le vicomte ; le roi se réservait, toutefois, les subventions, contributions et tailles qu'il pouvait lever en son propre nom sans en partager le produit avec le vicomte. De plus, le roi et le vicomte ne pourraient partager ni aliéner en faveur d'une

tierce personne les biens mis en pariage : ces biens appartiendraient toujours par indivis à la couronne de France et à la vicomté de Narbonne ; le vicomte n'aurait pas le droit d'en demander le partage au roi. Le roi et le vicomte s'interdisaient réciproquement de faire l'acquisition de propriétés sises dans les territoires mis en pariage, à moins qu'elles ne se trouvassent enclavées dans des fiefs ou des censives relevant de l'un ou de l'autre. Ils s'interdisaient aussi d'y recevoir de nouveaux aveux et d'y concéder de nouveaux guidages.

Enfin, l'acte de pariage instituait à Narbonne une cour commune, c'est-à-dire semi-royale et semi-vicomtale.

Il était convenu, en outre, qu'avant la prise de possession par les agents royaux des biens mis en pariage, le roi mettrait fin au procès qui s'était élevé entre lui et le vicomte au sujet des biens des Juifs expulsés du royaume. Le procès pendant entre le vicomte et les consuls devait être également terminé avant la conclusion du pariage.

Sur un point quelconque du territoire mis en pariage, le roi pourrait acquérir un lieu favorable à la construction d'une forteresse, d'une maison et d'édifices, quitte à indemniser le propriétaire du sol, ainsi que le vicomte, si l'emplacement cédé au roi, relevait du vicomte à titre de fief ou de censive. Les crimes et délits commis dans cette forteresse ou ses dépendances et les contrats conclus en cet endroit relèveraient de la cour commune, mais la connaissance des délits commis par les propres officiaux du roi, dans l'exercice de leurs fonctions, appartiendrait exclusivement à la justice royale.

Le sénéchal, le juge mage, le procureur de la sénéchaussée de Carcassonne, les baillis, les juges, les officiaux et les agents propres du roi, si quelque affaire les appelait à l'avenir dans la Cité ou le Bourg de Narbonne, seraient tenus, sur la requête du vicomte ou de ses agents et de tous les officiaux communs, au moment de leur

nomination, de jurer au vicomte ou à ses agents sur les saints évangiles de conserver en tout et partout le pariage et l'ordonnance dressée à ce sujet, avec tous les chapitres y contenus, de ne pas aller à l'encontre du pariage et de ne pas usurper en aucune façon les droits spéciaux du vicomte. Les propres officiaux du vicomte feraient le même serment, à la requête des agents du roi. Il était décidé qu'en aucun temps il ne serait désobéi impunément au sénéchal, aux juges, aux procureurs, aux baillis et aux officiaux du roi, personnels ou communs, dans les terres, juridictions et lieux mis en pariage, en attendant la prestation de serment. Il était encore décidé que si le roi, le sénéchal ou quelque fonctionnaire propre du roi, le vicomte, ses agents ou quelque official commun allaient par négligence ou par malice à l'encontre des articles contenus dans la présente charte de pariage, cette infraction serait tenue pour nulle et non avenue, que aucun droit nouveau ne serait acquis à l'une ou l'autre des parties contractantes par un très long usage ou par la prescription. Le roi promettait de bonne foi pour lui et ses successeurs de conserver et de faire conserver intégralement tous les articles du pariage.

A son tour, Amauri II, vicomte et seigneur de Narbonne, les concédait, sous la réserve de son droit sur les choses non exprimées dans l'accord et sous la réserve du droit d'autrui sur toutes les choses y contenues, protestant qu'il n'entendait pas déroger ou porter préjudice aux coutumes, aux usages, aux libertés et aux franchises concédés depuis longtemps par lui ou ses ancêtres à ses chers et fidèles consuls, citoyens et peuple de la Cité et du Bourg de Narbonne, ni les approuver de nouveau ou les confirmer de quelque façon (1).

(1) Pièce justificative n° XIII. Analyse sommaire de cet acte dans Doat, t. 252, f° 246. Cf. *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 313-315.

Il est permis de se demander si l'acte de pariage était avantageux pour le vicomte. Le vicomte perdait la suzeraineté du fief de Leucate et du terroir de Saint-Pancrace. En compensation, il allait recevoir un fief royal situé en dehors des limites de la vicomté. Celle-ci perdait donc de sa cohésion et de son unité. D'autre part, le roi s'ingérait, grâce au pariage, dans l'administration et la juridiction de la ville de Narbonne. La cour vicomtale de Narbonne devenait la cour commune du roi et du vicomte. Le roi avait les mêmes droits que le vicomte dans la nomination des membres de cette cour et dans la perception des amendes, des péages, leudes ou tonlieux. L'autorité du vicomte n'allait-elle pas être diminuée par le voisinage de son puissant associé ?

Le vicomte espérait-il, au contraire, trouver dans le roi de France un auxiliaire précieux contre le clergé et le consulat narbonnais ? Parmi les raisons qui déterminèrent le vicomte à accepter l'ingérence de la royauté dans sa seigneurie, l'une des plus importantes fut certainement le désir d'obtenir du roi la somme totale produite par la vente des immeubles confisqués sur ses Juifs narbonnais. A ce sujet, un procès était pendant entre le roi et le vicomte devant le Parlement. Amauri II soutenait que tous les Juifs de la Cité de Narbonne, à quelque condition qu'ils appartenissent, faisaient partie de son domaine, eux et tous leurs biens, attendu qu'ils étaient exclusivement soumis depuis longtemps à sa juridiction et qu'ils étaient originaires de Narbonne. Il demandait donc à Philippe le Bel la restitution des biens qui avaient appartenu à ses Juifs. Les agents du roi, à leur tour, alléguèrent une foule de raisons tant de droit que de fait pour conserver au roi les biens confisqués. Finalement, un accord intervint entre les parties, le 5 juin 1309. Le vicomte abandonnait au roi les créances, meubles et immeubles de ses Juifs narbonnais contre une indemnité de 5,000 livres

tournois. De plus, le roi s'engageait à lui restituer plusieurs immeubles qui n'avaient pas encore été vendus. Le vicomte se réservait enfin les oublies, les cens et les droits royaux qu'il prélevait depuis longtemps sur les possessions des Juifs de la Cité.

Nous avons vu plus haut que la vente des immeubles confisqués sur les Juifs avait frustré le vicomte d'un capital s'élevant à plus de 4,000 livres : le vicomte était donc convenablement dédommagé par l'indemnité qui lui fut accordée le 5 juin 1309. De plus, le roi obligea, en 1310, les acquéreurs des biens confisqués sur les Juifs relevant du vicomte à payer à ce dernier les redevances dont leurs tenures se trouvaient grevées auparavant (1).

Cette affaire réglée, le roi reprit les négociations relatives à la construction du port de Leucate. Le 6 juin, il écrivait à son clerc, Gérard de Cortone, que des deux coseigneurs de Leucate, Raimond de Durban et Gaubert de Leucate, le premier seulement avait reçu une compensation. Il lui mandait donc de procéder à l'estimation de la part de Gaubert et de lui assigner une seigneurie équivalente dans la sénéchaussée de Carcassonne (2).

Pour récompenser encore le vicomte de l'appui qu'il lui prêtait, le roi prit à son égard une mesure de haute bienveillance. Le 7 juin 1309, il lui accorda des lettres de rémission, qui le mettaient à l'abri des poursuites judiciaires. L'acte ne précise pas les accusations portées contre Amauri. Mais il nous laisse comprendre que le vicomte s'était rendu coupable de plusieurs délits et crimes.

Le même jour, 7 juin 1309, Philippe le Bel chargea Gérard de Cortone, Guillaume de Plasian et Bernard de

(1) SAIGE, *ut supra*, pp. 291-293. Cf. *Hist. de Lang.*, ix, 317. Pièce justific. n° XIX. Arch. de l'Hérault, B 9, f° 40.

(2) *Invent. des archives de Narb., Annexes de la série AA*, pp. 376-379, 2^me mandement.

Mêse de procéder, avec le concours des agents royaux de la sénéchaussée de Carcassonne et en présence d'Amauri, à l'estimation des biens cédés par ce dernier au roi et de fournir après enquête une compensation au vicomte. Il s'agissait d'estimer la juridiction haute et basse des fiefs de Leucate et de Saint-Pancrace, le produit annuel de la leude perçue par le vicomte à Narbonne, sur terre et sur mer, — en ayant soin de retrancher la somme de 100 l. tournois prélevée tous les ans par le frère du vicomte, Pierre de Narbonne, sur la recette du fermier de la leude, — la moitié de toute la juridiction haute et basse exercée par le vicomte dans la Cité, le Bourg et la banlieue de Narbonne, dans le château de Villar de Fargues, dans les dépendances du terroir de Livière, dans l'étang de Narbonne et dans les îles de cet étang (1).

Une compensation était due également aux coseigneurs de Leucate, qui avaient abandonné au roi leur château avec toutes ses dépendances pour lui permettre d'y établir un port de mer. Tout d'abord, le roi fit procéder à une enquête sur la valeur de la seigneurie de Leucate, et à une autre enquête sur la valeur du domaine royal d'Olonzac, situé dans la viguerie du Minervois. Estimations faites, le château d'Olonzac avec la haute et basse juridiction fut assigné à Raimond de Durban, l'un des coseigneurs de Leucate, à la réserve toutefois des droits de leude ou péage, de l'hommage que Raimond serait tenu de prêter au roi, des *encours* des hérésies et des bannissements, de l'ost et de la chevauchée, de la connaissance et punition des crimes de lèse-majesté, fabrication de fausse monnaie, port d'armes. Par contre, les baux à cens consentis par le sénéchal ou une autre personne dans le domaine royal furent annulés, et les territoires qui avaient été aliénés au préjudice du roi furent dévolus à Raimond

(1) Doat, t. 49, f^{os} 385-393, 1^{er} mandement.

de Durban. Les enquêteurs constatèrent qu'il se trouvait dans la seigneurie de Leucate des territoires contestés : la partie de l'étang et de l'île de Leucate dont il est question dans les enquêtes de 1300 et de 1308, contestée entre Raimond, coseigneur de Leucate, et le roi de Majorque ; et le terroir dit *Garrigua plana*, contesté entre Raimond de Durban et les habitants de La Palme. Le roi promit à Raimond de le dédommager plus tard, quand ces territoires contestés lui auraient été adjugés sans débat. Le roi lui accorda, en outre, une indemnité de 600 livres tournois pour le dédommager des frais de procédure et autres occasionnés par l'échange du château de Leucate (1).

Le 14 août 1309, les trois commissaires royaux, chargés d'estimer les biens cédés par le vicomte au roi et d'assigner à celui-là un territoire équivalent, se trouvaient à Carcassonne. Très occupés par d'autres affaires, Gérard de Cortone, Guillaume de Plasian et Bernard de Mèze commirent à leur place, le 14 août, Pierre Habert, juge à la cour commune de Narbonne, et Jean Roger, procureur du roi dans la sénéchaussée de Carcassonne. Pierre Habert et Jean Roger furent chargés de mettre le vicomte en possession 1^o du domaine royal de La Redorte ; 2^o de la leude du pont d'Ognon et de Beaufort ; 3^o de tous les revenus de la ferme de Minerve, qui comprenait les lieux d'Agel, d'Aigues-Vives, de Rieussec, de Boisset, d'Homps et de Vélieux, — le roi retenait le château, le village et le lieu de Minerve, une rente annuelle de 100 livres tournois, la forêt de Moussan — ; 4^o du château ou village de Siran ; 5^o du château de Laure et de tout ce que le roi avait à Pouzols ; 6^o des fiefs de Villar-des-Ports, Paraza, Sallèles,

(1) Pièce justificative n^o XVI. Les 600 livres ne furent payées qu'au fils de Raimond, Guillaume de Durban, le 5 septembre 1342. Le vidimus de 1342 a été délivré sur la prière de Guillaume de Durban, fils de feu Raimond : l'acte concernant Olonzac avait été dérobé à Guillaume.

Empare. Le roi se réservait encore le serment de fidélité et l'hommage, la suzeraineté et le droit d'appel, les *encours* des hérésies et des bannissements, l'ost et la chevauchée. Les subdélégués devaient veiller à ce que les biens donnés par le roi ne surpassassent pas les biens donnés en échange par le vicomte : si la valeur des premiers était supérieure à celle des seconds, les commissaires devaient en distraire la plus-value.

Le 25 août 1309, les subdélégués se rendirent, en compagnie d'Amauri, au château de Laure, sur la place commune, où l'on avait coutume de tenir les assises et de rendre la justice. Furent convoqués : Raimond de Niort, viguier du Minervois, Guillaume Chaussier, légiste, régent royal de la judicature de Laure, M^e Guillaume de Pieusse, notaire de la cour du Minervois et spécialement de Laure, Pierre de Fayel, baile royal de Laure, Raimond Roques, Guillaume Dupont, damoiseaux, pour nobles Théobald Jean et Pierre Bonhomme et pour Barrian, consuls de Laure. Sur la place se pressait une multitude de nobles et de roturiers. Le notaire lut les lettres de subdélégation délivrées par Gérard de Cortone et les autres délégués du roi à Pierre Habert et Jean Roger. Lecture faite, les subdélégués ensaisinèrent le vicomte. Ils ordonnèrent aux régents de la viguerie et de la judicature, au baile, au notaire, aux deux sergents de Laure, aux trois hérauts et autres officiers royaux de ne porter aucun préjudice au vicomte. Ils ordonnèrent ensuite au notaire Guillaume de Pieusse, là présent, de remettre au vicomte ou à ses curiales les procès pendants devant la cour de Laure. Ils se rendirent enfin à la maison du roi et en remirent les clés au vicomte (1).

La cour commune instituée à Narbonne par l'acte de pariage fonctionnait déjà le 26 août 1309 ; à cette date,

(1) Doat, t. 49, f^os 385-393. Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 18 et 49.

les régents des deux consulats de Narbonne remirent une cédule, qui énumérait les privilèges et les attributions des consuls, à Pierre Azalbert, juge royal du Lauraguais et à Jean Roger, procureur du roi dans la sénéchaussée de Carcassonne, commissaires subdélégués, en présence de Pierre Habert, juge de la cour commune (1).

Raimond de Durban et Amauri étaient entrés en possession des territoires qui leur avaient été assignés. Mais Gaubert de Leucate, coseigneur avec Raimond de Durban du château de Leucate, n'avait pas encore reçu la compensation. Il s'en plaignit au roi, qui écrivit de Paucourt, le 23 octobre 1310, à son clerc, Gérard de Cortone, de procéder rapidement au choix du territoire qui devait être attribué à Gaubert de Leucate (2).

Gérard de Cortone chargea Jean Roger, procureur royal, de procéder à une enquête diligente sur la valeur des revenus dont jouissait Gaubert dans sa coseigneurie de Leucate, et à une autre enquête sur la valeur du château de Villegly, situé dans la viguerie du Cabardès, lequel dame Blanche de Minerve et dame Raimonde, sa fille, alors défuntes, avaient tenu du roi pendant soixante ans en usufruit, et qui était retourné après la mort de Raimonde au domaine royal. Le château de Villegly avait déjà donné lieu à une double enquête, la première conduite par Bernard de Verbière, autrefois viguier du Cabardès et M^e Jean de Fara, alors procureur du roi en la sénéchaussée de Carcassonne, la seconde conduite par M^e Guillaume Bringuier, juge royal à Carcassonne et viguier du Cabardès et Jean Roger, procureur du roi. D'après une estimation ancienne, le revenu annuel de Gaubert dans le château de Leucate s'élevait à 120 livres tournois, les édifices non compris. Quant au revenu

(1) Arch. de Narbonne, AA 35. Cf. *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 316, n. 3.

(2) *Invent. des archives de Narb., Annexes de la série AA*, 376-379.

annuel dont jouissait le roi à Villegly, il fut estimé à près de 160 livres tournois, les fiefs nobles exceptés, y compris, toutefois, les possessions et propriétés que Mesdames de Minerve avaient aliénées sans en avoir le droit et qui, d'ailleurs, étaient revenues entre les mains royales. Le procureur du roi transféra à Gaubert de Leucate le château de Villegly, à l'exception de certains droits, les mêmes que le roi s'était réservé en d'autres territoires par les actes du 7 juin et du 14 août 1309 (1). Gaubert se plaignit que la compensation n'était pas assez forte, mais il déclara s'en rapporter à la faveur royale pour recevoir un supplément d'indemnité. Il fit remarquer, toutefois, au procureur royal qu'il entendait également être indemnisé plus tard relativement aux territoires contestés (2).

Devenu maître de Leucate, Philippe le Bel, le 18 février 1314 (n. s.), affranchit les habitants des services de *mansade* ou de *casalage*, et réduisit la *tasque*, qui était prélevée sur la récolte des vignes jeunes ou vieilles, moyennant le paiement de 300 livres tournois. Raimond de Durban et Gaubert de Leucate avaient laissé leur coseigneurie dans un état lamentable : Leucate ne comptait que cent feux, alors qu'elle eût pu en contenir facilement cinq cents et davantage (3). Installé dans le château de

(1) Voy. plus haut.

(2) *Invent. des arch. de Narb., Annexes de la série AA*, 376-379. MAHUL, *Cartulaire du diocèse de Carcassonne*, t. II, pp. 109-114. Voici ce que dit Mouynès (*Invent. de la série AA, Notes*, p. 387, 1^{re} col.) au sujet des échanges entre le roi et les coseigneurs de Leucate : «... Bernard, Raymond et Gaubert de Durban cédèrent au roi tous les droits qu'ils avaient sur la seigneurie [de Leucate] en échange desquels ils reçurent non le château d'Olonzac, ainsi que le disent par erreur les auteurs de l'*Histoire de Languedoc*, mais le château de Villegly... » C'est Mouynès et non dom Vaissète qui s'est trompé. Mouynès n'a pas vu qu'il y avait à Leucate deux coseigneurs, Raimond de Durban et Gaubert de Leucate, et que le premier avait reçu du roi Olonzac, le second, Villegly.

(3) Pièce justificative n° XIX. Cf. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 317, n. 4.

Villegly, Gaubert de Leucate transigea également avec les habitants de sa nouvelle seigneurie, le 15 mars 1313, au sujet des *foriscaps* des donations, legs et successions, au sujet du four de Villegly, enfin, au sujet de la quatrième année des vignes nouvellement plantées (1).

Philippe le Bel était mort le 29 novembre 1314. Les derniers Capétiens, ses successeurs, allaient laisser une plus grande indépendance au vicomte de Narbonne. Philippe le Bel n'avait pas toujours été tendre pour Amauri, mais il lui avait fourni maintes fois l'occasion de jouer un rôle important dans les affaires du royaume. Leurs dernières relations avaient, d'ailleurs, été excellentes : par le pariage de 1309 le vicomte de Narbonne était devenu l'allié du roi de France. Aussi, ne voyons-nous pas Amauri prendre part à la réaction féodale qui sévit dans le royaume à l'avènement du successeur de Philippe le Bel, Louis X Hutin. Le règne de ce dernier fut si court que nous ne savons presque rien de ses relations avec le vicomte de Narbonne. Amauri prêta, sans doute, l'hommage à Louis X, comme il le prêta plus tard à son successeur, Philippe V le Long (2). Il participa, avec son fils aîné Aimeri, à la campagne de Flandre de 1315. Il obtint du sénéchal, le 18 juin 1315, des lettres de sauvegarde. A cette date, le vicomte et son fils se trouvaient en Flandre. Ils y étaient encore le 23 juin (3).

Le 15 novembre 1317, Amauri reçut l'ordre de rallier l'armée royale de Flandre avant le 2 avril 1318 (4). Il fut de nouveau convoqué le 29 juillet 1318 : il devait se trouver

(1) MAHUL, *Cartul. du diocèse de Carcassonne*, t. II, pp. 115-116.

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 362.

(3) Arch. de Narb., pièce non inventoriée, datée du 23 juin 1315. Les lettres de sauvegarde accordées au vicomte et à son fils les plaçaient à l'abri de toute action judiciaire pendant tout le temps que durerait leur présence à l'armée royale de Flandre.

(4) *Historiens de France*, t. XXIII, p. 811, C.

à Toulouse dans la huitaine de la Noël pour assister à l'assemblée des États de langue d'oc (1). Le 7 juin 1319, le vicomte fut encore invité à se trouver à Arras, le 12 août de la même année (2). Les seigneurs furent autorisés à se racheter du service (3). Il est probable qu'Amauri profita de cette combinaison.

La conclusion du pariage entre le vicomte et le roi avait soulevé un tollé général. Nous verrons plus loin, en étudiant les relations du vicomte avec l'archevêque et avec les consuls de Narbonne, que le clergé et le corps municipal narbonnais ne cessèrent pas d'en demander l'annulation. De nombreux procès furent intentés au vicomte à ce sujet devant le parlement de Paris. Les habitants des territoires annexés à la vicomté protestèrent, à leur tour, contre l'administration vicomtale et demandèrent à retourner dans le domaine royal. Le 14 août 1318, Philippe le Long avait envoyé Raoul, évêque de Laon, et Jean, comte de Forez, comme enquêteurs-réformateurs dans les sénéchaussées de Toulouse, de Périgueux, de Rodez, de Carcassonne et de Beaucaire. Ils devaient recevoir les doléances des particuliers et des communautés. Le 14 novembre 1318, ils entendirent à Toulouse la supplique que leur présentèrent les consuls de Laure. Le château de Laure avait été cédé au vicomte à la suite du pariage de 1309. Les habitants regrettaient la domination royale : ils demandaient à y revenir, en alléguant des motifs qui ne pouvaient déplaire au pouvoir royal. Voici comment les consuls s'exprimaient dans leur requête : « L'offrande
« de la munificence royale, bien que se répandant uni-
« versellement sur tous les sujets, s'épanche plus rapi-
« dement et plus copieusement, tout en récompensant

(1) *Hist. de France.*, t. XXIII, p. 814, F. G. Cf. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 380.

(2) *Ibid.*, t. XXIII, p. 824, B.

(3) *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 383-384, n. 4.

« chacun selon son mérite particulier, sur ceux qu'elle
« sait lui être immédiatement soumis. C'est pourquoi,
« considérant que la gloire, l'honneur et les intérêts d'une
« communauté s'accroissent d'autant plus qu'elle est plus
« rapprochée du grand prince qui est son seigneur, se
« rappelant que, soumis avant le pariage directement à
« l'autorité et à la juridiction royales, ils étaient élevés
« aux honneurs, jouissaient de la tranquillité et de la
« paix, étaient dotés de libertés et de privilèges dont ils
« se sentent maintenant injustement privés par le
« pariage, se rappelant avec reconnaissance les bienfaits
« reçus, les consuls de Laure n'ont qu'une aspiration :
« revenir à la situation d'où le pariage les a fait déchoir.
« Les consuls supplient les commissaires royaux, au nom
« de toute la communauté, de ramener le château de
« Laure sous la juridiction immédiate du roi et de l'y
« maintenir à perpétuité. En retour, ils leur promettent
« de verser au roi ou à son trésorier dans la sénéchaussée
« 4,500 livres de bons petits tournois, payables par annui-
« tés de 500 livres à l'Assomption de chaque année.

« Les commissaires-réformateurs, en considération de
« la fidélité et du dévouement empressés et sincères que
« les consuls et la communauté de Laure manifestent
« pour le roi, en considération de la noblesse, de la gran-
« deur et de la haute situation des personnes qui habi-
« tent ce château, lequel compte 600 feux et plus et nota-
« ment beaucoup de familles nobles, attendu que dans
« toute la viguerie du Minervois il ne reste plus, après les
« nombreuses assignations faites par le roi à diverses
« personnes, de ville ou de village de quelque importance
« où le viguier et le juge de la viguerie du Minervois
« puissent tenir leurs assises et rendre la justice aux plai-
« deurs, ce qui entraîne de grands dommages, des fati-
« gues et des dépenses intolérables pour les sujets du
« roi ; attendu qu'une compensation convenable peut être

« accordée au vicomte, si le pariage est confirmé par le
« roi, dans d'autres lieux dont l'aliénation sera moins
« désavantageuse au roi et moins préjudiciable au pays ;
« enfin, attendu que le château de Laure n'a pas encore
« été remis effectivement au vicomte, ni cédé à titre
« incommutable, dans l'intérêt du roi et de ses sujets, les
« commissaires acceptent le retour de Laure dans le
« domaine royal (1). »

En 1318, Laure était une ville plus importante qu'aujourd'hui. Chef-lieu de la viguerie du Minervois, elle comptait 600 feux, soit environ 3,000 habitants (2) : elle n'en compte guère aujourd'hui que 1434, soit un peu moins de la moitié.

L'exemple des consuls de Laure fut suivi par les consuls d'Olonzac. Le château d'Olonzac était entre les mains de Raimond de Durban, ancien coseigneur de Leucate. La communauté d'Olonzac voulait revenir sous la domination royale. Elle suivit la même tactique que la communauté de Laure. Elle s'efforça de démontrer au roi que l'échange d'Olonzac contre Leucate avait été désavantageux pour la couronne. Sur la plainte des consuls d'Olonzac, le sénéchal de Carcassonne, Hugues-Guiraud de Hélier, donna pleins pouvoirs, le 1^{er} juin 1321, à Mes Raimond Foucaud et Arnaud Assalit, procureurs du roi en la sénéchaussée, pour s'enquérir sur les dommages causés au roi par l'échange d'Olonzac contre Leucate. Le 3 juin,

(1) Pièce justificative n° XXIII. La répugnance que les consuls de Laure laissent éclater à l'égard de la domination vicomtale nous montre bien qu'à cette époque, l'administration seigneuriale était plus oppressive que l'administration royale. Nous sommes loin de l'époque où les méridionaux luttèrent à côté de leurs seigneurs locaux pour défendre leur indépendance contre les envahisseurs venus du nord. En moins d'un siècle le pouvoir royal avait complètement réussi à s'assimiler les populations languedociennes et à les détacher de la féodalité locale.

(2) D'après la méthode d'A. Molinier (*Hist. de Lang.*, t. IX, p. 194, note 4), qui compte en moyenne cinq personnes par feu.

sur la place publique, les consuls d'Olonzac et quelques habitants déclarèrent aux procureurs royaux que le roi avait été trop lésé par l'assignation qui avait été faite à Raimond de Durban du château d'Olonzac en échange de la partie qu'il possédait à Leucate. Ils leur offrirent donc de payer une somme de 2,000 livres au trésorier royal de Carcassonne pour que le château d'Olonzac revint dans la main du roi et y restât à perpétuité. Le 5 juin, les procureurs acceptèrent l'offre des 2,000 livres tournois et la communauté d'Olonzac approuva la conduite de ses consuls. Le 7 mai 1322, les consuls d'Olonzac offrirent 1,000 livres de plus aux procureurs du roi (1). Le 1^{er} mars 1323 (n. s.), le sénéchal de Carcassonne leur délivra quittance des 3,000 livres. Toutes ces opérations furent approuvées par le roi en juillet 1323 (2).

Brusquement, Charles IV le Bel revint sur sa décision. Après avoir inspecté les lettres de son père relatives à l'échange d'Olonzac contre Leucate, le roi déclara, le 20 août 1323, qu'il voulait respecter la volonté paternelle et manda au sénéchal de Carcassonne de restituer le château d'Olonzac à Raimond de Durban. Le 1^{er} septembre, Rostang Pairier, juge mage et lieutenant du sénéchal, transmit les ordres royaux à Raimond-Arnaud Roussel, juge criminel et à Pierre Augier, avocat du fisc en la sénéchaussée. Le 2 septembre, Raimond d'Auriac, procureur de Raimond de Durban, présenta au juge criminel et à l'avocat du fisc les lettres du juge mage. Raimond-Arnaud Roussel et Pierre Augier convoquèrent plusieurs habitants d'Olonzac sur la place publique. Le notaire donna lecture du mandement royal. Sur la réquisition du procureur de Raimond de Durban, les commissaires royaux

(1) Le nouveau roi était Charles IV le Bel : il avait succédé à son frère Philippe V, mort le 3 janvier 1322

(2) Arch. nat. JJ, 61, f^os 218 v^o-221, n^o 486.

restituèrent le château d'Olonzac à Raimond par la remise symbolique d'un capuchon (*capucii*). Ils ordonnèrent à tous les habitants d'obéir à Raimond, et aux sergents, nonces et consuls de ne plus exercer leurs fonctions au nom du roi. En signe d'entrée en possession, Raimond d'Auriac nomma un baile et deux sergents, qui jurèrent entre ses mains et sur les évangiles de se montrer honnêtes et fidèles dans l'exercice de leurs fonctions. Le 30 octobre, le sénéchal apposa son sceau à l'acte précédent, qui fut confirmé par le roi, à Loches, en décembre 1323 (1).

Que devenait dans tout cela le pariage de 1309 ? Ce pariage avait été conclu entre le roi et le vicomte en vue de l'établissement d'un port maritime à Leucate. Ce projet n'ayant pas été réalisé, le pariage n'avait plus sa raison d'être. D'ailleurs, il était vu d'un mauvais œil par beaucoup de monde, par l'archevêque et les consuls de Narbonne, par les nouveaux sujets des anciens coseigneurs de Leucate. Finalement, l'acte de pariage fut annulé.

Le 14 juin 1322, Charles IV le Bel mandait au sénéchal de réunir au domaine les terres qui avaient été cédées au vicomte (2), à la suite du pariage, et de rendre au vicomte les droits dont il jouissait auparavant et qu'il avait partagés avec le roi. Le sénéchal transmettait les ordres du roi à ses commissaires le 27 juillet. Le lendemain, 28 juillet, Raimond Foucaud, procureur général du roi et Arnaud Assalit, procureur du roi, chargés de recueillir les biens confisqués pour crime d'hérésie, se présentaient dans le consistoire de la cour vicomtale de Narbonne et, là, faisaient procéder par un notaire à la lecture du mandement royal, en présence des consuls et du procureur

(1) Arch. nat. JJ, 62, n° LXXVII, f°s 42-44.

(2) Le 7 juillet 1322, le sénéchal fit réunir au domaine royal les lieux d'Agel, de Bouisset, de Vélioux, d'Aigues-Vives et de Rieussec, qui avaient été cédés au vicomte de Narbonne après le pariage de 1309 (Doat, t. 253, f°s 927-928 v°).

vicomtal. Cette lecture terminée, les procureurs du roi en notifièrent le contenu aux personnes présentes. Alors le procureur du vicomte reprocha au sénéchal d'avoir outrepassé les ordres du roi en réunissant au domaine royal les châteaux de Laure, de Siran et autres lieux sans consulter le vicomte ou ses procureurs. Le 31 juillet, le sénéchal fit connaître sa réponse dans le consistoire de la Cité de Carcassonne, près de la chapelle: il avait, disait-il, exécuté purement et simplement les ordres royaux. Il avait procédé à la résiliation du pariage selon la forme et la teneur du mandement royal, sans sortir des limites qui lui étaient tracées. Dans sa réponse, le procureur du vicomte semble montrer que le vicomte ne tenait pas beaucoup au maintien du pariage. Le procureur déclara qu'il avait été présent à l'annulation du pariage, qu'il n'y contredisait point, n'ayant aucune raison d'y contredire, puisque le vicomte avait requis plusieurs fois Charles IV le Bel de confirmer le pariage ou de le révoquer, si ce dernier parti lui paraissait préférable (1).

Les travaux entrepris à Leucate pour y établir un port n'avaient pas duré longtemps. Gérard de Cortone avait acheté pour 11,949 livres de bois, mais il avait reçu l'ordre, en 1310, de le restituer au vendeur (2).

(1) Doat, t. 49, f^{os} 426-432 et Arch. mun. de Narb., deux pièces non inventoriées.

(2) *Hist. de Lang.*, t. ix, pp. 318-319. Le projet de Leucate port de mer fut repris dans la suite, sans plus de succès d'ailleurs. Les communes de la sénéchaussée de Carcassonne s'en occupèrent le 21 mars 1337 (n. s.). (A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Ollivier*, II, 2^e partie, pp. 866-869). Les consuls de Narbonne offrirent d'établir un impôt de 10 s. t par feu pendant six années consécutives : ils parlaient de quitter Narbonne, où l'air était très malsain à cause des marais qui entouraient la ville, et de s'installer à Leucate, où l'air était pur et salubre (*Ibid.*, pp. 869-877). Jean le Bon défendit, le 4 mars 1360, aux Narbonnais de continuer les travaux (*Hist. de Lang.*, ix, 701) à cause des préjudices causés au port royal d'Aigues-Mortes. Le 3 octobre 1400, les consuls de Narbonne revinrent à la charge en faveur de Leucate (A. BLANC, *ut supra*, pp. 1018-1041). Le 25 février 1401, les consuls de Carcassonne donnèrent leur adhésion (*Ibid.*, pp. 1042-1049). Le

VI. — Malgré la rupture du pariage, Amauri conserva de bonnes relations avec Charles le Bel, puisque ce dernier lui proposa de conduire une croisade dans les royaumes d'Arménie et de Chypre. L'idée de reconquérir la Terre Sainte restait toujours vivace en Occident (1) et plus particulièrement en France. Il ne se passait pas d'année sans qu'il parût quelque traité sur les moyens de recouvrer la Terre Sainte (2). Un prince arménien, Hayton, proposait justement dans les premières années du xiv^e siècle de prendre l'Arménie comme base d'opérations (3). Le roi d'Arménie avait été fait prisonnier par le sultan de Babylone (4). Il avait envoyé des ambassadeurs à la cour de France (5). L'attention était donc attirée de ce côté.

projet fut repris au xviii^e siècle, mais on abandonna la Franqui pour La Nouvelle : l'avant-port de La Nouvelle fut commencé en 1704 (CONS, *L'Aude*, p. 77). La Nouvelle devint l'avant-port de Narbonne. Le projet de la Franqui fut rediscuté, quand on s'occupa de la construction du canal des deux mers (MATHIEU, père et fils, *Mémoire relatif au canal de Rochefort à la Franqui : De la construction d'un port de commerce à la rade de la Franqui, près le cap de Leucate (Aude)*. Carcassonne, imp. Polère, mai 1858 in-8°, 64 p. L'auteur montre la supériorité du port de la Franqui sur celui de La Nouvelle. *Deuxième notice et documents officiels sur le port de la Franqui*. Carc., Polère, 1860, in-8°, 86 p. Carte de La Nouvelle à la Franqui (côte).

(1) A la fin de l'année 1305, deux Catalans arrivèrent à Narbonne dans le dessein d'y armer une galée et de naviguer contre les ennemis de la foi. On ne sait pourquoi, le vicomte et l'archevêque firent arrêter ces Catalans, mais le viguier de Béziers les leur enleva et le roi approuva sa conduite, le 31 décembre 1305 (Bibl. mun. de Toulouse, ms 626, f° 426, et Bibl. mun. de Narbonne, Inventaire des archives de l'archevêché, t. I, f° 577).

(2) Cf. les études d'Ernest Renan sur les projets de Pierre Du Bois (*Histoire littéraire de la France*, t. xxii, pp. 471-536), de Guillaume de Nogaret (*Ibid.*, xxvii, pp. 295-298) et de quelques anonymes (*Ibid.*, xxvii, pp. 381-391).

(3) Cf. sur Hayton l'étude de Paulin Paris dans *Hist. litt.*, xxv, pp. 479-507.

(4) *Chronique parisienne anonyme de 1316 à 1339* (*Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, t. xi (1884), pp. 35-37.

(5) *Ibid.*, pp. 76-77.

Philippe V avait déjà fait construire à Narbonne la moitié d'une flotte destinée à une expédition en Orient. Mais cette flotte eut un malheureux sort. Elle fut enlevée, à la fin du mois d'août ou au commencement de septembre 1320, par Conrad d'Oria (1).

Avant de mettre Amauri à la tête d'une escadre, Charles IV le Bel avait eu à lui pardonner un crime de lèse-majesté. Le vicomte avait fait jeter dans la prison de son palais de Narbonne deux damoiseaux, Pierre-Arnaud de Fraissé et Guillaume Aimeri. Bien qu'ils eussent interjeté appel de la justice vicomtale à la justice royale, le vicomte les avait fait transférer de nuit à son château de Saint-Pierre-des-Clars. Là, le vicomte avait fait noyer Pierre-Arnaud de Fraissé et fait pendre Guillaume Aimeri. A la suite de cette double exécution, Amauri fut emprisonné et ses biens mis sous séquestre. Mais au mois de janvier 1323 (n. s.), Charles IV le Bel, en considération des services que le vicomte de Narbonne avait rendus à son père Philippe le Bel, lui accorda des lettres de rémission (2).

Le roi offrit au vicomte comme moyen d'expiation la conduite d'une expédition en Orient (3). Le 7 février 1323 (n. s.), Charles le Bel annonça aux ecclésiastiques et aux

(1) B. DE LA RONCIÈRE, *Une escadre franco-papale (1318-1320)* dans *Mélanges de l'Ecole de Rome*, t. XIII (1893), pp. 399-418.

(2) Pièce justificative n° XXVI. Analyse de cette charte : Arch. de l'Hérault, B 9, f° 19 v° et Arch. nat., K 213, f° 14 v°. Cf. *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 416-417.

(3) A. Molinier fait remarquer avec justesse, non à propos d'Amauri mais à propos d'un certain Jean de Berat, hommes d'armes, accusé du meurtre d'un sergent royal, le 11 octobre 1326, que c'est à partir de cette époque qu'on prend la détestable habitude de considérer les services rendus à la guerre comme moyen d'expier les plus grands crimes (*Hist. de Lang.*, t. IX, p. 441, note). Amauri aurait pu quand même subir le sort de son neveu Jourdain de l'Isle, pendu le 7 mai 1323 pour avoir tué deux sergents royaux qui avaient été chargés de lui remettre une citation pour le Parlement (*Hist. de Lang.*, t. IX, p. 418, n. 2).

barons de la sénéchaussée de Carcassonne qu'il préparait une croisade en Arménie et qu'il avait placé à la tête de l'expédition « son cher et fidèle chevalier, conseiller et « familier, Amauri, seigneur et vicomte de Narbonne, « entraîné d'ailleurs à la croisade par sa propre dévotion, « homme discret, vaillant et expérimenté dans l'art militaire, enflammé du zèle de la foi, capitaine loyal et « capable ». Il lui avait adjoint Bérenger Blanc, son amiral. En leur faisant part de son projet, le roi demandait aux ecclésiastiques et aux nobles de la sénéchaussée des subsides pour le passage en Terre Sainte (1). Vers la même époque, le roi ordonnait à son sénéchal de Beaucaire d'assembler les États de la sénéchaussée pour leur demander les sommes nécessaires au chef de la croisade (2).

Le 13 février 1323 (n. s.), le roi s'entendit avec le vicomte sur le nombre de navires et de combattants que devait comprendre l'escadre destinée à cette expédition d'outre-mer. Amauri devait s'occuper de la construction et de l'armement de la flotte ; la croisade était donc pour lui autre chose qu'une affaire de dévotion, c'était une entreprise commerciale, dans laquelle il espérait réaliser des bénéfices considérables. Le vicomte s'engageait à faire construire ou à acheter vingt galées, deux navires à trois ponts, quatre galiotes, à les armer et à les entretenir aussi longtemps qu'il plairait au roi. Chaque galée ou navire devait être montée par 200 hommes, chaque galiote par 100. Le vicomte s'engageait encore à prendre à son service 3,000 fantassins, arbalétriers pour la plupart, commandés par 30 hommes d'armes à cheval. Il devait fournir des navires de transport, des vivres. L'expédition terminée, Amauri devait ramener l'escadre à Marseille. A son

(1) MARTÈNE, *Thesaurus anecdotorum*, t. 1, cc. 1370-1372. Semblables lettres envoyées dans la sénéchaussée de Beaucaire (MARTIN-CHABOT, *ut supra*, n° 335.

(2) Collection de Languedoc, t. 83, f°s 147-148.

tour, le roi devait payer à Amauri 200,000 livres parisis : le vicomte recevait cette somme avant son départ. Sur ces 200,000 livres, 30,000 seraient consacrées à l'achat de la flotte. Si l'expédition durait plus d'un an, Amauri recevait, la seconde année et les années suivantes, 170,000 livres par an. Un mois avant son départ, Amauri recevait l'argent nécessaire à l'achat des navires, à leur armement et à l'entretien de l'équipage. Si l'expédition durait plus d'un an, le vicomte recevait dans les deux derniers mois de l'année 1323, ses gages de l'année suivante. Le retour à Marseille devait durer deux mois. Le roi devait observer ces conditions, même si la flotte était détruite par la tempête ou l'ennemi. Pendant la durée de l'expédition, tous les croisés seraient placés, eux et leurs biens, sous la sauvegarde royale. Quant aux prises qui pouvaient être faites sur les Sarrasins, une moitié devait être répartie entre le capitaine et ses hommes, l'autre moitié consacrée aux frais de la traversée ; tous ceux qui entraveraient la croisade seraient punis comme ennemis de la foi et du roi. Toutes les choses nécessaires à l'expédition, chevaux, armes, argent, vivres, costumes devaient être exportés en franchise. Le vicomte devait tenir tout son équipage prêt à partir, au cas où la mort viendrait à le surprendre avant son départ. S'il se trouvait des volontaires désireux de suivre le vicomte sans exiger aucun salaire, le nombre des navires et des fantassins n'en devait pas être diminué pour cela. Le roi dispensait le vicomte de l'engagement qu'il avait déjà pris d'entretenir à ses frais pendant cinq ans 20 hommes d'armes, un navire et deux huissiers (1). Si le passage n'avait pas lieu, le vicomte recevait une juste indemnité pour les dépenses qu'il aurait faites (2).

(1) Navires munis de portes (*huils*) et destinés au transport des chevaux.

(2) *Hist. de Lang.*, t. ix, pp. 419-420 et t. x, *Preuves*, cc. 621-624. Arch. de l'Hérault, B 9. f° 23.

Le 16 mars 1323 (n. s.), Amauri s'engagea à restituer à Charles IV le Bel les sommes qu'il en avait reçues, si la croisade d'Arménie n'avait pas lieu : naturellement, le vicomte serait dédommagé des frais que lui auraient coûté les préparatifs (1).

Le roi s'adressa à la société florentine de la Scala pour se procurer l'argent nécessaire à l'expédition. Le 29 mars 1323, Bérenger Blanc, amiral du roi et procureur du vicomte, reçut d'André Minerbetti (2), citoyen et marchand de Florence, membre de la société de la Scala (3), 1,250 florins d'or, pour à compte d'une somme de 17,250 florins, représentant les 30,000 livres que le roi devait payer à Amauri pour l'achat de la flotte. Bérenger Blanc délivra quittance de cette somme dans la maison succursale que la société de la Scala avait à Avignon (4). Le 16 avril 1323, Bérenger Blanc reçut d'André Minerbetti un nouvel acompte de 1,000 florins d'or (5).

L'année 1323 s'écoula sans que le vicomte partît pour l'Orient. Les préparatifs se faisaient avec lenteur : les fournisseurs de bois pour les galères qui étaient construites à Marseille demandaient à être payés et adressaient leur réquisition au juge des galères (6). Pierre Medeci, de

(1) Pièce justificative n° XXVII.

(2) Il est question d'un Minerbetti, de Florence, dans DAVIDSON, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, III Theil, n° 127.

(3) Il est question de cette société dans DAVIDSON, *Ibid.*, III, n° 977. Le roi de France fit plusieurs emprunts à cette société dans les années 1322, 1323, 1324, 1325, 1328. Des membres de cette société étaient chargés de lever des taxes dans les sénéchaussées de Beaucaire, de Toulouse, dans le salin de Carcassonne. Ils dirigeaient l'atelier monétaire de Tournai. En somme, cette société, fermière de certains impôts ou monopoles, faisait des avances au roi. (DAVIDSON, *Ibid.*, III, n°s 977, 978, 979, 980, 982).

(4) DOAT, t. 49, f°s 442-446. Arch. de l'Hérault, B 9, f° 23 v° et Arch. nat., K 213, f° 17.

(5) DOAT, t. 49, f°s 447-450. Arch. de l'Hérault, B 9, f° 23 v° et Arch. nat., K 213, f° 17.

(6) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 23 v° et Arch. nat., K 213, f° 17.

Toulon, était requis de fournir des vaisseaux (1). Des hommes d'Aigues-Mortes étaient chargés de conduire les galères de Marseille à Narbonne (2). Le vicomte invitait toute personne ayant entre ses mains des actes concernant la navigation à les lui remettre (3).

Le 21 janvier 1324, le roi se trouvant à Toulouse, Amauri lui rendit compte des dépenses qu'il avait déjà faites pour les préparatifs de la croisade. D'ailleurs, Charles IV le Bel n'était pas pressé d'envoyer une expédition en Orient : son amiral Bérenger Blanc venait de mourir et la guerre menaçait de reprendre entre la France et l'Angleterre (4). Finalement, le roi renonçant à tout projet de croisade réclama au vicomte les 30.000 livres tournois qu'il lui avait données pour l'achat et l'armement des navires. Il lui écrivit de se rendre à Paris avant la Chandeleur de l'année 1325 pour lui rendre compte de ses dépenses. Le 12 novembre 1324, le roi manda à son sénéchal de Carcassonne de se tenir prêt à saisir toutes les terres du vicomte, si ce dernier ne restituait pas les 30.000 livres avant le terme fixé. Le vicomte répondit qu'il obéirait à la citation royale (5). En réalité, le vicomte ne rendit un compte final (6) de ses dépenses qu'à Philippe VI de Valois, le 1^{er} février 1328 (n. s.). Ainsi le projet de croisade de 1323 subissait le sort de beaucoup de projets antérieurs.

Ce projet est le dernier acte des relations militaires entre le roi et le vicomte. Amauri ne prend désormais aucune part aux expéditions royales. C'est son fils aîné, Aimeri, qu'on trouve à l'armée royale de Gascogne en

(1) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 23 v^o et arch. nat., K 213, f^o 17.

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 23 v^o.

(3) *Ibid.*

(4) *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 421-422.

(5) MARTIN-CHABOT. *Les archives de la cour des comptes de Montpellier*. Analyse n^o 606 et publication, p. 199.

(6) *Hist. de Lang.*, t. X, Notes, p. 77. Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 23 v^o.

1326. Le 20 août 1326, Aimeri assiste, en effet, à l'acte par lequel Alphonse d'Espagne accorde son pardon à Fortanier de Durban et à Loup de Foix, qui s'étaient fait la guerre (1). En 1327, Amauri prête le serment de fidélité à Charles IV le Bel (2).

Nous en avons fini avec l'histoire des relations du vicomte de Narbonne avec le roi de France. Ce qui frappe tout d'abord c'est la fréquence de ces relations. Le roi a fait souvent appel aux services du vicomte et le vicomte n'a eu qu'à se louer de ses relations personnelles avec le roi. Ces relations vont nous apparaître sous un aspect tout autre, quand nous étudierons les relations du vicomte avec l'archevêque de Narbonne et, surtout, les relations du vicomte avec les consuls. Nous verrons alors s'exercer plus clairement l'action centralisatrice de la royauté, dont les agents étaient passés maîtres dans l'art de faire servir à l'expansion du pouvoir royal les rivalités et les inimitiés locales.

(1) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 440, n. 4. et t. X, *Preuves*, cc. 662-664.

(2) *DOAT*, t. 252, f^o 114 v^o.

CHAPITRE II

LE VICOMTE ET L'ARCHEVÊQUE DE NARBONNE

I. Conflit entre Amauri et Gilles Aicelin au sujet de l'hommage prêté au roi par le vicomte et au sujet de leur droit de juridiction réciproque (1298-1302). — II. L'émeute de 1302. — III. Efforts de Gilles Aicelin pour obtenir d'Amauri la prestation d'hommage (1302-1305), et frappe de monnaie par l'archevêque et le vicomte (1306). — IV. Reprise du conflit entre Amauri et l'archevêque au sujet des Juifs et au sujet du pariage conclu entre le vicomte et le roi (1307-1316). — V. Conflits entre Amauri et Bernard de Farges, successeur de Gilles Aicelin (1317-1326).

I. — L'histoire des rapports du vicomte et de l'archevêque est avant tout l'histoire de leurs luttes. L'obligation pour le vicomte de prêter hommage à l'archevêque et les empiètements réciproques de leurs fonctionnaires furent les deux causes principales de la mésintelligence qui ne cessa de régner entre eux.

Quand le père d'Amauri mourut, un procès était pendant devant le Parlement entre le vicomte et l'archevêque. Les 14 octobre et 31 décembre 1298, le nouveau vicomte, Amauri II, fut cité devant le Parlement pour « la reprise de l'instance y pendante entre le vicomte « défunt et l'archevêque » (1).

A son avènement, Amauri prêta l'hommage au roi. Il vint à Paris et, se tenant devant Philippe le Bel, il reconnut tenir de lui en fief et sous l'obligation de l'hommage lige la ville et la vicomté de Narbonne. Le vicomte

(1) Inventaire des archives de l'archevêché de Narbonne, t. I, f° 150 v° et 231 v°.

déclara, toutefois, que si le roi l'obligeait à prêter un hommage semblable à l'archevêque, il n'entendait pas prêter le même hommage au roi (1). Or, le vicomte était vassal de l'archevêque pour tout le Bourg de Narbonne et une partie de la Cité. Il devait donc lui prêter hommage. Mais le vicomte était aussi le vassal du roi pour toute la vicomté. Il devait donc prêter aussi hommage au roi. Ces deux prestations d'hommage n'étaient pas incompatibles et ne s'excluaient point. Ni le roi ni le vicomte ni l'archevêque ne le comprirent, ou plutôt ne voulurent le comprendre. Il en résulta un conflit perpétuel entre le vicomte et l'archevêque.

Le 27 octobre 1299, Gilles Aicelin, archevêque de Narbonne (2), présida un concile provincial à Béziers : il y fut décidé qu'une délégation serait envoyée au roi pour le supplier de protéger l'église de Narbonne. Les délégués choisis furent l'évêque de Béziers, l'abbé de Saint-Papoul et un chanoine de Maguelonne (3).

Peu de temps après, un conflit de juridiction s'éleva entre la cour du vicomte et l'officialité de l'archevêque. La cour vicomtale fit citer par voie de criée publique Guillaume Taillade, ecclésiastique inculpé de meurtre, sous prétexte qu'elle le croyait laïque. Le 2 mai 1300, la criée fut révoquée comme ayant été faite au préjudice de l'officialité (4).

La question de l'hommage n'avait pas encore reçu de solution. Résolu à se réconcilier avec le vicomte, l'archevêque lui proposa la conclusion d'un acte de pariage. Pour mettre fin aux conflits de juridiction qui ne cessaient

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f^o 231 v^o.

(2) Sur Gilles Aicelin Cf. Léopold DELISLE, *Gilles Aicelin archevêque de Narbonne et de Rouen*, dans *Hist. littéraire*, t. XXXII, pp. 474-502.

(3) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 209. BALUZE, *Concilia Galliae Narbonensis*, Parisiis, 1668, in-8^o, p. 87. Cf. Léopold DELISLE, *ut supra*, p. 481.

(4) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f^o 152 v^o.

de s'élever entre eux, l'archevêque consentait à ce que sa juridiction temporelle devint indivise entre lui et le vicomte. Ce dernier lui donnerait une compensation. Avant d'exécuter son projet, Gilles Aicelin le soumit au pape Boniface VIII. Il demandait au pape s'il pouvait l'autoriser à conclure un pariage avec le vicomte, après avoir obtenu préalablement le consentement de son chapitre et de ses suffragants. Le pape allait-il consentir à la diminution du temporel de l'église de Narbonne ? Le 18 juillet 1300, Boniface VIII, qui se trouvait alors à Anagni, fit connaître sa réponse : c'était un refus. Le pape reprochait à l'archevêque de vouloir diminuer les biens et les droits de son église, de vouloir la soumettre au joug d'une misérable servitude : pour éviter une pareille calamité à son église, l'archevêque devrait, au contraire, s'exposer à tous les tourments corporels. Il lui défendait donc, sous peine d'excommunication et de déposition, de conclure aucun accord avec le vicomte (1). Le même jour, le pape écrivit au roi de France pour le prier de protéger l'archevêque contre le vicomte (2).

Le conflit continua donc entre Amauri et Gilles Aicelin. Dans le courant de l'année 1300, ce dernier fit remettre au Parlement, qui s'occupait toujours du procès qu'il avait intenté au vicomte, une longue pièce où il exposait ses revendications (3).

Le 9 novembre 1300, un nouveau conflit s'éleva entre la cour du vicomte et la cour temporelle de l'archevêque. Les nonces de la cour vicomtale avaient emprisonné deux accusés, qui avaient fait choix, selon le droit que leur accordaient les coutumes de Narbonne, de la juridiction du vicomte. Malgré cela, les curiales de l'arche-

(1) Pièce justificative n° VIII. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 211.

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 214.

(3) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f° 153.

vêque avaient fait citer les deux accusés devant la temporalité archiépiscopale. Après avoir entendu la crieée ordonnée par les curiales de l'archevêque, le sous-viguier de la cour vicomtale se transporta à la cour de l'archevêque et obligea son viguier à révoquer la crieée (1). Le 12 octobre 1301, l'archevêque excommunia le vicomte, qui avait fait publier dans Narbonne qu'il était défendu de se rendre en armes à la *table ronde*, en vue de s'y livrer à des joutes et à des tournois. Le vicomte demanda au roi et au pape de casser cette sentence : le sénéchal fut chargé de cette affaire, qui ne reçut aucune solution (2).

A Narbonne, le droit de naufrage était aboli depuis longtemps. Les épaves recueillies sur le rivage étaient restituées à leurs propriétaires. Le sous-viguier du vicomte recueillit des épaves au grau de Narbonne. Mais, le 6 janvier 1302, il dut les remettre au sous-viguier de l'archevêque, parce que les épaves avaient échoué sur une partie de la côte qui appartenait à l'archevêque : le sous-viguier archiépiscopal se chargea de rendre les épaves à leurs propriétaires (3).

Les officiers royaux intervenaient quelquefois dans les conflits survenus entre l'archevêque et le vicomte. Le 4 mars 1302, le lieutenant du viguier de Béziers écrivit au baile royal de Narbonne au sujet d'un conflit de juridiction qui s'était élevé entre la cour du vicomte et la cour de l'archevêque. Les curiales vicomtaux avaient remis à la cour archiépiscopale un certain Martin de Lorena, accusé d'homicide, qui avait fait choix de cette cour. Les curiales de l'archevêque devaient procéder à une enquête préliminaire et remettre ensuite le condamné à la cour vicomtale,

(1) Doat, t. 48, f^{os} 232-234.

(2) Inv. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f^{os} 220 v^o-221. Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 35 v^o.

(3) *Ibid.*, t. 1, f^{os} 221 et 489.

qui se chargeait d'exécuter la sentence. Les curiales archiépiscopaux ne firent pas d'enquête : bien plus, ils emmenèrent le condamné hors de la ville, et peut-être même le mirent-ils à mort. Le baile royal reçut l'ordre de contraindre le viguier temporel de l'archevêque à faire l'enquête et à remettre le condamné à la cour vicomtale pour l'exécution de la sentence (1).

II. — Les hostilités n'en continuèrent pas moins entre les deux cours rivales. On en vint même à des actes de violence. Le 3 juin 1302, le lieutenant du viguier de Béziers se rendit à Narbonne, où il procéda à une enquête : il découvrit que les officiaux de l'archevêque s'étaient rendus coupables de certains excès. Il les assigna devant la cour royale de Béziers et plaça le palais archiépiscopal sous la main royale (2). Le roi intervint : le 4 juillet, il confia le différend à l'arbitrage de Bérenger, évêque de Béziers. Les parties exposèrent leurs doléances. Écoutons, d'abord, les plaintes de l'archevêque : le viguier, le sous-viguier et les sergents de la cour vicomtale ne cessaient de troubler l'archevêque dans l'exercice de sa juridiction temporelle, empêchant ses agents de faire le guet, les attaquant à main armée et leur infligeant des blessures sérieuses. Les curiales du vicomte arrêtaient, blessaient et incarcéraient également les chanoines, les prêtres, les clercs, les soumettant à la torture et ne craignant même pas de les mettre à mort. Ils pénétraient par la toiture dans les maisons des ecclésiastiques, brisant et pillant ce qu'ils y trouvaient. Ils ne reculaient même pas devant des actes sacrilèges, pour lesquels ils avaient, d'ailleurs, encouru l'excommunication. Un jour, ils poursuivirent des clercs jusqu'au palais de l'archevêque : les clercs se réfugièrent dans la partie du palais qui communiquait

(1) Doat, t. 48, f^s 257-259.

(2) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f^o 154 v^o.

avec la cathédrale. Les sergents du vicomte appelèrent aux armes tout ce qu'il y avait d'étrangers et de bannis dans la ville. Cette troupe armée d'arbalètes, de carreaux, d'écus, de lances, de pierres et d'autres armes envahit la cathédrale, la chapelle et le palais du vicomte : la maison et la tour du vicomte furent fortifiées. Des pierres furent jetées du haut de la tour du vicomte sur le palais de l'archevêque. Pendant deux jours et deux nuits, les attaques ne cessèrent pas. Des échelles furent appliquées contre les murs du palais archiépiscopal. Des machines de siège furent mises en mouvement. Les assaillants cherchèrent à escalader les murs et à pénétrer par la toiture, à percer les murailles et à atteindre le clocher de la cathédrale. On vit même une troupe de Juifs envahir la cathédrale et la chapelle de l'archevêque, briser les vitraux de la chepelle, lancer des carreaux et des pierres sur la cathédrale, renverser sur l'autel la croix et la statue de sainte Marie-Madeleine. Des clercs et des laïques furent mortellement blessés. Au lieu de s'opposer à toutes ces scènes de désordre, la femme du vicomte les encourageait : elle exhortait même les consuls et le peuple à détruire le palais de l'archevêque. Requis de mettre un terme à ces troubles, le sénéchal de Carcassonne répondit qu'il ne pouvait agir qu'avec le concours du juge mage de Toulouse ; or, ce dernier était parti en voyage pour Paris. Quant au viguier de Béziers, il envoya à Narbonne son lieutenant. Celui-ci plaça la cour temporelle de l'archevêque sous la main royale, et emmena prisonnier à Béziers le sous-viguier et les sergents de cette cour.

Écoutons maintenant le vicomte : nous entendrons un autre son de cloche. L'official de l'archevêque, sous prétexte de spiritualité, usurpait la juridiction temporelle du vicomte. Il excommuniait la vicomtesse, le viguier et les autres officiaux du vicomte. Un jour, il introduisit clandestinement dans la ville des clercs exilés pour meurtre,

qui blessèrent grièvement le geôlier du vicomte et quelques sergents. Le geôlier expira peu de jours après. Après ce meurtre, les clercs cherchèrent un refuge dans le palais archiépiscopal : de là, ils attaquèrent avec des arbalètes et d'autres armes de trait les gens du vicomte et son palais, brisant à coups de pierres les fenêtres de la chambre où la vicomtesse était en train d'accoucher : leur dessein était d'assassiner toute la famille du vicomte. Pénétrant dans le palais vicomtal, l'official de Narbonne, l'archidiacre de Fenouillet, le viguier et des curiales de l'archevêque arrachèrent par la torture de faux aveux à Bernard Foisset, de Caunes, en vue de renverser le vicomte. Bernard désavoua dans la suite les propos qu'il avait tenus sous la menace de la torture.

Le roi manda, alors, à sa cour l'archevêque et le vicomte, qui acceptèrent l'arbitrage de l'évêque de Béziers. Philippe le Bel ordonna, ensuite, au sénéchal de donner mainlevée au vicomte et à l'archevêque de la saisie qui avait été faite de leur juridiction temporelle, et de mettre en liberté les curiales archiépiscopaux détenus à Béziers.

L'archevêque demanda au roi de faire rechercher par l'évêque de Béziers si l'archidiacre de Fenouillet avait réellement dérobé des chartes au vicomte. Si le vol était prouvé, l'archidiacre devrait être puni et faire amende honorable au vicomte. Mais si, au contraire, l'enquête faisait éclater l'innocence de l'archidiacre, le vicomte devrait faire amende honorable à l'archevêque. Ce dernier demandait encore qu'on examinât le cas de Bernard Foisset, de Caunes, que les gens du roi considéraient comme laïque et que l'archevêque tenait pour clerc. Les gens de l'archevêque niaient qu'on lui eût arraché des aveux par la torture.

Le 14 juillet, l'évêque de Béziers manda au sénéchal de Carcassonne et au viguier de Béziers de mettre hors de la

main royale les juridictions du vicomte et de l'archevêque, de rendre la liberté aux curiales détenus, enfin, de restituer à Pierre Olivier, procureur du vicomte, la terre qui lui avait été saisie par les agents du roi (1).

Le conflit entre le vicomte et l'archevêque se ralluma à propos des criées publiques : ils faisaient procéder à ces criées conjointement, mais l'archevêque y était toujours nommé le premier. Le 27 septembre 1302, le roi enjoignit au sénéchal de faire une enquête à ce sujet (2). Le même jour, il chargea Denis de Sens et Jean de Vaissiac de régler le différend survenu entre le vicomte et l'archevêque ; il avait déjà choisi pour arbitre l'évêque de Carcassonne, mais ce dernier, absent de son diocèse, n'avait pu s'en occuper. Egalement le même jour, Gilles Aicelin, qui se trouvait alors à Paris auprès du roi, écrivit à ses officiaux de défendre ses droits contre le vicomte par devant les commissaires délégués par le roi (3).

III. — Gilles Aicelin était la plupart du temps absent de son diocèse. Il jouait un grand rôle à la cour de Philippe le Bel. On sait qu'il prit une grande part au règlement de l'affaire Bernard Saisset (4) et de l'affaire des Templiers (5). Il était de tous les conseils et avait l'oreille du roi. Il était donc à prévoir que Philippe le Bel se laisserait persuader par les sollicitations pressantes du métropolitain narbonnais Gilles Aicelin désirait obtenir avant tout la révocation de l'hommage que le vicomte avait prêté au roi. Philippe le Bel se rendit à ses prières dans le courant de l'année 1302 : il révoqua l'hommage

(1) Doat, t. 49, f^{os} 270-280. Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f^o 154 v^o. Cf. *Hist. de Lang.*, t. ix, pp. 237-238.

(2) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f^o 155.

(3) *Ibid.*

(4) Léopold DELISLE, *Gilles Aicelin archevêque de Narbonne et de Rouen* (*Histoire littéraire de la France*, t. xxxii), pp. 483-485.

(5) L. DELISLE, *ut supra*, p. 494-497.

qu'Amauri lui avait prêté pour le Bourg et la partie occidentale de la Cité de Narbonne, que le vicomte tenait en fief de l'archevêque ; en outre, le roi prit l'engagement de ne plus recevoir à l'avenir aucun hommage du vicomte ou de ses successeurs pour le Bourg et la Cité, et de contraindre le vicomte à prêter l'hommage et le serment de fidélité à l'archevêque (1). Malgré la décision royale, le vicomte ne fit pas sa soumission tout de suite : il attendit encore plusieurs années avant de s'agenouiller devant l'archevêque et de s'avouer son vassal. Au moment où l'archevêque le poursuivait, lui et sa femme, devant la justice royale, il aurait trop coûté à son amour-propre de s'humilier devant son rival. Philippe le Bel comprit que l'heure n'était pas encore venue d'obliger le vicomte à s'acquitter envers l'archevêque de sa première obligation féodale. Il s'employa, d'abord, à les réconcilier. L'affaire relative à l'émeute que nous avons rapportée plus haut n'avait pas encore reçu de solution. L'archevêque avait porté plainte contre Amauri, la vicomtesse Jeanne et plusieurs gentilshommes de leur entourage : Roger d'Anduze, Guillaume de Maillac, Pierre-Olivier de Rustiques. Le 11 juin 1303, le roi ordonna à tous ses agents de s'occuper de cette affaire (2). Les commissaires royaux, Denis de Sens et Jean de Vaissiac, firent une enquête. Les témoignages durent être défavorables au vicomte, puisqu'il promit au nom de tous ses complices, chrétiens ou Juifs, de se soumettre à l'archevêque ou à l'un de ses suffragants (3).

C'est probablement pour le récompenser de cette attitude que, dans le courant de l'année 1303, Philippe le Bel promit au vicomte de l'indemniser des dépenses qu'il

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f^{os} 202 v^o et 233.

(2) *Ibid.*, t. 1, f^o 155 v^o.

(3) Dout., t. 49, f^{os} 366-375.

avait supportées dans le procès que l'archevêque lui avait intenté au sujet de la prestation d'hommage (1).

L'archevêque continuait toujours à faire tous ses efforts en vue d'amener le vicomte à lui prêter l'hommage. Il demanda conseil au souverain pontife. Par sa bulle du 30 mars 1304, le pape Benoît XI l'autorisa à recevoir du vicomte l'hommage que ce dernier avait prêté à tort au roi pour ce qu'il tenait en fief de l'archevêque dans le Bourg et la Cité de Narbonne. Toutefois, l'archevêque devait obtenir préalablement l'assentiment de son chapitre et de ses suffragants (2). Le 21 juillet 1304, le roi révoqua de nouveau l'hommage que le vicomte lui avait prêté par devant le sénéchal ; il ordonna en même temps à Amauri de prêter hommage à Gilles Aicelin (3).

En somme, le roi ne retrancha de l'hommage que lui avait prêté le vicomte en 1298 que ce qui pouvait porter atteinte aux droits de l'archevêque. Il ne déclarait pas que le vicomte tenait la vicomté d'un autre que lui. Il se bornait à faire observer que le vicomte n'était pas son vassal immédiat pour le Bourg et la moitié de la Cité.

Le 15 décembre, les évêques de Béziers et d'Agde, l'abbé de Saint-Paul de Narbonne, l'archidiacre de Fenouillet et les procureurs du chapitre de Saint-Just se réunirent à l'abbaye de Valmagne. Ils y décidèrent de consentir à ce que l'archevêque de Narbonne reçût l'hommage du vicomte. L'évêque de Maguelonne, empêché par ses infirmités d'assister à cette conférence, fit parvenir le même jour son adhésion. Enfin, le 19 décembre, le chapitre de Saint-Just approuva les décisions prises par les délégués de l'église narbonnaise à l'assemblée de Valmagne (4).

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 233.

(2) Doat, t. 49, f°s 344-347. Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f°s 202 v° et 203.

(3) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 198.

(4) Doat, t. 49, f°s 347-349.

Le vicomte se montrait toujours récalcitrant : il lui répugnait de s'humilier devant l'archevêque. Le roi, qui avait pris des engagements à l'égard de ce dernier, faisait tous ses efforts pour persuader au vicomte de prêter hommage au métropolitain narbonnais. Il mande, d'abord, au sénéchal, dans le courant de l'année 1304, de ne contraindre le vicomte à l'hommage que par des voies raisonnables (1). Puis, voyant qu'Amauri s'entête, Philippe le Bel ordonne au sénéchal de menacer le vicomte de la saisie de ses biens (2). Le 26 janvier 1305 (n. s.), le roi enjoint au vicomte de se présenter à Paris devant lui, dans le courant du mois de février : il espère de cette façon le mettre en présence de l'archevêque et l'obliger à lui prêter hommage (3). Amauri ne bouge pas. Gilles Aicelin s'impatiente. Philippe le Bel, pour calmer l'archevêque, lui promet tout son appui (4), mais il lui conseille de renoncer à exercer son droit de commise sur les biens que le vicomte tient de lui en fief, après avoir préalablement consulté son chapitre (5).

Malgré l'intervention toute puissante de Philippe le Bel, Amauri ne se pressa pas de faire sa soumission. Il ne fit sa paix avec l'archevêque que le 11 octobre 1305. L'archevêque pardonna au vicomte, à la vicomtesse, au viguier de la cour vicomtale, aux familiers du vicomte, le rôle qu'ils avaient joué dans l'émeute de 1302. Quand les commissaires royaux à ce députés eurent clôturé leur enquête, le vicomte, en son nom et au nom de sa femme, déclara se soumettre à la volonté de l'archevêque ou à l'arbitrage de l'un de ses suffragants. L'archevêque ayant pris l'avis de son chapitre et considérant que le vicomte

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 233 v°.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, t. 1, f°s 156 et 233 v°. Arch. de l'Hérault, B 9, f° 41.

(4) Doat, t. 49, f°s 341-343 et 352-356. Bibl. nat., Chartes de Colbert, n° 984.

(5) Mandement de mars 1305 : Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f°s 203 et 233.

était absent de ses terres au moment où se produisit l'attaque du palais archiépiscopal, pardonna au vicomte, à sa femme, à leurs enfants et à toute leur postérité (1).

Le même jour, 11 octobre, le vicomte prêta l'hommage à l'archevêque. Il reconnut tenir en fief de l'archevêque tout le Bourg de Narbonne et la moitié occidentale de la Cité. Il lui prêta ensuite le serment de fidélité, les mains posées sur les saints évangiles. S'agenouillant enfin aux pieds de l'archevêque et joignant les mains dans les siennes, il se déclara son vassal et lui prêta l'hommage. Cette cérémonie eut lieu dans le grand palais de l'archevêque, en présence de chanoines, d'archidiaques et de gentils-hommes, tels qu'Amauri de Pérignan, oncle du vicomte, Jourdain de l'Isle, neveu de la vicomtesse, en présence de légistes, de bourgeois et de notaires (2).

Une fois réconciliés, le vicomte et l'archevêque procédèrent ensemble à une émission de monnaie. Le 31 janvier 1306 (n. s.), le roi manda au sénéchal de Carcassonne et au viguier de Béziers de ne pas troubler l'archevêque et le vicomte dans la fabrication de la monnaie, et de ne pas en entraver l'usage dans les lieux accoutumés (3). Les pièces de monnaie frappées en participation par Gilles Aicelin et Amauri reçurent à l'avvers les emblèmes de l'archevêque : une croix pattée portant une mitre à trois lanières pendantes sur le bras droit et l'inscription + E. ARCHIEPS NARB., au revers, les emblèmes du vicomte : une clé et un petit écu avec l'inscription : + A. VICECOMS NARB. (4) A la faveur de cette émission, un pareur

(1) Doat, t. 49, f^{os} 366-375.

(2) Pièce justificative n^o XII. Arch. de l'Hérault. B 9, f^{os} 21 et 41. Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f^o 156. Cf. *Hist. de Lang.*, IX, 276.

(3) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f^o 436.

(4) Voy. dans *Hist. de Lang.*, t. VII, *Notes*, p. 401, les types de monnaie n^{os} 24 et 25, et t. XVI, planche XIV, fig. 23. Voy. également sur les monnaies d'Amauri et de Gilles Aicelin les études de M. Amardel, dans *Bull. de la commission archéol. de Narb.*, t. IX, p. 422 et suiv., et t. X, pp. 17-20.

et un boucher de Narbonne fabriquèrent de la fausse monnaie. Ils furent arrêtés par les agents du roi et emprisonnés à Montréal, mais, quelque temps après, le sénéchal les remit à la cour du vicomte de Narbonne (1). Dans le courant de l'année 1306, l'archevêque et le vicomte défendirent la mise en circulation des pièces de 27 deniers (2). La cour temporelle de l'archevêque fut également obligée, en 1307, de poursuivre plusieurs faux monnayeurs (3).

IV. — La question de l'hommage réglée, les querelles reprirent sur un autre terrain. Le 8 mai 1307, l'archevêque et le vicomte étaient de nouveau en procès devant le Parlement. Les curiales du vicomte avaient saisi des marchandises dans une île de la Robine. Il fut décidé après enquête que la partie occidentale de cette île appartenait à l'archevêque, la partie méridionale, au vicomte (4).

En janvier 1308 (n. s.), archevêque et vicomte se disputaient les biens des Juifs narbonnais expulsés en 1306. Le Parlement mit ces biens sous la main du roi (5).

- La conclusion du pariage de 1309 entre le vicomte et le roi fut un nouveau sujet de querelles entre Amauri et Gilles Aicelin. Le 27 août 1309, le procureur de ce dernier essaya de démontrer au vicomte que, seul, l'archevêque avait le droit d'exercer la haute et la basse justice dans la Cité et le Bourg de Narbonne, comme le prouvaient, disait-il, les hommages prêtés par les vicomtes aux archevêques. Le procureur protesta contre les criées qui avaient été faites dans Narbonne au nom du roi et du vicomte, et requit le vicomte de les faire révoquer. Parlant du pariage, le procureur dit au vicomte qu'il n'avait

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 436 v°.

(2) *Ibid.*, t. 1, f°s 435 v° et 437.

(3) Bibl. mun. de Toulouse, ms 626, f°s 700-703.

(4) Doat, t. 49, f°s 383-384. Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 157. Arch. de l'Hérault, B 9, f° 21 v°.

(5) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 198 v°.

pas le droit d'aliéner la juridiction et les leudes, qu'il tenait en fief de l'archevêque, sans la permission de ce dernier. Il lui reprocha d'avoir violé la foi jurée à l'archevêque et d'avoir mérité ainsi par sa félonie la peine de commise ou confiscation de fief. Finalement, il le somma de révoquer l'acte de pariage (1). Le 13 décembre 1309, Philippe le Bel manda au sénéchal de faire révoquer les criées (2). Mais l'acte de pariage n'en fut pas moins appliqué dans tous ses articles. Dans l'intervalle les gens du vicomte, les armes à la main, attaquaient l'official de l'archevêque en rase campagne. L'official était à cheval : il fut désarçonné et blessé. L'archevêque se plaignit au roi. Celui-ci donna l'ordre au sénéchal, le 24 juin 1312, de faire une enquête à ce sujet (3). L'archevêque réclamait toujours la révocation du pariage. Le 18 avril 1313, le roi lui proposa la conclusion d'un pariage semblable à celui qu'il avait conclu avec le vicomte. L'archevêque n'aurait qu'à fournir au roi le relevé des droits et privilèges dont il jouissait à Narbonne. Le pariage conclu, l'archevêque recevrait une compensation territoriale. Il serait également indemnisé des pertes qui lui avaient été occasionnées par la vente des biens confisqués sur les Juifs du quartier de Belvèzé (4). Le 12 janvier 1314, l'archevêque invita Aimeri de Cros, sénéchal de Carcassonne, et l'évêque de Saint-Brieuc, commissaire royal, à exécuter les ordres royaux du 18 avril 1313 (5). Ils répondirent qu'ils étaient occupés à des affaires plus pressantes. Le projet de pariage entre le roi et l'archevêque fut soumis à l'approbation du Parlement, mais la discussion en fut dif-

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f^o 157.

(2) *Ibid.*, t. 1, f^os 157 v^o-158.

(3) *Ibid.*, t. 1, f^o 158.

(4) *Ibid.*, t. 1, f^os 158 v^o et 231 v^o.

(5) *Ibid.*, t. 1, f^os 158 v^o-159.

férée jusqu'au jour de la sénéchaussée de Carcassonne (1). Ce pariage ne fut, d'ailleurs, jamais conclu.

Depuis le pariage de 1309, le roi était devenu l'allié du vicomte. Les agents du roi étaient devenus les auxiliaires du vicomte. A la requête d'Amauri et de sa femme, les armes du roi furent apposées sur deux propriétés de l'archevêque, l'une sise au lieu dit les Issacz, l'autre, au four Teulier, sur la route de Narbonne à Gruissau. L'archevêque obtint du sénéchal que ces armes fussent enlevées. Il présenta le mandement du sénéchal au baile royal de Narbonne le 22 juillet 1316. Ce dernier fit enlever les armes du roi (2).

V. — Gilles Aicelin, archevêque de Narbonne, avait permuté, en mai 1311, avec Bernard de Farges, archevêque de Rouen (3). Bernard de Farges ne fit son entrée dans Narbonne qu'en décembre 1316. Le 2 janvier 1317, le vicomte offrit de lui prêter hommage. Il lui déclara qu'il se serait soumis plus tôt à cette obligation, si l'archevêque était venu à Narbonne immédiatement après sa nomination. L'archevêque refusa de recevoir l'hommage, sous prétexte que le fief tenu de lui par le vicomte était tombé en commise, le vicomte ayant négligé de lui en faire immédiatement l'aveu (4).

Pendant ce temps, le Parlement examinait la plainte portée par l'archevêque contre le pariage de 1309. Il faisait observer, le 28 mars 1318 (n. s.), qu'un jugement définitif serait prématuré, et qu'il fallait procéder auparavant à une enquête (5). Le 3 juin 1318, le roi renvoya au prochain Parlement le procès pendant entre le vicomte et l'arche-

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 159.

(2) *Ibid.*

(3) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 331.

(4) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 159 v°.

(5) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

vêque au sujet du pariage et des biens confisqués sur les Juifs narbonnais (1).

En attendant, la cour commune créée à Narbonne par le pariage de 1309 se querellait avec la cour temporelle de l'archevêque. Au mois d'octobre 1319, trois hérétiques, condamnés à mort par l'inquisiteur de Carcassonne et l'archevêque de Narbonne, furent remis à la cour temporelle de l'archevêque, qui prétendait avoir le droit de procéder à l'exécution de la sentence. La cour commune lui contesta ce droit. Jean, comte de Forez, commissaire-réformateur en Languedoc, résolut le conflit en remettant les coupables à la justice royale : le viguier de Béziers fit périr les hérétiques sur le bûcher (2).

Quant au procès relatif au pariage, le Parlement le rejetait toujours à la session suivante : c'est ce qu'il fit notamment le 19 mars 1321 (3). Le 14 juin 1322, le pariage conclu entre le roi et le vicomte fut rompu. Le maintien du pariage était un des gros obstacles qui s'opposaient à la réconciliation du vicomte avec le nouvel archevêque, Bernard de Farges. Après la rupture du pariage, Amauri crut le moment venu de faire la paix avec Bernard. Il fit les premiers pas. Le 19 juillet 1323, il se présenta devant l'archevêque. Il lui déclara que, par l'acte de pariage, il n'avait pas violé les droits de l'archevêque, mais que, bien au contraire, il les avait reconnus et réservés expressément. Il avait même obtenu du roi la promesse que les droits de l'archevêque et ceux de son église seraient loyalement respectés.

Parlant de la rupture du pariage, le vicomte affirmait que ce contrat était résilié de fait, mais non de droit, son annulation portant préjudice à ses intérêts. Après ces

(1) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 389.

(3) BOUTARIC, *Actes du Parlement de Paris*, n° 6330.

déclarations, le vicomte offrit de prêter hommage à l'archevêque. Il ajouta qu'au cas où le pariage serait rétabli, sa remise en vigueur ne causerait pas de dommage à l'archevêque. L'entrevue du vicomte et de l'archevêque eut lieu dans la maison du duc de Brabant, sise, hors de Paris, près de l'église Saint-Honoré. L'archevêque ne fit connaître sa réponse que le 20 juillet 1324, à l'heure de vêpres (3 heures), en l'absence du vicomte. Il repoussa ses explications relatives au pariage, en ajoutant que ce traité était préjudiciable aux intérêts de l'église de Narbonne et que, par conséquent, le roi avait eu raison de l'annuler. Il déclarait, en terminant, que cette question méritait un examen approfondi, et que, par suite, il la remettait à plus tard, quitte à l'étudier de plus près, quand il serait rentré dans son diocèse (1).

Dans l'intervalle, un nouveau procès s'était élevé entre l'archevêque et le vicomte : les débats s'ouvrirent devant le juge royal de Béziers, le 9 octobre 1323. Le vicomte prétendait jouir du droit de haute et basse juridiction sur les boutiques et les maisons de la rue Aludière (2), sur les piliers et les tables de la poissonnerie, sur la rue de la Croix (3), sur le carretal de Saint-Just, sur la bastide de Saint-Loup, sur la condamine du Fleix, sur l'île qui se trouvait en face de la bastide de Saint-Loup, sur les terroirs du Bousquet, des Estagnols, de Gasagnapas, de la Rouquette, sur l'île située en face de la Rouquette, sur l'île située en face de la maison des Lépreux, sur le terroir de la rivière de Saint-Paul, sur le terroir de Malpertus, sur le Pont-Vieux de Narbonne et sur le cimetière des Juifs. L'archevêque, soutenant que tous ces lieux étaient soumis

(1) Doul, t. 49, f^{os} 451-457. Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 21 v^o et Arch. nat., K 213, f^o 46.

(2) Aujourd'hui rue de la République.

(3) Aujourd'hui rue de la Poste, rue Viollet-le-Duc et rue Littré.

à sa juridiction, les fit placer sous la sauvegarde du roi. Le juge royal de Béziers décida d'enlever les bâtons de sauvegarde et de procéder à une enquête. Il demanda aux parties de lui soumettre la liste de leurs revendications (1). Le 18 octobre 1324, l'archevêque refusa à nouveau de recevoir l'hommage du vicomte (2). Et les conflits de renaitre : en 1326, le vicomte interdit par voie de criée publique de jouter et de se rendre à la table ronde avec des chevaux ou autrement. L'archevêque, alléguant que cette criée portait atteinte à son droit de haute et basse justice, en demanda l'annulation (3). Amauri mourut sans s'être réconcilié avec Bernard de Farges.

Il ressort nettement de ce qui précède que la question de l'hommage a été la grande cause de l'inimitié qui mit aux prises le vicomte et l'archevêque. Le vicomte a eu le tort de ne pas déclarer franchement qu'il était le vassal immédiat du roi pour la vicomté et la moitié orientale de la Cité, mais seulement son vassal médiat pour le Bourg et la moitié occidentale de la Cité, qu'il tenait en fief de l'archevêque ; il faut reconnaître, toutefois, qu'Amauri n'a jamais méconnu la suzeraineté de l'archevêque, dont il n'a pas manqué de réserver les droits, toutes les fois que l'occasion s'en est présentée. L'archevêque a eu le tort de se montrer intransigeant à l'égard du vicomte : il a affecté de croire que l'hommage prêté par le vicomte au roi et l'hommage prêté par le vicomte à lui-même étaient incompatibles. Quant au roi, il n'a jamais songé sérieusement à mettre fin à leurs querelles, trop heureux d'intervenir en troisième larron, de gruger l'huitre et de ne laisser aux deux plaideurs que les écailles.

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f^{os} 199 v^o-200 v^o.

(2) *Ibid.*, f^{os} 204 v^o-205.

(3) *Ibid.*, f^o 243 v^o.

CHAPITRE III

LE VICOMTE ET LES CONSULS DE NARBONNE.

- I. Conflits entre Amauri et les consuls au sujet de la mouvance du consulat (1298-1312); — II. de l'émission monétaire de 1305-1306; — III. du pariage conclu entre Amauri et Philippe le Bel (1309-1322); — IV. des coutumes de la ville (1298-1328); — V. de la rivière d'Aude (1313-1314).

I. — Le vicomte de Narbonne participait dans une certaine mesure à l'administration de la ville. Les statuts municipaux fixaient d'une manière très insuffisante les attributions respectives du pouvoir vicomtal et du pouvoir consulaire (1). La collaboration du vicomte et des consuls sur le terrain municipal engendrait facilement des conflits.

Les différends qui s'élevèrent entre Amauri et les consuls se rapportent à cinq affaires principales : mouvance du consulat, émission monétaire de 1305-1306, conclusion du pariage, violation des coutumes et aménagement de la rivière d'Aude.

Dès son avènement, Amauri reçut le serment de fidélité des consuls et des habitants de Narbonne. Le 26 octobre 1298, les consuls et tout le peuple de la Cité et du Bourg, convoqués par la voix du héraut et les sonneries des trompettes, s'assemblèrent dans la cour du palais vicomtal. Le premier, Amauri jura sur les sacro-saints évangiles d'ob-

(1) Pour l'histoire des relations du vicomte avec les consuls, nous avons utilisé quelquefois l'étude de M. E. Raunié sur les *Institutions municipales de Narbonne au moyen âge* (*Positions de thèses de l'École des Chartes*, année 1878). M. Raunié a bien voulu mettre à notre disposition sa thèse manuscrite. Nous le remercions bien vivement ici de son extrême obligeance.

server et de défendre les coutumes écrites de Narbonne (1), les usages anciens, écrits et non écrits, et toutes les libertés qui avaient été concédées, avec charte ou sans charte, par Aimeri V, son père, et par ses prédécesseurs aux communautés de la Cité et du Bourg. Il jura de protéger également les hommes de la Cité et du Bourg, leurs femmes, leurs enfants et leurs biens, au dedans comme au dehors de la ville. A leur tour, les consuls et tous les habitants prêtèrent le serment de fidélité au vicomte, lui jurant de le défendre, lui, son héritier, sa seigneurie et tous ses biens, au dedans comme au dehors. Cette cérémonie eut lieu en présence de nobles, comme Amauri de Narbonne, cousin du vicomte, Bérenger et Guillaume de Peirepertuse, de prêtres bénéficiés de Saint-Paul et de Saint-Just, du desservant de la chapelle vicomtale Saint-Sauveur, de légistes et de notaires (2).

Dans leur lutte contre le vicomte, les consuls trouvèrent des auxiliaires précieux dans les fonctionnaires royaux. Fidèles à la politique traditionnelle de la royauté, les agents de la sénéchaussée de Carcassonne s'efforcèrent de détacher insensiblement les consuls de la dépendance où les tenait encore le vicomte, et de les amener tout doucement sous la suzeraineté immédiate du roi. Le 17 janvier 1301, le sénéchal Gui Chevrier posait aux consuls du Bourg et de la Cité les questions suivantes : 1^o Le roi exerçait-il le droit d'ost et de chevauchée dans Narbonne, directement ou par l'intermédiaire du vicomte ? 2^o Le roi recevait-il le serment de fidélité des habitants directement ou par l'intermédiaire du vicomte ? 3^o De qui les consuls tenaient-ils les consulats du Bourg et de la Cité ? Les consuls répondirent sur le premier point que, lorsque le

(1) L'acte énumère tous les *incipit* de coutumes.

(2) Arch. de Narb., AA 28 : cf. *Invent.* p. 7. Doat, t. 47, f^{os} 279-282. Collection de Languedoc, t. 81, f^{os} 287-289. Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 31 v^o.

roi appelait aux armes les habitants de Narbonne, il appartenait aux consuls de convoquer le contingent narbonnais, et de le présenter à un agent du roi; sur le deuxième point, que le roi recevait le serment de fidélité par l'intermédiaire d'un de ses agents, les habitants lui jurant fidélité contre tout homme, même contre le vicomte, si ce dernier venait à lui être rebelle; sur le troisième point, les consuls de la Cité et ceux du Bourg firent une réponse différente; les premiers déclarèrent qu'ils relevaient immédiatement du roi, les seconds, qu'ils ne tenaient leur consulat de personne (1). Le troisième point fut l'objet de longues controverses. Et cependant les droits du vicomte étaient indéniables: par le serment de fidélité, les consuls se reconnaissaient ses sujets immédiats. D'autre part, les consuls avaient reçu leurs coutumes du vicomte et non du roi. Mais ce dernier leur ayant imposé la prestation du serment de fidélité, ils prirent l'habitude de se considérer comme indépendants du vicomte et comme sujets immédiats du roi. Forts de l'appui des consuls de la Cité, les agents de la sénéchaussée intervenaient à tout propos dans les affaires de l'administration urbaine. Le 4 mai 1302, le sénéchal manda au vicomte de ne pas empêcher les consuls d'exercer leur droit de banderage dans la terre de Moujan et dans l'île du Lec. Le 14 mai, un consul de la Cité présenta le mandement du sénéchal au vicomte, qui se déclara prêt à l'exécuter (2). Les consuls du Bourg avaient refusé, le 17 janvier 1301, de reconnaître qu'ils tenaient leur consulat du roi. Ils furent révoqués par le lieutenant du sénéchal, à la requête du procureur royal; cette mesure ne devait être rapportée

(1) Arch. de Narb., AA, 34 : cf. *Invent.* p. 8. Sur le troisième point, Mouynès n'a pas remarqué que les consuls du Bourg avaient fait une réponse différente de celle des consuls de la Cité.

(2) Arch. de Narb., AA, 99, 1^{er} thalamus, f^o 92 v^o : cf. *Invent.* p. 24.

que si les consuls se soumettaient. Ces derniers déclarèrent au lieutenant que son acte était injurieux et préjudiciable pour eux personnellement, pour le consulat du Bourg et la généralité de ses habitants : ils le requièrent, en conséquence, de revenir sur sa détermination. Le lieutenant déclara qu'il voulait rédéchir, remit les choses en l'état, invita les consuls à comparaître par devant le sénéchal le jeudi après la Toussaint (1).

Lésés par la déclaration des consuls de la Cité, le vicomte et l'archevêque intentèrent un procès à ces consuls, ainsi qu'au procureur royal. Le 13 février 1307 (n. s.), le roi manda au sénéchal d'instruire cette affaire et de la renvoyer devant le Parlement (2). Amauri et Gilles Aicelin firent procéder à une enquête, qu'ils présentèrent au Parlement. Les dépositions des témoins y tendaient à prouver : 1^o que le vicomte et l'archevêque étaient seigneurs de Narbonne, avec toute la juridiction haute et basse ; 2^o qu'ils connaissaient des actions des consuls tant au civil qu'au criminel ; 3^o que les consuls prêtaient le serment de fidélité à chaque nouvel archevêque et à chaque nouveau vicomte (3). S'appuyant sur le droit nouveau que les consuls sortants de la Cité avaient reconnu au roi, le viguier de Béziers procéda à la nomination de leurs successeurs, dans la maison de Pierre-Raimond de Montbrun servant d'hôtel de ville, le 7 avril 1307 (4). Quant au consulat du Bourg, il fut mis sous séquestre, et le lieutenant du viguier de Béziers pourvut au remplacement des consuls révoqués. Le 23 septembre 1307, le procureur du vicomte protesta contre l'ingérence

(1) Arch. de Narb., BB, 130 : cf. *Invent.*, t. II, pp. 894-895. Doat, 51, f^{os} 280-281.

(2) *Invent. des arch. de l'archev. de Narb.*, t. I, f^o 326 v^o.

(3) *Ibid.*, t. I, f^{os} 326 v^o-327.

(4) Arch. de Narb., BB 131 : cf. *Invent.*, t. II, p. 895, 1^{re} col.

du pouvoir royal, alléguant que le droit de consulat était tenu notoirement du vicomte. Requis d'adhérer à cette protestation, les consuls du Bourg répondirent qu'ils ne pouvaient accepter la déclaration du vicomte relative à la mouvance du consulat, lequel n'était tenu de personne. Quant au lieutenant du viguier de Béziers, il déclara que ce qu'il avait fait était conforme aux intérêts et aux droits de la royauté, dont il devait assurer la conservation. Il ajoutait qu'il n'avait pas excédé ses pouvoirs et qu'il n'avait en rien porté préjudice au vicomte (1).

Irrité par l'attitude des fonctionnaires royaux et par celle des consuls, qui ne craignaient pas, ceux de la Cité, de se déclarer ouvertement les auxiliaires de la royauté, ceux du Bourg de se prétendre neutres et indépendants, Amauri risqua un coup de tête, qui était aussi un coup d'État. Il assemble les habitants dans son palais. Les portes barrées, le vicomte promet à chacun de l'argent et sa protection, s'il consent à la transformation du consulat en syndicat. Il fait sortir ensuite les personnes présentes l'une après l'autre par une poterne. La clé et la masse à la main, il en menace les récalcitrants, il en frappe même les plus hostiles, au point de leur causer des blessures. Les régents des consulats s'opposent à la nomination des syndics et interjettent appel au roi. Amauri passe outre: il nomme les syndics et fait excommunier par l'official les consuls choisis par les agents royaux. Informé de ces événements, le roi mande au sénéchal, le 4 novembre 1307, de rétablir dans leurs fonctions les régents des consulats et de citer l'archevêque et le vicomte au jour de la sénéchaussée de Carcassonne devant le Parlement. Le 10 décembre, le sénéchal de Carcassonne charge Pierre de Matherin, connétable de la Cité, de faire publier dans Narbonne défense à qui-

(1) Arch. de Narb., BB 131 : cf. *Invent.*, t. II, p. 895. Doat, t. 51, f° 286-292.

conque de reconnaître comme syndics les cinq personnes choisies par le vicomte, et de faire citer l'archevêque et le vicomte devant le prochain Parlement. Le 14 décembre, le connétable dépose les syndics du Bourg et en informe les habitants par voie de criée. L'archevêque et le vicomte font appel au roi. Le premier déclare qu'il a seul le droit de connaître des abus qui pouvaient se produire dans le consulat du Bourg, en qualité de suzerain du vicomte. Les syndics nommés protestent également (1). Le 15 décembre, l'official déclare qu'il n'a jamais lancé d'excommunication contre les consuls à l'occasion du conflit survenu entre le vicomte et l'archevêque, d'une part, les consuls et le roi, de l'autre (2).

Le 9 février 1308, comme le viguier de l'archevêque et le juge du vicomte présentaient aux consuls de la Cité un mandement adressé par le sénéchal au viguier de Béziers sur la réfection des chemins de la viguerie, les régents du consulat de la Cité leur répondirent qu'ils tenaient leur consulat immédiatement du roi et qu'ils ne devaient obéir qu'aux ordres du roi, du sénéchal de Carcassonne ou du viguier de Béziers (3).

Le 5 décembre 1308, deux commissaires du roi se rendirent à Narbonne ; ils révoquèrent les régents du consulat du Bourg et les remplacèrent par trois habitants de Béziers (4). Le 16 décembre, les consuls déposés rendirent leurs comptes aux commissaires royaux (5). Le jour même de la révocation de leurs consuls, les habitants du Bourg présentèrent aux deux commissaires une cédule dans

(1) Arch. de Narb., BB 176 : cf. *Invent.*, t. II, p. 904. Doat, 51, f^{os} 294-305.

(2) Doat, 51, f^{os} 306-309.

(3) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(4) Arch. de Narb., BB, 133 : cf. *Invent.* t. II, p. 895, 2^{me} col.

(5) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

laquelle ils protestaient contre l'élévation au consulat d'étrangers à la communauté. Le consulat du Bourg était toujours sous séquestre et il devait y rester jusqu'à l'issue du procès engagé entre le vicomte et l'archevêque, d'une part, et les officiers royaux, de l'autre, sur la mouvance du consulat (1). Le 19 décembre, les deux commissaires royaux firent publier dans Narbonne que tous ceux qui voulaient que le consulat du Bourg fût tenu du roi se réunissent le lendemain, à prime (6 heures), dans l'église Notre-Dame de La Mourguié, et nommassent des procureurs en vue du règlement de cette affaire. Ils menaçaient de la prison ceux qui viendraient y faire du tapage. Le lendemain, plusieurs habitants répondirent à l'appel. Requis de déclarer s'ils tenaient leur consulat du roi ou d'un autre seigneur, ils répondirent par cédule écrite qu'ils voulaient avant tout défendre les coutumes et les droits du consulat du Bourg, qu'ils ne voulaient prendre parti ni pour l'archevêque, ni pour le vicomte, ni pour le roi, qu'ils adhéraient, cependant, au parti du roi pour ne pas violer le serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté, mais seulement dans la mesure où leur adhésion ne porterait pas préjudice aux droits d'autrui. La veille, les partisans de l'archevêque et du vicomte s'étaient assemblés dans l'église des Dominicains ; ils s'étaient prudemment dérochés aux questions des commissaires, en déclarant qu'ils étaient des gens simples et rustres, et qu'ils étaient incapables de leur répondre (2). Le 28 décembre, le conseil général des habitants, convoqué par les consuls du Bourg, déclara qu'il n'y avait aucune charte attestant que les habitants eussent déclaré tenir leur consulat du vicomte Aimeri IV. Aucun des 81 conseillers présents ne se rappe-

(1) *Invent. des arch. de Narb.*, série BB, Annexes, pp. 9-12.

(2) Arch. de Narb., BB, 81 : cf. *Invent.* t. II, pp. 880-881. Doat, 51. f^{os} 324-331.

lait avoir fait cette déclaration. Ils étaient unanimes à déclarer que leur consulat était libre (1).

Au commencement de l'année suivante, le Parlement daigna enfin s'occuper du procès relatif à la mouvance du consulat du Bourg. Le 20 janvier 1309, il répondit au vicomte et à l'archevêque qui demandaient que le consulat du Bourg fût placé sous leur juridiction haute et basse et non sous la juridiction du roi, en décidant de faire procéder à une enquête sur ce point. Les consuls en exercice devaient être déposés et leurs successeurs, nommés par le Parlement. Pendant toute la durée du procès, les consulats resteraient sous la main royale (2). Le 28 février, le Parlement ordonna au juge mage de Carcassonne d'informer sur la plainte portée par les consuls de la Cité et du Bourg contre le vicomte et l'archevêque (3). Le 14 avril, le roi confia les nominations consulaires à Bernard de Mèze et Arnaud Elie (4). Le 2 juin, le Parlement décida, encore une fois, de laisser au roi la nomination des consuls du Bourg. Les consuls choisis par le roi nommeraient leurs successeurs (5). Le 1^{er} septembre, le syndic des habitants requit les deux commissaires royaux, Gérard de Cortone et Bernard de Mèze, de ne choisir pour consuls que des habitants du Bourg, afin d'éviter les dépenses qui

(1) *Ibid.*, Annexes de la série BB, pp. 12-13. Il semble que la charte portant concession du consulat par le vicomte Aimeri IV aux habitants de Narbonne ait vraiment existé. Dans une procédure contemporaine du règne de Philippe le Hardi, les procureurs du vicomte et de l'archevêque déclarent qu'il est vrai qu'il ne reste plus trace de la charte municipale, mais qu'elle avait été pourtant enregistrée dans un *thalamus* et que la page où elle se trouvait écrite avait été arrachée malicieusement du registre (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(2) *Hist. de Lang.*, t. x, *Preuves*, cc. 483-484. SAIGE, *Les Juifs du Languedoc*, p. 291. BOUTARIC, *Actes du Parlement de Paris*, n° 3491^a.

(3) BOUTARIC, *ut supra*, n° 3545.

(4) Arch. de Narb., BB 136 : cf. *Invent.*, t. II, p. 896.

(5) *Ibid.*, BB 137 : cf. *Invent.*, t. II, p. 896.

résultaient des salaires alloués aux consuls biterrois en exercice (1). Les nouveaux consuls du Bourg furent nommés par Bernard de Mèze et Arnaud Elie, le 17 février 1310, dans la grande salle du consulat, en présence du vicomte et du vicaire général de l'archevêque (2). Le lendemain, le vicomte et l'archevêque firent observer aux commissaires que les personnes qu'ils venaient de choisir s'étaient rendues indignes du consulat par leur mauvaise conduite ; les commissaires ne prirent pas leurs plaintes au sérieux, qualifiant leur instance de frivole. Le vicomte et l'archevêque firent appel au roi (3).

Les consuls du Bourg n'avaient pas encore consenti à reconnaître qu'ils tenaient leur consulat immédiatement du roi. Ils cédèrent le 8 juillet 1312, d'accord avec leur conseil, en présence du sénéchal de Carcassonne, d'Arnaud Elie, juge criminel de la sénéchaussée, de Pierre de Matherin, viguier de Béziers, de Pierre de Cuxac, châtelain de Montréal, etc. Ils prêtèrent ensuite le serment de fidélité au roi entre les mains du sénéchal (4).

La capitulation des consuls du Bourg ne terminait pas cette affaire de la mouvance, qui restait toujours pendante devant le Parlement, comme nous l'apprend la lettre que le roi Louis X Hutin écrivit au sénéchal dans le courant de l'année 1314 (5). Le 28 février 1322, sur le plan Saint-Félix, en la Cité, les consuls de Narbonne prêtèrent le serment de fidélité au roi entre les mains d'Ilugues Guiraud, sénéchal de Carcassonne. Ils promettaient au roi de le défendre contre quiconque et plus particulièrement contre le vicomte, si ce dernier venait à lui faire la

(1) Arch. de Narb., BB 138 : cf. *Invent.*, t. II, p. 896, col. 2.

(2) *Ibid.*, BB 139 : cf. *Invent.*, t. II, p. 897.

(3) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f° 325 v°.

(4) Arch. de Narb., BB 83 : cf. *Invent.*, t. II, p. 881, 2^e col.

(5) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f° 349.

guerre (1). Pour couronner son œuvre, la royauté voulut fondre les deux consulats en un seul, le 3 août 1327. Mais le vicomte et l'archevêque firent une telle opposition à ce projet qu'il ne put être réalisé (2).

Nous ne saurions mieux conclure cette affaire de la mouvance qu'en déclarant avec M. Luchaire que « cette « tendance des communes à se déclarer directement « sujettes de la royauté, et l'opinion du roi lui-même sur « la légitimité de cette immédiation étaient tout à fait « contraires au droit établi (3). »

II. — L'émission de la monnaie frappée en participation par l'archevêque et le vicomte dans le courant des années 1305 et 1306 provoqua de la part des consuls d'énergiques protestations : ceux-ci reprochaient à ceux-là d'avoir battu monnaie sans se conformer aux coutumes, et notamment sans prêter le serment d'y donner le titre légal ; ils les blâmaient également de contraindre les habitants à la recevoir sous peine d'emprisonnement et de confiscation. Le 16 août 1305, ils soumièrent leurs doléances au sénéchal (4). Le 27 octobre, un consul de la Cité signifia au connétable de Carcassonne et au juge de Fenouillèdes et de Limoux, lieutenant du sénéchal, que le vicomte et l'archevêque frappaient monnaie sans s'adjoindre les consuls et les prud'hommes et qu'ils faisaient emprisonner ceux qui refusaient de recevoir la nouvelle monnaie, malgré l'appel interjeté au roi par les consuls. Les deux officiers royaux promirent de faire une enquête (5). Le 21 décembre, les consuls se plaignirent au pape de ce que l'arche-

(1) Arch. de Narb., AA 53 : cf. *Invent.*, p. 12, 1^{re} col. Doat, t. 52, f^{os} 93-96.

(2) *Invent. des arch. de l'archev. de Narb.*, t. I, f^o 355.

(3) LUCHAIRE, *Manuel des institutions françaises (période des Capétiens directs)*, Paris, 1892, in-8°, p. 429.

(4) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(5) Doat, t. 51, f^{os} 247-249. Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

vèque les avait menacés de l'excommunication pour avoir refusé la monnaie qu'il avait fait frapper en participation avec le vicomte (1). Le 12 janvier 1306, le pape manda à l'abbé de Fontfroide, au prévôt de Lézignan et au sacriste mineur de Saint-Paul de procéder à une enquête et de faire ce qu'ils jugeraient à propos (2).

Donner cours forcé à la monnaie vicomtale, c'était proscrire en partie l'usage de la monnaie royale. La royauté intervint. Le 13 janvier 1306, les commissaires royaux se plaignirent à l'archevêque des entraves qu'il apportait au cours de la monnaie royale ; ordre fut donné à ses vicaires généraux de révoquer toutes les excommunications qui avaient été prononcées pour rendre forcé le cours de la monnaie de l'archevêque et du vicomte (3). Le 29 janvier 1306, le baile royal de Narbonne notifia aux vicaires généraux de l'archevêque le mandement royal du 15 décembre 1305 par lequel Philippe IV défendait d'obliger les marchands et les parties contractantes à donner ou à recevoir d'autre monnaie que celle du roi ou celle dont il aurait été convenu entre les parties (4).

Enfin, le 19 février 1306, le vicomte et l'archevêque conclurent un accord avec les consuls. Il fut décidé que les petits narbonnais, dont le cours était de 3 deniers blancs, seraient frappés au cours des petits tournois, selon l'aloi de saint Louis, c'est-à-dire au titre de 3 deniers et 12 grains d'argent, avec le poids et la marque des 27 sous narbonnais blancs. Il fut décidé, en outre, que les consuls nommeraient et présenteraient pour contrôler la fabrication de ladite monnaie, un ou deux gardes qui jureraient au vicomte et à l'archevêque de bien se comporter dans

(1) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

l'exercice de leurs fonctions, qu'ils rempliraient concurremment avec les gardes nommés par l'archevêque et le vicomte. Chaque garde recevrait une clé du coffre où seraient déposés la monnaie et les coins ayant servi à sa fabrication. Les gardes, en compagnie de plusieurs prud'hommes, qu'ils devaient s'adjoindre, examineraient le titre et le poids de la monnaie. Les gardes recevraient un salaire. Les consuls pourraient révoquer leurs gardes et les remplacer par d'autres. L'archevêque devait ratifier cet accord au plus tard le quinzième jour qui suivrait la fête de Pâques. L'accord devait être aussi approuvé par les consuls absents. Le 10 mars, les consuls présentèrent aux vicaires de l'archevêque, à Guillaume de Fontcouverte, abbé de Saint-Paul, ainsi qu'à Amauri, vicomte, Bernard Sanche, *alias* Raseire, marchand narbonnais, et Guillaume d'Olargues, jeune, en les priant d'admettre ces deux bourgeois comme gardes de la monnaie. Les deux gardes furent admis. Les vicaires de l'archevêque et le vicomte nommèrent ensuite l'argentier Aimeri Martin, garde de la monnaie, et Halbis Baudouin, maître de la monnaie, avec pour associé Philippe Boufillol. Tous les cinq prêtèrent serment. Le 15 mars, l'archevêque donna son adhésion à cet accord. Le même jour, les vicaires de l'archevêque et le vicomte chargèrent un bourgeois de la Cité et un bourgeois du Bourg d'annoncer à son de trompe la frappe de la nouvelle monnaie, d'en répandre aux endroits où ils le jugeraient convenable, en prononçant les paroles suivantes : « Nous vous faisons savoir que c'est la
« monnaie narbonnaise, bonne et loyale, qu'ont fait frap-
« per et que continuent à faire frapper Mgr l'archevêque
« de Narbonne et Mgr le vicomte : recevez 3 narbonnais
« pour 2 deniers de petits tournois à l'aloi de saint
« Louis (1). »

(1) *Invent. des archives de Narb.*, Annexes de la série AA, p. 215-217. Doat, t. 51, f^{os} 251-262.

Le 23 avril 1306, les consuls ayant révoqué les deux gardes qu'ils avaient nommés d'abord, présentèrent au vicomte et au vicaire général de l'archevêque deux nouveaux gardes, tous les deux argentiers narbonnais : ceux-ci jurèrent de bien se comporter dans l'exercice de leurs fonctions. Deux jours auparavant, le 21 avril, l'archevêque et le vicomte avaient fait publier la criée suivante : « Oyez
« ce qu'on vous mande de la part de l'archevêque et du
« vicomte de Narbonne, sur l'avis des prud'hommes de la
« Cité et du Bourg : que personne n'ose rogner, trébucher
« ni fondre la monnaie narbonnaise qui a été frappée ou
« qui sera frappée par les dits seigneurs (1). » Cette criée provoqua les protestations du corps municipal. Le 25 septembre, les consuls en appelèrent au roi, alléguant qu'eux seuls avaient le droit de faire les criées relatives à la monnaie (2). Le 9 octobre, ils renouvelèrent leur appel au sénéchal (3). Une nouvelle émission monétaire faite en 1321 par le vicomte et l'archevêque donna lieu à un nouvel accord avec les consuls. Il fut décidé, le 13 juillet 1321, que les consuls présenteraient deux gardes pour la surveiller (4).

III. — La conclusion du pariage du 7 avril 1309 donna lieu à de nombreux conflits entre le vicomte et les consuls. Le 26 août 1309, les régents des deux consulats présentèrent aux commissaires royaux, en présence du juge de la cour commune, un long mémoire où ils énuméraient les privilèges des habitants (5). Le 27 septembre 1315, ils adressèrent des remontrances, dans la maison des Dominicains de Béziers, à Guillaume de Verdiac, conseiller du roi et commissaire du domaine, au sujet de la conclusion

(1) Arch. de Narb., pièce non inventoriée. Doat, t. 51, f^{os} 263-266.

(2) *Ibid.*, pièce non inventoriée.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) Arch. de Narb., AA 17 et 35 : cf. *Invent.* pp. 4, 8 et 9.

du pariage, « par lequel, disaient-ils, le vicomte avait
« cédé au roi des droits qui appartenaient déjà en propre
« à ce dernier, des droits qui appartenaient aux consuls
« et des droits qui appartenaient conjointement aux con-
« suls et au roi (1). » Dans leurs attaques contre le
pariage, les consuls firent preuve d'une habileté consom-
mée. Ils s'appliquèrent à démontrer au roi que ses inté-
rêts avaient été lésés par le pariage et qu'il avait joué dans
cette affaire le rôle de dupe. C'était le frapper au point
sensible.

Le 6 octobre 1315, le baile royal de Narbonne ouvrit
une enquête pour s'assurer s'il était vrai que le vicomte
eût cédé au roi des droits qui ne lui appartenaient pas.
Interrogé, le vicomte protesta contre les insinuations des
consuls (2). A plusieurs reprises, le 18 mai 1314 (3), le
22 février 1315 (n. s.) et le 29 août 1315, les rois de France
avaient mandé au sénéchal de Carcassonne, à son juge
mage et au juge d'Albigeois de procéder à une enquête sur
les articles que les consuls de Narbonne avaient présentés
contre le pariage. En exécution de ces mandements et sur
la présentation qui en fut faite par les consuls au juge
mage, le 18 décembre 1315, ce dernier, après avoir notifié
aux consuls l'absence du sénéchal, leur déclara qu'il pro-
céderait à l'enquête, dès que le juge d'Albigeois chargé
d'y coopérer serait arrivé dans la sénéchaussée (4). Le 15
mai 1316, le sénéchal et son juge mage notifièrent aux
consuls que le roi les chargeait d'ouvrir une enquête sur
le pariage et de l'envoyer au prochain Parlement (5). Au
mois de juin 1316, les consuls de la Cité et du Bourg leur

(1) Arch. de Narb., 2 pièces non inventoriées.

(2) Arch. de Narb. pièce non inventoriée.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, et Doat, 51, f^{os} 422-423.

(5) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

présentèrent un long mémoire dans lequel ils s'efforçaient de démontrer que les biens cédés par le roi au vicomte rapportaient annuellement 1144 livres de plus que les biens cédés par le vicomte au roi (1). Le vicomte, à son tour, s'efforça de prouver que c'était lui et non le roi qui avait été lésé par la conclusion du pariage. D'après lui, il y avait 1576 feux dans la Cité, qui lui fournissaient un revenu annuel de 150.000 livres tournois. Il en réclamait 75.000, la moitié, par application de l'acte du pariage (2). Le 9 avril 1317, Philippe le Long manda au prieur de la Charité et au sénéchal de Carcassonne de s'enquérir avec soin sur les articles produits par les consuls contre le pariage (3). Quatre jours après, le 13 avril, le sénéchal écrivit au vicomte que le baile royal de Narbonne avait terminé l'enquête sur le pariage, mais que lui, sénéchal, n'avait pu instruire complètement l'affaire et qu'il la renvoyait au prochain Parlement (4).

Toutes ces protestations, toutes ces attaques savamment dirigées contre l'acte de pariage en amenèrent l'abolition : le 14 juin 1322, Charles IV le Bel manda au sénéchal de remettre les choses en l'état où elles étaient avant la conclusion du pariage (5).

IV. — Les consuls et le vicomte se querellèrent encore souvent à propos des coutumes de la ville. Les premiers reprochaient au second de les violer ou de les laisser violer par ses agents.

Le 1^{er} novembre 1309, les habitants du Bourg déclarèrent au vicomte que par ses violations répétées des coutumes il

(1) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 776-779 (Extrait).

(2) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 779-780 (Extraits).

(3) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.* Doat, 49, f^{os} 426-432.

les avait déliés de leur serment de fidélité. Le vicomte leur répondit qu'il n'avait jamais eu l'intention de violer leurs coutumes, mais que, bien au contraire, il les avait toujours observées et garanties (1).

Quand les consuls jugeaient que leurs privilèges avaient été méconnus par le vicomte, ils demandaient aide et protection au roi. Ainsi le 8 décembre 1310, ils obtinrent de ce dernier l'annulation de diverses lettres obtenues par le vicomte contre les coutumes de la ville, notamment contre les coutumes relatives au guet et à la taxe des poissons (2). Le 30 décembre 1313, le baile royal de Narbonne, prévenu par le sénéchal, exécuta les ordres royaux (3).

Le 26 août 1315, Louis X Hutin communiqua au sénéchal les requêtes des consuls du Bourg et de la Cité par lesquelles ils lui demandaient la permission de prélever un droit de 12 deniers tournois sur le pesage de chaque sac de blé ou de farine malgré l'opposition du vicomte, et de construire un troisième pont sur la rivière d'Aude, en face de la maison des Dominicains. Faisant allusion au procès qu'ils avaient intenté devant le Parlement au vicomte, les consuls déclaraient que ce dernier violait sans cesse les coutumes ; ils suppliaient le roi d'enjoindre au sénéchal de contraindre le vicomte ou ses agents à respecter les coutumes. A les en croire, le vicomte grâciait ses amis et ses partisans, emprisonnant, au contraire, les fidèles sujets du roi. La vicomtesse, elle-même, se montrait cruelle pour les détenus. Les consuls demandaient au roi de faire installer la cour commune et les prisons dans un édifice autre que le palais vicomtal. Le 17 décembre, les consuls présentèrent les lettres de Louis X au lieutenant du sénéchal, qui assigna les curiales de la

(1) Pièce justificative n° XVII.

(2) Arch. de Narb., AA 123 : cf. *Invent.* p. 339.

(3) *Ibid.*, pièce non inventoriée.

cour commune et les procureurs du vicomte à comparaître par devant lui le 20 décembre. Au jour dit, deux consuls de la Cité et deux du Bourg, le vicomte Amauri et le procureur de la cour commune comparurent à Narbonne devant le lieutenant du sénéchal. Le vicomte déclara au lieutenant que les requêtes des consuls étaient injurieuses pour lui et pour sa femme, qu'il se réservait le droit de poursuivre les consuls dans sa cour, au civil et au criminel, comme traîtres, conspirateurs, insurgés et rebelles à leur seigneur, au mépris du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté. Répondant aux quatre requêtes des consuls, le vicomte déclarait 1^o que le droit de pesage ne pouvait être établi sans le consentement de la cour commune, 2^o que le troisième pont d'Aude ne pouvait être construit sans le consentement du roi et du vicomte, 3^o que la troisième requête relative à la violation des coutumes était sans fondement et pleine de mensonges, 4^o que la quatrième dirigée contre le vicomte et la vicomtesse était un tissu de calomnies. Les consuls en avaient menti « par la gueule ». Le vicomte consentait, toutefois, à ce que la cour et les prisons communes fussent installées dans un édifice autre que son propre palais. Le procureur de la cour commune protesta, à son tour, contre les requêtes des consuls. Il fit à ce sujet des déclarations tout à fait humanitaires. Une taxe sur le pesage du blé frapperait davantage le pauvre que le riche, attendu que le pauvre portait plus de sacs au pesage, sa famille ayant besoin de plus de pain que celle du riche. Chacun devait être *taillé* selon ses ressources. La nouvelle taxe aurait le tort de grever également les clercs, les religieux, les avoués et tous ceux qui n'étaient pas soumis à la taille. Les consuls protestèrent contre les accusations du vicomte et demandèrent qu'il fût condamné de ce chef. Le vicomte répliqua. Finalement, chacun maintint ses dires, et le lieutenant assigna les parties à com-

paraître devant le sénéchal le 8 mars 1316 (1). Le 28 juin 1318, le roi chargea l'évêque de Laon et le comte de Forez de régler les différends, qui s'étaient élevés entre les consuls et le vicomte (2).

V. — Les travaux que les consuls firent exécuter sur les rives de l'Aude entraînèrent des démêlés fréquents entre les consuls et le vicomte. Le 6 janvier 1313, le roi donna l'ordre au sénéchal de laisser les consuls enlever tous les obstacles qui s'opposaient au libre écoulement des eaux de la rivière, et de ne pas permettre aux officiers du vicomte de troubler les consuls dans l'exercice de leur droit. Le mandement royal fut présenté par les consuls au lieutenant du sénéchal le 30 janvier (3). Le 16 septembre, le juge mage manda au viguier de Béziers de ne pas tolérer que les curiales du vicomte empêchassent les consuls de faire enlever les îles, plantations et autres obstacles qui entravaient le cours de l'Aude, depuis le Gua-Rabious jusqu'au Pont-Vieux de Narbonne, suivant le droit qui leur avait été reconnu par le vicomte Aimeri IV, le 21 juillet 1232 (4). Les curiales de la cour commune, pour entraver les travaux, apposèrent les bâtons de la cour là où ils devaient être effectués.

Le 4 octobre 1313, les consuls présentèrent les lettres du juge mage au viguier de Béziers. Ils demandèrent à ce dernier d'agir au plus vite. Un très grand péril menaçait la ville par suite des obstacles qui entravaient le cours de la rivière d'Aude. Des inondations se produiraient certainement en hiver. Les consuls priaient donc le viguier de faire enlever les bâtons de la cour commune. Avant de

(1) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 759-767.

(2) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(3) *Ibid.*

(4) Arch. de Narb., AA 99, 1^{er} thalamus, f^o 325 : cf. *Ipvent.* p. 33.

prendre une décision, le viguier visita les parties de la rivière qui étaient obstruées par des obstacles. Près du Pont-Vieux, il vit des poutres, des piliers de pierre et d'autres matériaux, qui entravaient la rivière et la resserraient au point de la rendre impropre à la navigation. Le viguier fut d'avis d'enlever les bâtons. Il adjoignit aux consuls deux sergents royaux pour protéger les travailleurs qui enlèveraient les obstacles (1). Munis de l'autorisation du viguier, les consuls se préparèrent à débayer le cours de la rivière en un certain endroit, mais le vicomte et les officiers de la cour commune y apposèrent les bâtons de la cour : les consuls en appelèrent au roi, qui manda au sénéchal, le 6 janvier 1314 (n. s.), de faire poursuivre les travaux, s'il reconnaissait que leur suspension fût préjudiciable à la ville de Narbonne. Le 30 janvier, les consuls présentèrent les lettres du roi au lieutenant du sénéchal, qui assigna les parties à comparaître devant le sénéchal, le 27 février suivant (2).

Le vicomte eut le grand tort (3) de s'opposer à ces travaux de déblaiement. La rivière était entravée par les digues, les barrages ou paissières (*paererie*), encombrée par les décombres qui provenaient des ouvriers des teinturiers, des fouteurs, des tanneurs, des corroyeurs. Tous ces obstacles favorisaient les atterrissements. Les apports de la rivière se déposaient dans son lit en couches toujours plus épaisses. Il arriva que, par suite de l'insuffisance de la profondeur, la rivière devint impropre à la navigation.

Bien plus, l'exhaussement considérable du lit de la

(1) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 690-696

(2) *Ibid.*, pp. 702-705.

(3) L'an 1316, une trombe d'eau s'abattit la nuit sur Narbonne : une inondation se produisit qui renversa 300 maisons et fit périr 50 personnes. (*Chronique de l'église Saint-Paul de Narbonne*, dans *Hist. de Lang.*, t. V, c. 45).

rivière fut cause que les eaux s'acheminèrent vers la mer par la petite branche du delta de l'Aude qui passait par Coursan, de sorte que l'artère principale devint l'artère secondaire et réciproquement : c'était la fin du commerce maritime de Narbonne (1).

La ruine de la ville fut en partie la conséquence des rivalités qui ne cessèrent de régner entre les différents pouvoirs qui s'en partageaient l'administration. Mais il semble découler de ce qui précède que les responsabilités de cette décadence doivent être imputés pour une plus forte part au pouvoir seigneurial qu'au pouvoir municipal.

(A suivre)

Jean RÉGNÉ,
Archiviste-Paléographe.

(1) Nous ne voulons pas insister davantage sur cette question, dont l'examen nous entraînerait trop loin. Voy. à ce sujet, Dr PY, *Mémoire sur les causes de la décadence et de l'insalubrité de Narbonne*, Narbonne, an xiv, 50 pages, notamment p. 12 ; Célestin PORT, *Essai sur le commerce maritime de Narbonne*, Paris, 1854, in-8°, notamment pp. 54-56 et pp. 180-181 : *Congrès archéologique de France*, xxxv^e session, Paris, 1869, in-8°, pp. 256-257 ; Henri COSS, *De Atace*, thèse latine publiée sous le titre de *L'Aude, ses alluvions et le port de Narbonne*, dans *Bulletin de la Société languedocienne de géographie* (Juin 1882), notamment p. 73 du tiré à part ; Jean TISSIER, *Notes sur la Robine de Narbonne*, Toulouse, Privat, 1905, 12 pages.

NOTES

SUR LES IBÈRES DU BAS-LANGUEDOC

§ I. — ENSÉRUNE.

Il y a une dizaine d'années, me proposant de collationner la très intéressante inscription du ^v^e siècle, qui se voyait autrefois sur la porte de l'église paroissiale d'Ensérune (1) et qui est aujourd'hui encastrée dans un mur de la ferme de Régimont, j'eus l'occasion d'explorer, après tant d'autres visiteurs, le vaste plateau triangulaire qui portait autrefois la *Bastide Ansuzena*, vulgo Ensérune. Rentré à Narbonne, il me parut que, puisque Ensérune faisait autrefois partie du Narbonnais, je devais trouver dans les archives de Narbonne, plutôt que dans celles de Béziers, l'histoire — plus ou moins incomplet — de cette localité. Il en fut ainsi. Je me propose dans cette notice d'exposer sommairement le résultat de mes recherches et les conséquences que j'en tire en matière d'archéologie proto-historique.

Tout d'abord j'ai hâte de déclarer que je n'ai personnellement rien découvert sur le plateau d'Ensérune, bien que je l'aie parcouru dans tous les sens à diverses reprises.

(1) Pour bien fixer la position géographique des localités dont je poursuis l'étude, je dirai que le territoire d'Ensérune a été ainsi dépecé : la *Bastide Ansuzena* a été rattachée à la commune de Nissan, Régimont à celle de Poilhes, Garsages à celle de Capestang et la *Balme d'Ansuzena* à celle de Colombiers-les-Béziers. Assurément la Pologne fut moins maltraitée !

Les trouvailles et les recherches ont été faites par d'autres, notamment par un ancien curé de Montady, nommé Ginieis. Le compte-rendu des fouilles de l'abbé Ginieis a été publié par mon regretté confrère Louis Noguier, dans le *Bulletin de la Société archéologique de Béziers* (1). J'y renvoie le lecteur.

Dans ce même recueil, Carou a publié une *Géographie de l'arrondissement de Béziers* (2), dans laquelle, trompé par certaines apparences et peu documenté sur le Narbonnais, il a commis une erreur colossale dans la détermination des confronts d'Ensérune (3), et en outre attribué à cette ville un acte relatif à Montlaurès.

Cela dit, j'entre en matière. N'ayant pas l'habitude de mêler des sujets de nature différente, je passerai sous silence l'inscription dédicatoire de l'église, qu'on trouvera dans les recueils spéciaux (4). Je me bornerai à dire que, d'après ce texte, l'église était placée sous le triple vocable de Saint-Vincent, Sainte-Agnès et Sainte-Eulalie. Mais on me permettra de faire remarquer que le mot *Eulaliae* est extrêmement fruste et qu'un lecteur peu attentif pourrait y voir tout aussi bien *Mariae*, ce qui explique l'erreur de transcription qu'on trouvera dans le premier des textes que j'ai à citer.

Ce texte n'est autre chose qu'un privilège d'immunité octroyé par Charles le Simple en 799 (*vel* 800). J'y lis :
« ... *et in alio loco ubi vocant Anseduna et Sigenola, cum*
« *ecclesia sancti Vincentii et sanctae Agnetis et sanctae*
« *Mariae* (5). »

(1) Deuxième série t. VII (1874), pp. 233 seq.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 319.

(3) Un docte ecclésiastique du Narbonnais, reprenant et amplifiant l'erreur de Carou, a trouvé le moyen d'identifier Ensérune avec Oupia. Je crois inutile de discuter une pareille assertion.

(4) *Histoire générale de Languedoc* (2^e éd.), vol. XV, n° 1273.

(5) *Gallia Christiana*, VI, col. 76 (*Instr.*)

En 938, autre texte. L'archevêque de Narbonne concède aux clercs de l'église Saint-Paul de cette ville tout ce qu'il possédait « *in loco quem vocant Amseduna, cum eccle-
« sia quæ est fundata in sancti Vincentii honore (1).* »*

Ce texte suggère l'observation suivante : A cent cinquante-huit ans de distance l'orthographe du mot *Anseduna* s'était légèrement modifiée. Mais il est autrement précieux, en ce qu'il nous donne les confronts d'*Amseduna*. Nous y lisons : « *... et habet afrontationes seu determina-
« tiones hæc hæreditas, de parte Orientis in strata publica (2),
« de meridie et de circii in terminis de villa Putovalerii (3)
« sive in ipso Thoho (4), et de aquilonis in terminio de villa
« quæ vocant Canet, etc. (5).* »

(1) *Ibid.*, col. 17-18 (*Instr.*) — DOAT, vol. 57, f° 12.

(2) *Strata publica* désigne la voie Domitienne qui allait du col du *Malpas* à *Pont-Serme*. Elle séparait les terroirs de *Anseduna* (Ensérune) et *Puteo Valerii* (Poilhes) des territoires de *Aniciano* (Nissan) et *Petragoricis* (Peyriès). Elle existe encore ; sur certains points elle a gardé sa largeur normale (8^m 89, soit 30 pieds romains).

(3) *Putovalerii* désigne ici Poilhes. Ce vocable vient de Poaliers, qui vient à son tour de *Podaleriis*, lequel procède sans aucun doute de *Puteolaris*, puisque sur le marbre funéraire de Rixende, femme de Bernard de *Podaleriis* (1290) conservé au Musée de Narbonne (cat. 1864, n° 231), l'écu de Bernard de Poilhes est timbré d'un seau à puiser (*Puteolaris*). Poilhes était donc à l'époque romaine une localité où l'on fabriquait des seaux de puits. Mais pendant les siècles barbares les scribes écrivent sans sourciller *Puteo-Valerii*, ce qui a induit Carou en erreur.

(4) *Thoho*, traduisez : *le Thou*. Ce mot de Thou est très commun dans notre région ; on le rencontre même ailleurs. Il s'applique à une source ou fontaine déversant ses eaux dans un aqueduc ou canal maçonné. — L'aqueduc, qui à l'époque romaine alimentait Béziers, portait le nom de Thou. A Narbonne comme à Béziers, les égouts sont appelés *Touat*. — Ce mot a été peut-être emprunté — ou prêté — aux Arabes, car le Touat algérien est caractérisé par ses *feggara*, conduits souterrains qui apportent aux palmeraies les eaux d'arrosage. — Le ruisseau du Thou, qui séparait Ensérune de Poilhes, est simplement marqué sur la carte de l'État-Major, mais il est nommé sur la carte au 100,000^e du Ministère de l'Intérieur et je le retrouve maintes fois dans les compoix de Poilhes.

(5) *Canet*, indiqué comme étant au nord d'Ensérune, n'est autre chose que le revers de la montagne d'Ensérune, joint à une partie de l'étang. Quand du haut du pic (*pech*) d'Ensérune on contemple la vaste plaine que forme cet

Puis le silence se fait sur Ensérune — il en fut d'ailleurs ainsi à peu près partout — et ce n'est guère qu'au ^{xiii}^e siècle que nous voyons reparaitre les chartes.

Carou a publié (1) d'après des archives particulières, une inféodation faite en 1216 par le vicomte de Narbonne à Gaucerand de Capestang. Voici la lecture de Carou :
« ... *damus tibi ad feodum quidquid habemus., in termina-*
« *libus de Garsagas (2) et de Balma (3)..... qui sunt inter*
« *ipsum castrum de Tertiano (4) et bastidam tuam de Ance-*
« *runa quam a nobis tenes. »*

Dans ce texte le rhotacisme commence à faire une première apparition. Mais ce qui en fait le principal intérêt, c'est sa date. Ainsi, en 1216 et sans aucun doute avant 1216, le territoire que nous avons vu désigner sous le nom de *Canet*, portait aussi le nom de *Balma*, qu'il tirait de l'émissaire ou aqueduc d'écoulement de l'étang de Montady. Donc cet ouvrage était construit bien avant 1247, date qu'on assigne à sa construction, d'après un acte publié par l'abbé Ginieis (5).

Cet ecclésiastique a fait plus de bruit qu'il ne convient autour de sa prétendue découverte, qui n'en est pas une,

étang desséché, on constate que le pourtour des champs qui se partagent cette surface, est hérissé de roseaux et il est hors de doute que, sans la houe du vigneron, le terrain reviendrait bientôt à l'état de roselière. De là l'appellation de *Canet*. On verra plus loin que, l'orifice d'entrée de l'émissaire de l'étang se trouvant sur le terroir de *Canet*, celui-ci porte aussi quelquefois le nom de la *Balme*.

(1) (*l. c.*)

(2) Garsages porte aujourd'hui le nom de Soustre, qui en fut propriétaire.

(3) La Balme d'*Ansuzena*, terroir où se trouve l'entrée de l'aqueduc, qui porte le nom de *balme*.

(4) *Tertiano*, Saint-Jean de Tissan, lieu d'église situé sur la route de Béziers à Capestang. Il est encore nommé sur la carte de Cassini ; mais ses ruines elles-mêmes ont disparu. Il était très voisin de la ferme appelée le Bosc, et en fait, si l'on jette les yeux sur la carte, on reconnaîtra que Garsages et la Balme sont bien entre le Bosc et le plateau d'Ensérune.

(5) *Bulletin de Béziers*, deuxième série, t. 1, p. 3 seq.

puisque nous possédons à Narbonne une analyse fort détaillée de ce contrat (1). Mais ce bruit tournera à sa confusion. Qu'on lise l'acte précité et on verra qu'il n'y est pas question de travaux entièrement neufs (2). Pendant la période barbare du moyen âge, l'émissaire avait dû s'obstruer; j'en ai la preuve dans la portion qui a été maçonnée et voûtée en berceau brisé. C'est bien là l'œuvre du ^{xiii}^e siècle. Plus tard, au ^{xviii}^e, on sentit la nécessité d'en voûter une autre partie et naturellement on employa le plein cintre. Mais l'émissaire, sur ses treize cents mètres de long, est bien l'œuvre du peuple fouisseur qui a perforé le plateau d'Ensérune comme une écumoire. Les innombrables silos creusés sur le plateau d'Ensérune et sur la colline de Montady étaient destinés à renfermer des moissons et non de la *canote* (3).

Après avoir rendu à César ce qui lui appartient, je reprends la série des textes.

(1) *Invent. des actes de l'archevêché de Narbonne*, par Antoine Roque (1639-40), vol. iv. f° 20 (Ms de la Bibliothèque publique de Narb.)

(2) Je demanderai à toute personne de bonne foi et de sens rassis quel peut bien être le sens de la phrase suivante : « *Est autem sciendum quod « damnum per balmam, balmis et crossis et fossatis, vallibus et aguillis « factis aut faciendis oriundum, etc.* » En tous cas, je ne comprends pas qu'on puisse sans étourderie attribuer à l'an 1248 un ouvrage qui existait en 1216. Quant à croire que le moyen âge ait pu creuser un tunnel absolument rectiligne de 1364^m, il faut laisser cette croyance aux curés de village. Je livre ces réflexions à M. Émile Bonnet, qui, dans un ouvrage récent, a appuyé de son autorité l'opinion de l'abbé Ginieis.

(3) Il existe en Roussillon un ancien étang — celui de *Canohès* — plus petit que l'étang d'Ensérune, mais asséché par les mêmes moyens. J'ai la preuve formelle que ce dessèchement est l'œuvre des Ibères. Pour dire toute ma pensée, je crois que les groupes ibères qui ont franchi les Pyrénées, se sont établis de préférence sur des points, où par des dessèchements d'étangs ou de marais, ils pouvaient obtenir aisément le blé et la *canote*, c'est-à-dire le vivre et le couvert et ce, sans gêner les populations indigènes. Ils seraient donc bien les vrais ancêtres de ces Espagnols, qui s'établissent parfois dans notre pays, où ils exercent généralement la profession de terrassier et font preuve d'une capacité de travail à peine croyable.

En 1237, transaction entre Pierre, archevêque de Narbonne, et Bertrand, prieur de Saint-Gilles. J'y lis « *Item* » aurait le d. archevêque le disme de Garsagues et de « Canet » (1). On employait donc encore le nom de *Canet* concurremment avec celui de *la Balme*.

En 1298, « *Petrus Radimundi, miles, dominus de Bastida vocata de Amsuzena* » rend hommage au vicomte de Narbonne Amauri II, pour les « *terminalia vocata de Garsagis et Balmam de Amsuzena* » (2).

Ce Pierre *Radimond* — et non Raymond — était juge royal de Béziers, lieutenant du sénéchal de Carcassonne. Il figure dans nombre de pièces de procédure (3). Il est d'abord qualifié « *discretus vir* », puis « *nobilis* », puis « *miles* », lorsqu'il eût acheté ses éperons. Il avait acquis de Gaucerand de Capeatang Ensérune et ses dépendances — Garsages et la Balme, — de sorte que la Bastide Ansuzena, qui, sous les deux Gaucerand, était quelquefois appelée Bastide Gaucerande, prit le nom de son nouveau propriétaire et ce nom, par une série de transformations des plus régulières, est devenu successivement *Razimond*, *Ragimond*, *Régimont*.

Dans cet acte fort intéressant nous constatons la disparition du rhotacisme ; en revanche nous y trouvons une curieuse métathèse. Cette interversion de voyelles semblerait indiquer qu'on les tenait en médiocre estime, nous verrons tout à l'heure pourquoi. Désormais *Amsuzena* remplacera — pour un temps — le vocable vieilli *Amse-duna* ou *Anceruna*. Car dans un acte de 1346, dans lequel on appelle à contribution tous les recteurs des paroisses qui versaient leurs eaux dans la rivière d'Aude, nous

(1) *Invent. des actes de l'archev. de Narb.* vol. II, f° 206.

(2) *Doat*, vol. 47, f° 379.

(3) Cf. *Le livre de comptes de Jacme Olivier*, par Alphonse BLANC, vol. II, *passim*.

voyons figurer les recteurs « *de Pauleriis, de Bastida Amsu-
« zena et de Regimonte, de Columbertis de Biterris, de Mon-
« tadino* (1). »

J'ignore à quelle somme fut taxé le recteur d'Ensérune-Régimont, mais ses ressources étaient assurément fort maigres ; la Bastide Ansuzena se dépeuplait tous les jours au profit de Nissan, situé en plaine. En 1404, le recteur lui-même avait déguerpi, témoin l'acte de visite suivant :

« *Item au 43^e feuilhet est la visite de l'egl[is]e parochelle
« Saint Vincent de Rogemont, la collation de laquelle
« appartient au d. sieur archevesque. En ceste parroisse
« y a maison p[re]s[b]itérale, lors du tout ruynée. N'ayant
« trouvé personne pour l'informer, ne fust faicte au[cun]e
« visite* (2). »

La paroisse créée sous le consulat de Valentinien II et Anthémios (455) par le prêtre OTHIA (3) allait disparaître à son tour. En 1445 une bulle du Pape Eugène IV prononce l'union de la paroisse, ainsi que de plusieurs autres, au Chapitre Saint-Paul de Narbonne, « *.....ac
« similem cautelam de Bastida Gauserandi, alias de Regi-
« monte, cujus quindecim...* (4) » Elle n'avait plus que

(1) Colombiers-les-Béziers et Montady ont toujours été dans le Biterrois ; mais, grâce à la balme, ils déversaient leurs eaux dans la rivière d'Aude et contribuaient dans une certaine mesure aux crues de cette rivière, auxquelles il s'agissait de porter remède. C'est donc en toute justice qu'on les mettait à contribution. (Arch. municipales de Narb., série AA, iv^e thalamus, f^o 152).

(2) *Invent. des actes de l'arch. de Narb.*, vol. II, f^o 415.

(3) On pourrait se demander quelles étaient les origines de ce prêtre au nom bizarre. Assurément il n'était pas goth, puisqu'il se réclamait des consuls de Rome et qu'il fondait une paroisse catholique. Il n'était pas romanisé non plus. Je serais tenté de voir en lui un descendant des Ibères.

(4) *Doat*, vol. 57, f^o 328. — D'après cet acte, une bulle antérieure, dont la date n'est pas autrement précisée, avait uni la paroisse à Saint-Martin de Poilhes, du consentement des deux recteurs. Cela nous explique l'abandon et la ruine du presbytère, constatés par le visiteur en 1404. La bulle de 1445 révoque cette union.

quinze livres de revenu. Le Chapitre Saint-Paul, qui, en 1432, était devenu propriétaire de Régimont, en vertu du testament d'Ermengarde, veuve de Jacques Vidal de Castres, avait désormais charge d'âmes.

Le territoire lui-même allait être morcelé. J'ignore à quelle époque eut lieu le partage; mais il était déjà effectué en 1537. A cette époque, pour arriver à une équitable répartition de la taille, on procéda à l'opération qu'on a appelée « Recherche générale du diocèse » et qui donna lieu à un cadastre sommaire, qu'on désigne communément sous le nom de *carron*. Voici ce que je lis dans le carron de Nissan :

« Tryangle. Comensan al camy que va de Bezyes a
« Pont Serme avis de ung camp de la capella de Sant
« Peyre de la vont avem fayt ung senhal de jones nozats,
« daqui parten tiran contra lo aquilho dreyta lynha al
« pech de la Seruna passan per las divisjons del dit Nissa
et Regimon.... (1). »

D'après ce procès-verbal d'enquête, trop long pour être transcrit ici en entier, Régimont avait été séparé d'Ensérune, tout en gardant son autonomie; Garsages était rattaché à Capestang, la Balme à Colombiers et Ensérune à Nissan. La vieille cité déchue avait disparu. On travestissait même son nom : *la Seruna*, disent les commissaires enquêteurs !

Et pourtant elle avait vu des jours prospères, la vieille cité gauloise ! A l'imitation des Etrusques, dont elle partageait la civilisation (2), elle avait perforé l'isthme du

(1) *Arch. du diocèse de Narb. (carron de Nissan, 1537).*

(2) Pour établir les relations des gens d'Ensérune avec les Etrusques, ou tout au moins avec les populations de la Grande-Grèce, je n'ai qu'à faire l'énumération des objets que l'on recueille sur le plateau ou dans son voisinage immédiat. En 1887 un habitant de Colombiers apporta au Musée de Narbonne un petit lot d'objets en bronze dont voici le détail :

1^{er} Un miroir étrusque du III^e siècle, au type des Dioscures.

Malpas par un émissaire de 1364 mètres de long, proche parent du célèbre émissaire d'Albano. Pour engranger les moissons qui doraient son étang asséché, elle avait creusé d'innombrables silos. Enfin elle avait frappé de nombreuses médailles; c'est ce que je me propose de démontrer.

Toutes les personnes versées dans l'étude des monnaies antiques, et notamment des monnaies dites celtibériennes, connaissent une série de pièces de bronze, avec légende purement ibérique, que l'on rencontre abondamment dans le bas Languedoc et non ailleurs. Les plus nombreuses nous montrent au droit la tête de Diane diadémée et au revers un taureau bondissant. Un petit nombre d'entre elles portent au droit la tête d'Hercule coiffé du mufle de lion et au revers un hippocampe. La légende qu'on y voit communément est ainsi traduite par Boudard (1) : *Nedhena*; mais un auteur plus récent, Aloïs Heiss (2) y lit *Nerena*. Au fond, la divergence entre ces auteurs n'est pas bien grande, car nous avons vu qu'on disait indifféremment *Anseduna* et *Anceruna*; le rhot-

2^o Deux poignées de ciste de travail étrusque.

3^o Deux anses d'amphores d'apparence étrusque — ou grecque.

4^o Une pendeloque de travail gaulois, qui fait nettement ressortir le caractère des objets précédents. Le tout est exposé dans les vitrines du Musée. *Procès-verbaux de la Comm. arch. de Narb. — Séance du 14 janvier 1887.*

Quant aux vases, mes élèves, pendant que j'étais occupé à des recherches d'une autre nature, ont rencontré, avec des tessons de poteries romaines, nombre de fragments à patine noire lustrée, très grecs, et M. Cartailhac, qui, à ma prière, visita consécutivement Montlaurés et Ensérune, a fait les mêmes remarques. Des fouilles amèneraient peut-être la découverte de vases peints à figures. On verra plus loin, quand je dirai quelques mots sur Montlaurés, que cette hypothèse s'appuie sur de solides raisons. Mais il ne faut pas oublier qu'Ensérune a été habitée jusqu'au xv^e siècle et il faut s'attendre à rencontrer sur le plateau des vestiges de plusieurs civilisations successives.

(1) *Numismatique ibérique*, par Boudard, p. 238.

(2) *Monnaies antiques de l'Espagne*, par Aloïs Heiss, p. 435.

cisme, qui n'est autre chose qu'un mode, ou plutôt un vice de prononciation, peut avoir existé de tout temps.

Une difficulté que rencontre l'attribution des monnaies dites Nédènes à l'oppidum d'Ensérune, git dans cette voyelle U, que les numismates n'admettent point dans leur lecture. Mais précisément les monnaies autonomes de l'Espagne nous montrent à tout instant des noms privés de leurs voyelles et réduits à un squelette. Pour l'exemple, je citerai *Celsa, Cosa, Cilin*, dans lesquelles l'E, l'O et l'I paraissent et disparaissent à volonté. Il se peut donc que, dans **NEDHN**, l'H ne représente qu'une simple aspiration (1).

Une autre difficulté beaucoup plus grave provient de la lecture de la lettre N, qui figure en tête du squelettique **NEDHN**. Mais je vois dans l'ouvrage de Heiss que parfois il manque des consonnes dans les légendes ibériques d'Espagne. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi en Gaule ? D'ailleurs, est-on bien sûr que le N initial n'ait jamais été doté d'un appendice qui en ferait le groupe NC ou NK ? J'ai quelques raisons de poser cette question.

Au demeurant, les pièces dites Nédènes peuvent être partagées en deux groupes, l'un avec la légende **NEDHN**, l'autre avec la légende **MEDHN**, qu'il faut lire *Seren* (Cf. Heiss, *loc. cit.*, pl. LXV, 4). Toutefois Heiss assure que les pièces de ce dernier groupe sont de fabrique barbare. C'est là un procédé fort commode pour esquiver une difficulté. En réalité les pièces du second groupe ne sont pas plus barbares que les autres ; elles sont même moins barbares que certaines pièces du premier. Le dernier mot n'est donc pas dit sur la question et je persiste à identifier Ensérune avec l'oppidum ibère qui a émis les pièces dites

(1) Il ne faut pas oublier d'ailleurs que, par suite d'un chassé-croisé des voyelles, on a dit *Anusena*, dont la terminaison est identique à celle de *Nedhena*.

Nédènes, ou tout au moins celles qui portent la légende **MEDHN** (*Seren*).

Pour me résumer, je dirai que, dans l'impossibilité où sont les numismatistes d'identifier l'introuvable **NEDHN** ou **NERHN**, leur lecture doit être inexacte, — ou incomplète, — puisqu'il existe un important oppidum nommé *Anseduna* ou *Anceruna*, qui a fourni aux collectionneurs de Béziers la majeure partie de leurs séries protohistoriques. Je ferai remarquer en outre que, si nous connaissons la prononciation du mot *Anseduna* depuis l'époque carlovingienne jusqu'à nos jours, en revanche nous ignorons comment on prononçait lors de la conquête romaine et qu'il est fort possible, sinon probable, qu'à cette époque le **C** avait le son dur du **K**, ce qui m'autoriserait en quelque sorte à appeler *Ankèrenes* les gens d'Ensérune, que les numismatistes appellent sans plus de façons Nédènes ou Nérènes. Je reviendrai sur ce point en parlant de Montlaurès.

§ II. — MONTADY.

J'ai peu de choses à dire sur Montady. On trouvera dans le compte-rendu des fouilles de l'abbé Ginieis des détails plus intéressants que ceux que je pourrais fournir moi-même ; mais puisque Ensérune a battu monnaie, pourquoi la ville ibère d'en face n'aurait-elle pas émis elle aussi quelques médailles ? Je crois les reconnaître dans un type où Boudard lisait *Poiathze* et Heiss *Brikitze* et qu'ils attribuaient tous deux à Béziers. En fait ces monnaies ne se trouvent guère que dans le Biterrois ; nous n'en rencontrons point à Narbonne et, si le Musée de cette ville peut en exhiber un exemplaire, c'est grâce à un collectionneur (Bonnel). C'est donc un objet déraciné, sans certificat d'origine. Il est vrai qu'en 1895 on décou-

vrit à Béziers dans la rue des Arènes une dizaine de silos. Mais ce petit groupe est insuffisant pour qu'on puisse y reconnaître une localité battant monnaie. D'ailleurs une médaille de ce type fut trouvée en 1876 à la Canague, localité très voisine de Montady ; mais je m'empresse de reconnaître que ce fait isolé ne suffit pas à motiver une identification et que c'est uniquement par voie de sélection que j'attribue ce type à Montady (1).

§ III. — MONTLAURÉS.

Il est une autre localité qui depuis longtemps fournit aux médailleurs de Narbonne des pièces d'Ensérune et au Musée des vases étrusques ou grecs. Je veux parler de Montlaurès (à 5 kil. de Narbonne). Tant que des fouilles sérieuses n'avaient pas été faites sur ce point, j'hésitais à la ranger parmi les autres localités dont j'ai effleuré l'histoire, car on y voit des encoches faites dans la roche et ces encoches ne se voient pas ailleurs. Les fouilles récentes ont donné le mot de l'énigme. S'il ne m'appartient pas de dire ce qu'on a trouvé à Montlaurès, je puis bien dire ce qui n'y existe pas. Eh ! bien, il n'y a pas de silos ; les encoches en tenaient lieu. Alors qu'à Ensérune les silos sont creusés dans une marne tertiaire absolument étanche, ou dans des roches tendres où l'*ascia* de l'ouvrier a laissé des traces encore fort nettes après plus de vingt siècles, le terrain miocène de Montlaurès est absolument perméable. Quant aux roches qui ont été entaillées, elles appartiennent à l'étage charmoutien et, si l'on a pu, non sans peine, pratiquer des encoches dans ces roches dures,

(1) En 1842, Tournal offre au Musée de Narbonne une médaille celtibérienne provenant de Montady, sans autres précisions. (*Procès-verbaux de la Comm. arch. de Narb. — Séance du 7 mars 1842.*)

que l'on est obligé d'attaquer au burin et au maillet, il serait absolument impossible à un ouvrier d'y creuser un silo ovoïde d'environ 1 m. 50 de diamètre. Les encoches, que l'on recouvrait sans doute de chaume ou de roseaux, ne sont autre chose que des silos d'une forme particulière.

On avait d'ailleurs l'acier nécessaire. J'ai dit ailleurs (1) que la trouvaille faite à Montlaurès d'un fragment de minerai de fer, dont la géologie ne peut expliquer la présence en ce point, autorisait l'hypothèse d'une forge. On me permettra d'ajouter que les eaux de Montlaurès, aussi transparentes que celles des plus limpides gaves pyrénéens, sont peut-être au nombre de celles qui donnent une bonne trempe à l'acier. Il ne faut donc pas s'étonner de ce que une tribu ibère, après avoir quitté l'Espagne, se soit arrêtée à Montlaurès.

Quelle était donc cette tribu, qui faisait usage des monnaies d'Ensérune ? Pour nous renseigner, nous n'avons qu'un texte, dont l'interprétation soulève même quelques difficultés. C'est un diplôme de Charles le Chauve concédant — en 849 — à un de ses vassaux nommé Étienne une localité dénommée « *Villa-rubea, seu Villare Vitiliano* » et *Villare Ancherano*.... » (2) L'identification de ce point est chose certaine. Le villare *Vitiliano* n'est autre chose que Védilhan. Quant à *Ancherano*, sa position sera déterminée sans difficulté, quand j'aurai dit que Védilhan était entouré des domaines romains suivants : Atiliau, Moussan, Trencian, Tauran, Abunian et Pardeilhan, qui forment un cercle autour de Védilhan et de Montlaurès. Donc le *Villare Ancherano* n'ont autre chose que cette dernière localité. On comprend dès lors pourquoi Carou, peu familiarisé avec les localités du Narbonnais, a commis

(1) *Congrès archéologique de France* (1906), p. 276.

(2) *Hist. gén. de Languedoc*, 2^e édition, vol. II, col. 282 (preuves).

une erreur en mêlant l'acte relatif à Montlaurès à ceux d'Ensérune et cette erreur pourrait me fournir le plus précieux des arguments en faveur de ma thèse, puisque les deux localités où l'on relève les vocables *Anceruna* et *Ancherano* sont précisément celles qui fournissent aux médailliers de Narbonne et Béziers les médailles appelées jusqu'ici *Nérènes* et que j'ai appelées *Ankérènes*.

Mais voici une objection qu'on ne manquera pas de me faire. Le mot *Villare Ancherano*, dira-t-on, est une corruption de *Villa Ancheriana* ou *Villa Anchariana*, qui n'indique pas autre chose que ceci : le domaine désigné avait été attribué à l'origine à un colon nommé *Ancharius*. D'accord. Je suis d'autant plus convaincu de la chose que je relève dans notre obituaire de pierre plusieurs *Ancharius* et, chose singulière, il n'en existe pas d'autres dans toute la Gaule Narbonnaise, sauf à Quarante (Hérault), où cette pierre a été peut-être apportée de Narbonne, comme plusieurs autres.

J'hésite donc entre deux interprétations : ou bien le vocable *Ancherano* est un souvenir de l'époque ibère, ou bien il tire son origine du nom d'un colon romain, nommé *Ancharius*. Mais on conviendra qu'il est bizarre de rencontrer les mêmes vestiges ibères dans les deux localités dénommées *Anceruna* et *Ancherano*. Il y a là une coïncidence singulière, que je ne puis m'empêcher de signaler.

F.-P. THIERS.

NOTES

SUR

JACQUES GAMELIN

(Suite).

XIV

LES TABLEAUX DE GAMELIN DANS LA CATHÉDRALE SAINT-JUST ET DANS L'ÉGLISE SAINT-PAUL-SERGE.

Nous avons étudié précédemment les tableaux de Gamelin des chapelles de l'Hôtel-Dieu et des Pénitents-Bleus, et celui qui était dans la chapelle de la Charité et qui est entré récemment au Musée (1). Il nous reste à examiner ceux de notre ancienne cathédrale Saint-Just et Saint-Pasteur et de l'église Saint-Paul-Serge.

Si à défaut de documents probants nous nous en rapportons à l'abbé Barthe, qui dans sa biographie de Gamelin (2) s'est inspiré surtout de la tradition, l'archevêque Arthur Dillon et le chapitre métropolitain avaient décidé de remplacer les tapisseries qui dans la cathédrale isolaient le chœur des bas côtés, par une suite de grands tableaux représentant des sujets de l'Ancien Testament.

« Une somme de deux cent mille livres, dit-il, était

(1) V. *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. ix, p. 224.

(2) *Mémoires de la Société des Arts et Sciences de Carcassonne*, 1851.

« affectée à cet embellissement. Gamelin, à qui avait été
« proposée la direction, et, autant qu'il le pourrait, la
« confection de ces magnifiques travaux, crut qu'il lui
« serait enfin donné de se produire tout entier, et tel qu'il
« se sentait lui-même..... Déjà il avait présenté ses rapi-
« des esquisses. Elles étaient approuvées lorsque la Révo-
« lution de 1789 mit fin tout à coup à ses espérances ».

Louis Narbonne a écrit qu'il « en existait quelques-unes
« bien reconnaissables à la manière et au coloris du pein-
« tre » et il a désigné les quatre toiles à peine encadrées
d'une modeste baguette qui se voient dans les bas côtés
de la Cathédrale :

« Jésus enseignant parmi les Docteurs. »

« L'Adoration des bergers. »

« L'Adoration des Mages. »

« La Salutation Angélique (1). »

Nous ne nous expliquons pas cette attribution.

Il n'y a rien, en effet, dans ces compositions d'un goût médiocre, d'un dessin maladroit et d'un coloris banal, qui puisse rappeler même de très loin la manière de Gamelin qui, s'il se montra souvent bizarre, incorrect et sans style, se distingue toujours par quelques traits de cette audace et de cette originalité qui marquent sa personnalité.

Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, sa destinée était d'être mal jugé dans des œuvres de ses fils ou de peintres inconnus que pour les toiles citées par Louis Narbonne nous rechercherions parmi ces artistes ou praticiens locaux dont M. Léonce Favatier s'est fait l'historien (2).

(1) La Cathédrale Saint-Just. *Bulletin de la Commission archéologique*, t. v, p. 4.

(2) La Vie Municipale à Narbonne au XVIII^e siècle. Les beaux Arts et les arts industriels. *Bulletin de la Commission archéologique*, t. vi, p. 391 et suivants.

De plus, Louis Narbonne a omis de citer dans son inventaire le grand tableau du « Supplice de saint Étienne » qui est de lui, et s'il a mentionné les deux petites toiles « L'Apothéose de saint Paul Serge » et la « Décollation de « saint Just et de saint Pasteur, » qui se trouvent dans le collatéral du Midi à gauche et à droite de l'édicule de l'ancien pont Sainte-Catherine, il n'a pas dit qu'elles étaient de sa main.

Le « Supplice de saint Étienne » (largeur : 2 m. 10 ; haut : 2 m. 75 environ) avait cependant été signalé par Ph. de Chennevières comme une œuvre « d'une furie « étonnante de couleur et d'expression » (1).

Cette toile avait sans doute été peinte pour la chapelle Saint-Étienne, actuellement Sainte-Anne.

Le Saint, vêtu de la dalmatique du diacre, a été assailli par la foule des Juifs, et, renversé, il regarde extatiquement le ciel vers lequel il tend les bras et essaie de se relever. Mais un de ses bourreaux l'a saisi par le bras gauche et du pied il lui écrase une jambe. Dans le ciel, la Trinité et un ange offrent au Saint la palme du martyre.

Ce tableau accroché très haut est d'un examen très difficile. Ceux qui prendront la peine de l'étudier ne le regretteront pas et ne pourront qu'approuver le grand éloge qu'en a fait Ph. de Chennevières.

Ce n'est pas le seul tableau du même sujet que Gamelin a peint pendant son séjour à Narbonne. Le Chapitre métropolitain lui en avait commandé un second pour l'église de Pépieux où on le voit encore. La toile de 2 m. 10 de large et de 3 m. 25 environ de hauteur est signée : Gamelin, Narbonne, 1784.

La composition présente de nombreuses analogies avec

(1) *Recherches sur la vie et les ouvrages de quelques peintres provinciaux de l'ancienne France.* Paris, Dumoulin, 1847-62, 4 vol. in-8°.

celle de Narbonne. Toutefois, la scène principale diffère. Le Saint est agenouillé, les bras étendus, et un Juif, qui de la main gauche l'a saisi à la gorge, s'apprête de sa main droite rejetée en arrière à le frapper d'une grosse pierre. Mais c'est toujours la même verve d'invention et de réalisme.

D'après une tradition le Chapitre, qui possédait de nombreux droits et plusieurs propriétés à Pépieux, aurait offert le tableau à l'église à la suite d'un procès dont le gain aurait été dû aux dépositions favorables des habitants. Une seconde tradition voudrait que le Chapitre ait essayé de le reprendre, mais le Conseil politique de la Communauté s'y serait refusé et un procès même s'en serait suivi.

L'« Apothéose de saint Paul Serge » et la « Décollation de saint Just et de saint Pasteur » (largeur : 0 m. 80 ; hauteur : 1 m. 10) sont d'excellentes peintures dont la conservation est due à notre collègue M. Armand Bories, qui les retrouva presque en lambeaux dans une dépendance de la cathédrale et les a fait restaurer grâce à une souscription dont il prit l'initiative (1).

Dans le premier tableau de tonalités gris bleu d'une exquise fraîcheur nous voyons de face l'archevêque Dillon, debout, en camail violet et en aube blanche sur laquelle tranche le ruban bleu de l'Ordre du Saint-Esprit. De la main droite tendue il montre à six dignitaires de son chapitre agenouillés autour de lui et mains jointes, saint Paul Serge, le premier évêque de la Narbonnaise, que des anges enlèvent au ciel.

Les figures des chanoines sont des portraits d'une exécution fine et d'une touche savoureuse. L'archevêque Dillon

(1) Cette restauration a été effectuée par M. Théodore Guédy, artiste très habile, connu par de nombreux travaux à Paris, et auteur d'un Dictionnaire universel des peintres anciens et contemporains.

dont la ressemblance est frappante, bien que l'artiste l'ait peint d'un pinceau flatteur, a perdu de sa laideur bien connue. Idéalisé, il domine la scène autant en grand seigneur qu'en prince de l'Église.

Dans la foule agenouillée à gauche se distingue une femme coiffée du bonnet narbonnais. Elle précise et personifie la vénération traditionnelle du peuple de Narbonne pour son premier évêque.

En comprenant dans un tableau religieux les portraits de Mgr Dillon et des chanoines, Gamelin obéissait une fois de plus à ce goût que nous avons déjà signalé chez lui d'agrémenter ses compositions d'un intérêt d'actualité en y faisant figurer des accessoires locaux ou des personnes vivantes, parents, amis ou personnages notables.

C'est ainsi que pendant la Révolution il avait encore peint pour la cathédrale un tableau représentant saint Roch, avec d'autres personnages parmi lesquels on reconnaissait M. Durand, curé constitutionnel de Saint-Just, et plusieurs de ses partisans. La ressemblance était si exacte que lorsque le culte régulier fut rétabli, ce portrait occasionna un tel scandale que le tableau dut être transporté à la mairie qui en 1808 en fit la remise à M. Durand.

Dans la « Décollation de saint Just et de saint Pasteur » on retrouve un peu du coloris et de la manière du chevalier Rivalz, le maître de Gamelin, mais ce qui est bien de lui, c'est le réalisme et le mouvement des personnages. Quel naturel dans le geste instinctivement apeuré de l'enfant que le bourreau s'apprête à frapper devant le cadavre de son frère dont la tête tranchée git à terre ! En opposition avec cette série dramatique, des anges et des chérubins gracieux se jouent dans les cieux entrouverts pour accueillir les âmes des martyrs.

On remarquera que le prêtreur devant qui ont comparu les deux enfants rappelle le même personnage au type sauvage et bestial du « Martyre de Saint Barthélemy »,

dans le « Nouveau recueil d'ostéologie et de myologie ».

Dans la salle de Saint-Just connue sous le nom de « Salle Acoustique » se trouvent deux autres tableaux de Gamelin à peu près ignorés (1).

Le premier de dimensions égales aux deux que nous venons de décrire a pour sujet « l'Adoration des Bergers ». La toile en très mauvais état est trouée et détachée du cadre. Elle mériterait un meilleur sort, car nous connaissons peu de compositions de Gamelin aussi charmantes. Le geste de la Vierge, protégeant de son voile Jésus qui se soulève de sa couche pour recevoir les hommages des pasteurs, est en particulier d'une invention exquise. Le coloris d'une simplicité harmonieuse est fin et lumineux.

C'est à deux de ces trois tableaux que s'applique très probablement la quittance de 126 livres, datée de 1791, que nous avons déjà reproduite, signée par Gamelin, pour entier paiement de deux tableaux faits pour Saint-Just.

Le second tableau qui se voit dans la salle acoustique (largeur : 1 m. 20 ; hauteur : 1 m. 50) est comme celui de la Charité une composition, mais plus simple, en l'honneur de saint Vincent de Paul. C'est la même inspiration et la même facture. Le Saint agenouillé est en prières devant un prie-Dieu. A gauche, debout, au devant d'une Sœur, Louise de Marillac, sous son costume de veuve, et droites, deux autres sœurs que nous considérons comme des portraits très précis, à en juger par celui du Saint dont l'image est d'une vérité-encore plus réaliste que celle du tableau de la Charité.

Telles sont les œuvres de Gamelin conservées à Saint-Just.

A Saint-Paul-Serge transportons-nous d'abord à la cha-

(1) Ils ne sont pas mentionnés dans l'inventaire de Louis Narbonne. La cathédrale Saint-Just. *Bulletin de la Commission archéologique*, t. v, p. 1.

pelle Saint-Étienne, l'ancienne chapelle de paroisse. Nous y trouverons appliqués aux murs trois tableaux de Gamelin (largeur : 1 m. 50 ; hauteur : 2 m. 25) peints probablement à l'occasion des travaux d'embellissement et de réparations faits dans la chapelle en 1784 (1).

« Saint Charles distribuant le Viatique dans les rues » de Milan » est une bonne peinture, mais on ne pourra s'empêcher de la trouver d'une ordonnance bien sage, si on considère que le sujet permettait à Gamelin de donner libre cours à sa fougue coutumière dans les scènes de désolation et de mort. L'artiste n'est en effet vraiment lui-même que dans le cadavre nu du premier plan d'une pose si audacieuse et d'un coloris si lugubre. Dans le reste il a subi l'influence de Mignard dont il avait pu admirer le tableau représentant le même sujet qui était placé sur le maître-autel du Grand Séminaire des Lazaristes de Narbonne (2).

« Saint Augustin défendant devant une réunion d'évêques le mystère de l'Incarnation du Verbe » est une composition de grand style. On admirera sans réserve le caractère majestueux des personnages sur lesquels plane la Trinité et la somptuosité des vêtements pontificaux qui nous fait rappeler que l'artiste avait obtenu à l'Académie de Saint-Luc le prix fondé par le cardinal Albani en faveur des peintres qui excelleriaient dans l'art de bien draper.

Ces deux tableaux attaqués par l'humidité, et mal éclairés, sont très difficiles à voir, mais celui qui se trouve dans les plus mauvaises conditions est le troisième, « Jésus prêchant sur la montagne. » Les couleurs presque

(1) Voir *Étude historique sur l'Abbaye de Saint-Paul de Narbonne* par l'abbé Sabarthès. Narbonne : Caillard, 1893.

(2) Ce tableau est aujourd'hui au Musée de Narbonne. Il avait été peint en concurrence avec Pierre de Cortone, pour orner le maître-autel de St-Charles de Catenari à Rome. Voir catalogue du Musée par Tournai, 1864.

décomposées ont perdu leur relief, et on n'y perçoit guère surgissant de l'obscurité, que Jésus, telle une pâle apparition d'un intense surnaturel, et une femme d'une grande beauté, tenant son enfant sur son sein et écoutant la parole du Maître (1).

« L'enlèvement de saint Joseph au Ciel » (largeur : 1 m. 40 ; hauteur : 1 m. 50) qui sert de rétable dans la chapelle consacrée à ce Saint est une des meilleures toiles de Gamelin. La figure du Saint d'une idéale majesté reflète les sentiments de suprême délice et d'infinie reconnaissance qui l'animent à la vue du Ciel entrouvert, vers lequel ses bras se tendent dans un mouvement d'ardent désir. Des anges, aux formes imprécises, l'enlèvent dans une atmosphère d'un gris bleu très fin, qui donne au tableau un charme indicible, surtout à l'heure où il est en pleine lumière.

L'artiste a été moins heureux dans « l'Assomption de la Vierge » (largeur : 1 m. 75 ; hauteur : 2 m. 25) qui se trouve dans la tribune récemment construite. Il n'a guère idéalisé la Mère du Sauveur dont la sévère beauté rappelle trop ses figures de reines ou d'impératrices dans ses sujets de l'antiquité. L'exécution est lourde, sans originalité ; on pourrait même trouver dans la composition plusieurs points de ressemblance avec « l'Assomption » de Nicolas Poussin, au Louvre.

On a attribué à Gamelin et on lui attribue encore couramment les quatre toiles (largeur : 1 m. 80 ; hauteur : 1 m. 80) qui furent sorties vers 1840 de la grande sacristie pour être encadrées dans ces boiseries de mauvais goût qu'on éleva au-dessus des stalles du chœur pour marquer la clôture du sanctuaire.

M. l'abbé Sabarthès a mentionné cette attribution et

(1) Ce tableau n'a pas été mentionné dans son inventaire par M. l'abbé Sabarthès.

nous même l'avons longtemps considérée comme exacte, mais après une étude attentive, nous ne craignons pas de dire que ces quatre tableaux « la Visitation », « l'Annonciation » la « Prédication dans le désert » et la « Guérison de l'Aveugle-Né », ne sont pas de la main de Gamelin.

Les personnages de premier plan sont du type habituel de ceux que nous trouvons dans ses tableaux religieux. Même similitude pour les figures de fond, la composition, et les couleurs des draperies. Sa manière ou pour dire mieux l'imitation de sa manière est évidente, mais quelle lourdeur dans l'exécution, quelle inhabileté dans les attitudes, et quelle vulgarité de touche !

Si après avoir examiné ces peintures on revient à l'« Enlèvement de saint Joseph au Ciel », et aux toiles de la chapelle Saint-Étienne, on perçoit une telle différence d'art et de métier qu'aucun doute n'est plus permis.

Notre conclusion sera que les tableaux du sanctuaire, s'ils ne sont pas de mauvaises copies, sont du moins inspirés de dessins ou d'esquisses peintes de Gamelin et sont de la main d'un de ses fils, et nous préciserons en nommant son fils cadet, Louis Gamelin qui en 1803 était professeur de dessin à l'École Secondaire de Narbonne, et aux services duquel il semble que la Fabrique de Saint-Paul-Serge a eu souvent recours (1).

C'est lui qui après la Révolution décora la chapelle dédiée aux âmes du Purgatoire. Son ornementation d'un réalisme trop macabre fut effacée en 1853 (2).

(1) Louis Gamelin, né à Toulouse en 1777, se maria à Narbonne en la paroisse Saint-Paul en 1805 avec Mademoiselle Marguerite Séguy. Il fut nommé percepteur des Contributions directes et mourut à Ventenac-d'Aude en 1823.

Pendant qu'il professait le dessin à Narbonne, il avait publié chez Decampe à Narbonne un ouvrage d'enseignement avec ce titre : « Elémens de dessin, ou proportions générales du corps humain à l'usage des commençans ».

(2) Peut-être s'était-il inspiré d'une composition de son père dont l'originalité ne fut jamais plus grande que dans les scènes fantastiques et lugubres. D'après une tradition que nous avons recueillie, certain prédicateur de son

Le registre des délibérations de la paroisse relate sa présence lors de la pose du rétable de la chapelle Saint-Pierre en 1807. Il est mentionné de plus à la date du 14 juillet 1816 qu'« il a été délibéré de payer à M. Gamelin « peintre de Narbonne la somme de 135 francs pour avoir « fait le tableau et les accessoires de la chapelle des « suffrages ». Ce tableau qui sert de rétable et qui représenté une déposition de croix n'a aucune valeur.

Qui aurait pu, du vivant de Gamelin ou peu de temps après sa mort puisqu'il mourut en 1803, s'inspirer aussi directement de ses œuvres, sinon un de ses fils ?

Une nouvelle probabilité nous sera donnée par ces deux garçonnets dans le costume du commencement du siècle, qu'on voit à gauche, dans la « Prédication dans le « Désert », et qui sont incontestablement des portraits comme ceux que Gamelin se plaisait à faire entrer dans ses compositions.

Dans la même église d'autres tableaux sont encore attribués à tort à Gamelin père, notamment l'« Éducation « de la Vierge » toile incorrecte et mal peinte, dans des tonalités bleues qui ont probablement suffi à elles seules à déterminer la fausse attribution. — Quant à nous, nous en accordons aussi la paternité à Gamelin cadet (1).

Ces derniers exemples de fausses attributions feront

temps à Carcassonne, ne manquait pas lorsqu'il donnait un sermon sur l'enfer de terrifier ses auditeurs en déroulant devant eux, au moment de la péroraison une toile où Gamelin avait représenté les pécheurs voués aux éternels supplices.

(1) Dans l'inventaire raisonné des tableaux, objets d'art et de curiosité que nous avons rédigé pour le Bulletin de la Société des Beaux Arts de Narbonne (semestre du 1^{er} avril au 30 septembre 1892) nous avons admis la fausse attribution de divers tableaux à Gamelin père, et avons exprimé par suite certaines appréciations inexactes. N'ayant pas fait alors une étude spéciale des œuvres de l'artiste, nous n'avions pu que reproduire les appréciations antérieurement formulées.

comprendre les atteintes dont avait eu à souffrir la réputation de Gamelin et expliqueront l'obscurité qui peu à peu, dans son pays même, s'était faite autour de son nom.

JULIEN YCHÉ.

LA SIGNIFICATION DU CROCODILE DE NIMES

On a beaucoup disserté sur le type monétaire qui constitue le revers de l'as colonial nimois, sur ce fameux crocodile attaché par une énorme chaîne à un tout petit palmier, et ce singulier type n'est pourtant pas encore entièrement expliqué.

On admet généralement que, la ville ayant reçu une colonie de vétérans d'Égypte, le crocodile et le palmier font allusion au pays d'où venaient les colons.

D'abord ce fait même a été contesté. On a prétendu que si Nîmes avait reçu une *deductio*, la colonie serait passée du *droit latin* au *droit romain* qui lui aurait interdit de localiser ses espèces (1).

Régulièrement on aurait dû supprimer la mention **COL. NEM.** Mais il ne paraît pas y avoir eu une grande régularité à ce sujet. Nîmes avait d'abord reçu le droit latin et avait pu par conséquent inscrire son nom sur son numéraire; il ne s'agissait que de continuer l'exercice d'un privilège acquis pour lequel d'ailleurs une permission spéciale pouvait être accordée. Rien ne prouve que cette permission n'a pas été donnée, pas même l'absence de sa

(1) Cf. Charles Robert, *Numismatique de la province de Languedoc* dans l'*Histoire de Languedoc*, édition Privat, t. II, p. 501.

mention sur la monnaie, car là-dessus non plus il ne paraît pas y avoir eu beaucoup de fixité.

La localisation des monnaies de Nîmes n'infirmes pas l'arrivée de vétérans dans cette colonie primitivement de droit latin. On peut donc admettre que le type monétaire fait allusion au pays d'où venaient les colons et l'on n'est pas obligé de supposer qu'on conservait à Nîmes, comme on l'a dit, un crocodile rapporté par un vétéran isolé, un marchand ou un voyageur (1). L'amphibie fait donc allusion à la conquête de l'Égypte ; c'est entendu ; mais quand on a dit cela a-t-on tout dit ?

Je ne le pense pas. Le type est trop compliqué pour ne contenir que cette vague allusion. Il y a des détails trop circonstanciés pour ne pas avoir un sens plus précis.

Il y a des monnaies d'or et d'argent d'Auguste qui rappellent la conquête de l'Égypte, elles portent simplement un crocodile avec la légende **AEGVPTO CAPTA** sans autre emblème accessoire. Lorsque plus tard, à l'époque de Vespasien et de Titus, on voulut commémorer la prise de Jérusalem et de la Judée, l'inscription **IVDAEA CAPTA** fut accompagnée d'un palmier sous lequel on mit un ou deux captifs, assis ou debout, les mains liées derrière le dos ou attachées à l'arbre. L'annexion d'une province nouvelle était ordinairement symbolisée par deux captifs assis au pied d'un trophée. Pour la conquête de la Gaule on donna à l'un des deux captifs les traits de Vercingétorix. Il y avait souvent en effet dans les types monétaires un sens secret en dehors de la signification officielle et avouée, une satire à l'adresse du vaincu, une flatterie à celle du vainqueur, dissimulées sous les voiles de l'allégorie. C'est ainsi par exemple que C. Clovius, monnayant au nom de Jules César, plaçait sur ses espèces une tête de la victoire à laquelle il donnait les traits de Calpurnia,

(1) Cf. Charles Robert, ouvrage cité, même page.

femme de César. Il est évident qu'il y a quelque chose de ce genre dans le type de l'as nimois.

Pourquoi en effet ce crocodile énorme, à la gueule menaçante, attaché à un arbre si frêle et si chétif ? Pourquoi surtout cette grosse chaîne pour lier l'amphibie à une tige si souple et si flexible que Charles Robert, dans sa *Numismatique de la province de Languedoc*, la comparait à un roseau ? (1)

C'est qu'effectivement cette tige qu'on a coutume d'appeler un palmier dans les descriptions, dont on a fait un véritable palmier dans le blason de Nîmes, ne ressemble pas du tout, sur les monnaies antiques, à un palmier. C'est une branche de dattier, mais une simple branche. Du pied partent bien deux autres tiges encore plus flexibles, respectivement penchées à gauche et à droite mais cela ne constitue pas un arbre. D'ailleurs ces deux rejetons, comme on les a appelés, sont au-dessous du crocodile qui n'est attaché qu'au sommet de la branche du milieu. Tout cela ne saurait représenter un arbre ; il n'y a pas de tronc ; cela ne ressemble en rien au palmier de la conquête de la Judée. Il serait impossible d'attacher solidement un animal aussi redoutable à un si faible arbrisseau. Et cependant c'est par une chaîne phénoménale que le crocodile y est attaché. Cette chaîne est ce qui domine tout dans ce type monétaire ; après l'amphibie, c'est la chaîne qu'on remarque le plus ; elle peut manquer sur quelques exemplaires de fabrication peu soignée, mais il est clair qu'il n'y a là qu'une omission et qu'elle joue un rôle essentiel dans la scène qu'on a voulu représenter, à laquelle on a fait allusion. Elle figure sur tous les exemplaires de style convenable et elle y est remarquable par sa grosseur.

Autre détail énigmatique.

(1) Cf. Ouvrage cité, p. 501.

La tige de palmier est toujours ornée de bandelettes ; elle se penche gracieusement sur le crocodile et se termine le plus souvent, presque toujours, par une couronne, qui semble ainsi se balancer sur l'amphibie. Il en est de la couronne comme de la chaîne ; elle ne manque que sur quelques exemplaires de style médiocre ; elle existe invariablement sur toutes les pièces de fabrication quelque peu soignée ; elle fait partie intégrale du type ; elle n'est peut-être pas tout-à-fait aussi essentielle que la chaîne ; elle l'est presque autant.

Que signifient tous ces accessoires ?

D'abord, comme je l'ai déjà fait remarquer, pourquoi le crocodile est-il si menaçant ? L'Égypte n'avait jamais essayé de dévorer Rome ; elle ne lui avait fait courir aucun danger sérieux. Et pourquoi aussi cette grosse bête terrifiante a-t-elle un aspect caricatural, car son ossature, sa grosseur et sa gueule béante tiennent évidemment de la caricaturé. Cela est si vrai que sur certains exemplaires, les grosses dents dont la mâchoire supérieure est armée sont en dehors, au-dessus de la mâchoire, au lieu d'être en dedans ; il est évident que les graveurs de Nîmes ont voulu s'amuser. Les pièces qui ont ainsi des dents extérieures ne sont jamais de bon style et de fabrication soignée.

Certains exemplaires offrent trois énormes dents sur la mâchoire supérieure qui se termine en outre par une espèce d'écaille d'une hauteur démesurée, par une sorte de corne recourbée en arrière en forme de lituus ou de point d'interrogation. Cela achève de démontrer que nous sommes bien en présence d'une plaisanterie.

Un pareil monstre devait faire plus de peur que de mal. Et pourtant ce crocodile ne peut représenter que l'Égypte conquise. Mais pourquoi tourner ainsi l'Égypte vaincue en dérision ? Pourquoi l'attacher à un frêle palmier ? Est-il possible de voir, dans cette palme à laquelle

est suspendue une couronne, un symbole de victoire ? Mais en supposant qu'on eût voulu symboliser ainsi la victoire d'Auguste et d'Agrippa, on n'aurait jamais eu l'idée d'y attacher l'amphibie. En pareil cas la victoire aurait été représentée par un trophée. La palme et la couronne auraient été placées dans le champ ou plutôt auraient été tenues par une victoire personnifiée.

Le crocodile attaché à une tige de palmier ornée de bandelettes et d'une couronne a évidemment un sens spécial. Et cependant l'amphibie ne peut être que le vaincu d'Auguste et d'Agrippa.

C'est à la gloire d'Agrippa et d'Auguste que la monnaie de Nîmes est consacrée. Mais l'ennemi et le vaincu d'Auguste et d'Agrippa n'était pas l'Égypte. C'était Marc Antoine qui aurait pu être le seul compétiteur, le seul concurrent redoutable d'Octave, s'il n'était pas allé s'enchaîner lui-même en Égypte par sa liaison avec Cléopâtre, s'y réduire à l'inaction et se mettre hors d'état de disputer l'empire à Auguste ou de le partager avec lui. La grande victoire d'Octave et d'Agrippa, n'était pas la conquête de l'Égypte, c'était la bataille d'Actium qui l'avait précédée. C'était cette victoire qu'à Nîmes on devait surtout chercher à commémorer comme la plus agréable des flatteries à l'adresse des vainqueurs. C'est donc à la bataille d'Actium que doit faire allusion le revers de l'as nîmois dont le droit porte l'effigie d'Agrippa et celle d'Auguste.

Le vaincu d'Actium étant Antoine, il y a tout lieu de penser que le gros crocodile caricatural, à la mâchoire formidable, n'est autre que lui. Le reste de l'allégorie satirique se devine sans peine. La tige de palmier enrubannée et ornée d'une couronne, qui se penche gracieusement sur l'amphibie, c'est la reine d'Égypte. La grosse chaîne, c'est le lien qui les unissait. L'idée de représenter Antoine par un crocodile n'est nullement invraisemblable.

Sa liaison scandaleuse avec Cléopâtre exploitée par les amis et les partisans d'Auguste en faisait un ennemi de Rome ; son mariage, un étranger, un Egyptien. Son séjour prolongé sur les bords du Nil aurait suffi à expliquer cette assimilation et rien ne prouve même que les soldats qui allaient le combattre ne lui aient familièrement donné le sobriquet de crocodile ; car le silence des auteurs à cet égard n'infirme en rien cette supposition, les preuves négatives ayant généralement fort peu de valeur. Du reste cette conjecture est parfaitement inutile ; on peut très bien avoir ironiquement représenté Antoine après sa défaite sous la forme de ce monstrueux amphibie, sans qu'on ait jamais songé à lui donner son nom. •

Il resterait à savoir si la présence de cette plaisanterie sur une monnaie est bien vraisemblable.

Mais les plaisanteries sont innombrables sur les monnaies romaines et justement sur les deniers de la République, sur les espèces qui circulaient alors.

Tous ces jeux de mots, ces horribles à *peu près*, qui viennent plus ou moins rappeler les noms des monétaires sur un grand nombre de pièces, ne sont pas moins risibles et ne devaient pas manquer, parfois, d'égayer les petites transactions.

Le pied difforme de P. Furius Crassipes, la main ouverte ΚΑΡΠΟΣ de L. Scarpus, la tête *cornue* de Jupiter Ammon de Q. Cornuficius, celle du Dieu Pan de Vibius Pansa, le veau de Voconius Vitulus ou le taureau bondissant de L. Thorius Balbus, qui rappelle doublement (θωρυκος, *impetuosus*) le nom de ce personnage que nous savons, par Cicéron, avoir été un joyeux viveur, spirituel et facétieux, ne sont-ils pas des plaisanteries ?

On objectera peut-être que ce n'est pas exactement la même chose. Mais ne peut-il pas y avoir, en numismatique, des cas analogues qui nous échappent parce que leur signification satirique nous est voilée par un sens officiel ?

Il y a mieux. En approfondissant la question qui nous occupe, on arrive à reconnaître que l'atelier de Nîmes semble avoir eu le monopole des facéties.

Ces fameux as nîmois, au pied de sanglier, ont eu certainement un emploi ; je m'en suis occupé et je n'ai pas hésité à le reconnaître. Ils ont servi d'ex-voto, de talismans, de monnaies du mariage, peu importe, mais on a dit qu'ils devaient être nés du hasard et cela peut parfaitement être vrai. On a dit que le jet de fusion ayant donné accidentellement au flan la forme d'un jambon, cela a suggéré l'idée de le façonner et d'en faire un pied de sanglier ou de porc. Quoiqu'il en soit cette idée de donner à une monnaie la forme d'un jambon est essentiellement plaisante.

Autres plaisanteries.

Dans l'antiquité les espèces étaient souvent mal frappées, l'empreinte ne tombait pas toujours au milieu du flan. Quand la partie non imprimée était trop grande, la pièce était refrappée et la nouvelle frappe se superposait à la première en l'effaçant parfois presque entièrement. Or il existe des as de Nîmes qui ont été ainsi frappés deux fois, mais pas au hasard, très soigneusement au contraire de manière à produire des combinaisons de têtes amusantes et tout à fait inattendues. Il y a d'abord la pièce offrant les deux effigies d'Agrippa et d'Octave affrontées au lieu d'être adossées, se regardant au lieu de se tourner le dos, mais séparées par les deux grènetis. On devine qu'il a fallu pour cela frapper successivement les deux moitiés du flan en ayant soin de mettre les deux têtes bien en regard et de ne pas faire empiéter les empreintes. D'autres fois les empreintes ont bien été superposées mais en les plaçant, la première fois dans un sens, la seconde en sens inverse de manière à obtenir en prenant quelques précautions pendant la frappe quatre têtes unies deux à deux par le cou.

On a vu là, avec raison, de simples farces d'atelier, et je n'irai pas prétendre que c'était l'auteur de la satire contre Antoine qui exerçait sa verve ainsi. Mais il n'en est pas moins vrai que les plaisanteries étaient à l'ordre du jour chez les monnayeurs de Nîmes, ce qui pourrait corroborer jusqu'à un certain point la conjecture que l'exemple avait été donné par le créateur du type monétaire dont la reproduction incessante incitait à de nouvelles facéties. Chacun faisait de l'esprit à sa façon. Cependant je n'insisterai pas sur cet argument qui n'est pas d'un grand poids et qui est inutile d'ailleurs. Le caractère satirique du type nîmois est attesté par son aspect caricatural.

Tous ses détails trahissent la caricature, car il est impossible d'admettre qu'on n'a pas su mieux représenter l'amphibie.

Quoique frappée sur le sol de la Gaule, cette monnaie n'a aucun rapport avec ces pièces sur lesquelles des figures composées de quelques globules et de quelques traits disloqués ont la prétention de représenter un cheval. Elle est romaine et quoique émise hors de Rome elle ne procède que de l'art romain (1). Les deux têtes du droit sont là pour attester l'habileté des monnayeurs. Elles ont tous les caractères iconographiques voulus ; elles constituent deux portraits d'une exacte vérité et d'une très fine exécution sur les exemplaires soignés. Donner la ressemblance à une figure humaine est une chose autrement difficile en art que la représentation d'un animal. Quant au palmier son exécution aurait été encore plus facile car les modèles ne manquaient pas ; les monnaies de l'Afrique en auraient facilement fourni aux artistes nîmois. Non,

(1) Il ne s'agit ici que des pièces de bon style, car il y a de nombreux exemplaires barbares ; il est évident que toutes les observations faites ou à faire s'appliquent aux monnaies de fabrication soignée. Il suffit qu'il y ait quelques belles pièces pour que ces observations aient toute leur portée.

je ne saurais trop le répéter, tout cela est voulu. Après la bataille d'Actium et la conquête de l'Égypte, la colonie de Nîmes, ayant à frapper de nouvelles espèces, les émit aux effigies des nouveaux maîtres de l'univers et y célébra leur victoire en tournant en dérision leur ennemi vaincu. Officiellement c'était peut-être la conquête de l'Égypte qui y était représentée, car on n'est même pas obligé d'admettre pour cela qu'il y avait à Nîmes des vétérans d'Alexandrie ; en réalité c'était la mauvaise fortune d'Antoine, d'autres diraient la bonne ... qui en faisait les frais. Et l'âge des as nîmois vient très exactement corroborer cette interprétation. Octave y est simplement appelé **IMPerator** et **DIVI Filius** ; il n'y porte pas le nom d'*Augustus* qu'il reçut du Sénat en 27 avant J.-C. Donc ces émissions ont commencé avant l'an 27. La conquête de l'Égypte est de l'an 30 et la bataille d'Actium de l'an 31. Cela concorde parfaitement.

C'est donc bien une allégorie satirique que nous offre l'as nîmois. Plus j'y songe et plus cela me paraît évident. Cela me semble tellement naturel que je me demande si quelque auteur ancien n'y a pas pensé. S'il en était ainsi il n'en serait pas moins bon de reprendre une interprétation ancienne. Je ne crois pourtant pas qu'on ait jamais pensé à cela. Charles Robert, qui a tâché de ne rien omettre dans sa *Numismatique de la province de Languedoc*, ne fait allusion à rien de tel et M. A. C. Goudard, qui dans sa *Monographie des monnaies frappées à Nîmes* s'est pareillement efforcé d'être complet et y est parvenu, ne discute non plus aucune opinion de ce genre.

Je ne donne que ces deux références. Je n'ai cité ni M. Eug. Chaix, qui s'est occupé des as nîmois, ni M. W. Frœhner, ni M. Friedlaender, ni M. Otto Hirschfeld, ni M. Robert Mowat, ni tant d'autres auteurs anciens ou contemporains qui s'en sont également occupés dans d'importants travaux parce que leurs érudites observations

ont été résumées ou discutées par Charles Robert et par M. Goudard ; j'ai pris la question au point où elle avait été laissée par eux et je l'ai reprise parce que, malgré tout ce qui a été dit, il me semblait toujours qu'il restait quelque chose à dire. L'ai-je trouvé ?

Plus je considère ce type monétaire singulier et plus je suis convaincu qu'il cache une allusion satirique. Dans l'hypothèse où il ne rappellerait que la conquête de l'Égypte, aucun des curieux détails qu'il offre ne peut être expliqué. Tous le sont au contraire si l'on veut y voir une allégorie.

Ainsi ces deux rejetons qui partent du pied de la tige du palmier pourraient être les deux fils que Cléopâtre avait donnés à Antoine et auxquels celui-ci avait déjà assigné deux royaumes. Alexandre devait régner sur les Arméniens, les Mèdes et les Parthes, Ptolémée sur la Phénicie, la Syrie et la Cilicie.

À dire vrai Antoine et Cléopâtre avaient eu un troisième enfant, une fille sœur jumelle d'Alexandre, l'aîné des deux fils. Mais justement quelques médailles semblent porter effectivement un troisième rejeton ; l'un des deux qu'on y voit habituellement paraît parfois être double ; il est séparé du pied principal et forme une espèce de V qui pourrait représenter deux pousses ; c'est le rejeton de droite ; l'autre est toujours simple. Néanmoins je me garde bien d'insister là-dessus ; je craindrais de vouloir trop prouver. Ces dernières remarques sont superflues ; tout cela importe fort peu. Je ferai pourtant encore une observation dans cet ordre d'idées.

Parmi les caractères caricaturaux du crocodile j'ai signalé une corne phénoménale en forme de *lituus* qu'on voit, d'ailleurs, sur quelques exemplaires seulement, à l'extrémité de la mâchoire supérieure. Le *lituus* était le bâton augural ; était-ce pour rappeler qu'Antoine avait fait partie du collège des Augures ? Ou faut-il y voir plutôt le sceptre d'or qu'il avait l'habitude de porter ?

Antoine en effet avait quitté les vêtements romains pour revêtir les ornements des royautes asiatiques. Il était, paraît-il, tout couvert d'énormes pierres précieuses, portait des poignards au côté et à la main un sceptre d'or, nous disent les auteurs. Tout cela ne devait-il pas le rendre grotesque aux yeux des Romains ? Est-il nécessaire d'insister encore pour rendre la caricature plus évidente ? Elle l'est dans les moindres observations.

J'ai souligné la grosseur de la chaîne et la faiblesse de la tige qui la supporte. Je ne puis m'empêcher d'y revenir une dernière fois parce que c'est cette impression qui est concluante. Il n'est absolument pas possible qu'on ait voulu représenter un animal réellement attaché à un arbre. L'arbre n'a pas de tronc. La chaîne part de l'extrémité d'une tige des plus flexibles. Le crocodile est dans la plante même où il est allé s'empêtrer. N'est-ce pas l'image fidèle de la situation dans laquelle Antoine s'était mis ? N'était-il pas le captif de Cléopâtre ? C'est le terme dont se servent une infinité d'auteurs dans le récit de son histoire. Je le trouve dans une notice biographique que je prends au hasard.

Quant au fait de railler un ennemi mort, Antoine sans doute n'existait plus, mais il n'avait pas été tué dans la lutte. Les peuples sont sans pitié pour leurs ennemis vaincus, surtout quand ils n'ont pas su donner leur vie pour leur cause. Antoine n'avait pas su mourir. Il avait fui pendant la bataille pour suivre Cléopâtre, se couvrant ainsi de ridicule et de honte, perdant à tout jamais l'empire et son honneur. Il avait tout sacrifié à sa folle passion.

C'est du moins ainsi que son départ avait été interprété. C'est la version qui fut accréditée à Rome. Du reste quand même au début de sa liaison il aurait été moins réellement épris, quand même il y aurait eu chez lui, comme chez Cléopâtre, un calcul, quand même, — ce qui est évi-

dent, — il aurait voulu faire servir l'Égypte à la réalisation de ses projets ambitieux, au moment de la bataille d'Actium il savait comment on jugeait sa conduite en Italie ; il ne pouvait pas ne pas deviner l'effet que sa retraite y produirait ; en se retirant en Égypte à ce moment là il faisait cesser l'équivoque qu'il avait su jusque là entretenir, il avouait enfin qu'il avait trahi la cause romaine ; il cessait d'être Romain, et dès lors aussi il fut abandonné par ses troupes, ses partisans, ses amis.

A tort ou à raison il personnifia désormais le dernier degré de la trahison et de l'abjection.

A une époque antérieure, Cicéron l'avait déjà rendu odieux. Octave n'avait pas grand'chose à faire pour entretenir contre lui l'indignation qui était dans tous les cœurs. Le refus de recevoir Octavie quand elle s'était mise en route pour le rejoindre, son mariage avec Cléopâtre officiellement avoué lors de la répudiation d'Octavie étaient autant d'injures nationales. Antoine avait violé les lois et les traditions auxquelles les Romains étaient le plus attachés. On ne pouvait triompher qu'à Rome ; il avait célébré son triomphe à Alexandrie ; il voulait opposer Alexandrie à Rome et en faire la capitale d'un empire d'Orient.

Au port des vêtements romains était attaché une idée religieuse ; il avait revêtu le costume asiatique. Il avait même renié ses Dieux. N'avait-on pas le droit de déguiser en crocodile celui qui n'avait pas craint de se travestir publiquement en Osiris ? Outrager la mémoire d'Antoine c'était venger la morale, la religion et la patrie.

Pour ceux qui ont fait frapper la pièce c'était de plus et surtout plaire aux chefs de l'Etat, flatter Auguste et Agrippa qui étaient et qui furent dans la suite les protecteurs et les bienfaiteurs de la Colonie, car la morale, la religion et la patrie, à cette époque comme à tant d'autres, ne passaient qu'après l'intérêt. Si j'insiste sur ce que

devait être le sentiment populaire à l'égard d'Antoine, c'est pour bien montrer qu'à tous les points de vue l'insulte à sa mémoire était justifiée.

On ne finirait jamais si l'on voulait énumérer tous les griefs qu'on avait contre lui. Le meurtre de Cicéron quoique déjà ancien ne pouvait pas être oublié. La satire contre Antoine devait amuser tous les partis politiques.

Sans doute, en abandonnant à sa cruauté l'illustre orateur, Octave avait bien été quelque peu complice du crime ; mais en outrageant son cadavre ou ses restes mutilés et en les laissant outrager par sa femme, Antoine en avait assumé la pleine et entière responsabilité.

Pourquoi aurait-on été plus pitoyable à son égard qu'il ne l'avait été à l'égard de Cicéron ?

Les auteurs modernes qui ont tenté de le réhabiliter dans la mesure du possible n'ont pu louer que les talents militaires qu'il avait montrés avant sa fatale liaison. Il avait su alors se faire aimer de ses soldats par ses largesses, sa familiarité, parce qu'il mangeait avec eux ; mais par son invincible et légendaire paresse il s'était rendu insupportable, dit Plutarque, à tous les autres citoyens. On sait comment, à la fin de sa carrière, il révolta même ses soldats.

Sa paresse... N'y aurait-il pas là un défaut l'assimilant encore un peu plus à l'amphibie sous l'aspect duquel il aurait été représenté ?

Toutes ces considérations ne sont-elles pas plus que suffisantes pour justifier la présence de l'allégorie satirique sur une monnaie, malgré son caractère officiel ? L'antiquité aimait la satire et la raillerie et les monnaies mêmes nous apprennent que des types monétaires propres à faire rire ont été plus d'une fois employés. Ici la plaisanterie était voilée sous une apparence sérieuse, car le type pouvait toujours faire allusion à la conquête de l'Egypte sans même qu'on soit obligé d'admettre, comme

je l'ai déjà dit, que Nîmes ait reçu des vétérans d'Alexandrie. La conquête de l'Égypte était un événement assez important pour qu'une Colonie, frappant monnaie au moment où il venait de se produire, ait songé à le rappeler uniquement pour flatter les conquérants, sans qu'il eût aucun rapport avec la localité. Bien des monnaies provinciales n'ont absolument rien de local dans leurs types. Mais il y a plus que cette allusion, cela est certain. Elle n'expliquait aucun des détails de cette singulière empreinte. Notre hypothèse, je l'ai déjà dit, les explique tous. Ce serait une bien curieuse coïncidence qu'un dessin si compliqué, ayant un tout autre sens ou n'en ayant aucun, pût être si facilement adapté à un événement contemporain.

J'insiste là dessus parce que je prévois l'objection qu'on ne manquera pas de faire à la théorie que je développe.

Les Romains, dira-t-on, étaient sérieux dans tous leurs actes officiels ; la monnaie particulièrement avait un caractère religieux, sacré ; Junon Moneta présidait aux opérations du monnayage ; c'est entendu, mais aussi j'admets qu'officiellement le type nîmois fait simplement allusion à l'Égypte de même que la tête de Calpurnia des as de Clovius n'est qu'une simple victoire, et cependant la main, le taureau ou la tête du dieu Pan, de Scarpus, de L. Thorius ou de Vibius Pansa ne sont que de mauvais calembours c'est-à-dire de véritables plaisanteries que rien de sérieux ne vient excuser ou dissimuler.

En résumé pour expliquer le type nîmois il y avait jusqu'ici deux hypothèses.

Dans la première Nîmes avait reçu des vétérans d'Égypte qui auraient mis sur leurs monnaies un crocodile en souvenir du pays d'où ils venaient.

Dans la deuxième on conteste que Nîmes ait reçu une *deductio* ; un véritable crocodile y aurait été importé et la bête empaillée ou sa carcasse aurait été suspendue dans

le temple où elle aurait été l'objet de la curiosité publique ou d'une superstitieuse vénération. Sa célébrité aurait amené les nimois à la prendre pour emblème sur leurs monnaies.

A ces deux hypothèses on en avait ajouté une autre dans laquelle le crocodile aurait été adopté parce que dans la langue phénicienne cet animal est appelé *nemosh*, mot qui rappelle le nom de Nemausus (1).

Cette opinion aurait été acceptable si l'on s'était borné là.

Mais dans cette conjecture le palmier, la chaîne et la couronne auraient pareillement représenté des mots phéniciens qui formaient une courte phrase dans laquelle on voyait une louange et une supplication à Agrippa. Si ces divers objets avaient donné un sens en grec ou en latin, l'as de Nîmes serait rentré tout-à-fait dans la catégorie des deniers consulaires à jeu de mots dont j'ai déjà parlé, mais on ne voit pas trop comment dans une antique ville de la Gaule devenue colonie romaine, on aurait eu l'idée de mettre un rébus phénicien sur la monnaie.

L'hypothèse dans laquelle le crocodile aurait été empaillé est-elle plus vraisemblable ? Sur certains exemplaires, sur les plus beaux et les plus soignés l'amphibie est représenté d'une manière toute particulière. Son corps est formé de trois cordons perlés, longitudinaux, réunis par des hachures régulières et parallèles (2) qui semblent former d'innombrables côtes et donnent à la bête l'aspect d'une carcasse d'animal plutôt que d'un animal vivant. Evidemment ce n'est pas de cette façon qu'on aurait représenté la peau de l'amphibie. On aurait donné plus

(1) Cf. *Revue Britannique*, *Les Cabires et la Vénus mutilée* par G. d'Orcet, 1880 p. 436, et A. C. GOUBARD, *Supplément à la notice sur les médailles dites Pieds de Sanglier*, pp. 27 à 29.

(2) Voyez les nos 2806, 2837 ou 2839 de l'Atlas de monnaies gauloises de M. de La Tour.

d'irrégularité à ses taches ou à ses écailles. Ce n'est pas du tout ainsi qu'est figuré le corps du crocodile des pièces à la légende **AEGVPTO CAPTA**. L'animal y est bien vivant, ses proportions sont exactes, sa position naturelle ; il est très fidèlement reproduit. Cela veut-il dire qu'à Nîmes on a voulu réellement représenter une bête empaillée et suspendue ? Mais dans ce cas la chaîne serait au milieu, verticale et tendue ; placée comme elle est il en faudrait deux. Or la chaîne est toujours unique, toujours à droite, partant du cou orné d'un superbe collier et souvent *elle n'est pas tendue* ; cela exclut toute idée de suspension. La façon dont est figuré le corps de l'amphibie ne peut indiquer ni la peau d'un crocodile ni sa carcasse qui n'aurait pas eu tant de côtes ainsi disposées en deux ou trois rangées. Je n'ose pas dire qu'on a voulu donner à la bête une parure spéciale, faire allusion aux riches vêtements couverts de pierreries dont Antoine s'affublait en Orient, mais il est certain que cette disposition dénote bien le parti-pris de faire un crocodile caricatural. Quant au collier c'est bien celui de tout animal domestiqué.

Du reste la première hypothèse est la seule généralement admise. Les autres n'ont servi qu'à prouver que néanmoins elle était insuffisante et que l'as de Nîmes n'avait pas encore livré son secret.

Dans la nouvelle le type nîmois est une allégorie satirique à la chute d'Antoine, compatible avec toutes les conjectures qu'on peut faire sur la signification officielle du crocodile et du palmier.

Ils peuvent avoir été adoptés par les vétérans d'Alexandrie ; ils peuvent faire allusion à la conquête de l'Égypte sans que Nîmes ait reçu une *deductio* ; le nom phénicien de l'amphibie pourrait même faire allusion à celui de la Colonie ; enfin la conquête de l'Égypte et l'arrivée d'une *deductio* n'étant pas obligatoire pour expliquer le type nîmois, on pourrait même admettre que l'as colonial a

été frappé immédiatement après Actium, avant la prise d'Alexandrie, avant la mort de Cléopâtre et du triumvir.

On peut noter en effet à ce sujet que rien ne prouve que le monnayage de Nîmes au crocodile ait débuté entre les années 29 et 27 avant J.-C. Il n'y a qu'une de ces deux dates qui est certaine, c'est celle de l'an 27 où Octave reçut le nom d'Auguste. Les monnaies nîmoises ne portant pas ce nom, il est certain que leur émission a commencé avant l'an 27. Quant à l'année 29 on avait cru pouvoir la faire intervenir parce que sur les as nîmois Octave prend le titre d'*imperator*. Mais pour lui donner ce titre on n'avait pas besoin d'attendre que le Sénat le lui eût décerné à vie ou pour dix ans ; il avait été proclamé impérateur pour la première fois en 43.

Le monnayage de Nîmes au crocodile a débuté avant l'an 27, c'est tout ce qu'on peut affirmer.

Peut-on le reculer jusqu'à l'année même de la bataille d'Actium, jusqu'en 31 ?

Tout bien considéré, je ne le pense pas. En cherchant à deviner ce qui a pu se passer autrefois d'après ce qui pourrait avoir lieu aujourd'hui, on serait tenté de considérer la satire contre Antoine comme antérieure à sa mort, mais l'antiquité a toujours été sans pitié pour les vaincus vivants ou morts. Le nom d'Antoine fut en quelque sorte voué à l'exécration, puisqu'on alla jusqu'à interdire aux membres de la *gens Antonia* de prendre le prénom de *Marcus* (1). Tout cela justifie l'outrage à sa mémoire et permet de le placer vers l'an 30, après la conquête de l'Égypte. Dans ces conditions le type nîmois conserve toujours son sens officiel, mais à l'hommage aux vainqueurs qui constitue le droit de la pièce s'ajoute secrètement au revers une raillerie à l'adresse du vaincu.

(1) Dion, LI, 19 ; Cf. G. Ferrero, *Grandeur et décadence de Rome*, t. IV, p. 235.

En ce qui concerne l'arrivée à Nîmes de vétérans d'Alexandrie, quoique je me sois efforcé de démontrer qu'elle n'est pas nécessaire pour justifier l'adoption du type égyptien, je dois avouer que non seulement je l'accepte pleinement, mais que j'en vois la preuve dans les inscriptions mêmes de l'as nîmois.

On sait qu'il existe de très nombreux as de Nîmes portant la lettre **P** à droite et à gauche des effigies. Cette inscription **PP** a été traduite par *Patronus Parens*, *Parens Patriæ*, *Parentes Patroni*, *Permissu Proconsulis* et *Pater Patriæ*.

Comme c'est toujours *Pater Patriæ* que signifient les lettres **PP** sur les monnaies et que les autres explications ne paraissaient pas très vraisemblables, c'est cette dernière interprétation qui a été généralement adoptée.

Elle soulève cependant plusieurs objections.

Ce n'est qu'en l'an 2 avant J.-C. qu'Octave reçut le titre de *Pater Patriæ* ; or à cette époque Agrippa était mort depuis dix ans. De plus les médailles qui portent **PP** sont ordinairement les plus belles de style, celles dont la fabrication a été le plus soignée. Il se serait produit l'inverse de ce qui a lieu d'habitude où les meilleures pièces sont celles des premières émissions. J'admets bien que ce monnayage ait commencé par les as sur lesquels la tête d'Octave est nue, je veux bien distinguer trois émissions principales comme on a coutume de le faire et les placer dans l'ordre adopté, mais il m'en coûte d'admettre que la troisième eut lieu vingt-cinq ans après la seconde.

Est-il admissible qu'on n'ait songé à donner à Octave une couronne de laurier, à créer une œuvre vraiment artistique, à faire de véritables portraits que plus de vingt-cinq ans après l'avènement d'Auguste et dix ans après la mort d'Agrippa ?

Et surtout pourquoi se serait-on empressé d'inscrire sur la monnaie ce titre de *Pater Patriæ* quand on avait négligé

d'y mettre celui d'*Augustus* infiniment plus important ?

Les lettres **PP** ne peuvent être que la mention de la permission spéciale qui avait été donnée à Nîmes pour la continuation de son monnayage, après l'arrivée des vétérans. Mais elle ne doivent pas être traduites par *Permissu Proconsulis* ; c'est *Permissu Principis* qu'elles signifient ; elle ne peuvent vouloir dire que cela. Seulement il va sans dire qu'il ne faut pas traduire le mot *Princeps* par *Prince* et lui donner la signification que nous donnons à ce mot. Il faut le prendre dans le sens dans lequel l'employait Cicéron. *Princeps* veut dire ici le *Premier*, le *Premier magistrat de la République*, le *Principal* ; nous dirions aujourd'hui le *Président*. Après la cessation du triumvirat, Octave n'eut pas d'autre titre et il en fut ainsi jusqu'au jour où le Sénat, voulant donner à ses fonctions un caractère religieux, sacré, l'appela *Augustus* (1).

Aussi pour justifier l'emploi de ce mot *Princeps* sur une monnaie je me garde bien d'invoquer l'usage qui peut en avoir été fait dans la suite, même un petit nombre d'années après. On a vu avec raison ce mot sur une contremarque de Néron (2) ; il paraît dans des inscriptions telles que **OPTIMO PRINCIPI** ; mais tout cela est postérieur. A l'époque de Trajan on n'avait que l'embarras du choix des termes pour désigner le chef de l'État ; à l'époque d'Octave, entre les années 30 et 27 on n'avait absolument que ce terme de *Princeps*, mot tout-à-fait latin et républicain qui désignait parfaitement ce magistrat nouveau, unique mais républicain, qu'on venait de créer (3). Or le monnayage de Nîmes a justement débuté à ce

(1) Cf. G. FERRERO, *Grandeur et décadence de Rome*, trad. de l'Italien par M. Urbain Mengin, t. IV, pp. 272, 273 et 274.

(2) Cf. *Revue numismatique*, t. VII, 1903, pp. 124 et 125, Robert Mowat, *Théorie des contremarques romaines*.

(3) Cf. G. FERRERO, ouvrage cité, t. IV, p. 272.

moment-là. Comme en somme cette période du règne d'Octave a été de courte durée, Nîmes est peut-être la seule ville où l'on a eu l'occasion d'employer ce mot de *princeps* sur une monnaie. Cela répond d'avance à l'objection de ceux qui allègueraient qu'en numismatique il n'y a pas d'autre exemple pouvant corroborer cette interprétation.

Quant aux raisons qui doivent nous faire traduire les sigles **PP** des as nîmois par *Permissu Principis* plutôt que par *Permissu Proconsulis* comme l'avait proposé François Lenormant (1), elles sont bien simples.

En premier lieu, la continuation du monnayage colonial de Nîmes après l'arrivée des vétérans était illégale. Il n'y avait que le pouvoir suprême, le chef de l'État, qui pouvait sanctionner cette illégalité, quelle qu'ait été la situation de la province à ce moment-là.

S'il ne s'était agi que d'étendre par une contremarque la circulation d'une monnaie municipale ou coloniale déjà frappée, de lui donner un cours provincial, l'autorité proconsulaire aurait suffi. Mais le cas était tout différent.

En second lieu la lettre **P** ne saurait indiquer à elle seule le mot *Proconsul*. Dans l'abréviation d'un mot composé on fait toujours entrer une ou plusieurs lettres du terme principal. Au contraire **P** désigne très bien *Princeps*, *Primus*, *Principalis*, tout ce qui marque la *Primauté*.

Ainsi les trois variétés d'as nîmois seraient antérieures à l'an 27.

Il y aurait bien une objection à cela, la couronne de chêne ou de laurier qui orne la tête d'Octave sur les pièces des deux dernières émissions. On admet ordinairement qu'à Nîmes la couronne de chêne n'apparut qu'en 27 avant J.-C., l'année où Octave reçut le nom d'Auguste

(1) *La monnaie dans l'antiquité*, t. II, pp. 216 à 220.

et suivant Pline (1) la couronne civique du genre humain.

Le laurier n'aurait paru qu'en l'an 2 avec les lettres **PP** *Pater Patrie*. Mais divers auteurs disent que le laurier fut conféré à Auguste en même temps que la couronne civique. D'autres affirment même qu'Octave avait obtenu de se parer de laurier chaque fois que ses rivaux le feraient, dès l'année 40 avant J.-C. (2)

Ce qui est certain c'est qu'en 36 il fut autorisé à le porter constamment (3).

Dans ces conditions on se demande ce que peut valoir une classification basée sur l'absence ou la présence d'une couronne et sur sa nature. Si l'on avait attendu à l'année 27 pour couronner la tête d'Octave on n'aurait pas manqué, en modifiant le type monétaire, d'y introduire le titre d'*Augustus* autrement important, comme je l'ai déjà dit; et s'il n'y avait pas eu assez de place pour l'ajouter et l'inscrire en entier on aurait remplacé par exemple **IMP** par **AVG.** A Nîmes on a certainement devancé la décision de l'an 27 quant à la couronne, seul moyen d'expliquer l'absence du mot **AVGVSTVS**.

On dut s'apercevoir qu'il était au moins bizarre de voir sur la même monnaie la tête d'Octave nue et celle d'Agrippa couronnée. Or rien n'interdisait de devancer le Sénat pour une pareille chose et d'ailleurs Octave avait depuis longtemps le droit de se parer de laurier.

On ne saurait trop le répéter, l'absence du titre d'Auguste doit nous porter à considérer les trois variétés d'as nîmois comme antérieures à l'an 27. Mais cela ne veut pas dire qu'en 27 le monnayage de Nîmes avait cessé; il s'en faut de beaucoup. Les trois types avaient été créés, voilà tout

(1) XVI, 3.

(2) Cf. Charles ROBERT, *Num. de la province de Languedoc* dans l'*Hist. de Languedoc*, Ed. Privat, t. II, p. 503.

(3) Dion Cass. XLVIII, 46 et XLIX, 15.

ce que cela veut dire. Ils ont été ensuite reproduits à l'infini, souvent très simplifiés et l'on a reproduit les coins des premières émissions aussi bien que ceux de la dernière, car il y a des pièces barbares dans les trois variétés qui peuvent avoir été frappées à Nîmes, à la hâte, à cause de la grande quantité de numéraire qu'à certaines époques il a fallu peut-être livrer, mais qui pourraient aussi avoir été fabriquées ailleurs.

Je ne crois pas cependant que le monnayage de Nîmes ait atteint le principat de Néron, comme on l'a dit quelquefois ; on a même dit qu'il avait duré tout le temps de l'Empire romain. Mais je suis très porté à croire que sous Néron il y a eu une reprise de ce monnayage, une restitution. Il y a des pièces dont le style est bien celui de cette époque. Les têtes présentent quant à la chevelure une disposition qu'on retrouve sur l'effigie de Néron. Toutes ces pièces, qui sont d'ailleurs infiniment plus rares que les autres, appartiennent à la variété portant **PP** et sont, comme la plupart des monnaies présentant ces sigles, de fabrication soignée. Les lettres **PP** *Permissu Principis* auraient ici une double signification ; elles marqueraient la première permission donnée par Octave pour la continuation du monnayage colonial et l'autorisation de reprendre l'ancien type, d'effectuer la restitution. Il n'est pas possible en effet de considérer toutes les pièces portant **PP** comme émises par Néron ; il y en a qui ont été incontestablement frappées au début ; mais une restitution par l'autorité de l'arrière petit-fils d'Agrippa n'a rien d'in vraisemblable.

Quant à l'empreinte même de cette monnaie, si mes propositions sont acceptables elle n'offre plus maintenant le moindre mystère.

Le type nimois serait né après la conquête de l'Égypte qu'il rappellerait pour deux raisons, d'abord parce que c'était un événement assez important pour être commé-

moré, ensuite parce que Nîmes avait reçu des vétérans d'Alexandrie; mais il aurait en outre un sens secret, seul moyen d'en expliquer tous les détails, il raillerait le vaincu d'Auguste et d'Agrippa, et compléterait ainsi l'hommage aux vainqueurs qui forme le type du droit de cette monnaie.

On devine la vogue que la grande dissémination de la monnaie de Nîmes donna à cette plaisanterie. Sans doute le temps ne dut pas tarder à en faire oublier le sens. Mais sa représentation graphique devait survivre à l'antiquité et se perpétuer à travers les siècles. Le type monétaire antique passa dans le blason de la cité moderne. N'est-ce pas piquant de retrouver, après tant d'années, sur les monuments actuels de Nîmes une allusion à la liaison d'Antoine et de Cléopâtre ? Si ce type avait réellement ce sens, peu d'aventures galantes auraient été autant de fois graphiquement représentées, auraient eu un si long retentissement.

G. AMARDEL.

UN CAS DE SURFRAPPE INSTRUCTIF

Le petit bronze portant d'un côté une tête à droite sans légende et de l'autre un taureau cornupète à gauche accompagné de l'inscription **GERMANVS INDVTILLI...** est considéré comme une imitation de la monnaie d'Auguste présentant sa tête nue à droite avec la légende **IMP CAESAR** et au revers un taureau cornupète à gauche comme celui de Germanus, mais accompagné de l'inscription **AVGVSTVS DIVI F** (1).

La pièce d'Auguste est décrite par Cohen (2) qui fait remarquer qu'il en existe au cabinet des médailles des exemplaires très barbares frappés probablement dans les Gaules. Cela n'est pas douteux. Non seulement on a frappé monnaie en Gaule à ce type, mais cette pièce nous appartient exclusivement comme la monnaie à l'autel de Lyon qui s'était disséminée dans tout le monde romain, et est admise dans la série impériale malgré son origine et son type essentiellement local.

Le petit bronze d'Auguste au taureau est fort répandu

(1) Cf. Adrien BLANCHET, *Traité des monnaies gauloises*, t. 1, p. 253.

(2) *Description hist. des monnaies frappées sous l'empire romain*, t. 1, p. 70, n° 262.

dans notre pays, mais celui de Germanus y est encore plus commun.

Si la pièce d'Auguste a été émise en Gaule pourquoi y a-t-elle été l'objet d'une imitation dans un atelier au moins aussi important que celui où elle avait vu le jour ?

Non seulement le petit bronze de Germanus s'est répandu dans toute la Gaule, mais on en trouve même en Espagne ; il s'est disséminé autant que l'as colonial de Nîmes, presque autant que la monnaie à l'autel de Lyon.

Est-il admissible qu'une pièce frappée par le chef d'une petite peuplade gauloise ou par un magistrat d'une petite cité ait eu une pareille vogue ?

Évidemment non, la monnaie de Germanus ne peut sortir que d'un atelier important ayant fourni du numéraire à tout le pays, comme ceux de Lyon ou de Nîmes.

Les monnaies de Nîmes sont connues ; elles sont toujours localisées.

Il n'en est pas ainsi pour toutes celles de Lyon entre autres pour les pièces au type de l'autel. Le célèbre autel nous révèle leur origine mais aucune inscription n'en fait des espèces spéciales à la localité ; elles sont semblables au numéraire officiel de l'État.

Il en est de même des pièces de Germanus. Le nom gaulois qu'elles portent peut parfaitement être celui d'un magistrat et non celui d'un chef indigène, et, dans ce cas, elles sont absolument conformes aux lois et aux coutumes de la République.

Elles pourraient donc avoir été émises dans une ville comme Lyon et l'on a du reste déjà songé à les donner à Lyon même ; c'est sûrement dans une cité considérable qu'elles ont été frappées.

Mais alors où aurait été émis le prototype ?

Il est un peu moins commun, mais il a un caractère encore plus officiel. Il est sorti d'un atelier au moins aussi important. Et c'est ainsi qu'on est encore amené à penser

à celui de Lyon auquel il a été d'ailleurs pareillement attribué (1).

Il porte une tête d'Auguste nue ; elle est toujours laurée sur les pièces au type de l'autel. Le petit bronze au taureau est donc antérieur ; il n'y a aucune incompatibilité. Seulement si on le donne aussi à Lyon il cesse forcément d'avoir été le prototype de la pièce de Germanus ; il lui a au contraire succédé. Ce Germanus aurait frappé monnaie à son nom conformément aux anciens usages, jusqu'au jour où Octave reçut le surnom d'Auguste ; il se serait alors empressé, à l'exemple de tant d'autres, de s'effacer entièrement devant le nouveau maître de l'univers.

Dans ce cas la tête des pièces de Germanus ne serait pas celle d'Octave, mais celle de César ; car elle est laurée tandis que celle de la monnaie d'Auguste au taureau ne l'est pas, alors qu'elle serait postérieure dans cette hypothèse.

Jusqu'ici il n'y a rien qui s'oppose à l'attribution à Lyon de ces deux pièces, qui se ressemblent étonnamment quant à l'empreinte et qui sont toujours en outre de même module et de même poids. Il est bien difficile de les séparer.

Mais voici une complication.

Il y a une troisième pièce, pareillement de même poids, de même module et toujours aussi en cuivre jaune, comme la monnaie de Germanus, qu'il est bien difficile également de ne pas rapprocher des deux autres.

Cohen la décrit sous le numéro qui précède le petit bronze au taureau. Elle porte la tête d'Auguste, toujours à droite, mais laurée cette fois ; elle est donc postérieure. La légende est encore **IMP CAESAR**. Au revers un aigle éployé occupe tout le champ ; on lit simplement au-dessus **AVGVSTVS**.

(1) F. LENORMANT, *La monnaie dans l'antiquité*, t. II, p. 189.

Elle est aussi commune dans les Gaules que celle de Germanus. Cohen fait remarquer qu'elle a été frappée hors de Rome (1). Cela est encore moins douteux que pour le petit bronze au taureau. Elle a été émise en Gaule, cela est certain et évidemment au même endroit que les deux autres. Elle a, d'ailleurs, été donnée aussi à Lyon (2). Elle a succédé à la pièce d'Auguste au taureau puisque la tête d'Octave y est aurée.

Cette circonstance permet-elle de la maintenir à l'atelier lyonnais ?

Elle ne s'y oppose pas absolument, mais nous connaissons déjà les espèces au type d'Auguste auré qu'émettait la ville de Lyon. Elles portent au revers le célèbre autel qui parut sur la monnaie non seulement pendant tout le règne d'Auguste mais encore sous son successeur. Il y en a en cuivre rouge et en cuivre jaune ; il y en a de toutes les grandeurs. Or les pièces au type de l'aigle ont pareillement donné lieu à des émissions importantes.

Pourquoi ce double monnayage ?

Est-il bien rationnel de maintenir à Lyon les petits bronzes à l'aigle quand l'autel était devenu en quelque sorte un emblème local ? Mais n'anticipons pas. Pour le moment il suffit d'établir que les pièces de Germanus, celles d'Auguste au taureau et les monnaies à l'aigle sont sorties du même atelier, nous verrons ensuite quelle est la cité qui peut les revendiquer avec le plus de vraisemblance.

L'attribution à la même localité est basée pour les petits bronzes de Germanus et pour ceux d'Auguste au taureau sur la ressemblance des revers, pour les trois monnaies sur ce fait qu'elles ont les plus grandes analogies, qu'elles sont toutes de même module, de même poids

(1) T. I, p. 70, n° 261.

(2) F. LENORMANT, ouvrage cité, t. II, p. 189.

et qu'elles ne peuvent provenir que d'une cité importante de la Gaule.

A ces raisons il est possible aujourd'hui d'en ajouter une autre encore plus concluante.

Je viens de découvrir un petit bronze d'Auguste à l'aigle frappé sur une pièce de Germanus.

Le droit ne porte presque pas de traces de surfrappe. Au revers les trois quarts de l'aigle sont bien venus ; il n'en manque qu'une petite partie, à droite, l'extrémité de l'aile ; l'inscription **AVGVSTVS** est bien lisible ; mais à droite, on lit en outre très distinctement, en légende verticale **GERMAN**. Le mot est si net que si les monnaies d'Auguste à l'aigle et de Germanus n'étaient pas connues on ne se douterait pas au premier abord qu'on est en présence d'une pièce surfrappée.

Si le petit bronze de Germanus n'était pas presque contemporain de l'autre la surfrappe ne nous apprendrait pas grand'chose. Mais nous allons voir qu'il l'est dans toutes les hypothèses ; donc quand la pièce à l'aigle a été frappée l'autre n'avait pas eu le temps de se disséminer, donc le petit bronze a été surfrappé sur place et les deux pièces ont vu le jour dans le même pays. Sans doute cette raison seule n'aurait pas une rigueur absolue, mais elle tire sa force de ce fait qu'elle vient s'ajouter à d'autres raisons et que j'avais depuis longtemps rapproché les deux monnaies. La surfrappe a une signification plus rigoureuse en ce qui concerne le rapport qu'il y a entre la pièce d'Auguste au taureau et celle de Germanus.

Si cette dernière était imitée de celle d'Auguste, elle n'aurait été frappée qu'après la dissémination de la première, c'est-à-dire assez longtemps après son émission. Mais au contraire la frappe de la pièce à l'aigle a suivi de très près celle du petit bronze d'Auguste au taureau. On comprend bien en effet qu'il est impossible de reporter cette émission à la fin du règne d'Auguste ; la surfrappe

de la pièce de Germanus ne s'expliquerait pas. Puisqu'on a ainsi surfrappé des monnaies absolument semblables de poids, de module et de métal à celles qu'on émettait, c'est que l'émission n'était pas nécessitée par les besoins de la circulation monétaire, mais qu'elle avait uniquement pour but de donner à Octave le titre d'Auguste, d'annoncer les changements politiques qui venaient d'avoir lieu. Donc la pièce à l'aigle a été frappée immédiatement après ces événements.

Par conséquent lorsque cette pièce a été émise le petit bronze d'Auguste au taureau ne pouvait pas encore s'être disséminé et avoir été imité, car il porte lui aussi le nom d'*Augustus*.

Une monnaie à l'aigle ayant été frappée sur une pièce de Germanus il s'ensuit rigoureusement que cette dernière ne peut pas être une imitation du petit bronze d'Auguste au taureau. C'est bien ce que nous avons été amené à déduire d'autres considérations. Donc nos premières déductions se trouvent rigoureusement confirmées par cette surfrappe que je crois avoir raison de qualifier d'instructive.

Germanus n'a pas imité la monnaie d'Auguste ; il a employé le type du taureau parce que Marseille l'avait vulgarisé à moins qu'il n'ait monnayé dans un pays situé dans la sphère d'influence directe de Massalia ou mieux encore dans une ville qui avait déjà adopté le taureau sur ses monnaies. Puis, tout en conservant le type, local il a remplacé son nom par celui d'Auguste ; enfin, en substituant à la tête nue d'Octave, la tête laurée, il a cru devoir même abandonner tout emblème local pour prendre un type qui, en ne symbolisant que la puissance impériale, attestât mieux la soumission et la fidélité de son pays.

Il va sans dire en effet que ceci s'applique aussi bien à la Cité qu'au magistrat qui ordonnait les émissions monétaires. Il se peut que les émissions n'aient pas été faites

par le même personnage ; cela ne changerait rien aux circonstances qui les ont provoquées et surtout à l'ordre dans lequel elles se sont produites. Cet ordre est la seule chose qu'il importe de retenir.

Quel était le pays de ce Germanus ?

Ces trois monnayages ne peuvent s'être produits que dans une ville importante, assez considérable pour pouvoir fournir à toute la Gaule une bonne partie de la menue monnaie d'appoint dont elle avait besoin pour remplacer les anciennes espèces locales, à mesure que les ateliers gaulois se fermaient.

Nîmes et Lyon ont joué ce rôle, mais les espèces de ces deux cités sont connues. Nîmes, colonie de *droit latin*, inscrivait son nom sur ses monnaies. Lyon n'a pas localisé toutes les siennes, mais les espèces qu'émettait alors son atelier n'en sont pas moins connues.

La ville qui a émis les petits bronzes en question ne pouvait être qu'une colonie ayant reçu le *droit romain*, *optimo jure*, complètement assimilée à la métropole et ne pouvant frapper que des espèces absolument semblables aux monnaies officielles de la République sur lesquelles toute indication locale était interdite. De plus, selon toute vraisemblance, cette ville devait être située dans la Narbonnaise qui avait toujours été pour les Romains la base de leurs opérations pour la conquête politique ou économique des peuples gaulois.

Tout cela n'indique-t-il pas positivement Narbonne qui obtint le droit romain dès le début, qui fut appelée une seconde Rome, qui avait été la base de toutes les entreprises contre la Gaule, qui avait la suprématie sur toutes les autres cités, qui a certainement concouru avec Nîmes et Lyon à la transformation du numéraire gaulois et qui ne peut revendiquer aucune monnaie ?

Mais les numismates n'ont jamais voulu penser à la colonie de Narbo, si connue pourtant des autres archéologues, des épigraphistes en particulier.

Dans ces derniers temps Charles Robert en a été peut-être un peu la cause en affirmant que la ville ayant reçu le droit romain tout monnayage local ou autonome devait y avoir cessé dès l'an 118 avant J.-C., époque de la fondation de la colonie. (1)

D'abord, les faits sont là pour donner un démenti à la théorie. Les monnayages ibériques n'y ont pas immédiatement cessé. Les Romains n'avaient aucun intérêt à fermer immédiatement les ateliers locaux qui fournissaient à la colonie la monnaie d'appoint que la métropole ne pouvait pas lui livrer en un jour. Du reste on ne change pas en un jour les coutumes économiques d'un pays.

En second lieu, on a mal interprété l'affirmation de Charles Robert.

L'application du droit romain à une colonie n'impliquait pas l'interdiction d'avoir un atelier monétaire ; elle n'interdisait que la frappe d'un numéraire spécial, de monnaies locales ou coloniales localisées d'une façon quelconque. Mais on pouvait toujours y émettre des espèces semblables ou analogues à celles qu'on frappait à Rome, et, même après la centralisation de la fabrication monétaire, on a peut-être fait parfois exception à la règle par ordre même de l'État, suivant les besoins de la circulation. Mais à l'époque qui nous occupe le monnayage de Narbonne était parfaitement légal.

On peut ajouter qu'il était indispensable. Et cependant, je le répète, on ne peut attribuer à Narbonne aucune monnaie.

Le commandant Mowat l'avait si bien compris que, dans un travail publié dans la *Revue numismatique*, il proposait de lui donner les bronzes à la légende **DIVOS**

(1) *Numismatique de la province de Languedoc*, dans l'*Histoire de Languedoc*, édition Privat, t. II, pp. 462 et 515.

IVLIVS (1). Non seulement je pensais aussi à ces pièces, mais je songeais surtout depuis longtemps au petit bronze portant d'un côté une tête à droite avec la légende **SEX.F** et de l'autre un taureau également à droite au-dessus duquel on lit **T.POM**, qui est infiniment plus commun dans la région.

Il avait été question de cette monnaie dans la *Numismatique de la Gaule narbonnaise* (2) ; elle appartient en effet au Midi, mais c'est sans grand succès qu'elle a été attribuée à diverses localités.

C'était bien une pièce rentrant dans la catégorie de celles que Narbonne pouvait émettre ; elle n'était point localisée et pouvait circuler sur tout le territoire romain. Mais on avait si souvent dit que Narbonne n'avait pas eu de monnaies à l'époque romaine que, malgré ma conviction profonde, je n'osais pas proposer mon identification.

A la suite de cette pièce j'en plaçais une autre, le petit bronze de Germanus qui répondait également aux conditions requises, qui avait été attribué à diverses localités, mais dont le pays restait incertain.

Le travail du commandant Mowat fut pour moi un encouragement, et, dès l'année 1898, je revendiquais, dans le *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne* (3), les petits bronzes de **T.POM.SEX.F** et de Germanus.

Le premier est de module un peu plus petit et de poids plus faible que le second, mais tous les deux sont toujours en cuivre jaune et présentent les plus grandes analogies. Il y a d'excellentes raisons pour les rapprocher et l'attribution à Narbonne des bronzes à la légende **DIVOS IVLIVS** ne les exclut pas.

(1) *Revue num.*, Troisième série, t. XIII, pp. 134 à 176 ; Les ateliers monétaires impériaux en Gaule, principalement de Postume à Tétricus, p. 173.

(2) L. de la SAUSSAYE. *Num. de la Gaule narb.*, p. 180.

(3) *Les monnaies de T. Pompeius et de Germanus*, t. v, pp. 119 à 132.

Tous les deux sont fort communs aux alentours de la ville. On allèguera que la pièce de Germanus est commune partout ; mais c'est une raison de plus pour nous la donner. On ne trouve pas à Narbonne des monnaies gauloises du Nord ou de l'Est, mais on peut trouver partout des monnaies de Narbonne, comme on rencontre partout des as de Nîmes ou des bronzes lyonnais. On peut trouver à Lyon des pièces narbonnaises comme on trouve à Narbonne des monnaies à l'autel de Lyon.

On allèguera aussi qu'il y a des bronzes de Germanus de fabrique barbare, mais on peut en dire autant des as nîmois et de beaucoup d'autres monnaies qui, ayant eu une grande vogue, peuvent avoir été imitées loin de leur pays d'origine ou contrefaites dans des ateliers clandestins.

Du reste des pièces assez barbares sont plus d'une fois sorties des mêmes officines que les monnaies de bon style. Dans l'antiquité les coins monétaires s'usaient vite, de nombreux ouvriers devaient participer à leur reproduction, plus d'une fois le style ne devait dépendre que de l'habileté personnelle des monnayeurs.

Depuis mon article du *Bulletin* les trouvailles n'ont pas cessé de confirmer mes revendications. Dernièrement encore quelques pièces de Germanus étaient découvertes au cimetière de Cité.

A mes premières revendications j'ai ajouté depuis le petit bronze d'Auguste à l'aigle, pareillement commun à Narbonne et aux environs.

J'en ai entretenu la *Commission archéologique* à propos d'un exemplaire trouvé aussi vers le cimetière de Cité comme ceux de Germanus, et cela avant d'avoir découvert l'exemplaire surfrappé.

Au moment où je soutenais que le petit bronze de Germanus n'était pas imité de celui d'Auguste, qu'il l'avait précédé, que la pièce d'Auguste au taureau avait été immédiatement suivie par la monnaie à l'aigle et que ces

trois pièces avaient été frappées à Narbonne. N'est-ce pas significatif de trouver, à Narbonne même, une monnaie à l'aigle frappée sur un bronze de Germanus ? J'aurais presque envie d'ajouter que c'est providentiel en un moment si opportun.

Sans doute cette découverte ne saurait prouver rigoureusement que les deux pièces sont narbonnaises, mais elle démontre dans tous les cas que le bronze de Germanus n'est pas imité de la pièce d'Auguste au taureau, celle-ci étant, comme je l'ai dit, presque contemporaine de la monnaie à l'aigle postérieure à la pièce de Germanus. Et comme néanmoins l'antériorité du petit bronze de Germanus ne peut pas être très grande et qu'il n'avait pas eu le temps de se disséminer quand la monnaie à l'aigle a été frappée, il s'ensuit que c'est sur place que la surfrappe a eu lieu. Il est donc à peu près certain que le bronze de Germanus et la pièce à l'aigle ont été émis au même endroit.

L'attribution à la même localité de la monnaie d'Auguste au taureau est-elle aussi certaine ?

Fallut-il l'abandonner jusqu'à nouvel ordre, ce qui a été dit des deux autres n'en serait pas moins acquis.

Quant à moi je reste convaincu que ces trois pièces sont bien narbonnaises et je fais précéder leur émission du petit bronze de **T.POM.SEX.F.** Le type du taureau était essentiellement narbonnais ; les Ibères l'y avaient employé ; c'était un emblème local. Non seulement il paraît sur les monnaies ibériques, sur les pièces à la légende **NEDENCN** (1) ou **NERENCN** (2) mais je me suis efforcé de démontrer qu'il avait été pareillement employé par les Élisyques, peuple des alentours de Narbonne, qui l'avaient imité plus directement de Massalia. Cependant

(1) Suivant BODARD.

(2) Suivant HEISS.

comme ceci pourrait être discuté je me borne à constater sa présence sur les monnaies portant **NERENCN** en caractères celtibériens, car cela suffit.

Le taureau était bien devenu l'emblème de la peuplade de Narbonne ; il le fut jusqu'au jour où l'aigle le remplaça. Il fut le dernier vestige de l'ancienne nationalité.

Sans doute il n'est pas toujours représenté de la même façon sur toutes les pièces que j'attribue à Narbonne, mais cette diversité est plutôt de nature à prouver qu'il était bien devenu un emblème local. S'il n'avait paru sur la monnaie que par suite de l'imitation indéfinie d'un prototype auquel on n'aurait attaché aucun sens, il y aurait eu plus de fixité dans sa représentation. Ce n'était plus le type monétaire de *Tauromenium* ou de *Massalia* qu'on reproduisait indéfiniment, c'était un taureau qu'on avait effectivement emprunté au début à *Massalia* ou à *Tauromenium*, mais qu'on s'était approprié et dont on était libre de faire varier l'attitude. Et si l'on ne craignait pas de chercher à expliquer des choses qui ne demandent peut-être pas d'explication et de voir un symbolisme dans des modifications qui sont peut-être accidentelles, on pourrait trouver, dans les changements subis par le taureau, un reflet des événements qui se déroulaient dans la Narbonnaise.

Les Élisyques avaient employé sur les monnaies grecques dont j'ai essayé de les doter un taureau exactement semblable à celui de Marseille. Ce type se maintint sans modifications trop sensibles sur les pièces ibériques que j'ai également tenté de leur attribuer. Mais le taureau changea radicalement d'attitude sur les monnaies celtibériennes à la légende **NERENCN**, positivement frappées après la conquête romaine. Heiss pensait que ces pièces avaient été émises à l'époque du soulèvement contre le Sénat de Rome. J'estime que les monnayages ibériques des alentours de Narbonne ne devaient jamais avoir cessé,

mais il n'en est pas moins certain qu'ils prirent une bien plus grande extension à cette époque, et que, dans tous les cas, c'est à ce moment là que le type fut modifié. J'ai essayé de démontrer que c'est un denier romain, celui de L. Thorius Balbus qui avait servi de modèle au taureau bondissant. Il est donc certain que c'est à l'époque de Sertorius que le nouveau type fut adopté. Sur une deuxième émission nous avons vu paraître une tête de femme voilée, empruntée à une personnification de l'Espagne, d'un denier de A. Postumius Albinus. L'adoption de cette image qui devait être chère aux Ibères narbonnais comme symbolisant leurs rêves d'indépendance, leurs espérances et leurs aspirations, s'explique sans peine, mais on ne comprend pas aussi bien pourquoi les Ibères de la Narbonnaise avaient cru devoir également modifier leur taureau. La fière attitude de ce taureau s'élançant d'un bon impétueux serait-elle le symbole de leur réveil ?

Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'après la pacification, la bête reprend son attitude calme, plus calme même qu'auparavant. Ce n'est même plus le taureau à la tête baissée, imité de Tauromenium ou de Massalia, c'est un animal debout, immobile, tout à fait au repos que nous montrent les petits bronzes de **T. POM. SEX. F.** C'est qu'il paraît sur des monnaies romaines maintenant. Et sur les pièces de Germanus ou d'Auguste c'est le type classique du taureau cornupète qui reparait. Il se peut qu'il n'y ait que de curieuses coïncidences dans ces variations, mais ces variations mêmes prouvent bien qu'on n'imitait plus un type monétaire connu pour conserver à la monnaie son cours normal ou étendre sa circulation, mais que le taureau était depuis longtemps devenu l'emblème des Ibères narbonnais.

Quand je revendiquai pour la première fois le petit bronze de Germanus, je fis remarquer le style un peu celtibérien de la tête qu'il présente et l'apparence parfois

ibérique de la fin du mot **INDVTILLIII**, où souvent trois des dernières barres sont réunies dans le bas, de manière à former une espèce d'E renversé, qu'on voit souvent dans les inscriptions celtibériennes. Je n'inventais pas cela pour les besoins de ma cause. D. de Lorichs avait effectivement considéré cette monnaie comme celtibérienne et l'avait étudiée dans ses *Recherches* (1). Il déclarait qu'on la rencontrait en Espagne comme en Gaule et finissait par se demander auquel des deux pays il faudrait, en fin de compte, la donner. Il n'y a aucune incertitude là-dessus; mais l'origine narbonnaise justifierait la présence de cette pièce de l'autre côté des Pyrénées où l'on ne trouve guère de chefs gaulois, et l'aspect un peu ibérique de ses inscriptions pourrait venir de ce que la pièce avait été fabriquée par des monnayeurs qui avaient jadis employé l'alphabet celtibérien ou qui du moins avaient des inscriptions ibériques sous les yeux. Mais je n'insiste plus sur les arguments de ce genre. On songerait peut-être à invoquer la barbarie de certaines pièces pour contester leur émission dans une ville ayant près d'un siècle de civilisation romaine à son actif. Il y a, en effet, quelques petits bronzes de Germanus un peu barbares; il y en a aussi parmi ceux d'Auguste à l'aigle ou au taureau; mais il y en a pareillement parmi les monnaies à l'autel de Lyon; il y a des as nimois horriblement laids; on connaît des exemplaires défectueux de toutes les monnaies romaines frappées sur le sol de la Gaule. J'ai déjà dit que toutes ces pièces pouvaient avoir été imitées ou contrefaites, mais j'ai dit aussi que les légendes confuses n'étaient le plus souvent dues qu'à l'ignorance ou à l'inexpérience des ouvriers monnayeurs. Il suffit qu'un type monétaire soit représenté par quelques exemplaires de bon style pour

(1) Cf. Gust. Dan. de LORICHs, *Recherches numismatiques concernant principalement les médailles celtibériennes*, p. 224.

qu'il provienne forcément d'un pays ayant fait son éducation artistique. C'est le cas de toutes les monnaies en question. En ce qui concerne celles de Germanus il n'y a guère que les dernières lettres de la légende qui présentent parfois quelque confusion, et encore si cette inscription a été discutée cela vient peut-être uniquement de ce qu'elle est rarement complète et que les six barres des L ou des I qui la terminent sont éminemment propres à s'intervertir.

On lit aujourd'hui sur ces pièces **GERMANVS INDVTILLI. Libertus** (1).

Adrien de Longpérier (2), Saulcy (3) et Hucher (4) lisaient **GERMANVS. INDVTILLI. Filius**.

J'avais adopté cette interprétation très plausible, mais j'avoue que je n'ai jamais rencontré un exemplaire portant un F.

Quant à la présence de ce nom d'Indutillus sur une pièce toute romaine, nous pourrions nous en étonner s'il s'agissait d'une monnaie antérieure à l'assimilation complète de la Narbonnaise. Mais au moment où le petit bronze de Germanus a été émis, la province était depuis longtemps romanisée et les anciens chefs indigènes étaient certainement aussi dévoués à Rome que les descendants des premiers colons.

L'empressement de Germanus ou de son successeur à frapper monnaie à l'effigie d'Octave lauré, à lui donner le nom d'Auguste et à remplacer le taureau narbonnais par l'aigle impérial prouve bien le désir d'affirmer l'attachement de la colonie. La surfrappe de la pièce à l'aigle sur celle de Germanus nous apprend positivement que ce

(1) Cf. Adrien BLANCHET, *Traité des monnaies gauloises*, t. 1, p. 253.

(2) *Rev. num.*, 1860, pp. 175 à 189 et *Œuvres*, t. II, pp. 470 à 482.

(3) *Ibid.*, 1866, p. 407.

(4) *Ibid.*, 1867, pp. 81 à 86.

n'était pas le manque de numéraire qui avait provoqué la nouvelle émission, mais uniquement la nécessité d'approuver et de faire connaître les changements politiques qui venaient de s'accomplir. L'empire romain nous offre de nombreux exemples de surfrappes ; c'est presque toujours dans un but analogue qu'on avait recours à ce moyen expéditif.

Il y a une véritable page d'histoire locale dans ce petit bronze surfrappé ; malheureusement, pensera-t-on, elle repose sur une conjecture, ou plutôt le nom de la localité à laquelle elle doit être appliquée n'est pas certain.

Sans doute, et il ne le sera jamais. Narbonne n'ayant pas localisé ses espèces ne pourra être l'objet que d'attributions dubitatives, aussi ai-je simplement voulu montrer que celles que je viens de proposer sont plausibles et vraisemblables. Du reste le cas de surfrappe que je viens de faire connaître était assez intéressant par lui-même pour mériter d'être signalé. Il devra être pris en sérieuse considération par tous ceux qui voudront désormais s'occuper du petit bronze de Germanus.

En ce qui concerne son attribution à Narbonne, on ne devra pas oublier les points suivants :

1° La pièce de Germanus n'est pas imitée du petit bronze d'Auguste au taureau parce que l'imitation n'aurait pu se produire qu'après la dissémination du modèle, c'est-à-dire assez longtemps après son émission. Or, il existe un exemplaire du petit bronze d'Auguste à l'aigle, frappé sur une pièce de Germanus ; pour que cela eût pu se produire, il aurait fallu que la monnaie de Germanus se fût déjà elle-même disséminée au moment de la frappe du petit bronze à l'aigle ; or il est absolument impossible de mettre entre l'émission de la pièce d'Auguste au taureau et celle du petit bronze à l'aigle un intervalle assez grand pour permettre la diffusion de l'original et de la copie, car si l'on ne plaçait pas l'émission de la monnaie à l'aigle fort

peu de temps après l'époque où Octave reçut le nom d'Auguste, la surfrappe ne s'expliquerait plus.

2^o Comme en somme ces trois pièces sont presque contemporaines, la surfrappe a eu lieu sur place ; les trois monnaies ont été émises au même endroit.

3^o Elles avaient été rapprochées avant la découverte de la pièce surfrappée. Elles présentent les plus grandes analogies de style ; elles sont de même module et de même poids.

4^o Elles sont communes dans toute la Gaule ; elles proviennent donc d'un atelier important.

5^o Quand même on s'obstinerait à voir dans la pièce de Germanus une imitation du petit bronze d'Auguste au taureau, son abondance en Gaule ne permet pas de l'attribuer à une petite peuplade, à un chef gaulois, à une petite cité. On la rencontre même en Espagne, ce qui est inadmissible pour un chef gaulois.

6^o Elle est parfaitement romaine et ne peut pas être assimilée à ces pièces plus ou moins maladroitement imitées des deniers romains, sur lesquelles paraissent des légendes plus ou moins mal copiées ou des noms gaulois tant bien que mal latinisés, ou à ces monnaies portant des inscriptions telles que **LVCCIOS**, **CONTOVTOS**, **ANNICCOIOS**, **ATECTORIX**, etc. Elle ne peut avoir été frappée que dans une grande colonie.

7^o Elle n'est pas localisée ; elle appartient donc à une colonie de *droit romain*.

8^o Il en est de même des deux autres petits bronzes et il y a là une raison de plus pour rapprocher ces trois monnaies.

9^o Elle est particulièrement commune dans la Narbonnaise. De nombreux exemplaires en ont été recueillis aux alentours de Narbonne même.

10^o Le petit bronze à l'aigle est pareillement fort commun dans la Narbonnaise en général et à Narbonne en

particulier. Dans l'espace d'une quinzaine de jours, je viens d'y en recueillir deux nouveaux exemplaires dont l'exemplaire surfrappé.

11° Il est évident que la découverte à Narbonne d'une pièce, attribuée à cette localité, surfrappée sur une autre pièce qui lui est pareillement attribuée, établit une très grande présomption en faveur de l'attribution à Narbonne de ces deux monnaies.

12° L'attribution du petit bronze de Germanus à Narbonne serait le seul moyen d'expliquer sa présence de l'autre côté des Pyrénées.

13° Une autre petite pièce a également de grandes analogies avec la monnaie de Germanus ; c'est le petit bronze de **T. POM. SEX. F** toujours aussi en cuivre jaune et portant au revers un taureau, comme l'une des pièces d'Auguste et comme celle de Germanus.

14° Ce petit bronze de **T. POM. SEX. F** a toujours été attribué à la Narbonnaise ; il lui appartient sûrement ; mais on ne sait pas exactement où il a été frappé.

15° On le rencontre comme les autres aux alentours de Narbonne.

16° Le type du taureau est essentiellement narbonnais ; il avait été employé par les Ibères de Narbonne et des alentours.

17° Le petit bronze de **T. POM. SEX. F** est tout aussi romain que celui de Germanus ; il le serait même plus par son inscription. Pas plus que ce dernier il ne doit être assimilé aux pièces vraiment gauloises de **LVCCIOS, CONTOVTOS**, etc.

18° Toutes ces monnaies sont parfaitement conformes aux lois et aux coutumes de la République ; elles pouvaient circuler sur tout le territoire romain.

19° On sait qu'elles ont été émises sur le sol de la Gaule, mais en somme on ignore en quel endroit. La pièce de Germanus avait été attribuée aux Trévires, mais cette

attribution est abandonnée depuis longtemps. Le petit bronze de **T. POM.** avait été successivement donné à diverses localités, mais toutes ces attributions ont été pareillement abandonnées.

20° Les monnaies de Nîmes et de Lyon, qui se répandaient dans toute la Gaule, sont connues.

21° Narbonne a évidemment participé au monnayage qui avait pour but de fournir à la Gaule la monnaie d'appoint dont elle avait besoin, à mesure que les anciens ateliers gaulois se fermaient ou qu'il fallait remplacer les anciennes espèces depuis longtemps en circulation.

22° Colonie de droit romain, Narbonne ne pouvait émettre que des espèces non localisées, conformes aux monnaies officielles de l'État.

23° Les quatre pièces qui nous occupent sont dans ce cas; elles se ressemblent étonnamment; vraisemblablement elles sortent du même atelier et y ont été frappées successivement. La filiation des types est parfaite. Le petit bronze de **T. POM. SEX. F.** qui est un peu différent des autres par son module, se place très bien avant celui de Germanus.

Tout cela militerait en faveur de l'attribution à Narbonne de toutes ces monnaies. D'ores et déjà, cependant, je prévois une objection; mon impartialité me fait un devoir de la signaler.

Dans l'hypothèse où toutes ces pièces proviendraient du même atelier, nous avons vu que celle de Germanus, antérieure au petit bronze d'Auguste au taureau, ne peut pas porter l'effigie d'Octave, car la tête qu'elle présente est déjà laurée, tandis qu'elle est encore nue sur la monnaie d'Auguste. Nous avons supposé pour expliquer cela que c'était celle de César. Il n'y aurait là rien d'extraordinaire, surtout si l'on admet que c'est à Narbonne que toutes ces pièces ont été frappées. Le commandant Mowat avait doté la colonie de monnaies portant la tête de César et la

légende **DIVOS IVLIVS**. Tout cela au contraire justifierait les noms de **COLONIA IVLIA PATERNA**, que Narbonne avait reçus.

Cependant si l'on estime que l'effigie que présentent les pièces de Germanus est bien celle d'Octave, la couronne de laurier ne permet guère de les attribuer au même atelier que les petits bronzes d'Auguste au taureau dont la tête est nue, car il faudrait placer les pièces de Germanus après celles d'Auguste et il est peu vraisemblable que dans le même atelier, après avoir frappé monnaie au type d'Auguste sans aucun nom de magistrat, on ait supprimé l'inscription impériale pour ne plus inscrire que le nom de Germanus.

Dans ces conditions une des deux pièces devrait être exclue de la série narbonnaise.

Est-ce celle d'Auguste ? Est-ce celle de Germanus ?

Celle d'Auguste par son caractère plus officiel, si je puis ainsi m'exprimer, semblerait mieux convenir à la colonie de Narbo.

Mais celle de Germanus, qui redeviendrait alors une copie de la première, n'aurait pas été frappée bien loin, car il faut toujours expliquer sa présence de l'autre côté des Pyrénées, son abondance aux alentours même de Narbonne et le fait d'avoir trouvé à Narbonne l'exemplaire surfrappé.

Et dans ce cas à quelle ville pourrait-on songer ? Ce n'est pas dans toute la Narbonnaise qu'il serait permis de chercher ; les recherches devraient se limiter à la région même de Narbo.

Ne vaudrait-il pas mieux abandonner le petit bronze d'Auguste ? Pour celui-ci les provenances n'indiquant pas aussi bien Narbonne, le champ des investigations pourrait être étendu non seulement à toute la province mais à la rigueur à toute la Gaule. Seulement, dans ce cas, la ressemblance des deux revers ne serait qu'une coïnci-

dence fortuite, expliquée d'ailleurs par ce fait que le type du taureau était très répandu.

Cela aurait l'avantage de ne pas séparer la pièce de Germanus de celle d'Auguste au type de l'aigle. Ces deux monnaies sont toujours de même métal, de même module et de même poids.

On les trouve toutes les deux fréquemment à Narbonne et c'est à Narbonne qu'a été découvert le petit bronze à l'aigle frappé sur une monnaie de Germanus.

S'il n'est pas possible de donner à l'atelier narbonnais toutes ces pièces, il n'en est pas moins vrai que quelques-unes doivent forcément lui appartenir, car ces bronzes ont servi de numéraire de transition entre les anciennes monnaies gauloises et les bronzes impériaux, et Narbonne a certainement concouru avec Nîmes et Lyon à pourvoir la Gaule de la monnaie d'appoint dont elle a eu besoin pendant cette période transitoire.

Mais les grandes analogies que présentent les quatre pièces en question ne permettent guère de les séparer. Les monnaies de **T. POM. SEX. F.**, de Germanus et la pièce d'Auguste à l'aigle se sont positivement succédées, et il n'est peut-être pas impossible d'intercaler le petit bronze d'Auguste au taureau dans cette série narbonnaise qui se trouverait ainsi composée de monnaies absolument telles qu'on pourrait à priori les concevoir, qu'il serait bien difficile de constituer autrement, alors qu'on ne saurait à quelle localité donner les pièces qu'on en retrancherait.

En résumé la monnaie surfrappée nous apprend que la pièce d'Auguste à l'aigle n'a pas été émise pour les besoins de la circulation monétaire, je ne saurais trop le répéter, mais uniquement pour changer le type de la monnaie, pour donner à Octave le nom d'Auguste qui venait de lui être décerné, pour approuver et faire connaître dans tout le pays les événements qui venaient de s'accomplir à

Rome. Cette pièce a donc été frappée très peu de temps après ces événements. S'il en était autrement la surfrappe ne s'expliquerait pas.

Mais la monnaie de Germanus devrait être aussi postérieure à ces événements. Elle est considérée comme imitée d'une pièce sur laquelle Octave est pareillement appelé Auguste et d'ailleurs la tête qu'elle porte est laurée. Cette pièce aurait donc été surfrappée presque aussitôt après son émission. Elle n'avait pas eu le temps de se disséminer ; c'est donc sur place qu'elle a été surfrappée. La monnaie à l'aigle et celle de Germanus sortent donc du même atelier.

La pièce d'Auguste au taureau a-t-elle réellement servi de modèle à celle de Germanus ?

Ce n'est possible dans aucune hypothèse.

Le nom d'Auguste paraît sur la pièce au taureau ; elle a donc été émise très peu de temps avant la monnaie à l'aigle. Par conséquent lorsque le petit bronze de Germanus a été frappé c'est à peine si la pièce d'Auguste au taureau existait. Dans tous les cas, elle ne pouvait pas s'être disséminée et si elle a été le prototype de celle de Germanus c'est qu'elle avait été aussi émise au même endroit. Mais cela ne constituerait plus ce que l'on appelle une imitation. D'ailleurs il n'est pas admissible que, dans le même atelier, après avoir frappé monnaie au nom d'Auguste, on ait ensuite remplacé l'inscription impériale par la mention d'un simple magistrat. Donc si les deux pièces appartenaient à la même localité la plus ancienne serait celle de Germanus.

Et cependant la tête du petit bronze de Germanus est laurée tandis qu'elle est nue sur la monnaie d'Auguste au taureau.

Il faudrait admettre que l'effigie de la pièce de Germanus n'est pas celle d'Octave, mais celle de César, qui à Narbonne viendrait justifier les noms de **COLONIA IVLIA PATERNA** comme je l'ai déjà dit.

Si l'effigie de la pièce de Germanus est bien celle d'Octave, il resterait à examiner s'il est possible d'intercaler quand même dans cette série la monnaie d'Auguste au taureau.

Il n'est pas invraisemblable qu'un atelier de province ait orné la tête d'Octave d'une couronne, dès ses premiers succès, par pure flatterie, sans s'occuper de ce qui se faisait ailleurs, et qu'ensuite, dans le même atelier, en inscrivant le nom d'*Augustus* on se soit conformé à l'usage général qui était encore de ne pas laurer l'effigie. On aurait rétabli la couronne quand elle fut généralement employée sur les monnaies de coin romain. En outre la tête de la pièce de Germanus pourrait être par exemple celle d'Apollon sous les traits d'Octave et non celle d'Octave lui-même (1). Il n'y a pas là un obstacle insurmontable. J'ai néanmoins reconnu que la monnaie d'Auguste au taureau peut ne pas être narbonnaise et n'avoir qu'une ressemblance accidentelle avec le petit bronze de Germanus. Si elle devait être retranchée de notre série il va sans dire que la pièce à l'aigle et celle de Germanus ne nous en appartiendraient pas moins.

Je ne pense pas qu'on objecte qu'il n'y a aucun Indutillus dans l'épigraphie de Narbonne. Il est évident que si ce nom paraissait sur une de nos inscriptions lapidaires, la question serait tranchée et elle le serait sans doute depuis longtemps. Mais l'absence de ce nom ne peut en aucune façon infirmer l'attribution proposée. Dans tous les cas, s'il n'y a pas d'Indutillus dans nos textes épigraphiques, nous y relevons le nom de Germanus; il est sans doute moins significatif; il n'en est pas moins digne d'être noté.

Le surnom de Germanus paraît à Narbonne, à Nîmes, dans tout le Midi.

(1) Cf. E. BABELON, *Description historique et chronologique des monnaies de la République romaine*, t. II, p. 65, *Julia*, nos 155 et 156.

A Narbonne nous trouvons un Pompeius Germanus (1) qui, par une coïncidence curieuse, nous offre dans le même personnage les deux noms de Pompeius et de Germanus, qui figurent sur les monnaies que nous revendiquons.

Le **T. POM. SEX. F.** paraît être, en effet, un Pompeius plutôt qu'un Pomponius, à cause du prénom de Sextus. Cela importe peu d'ailleurs, car nous relevons une dizaine de fois le nom de Pomponius dans l'épigraphie de Narbonne. Quant à celui de Pompeius, on ne le compte pas moins de cinquante fois.

On ne peut pas s'étonner de ne pas trouver aussi souvent le nom de Germanus qui n'est qu'un surnom.

Rien ne s'oppose donc à l'attribution à Narbonne de ces petits bronzes et à plus forte raison des autres monnaies analogues qui sont encore plus conformes aux espèces officielles de l'État, aux monnaies de coin romain. La petite pièce de **T. POM. SEX. F.** appartient sûrement à la Narbonnaise ; on ne la rencontre que dans le Midi de la France ; la monnaie de Germanus et celle d'Auguste à l'aigle se sont répandues dans toute la Gaule parce qu'elles avaient été justement émises pour cela, mais elles sont restées communes aux alentours de Narbonne. Toutes ces pièces appartiennent positivement à la Gaule, mais aucune localité ne peut les revendiquer avec plus de titres que la colonie de Narbo, qui a sûrement frappé à cette époque des espèces de ce genre, et qui n'est pas encore numismatiquement représentée pendant cette période.

Narbonne n'a pas de monnaies et ces pièces n'ont pas de patrie.

G. AMARDEL.

(1) *Recueil des inscriptions antiques de la province de Languedoc*, dans l'*Histoire de Languedoc*, édition Privat, t. xv, p. 295, n° 739.

NOTES

SUR

JACQUES GAMELIN

(Suite) ⁽¹⁾

XV

LE PEINTRE GAMELIN ET LES OBJETS D'ART DE NARBONNE
ET DE FONTFROIDE (1792 — an VIII).

Tel est le titre de la communication faite par M. J. Poux, archiviste de l'Aude, à la réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements, tenue à Paris au mois de mai 1907.

Cette nouvelle contribution à l'histoire du peintre carcassonnais est très précieuse, car les deux pièces inédites qu'elle fait connaître, un inventaire de la cathédrale Saint-Just de Narbonne, et une lettre familière de l'artiste, fournissent d'intéressants renseignements et suscitent d'instructives déductions.

La conclusion de M. Poux est que Gamelin joua un rôle considérable dans l'administration des richesses d'art du département de l'Aude, au cours de la période révolu-

(1) V. *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. x, p. 294.

tionnaire. « Tour à tour créateur du Musée de Narbonne, « dit-il, expert ordinaire de l'Administration, ou médiateur souverain entre les municipalités et l'autorité départementale, ce peintre trop peu connu paraît avoir exercé en matière artistique une sorte de dictature officieuse, dont l'action encore mal définie s'impose à l'attention de ses futurs biographes. »

Dans notre article : *Gamelin à Narbonne pendant la Révolution* (1), nous croyons avoir démontré, avec assez de documents à l'appui pour qu'on n'en doute pas, que Gamelin, tel David à Paris, joua dans notre ville un rôle prépondérant dans toutes les questions se rattachant à l'art, et qu'il y apparut sans rivalité le protecteur officieux ou officiel des monuments et des objets d'art. Ce rôle devait s'amplifier, et plus particulièrement au profit du chef-lieu du département quand, le 19 prairial an IV (9 juin 1796), il fut nommé professeur de dessin à l'École centrale de l'Aude, et chargé ensuite d'organiser la première collection publique d'art du département.

L'autorité qui s'attachait à ces fonctions était d'autant plus grande que le dessin figurait en tête des cours de l'École, et que Gamelin était le premier sur la liste des professeurs (2).

Gamelin n'a pas été le créateur du Musée de Narbonne comme l'a écrit M. Poux.

Dans une pétition pleine d'idées généreuses et enthousiastes, datée du 11 novembre 1792 alors qu'il habitait Narbonne, il avait proposé à la municipalité de réunir, dans un Muséum à installer dans l'ancien archevêché, toutes les richesses d'art de la ville et du district.

(1) *Bulletin de la Commission archéologique*, t. VII, p. 268.

(2) Les professeurs de l'École centrale avaient leur logement dans l'École même : Ils avaient pour Gamelin une telle déférence qu'aucun ne voulut choisir ses appartements avant qu'il eût désigné les siens.

Cette pétition avait été approuvée par le Conseil général de la commune, le Conseil du district, et le Directoire du département. Ces deux derniers corps avaient même étendu le caractère de la pétition de Gamelin en le chargeant avec Laborie aîné de la mission plus générale de « dresser l'inventaire énonciatif et descriptif de tous les livres, manuscrits, médailles, machines, tableaux, gravures qui pourraient se trouver dans les établissements religieux supprimés du district de Narbonne, lesquels devaient être placés dans l'Archevêché ».

Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, si nous avons la preuve que l'installation d'une bibliothèque fut commencée dans l'Archevêché, nous ne connaissons aucun document prouvant qu'il en ait été de même pour le Muséum projeté, et cela malgré une nouvelle délibération du Conseil général de la commune du 23 octobre 1794.

Le Musée de Narbonne ne devait être effectivement créé qu'en 1833.

Le 8 ventôse an II (26 février 1794), en vertu de la délégation générale qui lui avait été confiée et de la commission spéciale de la municipalité, Gamelin, assisté de Guiraud, doreur, se rendit à Saint-Just pour procéder à l'enlèvement de tous les tableaux, statues et autres ornements du culte.

Voici le procès-verbal de cette opération écrit de la main de Gamelin, plus d'un mois après, le 29 mars :

« Nous Gamelin et Guiraud, commissaires nommés par le citoyen Causse, maire de la commune de Narbonne, à l'effet d'enlever ou faire enlever de la ci-devant cathédrale de Saint-Just, les tableaux, statues et autres ornements du culte, déclarons nous être transportés le 8 ventôse et jours suivants dans la ci-devant église, de laquelle nous avons fait enlever :

« 1^o Dans la chapelle du Lazare, près la porte d'entrée :
« une copie d'après le beau tableau de Michel-Ange

« représentant Jésus-Christ ressuscitant Lazare. Cette
« copie est très mauvaise, d'une touche molle ; elle est
« mal dessinée : 20 livres ;

« 2° Un beau tableau de Rivals, de Toulouse, connu
« sous le nom d'Antoine Rivals, artiste célèbre. Ce tableau
« était placé à la chapelle à côté de la grande sacristie. Il
« est d'un bon dessin et fini précieusement ; il représente
« saint Michel foudroyant les Anges rebelles, prix :
« 3,000 livres ;

« 3° Un Christ en bois très joli trouvé dans la grande
« sacristie, d'environ un pied de haut, prix : 200 livres ;

« 4° Un autre Christ d'environ deux pieds, enfermé par
« le citoyen Lajourdie, du district, dans une des armoires
« de Saint-Just. Cet ouvrage est en cuivre d'après Girar-
« don : il est bon. Prix : 300 livres ;

« 5° De la boiserie de la ci-devant chapelle de paroisse,
« renfermée dans les ci-devant fonts baptismaux ; ce bois
« est en partie pourri ;

« 6° Deux tableaux dans la même chapelle de paroisse
« représentant l'un une Annonciation et l'autre la Visita-
« tion. Ils sont passables, 100 livres ;

« 7° Deux autres mauvais tableaux dont l'un a servi
« pour le temple (1), et l'autre roulé au dépôt, prix :
« 12 livres ;

« 8° Un tableau roulé de la chapelle Saint-Étienne
« représentant le martyre de ce saint : tableau passable
« 20 livres ;

« 9° Du bois du baldaquin au dépôt chez Lamotte-Lou-
« baissis ;

« 10° Des figures en pierre ne valant absolument rien,
« placées au[x] débris où sont les pierres par le citoyen
« Figeac ;

(1) Saint-Just avait été transformé en 1793 en Temple de la Raison.

« 11° Trois mauvais tableaux aux ci-devant fonts baptismaux occupés en dernier lieu par le curé de la ci-devant paroisse, prix : 24 livres ;

« 12° Un mauvais bas-relief en plâtre représentant saint Pierre dans la prison. Cette chapelle était dédiée à ce saint. Cette sculpture affreuse a été abattue et brisée ; il y a quelques têtes en marbre représentant des anges, mais d'un très mauvais travail, ne valant absolument rien.

« 13° Trois autres mauvais tableaux, desquels on ne peut rien tirer ; roulés et mis au dépôt ;

« 14° Des rideaux de mauvaise toile, au nombre de quatre, qui étaient placés à la chapelle de la ci-devant paroisse ; ils sont au dépôt.

« 15° Deux mauvais tableaux placés au fond de l'église, très élevés ; roulés au dépôt, prix : 6 livres ;

« 16° Dix bourdons que les ci-devant chanoines portaient à la célébration des offices ; au dépôt ;

« 17° Un globe trouvé dans la sacristie avec son fourreau, 25 livres ;

« 18° Les statues en bois doré et autres planches ou bois ont été brûlés sur la place.

« Tous lesquels effets nous avons fait transporter et disposer dans la maison du citoyen Loubaissis-Lamotte section noire n° 68, sur les indications qui nous en ont été faites par le citoyen Somadieu, président du district de Narbonne. De la garde des sus dits effets nous dits Gamelin et Guiraud nous nous chargeons, [ainsi que de] les représenter à la première réquisition qui en sera faite. Narbonne, le 9 germinal l'an 2 de la République française une et indivisible et impérissable. Gamelin, commissaire ; Guiraud, doreur, signés. »

Ce procès-verbal d'une rédaction assez incohérente nous apprend que la maison Lamotte-Loubaissis, plus exacte-

ment Cazalèdes de Loubaissin, dans la rue Droite, (1) servit d'asile aux objets qu'on venait d'enlever de Saint-Just. Nous croyons de plus, Gamelin se servant plusieurs fois du mot dépôt, qu'il existait déjà dans cet immeuble un dépôt officiel où avaient été emmagasinés les objets enlevés antérieurement dans la cathédrale et dans les autres églises et communautés de la ville. Cette destination confirmerait la tradition que nous avons recueillie d'après laquelle la maison Cazalèdes de Loubaissin aurait été habitée par Gamelin. Y logea-t-il pour remplir plus commodément les fonctions de sequestre qu'il eût souvent à exercer, à n'en pas douter, ou bien l'Administration choisit-elle cette maison comme dépôt, parce que l'artiste y habitait déjà ? Nous ne saurions décider.

Dans une lettre du 9 octobre 1795, à son ami B. Germain de Carcassonne (2), dont nous avons eu déjà l'occasion de citer des extraits, et où il l'invite à aller le voir à Narbonne, il lui dit : « qu'il le logera dans une petite « chambre à côté de la sienne décorée de tableaux qui « étaient à Saint-Paul : la chambre est bien petite, mais « c'est une galerie....

Nous ne nous étions jamais expliqué que Gamelin ait pu avoir chez lui des tableaux provenant de l'église Saint-Paul-Serge, mais on peut comprendre aujourd'hui que, logeant dans le dépôt officiel, il ait choisi divers tableaux pour la décoration de ses appartements privés.

L'article 10 de l'inventaire fait supposer qu'un dépôt pour les pierres existait ailleurs.

Les articles 12 et 18 où sont mentionnés la destruction d'un bas-relief en plâtre, « sculpture affreuse » et l'incen-

(1) Actuellement maison Jules Raynal.

(2) B. Germain fut adjoint en l'an VII à Gamelin, sur sa demande, pour l'enseignement du dessin.

die sur la place (1) de statues en bois doré et autres planches ou bois, nous montrent comment Gamelin savait afficher son civisme et son dévouement à la cause révolutionnaire, en détruisant des œuvres sans valeur pour sauver plus facilement ensuite celles dont la conservation s'imposait.

« On pourrait, dit M. Poux, marquer quelque surprise « en ne voyant figurer dans l'inventaire qu'une œuvre « qualifiée d'intéressante, le tableau de Rivals, si l'on « n'avait la certitude qu'un certain nombre d'objets d'art « furent systématiquement écartés par Gamelin au cours « de cette première visite ».

Il est évident que le parti-pris de l'artiste éclate dans sa rédaction, car il est difficile d'admettre que tous les objets inventoriés aient été passables ou mauvais, sauf la « chute des Anges » de Rivals et deux Christ, l'un en bois et l'autre en cuivre. Mais cette opération n'avait pas été la première. D'autres visites suivies d'enlèvements plus ou moins méthodiques avaient déjà eu lieu, et il faut considérer que c'est l'année précédente que la cathédrale avait été pillée, saccagée et dépouillée de ses principales richesses.

Pour si tendancieux que pût être l'inventaire de Gamelin, il comprend si peu d'articles qu'il n'aurait pas été accepté par l'Administration si l'édifice n'avait pas déjà été dépouillé de presque tout son mobilier et de presque tous les objets du culte.

L'appréciation sur la copie du beau tableau de Michel-Ange représentant Jésus-Christ ressuscitant Lazare, « exécuté par Carle Van Loo, » est d'une exactitude indiscutable. Beaucoup de critiques se fiant à la réputation du copiste l'ont vanté sans réserves, alors qu'un simple

(1) La place de Cité, devant l'Archevêché, où avaient lieu habituellement les autodafés.

examen démontre sa médiocrité. Mais l'original n'était pas de Michel-Ange comme l'écrivit Gamelin. Il avait été peint par Sébastien del Piombo d'après un dessin de Michel-Ange (1).

Il faut remarquer que cet inventaire ne mentionne aucun des tableaux que Gamelin avait peints pour la cathédrale. Il avait dû pourvoir sans doute à leur sauvegarde dès la première heure.

L'action de Gamelin, localisée d'abord à Narbonne, allait s'exercer presque uniquement au profit de Carcassonne quand il s'y établit, en 1796, pour y remplir ses fonctions à l'École centrale. Chargé d'organiser le Muséum du département, il n'avait pour en constituer le premier fonds qu'à puiser au dépôt où avaient été entassés les tableaux, sculptures, objets du culte provenant des nombreuses églises et communautés de la ville. Une quantité d'objets d'art sont expédiés à Carcassonne, mais beaucoup disparaissent, et dans l'inventaire du 7 fructidor an XI (26 août 1802) dressé lors de la fermeture de l'École centrale, nous ne reconnaissons plus comme provenant de Narbonne que deux tableaux : « Jésus chez Marthe et

(1) Jules de Médicis, archevêque de Narbonne, de 1515 à 1523, plus tard pape sous le nom de Clément VII, avait commandé à Raphaël un tableau destiné à orner le maître-autel de la cathédrale Saint-Just. Pour satisfaire à cette commande Raphaël peignit la Transfiguration, qui se trouvait inachevée à sa mort en 1520. Jules Romain termina le divin chef-d'œuvre dont Jules de Médicis ne voulut pas priver Rome, et il fit envoyer en remplacement la résurrection de Lazare par Sébastien del Piombo, d'après un dessin de Michel-Ange.

Ce tableau resta à Saint-Just jusqu'en 1722, époque à laquelle il fut acheté par le Régent au chapitre, moyennant 24,000 livres qui devaient servir à l'achèvement de la cathédrale.

Le Régent envoya une copie par Carle Van Loo.

L'original fut vendu en 1792 avec la galerie du Palais Royal et passa en Angleterre. Il se trouve aujourd'hui à Londres à la National Gallery.

Quant à la copie dont Gamelin n'avait pas voulu pour le Muséum, elle est revenue prendre sa place primitive dans la chapelle Saint-Martin.

« Marie, de Rubens », « la Chute des Anges, de Rivals », et un buste, de Louis XIV, « en marbre blanc, sur sa gaine « en marbre antique, ouvrage de Puget ».

Le tableau de Rubens provenait du couvent des Religieuses de Notre-Dame.

La Chute des Anges de Rivals était le tableau de Saint-Just, dont Gamelin avait fait une critique si flatteuse.

Quant au buste de Louis XIV, il provenait de l'archevêché.

Il avait été inventorié et compris dans la vente des meubles de l'archevêque, mais puisque nous le trouvons au Muséum, il faut croire qu'il avait été distrait de la vente, peut-être même à l'instigation de Gamelin (1).

La lettre retrouvée et publiée par M. Poux, nous fait mieux connaître le rôle de Gamelin. Datée de Narbonne, le 3 brumaire an VIII (25 octobre 1799), elle est adressée à son collègue de l'École centrale, Trey, professeur de législation. Nous la reproduisons :

« Mon cher Trey, ce que j'avais prévu est arrivé : la « voiture m'a tellement fatigué que je me trouve plus « malade que je n'ai été ; je suis forcé de m'arrêter quel-

(1) Ce buste formait le dernier article de l'inventaire, et était ainsi annoncé : « Le buste en marbre blanc de Louis XIV, avec un grand piédestal « marbre vert d'Italie. » L'attribution à Puget n'est pas mentionnée : Voir : Vendataire au plus offrant et dernier enchérisseur des meubles ayant appartenu au citoyen Arthur Richard Dillon, émigré, l'an 1792, le premier de la République Française (X. Barbier de Montault) *Bulletin de la Commission archéologique*, t. 1, p. 241.

Les deux tableaux et le buste sont revenus à Narbonne. « Jésus chez « Marthe et Marie », qui du Muséum était passé à l'Évêché de Carcassonne, a été réclamé par la Commission archéologique de Narbonne, et la demande ayant été prise en considération par l'autorité préfectorale, ce beau tableau figure aujourd'hui dans notre Musée.

« La Chute des mauvais Anges », réclamée par la Fabrique de Saint-Just, est venue reprendre sa place.

Quant au buste de Louis XIV, réclamé par la Commission archéologique, également avec succès, nous le retrouvons au Musée.

« ques jours pour adoucir mon mal. Soyez assuré, mon
« bon ami, que je suis pénétré de ne pouvoir me rendre
« de suite à mon poste. J'espère que cependant cela ne
« sera pas long, et que vers la fin de la décade je me
« rendrai à Carcassonne. J'aurais bien crû que ce voyage
« m'aurait guéri, mais point du tout ; il [a] affaibli ma
« santé et ma bourse. Dites tout plein de choses à mes
« chers collègues ; si vous avez avec Germain ouvert les
« classes, donnez vous quelques soins et soyez assuré de
« mon prompt retour. On n'est point à l'abri des évène-
« ments malheureux ; pour moi, cela en est un bien
« grand, puisque je ne peux être appliqué ; que je ne
« puis jouir de la douceur de mon travail. J'ai vu Ratié,
« notre ami, qui est venu chez moi. Je me suis entraîné
« comme j'ai pu au ci-devant Saint-Just ; nous avons
« examiné ce qui pouvait servir à l'embellissement de
« notre Muséum ; nous n'avons trouvé qu'une figure en
« marbre, à genoux et les mains en action de prière ; cette
« figure n'est point d'un bon style, mais elle est singu-
« lière pour le costume. L'ami Ratié va écrire au Départe-
« tement et répondre à ce sujet à une lettre qui a été
« écrite à l'administration municipale. Je vais aussi pro-
« fiter des moments que je serai ici pour emballer les
« tableaux qui restent et les emporter avec moi.

« Nous ne pouvons retirer les cinq tableaux de Font-
« froide sans un arrêté du département ; Veuillez en dire
« deux mots au citoyen Arnaud que je salue bien sincè-
« rement.

« Envoyez moi le plus tôt possible l'ordre de l'Admi-
« nistration pour retirer tous les morceaux en peinture et
« en sculpture qui se trouveront à Narbonne. Expédiez
« moi l'arrêté de suite ; rien sans cela ne me serait
« remis ; je l'attends pour emporter avec moi tout ce que
« je pourrai.

« Une embrassade à la charmante Julie ; il me tarde

« infiniment “ d'istringerla nel seno ; in breve avero
« quelle sorte, lo spero ”. (1) De tout mon cœur votre ami :
« Gamelin, actuellement au ci-devant....., à Narbonne. »

Cette lettre est intéressante à de nombreux titres.

Nous y relevons d'abord les sentiments affectueux qui l'animaient vis-à-vis de ses collègues de l'École, et ses regrets de ne pouvoir être assidu dans ses fonctions et de ne pouvoir jouir de la douceur de son travail. Combien douloureuse est sa plainte sur le mal dont il souffrait et qui devait l'emporter quatre ans plus tard (2) ! Il attendait beaucoup de bien de son voyage, qui n'a fait qu'affaiblir sa santé et sa bourse. Les soucis d'argent se mêlent donc aux soucis de sa santé et la plainte de l'artiste n'en est que plus triste (3).

A Saint-Just où il s'est traîné comme il a pu pour exécuter les ordres de l'Administration centrale, au sujet de l'intérêt que pouvaient présenter, « pour l'instruction « publique », certains « blocs de marbre » déposés dans les églises de la ville, Gamelin ne trouve digne du Muséum « qu'une figure en marbre, à genoux et les mains en « action de prière, » figure qui « n'est point d'un bon « style, mais qui est singulière pour le costume ».

Il est facile de reconnaître dans cette figure la statue de

(1) Il s'agit de Julia Tridix épouse de Gamelin. Celui-ci, dans une pensée de discrétion plus délicate, se sert de sa langue originelle pour lui adresser par son ami un témoignage de sa profonde affection. Gamelin usait d'ailleurs fréquemment de l'italien. Nombreuses sont les indications de sa main en italien sur ses dessins ou ses gravures.

(2) Une maladie de la vessie.

(3) Dans notre article sur Gamelin, “ La lutte pour la vie ”. *Bulletin de la Commission archéologique*, t. IX, p. 49, nous avons montré combien l'existence matérielle avait été dure pour lui. Son traitement à l'École Normale était de 2,000 livres plus le logement.

M. de la Borde (1) enlevée en 1793, de son mausolée érigé sur un des côtés de la chapelle Saint-Blaise, actuellement chapelle Saint-Joseph.

La statue et les diverses parties du monument avaient été adjudgées pour une somme infime à M. Espallac aîné, mais ce dernier avait négligé de les enlever ainsi que les deux colonnes de granit dont il s'était rendu acquéreur en même temps, et ces monuments étaient restés abandonnés dans le cloître de Saint-Just.

Nous ignorons pourquoi la statue de M. de la Borde ne prit pas le chemin de Carcassonne. Elle fut sans doute revendiquée par son propriétaire qui ne fit pas d'opposition ensuite quand, à la réouverture de l'église, on réédifia le monument à sa place, mais avec des dégradations assez importantes.

Deux passages de la lettre de Gamelin démontrent que Narbonne fut mise en coupe réglée. Il veut profiter de son séjour pour emballer les tableaux qui restent et les emporter avec lui. Il insiste pour que Trey lui envoie au plus tôt l'arrêté sans lequel il ne pourrait retirer tous les morceaux en peinture et sculpture qui s'y trouvent. Or, il veut emporter avec lui tout ce qu'il pourra.

Il ne faut pas en vouloir à l'artiste si après avoir travaillé, dès 1792, pour l'utilité immédiate et la gloire de Narbonne, qu'il appelait sa patrie adoptive, il contribua ensuite à sa spoliation en faveur de sa ville natale. Il devait obéir aux ordres de l'Administration centralisatrice avant tout.

Quant aux cinq tableaux de Fontfroide auxquels Gamelin fait allusion, et qu'il ne pouvait retirer sans un arrêté

(1) Jean de Seigneuret, seigneur de la Borde, grand maître de l'artillerie, gouverneur de Beaucaire, trésorier de France à Montpellier, mort à Béziers en 1607, d'où son corps fut porté à Narbonne et enterré à Saint-Just.

V. LOUIS NARBONNE : La cathédrale Saint-Just. *Bulletin de la Commission archéologique*, t. v, p. 25.

du Département, il s'agit de ceux qui étaient placés dans le réfectoire de l'ancienne abbaye que la municipalité de Narbonne avait demandés au Département pour les affecter à l'embellissement de la salle Décadaire. Cette demande, repoussée une première fois par un arrêté motivé du 6 brumaire an VIII, fut accueillie, après que Gamelin l'eût recommandée à la bienveillance de l'Administration, le 9 brumaire.

L'arrêté que Gamelin réclamait pour enlever les tableaux fut rendu le 16, et mission était donnée à l'artiste « de reconnaître tous les tableaux existants, choisir ceux « dignes d'être déposés au Muséum du département, et « conserver pour l'ornement et l'embellissement de la « salle Décadaire de Narbonne, ceux qui n'auraient pas le « degré de perfection exigé pour le dépôt au dit Muséum ».

Le 21 brumaire, la municipalité adjoignait le citoyen Bernard Figeac à Gamelin, pour se transporter à Fontfroide, et le 30, les deux commissaires expliquaient dans leur procès-verbal que sur les cinq tableaux déposés dans le réfectoire un seul, « les Noces de Cana », était digne d'être placé au Muséum.

Mais, ainsi que le dit M. Poux, cette décision, en privant les Narbonnais de l'une des cinq peintures qu'ils convoitaient, ne pouvait évidemment convenir qu'à demi à la municipalité. Aussi Antoine Figeac eut-il l'idée de conduire sur le champ Gamelin à l'Archevêché, et de soumettre à son expertise trois toiles qui n'étaient pas visées dans la commission. Le jour même, en effet, le peintre vit dans le logis archiépiscopal trois tableaux représentant « un embarquement, une bataille et les vendeurs chassés « du Temple ». Les deux premiers lui parurent inférieurs : le troisième fut revendiqué par lui pour le Muséum.

Le résultat de cette double opération, dont le procès-verbal fut transmis le lendemain à l'Administration centrale, fut de donner pleine satisfaction à la munici-

palité de Narbonne qui put prendre possession de six toiles au lieu de cinq qu'elle réclamait primitivement.

Ces six toiles étaient très dégradées, et la municipalité décida, dans sa délibération du 1^{er} frimaire, « que les « artistes en peinture qui se trouvaient dans la commune, « auxquels Gamelin serait prié de se joindre, seraient « invités à juger la nature et le montant des réparations » pour ensuite être sans délai mis la main à l'œuvre.

Nous avons déjà publié, dans notre article : « *Gamelin à « Narbonne pendant la Révolution* », la délibération du 1^{er} frimaire relative aux tableaux de Fontfroide et à ceux tirés de l'Archevêché pour la décoration de la salle Décadaira.

Dans l'article qui l'a suivi (1), nous avons publié un procès-verbal duquel il résulte que, le 10 janvier 1793, Gamelin, assistant le secrétaire-greffier du district, fit enlever tous les tableaux du couvent des religieuses de Saint-Bernard et les fit transporter dans l'ancienne chapelle des Carmélites.

Les documents relatifs à Gamelin se complètent donc peu à peu, et nous souhaitons vivement que M. Poux en découvre bientôt d'autres, et plus nombreux, dans nos archives départementales.

Julien YCHÉ.

(1) Voir : Gamelin peintre de l'armée des Pyrénées-Orientales : *Bulletin de la Commission archéologique*, t. VII, p. 559.

AMAURI II, VICOMTE DE NARBONNE

(1260? — 1328)

CHAPITRE IV

LE VICOMTE ET SES SUJETS

I. Le vicomte et ses vassaux : la condition des fiefs et des feudataires, l'hommage, l'albergue, le service militaire, la justice. — II. Le vicomte et ses hommes de mansade. — III. Le vicomte et ses tenanciers censitaires. — IV. Le vicomte et les communautés laïques : communautés affranchies (Coursan), communautés syndicales (Fabrezan, Villerouge-la-Panouze), communautés consulaires (Laure, Narbonne). — V. Le vicomte et les communautés religieuses : chapitre de Saint-Just, chapitre de Saint-Paul, couvent des Dominicains, commanderie des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, abbayes de Levrettes et de Fontfroide.

Après avoir examiné les rapports du vicomte avec les principaux gouverneurs de la ville de Narbonne, le roi, l'archevêque, les consuls, il nous reste à étudier les relations du vicomte avec les gouvernés. Nous grouperons ces derniers sous cinq rubriques : vassaux, hommes de mansade, tenanciers censitaires, membres de communautés laïques et membres de communautés religieuses. La situation respective de ces catégories à l'égard du vicomte est loin d'être identique. Les quatre premières sont assujetties au vicomte par le serment de fidélité ; les vassaux du vicomte, ses hommes de mansade, ses censitaires, les

membres de ses villes ou villages constitués en commune ou communautés sont les fidèles, c'est-à-dire les sujets du vicomte.

Quant aux quelques communautés religieuses dont il sera question plus bas, elles sont plus ou moins indépendantes du vicomte, et elles ne peuvent être assimilées en rien aux communautés laïques. De plus, il y a entre les vassaux d'Amauri, ses hommes de mansade, d'une part, ses censitaires et communiers, de l'autre, une différence essentielle. Les vassaux et les hommes de mansade doivent prêter au vicomte, outre le serment de fidélité, l'hommage. Ils ne sont donc pas seulement les fidèles du vicomte : ils sont encore ses hommagers. Bien que les communautés religieuses ne soient guère que les quasi-sujettes du vicomte, nous considérerons ses membres, ainsi que ceux des quatre premiers groupes, comme des sujets du vicomte.

I. — Nous réservons l'expression de vassaux aux feudataires du vicomte, bien qu'elle puisse s'appliquer également à ses hommes de mansade, le vassal étant par définition celui qui prête l'hommage. En effet, quand le vicomte reçoit l'hommage de ses hommes ou de ses femmes de mansade, il ne les appelle jamais ses vassaux ou ses vassales, mais simplement ses hommes ou ses femmes de mansade, tandis qu'il désigne toujours son ou sa feudataire par l'appellation de vassal ou de vassale ; les feudataires se qualifient d'homme et de vassal du vicomte, de femme et de vassale du vicomte, quelquefois de vassal et de feudataire (1). Le vassal ou feudataire est donc par définition celui qui tient un fief. La puissance du feudataire varie selon l'importance de son fief. Les grands vassaux sont essentiellement les détenteurs des grandes seigneuries constituées par le territoire d'une ou de plu-

(1) Doat, t. 47, p^s 387-388.

sieurs de nos communes rurales actuelles ; on les appelle tantôt seigneurs (*domini*), tantôt châtelains (en lat. *caslani*, en prov. *caslars*), les deux termes ayant, d'ailleurs, la même signification (1). Par définition le caslar est le seigneur d'un *castrum*. Bien que ce terme désigne quelquefois l'habitation du seigneur (*hospicium seu castrum*) (2), il s'applique généralement au village fortifié, dans l'enceinte duquel s'élève le château du seigneur, et même à tout le territoire de la seigneurie, à la châtellenie. Par suite de l'interprétation très large que l'on se faisait du droit d'ainesse dans le Narbonnais, le territoire d'un village était soumis à deux ou plusieurs seigneurs : d'où l'existence de coseigneuries.

Parmi les seigneurs et coseigneurs de châteaux, certains avaient le droit de juridiction sur leurs châtellenies : d'après l'article 7 des coutumes des chevaliers, ces châtelains justiciers devaient rendre la justice à tous les habitants domiciliés dans leurs châteaux, qu'ils fussent chevaliers, bourgeois ou vilains ; ils étaient tenus de faire droit à tout plaignant, excepté pour sang versé et adultère. Quant aux sujets d'un seigneur non-justicier, ils étaient tenus de comparaître par devant le tribunal du vicomte. Il découle de ce qui précède que ce n'était qu'à titre d'exception que certains feudataires exerçaient la haute justice ou justice criminelle. Ainsi Bernard de Villar (3) et

(1) Pièce justificative n° v : « Petrus Raimundi de Turribus, domicellus, « *dominus seu caslanus* dicti castri de Turribus ». Pièce justificative n° x : « Brengarius de Bothenaco junior, *caslanus* pro parte castri de Bothenaco..., « Brengarius Arnaldi, burgensis Narbone, *caslanus* castri de Montero-« tundo ». Nous voyons encore que Gars Roys est dit *caslar* du château de Montpezat, Bernard de Durban et Gaubert de Leucate, *caslars* du château de Leucate (Doat, t. 49, f°s 281-288), Raimond-Guillaume, Bérenger et Guillaume de Fabrezan, *caslars* dudit lieu (Bibl. de Narb., inventaire ms. des archives de Fabrezan, f°s XXVII et CXXXI v°).

(2) Pièce justificative n° IV.

(3) Voy. plus haut : Introduction, § VI, Registre d'hommages coté n° 160, analyse 106.

Raimond de Cuxac (1) exerçaient le quart de la juridiction tant criminelle que civile, le premier à Cuxac et Lieuran, le second seulement à Cuxac. En 1305, Béranger de Boute-nac acquit du vicomte la moitié du droit de haute justice à Bizanet et à Escales (2). Enfin, Guillaume-Raimond de Saint-Étienne, feudataire du demi-setier de blé vendu sur le marché de Narbonne, avait le droit d'envoyer au pilori les voleurs du marché au blé (3). A part ces quelques exceptions et conformément à l'article 7 plus haut cité, le vicomte se réservait le droit de rendre la justice criminelle dans toutes les seigneuries vassales : il affirmait notamment son droit de haut-justicier à propos du château de Leucate et du terroir de Saint-Pancrace (4).

Quant à la basse justice ou justice civile, elle était exercée par les châtelains qui avaient droit de juridiction sur leurs châtellemies. Bernard de Saint-Just ou de Montpellier jouissait du quart de la juridiction à Moussan (5), ce qui revenait à dire qu'il avait le quart de la basse justice. Béranger de Nouelles, seigneur de Villeneuve (6), Navarre de Coursan, femme d'Eibrin de Ginestas (7), tenaient du vicomte le droit de juridiction à Coursan. Il en était de même pour Raimond de Lastours, seigneur du château de ce nom (8). Bernard de Durban, coseigneur de Leucate, était en possession du droit de basse justice à Leucate et à Mendouzeille (9). Gaubert de Durban, également coseigneur de Leucate, seigneur de Villerouge-la-Panouze et

(1) Hommage 107.

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, n° 21.

(3) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 26, note.

(4) Pièce justificative n° XIII.

(5) Hommage 50.

(6) *Ibid.* 75.

(7) *Ibid.* 74.

(8) *Ibid.* 81.

(9) *Ibid.* 115.

de Fraïssé, avait aussi le même droit (1). Béranger de Boutenac exerça la basse justice à Bizanet et à Escales jusqu'en 1305 ; après cette date, il n'y exerça plus que la moitié de la basse justice, ayant échangé avec le vicomte la moitié de son droit de basse justice contre la moitié du droit vicomtal de haute justice (2).

Le père d'Amauri II, le vicomte Aimeri V, s'était réservé tout droit de justice sur certaines seigneuries. Jean-Arnaud, seigneur de Montredon, avait subi la retenue du droit de justice (3). Son fils lui-même, Béranger-Arnaud, que nous retrouverons comme feudataire d'Amauri II, avait dû accepter semblable réserve (4). Aimeri V avait retenu toute justice à la mère de Béranger de Fabrezan, ce dernier vassal d'Amauri II (5), la moitié de la juridiction à Guillaume-Raimond de Cuxac (6). Fine de Durban, châtelaine de la moitié de Durban (7), Guillaume d'Arce, coseigneur pour le quart de Boutenac-haut (8), Pierre-Benoît, seigneur de Montrabech (9), Pierre-Raimond de Montbrun, seigneur du dit lieu (10), enfin, Raimond-Guillaume de Fabrezan, coseigneur de Fabrezan (11), avaient subi la retenue du droit de juridiction dans leurs seigneuries respectives. A son tour, Amauri s'était réservé tout droit

(1) Hommage 56. Gaubert de Durban exerçait ce droit sous Aimeri V ; il est probable qu'il continua à l'exercer sous Amauri II.

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 21.

(3) Hommage 33.

(4) *Ibid.* 55.

(5) *Ibid.*, 43.

(6) *Ibid.* 40. A Cuxac, l'autre moitié du droit de juridiction appartenait à Bernard de Villar (H. 106) et à Raimond de Cuxac (H. 107).

(7) Hommage 34.

(8) *Ibid.* 31. Le même est feudataire d'Amauri II (H. 98).

(9) *Ibid.* 48. Le même est feudataire d'Amauri II (H. 121).

(10) *Ibid.* 36.

(11) *Ibid.* 44. Le même est feudataire d'Amauri II (H. 91.)

de justice à Feuilla (1), à Villenouvelle (2), à Montbrun (3), à Narbonne, Villar-de-Fargues, Livière, Saint-Pierre-des-Clars, Jonquières (grange), Montredon, Levrettes, Montlaurès, Moussan, Védillan, Cuxac, Coursan, *Thermaregio*, Aussières (4). A Fabrezan, Amauri II avait une cour ordinaire (5). Il est probable que les autres seigneuries (6), pour lesquelles les actes ne contiennent aucune clause relative au droit de justice, relevaient de la cour vicomtale tant pour la basse que pour la haute justice. Le droit de justice étant pour le vicomte un droit régalien par excellence, il devait lui répugner de l'inféoder : voilà pourquoi nous considérons comme exceptionnelles les inféodations de ce droit consenties par Amauri II.

Au-dessous des seigneurs ou caslars, il y avait des petits feudataires dont le fief se réduisait à un terroir, à une grange, ou même à quelques parcelles de terre (7). Le fief n'était pas toujours un immeuble : c'était quelquefois une fonction ; Guillaume-Raimond de Saint-Étienne tenait en

(1) Hommage 90.

(2) *Ibid.* 124.

(3) *Ibid.* 104.

(4) Pièce justificative n° XIII.

(5) Acte du 7 mars 1324. Inventaire ms. des archives de Fabrezan, f^{os} LXVII v^o-LXVIII v^o.

(6) Balme d'Ensérune, Boutenac, Coustouge, Dones, Garsages, Ginestas, Glavanel, Gléon, Jonquières (chât. de), Mattes, Montpezat, Montségret, Portel, Poursa et Ripaut, Roquecourbe, Roquefort, Rouffia et Villeneuve, Sainte-Croix, Saint-Martin-entre-deux-eaux, Saint-Pancrace, Villar-de-Lauréda.

(7) Voici groupés en face de chaque château, terroir ou grange, les noms des seigneurs, coseigneurs et feudataires d'enclaves :

	SEIGNEURS	COSEIGNEURS	FEUDATAIRES D'ENCLAVES
Balme d'Ensérune (terroir de la).....	{	Pierre Radimond, seigneur de la bastide d'Ensérune (Hommage n° 133.	

fief la viguerie vicomtale du Bourg, la moitié du mesurage

SEIGNEURS	COSEIGNEURS	FEUDATAIRES D'ENCLAVES
Bizanet (chât. de).....	{ Béranger de Boute- nac, (Arch. de l'Hérault, B 9, fs 21). Bernard de Boute- nac, (Reg. d'A- mauri n° 9.	
Bizanet-bas (chât. de).....		{ Cécile de Nissan, femme de Bérén- ger Rivière, bour- geois de Narbon- ne (Hommage n° 122 et pièce jus- tificat. n° x.
Bizanet-haut (chât. de)	{ Raimond de Biza- net, cos. du quart (H. n° 102).	{ Raimond de Bizanet (H. n° 102).
Boutenac-bas (chât. de).....	{ Béranger de Bou- tenac (H. n° 100 et pièce justifica- tive n° x).	
Boutenac-haut (chât. de).....	{ Guillaume d'Arce, pour le quart (H. n° 98). Bernard de Boute- nac, pour la moi- tié (H. n° 101).	{ Béranger de Boute- nac (H. n° 100). Bernard de Boute- nac (H. n° 101).

SEIGNEURS	COSEIGNEURS	FEUDATAIRES D'ENCLAVES
		Bérenger de Nouel- les, seigneur de Villeneuve (H. n° 75).
		Amauri Colomb (H. n° 76).
		Jeanne de Cuxac (H. n° 77).
Coursan (chât. de).....	{ Navarre de Cour- san, femme d'Ei- brin de Ginestas (H. n° 74).	{ Guiraud de Pépieux (H. n° 110).
		Antoine - Margalon de Quarante (H. n° 112).
		Arnaud du Lac (H. n° 135).
		Bernard de Saint- Just (Pièce justif. n° X.
Coustouge (chât. de).....	{ Raimond de Font- joncouse (H. n° 123) et Arnaud du Lac (H. n° 135), chacun pour la moitié.	{ Arnaud du Lac (H. n° 135).
		Raimond de Cuxac (H. n° 107).
Cuxac (chât. de).....	{ Bernard de Villar (H. n° 106) et Rai- mond de Cuxac (H. n° 107), cha- cun pour le quart.	{ Guillaume de Cuxac (H. n° 117).
		Sicard de Mont- brun, fils de Si- card (H. n° 125).
		Pierre Radimond (H. n° 133).
Dones (ch. de).	{ Bernard de Saint- Ferréol (H. n° 95).	
		Fine de Durban (Pièce justif. n° X), probablement la mère de Guil- laume de Durban, ancienne feuda- taire d'Aimeri V pour la moitié de Durban (H. 34).
Durban (chât. de).....	{ Guillaume de Dur- ban (H. n° 108) et Guillaume du Pla (H. n° 111), cha- cun pour la moi- tié.	

SEIGNEURS	COSEIGNEURS	FEUDATAIRES D'ENCLAVES
Escales (ch. de).	{ Bérenger de Bou- tenac (Arch. de l'Hérault, B 9, fo 21).	
Fabrezan (chât. de)	{ Raimond - Guillau- me de Fabrezan. (H. n° 91) et Bé- renger de Fabre- zan. (H. n° 118), chacun pour la moitié.	{ Bérenger de Fabre- zan. (H. n° 118). Gaucerand de Font- joncouse (H. n° 119). Guillaume d'Aban (H. n° 131). Veuve de Pierre Magré (H. n° 118) ou Majour (Pièce justif. n° x). Pierre-Arnaud de Boutenac (Pièce justif. n° x).
Feuilla (ch. de).	{ Bérengère, tutrice de son fils Rai- mond de Treilles (H. n° 90).	{ Adémar de Montpe- zat (H. n° 103). Bedos de Mattes (H. n° 114).
Fraissé (chât. de)		{ Pierre-Arnaud, Pier- re et Bérenger de Fraissé (H. n° 120).
Garsages (ter- roir de)	{ Pierre-Radimond (H. n° 133).	
Ginestas (terroir de)		{ Torrelle et Bedos Roys (H. 92).
Glavanel (ter- roir de)	{ Bernard d'Auriac (H. n° 134).	
Gléon (ch. de).	{ Gers de Puisser- guier (H. n° 99).	
Jonquières (chât. de)	{ Guillaume de Dur- ban (H. n° 108). Guillaume du Pla (H. n° 111).	
Lastours (chât. de)	{ Pierre-Raimond de Lastours (H. n° 8).	

SEIGNEURS	COSEIGNEURS	FEUDATAIRES D'ENCLAVES
Leucate (chât. de).....	{ Gaubert de Durban (H. 113) et Bernard de Durban (H. n° 115), chacun pour la moitié.	
Lieuran (chât. de).....	{ Bernard de Villar, pour le quart (H. n° 106).	{ Pierre-Raimond d'Ouveillan et Bé- renger de Cuxac (H. n° 107). Raimond de Cuxac (H. n° 107). Sicard de Mont- brun, fils de Si- card (H. n° 125).
Mattes (ch. de) {	Bedos de Mattes. (H. n° 114).	
Mendouzeille (chât. de)...	{ Bernard de Dur- ban (H. n° 115).	
Montbrun (ch. de)	{ Pierre-Raimond de Montbrun (H. n° 104).	{ Pierre Catala (Pièce justif. n° x).
Montpezat (chât. de).....	{ Torrelle, Bedos (H. n° 92) et Gars Roys (reg. d'A- mauri n° 9).	{ Adémar de Mont- pezat (H. n° 103). Gaucerand de Font- joncouse (H. n° 119).
Montrabech (chât. de)...	{ Pierre - Benoit de Montrabech. (H. n° 121).	
Montredon (ch. de).....	{ Bérenger-Arnaud de Montredon. (H. n° 96).	{ Antoine Margalon de Quarante (H. n° 112).
Montsérét (chât. de).....	{ Guillaume-Rai- mond de Bourg ou de Saint-Étien- ne (H. 128 et pié- ce justif. n° x).	{ Raimond de Bizanet (H. n° 102). Guillaume - Rai- mond de Bizanet (H. n° 128).
Moussan (chât. de).....	{ Bernard de Saint- Just, pour le quart (H. n° 109).	{ Antoine - Margalon de Quarante (H. n° 112).

SEIGNEURS	COSEIGNEURS	FEUDATAIRES D'ENCLAVES
Narbonne (quartiers de Cagnan et de Boutenac).....		{ Guillaume-Raimond de Montpellier (H. n° 127).
Portel (chât. de).....		{ Bertrand de Portel (H. n° 82).
Poursa et Ri- paut (terroirs) de).....	{ Bernard de Saint- Ferréol (H. n° 95).	
Roquecourbe (chât. de).....		{ Sicard de Montbrun fils de Pierre (H. n° 126).
Roquefort (chât. de).....	{ 1/2: Arnaud du Lac (H. n° 135). Bernard d'Auriac (H. n° 134).	{ Bedos de Mattes (H. n° 114).
Rouffia et Villeneuve (chât. de)...	{ Pierre de Castel, fils de Pierre (H. n° 97) et Pierre de Castel, fils d'Er- mengaud (H. n° 87), chacun pour la moitié.	{ Raimond de Castel (H. n° 132). Pierre de Treilles (H. n° 136).
Sainte-Croix (chât. de)		{ Pierre-Arnaud de Fraissé (H. n° 120).
Saint - Martin- Grosse de Saint- entre - deux - eaux (ch. de).	{ Martin (H. n° 130).	
Saint-Panerace (terroir de)..	{ Bernard d'Auriac (H. n° 134. }	{ Arnaud du Lac (H. n° 135).
Villar de Fargues (chât. de).....		{ Hugues du Lac (H. n° 94). Antoine - Margalon de Quarante (H. n° 112). Pierre-Raimond de Saint-Étienne (H. n° 129).

du blé, les lods et *foriscaps* (1). L'exercice de la juridiction dans telle ou telle seigneurie pouvait faire l'objet d'un contrat de fief. Bernard de Villar tenait d'Amauri le quart de la juridiction haute et basse des châteaux de Cuxac et de Lieuran (2). Raimond de Cuxac tenait également le quart de la justice de Cuxac (3). La perception de certaines redevances pouvait, au lieu d'être donnée à ferme, être concédée à titre de fief. Guillaume-Raimond de Montpellier tenait du vicomte le droit de percevoir à Narbonne les lods, les *foriscaps* et autres droits de seigneurie sur le jardin de la maison des pauvres du Bourg et sur le jardin d'un particulier (4). Bernard d'Auriac tenait d'Amauri le droit de lever la leude dans les terroirs de Saint-Pancrace et de Roquefort (5). Enfin, Raimond de Capendu était à Narbonne l'un des quatre seigneurs du setier ; il tenait du vicomte le droit de prélever le quart de la redevance perçue sur le mesurage du blé vendu sur le marché au blé de la ville (6). Il n'est pas difficile de voir que toutes ces fonctions, devenues autant de fiefs héréditaires, avaient été

SEIGNEURS	COSEIGNEURS	FEUDATAIRES D'ENCLAVES
Villar de Laureda (chât. de).....		Pierre-Raimond de Saint-Étienne (H. n° 116).
Villeneuve (grange de) ..	Abbaye de Rieu- nette (H. n° 124).	
Villeneuve-la Panouze (ch. de).....	Gaubert de Durban (H. n° 113).	

- (1) Hommage 93. •
- (2) *Ibid.* 106.
- (3) *Ibid.* 107.
- (4) *Ibid.* 127.
- (5) *Ibid.* 134.
- (6) *Ibid.* 139.

à l'origine des charges temporaires et révocables, et dans une période intermédiaire, des bénéfices viagers. Ce dernier mode de cession n'était pas complètement tombé en désuétude dans le Narbonnais. Pierre Radimond, seigneur de la bastide d'Ensérune, avait reçu, le 15 octobre 1296, du vicomte Aimeri V un bénéfice viager dans le territoire du château du Cuxac (1).

Les vassaux du vicomte paraissent constituer une classe nobiliaire imparfaitement hiérarchisée. A la tête de la noblesse narbonnaise se trouvent le vicomte, sa famille et les membres de la branche cadette de la maison vicomtale. Il n'est jamais question d'Amauri II (2), d'un de ses fils, de Guillaume de Narbonne, par exemple (3), de son frère, Pierre de Narbonne, ou du chef de la branche cadette, Amauri de Pérignan (4), sans que leurs noms soient précédés de la formule : *nobilis vir dominus*. Quelquefois le nom du vicomte est précédé de la formule équivalente : *magnificus et potens vir dominus* (5). Les vassaux qui comparaissent le 10 juillet 1302 dans le palais du vicomte, par devant le viguier vicomtal, qui les a convoqués pour la guerre de Flandre, sont répartis en nobles et non-nobles (*nobiles et ignobiles*), la dernière épithète s'appliquant probablement aux vassaux bourgeois, tels que Bérenger Rivière, mari de Cécile de Nissan (6). Les noms de certains vassaux sont suivis de l'épithète de chevalier (*miles*). Dans les coutumes confirmées aux « chevaliers » en 1232 par Aimeri IV et vidimées, le 14 novembre 1305, par le juge de la cour vicomtale sur la présenta-

(1) Hommage 133.

(2) Pièce justificative n° XIII.

(3) Hommage 139.

(4) Pièces justificatives n°s VII et XII.

(5) Hommage 139.

(6) Pièce justificative n° X.

tion d'Amauri II (1), le mot chevalier a un sens particulier, détourné de son acception primitive. Il paraît y être synonyme de noble, de vassal ou feudataire (2) tandis que, sous Amauri II, il désigne nettement celui qui a reçu l'ordre de la chevalerie. Dans le premier cas, le titre de chevalier est héréditaire, dans le second, personnel et viager. Il y avait beaucoup de chevaliers parmi les vassaux d'Aimeri V, le père d'Amauri II ; il n'y en a presque pas parmi ceux de ce dernier, ce qui montre que la chevalerie avait perdu beaucoup de son prestige à la fin du ^{xiii}^e siècle. Trois vassaux d'Amauri II, Guillaume d'Aban, Bérenger et Raimond-Guillaume de Fabrezan (3), tiennent en fief de ce vicomte à Fabrezan plusieurs chevaleries (*cavallayrimum*). La « chevalerie » ne paraît pas être la tenure spéciale du chevalier : Guillaume d'Aban est chevalier, mais Bérenger et Raimond-Guillaume de Fabrezan ne le sont pas. *Cavallayrimum* est synonyme de *feudum*. Un roturier pouvait devenir chevalier ; il suffisait pour cela que le vicomte lui conférât ce titre. C'est ainsi que Guiraud de Rieu, « plébéien et bougeois de Narbonne, » fut armé chevalier par Amauri II (4).

Les noms des chevaliers sont précédés de l'épithète *dominus*, tandis que ceux des damoiseaux (*domicelli*), nobles qui hiérarchiquement semblent se placer immédiatement au-dessous des chevaliers, n'en sont pas accompagnés (5).

(1) Registre d'Amauri, acte 44.

(2) En recevant l'hommage de Guillaume du Pla, le 29 octobre 1272 (Hommage 38), Aimeri lui dit qu'il doit être son chevalier et son homme (*esse debes miles et noster homo*).

(3) Hommage 118.

(4) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^{me} partie, p. 772.

(5) Il y a quelques exceptions qui n'infirmant pas la règle. Nous ne trouvons pas l'épithète *dominus* devant le nom du chevalier Jean Foulaquier (Pièce justificative n° X), mais c'est par erreur, puisque le même en est précédé dans un autre acte (Hommage n° 115). Par contre, quelques damoiseaux

Les noms des vassales ou des femmes de vassaux sont également précédés de l'épithète *domina*, mais cette dernière n'a pas la même valeur ici que là; elle s'applique aussi bien à une femme de chevalier, à Madame Agnès, veuve de messire Ermengaud de Fabrezan, chevalier (1), qu'à une femme de damoiseau, à Madame Navarre, femme d'Eibrin de Ginestas, damoiseau (2), ou à une femme d'un vassal sans titre, à Madame Fine, veuve de Guillaume d'Arce (3). Exceptionnellement, Bérengère de Rieu, femme de Raimond de Capendu, damoiseau, a son nom précédé de l'épithète *nobilis* (4). Nous voyons l'épithète de *dominus* appliquée encore aux dignitaires ecclésiastiques, aux archidiaques (5), aux chanoines, aux docteurs ès-lois (6), aux abbés (7), et même aux simples curés (8).

Nous rencontrons également l'épithète de *nobilis* devant les noms de quelques damoiseaux, mais c'est à titre exceptionnel (9), cette épithète paraissant réservée à la famille vicomtale. Comme celui de chevalier, le titre de damoiseau

font précéder leurs noms de cette épithète; ainsi Raimond de Peirepertuse (Hommage n° 135), qui est, il est vrai, un haut fonctionnaire du vicomte, le viguier de sa terre. Dans l'hommage 124, nous voyons le nom de Bérenger de Boutenac avec le titre de *dominus*, mais là on s'est manifestement trompé. En effet, à l'hommage 134, Bérenger de Boutenac est damoiseau tout court.

(1) Hommage. 118.

(2) *Ibid.* 74.

(3) *Ibid.* 98.

(4) *Ibid.* 139.

(5) Bernard de Villar, archidiacre d'Agde (Pièce justificative n° x).

(6) Plusieurs archidiaques, chanoines, docteurs ès-lois sont témoins à la pièce justificative n° xii.

(7) Messire Guiraud, abbé de Fontfroide (Pièce justificative n° xx).

(8) Pièce justificative n° xvii : témoins.

(9) Noble Amauri Colomb, damoiseau, lieutenant du viguier de la cour commune de Narbonne (Hommage 75). « nobilium Bernardi de Sancto Justo de Narbona, Berenguarii de Oviliano, Guillelmi Durbanni, de Duranno, domicellorum..... » (Acte du 6 décembre 1307 : A. BLANC, *Livre de comptes de Jacne Olivier*, II, 1^{re} partie, p. 576).

n'est pas héréditaire: ainsi nous trouvons Bérenger-Arnaud, seigneur de Montredon, bourgeois et fils de bourgeois le 2 novembre 1298 (1), damoiseau le 17 octobre 1328 (2). La noblesse narbonnaise n'était donc pas une caste fermée et héréditaire: un bourgeois pouvait devenir damoiseau ou chevalier.

En somme, nous pouvons grouper les feudataires nobles du vicomte en dix catégories: 1^o les chevaliers, fils de chevaliers (3); 2^o les chevaliers, fils de damoiseaux (4); 3^o les chevaliers sans filiation (5); 4^o les damoiseaux, fils de chevaliers (6); 5^o les damoiseaux, fils de damoiseaux (7); 6^o les damoiseaux, fils de non-damoiseaux (8); 7^o les damoiseaux sans filiation (9); 8^o les non-damoiseaux, fils de chevaliers (10); 9^o les non-damoiseaux, fils de damoi-

(1) Hommage 96.

(2) Pièce justificative n^o XXIV.

(3) Guillaume de Durban (Hommage 108), Bernard de Durban (H. 115), Sicard de Montbrun, fils de Pierre-Raimond (H. 126).

(4) Guiraud de Rieu, fils d'autre Guiraud de Rieu (H. 79). Son grand-père n'a pas de titre (A. BLANC, *ul supra*, II, 1^{re} partie, p. 355).

(5) Guers de Puisserguier (H. 90), Guillaume d'Aban (H. 131), Pierre Radimond (H. 133), Guillaume-Pierre de Maureillan (Pièce justificative n^o x).

(6) Raimond-Guillaume de Fabrezan (H. 91), Guillaume-Raimond de Saint-Étienne (H. 93), Guillaume du Pla (H. 111), Pierre-Raimond de Saint-Étienne (H. 116), Bérenger de Fabrezan (H. 118), Pierre-Arnaud de Fraïssé (H. 120), Pierre-Benoît de Montrabech (H. 121), Bernard d'Auriac (H. 134).

(7) Bérenger de Boutenac (H. 100), Raimond de Bizanet (H. 102), Guillaume de Cuxac (H. 117).

(8) Torrelle et Bedos Roys (H. 92), Guillaume d'Arce (H. 98), Bernard de Boutenac (H. 101), Bernard de Saint-Just (H. 109), Arnaud du Lac (H. 135).

(9) Bérenger de Nouelles (H. 75), Amauri Colomb (H. 76), Bertrand de Portel (H. 82), Bernard de Saint-Ferréol (H. 95), Adémar de Montpezat (H. 103), Pierre de Treilles (H. 136), Raimond de Capendu (H. 139), Arnaud Carton (Registre d'Amauri, acte 9).

(10) Guiraud de Pépieux (H. 110), Antoine-Margalon de Quarante (H. 112), Gaubert de Durban (H. 113), Sicard de Montbrun, fils de Sicard (H. 125), Guillaume-Raimond de Bourg ou de Saint-Étienne (H. 128), Pierre-Raimond de Saint-Étienne (H. 129).

seaux (1) ; 10° les non-damoiseaux, fils de non-damoiseaux (2) ; 11° les non-damoiseaux sans filiation (3).

Au-dessous des vassaux nobles, chevaliers, damoiseaux, non-damoiseaux, se placent les vassaux bourgeois. Dans le Narbonnais, les bourgeois ne sont pas frappés d'incapacité féodale. Guillaume-Raimond de Montpellier, fils d'autre Guillaume Raimond, bourgeois de Narbonne, tient en fief d'Amauri II plusieurs immeubles situés dans les quartiers de Cagnan et de Boutenac (4). C'est également un bourgeois de Narbonne que Bérenger Arnaud, fils de Jean Arnaud, bourgeois du Bourg et seigneur du château de Montredon (5).

Non plus que le bourgeois, la femme, le mineur, le jeune homme émancipé n'étaient incapables de tenir un fief. Si le fief faisait partie de sa dot, la femme mariée en était considérée comme l'unique tenancière, à l'exclusion de son mari. Navarre, fille d'Ermengaud de Coursan, et femme d'Eibrin de Ginestas, tenait d'Amauri plusieurs possessions dans le territoire de Coursan (6). Il en était de même de Jeanne de Cuxac, femme de Bernard Catala, apothicaire narbonnais (7). Raimonde de Fontjoncouse tenait en fief la moitié du château de Coustouge (8). Grosse de Saint-Martin, le château de Saint-Martin-entre-deux-eaux (9). Cécile de Nissan était feudataire d'Amauri pour

(1) Raimond de Treilles (H. 90), Pierre-Raimond de Monthbrun (H. 104), Raimond de Cuxac (H. 107), Gaucerand de Fontjoncouse (H. 119).

(2) Hugues du Lac (H. 94), Pierre Castel (H. 97), Pierre-Raimond d'Ouveillan et Bérenger de Cuxac (H. 105), Bernard de Villar (H. 106), Bedos de Mattes (H. 114).

(3) Pierre-Raimond de Lastours (H. 81), Raimond de Castel (H. 132), Arnaud de Saint-Étienne (Pièce justificative n° x).

(4) Hommage 127.

(5) *Ibid.* 96.

(6) *Ibid.* 74.

(7) *Ibid.* 77.

(8) *Ibid.* 123.

(9) *Ibid.* 130.

plusieurs immeubles situés dans le territoire de Bizanet (1). Clémence, femme d'Arnaud du Lac, possédait la moitié du château de Roquefort (2).

Toutefois, le contrat de fief pouvait spécifier qu'à défaut d'héritier mâle le fief retournerait au suzerain. Ainsi, le vicomte ayant acquis de Jeanne de Cuxac le fief qu'elle tenait de lui à Coursan, le concéda à Gui d'Albin en récompense de services rendus, mais à charge d'une albergue annuelle de deux chevaliers et sous la réserve que le fief reviendrait au vicomte si Gui d'Albin n'avait pas d'enfant mâle (3). Il ne semble pas que dans le Narbonnais le mariage d'une demoiselle noble avec un roturier constituât une mésalliance : Jeanne de Cuxac, dont il vient d'être question, est la femme de Bernard Catala, apothicaire de Narbonne (4). Le mari de Cécile de Nissan, Bérenger Rivière est un bourgeois de Narbonne (5). Cependant, d'après les coutumes des chevaliers de Narbonne, la condition civile de la demoiselle noble est moins avantageuse que celle du jeune noble. « Si un chevalier « dote sa fille, ou si un fils de chevalier défunt marie sa « sœur, celle-ci ne peut réclamer des biens paternels ou « fraternels, en plus de sa dot, que ce que le père ou la « mère lui ont légué par dernière volonté (art. 14). » — « Si quelque fille de chevalier se marie avant vingt ans « sans le consentement de son père, celui-ci peut la dés- « hériter. Passé vingt ans, la jeune fille peut se passer du « consentement paternel (art. 15). »

De même que le bourgeois et la femme, le clerc peut tenir un fief. L'abbesse de Rieunette Mathilde est feuda-

(1) Hommage 122.

(2) *Ibid.*, 135.

(3) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 53 v°.

(4) Hommage 77.

(5) Pièce justificative n° x.

taire du vicomte pour la grange de Villenouvette (1). Nous trouvons à Cuxac comme vassaux clercs d'Amauri II : l'abbé de Quarante, le curé de Saint-Félix de Narbonne, messire Bernard de Villar, archidiacre d'Agde, l'abbé de Fontfroide en la personne du granger de Raonel (2). L'abbé de Fontfroide était encore vassal du vicomte — sous certaines réserves, il est vrai — pour les châteaux de Marcorignan et de Montséret, et pour la grange de Jonquières (3). Toutefois, la situation du jeune noble qui entre en religion est la même que celle de la jeune fille : « Si quelque fils de chevalier laisse par testament son « fils clerc, moine ou religieux, ce dernier ne peut réclamer que ce que son père lui a légué par testament ou « d'autre façon (art. 16). » — « Si quelque fils de chevalier entre en religion ou dans un ordre cléricale sans le « consentement de son père ou de sa mère, il ne peut « réclamer que ce que son père ou sa mère lui ont donné « par testament ou d'autre façon (art. 17). »

Nous trouvons des mineurs parmi les feudataires d'Amauri, mais ils doivent être pourvus d'un tuteur ou d'une tutrice. En général, la veuve est tutrice de son fils. Dans ce cas, la veuve tutrice de son fils mineur se présentait devant le vicomte, reconnaissait que le fief de son pupille était situé dans la vicomté et placé sous la juridiction du vicomte, promettait, ensuite, de faire prêter par son fils dès qu'il aurait l'âge de la puberté l'hommage dû au vicomte, et lui prêtait, enfin, pour son propre compte, le serment de fidélité (4). Passé quinze ans, le jeune noble pouvait prêter l'hommage, mais en présence et

(1) Hommage 124.

(2) Registre d'Amauri, acte 9.

(3) Voy. plus bas § v (Le vicomte Amauri II et l'abbaye de Fontfroide).

(4) Bérengère, veuve de Raimond de Treilles, tutrice de son fils Raimond (H. 90) ; Elise Honors, veuve de Gautier de Montbrun, tutrice de Pierre Raimond (H. 104).

avec le consentement de sa mère, qui de tutrice devenait curatrice (1). Même du vivant de son père, l'héritier mâle pouvait recueillir tout ou partie du fief paternel, en obtenant par voie judiciaire l'émancipation de l'autorité paternelle. Le jeune homme, une fois émancipé, était investi par le vicomte du fief que le père tenait de ce dernier et dont il se dessaisissait au profit de son fils (2).

Après avoir examiné quelle était la nature du fief et quelle était la condition des personnes qui le détenaient, il nous reste à rechercher quelles étaient les principales obligations que le vicomte exigeait de ses feudataires. A titre de feudataires et de sujets du vicomte, les vassaux d'Amauri devaient lui prêter l'hommage et le serment de fidélité, lui fournir une albergue annuelle, le service militaire, et se soumettre à sa justice.

L'HOMMAGE

Lorsqu'Amauri avait hérité plusieurs seigneuries de son oncle Guillaume de Narbonne, il les avait parcourues pour recevoir l'hommage de ses nouveaux vassaux : il avait fait ce qu'on pourrait appeler une tournée d'hommages. Amauri s'était rendu dans les châteaux de Coursan, Lastours et Portel, et là, avait averti les habitants de sa présence par voie de criée publique. Devenu vicomte, Amauri reçut les hommages à Narbonne, dans son palais. Ses feudataires s'acquittèrent de ce devoir dans les quarante jours qui suivirent la mort de son père. En effet, lorsque Bérenger de Boutenac avait prêté hommage à Aimeri V, le 4 juillet 1298, il lui avait promis

(1) Isarne, veuve d'Ermengaud de Fontjoncouse, curatrice de son fils Gaucerand, âgé de quinze ans et plus (II. 119).

(2) Hommages 127 et 134.

de prêter le même hommage à son fils dans les quarante jours qui suivraient sa mort (1), et de fait, il s'empressa de faire acte de vassal à l'égard d'Amauri II, le 2 novembre 1298 (2). Nous avons vu plus haut (3) qu'Aimeri V était mort entre le 24 septembre et le 14 octobre 1298. Il faut donc placer le quarantième jour qui suivit sa mort entre le 3 et le 23 novembre. Cependant, tous les feudataires n'observèrent pas cette prescription. Bien que la plupart se fussent présentés au vicomte entre le 26 octobre et le 22 novembre, quelques-uns, au nombre de huit, lui prêtèrent hommage après le 23 novembre (4). Parmi ces huit, sept s'acquittèrent de leur devoir entre le 24 novembre et le 31 décembre de l'année 1298. Le huitième ne prêta hommage que le 16 mars 1327, mais il est visible qu'il s'agit là d'un fief de création récente (5). C'est ainsi qu'en 1309, la mortalité ayant été très forte à Narbonne, Amauri inféoda de nouveau une foule de fiefs laissés sans héritiers (6).

La cérémonie de l'hommage était plus ou moins compliquée selon que l'on avait affaire au chef d'une seigneurie ou au possesseur d'un simple fief enclavé dans le territoire d'un château. Prenons, par exemple, l'hommage prêté à Amauri par le seigneur de Lastours. Agenouillé devant Amauri et les mains jointes dans les siennes, Pierre-Raimond de Lastours déclare être soumis à une albergue de douze chevaliers. Il avoue et reconnaît tenir en fief d'Amauri le château de Lastours et toutes ses fortifications, la justice, les possessions cultes et incultes, les tasques,

(1) Hommage 83.

(2) *Ibid.*, 100.

(3) Première partie, chap. III, § VIII.

(4) Hommages 130 à 136.

(5) *Ibid.*, 139.

(6) Arch. de l'Hérault, B 9, fo 38 v^o.

les usages, les agriers, et tous les autres biens et droits dont il jouit dans le château et territoire de Lastours. Il lui prête hommage pour ce fief, puis, jure sur l'Evangile d'être fidèle à Amauri jusqu'à son dernier jour, de défendre et protéger sa vie, sa famille, ses membres et ses droits de tout son pouvoir, de lui prêter aide et conseil (*consilium, auxilium, juvamen*), de ne révéler aucun de ses secrets, mais, au contraire, de les porter à sa connaissance, et de combattre de toutes ses forces les complots qui peuvent être formés contre son suzerain. Quant au château-fort qui s'élève dans l'enceinte de Lastours, Pierre-Raimond promet de le remettre à Amauri « irrité ou apaisé », à toute réquisition (1). Le petit feudataire se contentait de reconnaître qu'il tenait du vicomte, sous l'obligation de l'hommage et du serment de fidélité, les biens qu'il possédait à titre de fief dans tel ou tel château. Puis, agenouillé et les mains jointes entre celles d'Amauri, il lui jurait hommage sur les quatre saints évangiles de Dieu, sous les formes et conditions observées par ses ancêtres. Alors, le vicomte agréant l'hommage, promettait de protéger son vassal de toutes ses forces, à raison du fief, comme tout suzerain, son vassal. La cérémonie de l'hommage avait lieu généralement en présence de gentilshommes, de clercs, de légistes, de bourgeois et de notaires (2).

La femme étant admise à posséder un fief, c'était elle-même, et non son mari, qui venait s'agenouiller devant Amauri, lui faire l'aveu de son fief, lui prêter l'hommage et le serment de fidélité. Le suzerain embrassait sa vassale, agréait l'hommage et lui promettait aide et protection (3). Le mineur ne pouvait prêter l'hommage avant d'avoir atteint l'âge de la puberté, c'est-à-dire quinze ans. Il

(1) Pièce justificative n° v.

(2) *Ibid.* n° vi.

(3) *Ibid.*, n° iv. Hommages 77, 122, 123, 124, 130.

s'acquittait alors de cette obligation avec l'assentiment et en présence de son curateur ou de sa curatrice (1). Le jeune homme émancipé de l'autorité paternelle pouvait prêter l'hommage après son émancipation, mais toujours en présence et du consentement de son père (2).

L'ALBERGUE

L'obligation de fournir une albergue tous les ans entre la Noël et le Carême n'était pas imposée à tous les feudataires, mais à la plupart d'entre eux. L'albergue était le droit qu'avait le vicomte de se faire héberger par son vassal, c'est-à-dire le droit d'exiger de ce dernier le logement et les vivres pour lui-même et pour sa suite. Il est probable qu'à l'origine l'albergue était fournie par le vassal à toute réquisition. Mais sous Amauri II l'albergue se présente sous la forme d'une prestation annuelle bien déterminée (3). Le nombre de personnes à héberger tous les ans est fixé par une des clauses de l'acte d'hommage. Tel feudataire doit accorder l'hospitalité à un chevalier, tel autre à deux, trois, quatre, cinq, sept, dix, douze (4). S'agit-il d'une coseigneurie plus ou moins morcelée, les coseigneurs peuvent n'être soumis qu'à une albergue d'un demi, d'un quart, d'un huitième de chevalier. Dans ce cas, les feudataires se réunissent pour héberger ensemble un

(1) Hommages 90, 104, 119.

(2) *Ibid.* 127, 134.

(3) Il semble pourtant que certains feudataires aient été obligés d'héberger le vicomte plusieurs fois par an : ainsi Bérenger de Nouelles et Amauri Colomb devaient fournir pour tout ce qu'ils avaient à Coursan, deux albergues de chevaliers chacun et par an (Doat, 47, f^{os} 254-258).

(4) Il est évident qu'ici comme plus haut le terme de chevalier n'a pas uniquement le sens de noble admis dans l'ordre de la chevalerie mais de noble en général.

ou plusieurs chevaliers (1). A proprement parler, l'albergue ne frappe pas la personne du feudataire mais son fief : ce n'est pas une prestation personnelle mais réelle. Il se trouve, en effet, des détenteurs de plusieurs fiefs ou de parties de fiefs qui sont soumis à l'albergue pour les-uns et en sont dispensés pour les autres (2). Si l'on s'en tenait à la lettre des actes, on pourrait croire qu'Amauri ne manquait pas de faire une tournée tous les ans dans sa vicomté pour se faire héberger, lui et sa suite, par ceux de ses vassaux qui lui devaient l'albergue. D'autre part, le vicomte ne pouvait exiger le droit de gîte qu'entre la Noël et le Carême, en plein hiver : il aurait pu choisir une meilleure saison pour ses déplacements. Faut-il chercher la raison de cette anomalie dans le fait qu'il se mangeait alors comme aujourd'hui beaucoup de volaille durant cette période ? Nous ne le pensons pas. La fixation de ce terme rappelle l'époque où les feudataires, fatigués d'héberger le vicomte et sa suite à toute réquisition, implorèrent la faveur de n'avoir sa visite que dans l'intervalle d'un trimestre pour en être débarrassés pendant tout le reste de l'année. C'était un premier pas dans la limitation du droit d'albergue, qui pesait lourdement sur les épaules des feudataires si l'on songe que le vicomte arrivait escorté d'une nombreuse suite : il fallait nourrir tout ce monde et le loger, sans compter les chevaux, les chiens et les oiseaux de chasse. La deuxième étape des revendications poursuivies par les vassaux fut marquée par une

(1) Pour ne pas avoir contrôlé l'analyse mise au dos d'un acte du 20 décembre 1317 (Arch. de Narb., pièce non invent.) où il est question d'une albergue de quatre « soldats », l'historien de l'abbaye de Fontfroide, Emile Cauvet, a commis une erreur monumentale. Il a supposé qu'il existait une albergue de soldats, mais « qu'elle n'obligeait le vassal qu'à une prestation dont la « valeur était inférieure à celle qui était exigée pour un chevalier » (p. 322). Cauvet n'a pas vu que l'auteur de l'analyse avait traduit le mot *miles* comme s'il s'était agi d'un mot de la latinité classique.

(2) Hommages 102. 113.

nouvelle restriction du droit d'albergue : le vicomte consentit à ne se faire héberger qu'un certain nombre de fois par an et seulement accompagné d'un nombre de chevaliers déterminé (1). Voilà pourquoi Amauri ne pouvait se présenter chez tel de ses vassaux qu'entre la Noël et le Carême, seulement un certain nombre de fois et accompagné d'un ou de plusieurs chevaliers. Il y avait pour le vicomte un inconvénient à cela : il était obligé de se faire héberger par ses vassaux à peu près en même temps, de telle façon qu'il devait lui arriver de ne pas demander l'hospitalité tous les ans à tous ceux qui la lui devaient. Aussi sommes-nous bien près de croire que sous Amauri II le mot albergue avait perdu son sens spécifique de droit de procuration ou de gîte pour devenir généralement synonyme de redevance annuelle imposée au feudataire, de même que l'usage ou le cens était payé par le tenancier censitaire. A l'appui de ce que nous avançons, nous pouvons citer plusieurs exemples très significatifs. En 1307, l'albergue de quatre chevaliers qui devait être fournie par les seigneurs de Fraïssé fut convertie en une redevance annuelle d'une paire d'éperons dorés (2). L'abbaye de Fontfroide fournissait au vicomte pour la grange de Jonquières une albergue de 25 sous jusqu'en décembre 1317, de 20 sous après cette date, et pour le château de Marcorignan une albergue de 20 sous tournois (3). Le 18 octobre 1324, les habitants d'Armissan reçurent des consuls de Narbonne une concession de

(1) Mouynès cite un exemple typique de l'exercice du droit d'albergue. Le seigneur de Peyriac-de-Mer, vassal de l'archevêque de Narbonne, devait fournir à ce dernier une albergue de quinze chevaliers. En 1258, l'archevêque Jacques prit son repas aux frais du seigneur de Peyriac, au bout de son château, avec *quinze personnes de sa compagnie* (*Inventaire de la série AA*, p. 443, 2^e col.).

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, f^{os} 28 v^o et 66. Arch. nat., K 213, f^o 24.

(3) Voy. plus bas § v.

pacage moyennant une albergue annuelle de 100 sous tournois (1). Il arriva même un moment où l'on oublia totalement le sens primitif de l'expression albergue d'un ou de plusieurs chevaliers : le mot chevalier devint synonyme de monnaie. L'auteur d'un répertoire des titres des quatre lieux de l'abbaye de Fontfroide établit la valeur comparative des monnaies narbonnaises, mélgorienne, tournois et sterling. Il déclare que certains jugements fixent la valeur du chevalier à trois livres (2).

LE SERVICE MILITAIRE

En ce qui concerne les obligations militaires que le vicomte imposait à ses feudataires, nous relevons dans deux actes d'hommages l'obligation pour le vassal de remettre son château au vicomte à toute réquisition, « irrité et apaisé », selon la formule courante (3). Mais il semble bien qu'Amauri n'ait jamais eu l'occasion d'exercer ce droit de *rendableté*.

Le vicomte ne convoqua guère ses vassaux que pour le service du roi, et particulièrement à l'occasion de la campagne de Flandre de l'année 1302. Nous allons voir de quelle façon il procéda pour convoquer le contingent de ses vassaux. Au mois de juin 1302, Amauri se trouvait à Paris, à la cour de Philippe le Bel. Le roi le pria de mander à ses vassaux de se trouver en armes à Arras dans la quinzaine qui suivrait la fête de sainte Marie-Madeleine.

(1) MOUVÈS, *Inventaire de la série AA*, p. 24, 2^e col.

(2) Ce répertoire des titres de Saint-Nazaire, Sainte-Vallière, Maillac et Marcorignan fait partie des archives de M. Favatier, notaire à Narbonne. M. H. Rouzaud a fait de cet inventaire une transcription très soignée, qu'il a mise obligeamment à notre disposition.

(3) Pièce justificative n^o IV.

Le vicomte signifia l'ordre de convocation, le 26 juin 1302, à Guillaume de Maillac, damoiseau, son viguier de la Corbière. La convocation devait s'adresser à tous les feudataires d'Amauri, « nobles et non-nobles », qui seraient contraints d'y obéir, sous peine de perdre les fiefs qu'ils tenaient du vicomte. Au reçu du mandement vicomtal, c'est-à-dire le 8 juillet, le viguier manda à Pierre Mir, Guillaume de Lastours, Pierre Cabrier et B. Villar (1), nonces jurés, de se transporter aux résidences

(1) Pierre Mir devait se rendre aux châteaux de Cuxac, de Coursan et à la bastide d'Ensérune, et y citer : messire Eibrin — évidemment Eibrin de Ginestas, mari de Navarre de Coursan (voy. hommage 74) —, Bérenger de Nouelles, Bernard de Saint-Just — suzerain d'Amauri Colomb à Coursan (voy. hommage 76), — Raimond de Cuxac, messire Bernard de Villar, Guillaume de Cuxac et messire Pierre de Régimont. Ce dernier n'est autre que le Pierre-Raimond de l'hommage 133. — Nous avons écrit à tort Raimond.

Guillaume de Lastours : châteaux de Bizanet, Boutenac, Fabrezan, Montbrun, Roquecourbe, Montrabech, Montredon, Saint-Martin-entre-deux-eaux. Feudataires y convoqués : Bérenger de Boutenac, Raimond de Bizanet, Madame Cécile — Cécile de Nissan (voy. hommage 122), — Bérenger de Boutenac, jeune, — peut-être le fils de Bérenger de Boutenac (voy. hommage 100), — Guillaume d'Arce, Raimond-Guillaume et Bérenger, son frère, — R. G. et B. de Fabrezan (voy. hommages 91 et 118), — Guillaume d'Aban, Vve de Pierre Majour — Pierre Magré (voy. hommage 118), — héritier d'Ermengaud de Fontjoncouse — Gauceraud de F. (voy. hommage 119), — Pierre-Raimond de Montbrun, Sicard de Montbrun, chevalier, — il s'agit du fils de Pierre-Raimond de M. (voy. hommage 126), — Antoine Quarante — Antoine Margalon de Quarante (voy. hommage 112), — Pierre Catala — probablement descendant de Pierre Catala (H. 21), — Benoît de Montrabech — Pierre Benoît de M. (H. 121), — Guillaume Pierre, chevalier, — probablement Guillaume-Pierre de Maureillan (registre d'Amauri, acte 9). — Bérenger-Arnaud de Montredon.

Pierre Cabrier : châteaux de Mattes, Montpezat, Roquefort, Leucate, Feuilla. Feudataires y convoqués : Bedos de Mattes, Thorèle Roys, et ses frères — Bedos (H. 92) et Gars R. (Reg. d'Amauri, acte 9), — Arnaud du Lac, Bernard d'Auriac, Bernard de Durban et Gaubert de Leucate, son neveu, et les héritiers de feu Raimond de Treilles — Raimond de Treilles, fils dudit (H. 90).

B. Villar : châteaux de Gléon, Durban, Villeneuve, Rouffia, Coustouge, Dones, Montsérét et Villerouge-la-Panouze. Feudataires y convoqués :

des feudataires et d'intimer à ces derniers l'ordre de comparaitre à Narbonne par devant le viguier, le 10 juillet, à neuf heures du matin, pour traiter d'affaires urgentes concernant le roi et le vicomte.

Au jour et à l'heure fixés, le 10 juillet, à 9 heures du matin, les feudataires convoqués se présentèrent dans le palais vicomtal de Narbonne par devant le viguier de la Corbière. La plupart comparurent en personne (1), quelques-uns par délégués (2). Il y eut, cependant, quelques vassaux qui ne répondirent pas à la convocation du viguier (3). D'autres, au contraire, se présentèrent sans

Guers de Puisserguier, Guillaume de Durban, Madame Fine de Durban — ne paraît pas avoir prêté hommage à Amauri II ; voy. son hommage à Aimeri V : H. 34, — Pierre-Arnaud de Boutenac — n'a pas prêté hommage à Amauri II, — héritiers de Bernard de Saint-Ferréol, de feu Guillaume-Raimond de Saint-Etienne, de Guillaume-Raimond de Montpellier, de Pierre-Arnaud de Durban — ce dernier n'a pas prêté hommage à Amauri II .

(1) Raimond de Bizanet, Bérenger de Boutenac, jeune, Raimond-Guillaume de Fabrezan, Pierre-Arnaud de Boutenac, Bérenger de Nouelles, Bernard de Saint-Just, Torèle Roys, Bérenger de Fabrezan, Pierre-Benoît de Montrabech, Guillaume-Raimond de Saint-Etienne, Guillaume de Cuxac, Raimond de Cuxac, Antoine Margalon de Quarante, Guillaume de Durban, Arnaud du Lac, Guillaume d'Arce, Sicard de Monthrun, fils de Pierre-Raimond, Bérenger-Arnaud de Montredon.

(2) Cécile de Nissan envoya son mari, Bérenger de Rivière. Plusieurs vassaux se firent représenter par leurs parents qui étaient feudataires conjointement avec eux : Gaucerand de Fontjoncouse se fit représenter par Pierre-Arnaud de Boutenac, Gars Roys par son frère Torèle Roys, la veuve de Raimond de Treilles par son beau-frère, B. de Treilles, les héritiers de Bernard de Saint-Ferréol par leur tuteur Raimond de Saint-Ferréol, Bernard de Durban et Gaubert de Leucate par Raimond de Durban, fils du premier et cousin du second. D'autres vassaux envoyèrent des procureurs : Guers de Puisserguier, infirme, délégua P. Guiraud, clerc ; Pierre-Raimond de Monthrun et Pierre Catala, ce dernier en voyage, délégèrent P. Calavel ; messire Bernard de Villar, Bernard de Villar et Pierre-Raimond d'Ouveillan : messire Jacques Fogadier ; madame Fine de Durban : P. Almarran, Pierre de Régimont : P. Raimond.

(3) Eibrin de Ginestas, Bérenger de Boutenac, Guillaume d'Aban, Vve de Pierre Magré ou Majour, Guillaume-Pierre de Mauréillan, Bedos de Mattes, Bedos Roys, Bernard d'Auriac, Guillaume-Raimond de Montpellier, Pierre-Arnaud de Durban.

avoir été cités (1). En présence des feudataires réunis, le viguier fit lire la lettre de notification du vicomte en provençal et en latin. Lecture faite, il leur ordonna, sous peine de confiscation de leurs fiefs, de se tenir prêts à partir à la suite du vicomte et du roi avec leurs chevaux et leurs armes, pour combattre en Flandre au service du roi. Alors, nobles et non-nobles demandèrent une copie des lettres d'Amauri et du roi, une copie de la sommation faite par le viguier afin d'en délibérer. Le viguier n'acquiesça pas à leur demande : il reprocha aux feudataires de vouloir, sous prétexte de copie, retarder leur départ pour l'armée royale. Le même jour, à l'heure de vêpres (3 heures), le procureur de dame Fine de Durban déclara au viguier qu'il était prêt à se conformer à la volonté du vicomte. A la même heure, comparut devant le viguier Bérenger-Arnaud, bourgeois de Narbonne, châtelain du château de Montredon, qui se déclara prêt à obéir aux ordres du vicomte (2).

Après avoir transmis la sommation du vicomte à ses feudataires par l'intermédiaire de ses nonces jurés et après avoir convoqué à Narbonne les vassaux qui devaient le service militaire, le viguier de la Corbière fit en personne une tournée dans les principales seigneuries de la vicomté pour notifier aux feudataires l'ordre de se préparer à partir. Il n'adressa aucune sommation aux vassaux qui avaient comparu à Narbonne le 10 juillet, mais seulement à quelques-uns de ceux qui s'étaient bornés à envoyer des délégués ou qui ne s'étaient pas fait représenter du tout. De plus, quelques vassaux, non con-

(1) Bedos de Sigean, Huguet du Lac, Arnaud de Saint-Etienne, Pierre de Castel, seigneur de Lanet, Raimond Guers, Pierre-Arnaud de Castel, Guillaume du Pla, Bernard de Boutenac. De plus, deux vassaux, Bernard de Villar et Pierre-Raimond d'Ouveillan, envoyèrent des délégués sans avoir été convoqués.

(2) Pièce justificative n° x.

voqués précédemment, furent l'objet d'une réquisition (1). Le 11 juillet, le viguier se rendit au château de Montpezat : en présence de Béatrix, veuve de Bedos Roys, damoiseau et *caslar*, comparaissant à titre de tutrice de ses enfants, il fit lire la convocation d'Amauri, puis requit Béatrix et ses enfants de servir le roi ou de fournir un remplaçant. Même réquisition fut adressée à Guars Roys, damoiseau, *caslar* et coseigneur du château de Montpezat. Le même jour, le viguier, se présentant au terroir de Saint-Pancrace, signifia la même réquisition à Bernard d'Auriac, damoiseau. Il se rendit, ensuite, au château de Leucate, où il trouva Bernard de Durban, chevalier, *caslar* et coseigneur de Leucate. L'autre coseigneur, Gaubert de Leucate, damoiseau, était absent. Le viguier recommanda à sa femme Sibylle de transmettre la notification à son mari. Le viguier fit les mêmes réquisitions, le 12 juillet, dans le château de Durban à Pierre-Hugues de Fraïssé, dans le château de Villerouge-la-Panouze à Gaubert de Peiretortes, damoiseau, qui lui promit de transmettre ses ordres à Pierre-Arnaud de Durban, absent de son château, dans le château de Fabrezan à B. Desprats, baile, qui lui promit de transmettre ses ordres à son maître Guillaume Aban, absent ; le 13 juillet, dans le château de Boutenac à Jean de Moussan, baile, qui promit de transmettre ses ordres à son maître Arnaud Carton, absent, dans le château de Bizanet à Bigue, femme de Bernard de Boutenac, absent ; le 14 juillet, dans le château de Montbrun à Pierre-Raimond de Montbrun, damoiseau, dans le château de Saint-Martin-entre-deux-eaux à Arnaud Provençal, baile de Grosse, veuve de Guillaume-Pierre de Montbrun, chevalier ; le 15 juillet, dans le château de Cuxac à

(1) Pierre-Hugues de Fraïssé, Arnaud Carton, Grosse, veuve de Guillaume-Pierre de Montbrun, Bérenger de Cuxac, l'abbé de Quarante, Guiraud de Rieu.

Bérenger de Cuxac, qui demanda copie de l'ordre vicomtal, à R. de Cuxac, damoiseau, procureur de Sicard de Montbrun, absent, à Bernard Teisseire, baile de l'abbé de Quarante, absent, au baile de Bernard de Villar, archidiaacre d'Agde, absent, à Bérenger Froment, collecteur des revenus du curé de Cuxac; dans le château de Sallèles à Bernard de Villar, à Guiraud de Rieu, chevalier; dans le château de Coursan à R. Portal, baile d'Eibrin de Ginestas, absent; enfin, le 17 juillet, dans le palais vicomtal de Narbonne à Guillaume-Pierre de Maureillan, qui déclara être prêt à suivre le vicomte, mais en faisant observer, toutefois, que le sénéchal de Carcassonne l'avait aussi requis de le suivre à l'armée de Flandre (1).

Nous avons vu qu'à l'assemblée du 10 juillet 1302, certains feudataires avaient demandé copie du mandement vicomtal et de la sommation du viguier. C'était à coup sûr pour en interjeter appel à la justice royale, et de fait, plusieurs vassaux firent appel, mais ils y renoncèrent peu de temps après, Pierre-Benoît de Montrabech, le 23 juillet (2), Raimond-Guillaume de Fabrezan, le 24 (3), Bernard de Boutenac, le 29 (4), Guillaume de Durban et Pierre-Arnaud de Boutenac, le 1^{er} août (5), Bedos de Sigean, le 24 (6). Ils promirent au vicomte de partir avec lui pour la Flandre.

Enfin, les feudataires, après avoir mis le plus longtemps possible à s'équiper, se présentent dans le palais vicomtal armés de pied en cap et accompagnés de leurs chevaux : ils viennent promettre au vicomte de le suivre, ainsi équipés et armés, à la guerre de Flandre. Le 15 sep-

(1) Registre d'Amauri, acte 9.

(2) *Ibid.*, acte 12.

(3) *Ibid.*, acte 13.

(4) *Ibid.*, acte 14.

(5) *Ibid.*, acte 15.

(6) *Ibid.*, acte 18.

tembre, c'est Arnaud de Saint-Étienne, damoiseau, qui se présente au vicomte avec un cheval gris pommelé (*liard*) et étoilé au front : il promet, en son nom et au nom de ses deux frères Arnaud et Hugues du Lac et de ses autres compagnons, de partir avec son suzerain pour la guerre de Flandre (1). Le lendemain, 16 septembre, Raimond-Guillaume de Fabrezan, damoiseau, présente au vicomte le damoiseau Valens d'Arrière, accompagné d'un cheval armé, de robe bai foncé, balsan de trois pieds, étoilé au front : Valens promet de suivre le vicomte pour Guillaume de Fabrezan, Raimond de Cuxac, Guillaume de Cuxac, Sicard de Montbrun, Adémar de Montpezat et Bernard du Villar, feudataires du vicomte (2). Le 20 septembre, c'est le tour de Sicard de Montbrun, chevalier, seigneur du château de Roquecourbe, qui présente Bérenger Bedos, damoiseau, avec un cheval armé (3). Le lendemain, 21 septembre, Guillaume-Raimond du Bourg, damoiseau, se présente avec un cheval armé, brun (*maurello*), étoilé au front, ferré à chaud des quatre pieds (4). Enfin, le 22 septembre, Raimond d'Auriac, damoiseau, se présente, en son nom et au nom de Bérenger de Boutenac, dont il est l'écuyer, avec un cheval armé, de poil bai, balsan d'équerre au pied gauche de derrière, ferré à chaud des quatre pieds, et avec une arbalète longue de quatre pieds (5).

Il est probable que tous les seigneurs convoqués durent se présenter au vicomte dans la deuxième quinzaine de septembre. Mais les documents relatifs à ces présentations ne nous sont pas tous parvenus. Nous venons de voir que

(1) Registre d'Amauri, acte 20.

(2) *Ibid.*, acte 21.

(3) *Ibid.*, acte 23.

(4) *Ibid.*, acte 24.

(5) *Ibid.*, acte 25.

les feudataires du vicomte devaient le suivre à la guerre en armes et à cheval. En temps de guerre, la monture du chevalier ne pouvait tomber sous le coup d'aucune saisie. Il était expressément défendu, sous peine d'amende, de s'emparer du cheval d'un chevalier, d'un fils de chevalier, ou d'un membre de famille noble au moment d'une expédition ou chevauchée (1).

Il nous reste à dégager de ce qui précède les quelques principes qui présidaient à la convocation des feudataires : il est inutile d'insister sur le mécanisme de la convocation. Mais en ce qui concerne le sexe, l'âge et la condition des personnes convoquées, nous constatons que les femmes étaient l'objet d'une sommation, quittes à se faire remplacer par leurs maris, comme Navarre de Coursan et Cécile de Nissan, ou par tout autre personne comme Fine de Durban, Béatrix, veuve de Bedos Roys de Montpezat, comme la veuve de Raimond de Treilles. En cas de minorité, le tuteur devait remplacer son pupille, tel Raimond de Saint-Ferréol, tuteur des héritiers de Bernard de Saint-Ferréol. Si le vassal était incommodé de quelque infirmité, tel Guers de Puisserguier, il n'avait qu'à se faire excuser par procuration. Les clercs vassaux du vicomte n'échappaient pas à la convocation : l'abbé de Quarante, le curé de Saint-Félix de Narbonne, Bernard de Villar, archidiacre d'Agde, le granger de Raonel pour l'abbé de Fontfroide sont tenus de fournir des remplaçants. Le service militaire n'était pas, d'ailleurs, un service noble. Aux termes de la convocation du 26 juin 1302, nobles et non-nobles feudataires du vicomte devaient se rendre à l'armée

(1) Coutume des chevaliers, art. XII : « Si un chevalier ou fils de chevalier, ou une autre personne qui soit d'une famille dite de *paratge*, est en train de chevaucher, nul ne doit lui enlever sa monture, ni la saisir par représaille, ni la confisquer : le contrevenant doit être condamné à une amende dont le taux est laissé à l'évaluation de la Cour. »

du roi. Bien que simples bourgeois, Pierre-Arnaud de Montredon, Bérenger Rivière, Guillaume-Raimond de Montpellier étaient assujettis au service militaire. Au surplus, tout feudataire pouvait fournir un remplaçant.

Il ressort assez clairement de ce qui précède que, malgré la menace de confiscation, le vicomte ne parvenait pas à obtenir de ses vassaux qu'ils fussent tous prêts à le suivre en campagne. L'autorité d'Amauri II sur ses vassaux au point de vue militaire nous apparaît donc singulièrement fragile.

LA JUSTICE

Il n'en est pas de même de l'autorité que le vicomte exerçait sur ses vassaux au point de vue judiciaire. Les feudataires avaient affaire à la justice vicomtale au moins en trois circonstances : quand ils étaient en conflit entre eux, avec la communauté des habitants de leurs seigneuries, avec le vicomte.

D'après l'article 2 des coutumes des chevaliers, « si « quelque chevalier justiciable du vicomte s'est emparé, « poussé par la haine, de la personne d'un autre chevalier, le vicomte peut et doit réclamer le prisonnier, et si « le chevalier agresseur se plaint de celui qu'il a pris, le « vicomte doit faire déposer les parties et régler leur « différend. »

Quelle était l'attitude de la justice vicomtale dans les procès entre les seigneurs et leurs communautés ? Ce n'est pas en vain que ces dernières faisaient appel au juge du vicomte contre la tyrannie de leurs seigneurs, de sorte que les vassaux n'étaient pas toujours satisfaits de la justice de leur suzerain. Le 4 mai 1301, le procureur de Bernard de Durban et de Gaubert de Leucate, se plaignit de la manière dont Pierre Sitbert, juge vicomtal, dirigeait

les débats dans un procès pendant entre les coseigneurs de Leucate et les habitants de ce lieu. Au dire du plaignant, le juge se serait montré partial au point d'adresser des menaces à Raimond, fils de Bernard de Durban. En conséquence, le procureur avertit Pierre-Arnaud de Fraïssé, lieutenant du vicomte, que les coseigneurs de Leucate récusaient Pierre Sitbert (1). Un second exemple prouve que la justice vicomtale ne faisait pas bon marché des revendications des communautés, quand elles étaient justes. La fabrique de l'église paroissiale de Fabrezan avait reçu un legs testamentaire d'un paroissien. Raimond d'Aban — sûrement le fils de Guillaume d'Aban, feudataire d'Amauri II (2) — prétendit que les biens légués faisaient partie de sa m. nsade. La cour ordinaire que le vicomte avait à Fabrezan donna raison aux « syndics et « ouvriers » de l'église de Fabrezan (3). Dans la même seigneurie, le 17 mai 1327, le juge du vicomte prescrivit à Guillaume de Fabrezan, châtelain du dit lieu, de n'exiger le droit de tasque qu'en présence des tenanciers (4).

Voyons maintenant un peu les feudataires aux prises avec le vicomte lui-même. D'après l'art. 8 des coutumes des chevaliers, le vicomte était tenu, au cas où il se trouvait en procès avec un de ses feudataires, de lui constituer un juge réputé impartial. Les faits nous montrent que le vicomte était très sévère pour les actes de rébellion commis par ses vassaux. Usant de son droit de commise, Amauri n'hésita pas à faire confisquer par sa cour le château de Leucate sur Bernard de Durban et Gaubert de Leucate, quelques immeubles sur Bérenger de Fraïssé, curé de Fontjoncouse, et sur Pierre-Arnaud de Fraïssé —

(1) Pièce justificative n° IX.

(2) Hommage 131.

(3) Inventaire ms. des archives de Fabrezan, f°s LXVII v° — LXVIII v°.

(4) *Ibid.*, f° CXXXI v°.

sûrement les deux frères (1) —. Le 28 juillet 1304, le Parlement condamna le vicomte à restituer ce qu'il avait confisqué (2). Malgré cet arrêt, Amauri s'acharna après Bérenger et Pierre-Arnaud de Fraissé. Bérenger fut condamné à être noyé; ses biens furent confisqués. Ses héritiers poursuivirent sa réhabilitation et revendiquèrent la reprise de ses biens. En 1306, Amauri céda à leurs instances : il leur réinféoda à charge d'hommage les biens que Bérenger avait tenus du vicomte à Fraissé (3). Pierre-Arnaud de Fraissé subit le même sort que son frère. Pierre-Arnaud était un grand personnage, un familier du vicomte Amauri, un ancien familier même de son père Aimeri V. La plupart du temps, Pierre-Arnaud fut présent aux actes d'hommages prêtés à Aimeri par ses vassaux (4). Ce jeune damoiseau n'avait pas seulement pratiqué les exercices militaires; il s'était adonné à l'étude du droit et avait obtenu le titre de légiste (*jurisperitus*). Il apparaît pour la première fois avec ce titre le 19 avril 1286 (5). Il assista, soit en qualité de damoiseau, soit en qualité de légiste (6), à la plupart des hommages prêtés à Amauri II. Pierre-Arnaud était l'un des principaux

(1) Hommage 120.

(2) BOUTARIC, *Actes du Parlement*, nos 3252 et 3253; BEUGNOT, *Olim*, III, 1^{re} partie, pp. 135-136. Boutaric identifie à tort *Jonquoso* avec Jonquières. Le scribe aura omis : *Fonte*.

(3) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 72.

(4) Hommages 6, 19-24, 27, 29-31, 33, 34, 39, 40, 42, 44, 50, 51, 55, 56, 64, 67, 72.

(5) Hommage 50.

(6) Pierre-Arnaud de Fraissé nous offre le seul exemple d'un damoiseau adonné à l'étude du droit. Cette anomalie nous a d'abord fait supposer qu'il fallait dédoubler le personnage en un damoiseau et un juriste. Mais nous avons relevé la présence de Pierre-Arnaud comme légiste aux hommages 90-96, 98, 100-111, 117-119, 121-125, 128-130, 133, comme damoiseau aux hommages 112-115. Enfin, après 1304-1311, date approximative de l'exécution de Pierre-Arnaud, il n'est plus question dans les actes d'un Pierre-Arnaud de Fraissé quelconque.

feudataires d'Amauri, auquel il fournissait au total une albergue annuelle de six chevaliers et demi (1). Le 2 août 1300, le même était viguier général du vicomte (2), le 4 mai 1301, lieutenant du vicomte (3). Ses connaissances juridiques l'amènèrent à remplir les fonctions de juge à la cour vicomtale.

Pierre-Arnaud se comporta mal dans l'exercice de ses fonctions. Au lieu de prendre en main les intérêts du vicomte, il favorisa ses adversaires, et cela moyennant finance. En 1302, alors que les relations étaient très tendues entre le vicomte et l'archevêque, quelques actes disparurent des archives du premier. Les soupçons pesèrent d'abord sur l'archidiacre de Fenouillet, qui, en compagnie d'une troupe de clercs, avait forcé les portes du palais vicomtal. L'archidiacre était innocent (4). Le vrai coupable était Pierre-Arnaud de Fraïssé, qui s'était vendu au parti de l'archevêque. Amauri était alors en procès avec Gilles Aicelin : les actes volés au premier devaient faire partie du dossier qu'il s'était constitué en vue de revendiquer ses droits devant la justice royale ; c'est dire qu'ils avaient un intérêt de premier ordre. Un page menaça Pierre-Arnaud de le dénoncer : ce dernier le fit emprisonner. En second lieu, le juge vicomtal se laissa corrompre par le syndic de l'abbaye de Fontfroide, qui voulait l'amener à abandonner un procès intenté par le vicomte à l'abbaye au sujet d'un bois contesté (5). Poursuivi par le viguier vicomtal, Pierre-Arnaud fut condamné, pour crime de vol perpétré dans le palais du vicomte, à

(1) Hommage 120.

(2) Doat, t. 48, pp. 230-231.

(3) Pièce justificative n° ix.

(4) Voy. plus haut chap. II, § II.

(5) MOUYNÈS, *Inventaire de la série AA*, p. 125, note 1. Il est fait mention de la sentence du viguier vicomtal dans le vieil inventaire B 9, f° 37 v°. (Archives de l'Hérault).

l'immersion dans l'Aude et à la confiscation des biens. Pierre-Arnaud fit appel à la justice royale. Au mépris de cet appel, Pierre-Arnaud fut transféré nuitamment de Narbonne au château de Saint-Pierre-des-Clars, puis, jeté à l'eau. Un autre damoiseau, Guillaume Aimeric fut pendu aux fourches patibulaires de Saint-Pierre-des-Clars. Cette exécution eut lieu également de nuit. Guillaume Aimeric avait aussi interjeté appel. Les amis des victimes portèrent plainte au roi : le vicomte fut poursuivi. Une enquête fut ouverte et confiée par le roi à Bérenger, cardinal-prêtre du titre des Saints Nérée et Achillée, et à Gilles Aicelin, archevêque de Narbonne. Les conclusions en durent être favorables au vicomte, puisque ce dernier reçut du roi des lettres d'abolition, en janvier 1323 (1).

A plusieurs reprises et en d'autres occasions, le vicomte montra qu'il n'entendait pas ménager ses vassaux. Deux feudataires, Raimond de Bizanet et Guiraud de Rieu, ayant voulu assister à Narbonne au tournoi du 22 avril 1302, et cela malgré l'interdiction du vicomte, furent mis en état d'arrestation (2). Le 18 mars 1317, Amauri II accorda l'amnistie aux habitants de Fabrezan pour les délits et forfaits perpétrés antérieurement à la fête de Pâques de l'année 1316, mais il en excepta expressément ses feudataires de Fabrezan (3).

Pour être complet, nous citerons les articles des coutumes des chevaliers qui mentionnent les privilèges des vassaux en matière judiciaire : « Si quelque chevalier de « Narbonne ou du Narbonnais est condamné pour quelque « cause réelle ou personnelle, sauf pour diffamation ou « crime, il ne doit payer pour les frais de justice que « 60 sols narbonnais, et si le plaignant lui réclame 8 livres,

(1) Pièce justificative n° XXVI.

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 237.

(3) Inventaire de Fabrezan, f° VI.

« le chevalier n'est tenu d'en payer que le tiers, à moins
« que la Cour ne lui en fasse remise (art. 1^{er}). » — « Si
« quelqu'un se plaint d'un chevalier ou d'une personne
« qui soit d'un lignage de chevalier, avant que le chevalier
« ou la personne de lignage fournisse caution à la Cour,
« celle-ci doit signifier la plainte à l'inculpé (art. 13). »

II. — Avec les feudataires, les hommes de mansade constituent dans la vicomté la société féodale proprement dite. Les hommes de mansade sont connus sous les multiples appellations d'hommes de corps, de mansade ou de casalage, mais leur caractère essentiel est d'être les hommes, les hommagers de leur suzerain. Toutefois, ils n'ont de commun avec la classe des feudataires que l'obligation de prêter l'hommage au vicomte. Nulle part dans les actes, il n'est question de serfs ni de servage, mais il ne faut pas conclure de la non-existence du mot à la non-existence de la chose. Les hommes de mansade sont de véritables serfs et Beaumanoir ne s'y serait pas trompé. On peut les définir assez justement : une catégorie de paysans assujettis à des obligations personnelles et indéterminées.

Les mansades — c'est le nom qu'on donnait aux groupements d'hommes de corps — se trouvaient le plus souvent sous la suzeraineté des seigneurs locaux : ainsi, la mansade de Leucate appartenait aux coseigneurs du dit lieu (1). Amauri II n'avait que deux mansades, celle de Portel et celle de Lastours, et encore ne les avait-il pas héritées de son père, le vicomte Aimeri V, mais de son oncle, Guillaume de Narbonne, qui les avait reçues en apanage en même temps que les seigneuries auxquelles elles se rattachaient. Le 21 juin 1298, Amauri reçut l'hommage et le serment de fidélité des hommes et des femmes qui constituaient les mansades de Portel et de

(1) Voy. pièce justificative n° XIX.

Lastours. Agenouillés devant lui, les hommes et les femmes de la mansade de Portel, au nombre de 47, ceux et celles de la mansade de Lastours, au nombre de 8, reconnurent qu'ils étaient les hommes et les femmes du corps et de la mansade d'Amauri, qu'ils n'avaient pas d'autre seigneur que lui, qu'ils le reconnaissaient pour leur seigneur et leur plus grand seigneur. Ils lui promettaient de le défendre, lui et sa famille, ses biens et ses droits, et de lui fournir les corvées des bœufs et des ânes, les toltes, les quêtes, les *ademprivia* et les autres services que les hommes de mansade du Narbonnais étaient tenus de faire à leurs seigneurs. Ils déclaraient en terminant que tous leurs biens faisaient partie de la mansade vicomtale (1).

Les hommes des mansades du vicomte nous déclarèrent que leur condition était la même que celle des autres hommes de mansade du Narbonnais. Il nous a paru intéressant d'esquisser les traits caractéristiques de cette classe (2). La tenure ordinaire de l'homme de mansade ou de casalage consistait vraisemblablement en une manse, c'est-à-dire en une maisonnette (*casa*) et son enclos. L'ensemble de ces tenures ou manses constituait dans chaque localité une mansade. Le terme de mansade désignait encore l'ensemble des charges qui pesaient sur l'homme de corps, et particulièrement l'obligation onéreuse de la résidence. Les hommes de mansade ne jouissent pas de la plénitude des droits civils : ils n'ont pas le droit de disposer de leurs tenures par donation, vente,

(1) Hommage 80.

(2) Coutumes des chevaliers (*Hist. de Lang.*, t. VIII, cc. 960-963) ; charte de franchise concédée par Amauri de Pérignan aux habitants de Saint-Martin-de-Toques, le 28 août 1302 (Arch. de Narb., pièce non invent.) ; pariage conclu entre Pierre de Narbonne, frère d'Amauri II, et le chapitre de Saint-Just, le 16 septembre 1305 (Doat, t. 49, f^os 356-363) ; charte de franchise concédée par Philippe le Bel aux habitants de Leucate, le 18 février 1314 (Pièce justif. XIX) ; transaction conclue entre Amauri de Pérignan et l'abbaye de Fontfroide, le 25 juin 1320 (Arch. nat., JJ 59, n^o 528).

engagement, acte testamentaire. D'après l'article 9 des coutumes des chevaliers, « tous les bénéfices réalisés par
« les hommes des chevaliers et tous les biens qu'ils auront
« acquis, après qu'ils seront revenus à leurs héritiers,
« seront déclarés biens de mansade. » L'homme de mansade n'a donc pas le droit de se constituer un petit domaine en dehors de ses possessions de mansade. « Si
« quelque homme de mansade marie sa fille, il ne peut
« lui donner en dot aucun bien de mansade sans le consentement de son seigneur, et s'il le fait, son seigneur
« peut révoquer sa donation de sa propre volonté, sans
« recours au juge (art. 10). » — « Si la fille d'un homme
« du vicomte est mariée à un homme d'un feudataire du
« vicomte, même sans qu'il soit nécessaire qu'elle soit
« rachetée au vicomte ou à son baile, elle doit être à l'avénir la femme propre du chevalier à qui son mari
« appartient. Mais si, par aventure, elle apporte à son
« mari toute une mansade, alors elle reste la propriété du
« vicomte avec sa mansade, et, dans ce dernier cas, les
« enfants nés du mariage sont partagés entre le vicomte et
« le chevalier auquel appartient le mari (art. 11). » Il faut noter, à propos des hommes de mansade appartenant aux feudataires d'Amauri, que ces hommes devaient prêter à ce dernier le serment de fidélité, mais non pas l'hommage : c'est ce que firent à Portel, le 21 juin 1298, les hommes de l'église de Portel et ceux de Bérenger de Boutenac (1).

En ce qui concerne les redevances et les services dus par les hommes de mansade, ils sont obligés de fournir outre des droits fixes ou proportionnels à leurs récoltes, tels que tasques ou agriers, quarts, quintes, usages ou cens, lods et foriscaps, leudes péages, des redevances arbitraires, telles que toltes, quêtes, tailles. Ils sont obligés aussi de fournir des corvées, services ou prestations à toute

(1) Hommages 80.

réquision : faire le guet dans le château seigneurial en temps de paix comme en temps de guerre, aider le seigneur à ramasser le vermillon, mettre à sa disposition leurs ânes (*asenayriam*), ou leurs bœufs (*boayriam*), lui fournir le logement, des lits et des vivres pour sa famille et sa suite, des écuries et des couvertures pour les chevaux et autres bêtes que tout ce monde traîne après lui ; pour ce qui est des vivres, le seigneur n'exige pas des mets vulgaires ; il réclame des poules et des poulets. Le seigneur contraint l'homme de mansade à remplir ses multiples obligations en lui vendant sa maison ou ses meubles sur la place publique, en le chassant de sa demeure, en emportant à titre de gage la porte de sa maison, après avoir suspendu au-dessus de l'entrée les bâtons ou scellés seigneuriaux. C'est du moins ce que l'abbé de Quarante prétend avoir le droit de faire dans les terres de son abbaye (1).

Voici les articles des coutumes des chevaliers qui intéressent les hommes de mansade cités en justice : « Si
« quelqu'un se plaint de l'homme d'un chevalier, le sei-
« gneur de l'inculpé peut le retirer de la Cour à condition
« de prendre sa place (art. 3). Et si l'inculpé a fourni
« d'autres répondants, ces derniers seront complètement
« mis hors de cause : cette coutume ne peut être invoquée
« pour les crimes passibles de la peine du sang (art. 4).
« — Mais si l'inculpé que son seigneur a retiré de la Cour
« prend la fuite, le seigneur est tenu de remettre à la
« Cour le mobilier de son homme hormis ses biens de
« mansade (art. 5). » — « Si quelque homme de chevalier
« est condamné par la cour du vicomte à un châtiment
« corporel, la dite cour ne peut rien confisquer des biens
« de cet homme, et ce dernier doit avoir le droit de rache-

(1) Transaction entre Aimeri de Pérignan, cousin germain d'Amauri II, et l'abbé de Quarante, conclue le 20 juin 1317 (Arch. nat., JJ 61, n° 433).

« ter son sang avec ses meubles (*ab son aver*) : art. 18. »

Il découle de ce qui précède que l'institution du servage n'était pas inconnue au pays narbonnais. Il faut, cependant, ajouter que cette catégorie d'individus était en voie de disparition dès les premières années du quatorzième siècle. Nous verrons un peu plus bas, en étudiant le mouvement d'émancipation rurale qui se produisit à cette époque, que les seigneurs féodaux ne se montraient pas trop hostiles à l'affranchissement de leurs hommes de mansade et que, tout le premier, le vicomte Amauri II donnait le bon exemple.

III. — Les tenanciers censitaires du vicomte se distinguent nettement des hommes de mansade, mais pas absolument des petits feudataires. Si nous devons considérer le fief comme une concession gratuite, libre et perpétuelle d'une chose immobilière ou réputée telle, avec translation du domaine utile et réserve de la propriété directe, à charge de fidélité, d'hommage et de prestation de services nobles, il nous est difficile de reconnaître un fief dans une tenure grevée d'une redevance annuelle. L'abbaye de Fontfroide fournit au vicomte pour la châtellenie de Marcorignan une albergue annuelle de 20 sous tournois (1). Doit-on considérer cette châtellenie comme une terre noble, comme un fief, ou bien comme une censive ? Nous croyons qu'il est difficile de se prononcer là-dessus. D'autre part, le fief comporte, outre la prestation d'albergue, une autre obligation essentielle, fondamentale, celle de l'hommage. Un vassal qui ne prête pas l'hommage doit-il être considéré comme tel ? Amauri Colomb, damoiseau de Coursan, tient un fief d'Amauri dans le territoire de Coursan : or il ne lui prête pas l'hommage ; il se borne à lui prêter le serment de fidélité. De plus, Amauri ne l'appelle pas son homme ou son vassal mais son sujet (2).

(1) Voy. pièce justificative n° xx.

(2) Voy. plus bas § v.

Amauri Colomb, quoique détenteur de fief, n'est donc pas un feudataire. Il ajoute dans son acte de reconnaissance que, tenancier de Guillaume de Narbonne, oncle d'Amauri, il a bénéficié autrefois de certaines franchises. En somme, nous estimons donner de la condition d'Amauri Colomb une définition assez juste en le dénommant un censitaire privilégié.

Si nous nous occupons maintenant des censitaires simples, nous constaterons qu'ils se répartissent en deux catégories, les tenanciers de maisons et les tenanciers de parcelles de terre. La presque totalité des Juifs établis à Narbonne dans la juiverie vicomtale occupaient des immeubles dont le domaine direct appartenait au vicomte et pour lesquels ils lui payaient un cens annuel. Nous disons la *presque* totalité des Juifs et non la totalité, parce que les maisons du Roi Juif n'étaient pas des censives mais des alleux (1). Après la grande confiscation de 1306, les maisons des Juifs passèrent à de nouveaux possesseurs. Ces derniers devinrent également des censitaires du vicomte. Quelques-uns protestèrent, mais en 1310 le roi déclara que les acquéreurs de biens ayant appartenu aux Juifs narbonnais seraient tenus de payer le même cens que ces derniers payaient au vicomte (2). L'abbaye de Fontfroide était également censitaire du vicomte : elle lui payait deux sous pour le cens d'une maison située dans le quartier de Coiran, en Cité, plus deux sous pour une boutique située sur le moulin de la Clotte et trois deniers narbonnais pour une autre boutique sise dans la Parerie-Vieille (3).

(1) SAIGE, *Les Juifs du Languedoc*, p. 278.

(2) Archives de l'Hérault, B 9, f° 40 v°.

(3) Archives de l'Aude, H 211, Fief de Narbonne, actes cotés 9 H et 9 K. Sous la cote H 211 est conservé un inventaire des titres de la mense monacale de Fontfroide. M. H. Rouzard a transcrit cet inventaire. N'ayant pas eu le loisir de dépouiller à Carcassonne ce long document, nous avons utilisé l'excellente transcription de M. Rouzard. Les mentions dont nous faisons

Le vicomte était propriétaire d'une partie du tènement de Livière, aux portes de la ville. C'est ainsi que Guillaume et Jean Audiguier y tenaient du vicomte trois pièces de terre sises *Als Arenals*, entre le chemin et le ruisseau de Montlaurés ; ils lui fournissaient chaque année, pour l'usage de ces trois pièces, sept pugnieres d'orge, soit 35 litres (1). Les tenanciers ruraux du vicomte devaient lui payer d'autres redevances. Le vicomte faisait garder les tènements de Livière et de Montlaurés par des gardes, qui infligeaient des amendes (*bans* ou *tales*) aux maraudeurs, ou aux bergers dont les troupeaux endommageaient les récoltes. Les censitaires payaient en retour le droit de *banderage*. Ils payaient également une redevance pour avoir le droit de se servir des mesures du vicomte : mesurage, brassage (2).

Il est facile de voir par ces exemples que la condition civile des censitaires du vicomte était bien meilleure que celle de ses hommes de mansade. Les censitaires n'étaient pas les propriétaires de leurs tenures, puisque le vicomte leur retenait le domaine direct et se réservait les droits de mutation. Mais ils jouissaient de tous les droits civils : ils pouvaient disposer de leurs tenures, les donner, les vendre, les engager, bref en disposer de toute façon sauf en faveur de communautés, de clercs et de feudataires.

suivre la cote H 211 sont les rubriques sous lesquelles étaient classés les actes de la mense monacale. Ces actes étaient répartis entre les différents territoires de l'abbaye : le classement général en était donc topographique ; on obtenait ainsi un certain nombre de séries qui recevaient un chiffre chacune 1, 2, 3, 4., etc. Enfin dans chaque série, les actes disposés chronologiquement étaient affectés chacun d'une lettre de l'alphabet. Le classement des archives abbatiales étaient donc une combinaison de l'ordre topographique et de l'ordre chronologique. On y avait employé comme aujourd'hui les chiffres arabes et les lettres de l'alphabet, mais en sens inverse.

(1) *Ibid.*, 9 J.

(2) Bibl. de Narb. ms. n° 259, Inventaire des titres de Fontfroide : actes du 13 juillet 1314 (f° 16) et du 28 février 1315 (f° 93).

Leur condition était, en somme, préférable à celle de nos fermiers ou métayers modernes.

IV. — Jusqu'ici, dans l'examen des rapports d'Amauri II avec ses sujets, nous avons trouvé en face du vicomte des individus : nous allons rechercher maintenant quelle fut son attitude en présence des collectivités laïques ou religieuses. Les communautés laïques sujettes du vicomte se répartissaient en trois groupes : communautés affranchies, communautés syndicales, communautés consulaires.

Les habitants de Coursan furent d'abord des hommes de mansade (1). Ils reçurent leur charte de franchise probablement dans le dernier quart du ^{xiii}e siècle. Toute communauté sujette prêtait à Amauri le serment de fidélité. Les habitants de Coursan, assemblés par voie de criée sur la place publique le 8 juin 1298, reconnurent Amauri pour leur seigneur immédiatement supérieur ; agenouillés devant lui, les mains sur les saints évangiles, ils lui prêtèrent le serment de fidélité, promettant de le défendre, lui et les siens. A son tour, Amauri leur promit de les secourir dans les circonstances où tout seigneur supérieur est tenu d'aider ses sujets (2). Nous ne connaissons pas de charte de franchise octroyée par Amauri à ses hommes de mansade. Il nous est facile de nous rendre compte des privilèges contenus dans ces sortes de chartes, en examinant la charte de franchise octroyée par Amauri de Pérignan, l'oncle du vicomte, aux habitants de Saint-Martin-de-Toques, le 28 août 1302 (3), et la charte octroyée par Philippe le Bel aux habitants de Leucate, le 18 février 1314 (4). En premier lieu, l'affranchissement investit les hommes de mansade des mêmes avantages que l'émanci-

(1) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 29 v°.

(2) Hommage 78.

(3) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(4) Pièce justificative n° xix.

pation accorde aux mineurs. Comme l'émancipé (1), l'affranchi est déclaré citoyen romain (2), c'est-à-dire qu'il entre en possession de ses droits civils. Les affranchis de Saint-Martin et de Leucate acquièrent le droit de vendre, de donner, d'engager, de tester relativement à leurs anciens biens de mansade, sous la réserve, cependant, qu'ils paieront au seigneur les droits de mutation (lods et foriscaps) et les redevances fixes annuelles (cens, usages, agriers ou tasques). En somme, à la suite de l'acte d'affranchissement, les hommes de mansade deviennent des tenanciers censitaires et leurs anciens biens de mansade deviennent des censives dont ils peuvent disposer en faveur de n'importe qui, sauf chevaliers, clercs ou saints. Nous avons vu plus haut qu'une des obligations les plus onéreuses qui pesât sur l'homme de mansade était celle de la résidence. Les affranchis de Leucate peuvent désormais établir leur domicile où bon leur semble, même en continuant à posséder leurs biens meubles et immeubles dans le territoire de Leucate, pourvu qu'ils s'acquittent des redevances accoutumées et qu'ils contribuent, proportionnellement à leurs biens, aux tailles et quêtes communes du dit lieu. Les affranchis de Saint-Martin obtiennent, eux aussi, le droit d'aller habiter à Narbonne ou ailleurs. Ils sont dispensés, en outre, de plusieurs services ou corvées, telles que le guet : le seigneur sera tenu de faire monter la garde de jour et de nuit à ses frais, sauf en temps de guerre, selon la coutume qui veut que dans tous les châteaux du Narbonnais les hommes du château fassent le guet. Ils ne seront plus tenus désormais d'aider le seigneur à amasser les graines de vermillon ; au lieu de

(1) Voy. plus bas les clauses relatives à l'émancipation d'Aimeri, le fils aîné du vicomte (chap. v, § iv).

(2) « *Essetis et essent cives romani* » dit Amauri aux habitants de Saint-Martin-de-Toques.

lui fournir 25 charges (*saumatas*) de bois, la communauté lui paiera une redevance annuelle de 30 sous tournois. Enfin, les affranchis de Saint-Martin ne paieront plus les droits de leude. On voit que l'affranchissement consistait essentiellement dans l'octroi des droits civils et dans la substitution de redevances annuelles en argent à des redevances et services indéterminés. L'affranchissement n'est pas gratuit : en améliorant la condition de ses hommes de mansade, le seigneur cède au désir de se procurer une ressource temporaire et une rente régulière. La communauté de Saint-Martin verse à Amauri de Pérignan la forte somme de 125 livres de bons tournois. Celle de Leucate promet à Philippe la somme de 300 livres tournois, payable en deux annuités.

La communauté affranchie ne paraît pas bénéficier de privilèges politiques. Il est surtout question dans les deux chartes de Leucate et de Saint-Martin de prérogatives de droit privé, mais nous n'y relevons aucune clause de droit public. Les habitants de Leucate ont confié leurs intérêts à un syndic, ceux de Saint-Martin, à trois procureurs syndics ou fondés de pouvoir. Mais ces syndics ne sont pas des représentants permanents de la communauté : ce sont des mandataires occasionnels. Supposons, cependant, que ces syndics provisoires deviennent les représentants permanents de la communauté, nous nous trouverons alors en présence non plus de groupes d'affranchis dépourvus de chefs ou de conseils auxquels a été délégué le soin de veiller aux intérêts de tous, mais de véritables municipes pourvus d'un conseil municipal, il est vrai embryonnaire, mais ayant réellement des attributions politiques.

Il est une communauté syndicale, celle de Fabrezan, qui a eu de nombreux rapports avec Amauri II. Un acte du 15 décembre 1314 nous montre que les syndics de Fabrezan étaient nommés en présence du juge vicom-

tal (1). Les privilèges octroyés par le vicomte à la communauté de Fabrezan ne sont pas contenus dans un acte unique. Ils ont fait l'objet de concessions successives. La plupart des privilèges se rapportent à l'exercice de la justice vicomtale. Les frais de justice pesaient lourdement sur les justiciables du vicomte, surtout sur ses justiciables ruraux. Pour les affaires qui concernaient ces derniers, la cour vicomtale de Narbonne était obligée de se transporter sur les lieux : les frais de voyage et de séjour s'élevaient à de fortes sommes. Une question se posait : par qui devaient être supportés les frais de la cour ? En ce qui concerne les affaires où un noble était partie, l'article 6 des coutumes des chevaliers spécifiait que le salaire du juge devait être payé par les parties, mais non ses frais de déplacement et de séjour. De plus, les officiers de justice imposaient aux habitants des communautés où ils venaient tenir leurs assises des réquisitions de vivres. A plusieurs reprises, le 21 août 1300 (2), le 8 septembre 1305 (3), le 23 mars 1321 (4), le vicomte promet à la communauté de Fabrezan de défendre à ses curiales, juges, viguiers, lieutenants, sous-viguiers, nonces, notaires, ou à un membre de sa famille qui viendront tenir leurs assises à Fabrezan ou y faire toute autre chose, d'exiger des habitants poules ou poulets ; le vicomte se réserve, cependant, le droit d'imposer de semblables réquisitions pour lui, sa femme ou ses enfants à ses personnes propres, c'est-à-dire à ses hommes de mansade. En outre, aucun habitant ne sera tenu de rien payer pour la tenue des assises vicomtales. Un acte du 24 juillet 1318 précise ce dernier point :

(1) Inventaire ms. de Fabrezan, f° CLXII v°.

(2) *Ibid.*, f°s I v°-II.

(3) *Ibid.*, f° IV v°. Orig. parch. lat. aux archives de Narb., carton de Fabrezan.

(4) *Ibid.*, f° VII.

si quelque habitant de Fabrezan porte plainte contre un autre habitant du dit lieu ou lui intente un procès pour une somme inférieure à 20 sous tournois, il ne sera rien payé aux officiers vicomtaux chargés de tenir les assises ; il ne sera rien exigé si ce n'est pour les copies de procédure sollicitées par les parties. Quant aux sergents ou nonces de la cour vicomtale ou du château de Fabrezan, ils ne pourront exiger pour chaque assignation et saisie opérées dans Fabrezan qu'un denier tournois, mais si les dits sergents ou nonces sont obligés de porter des assignations hors du village, ils pourront demander six deniers (1).

Une autre série de concessions judiciaires faites par le vicomte à la communauté de Fabrezan se rapporte aux diverses phases de la procédure, à l'application et à la rémission de la peine. Le 24 juillet 1318, Amauri concède aux habitants, « tant dans le circuit des murailles que des « faubourgs construits et à construire », qu'il ne sera jamais procédé par ses officiers à l'arrestation et à l'emprisonnement d'un Fabrezannais sur une dénonciation ou une plainte, si préalablement ce dernier n'a informé la Cour du crime ou du délit qu'il reproche à l'inculpé et si les conclusions de l'enquête ouverte par la Cour sont défavorables à l'accusé ; de plus, si la personne arrêtée est reconnue innocente, elle ne sera pas tenue de supporter les dépenses faites par les sergents pour l'emprisonner (2). Le vicomte confirme ces privilèges le 23 mars 1321 (3). En ce qui concerne l'application de la peine, le vicomte met à l'abri de toute poursuite ceux qui feront

(1) Arch. de Narb., carton de Fabrezan, cahier de papier, traduction française du 4 août 1665. Cf. Invent. de Fabrezan, f^o v.

(2) *Ibid.*

(3) Invent. de Fabrezan, f^o vii.

quelque blessure en jouant ou involontairement (1). Enfin, à plusieurs reprises, le 18 mars 1317 (2), le 23 mars 1321 (3), le vicomte remet à la communauté toutes les poursuites qui ont été engagées contre eux pour délits ou crimes perpétrés avant la fête de Pâques de la précédente année, lui quittant également toutes les amendes infligées par les officiers vicomtaux ; Amauri excepte de l'amnistie ses feudataires fabrezannais.

En plus des privilèges judiciaires, le vicomte accorde aux habitants de Fabrezan des privilèges fiscaux. Le 2 mai 1313, Amauri écrit au leudier ou péager qu'il tenait à Fabrezan de ne plus exiger des Fabrezannais la leude du sel et de restituer ce qu'il avait saisi de ce chef (4). Quand le vicomte confirma, le 23 mars 1321, les franchises octroyées à la communauté de Fabrezan par les seigneurs locaux, Raimond-Guillaume et Bérenger de Fabrezan, père et fils, il lui concéda notamment la conversion de la tasque proportionnelle à la récolte en un cens fixe et annuel (3). Il serait inexact de considérer les multiples concessions faites par le vicomte à la communauté de Fabrezan comme autant d'actes gratuits et désintéressés. A l'instar de ses feudataires, le vicomte n'accordait des franchises que moyennant finance. Les habitants de Fabrezan lui accordèrent d'abord, en retour, la onzième partie de la récolte pour l'année 1299 : le 22 septembre 1299, les Fabrezannais, assemblés par la voix du héraut dans l'ancienne maison de l'abbé de Lagrasse, considérant les bienfaits qu'Amauri avait prodigués à leur communauté, lui accordèrent, sous les mêmes conditions que

(1) Actes du 21 août 1300 et 8 septembre 1305 (Invent. de Fabrezan, f^{os} 1 v^o-II, et IV v^o).

(2) *Ibid.*, f^o VI.

(3) *Ibid.*, f^o VII.

(4) *Ibid.*, f^o XXXIII.

les habitants de Coursan et de Cuxac, la onzième partie des fruits de la terre (1). Ensuite, probablement pour remercier le vicomte de la confirmation qu'il avait faite des franchises accordées à la communauté par les seigneurs locaux, les syndics fabrezannais lui promirent la somme de 400 livres, dont ils lui versèrent la moitié le 13 juin 1322 (2). Amauri octroya également à la communauté de Villeroche-la-Panouze les mêmes franchises qu'à celle de Fabrezen, notamment le 21 août 1304 (3). Les habitants de Villeroche reçurent également des franchises de leur seigneur Pierre-Arnaud de Durban. Le vicomte confirma l'acte de ce dernier moyennant la somme de 80 livres, que les syndics de Villeroche lui payèrent le 13 juin 1326 (4).

Les seigneurs locaux de Fabrezen ne respectèrent pas toujours les engagements qu'ils avaient pris à l'égard de la communauté des habitants. D'autre part, ils lui intentèrent des procès injustifiés. Le vicomte prit à cœur de faire respecter les libertés et les droits de la communauté. Les seigneurs locaux, Raimond-Guillaume et Bérenger de Fabrezen, s'étaient engagés par acte notarié à construire des fours, pour cuire le pain des habitants, mais ils s'étaient dérobés à leur engagement. Les syndics de la communauté portèrent plainte au juge forain du vicomte. Ce dernier écrivit, le 11 septembre 1319, au baile de Fabrezen d'enjoindre aux seigneurs du dit lieu de construire les fours promis aux habitants, sous peine de confiscation : Bérenger de Fabrezen, Étienne Sals, procureur de Raimond-Guillaume de Fabrezen, Arnaud, fils de ce dernier, se soumirent à la décision de la justice vicom-

(1) Arch. de Narb., carton de Fabrezen, pièce orig., parch. lat.

(2) Invent. de Fabrezen, f° cxxv.

(3) *Ibid.*, f° cv.

(4) *Ibid.*, f° cvii.

tale (1). Malgré cette sentence, Béranger de Fabrezan négligea de faire réparer ses fours. Un autre seigneur local, Gaubert de Durban, laissa les siens tomber en ruines. Les syndics de Fabrezan se plaignirent de nouveau au juge vicomtal. Ce dernier leur donna raison le 2 juin 1322 ; les seigneurs refusèrent d'exécuter sa sentence. Le juge écrivit alors au baile de Fabrezan, le 14 juin, que puisque Béranger de Fabrezan et Gaubert de Durban refusaient, malgré la famine dont souffrait la population, de mettre leurs fours en état de cuire le pain, il permettait aux habitants de faire construire eux-mêmes des fours (2). La décision du juge vicomtal provoquait ainsi à Fabrezan la substitution de fours communaux aux fours banaux. Par deux fois, nous trouvons encore les syndics de la communauté en conflit avec les seigneurs de Fabrezan. Un habitant avait légué plusieurs biens à la fabrique de l'église paroissiale. Raimond d'Aban prétendit que ces biens dépendaient de sa mansade. Le juge de la terre du vicomte le débouta de sa demande. Le 7 mars 1324, un habitant de Fabrezan présenta au baile du lieu les lettres du juge qui donnaient raison aux syndics et fabriciens de Fabrezan contre Raimond d'Aban. Le baile plaça les bâtons de la cour ordinaire de Fabrezan sur les biens contestés, et finalement mit la fabrique en possession des biens qui lui avaient été légués (3). Le 17 mai 1327, à la requête des syndics, le juge vicomtal enjoignit à Guillaume de Fabrezan de n'exiger le droit de tasque qu'en présence du tenancier (4).

Fabrezan et Villeroche-la-Panouze sont les deux seules communautés dont nous puissions dire qu'elles étaient

(1) Invent. de Fabrezan, f^o XXVII.

(2) *Ibid.*, f^o XXX.

(3) *Ibid.*, f^{os} LXVII v^o—LXVIII v^o.

(4) *Ibid.*, f^o CXXXI v^o.

administrées par un syndicat. En 1320, le vicomte accorda certains privilèges aux habitants de Cuxac (1), mais nous ignorons quel était le mode de représentation municipale dont Cuxac était pourvu. Le régime consulaire était assez fréquent dans le Narbonnais, mais comme il limitait dans une plus forte mesure que le régime syndical l'action du pouvoir seigneurial, ce dernier faisait effort pour empêcher l'établissement des consulats. Nous avons vu qu'en 1307, le vicomte, irrité de l'attitude hostile des consuls de Narbonne, avait essayé par une sorte de coup d'état de leur substituer des syndics au nombre de cinq (2). Amauri de Pérignan, l'oncle du vicomte, accorda des consuls aux communautés de Pérignan et d'Ouveillan, dans les premières années du xiv^{me} siècle. Mais le roi, en qualité de suzerain d'Amauri, se déclara lésé dans ses droits féodaux, et le 23 février 1309 [n. s.], il écrivit au sénéchal de Carcassonne de révoquer les consuls que les habitants de Pérignan et d'Ouveillan avaient nommés. Le 31 octobre 1317, les syndics de la communauté d'Ouveillan offrirent de désintéresser le roi en lui versant 300 livres tournois. Les procureurs royaux trouvèrent la *finance* un peu faible ; ils acceptèrent toutefois une indemnité de 750 livres, moyennant quoi les habitants d'Ouveillan purent avoir désormais des consuls et des conseillers (3). Les habitants de Pérignan durent *financer* également : en tous cas, ils avaient des consuls le 30 avril 1313. A cette date, Aimeri de Pérignan, fils mineur d'Amauri de Pérignan, et cousin-germain du vicomte, accorda certaines franchises à la communauté de Pérignan : il la dispensa de lui fournir, à lui et à sa suite, le logement et la nour-

(1) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 16.

(2) Voy. le chapitre sur les rapports du vicomte avec les consuls de Narbonne, § 1.

(3) Arch. nat. JJ 56, n^o 84, f^os 31-32.

riture pour les gens et les animaux ; il lui accorda plusieurs droits d'usage, droit de dépaissance et droit d'abreuvement dans l'étang de Tarailhan ; si les troupeaux causaient des dommages, l'estimation en serait confiée à un prud'homme nommé par les consuls et à un prud'homme nommé par le seigneur, et il serait infligé des amendes suivant le tarif en usage dans le Narbonnais (1). Le vicomte ne suivit pas l'exemple que lui donnaient son oncle et son cousin. Les relations qu'il entretenait, d'ailleurs, avec les communautés consulaires ne pouvaient que l'incliner à la réserve. Après le pariage du 7 avril 1309, Amauri reçut du roi la châtellenie de Laure. Les habitants de Laure étaient administrés par un consulat. Les consuls et la communauté de Laure tout entière refusèrent de passer sous la domination vicomtale, ce qu'ils obtinrent en payant au roi 4,500 livres (2).

Nous nous étendrons davantage sur les relations du vicomte avec la communauté de Narbonne, la communauté consulaire par excellence. Amauri II fut obligé de reconnaître de nombreuses prérogatives aux habitants de Narbonne. Ces derniers lui prêtèrent, il est vrai, à son avènement le serment de fidélité, mais le vicomte dut promettre auparavant de respecter toutes les coutumes de la ville (3). L'acte où Amauri jure de maintenir les libertés municipales énumère tous les *incipit* des coutumes dites coutumes des bourgeois (4). Les articles de ces coutumes sont au nombre de 36. Les deux tiers environ de ces articles concernent le droit public, et plus spécialement, la

(1) Arch. de Narb., pièce non invent.

(2) Voy. plus haut : Deuxième partie chap. 1^{er}, §5.

(3) Registre n° 1 et de lettre f, analyse n° 1.

(4) Les archives de Narbonne contiennent plusieurs textes de ces coutumes en latin et en provençal : nous nous servons du texte du 1^{er} thalamus, f° 50.

procédure judiciaire ; le reste se rapporte au droit privé.

Pour ce qui est de l'action judiciaire, les cours de Narbonne ne doivent pas intervenir d'office : elle ne procèdent à des poursuites que sur plainte formelle ; en matière criminelle, toute arrestation doit être précédée d'une enquête, qu'effectuent concurremment les curiales et le jury des prud'hommes (art. 2). Les pillleurs d'épaves tombant sous le coup de la législation canonique et civile, sont justiciables des tribunaux laïques et ecclésiastiques (art. 36). Le père n'est tenu de répondre pour son fils coupable d'un délit, que s'il y a consenti et s'il a donné sciemment asile à son fils après la consommation du délit ; dans ce cas, il sera tenu de désintéresser la personne lésée, mais non de subir un jugement à la place de son fils (art. 8). Pour ce qui est de l'action civile dite demande reconventionnelle, c'est-à-dire demande que forme le défendeur contre celui qui en a formé une le premier contre lui, et devant le même juge, elle ne peut avoir lieu si le défendeur n'est pas de la même juridiction que le demandeur et si l'immeuble en litige est tenu d'un autre seigneur que le seigneur justicier (art. 10). Dans une ville aussi commerçante que Narbonne il n'est pas étonnant que les juristes locaux se soient préoccupés de régler les actions relatives aux contrats de prêts. Si quelque débiteur, cité en justice par son créancier pour retard de paiement, est condamné ou qu'un accord intervienne entre les parties, le débiteur devra payer à la Cour le tiers de la somme énoncée dans la condamnation ou dans l'accord ; cependant, la Cour peut lui en faire remise. Quant au créancier dont le débiteur a été condamné ou même absous, il ne doit rien payer à la Cour. Lorsque la Cour exige du défendeur qu'il fournisse des répondants, elle doit lui nommer le plaignant et le motif de la citation, et si le défendeur est prêt à payer, il ne peut être poursuivi, même s'il a fourni un répondant (art. 19). Le

créancier qui a prêté de l'argent à un joueur en train de jouer ne peut pas intenter d'action contre lui, mais s'il en a reçu un gage qui appartienne au débiteur ou pour lequel le propriétaire a donné son consentement, le créancier peut retenir ce gage (art. 29). Cette coutume tendait évidemment à modérer les excès des joueurs et en même temps les excès des usuriers qui alimentaient leurs bourses.

Les plaideurs pouvaient se faire assister d'un avoué, mais cet avoué ne pouvait être un légiste pour les procès plaidés devant la cour vicomtale si l'une des parties ne consentait pas à ce que l'autre prit un avoué légiste et réciproquement ; toutefois, un légiste pouvait être avoué et assister aux débats dans l'intérieur où à la porte de la Cour s'il s'agissait d'une affaire le concernant, ou de l'affaire de son homme de mansade, de l'affaire d'une église ou d'une maison religieuse (art. 1^{er}).

Pour ce qui est de la preuve à faire en justice, la preuve orale est mise sur le même pied que la preuve écrite. L'arbitrage jouait un grand rôle au moyen âge dans le Narbonnais : les dépositions des témoins faites devant arbitres et les transactions arbitrales ont le même effet que les témoignages produits devant les juges et que les sentences judiciaires. Et si quelque cause n'est pas définitivement réglée par sentence arbitrale ou par accord, les dépositions des témoins et les décisions des arbitres gardent force de loi devant les juges ou de nouveaux arbitres (art. 31). Les copies d'actes avaient-elles en justice même valeur que les originaux ? Oui, pourvu que deux tabellions publics assistés de quatre hommes instruits (*litterati*) aient collationné soigneusement l'original et la copie (1), que les tabellions aient souscrit de leur propre main et aient déclaré à la suite de la souscription

(1) Voy. un exemple de copie ainsi légalisée dans notre *Introduction*, § vi, registre des réquisitions consulaires, analyses 8 et 10.

que l'original est bien de l'écriture du scribe dont l'acte fait mention (art. 35). Les notaires pouvaient-ils être déliés de leur secret professionnel ? Oui, mais seulement dans le cas où leurs témoignages étaient absolument indispensables (art. 32).

Les coutumes contiennent quelques prescriptions relatives à l'application de la peine. Ceux qui sont condamnés aux fourches, à la mutilation d'un membre, à la fustigation, à la marque au fer rouge, ou à l'exil, doivent seulement payer, eux ou leurs héritiers, une amende, sauf dans les cas pour lesquels les lois humaines prescrivent la confiscation, par exemple dans les procès d'hérésie ou de lèse-majesté (art. 7). Les coutumes sont sévères pour l'adultère : si quelqu'un est surpris en flagrant délit d'adultère, ou si, après avoir reçu un avertissement de son juge, — lequel, intervenant sur la foi de rumeurs publiques, a défendu au prévenu d'entrer dans la maison de tel ou tel, — il va à l'encontre de cette défense, tous les deux, l'homme et la femme, précédés d'un mannequin (*mascota*) doivent être fouettés tout nus publiquement à travers la ville, et ils ne peuvent bénéficier d'une commutation de peine ; doivent subir la même peine celui qui sciemment aura vécu maritalement avec deux femmes et la femme, sa complice, pareillement (art. 21). Quant aux diffamateurs, ils devaient payer à la Cour une somme égale à celle des dommages-intérêts versés à la partie diffamée, même s'il y avait eu transaction (art. 22).

Les coutumes ne font pas d'allusion à deux grands privilèges judiciaires dont jouissaient les habitants de Narbonne, celui de choisir la juridiction par laquelle ils désiraient être jugés (*allegatio fori*) et celui d'exiger que toute affaire les concernant fût instruite, tout arrêt prononcé en présence et de l'avis du jury des prud'hommes. Il n'est pas non plus question dans la rédaction officielle des coutumes de 1232 de quelques autres prérogatives judici-

•

aires d'une importance moindre, que nous signalerons plus bas en étudiant l'organisation de la justice vicomtale.

Outre des concessions d'ordre judiciaire, les coutumes renferment, au point de vue du droit public, des privilèges concernant le droit de guidage ou de sauf-conduit, l'exercice de quelques monopoles, le droit de mesurage. Si quelque habitant de Narbonne a dans les environs de la ville, frère, sœur, beau-père, gendre, oncle paternel ou maternel et cousins jusqu'au 4^{me} degré inclusivement, il peut les guider, eux et leurs biens dans Narbonne en temps de paix et de guerre, à moins qu'ils ne soient personnellement inculpés ou liés par des engagements envers un tiers ; mais à partir du moment où ses parents ont été frappés d'interdiction par quelque Narbonnais, le dit habitant peut guider seulement les personnes et non leurs biens (art. 9). Tout habitant de Narbonne peut aussi guider ses bêtes, avec les nonces qui les amènent à Narbonne, après leur avoir déclaré le montant de ses revenus ou de sa récolte, en temps de paix et de guerre, et ils doivent le croire sous serment à moins qu'il ne lui ait été interdit par son créancier (art. 11). Les coutumes ne se bornent pas à accorder le droit de guidage aux habitants, elles apportent des restrictions au droit de guidage exercé par les seigneurs de Narbonne : aucun seigneur de Narbonne ne peut — et personne ne peut de son consentement — recevoir sous son guidage ou sauvegarde dans Narbonne quelque laïc, quelque clerc ou leurs biens, qui aient tenu prisonnier un habitant de Narbonne, l'aient blessé, tué ou diffamé gravement, sans l'assentiment de la victime ou de son héritier (art. 23). Dans quelle mesure les sauf-conduits sont-ils délivrés aux étrangers ? Tous et chacun, quels que soient leur qualité et leur pays, peuvent venir à Narbonne avec leurs biens en toute sécurité, en temps de paix comme en temps de guerre, y séjourner, en sortir sans empêchement, et leurs biens sans leurs personnes sont

aussi en sûreté à Narbonne, à moins que les dits étrangers ne soient personnellement en faute. Mais si dans la châtellenie ou le village où ils sont domiciliés, des habitants de Narbonne pour dommages ou injures par eux supportés, pour dettes ou pour tout autre motif, n'ont pu se faire faire justice par le seigneur ou la communauté, et que dans la suite, des habitants de cette châtellenie ou village soient trouvés à Narbonne, leurs biens peuvent être marqués librement par autorité de la Cour et de l'assentiment des consuls de la communauté (art. 24).

Les Narbonnais ont le monopole des graines de semence et des tavernes : aucun étranger ne peut acheter de la graine à Narbonne pour l'y faire sécher (art. 12). Aucun étranger ne peut tenir taverne à Narbonne (art. 13). Les coutumes limitent également le droit de mesurage exercé par les seigneurs de Narbonne : pour la vente des noix, noisettes, amandes et autres fruits des arbres, pour la vente des navets, on ne doit rien exiger pour le mesurage, à moins que ces marchandises ne soient vendues ou mesurées avec le setier ou l'émine (art. 17). Pour le blé de toute espèce, avoine, farine, ou tout autre blé, vendus et mesurés à la mesure du marché, rase ou comble, quelqu'un de Narbonne ne doit donner que la moitié du droit de cosse ; mais tout habitant de Narbonne peut vendre son blé sans fraude avec sa propre mesure ou celle de son voisin, pourvu toutefois, qu'elle soit loyale, et il peut porter les mesures (*mostras*) au dehors du marché au blé sans avoir à payer aucun droit de cosse (art. 18). Pour la vérification des poids et mesures les coutumes imposent à la cour vicomtale l'obligation de s'adjoindre les prud'hommes et les consuls : en ce qui concerne les mesures à blé, vin, huile, les poids et les cannes, l'égalité doit être observée par le vendeur et l'acheteur ; les poids et mesures doivent être vérifiés trois fois l'an par la Cour et les prud'hommes (*bonos viros*) de la ville, consuls et autres ; et

quiconque vend du vin à Narbonne doit avoir un cartaut légal ; le quintal doit être de cent livres, la livre de seize onces, toutes les *pogestales* de six livres et le cartaut (*quartonus*), d'une livre seulement (art. 34).

Examinons maintenant les prescriptions des coutumes relatives au droit privé. Les coutumes s'occupent du mariage et du régime des biens dans le mariage ; si quelque jeune fille, mineure de 25 ans, se marie du vivant de son père sans son consentement, elle ne peut rien réclamer des biens de son père (art. 4). A Narbonne, le mariage émancipe : le fils ou la fille mariés du consentement de leur père sont réputés émancipés, à moins que le père n'ait expressément retenu son droit de puissance paternelle (art. 25). Quels sont les droits de la femme dans le mariage ? La femme ne peut rédiger de testament sans l'assentiment de ses père et mère, ou à leur défaut, des proches jusqu'au troisième degré canonique inclusivement ; et si elle a fait quelque donation à son mari, ou à un autre à cause de son mari, ou si elle a fait un testament sans le consentement des susdits, qu'elle soit majeure ou mineure, sa donation est sans valeur ; cela doit s'entendre de la femme sans enfant, car si elle a un fils ou une fille, elle peut de sa propre volonté et sans le consentement des susdits tester à l'occasion de ses biens et en disposer librement ; toutefois, qu'elle ait ou non d'enfant, elle peut sans le consentement des susdits léguer le quart de sa fortune, mais en présence des parents, des proches, ou en leur absence, s'ils laissent paraître qu'ils n'ont pas voulu être présents, l'épouse peut sans distinction donner et léguer à son mari, à la réserve, toutefois, de la part légitime due aux fils (art. 26). Examinons maintenant quel est le régime des biens dans le mariage et quels sont les droits respectifs des conjoints : si quelqu'un prend femme à la condition expresse ou non qu'il se marie selon la coutume de Narbonne, à moins de clauses additionnelles

contraires, il a la moitié des meubles et des immeubles de la dot à titre mobilier, c'est-à-dire pour en disposer selon sa volonté, soit qu'il meure avant ou après sa femme; la femme qui survit au mari et qui en a eu des enfants encore en vie doit avoir la moitié de la dot, qui est dite *hereditas* et qu'elle doit recouvrer, le tiers de tous les meubles, la moitié de toutes les possessions acquises après le contrat de mariage; toutefois, avant de recevoir le tiers des meubles, la femme doit payer avec ceux-ci les dettes de son mari et ce qui lui reste dû pour sa dot; et si les meubles ne suffisent pas au paiement des dettes, elles doivent être payées sur les possessions acquises pendant le mariage, avant que la femme reçoive la moitié des acquêts; de plus, la femme doit recevoir de l'héritier de son mari la *donatio propter nupcias*, puisque la dite donation doit revenir à l'héritier du mari après le décès de la femme; quant à la femme qui survit à son mari sans en avoir eu d'enfant, elle doit avoir la moitié de tous les meubles et des possessions acquises pendant le mariage, déduction faite de la dot ou *hereditas* et de la *donatio propter nupcias* et après le paiement des dettes sous les clauses énoncées ci-dessus. Si la femme meurt la première en laissant ou non des enfants, ses héritiers ne peuvent réclamer des biens meubles ou immeubles du mari que la moitié de la dot ou *hereditas*, laquelle ils doivent recouvrer après la mort du mari, à moins que la femme n'ait disposé autrement de la dite *hereditas* (art. 14).

Cinq articles des coutumes concernent les successions, successions testamentaires ou *ab intestat*. La fille une fois mariée et dotée par son père en argent ou en immeubles, si le père meurt *ab intestat* ou après avoir testé, en laissant des fils mariés ou non, ou des filles non mariées, ne peut réclamer des biens paternels que ce que son père lui a donné ou laissé, et les biens du père mort *ab intestat* doivent être partagés entre les fils mariés ou non et seule-

ment entre les filles non mariées; mais si le fils marié veut prendre part au partage, il doit rendre à la masse ce qu'il a reçu de son père à n'importe quel titre; cette coutume s'applique également à la mère qui a marié ou doté sa fille sur ses biens, en partie ou en totalité (art. 3). La condition des clercs est la même que celle des filles mariées : ceux que leur père laisse moines ou clercs ne peuvent réclamer que ce que leur père leur a donné ou laissé par testament ou d'autre façon (art. 6). Si quelqu'un meurt *ab intestat* et sans enfants, sa mère lui survivant, les héritiers sont, pour les biens advenus au défunt du côté du père, les proches de la lignée paternelle jusqu'au 3^me degré canonique inclusivement, à moins que le père ou celui dont les biens sont advenus au décédé *ab intestat* n'en aient disposé autrement; pour les autres biens c'est la mère qui hérite; s'il n'y a pas de proches, la mère hérite de toute la succession; cette coutume ne s'applique qu'aux citoyens bourgeois et habitants de Narbonne; elle doit être observée également pour le père qui survit à son fils, sauf pour le père l'usufruit sa vie durant (art. 15). Si quelque citoyen ou étranger meurt à Narbonne *ab intestat*, sans qu'il se présente aucun cousin ou parent qui puissent hériter de droit, la Cour doit confier les biens du défunt sous inventaire à la garde d'honnêtes et loyales personnes, qui les conserveront fidèlement un an et jour; et si dans l'intervalle il se présente quelque proche à qui ladite succession puisse revenir de droit, qu'elle lui soit restituée; sinon elle sera remise au seigneur, qui sera encore tenu de la restituer à n'importe quel moment à qui de droit; les proches sont admis à la succession jusqu'au 4^me degré (art. 33).

Les coutumes s'occupent aussi des contrats, contrats de vente, d'engagement, de louage. Le contrat de vente est sans valeur si l'acheteur ne donne rien à titre d'arrhes et de paie, ou seulement à titre de paie, ou s'il ne donne pas

le denier à Dieu, mais s'il a donné quelque argent seulement à titre d'arrhes et rien à titre de paie, les arrhes doivent être doublées, et le contrat ne peut dans la suite donner lieu à contestation (art. 5). Qu'arrive-t-il si l'objet du contrat de vente est le produit d'un vol ? Si quelqu'un achète à un voleur et non au propriétaire une chose volée mise en vente publiquement, l'acheteur croyant de bonne foi que cette chose appartient au vendeur, et s'il arrive dans la suite que le véritable propriétaire prouve son droit de propriété sur la chose vendue, après que l'acheteur aura déclaré sous serment le prix d'achat, qu'il ignore que la chose volée est le produit d'un vol et qu'il ne peut désigner le vendeur, le véritable propriétaire pourra recouvrer son bien en remboursant à l'acheteur le prix d'achat, excepté s'il s'agit de livres et d'ornements ecclésiastiques (art. 20). Un article des coutumes concerne la remise des gages : si quelque artisan engage un bien qui lui a été remis à raison de son métier, le maître du bien peut le recouvrer en payant le salaire dû à l'artisan (art. 16). L'article 30 est relatif au contrat de louage : le propriétaire ou le loueur d'une maison ou son délégué peuvent chasser le locataire de leur propre autorité, si le propriétaire ou le loueur veulent y habiter en propre personne, à moins de stipulations contraires ; si le locataire ne veut pas payer le loyer au loueur, ce dernier de sa propre autorité peut le chasser de la maison, la fermer et retenir tous les biens du locataire pour gage du loyer ; mais si, l'année écoulée, le locataire habite la maison un ou plusieurs jours, il sera tenu de payer au loueur le loyer de toute l'année suivante, et si au bout de l'an, sans avoir payé le loyer, il apporte la clé au loueur, ce dernier peut refuser la clé, et le locataire est tenu de payer au loueur le loyer de l'année commencée.

Enfin, les coutumes apportent quelque restriction à la levée par les seigneurs narbonnais des droits de muta-

tion : aucun seigneur de Narbonne ou ses bailes ne peuvent donner, vendre ou concéder à personne le droit de lods sur quelque possession tenue de ce seigneur, jusqu'à ce qu'il soit procédé à la vente ou à l'aliénation de cette possession ; doivent observer cette règle tous ceux qui jouissent à Narbonne des lods et foriscaps ; toute infraction à cette coutume sera tenue pour nulle et non avenue (art. 27). Aucun seigneur de Narbonne ou ses feudataires ne peuvent rien exiger à titre de lods ou de foriscaps pour les possessions données entre vifs, soit partagées entre héritiers ou parents, soit données en dot, — sans, toutefois, qu'elles soient estimées —, soit constituées en *donatio propter nuptias*, soit échangées, soit encore obligées à titre de dot au mari ou à l'épouse au moment des fiançailles, à moins, cependant, que dans les cas ci-dessus il n'y ait eu versement d'argent par une partie, versement pour lequel le foriscap est dû, ou à moins qu'il n'y ait eu fraude, pour laquelle, s'il y en a, les biens immeubles tombent en commise (art. 28).

Les Narbonnais prétendaient jouir, en outre des libertés énoncées ci-dessus, d'un certain nombre d'exemptions fiscales ou de privilèges militaires que le vicomte refusait de leur reconnaître. Les prérogatives les plus importantes dont jouissaient les Narbonnais étaient des privilèges politiques (1) : nous avons traité longuement des rapports du vicomte avec les chefs de la municipalité narbonnaise ; nous n'y reviendrons pas.

V. — Plus indépendantes encore du vicomte que les communautés laïques étaient les communautés religieuses. Nous examinerons successivement les rapports du vicomte avec les groupes ecclésiastiques de Narbonne et

(1) Voy. l'étude de M. Raunié sur les *Institutions municipales de Narbonne au moyen âge* (*Positions de thèses de l'Ecole des Chartes*, année 1878).

ses relations avec ceux des environs immédiats de la ville.

Nous avons vu plus haut, en étudiant la jeunesse d'Amauri (1), que ce dernier ne s'était pas fait faute de molester le chapitre de la cathédrale de Narbonne, en empiétant sur les droits que le chapitre avait coutume d'exercer dans tout le territoire du château de Névian (2).

Devenu vicomte, Amauri soutint quelques procès contre le chapitre de Saint-Just à propos de Névian et à propos d'une autre seigneurie du chapitre, celle de Pépieux. Un conflit s'était élevé entre le vicomte, les habitants de Saint-Pierre-des-Clars, d'un côté, le chapitre et ses hommes de Névian, de l'autre, au sujet de la délimitation des terroirs de Saint-Pierre-des-Clars et de Sainte-Croix : une transaction intervint le 14 juillet 1301 (3). Le chapitre était seigneur de Pépieux : le vicomte prétendit avoir droit de haute justice sur certains lieux de la juridiction de Pépieux, et pour attester son droit y fit ériger des fourches patibulaires ; le procureur du chapitre, le 11 février

(1) Voy. 1^{re} partie, chap. 1^{er}, § VIII.

(2) Nous avons écrit la première partie de la présente étude quand M. Bories voulut bien mettre à notre disposition une copie qu'il avait faite lui-même d'un inventaire de la mense capitulaire de Saint-Just, lequel se trouve entre les mains d'une famille narbonnaise. Nous avons relevé dans la copie de M. Bories certaines analyses d'actes relatant des faits dont nous n'avions pas eu connaissance au moment de la rédaction du chapitre 1^{er}. C'est ainsi qu'en 1292, le roi manda au sénéchal de Carcassonne d'activer l'enquête ordonnée au sujet des excès commis contre le chapitre par le jeune Amauri, qui avait fait dresser des fourches dans le terroir de Névian (Caisson 25, n° 28). Le 9 septembre 1292, le baile royal de Narbonne, mettant à exécution les ordres du roi, plaça sous séquestre la haute et basse justice de Névian, litigieuse entre le chapitre de Saint-Just et le fils aîné du vicomte (n° 29). Le 15 septembre de la même année, le baile, sur les ordres du sénéchal, fit abattre les fourches érigées par Amauri et dressa à leur place les fourches royales en signe de la sauvegarde du roi (n° 31). Enfin, en 1295, le lieutenant du sénéchal donna raison au chapitre, déboutant Amauri de sa demande et le condamnant aux dépens : Amauri fit appel, mais sa requête fut rejetée (n° 32).

(3) *Ibid.*, n° 34.

1311, requit le commissaire vicomtal sur ce député de résoudre le conflit, mais voyant que ce dernier tirait l'affaire en longueur, le chapitre s'adressa au roi, qui confia l'affaire au juge-mage de la sénéchaussée de Carcassonne ; le 12 août 1312, le procureur du chapitre notifia les ordres royaux au vicomte, qui répondit qu'il ferait procéder incessamment à une enquête (1). Bien que le droit de haute justice lui fût contesté à Pépieux, le vicomte n'en continua pas moins à y rendre des sentences de mort. On voyait souvent des corps de condamnés se balancer en haut des fourches patibulaires. Mais, le 6 avril 1313, le sénéchal, rendant sa sentence, ordonna de faire abattre les fourches érigées au lieu dit Champ-Ferrier, vers la paissière du moulin dit d'en Bernard Gairaud, avec le corps qui y était suspendu ; le vicomte interjeta appel (2). Nonobstant le dit appel, la sentence du sénéchal fut mise à exécution le 15 juillet 1315 (3).

On voit par ce qui précède que les procès survenus entre le vicomte et le chapitre métropolitain de Narbonne eurent pour point de départ des conflits de juridiction. Ces sortes de conflits étaient très fréquents entre le vicomte et le chapitre de Saint-Paul : ce dernier avait droit de juridiction sur certains quartiers du Bourg. La justice vicomtale ne tenait pas toujours un compte suffisant de ce droit. Un dimanche, au moment où la cloche sonnait l'heure du guet, des sergents de la cour commune pénétrèrent armés dans la maison de Bernard Boutaric, qui habitait dans la seigneurie du chapitre de Saint-Paul, le surprirent au lit et malgré ses protestations l'emmenèrent dans la prison de Saint-Pierre-des-Clars ; les consuls du Bourg, le 23 septembre 1311, requirèrent le juge rural

(1) Caisson 29, n° 36.

(2) Actes concernant la justice de Pépieux, caisson 29, acte 37.

(3) *Ibid.*, acte 39.

du vicomte de révoquer l'arrestation faite par les sergents de la cour commune sur l'ordre du juge forain à l'insu des officiers de la cour commune. Le procureur du vicomte répondit que le vicomte avait le droit d'arrêter à Narbonne ceux qui s'étaient rendus coupables de quelque méfait hors de Narbonne, de quelque lieu qu'ils fussent originaires de les emmener captifs hors de Narbonne et de les corriger là où ils avaient commis leur délit (1). Le même fait se produisit pour un autre justiciable du chapitre, qui avait commis un délit dans la terre du vicomte hors de Narbonne et qui avait été remis à la cour foraine du vicomte pour être jugé sur le lieu du délit ; les consuls ayant protesté contre cette arrestation, le viguier de Béziers les déclara bien fondés en leur appel, le 13 novembre 1315 (2). Nous avons vu plus haut que les habitants de Narbonne avaient le droit de choisir le tribunal par lequel ils désiraient être jugés (*allegatio fori*). Un habitant du Bourg, qui avait été arrêté par les sergents du vicomte pour cause de blessures faites à Marcorignan, où le vicomte avait la haute justice, déclara choisir la juridiction du chapitre. Malgré cette déclaration, le viguier forain du vicomte continua à détenir le prévenu et se prépara même à le juger hors de Narbonne, à Marcorignan : les consuls du Bourg firent appel au sénéchal le 24 mai 1317 (3).

Amauri entretenait des rapports plus amicaux avec d'autres communautés religieuses de Narbonne, qui, bien moins importantes temporellement que les précédentes, ne risquaient pas de lui porter ombrage. La maison vicomtale de Narbonne était très attachée au couvent des Dominicains ; Sibylle de Foix, mère du vicomte, voulut y

(1) Arch. de Narb., pièce non invent.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

avoir son tombeau. Le 21 mars 1300, Amauri assigna à ce couvent cent livres de froment, qui seraient prélevées, chaque année jusqu'à la mort du vicomte sur l'aire de la bastide vicomtale de Bougna et sur le domaine vicomtal de Livière. Les viguiers ou bailes de ces deux domaines devaient livrer chaque année les cent setiers aux Dominicains sur leur simple réquisition. Le prieur et le couvent des Frères Prêcheurs acceptèrent cette aumône avec la plus vive gratitude. Le même jour, le frère du vicomte, Pierre de Narbonne, chanoine de Saint-Just, leur donna dix livres de rente à percevoir chaque année, sa vie durant, sur le produit de la leude levée au pont de Narbonne (1).

En 1312, Amauri donna encore aux Dominicains, pour la fondation d'une messe dans leur église, une rente de seize livres à percevoir sur les tables de la poissonnerie (2). Ce fut aussi dans l'église des Dominicains qu'Amauri et la vicomtesse Jeanne désirèrent se faire ensevelir : le 1^{er} juillet 1331, Guillaume de Narbonne, leur plus jeune fils, fit une donation de cinq setiers de froment au couvent des Frères Prêcheurs, pour le salut de son âme et de ses parents ensevelis dans l'église des Dominicains (3). Il

(1) Doat. t. 58, f^{os} 45-46. Cf. *Hist. de Lang.*, t. v, c. 1601, n^{os} 340 et 341, et t. ix, p. 208.

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 21 v^o.

(3) *Hist. du Lang.*, t. iv, p. 681, 2^{me} col. Le couvent des Dominicains, plus tard des Jacobins, se trouvait au nord-ouest de l'église de Lamourguié (plan de 1720), au nord et à l'est de la rue actuelle des Jacobins. Dans son édition de l'œuvre de Dom Devic et Dom Vaissete (*Hist. de Lang., Additions au livre XXX*, p. 45, n^o 5), Du Mège déclare avoir acquis, en 1821, le tombeau d'Amauri II : c'était, d'après lui, une tombe plate, sur laquelle se trouvait gravé en creux le portrait du vicomte revêtu de son armure ; on lisait autour de la tête l'inscription : AMALRICUS... OBIIT ANNO DNI.... M. CCC. XXVIII. Il est possible que Du Mège ait acquis le tombeau d'Amauri II, car il a pillé la ville de Narbonne pour enrichir le Musée de Toulouse (Voy. art. de L. NARBONNE, dans *Bulletin de la Commission archéol. de Narb.*, t. II, pp. 135-152). Mais A. Molinier déclare ne pas avoir trouvé la pierre tombale d'Amauri II au musée de Toulouse (*Hist. de Lang.*, t. ix, p. 422, n^o 7).

devint de tradition dans la maison vicomtale de Narbonne de se faire ensevelir dans l'église des Dominicains. Quand Amauri III, petit-fils d'Amauri II, fit son testament, le 4 août 1337, il déclara léguer aux Dominicains 200 livres pour la construction dans leur église d'une chapelle en l'honneur de saint Georges, où il voulait être enterré, plus une rente de 30 livres pour l'entretien de trois religieux, qui célébreraient la messe tous les jours pour le salut de son âme et le salut des âmes de ses parents, plus, enfin, une autre rente de 10 livres destinée à la célébration d'un anniversaire trimestriel (1).

Amauri gratifia le couvent narbonnais des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem d'une donation semblable à celle qu'il fit aux Dominicains : il légua au commandeur des Hospitaliers une pension annuelle de 10 livres tournois (2).

Dans les environs de Narbonne se trouvaient les abbayes de Lapidet (Levrettes) et de Fontfroide. En 1321, les religieuses de Levrettes donnèrent au vicomte 3 oboles d'or, 15 sous, un morabotin d'or, une paire de gants (3). C'est tout ce que nous savons des relations d'Amauri avec cette petite communauté. Nous possédons bien plus de détails sur les conflits du vicomte avec la grande abbaye cistercienne de Fontfroide. Le château de Marcorignan avait été cédé, en 1259, à l'abbaye de Fontfroide par le vicomte Amauri I^{er}. Ce dernier s'y était réservé le droit d'ost et de

(1) Doat, t. 58, f^{os} 61-65.

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 37 ; Arch. nat., K 213, f^o 29 v^o.

(3) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 39. Le vicomte entretint quelques relations indirectes avec deux grandes abbayes, situées en dehors du pays narbonnais ; il autorisa l'abbaye de Grandselve à faire boire les bestiaux de sa grange de Grandselve, près de Coursan, aux abreuvoirs vicomtaux (Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 15 v^o). Lorsque, le 8 septembre 1305, Amauri octroya certaines franchises aux Fabrezaunais, il comprit dans cette mesure les Fabrezaunais qui étaient les hommes de l'abbaye de Lagrasse (voy. plus haut, § iv).

chevauchée, c'est-à-dire le droit d'appeler aux armes les habitants de Marcorignan. Le 3 septembre 1303, les affaires de Flandre obligèrent Amauri II à sommer les habitants de Montsérét et de Marcorignan de se réunir, munis de leurs armes, sous les murs de Narbonne. Le syndic de l'abbaye s'opposa à cette convocation : l'abbé, seigneur de ces deux lieux, étant absent, on résolut d'attendre son retour pour régler ce différend (1). Dans l'acte du 17 novembre 1259, il avait été spécifié que le vicomte ne pourrait appeler aux armes les habitants de Marcorignan et de Montsérét que si tous ses feudataires étaient convoqués. Les habitants de ces châteaux ne pouvaient donc être soumis à une convocation partielle, mais seulement à une convocation générale (2). Amauri I^{er} avait également retenu sur le château de Marcorignan une albergue annuelle de 20 sous tournois : le 7 janvier 1314, le receveur des droits seigneuriaux d'Amauri II donna quittance à l'abbaye de 20 sous tournois pour l'albergue d'une année de la terre de Marcorignan (3). Les châteaux de Marcorignan et de Montsérét étant placés sous la suzeraineté immédiate de l'abbaye de Fontfroide, le vicomte n'avait pas le droit d'en soumettre les habitants à des redevances arbitraires et indéterminées dans le genre de celles qu'il exigeait de ses hommes de mansade. Au commencement de l'année 1316, le vicomte devait recevoir à Narbonne le roi de Majorque. Il dut s'approvisionner de victuailles pour traiter comme il convenait son hôte royal. Il demanda aux habitants de Marcorignan trente-quatre

(1) Doat, t. 59, f° 351 ; Arch. de l'Aude, H 211 (Inventaire ms. des titres de Fontfroide), Corps du monastère, 2 Z. Cf. CAUVET, *Étude historique sur Fontfroide*, Montpellier et Paris, 1875, in-8°, p. 317.

(2) Doat, t. 59, f° 27-31. Cf. CAUVET, *ut supra*, pp. 316-317.

(3) Bibl. de Narb., Inventaire ms. des titres de Fontfroide, f° 208. Il existe deux autres quittances : du 12 janvier 1320 (Arch. de l'Aude, H 211, Fief de Narb., 2 H), et du 16 janvier 1321 (*Ibid.*, 9 K).

têtes de volaille, qui lui furent livrées aussitôt. Mais le viguier de l'abbaye intervint et obligea les agents du vicomte à restituer les volailles exigées injustement (1).

Le 20 décembre 1317, le vicomte, qui mariait l'une de ses filles, demanda aux habitants de Marcorignan le paiement de la redevance que tout seigneur prélevait en cette circonstance sur ses hommes propres, c'est-à-dire sur ses hommes de mansade. L'abbaye s'opposa à cette réquisition : le procureur du monastère déclara au vicomte qu'il n'avait plus le droit de percevoir des *toltes*, *quêtes*, dîmes et autres redevances depuis l'aliénation que son grand-père en avait faite le 17 novembre 1259. Le vicomte ayant reconnu qu'il n'en avait plus le droit, l'abbé de Fontfroide lui accorda, pour cette fois seulement, le droit d'arrière-dîme sur les habitants de Marcorignan, mais à la condition qu'ils consentiraient à le payer (2). Cela n'empêcha pas le vicomte de revenir à la charge trois ans plus tard, le 11 mai 1320. L'abbaye lui fit la même réponse (3). Le vicomte voulut aussi prélever une quête ou taille à l'occasion du mariage de l'une de ses filles sur la chàtellenie de Montsérét, autre possession de l'abbaye. Le 15 mai 1321, l'abbé accorda au vicomte, pour cette fois seulement, la perception de l'arrière-dîme, sur la promesse qu'il n'invoquerait pas à l'avenir cette concession comme un droit (4).

Le père d'Amauri II, le vicomte Aimeri V, avait cédé, le 12 juillet 1280, à l'abbaye de Fontfroide tous les droits qu'il pouvait avoir sur la grange de Jonquières, à l'excepti-

(1) Bibl. de Narb., Invent. de Fontfroide, f^o 208 v^o ; cf. CAUVET, *ut supra*, pp. 316-317.

(2) Doat, t. 59, f^{os} 265-269 ; cf. CAUVET, *ut supra*, p. 317.

(3) CAUVET, *ut supra*, p. 338.

(4) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 15 v^o ; Arch. de l'Aude, H 211, titres de Montsérét, 3 M.

tion d'une albergue annuelle de quatre chevaliers, du droit d'ost et de chevauchée, des agriers accoutumés, de la haute et basse justice (1). Bien que les clauses de cet acte y fussent énoncées d'une manière très précise, les conflits ne manquèrent pas de s'élever entre l'abbaye et le vicomte Amauri II. Les curiales du vicomte ayant voulu tenir leurs assises à Jonquières, pour y rendre la basse justice, conformément au contrat du 12 juillet 1280, l'abbaye en appela au sénéchal de Carcassonne, exposant à ce dernier que le vicomte n'avait à Jonquières que le droit de haute justice (2). L'abbaye fournissait au vicomte pour la terre de Jonquières une albergue annuelle de 25 sous (3). Trouvant que cette redevance était excessive, l'abbaye pria le vicomte de la réduire à vingt sous tournois (4), payables tous les ans dans le courant du mois de décembre, après la fête de la Noël. Cette somme devait être remise au vicomte dans son palais de Narbonne. Pour prévenir les conflits engendrés par l'exercice du droit de dépaissance, le vicomte et l'abbaye fixèrent le taux des amendes que pourraient encourir les bergers du monastère (5). Les gens du vicomte demandaient que l'abbaye fût condamnée à une amende de 60 sous tournois toutes les fois qu'elle laisserait pénétrer un troupeau de brebis ou d'autre bétail, gros et menu, dans les deux *devèzes* ou forêts domaniales du vicomte, l'une située près de Saint-Martin-de-la-Vernède et près du Seguela, l'autre

(1) CAUVET, *ut supra*, p. 358.

(2) Arch. de l'Aude, H 211, Titres de Jonquières et Fraissinel, 3 Z.

(3) Quittances du 23 janvier 1317 (*Ibid.*, 4 C.).

(4) Quittance de 20 s. t. pour l'albergue de Jonquières : acte du 12 janvier 1320 (Arch. de l'Aude, H 211, Fief de Narbonne, 9 H).

(5) L'élevage était l'occupation favorite des domestiques de l'abbaye ; sous Jacques Fournier, abbé de 1311 à 1316, l'abbaye possédait 19.234 têtes de bétail : chèvres, brebis, vaches, juments, chevaux, mules, ânes, pourceaux (Bibl. de Narb., Invent. de Fontfroide, Introduction).

située entre les granges de Jonquières et d'Aussières : cette dernière forêt était contiguë à la forêt du monastère. Le syndic de l'abbaye trouva cette amende trop élevée. On la fixa à 10 sous si le délit était commis de jour, à 20 sous s'il était commis de nuit. Si le troupeau pénétrait dans les *devèzes* après avoir échappé au gardien, ce dernier n'encourait aucune amende. Le syndic se plaignit, à son tour, de ce que le bétail du vicomte et d'autres personnes pénétrât dans les vignes qui faisaient partie du domaine direct et du domaine utile de Fontfroide, causant de grands dommages à l'abbaye : de plus, les gens du vicomte refusaient de payer le ban ou amende qui leur était réclamée par les *bandiers* du monastère. Le vicomte autorisa le granger d'Aussières à faire empêcher par ses bandiers son bétail, ou le bétail de tout autre, de pénétrer dans les vignes, dans les champs cultivés et ensemencés ou prêts à être récoltés. Les curiales du vicomte contraindraient les délinquants à payer les amendes aux bandiers ou gardes du monastère. Le vicomte et l'abbaye se disputaient les tamaris qui bordaient le chemin par où l'on allait du pech de Montlaurés à la route de Védillan. Le vicomte en abandonna l'exploitation au monastère. Cet accord fut conclu à Narbonne, dans la chambre, près du palais rond du vicomte. Le 26 décembre 1317 (n. s.), les moines de l'abbaye assemblés dans le cloître ou portique, devant la chambre de l'abbé, entendirent la lecture que le notaire leur fit de l'accord précédent. Ils donnèrent leur approbation (1).

Il vient d'être question un peu plus haut du pech de Montlaurés : Montlaurés était le nom d'un territoire où

(1) Pièce justif. xx ; Arch. de l'Aude, H 211, titres de Jonquières et Fraissinel, 4 F ; Arch. de l'Hérault, B 9, f° 64. Cette transaction du 20 décembre 1317 et sa confirmation du 26 décembre 1318 (a. s.) montrent bien qu'à Narbonne l'année commençait au 25 décembre.

l'abbaye et le vicomte avaient de nombreuses possessions contiguës ; ce voisinage engendrait des querelles fréquentes. Une sentence arbitrale du 13 juillet 1314 porte que le vicomte doit prélever les droits de banderage, mesurage et brassage à Matefer, lieu dit du terroir de Montlaurès, sur ceux qui y ont des tenures, à l'exception de trois mesures que l'abbaye a acquises de Guiraud de Rieu, coseigneur du setier (1). Une autre sentence arbitrale du 28 février confirme la précédente : le droit de banderage exercé jusqu'alors sur la condamine de Matefer par Guiraud de Rieu appartiendra désormais au vicomte, qui pourra la faire garder, y lever les amendes (*bans et tales*), ainsi qu'il a coutume de le faire dans le tènement de Livière ; mais le vicomte ne pourra exiger aucun droit de mesurage, brassage ou autre des tenanciers de l'abbaye (2).

Non loin des tènements de Montlaurès et de Livière, tout près de celui de Levrettes, le vicomte possédait quelques parcelles de terre à Bocacers, notamment deux vignes qui confrontaient avec des possessions de l'abbaye : un garde de l'abbaye surveillait ce territoire, et le vicomte devait payer au monastère huit sous, huit deniers pour la garde de la première vigne et quatre sous, quatre deniers pour la garde de l'autre. Le 31 août 1318, le vicomte vendit ces deux vignes à un pareur narbonnais, qui dut s'engager à payer à l'abbaye le droit de banderage (3).

Sur les bords de la rivière d'Aude, non loin de Cuxac, l'abbaye possédait la grange et le moulin de Raonel. Nous avons vu plus haut que le granger de Raonel avait été convoqué à Cuxac pour y recevoir l'ordre de rallier avec le vicomte l'armée royale de Flandre, mais qu'il s'était trouvé absent de chez lui, le 15 juillet 1302, au moment

(1) Bibl. de Narb., Invent. de Fontfroide, f° 96.

(2) *Ibid.*, f° 93.

(3) Arch. de l'Aude, H 211, titres de Montredon, Bocacers, Lapidet, 2 J.

de la visite du viguier vicomtal (1). Le vicomte soutint un procès contre l'abbaye au sujet de la rivière d'Aude : finalement, le 13 août 1325, il lui reconnut la possession de l'entière moitié du lit de l'Aude qui confrontait les parcelles des tenanciers de l'abbaye (2).

Dans la ville de Narbonne et dans la Cité, le monastère tenait du vicomte plusieurs maisons à titre de censives : le 12 janvier 1320, la vicomtesse Jeanne reconnaît avoir reçu de l'abbaye deux sous pour le cens d'une maison sise dans le quartier de Coiran, plus deux autres sous pour une boutique placée sur le moulin de La Clotte et trois deniers narbonnais pour une seconde boutique située dans la Parerie-Vieille (3).

La justice vicomtale eut à s'occuper de différentes affaires concernant l'abbaye. Les seigneurs de Villar de Fargues avaient perdu un procès intenté à l'abbaye par devant la cour du vicomte : ils firent appel au viguier de Béziers ; le 28 mai 1311, ce dernier renvoya les parties devant la cour vicomtale, condamnant les demandeurs aux dépens (4). Guillaume de Durban contestait à l'abbaye la propriété d'une pièce de terre, située près du pech d'Aguilar : le 24 juillet 1316, le juge du vicomte donna raison à l'abbaye (5). Enfin, la cour vicomtale eut à s'occuper d'une troisième affaire, bien autrement sérieuse que les deux précédentes. Le 8 avril 1322, les pauvres de Narbonne qui venaient chercher leur nourriture au monastère se pressèrent tellement devant la porte d'entrée qu'une grande bousculade se produisit : plusieurs personnes furent étouffées ; le lendemain de l'accident, le vicomte se

(1) Registre d'Amauri, analyse 9.

(2) Bibl. de Narb., Invent. de Fontfroide, f° 109.

(3) Arch. de l'Aude, H 211, Fief de Narbonne, 9 H.

(4) Arch. de l'Aude, H 211, Titres de Jonquières et Fraissinel, 3 T.

(5) *Ibid.*, Titres de Durban et Salabert, 2 Z.

transporta sur les lieux et procéda à une enquête ; il constata que le 8 avril les moines avaient négligé de dresser les barrières qu'ils avaient coutume de placer devant le portail de l'abbaye les jours de distribution d'aumônes ; il leur enjoignit de rétablir ces barrières (1).

(1) Arch. de Narb., pièce non invent. ; cf. CAUVET, *ut supra*, pp. 491-521 et *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 426, n. 3. D'après les consuls, le nombre de victimes aurait été de 300. Quant à la *Chronique de Saint-Paul* (*Hist. de Lang.*, t. v, c. 46), elle évalue ce nombre à 230 environ. Ces deux témoignages sont suspects : les consuls étaient surexcités contre les moines par de nombreux procès de dépaissance ; le chroniqueur de Saint-Paul montre dans sa chronique un penchant très marqué pour l'exagération.

CHAPITRE V

LE VICOMTE ET SA FAMILLE

I. — Relations d'Amauri avec ses oncles et cousins. — II. Amauri et son frère Pierre de Narbonne. — III. Amauri et sa femme Jeanne de l'Isle-Jourdain. — IV. Amauri et ses enfants ; Aimeri, Guillaume, Sibylle, Jeanne, Gaucerande et Constance.

I. — Il n'y a pas beaucoup de traces dans les actes des relations d'Amauri II avec son oncle paternel Amauri de Pérignan et les fils de ce dernier, Aimeri de Pérignan et Amauri de Talairan. Il est tout naturel qu'il ait gardé rancune à l'homme qui avait accusé son père de trahison. Leurs familles n'entretenaient que des relations d'étiquette, et partant assez froides. Amauri de Talairan, cousin du vicomte, lui sert de témoin à Narbonne, le 26 octobre 1298, quand les consuls et les habitants de la ville viennent prêter à Amauri II le serment de fidélité (1). Il assiste avec son père, auquel le rédacteur de l'acte donne le titre de seigneur de Magalas, à la transaction passée à Montpellier, le 29 juillet 1299, entre le vicomte et son frère Pierre (2). Le 27 mars 1302, Amauri de Talairan est emprisonné par le vicomte pour avoir voulu prendre part à un tournoi interdit par Philippe le Bel (3). Enfin, Amauri de Pérignan assiste à la cérémonie de l'hommage

(1) Doat, t. 47, f^{os} 277-282.

(2) Pièce justificative n^o VII.

(3) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 237.

prêté par son neveu à l'archevêque de Narbonne, le 11 octobre 1305 (1).

Amauri entretint de meilleurs rapports avec les parents de sa femme ou de sa mère. Son beau-frère ou neveu, Jourdain de l'Isle, est présent à la cérémonie de l'hommage prêté par le vicomte à l'archevêque, le 11 octobre 1305 (2). Bernard-Jourdain et Jourdain de l'Isle, assistent à la sentence rendue par l'officialité de Paris en faveur du vicomte, contre son frère Pierre, le 15 novembre 1320 (3). Le comte de Foix Roger-Bernard III était le frère de sa mère Sibylle de Foix. Quand il fit son testament, le 22 novembre 1299, Roger-Bernard n'oublia pas d'y inscrire Amauri comme son héritier à défaut de Gaston, son fils, et de ses quatre filles ; il le choisit même pour être l'un des conseillers de son fils (4). Ce dernier devenu comte de Foix, sous le nom de Gaston I^{er}, soutint un procès contre Jacques I^{er}, roi de Majorque, au sujet des limites de leur juridiction dans le comté de Cerdagne et dans le pays de Capcir, qui appartenaient au roi de Majorque, et dans les pays de Savartez et de Donazan, qui appartenaient au comte de Foix. Amauri II fut choisi comme arbitre. Il rendit sa sentence, le 15 juillet 1304, à Perpignan, dans le palais du roi de Majorque, en présence de ce prince et en l'absence du comte de Foix, qui fit confirmer la sentence par son procureur (5). Amauri fut aussi présent, le 7 septembre 1310, à la ratification, qui fut faite à Toulouse, d'un acte d'échange conclu entre le comte de Foix et le vicomte de Fezensaguet (6).

Les relations du vicomte de Narbonne avec le roi de

(1) Pièce justificative n° XII.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* n° XXIV.

(4) *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 232-233.

(5) *Ibid.*, t. IX, pp. 274-275.

(6) *Ibid.*, t. IX, p. 323.

Majorque, Jacques I^{er}, qui avait épousé Esclarmonde de Foix, tante d'Amauri II, furent surtout des relations commerciales. Le royaume de Majorque touchait par le comté de Roussillon à la vicomté de Narbonne. Les conflits de frontière étaient inévitables, d'autant qu'aucun obstacle naturel ne séparait les deux pays. Des démêlés s'élevèrent entre Amauri II et Jacques I^{er} au sujet de la frontière méridionale de la vicomté. Le premier voulait qu'elle fût plus au sud, le second plus au nord. En somme, ces deux princes se disputaient surtout la possession du grau de Salses, où s'effectuait la perception de péages rémunérateurs. Un moment, le roi de France prit en main les intérêts du vicomte, ce fut lorsque les intérêts de ce dernier se confondirent avec les siens. Mais il cessa de s'en occuper quand sa tentative de fondation d'un port militaire à Leucate eut complètement échoué. Cette contestation de territoire (1) ne semble pas avoir attiédi les bonnes relations que le vicomte entretenait avec le roi de Majorque. Amauri se rencontra avec Jacques I^{er} à Montpellier, dans la première moitié de l'année 1303. Il devait s'y aboucher, de la part du roi de France, avec les ambassadeurs du roi d'Aragon. Mais ces derniers ne furent pas présents au rendez-vous (2).

La leude perçue au grau de Narbonne était encore plus importante que la leude perçue au grau de Salses. Le grau de Narbonne était l'entrée du port de cette ville. Un différend s'éleva entre le vicomte et des marchands majorquins au sujet de la leude qu'ils étaient obligés de payer

(1) Nous avons étudié cette affaire tout au long dans notre *Examen d'une enquête relative à la limite méridionale de la vicomté de Narbonne du côté du Roussillon* (Bull. de la Commission archéol. de Narb., t. IX, pp. 99-178).

(2) Lettre du 20 juillet 1303, adressée par Jacques I^{er} de Majorque à Jacques II d'Aragon (FINKE, *Acta aragonensia*, Berlin et Leipzig, 1907, 2 vol. in-8°, t. I, pp. 136-137).

au vicomte et à l'archevêque quand ils trafiquaient dans la mer de Narbonne. Des deux côtés, il y eut des marchandises « marquées » et confisquées. Le vicomte de Narbonne et le roi de Majorque eurent une entrevue à Perpignan, le 31 mai 1304. Ils conclurent l'accord suivant dans la chambre du château royal. Tous les navires, avec ou sans tillac, pontés ou non pontés, passant devant le grau de Narbonne, seraient soumis au droit de leude. En seraient exempts les bâtiments pouvant porter plus de 1300 quintaux narbonnais. Ces navires ne devaient payer la leude que si le hasard ou la tempête les obligeaient à chercher un refuge dans le grau. En cas de naufrage dans le grau, aucune leude ne serait exigée (1). Le lendemain, 1^{er} juin 1304, Amauri fut présent à l'acte par lequel Jacques I^{er} donnait en fief au procureur du comte de Foix le château de Lez dans la vicomté de Castelbon (2). Nous avons vu plus haut que le vicomte arbitra, le 15 juillet 1304, un conflit survenu entre le comte Foix et le roi de Majorque (3).

Au commencement de l'année 1316, le roi de Majorque, Sanche I^{er}, cousin-germain d'Amauri, passa par Narbonne, se rendant, sans doute, à Montpellier. Le vicomte de Narbonne le reçut dans son palais, et s'efforça de l'héberger royalement, puisqu'il demanda de la volaille aux habitants de Marcorignan (4). Sanche I^{er} fut l'homme de confiance du vicomte. C'est à lui que s'adressa Amauri toutes les fois qu'il se trouva en présence de difficultés familiales. C'est en sa présence que le vicomte se récon-

(1) Doat, t. 51, f^{os} 209-214 ; Arch. de Narb., 2^e thalamus, f^o 63 : cf. *Invent. de la série AA*, pp. 42-43. L'auteur de cet inventaire, MOUYNÉS, a cru qu'il ne s'agissait ici que de la leude des bois. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 275, et C. PORT, *Essai sur le commerce maritime de Narbonne*, pp. 44-45.

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 275.

(3) *Ibid.*, t. IX, pp. 274-275.

(4) CAUVET, *Etude historique sur Fontfroide*, pp. 316-317.

cilia avec son fils aîné Aimeri, le 23 octobre 1317 (1). C'est également dans son palais de Perpignan que fut conclu, le 16 novembre 1317, le contrat de mariage entre Tiburge de Son et Guillaume de Narbonne. Sanche se porta même caution pour les sommes d'argent stipulées dans l'acte (2). Quelques années plus tard, en 1320, ce même Sanche I^{er} intervint dans le conflit qui s'était élevé entre Amauri et plusieurs seigneurs méridionaux, d'une part, Pierre de Fenouillet, vicomte d'Isle et Guillaume de Canet, d'autre part, au sujet de diverses terres qu'ils possédaient dans le Roussillon. Amauri et ses alliés avaient conclu une véritable ligue contre leurs deux compétiteurs ; Sanche, en qualité de comte de Roussillon et à titre de suzerain des parties, s'entremet pour les mettre d'accord : il leur fit conclure une trêve de six mois. Cette trêve allait expirer sans que les parties se fussent réconciliés : c'est alors que le pape Jean XXII la prolongea d'un an par sa bulle du 18 septembre 1320, menaçant les contrevenants de l'excommunication pour leurs personnes et de l'interdit pour leurs terres (3).

II. — Le frère d'Amauri, Pierre, était chanoine de Narbonne. Il avait d'abord desservi la chapelle vicomtale de Saint-Sauveur, puis l'avait résignée, le 19 juin 1292 (4), en faveur de Pierre de Vaubussière. A la mort du vicomte Aimeri V, ses deux fils se brouillèrent au sujet de sa succession. Mécontent de sa part d'héritage, le cadet intenta un procès à l'aîné. Les deux frères se mirent, cependant, d'accord, le 29 juillet 1299, à Montpellier, dans la maison que le cadet possédait dans cette ville. Amauri s'engageait à exonérer Pierre des dernières dispositions qui lui

(1) Doat, t. 47, f^{os} 408-410.

(2) Doat, t. 49, f^{os} 411-418.

(3) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 422.

(4) Doat, t. 48, f^{os} 202-203.

avaient été imposées comme légataire de son oncle, Guillaume de Narbonne : fondation d'une chapellenie perpétuelle et paiement à sa sœur Gaucerande, femme de Guillaume de Voisins, seigneur de Coffolent, d'une pension annuelle de 20 sous parisis ou tournois, ou au cas de non exonération à lui servir une rente annuelle de 150 livres. Le vicomte cédait à son frère les biens qu'il avait hérités de son oncle à Paris, dans la région parisienne et dans la vicomté : la maison dite de Narbonne, située à Paris dans le quartier Sainte-Geneviève, le château de Verneuil, situé dans le diocèse de Chartres, les possessions et revenus de Poissy et de Meulan, le château de Portel et le fief de Lastours. Il lui cédait, en outre, le château de Moussan, une pension perpétuelle de 100 livres tournois et une pension viagère de 90 livres tournois, qui seraient prélevées sur les revenus de la leude de Narbonne. Pierre recevait à titre viager le château de Védillan, de sorte que le total des revenus annuels de Pierre devait être de 750 livres, non compris les 90 livres de pension viagère. Enfin, Amauri prenait l'engagement de supporter à lui seul toutes les charges qui grevaient la succession de son père. Pour les fiefs énumérés ci-dessus, Pierre relèverait immédiatement du roi ou du vicomte, si le roi consentait à cette seconde combinaison (1).

Après cet accord, les deux frères vécurent quelque temps en bons termes. Le 22 septembre 1299, Pierre fut témoin d'une donation que les habitants de Fabrezan firent au vicomte (2). Amauri exécuta loyalement les clauses de la transaction de 1299 : nous voyons, en tout cas, Pierre de Narbonne aliéner en faveur de la maison des Dominicains 10 livres de la rente viagère qu'il préle-

(1) Pièce justif. n° VII. Cf. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 208 ; Archives de l'Hérault, B 9, f° 19 ; Arch. nat., K 213, f° 14.

(2) Arch. de Narb., carton de Fabrezan, pièce orig., parch. lat.

vait sur le produit de la leude du Pont-Vieux (1). Entré en possession des fiefs que son frère venait de lui assigner dans le Narbonnais, Pierre eut des démêlés avec le chapitre de Narbonne. Le 2 juin 1301, le sénéchal défendait au viguier et au juge de Béziers de troubler Pierre dans l'exercice de la juridiction qu'il disait avoir aux châteaux de Moussan et de Védillan, sous prétexte de sauvegarde royale accordée au chapitre de Narbonne (2). Pressé d'en finir avec le chapitre, Pierre conclut, le 16 septembre 1305, un pariage avec lui pour les châteaux de Moussan et de Védillan et pour le moulin de Férioles, moyennant la somme de 10.000 livres tournois d'argent vieux (3). Amauri confirma cet acte de pariage (4).

Le vicomte et son frère ne restèrent pas longtemps bons amis. Reprochant à Amauri la violation de l'accord du 29 juillet 1299, Pierre lui intenta un nouveau procès. Le 8 février 1310 (n. s.), ils choisirent pour arbitre Guillaume, évêque de Mende, qui se chargea de régler le différend avant la mi-carême (29 mars) de l'année 1310 (n. s.). Le 19 février 1310 (n. s.), Guillaume de Mende rendit sa sentence arbitrale. L'accord de 1299 fut confirmé. L'arbitre déclarait que ni Pierre ni Amauri ne l'avaient enfreint. Amauri devrait assigner à Pierre, le 29 septembre suivant, sur les terres qu'il avait acquises du roi à la suite du pariage ou sur une terre du Narbonnais, 200 livres de rente et les revenus de la justice haute et basse. Pierre était privé de la rente perpétuelle de 100 livres et de la rente viagère de 90, prélevées sur la leude du Pont-Vieux. Le

(1) Doat, t. 58, f^{os} 47-48.

(2) Doat, t. 48, f^{os} 250-251 ; Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 20 ; Arch. nat., K 213, f^o 30 v^o.

(3) Doat, t. 49, f^{os} 356-363 ; Arch. nat., K 213, f^o 30 v^o ; Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 41 v^o. En 1308, le roi confirma la transaction de 1299 (Archives de l'Hérault, B 9, f^o 19 ; Arch. nat., K. 213, f^o 14 v^o).

(4) Ms. Bories : Inventaire des titres de la mense capitulaire de Saint-Just, Moussan, caisson 26, acte 23.

vicomte devrait verser à son frère 1,000 livres tournois, toutes les fois qu'il partirait pour la croisade. En retour, Pierre serait tenu de l'y accompagner et de solder les dépenses, pendant un an, de quinze chevaliers armés à ses frais. L'année suivante, les frais incomberaient au vicomte. Pour permettre à son frère d'entretenir les quinze chevaliers, le vicomte lui donnerait, quatre mois avant le départ de l'expédition, 2,000 livres tournois, que Pierre lui restituerait ensuite par annuités de 250 livres. Pour les terres de Verneuil, Poissy et Meulan, Pierre serait tenu de payer chaque année à Amauri 6 livres parisis. Au lieu de constituer une chapellenie à Verneuil, Amauri fournirait 15 livres tournois par an à la chapelle vicomtale de Saint-Sauveur, où un chapelain célébrerait la messe sur l'autel de N.-D. pour le repos de l'âme de Guillaume, son oncle. Le droit de nommer le chapelain appartiendrait à Pierre durant sa vie et passerait à Amauri après sa mort. Pierre devrait faire donation entre-vifs de ses biens à Guillaume, fils d'Amauri. Il pourrait assigner sur ses terres à quiconque une rente viagère de 50 livres. Il pourrait affranchir moyennant finance ses hommes de mansade (1).

Encore une fois, Pierre ne se tint pas pour satisfait. Il recommença à produire devant le Parlement des libelles, pétitions ou articles pour contester à Amauri la part qui lui était revenue de la succession du vicomte Aimeri V, de la vicomtesse Sibylle de Foix et de Guillaume de Narbonne. Finalement, il dut faire amende honorable, le 15 novembre 1320, devant l'officialité de Paris, en présence de son frère. Il avoua qu'il avait causé par sa faute beaucoup de dommages à la famille vicomtale. Voulant purger sa conscience et pourvoir au salut de son âme,

(1) Pièce justif. n° xviii; Arch. de l'Hérault, B 9, f° 19; Arch. nat., K 213, f° 14 vo.

Pierre confessa que tous les torts étaient de son côté, qu'en présentant au Parlement un libelle contre son frère, il avait cédé à un mouvement de colère et à une mauvaise inspiration. Il reconnaissait n'avoir d'autre droit sur les successions de son père, de sa mère et de son oncle (1) que celui que lui avait conféré l'accord de 1299. Il promettait de ne rien dire, ni faire, ni proposer, ni réclamer à l'avenir contre le vicomte, sa femme, leurs enfants et leurs successeurs. Quant aux injures et outrages qu'il avait pu proférer à l'adresse d'Amauri, Pierre lui en demandait pardon, ainsi qu'à ses fils Aimeri et Guillaume : il devait en demander également pardon à la vicomtesse Jeanne, en présence d'honorables personnes, dès qu'il la verrait à Narbonne. Il déclarait se soumettre à la condamnation qui l'attendait. L'officialité le condamna à observer l'accord de 1299. Pierre approuva et confirma cette sentence, qui fut rendue devant une nombreuse assistance, notamment en présence de Bernard Jourdain et Jourdain de l'Isle, chevaliers, parents du vicomte (2).

Le conflit d'Amauri II et de Pierre n'était, en somme,

(1) Conformément à l'art. 16 des coutumes des chevaliers et à l'art. 6 des coutumes des bourgeois.

(2) Pièce justif. n° XXIV ; Arch. de l'Hérault, B 9, f° 19 ; Arch. nat., K 213, f° 14 v°. Dans les *Actes du Parlement de Paris* de Boutaric, il est question d'un Pierre de Narbonne, détenu au Châtelet et accusé d'avoir falsifié des lettres royaux, ainsi que le grand sceau du roi (acte du 21 décembre 1318 : n° 5611). Le prévenu se déclare clerc : le roi mande au Parlement, le 22 février 1321 (n. s.), de vérifier s'il dit vrai, et dans ce cas, de le remettre à la justice ecclésiastique (n° 6280). Il est encore question dans le recueil de Boutaric (n° 6266) d'un Pierre de Narbonne en procès avec des Navarrais, à qui il a acheté un cheval pour la somme de 280 livres tournois. Il s'agit peut-être là du frère d'Amauri II. En tout cas, Pierre de Narbonne, frère d'Amauri II, se rendit coupable de certains crimes, puisque ses châteaux de Moussan, Védillan, Lastours et Portel furent saisis par le roi. Guillaume de Narbonne, fils d'Amauri II et héritier de Pierre, reçut ces châteaux du roi en récompense des services qu'il lui avait rendus (Arch. de l'Hérault, B 9, f° 47).

que la reproduction du conflit d'Aimeri V et d'Amauri de Pérignan. C'était l'éternel différend entre le fils aîné du vicomte, l'héritier de la vicomté ou de la plus grande partie de la vicomté, et ses frères puînés, moins bien partagés que lui. Chaque nouveau vicomte se voyait contraint de constituer des apanages en faveur de ses cadets. Il y avait là un danger : à chaque avènement, le pouvoir territorial et politique des vicomtes subissait un amoindrissement, les apanages constituant au milieu de la vicomté autant de principautés souveraines et indépendantes. Amauri II prévint le danger, et il ne consentit à pourvoir son frère d'un apanage que sur la promesse que Guillaume de Narbonne, fils puîné du vicomte, serait son héritier.

III. — Amauri II trouva une auxiliaire dévouée de sa politique en la personne de sa femme. La vicomtesse Jeanne seconda son mari dans sa lutte contre l'archevêque. Quand les partisans du vicomte donnèrent l'assaut au palais archiépiscopal, la vicomtesse aurait encouragé les assaillants (1).

Jeanne avait apporté à son mari une dot de trente mille sols melgoriens (2). A la mort de son frère, Bertrand de l'Isle, elle hérita du tiers de la rente de huit cents livres tournois qui lui avait été assignée par son frère aîné, Jourdain V de l'Isle-Jourdain. Ce dernier écrivit, le 17 janvier 1304 (n. s.), à la vicomtesse Jeanne qu'il avait reçu son hommage pour le tiers de la rente en question (3). Mais quand Assalide de Bordeaux, veuve de Bertrand de l'Isle, se remaria avec le comte Bérenger de Châtillon, elle réclama sa dot aux héritiers de feu son mari. La vicomtesse dut contribuer à cette restitution, au prorata de sa part d'héritage : Assalide lui en délivra quittance dans le

(1) Voy. plus haut : chapitre II, § II.

(2) *Hist. de Lang*, t. VI, p. 887.

(3) *Ibid.*, t. IX, pp. 118-119.

courant de l'année 1307 (1). Après la mort de Jourdain V de l'Isle, survenue en 1309, ses trois sœurs, Jeanne de l'Isle, femme d'Amauri II, Gaucerande, femme d'Étienne Colonna, Tiburge, femme de Gautier du Fossat, se partagèrent son héritage. Jeanne choisit pour sa part le château de Montaigu (2). La dot de Jeanne avait été reconnue sur plusieurs terres de la vicomté, entre autres sur la terre de Durban. Le roi ordonna, en 1313, qu'elle fût maintenue en possession de cette terre (3).

La vicomtesse ne resta pas insensible aux attaques passionnées que les consuls dirigeaient contre le gouvernement de son mari ; elle se montra sévère pour les partisans des consuls. Ces derniers, irrités de son attitude, dénoncèrent au roi les mauvais traitements qu'elle faisait endurer aux ennemis du vicomte retenus prisonniers dans les geôles vicomtales. Le vicomte releva vivement les paroles injurieuses des consuls, qu'il menaça de poursuites judiciaires (4). Amauri manifesta sa reconnaissance vis-à-vis de sa femme, en lui cédant plusieurs immeubles dans le territoire de Cuxac, en 1317 (5).

La vicomtesse soutint de nombreux procès pour la défense de ses biens patrimoniaux. Le 8 avril 1319, le Parlement commença à s'occuper d'un procès intenté par la comtesse de Vendôme au sujet de Lombers contre Jeanne et ses deux sœurs, héritières de Bertrand de l'Isle (6). Il en délibéra le 25 avril 1319 (7), le 28 avril (8),

(1) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 35 v° ; Arch. nat., K 213, f°s 28 v° et 29 v°.

(2) *Ibid.*, B 9, f° 38 ; *Ibid.*, K 213, f° 29 v°.

(3) *Ibid.*, B 9, f° 52 ; *Ibid.*, K 213, f° 32.

(4) Voy. plus haut chap. III, § IV.

(5) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 50 v° ; Arch. nat., K 213, f° 31 v°.

(6) BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n° 6041.

(7) Arch. nat., X^{1a} 8844, f° 34.

(8) *Ibid.*, X^{1a} 8844, f° 84.

le 18 mai 1320 (1), le 30 mars 1321 (2), le 30 avril 1323 (3), etc. Jeanne et ses sœurs soutinrent un autre procès, relativement à la succession de Bertrand de l'Isle, avec Gui de Comminges : l'objet du litige était le château de Brens. Le Parlement s'occupa de cette affaire le 27 mars 1322 (4), le 9 mars 1323 (5), le 15 mars 1324 (6), le 27 juin 1327 (7) etc. La vicomtesse suppléait son mari dans l'administration vicomtale : elle percevait des redevances et en délivrait les quittances aux intéressés (8). Elle pouvait disposer elle-même de ses biens propres : c'est ainsi qu'en octobre 1323, elle fit donation du château de Montaignu à son fils Guillaume de Narbonne, récemment émancipé (9).

Bien qu'il lui manifestât souvent son affection par des concessions de terres, le vicomte ne semble pas être toujours resté fidèle à sa femme. Il la trompa au moins une fois, puisqu'il eut un fils naturel Bernard de Narbonne (10). Les documents ne nous disent pas s'il pratiqua plus souvent l'amour coupable. Amauri n'a pas eu de chroniqueur attaché à sa personne comme tel autre grand seigneur

(1) Arch. nat., X^{1a} 8844 f° 84 v°.

(2) *Ibid.*, X^{1a} 8844, f° 127 v°.

(3) *Ibid.*, X^{1a} 8844, f° 219. A propos de cette affaire, Jeanne et ses sœurs demandèrent la réfection d'un acte perdu, malgré l'opposition de la comtesse de Vendôme. Il en est question dans un fragment de mandement royal du 7 juin 1324 (MARTIN-CHABOT), *Les archives de la cour des comptes de Languedoc*, analyse n° 602 et publication pp. 197-198).

(4) BOUTARIC, *ut supra*, n° 6737.

(5) Arch. nat., X^{1a} 8844, f° 218.

(6) *Ibid.*, f° 286.

(7) *Ibid.*, f° 375 v°.

(8) Actes de janvier 1320 : Arch. de l'Aude, H 211, fief de Narb., cotés 9 H et 9 J.

(9) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 38. Arch. nat., K 213, f° 29 v°. Cf. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 425.

(10) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 425. Dans son testament du 22 novembre 1347, Pierre de Narbonne, troisième fils d'Amauri, lègue à Bernard de Narbonne, son frère naturel, 185 livres.

contemporain. En l'absence de documents narratifs, il ne faut pas compter sur les actes de chancellerie pour recueillir des anecdotes sur la vie privée de notre personnage !

IV. — Jeanne donna sept enfants à son mari : trois fils, Aimeri, Guillaume, Pierre, et quatre filles, Sibylle, Jeanne, Gausserande et Constance. Aimeri, fils aîné du vicomte, fut émancipé le 24 novembre 1309. En présence du juge d'Uzès, du viguier de Bauneclar et de son père, Aimeri affirma — et son développement physique confirmait sa déclaration — être majeur de seize ans. Il ajouta qu'il désirait être délivré des liens sacrés de la *patria potestas*, pour vivre désormais en citoyen romain et *sui juris*. Il montra tout l'intérêt qui lui reviendrait de son émancipation par suite de la donation que son père se préparait à lui faire. Il supplia son père, humblement et à genoux, de l'émanciper de sa puissance, pour lui permettre de tester, codiciller, vendre, donner, dresser tous autres contrats, ester en justice etc. Le vicomte, condescendant à sa requête, le libéra entièrement des liens de la *patria potestas* ; il déclara son fils *pater familias*, *sui juris* et citoyen romain, lui concédant la liberté pleine et entière d'acheter, de vendre, de donner, de contracter, de codiciller, de tester, d'ester en jugement. Aimeri, toujours agenouillé, remercia son père. Puis, le père et le fils requirèrent le juge royal de sanctionner la présente émancipation. Le juge, considérant que leur supplique était conforme à la raison, considérant encore, et surtout, qu'il en découlerait de grands avantages pour le fils du vicomte, prononça son émancipation. Amauri et son fils demandèrent qu'un acte en fut dressé, ce qui fut accordé sur le champ. Alors, Amauri fit donation entre-vifs à son fils aîné de toute la vicomté, et cela à titre irrévocable. Il demanda au juge d'insinuer (enregistrer) la dite donation et d'interposer son pouvoir judiciaire. Il lui déclara qu'il voulait faire cette donation à l'occasion du mariage de son

fils avec noble demoiselle Catherine, fille d'Adémar de Poitiers, comte de Valentinois. Le juge se rendit à sa prière. Le vicomte excepta de la donation les biens qu'il avait reçus du roi après le pariage de 1309, et retint l'usufruit de tout ce qu'il donnait. Il se réserva même le droit de reprise, au cas où Catherine mourrait sans postérité mâle (1).

Emancipé de l'autorité de son père, le jeune Aimeri ne tarda pas à se brouiller avec lui. Ils se réconcilièrent à Perpignan, le 23 octobre 1317, en présence de Sanche I^{er}, roi de Majorque. Le jeune Aimeri promit de se conduire désormais, dans la vie, selon les ordres et la volonté de son père, de lui obéir en toutes choses, de défendre et de conserver son honneur, ainsi que l'honneur de sa mère, quoiqu'absente, en fils affectueux et fidèle. Le vicomte promit, à son tour, d'assigner à son fils une pension alimentaire de 500 livres tournois, à percevoir chaque année sa vie durant sur les revenus de Narbonne. Cette rente lui serait payée à partir de la Toussaint prochaine en deux termes semestriels. Si un procès s'élevait à ce sujet entre le vicomte et son fils aîné, l'arbitrage en serait confié au roi de Majorque. Cet accord fut conclu dans le portique qui bordait le pré du palais royal (2).

De nouvelles difficultés allaient s'élever entre le vicomte et son fils aîné à l'occasion des fiançailles de Guillaume de Narbonne, second fils d'Amauri, avec Tiburge, fille d'Arnaud de Son, seigneur de Puisserguier. Le contrat fut conclu, le 16 novembre 1317, entre Amauri II et Bernard de Son, oncle de Tiburge. Amauri promit de faire célébrer le mariage avant la Toussaint de l'année suivante. Si

(1) Doat, t. 49, f^{os} 394-407 ; Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 18 ; Arch. nat., K 213, f^o 13. Cf. *Hist. de Lang.*, t. ix, pp. 317 et 423.

(2) Doat, t. 49, f^{os} 408-410 ; Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 19 : cf. *Hist. de Lang.*, t. ix, p. 423.

Tiburge venait à mourir, dans l'intervalle, Guillaume épouserait sa sœur Guéralde. Si Guillaume mourait, son frère Pierre épouserait Tiburge ou Guéralde, dès qu'il aurait l'âge de se marier. Si une fois mariée avec Guillaume, Tiburge mourait sans enfant, Pierre épouserait Guéralde, s'il ne s'était pas déjà marié avec une autre. Bernard de Son constitua en dot à Tiburge, sa nièce, le château et toute la baronnie de Puisserguier. Il fit les mêmes déclarations qu'Amauri. Après son mariage, Guillaume recevrait de Bernard la baronnie de Puisserguier ; des nobles et de la communauté des habitants, l'hommage et le serment de fidélité. Auparavant, Bernard de Son délierait les feudataires du serment et de l'hommage qu'ils lui avaient prêtés comme tuteur de Tiburge et de Guéralde. Il fut décidé, en outre, que l'usufruit de la baronnie de Puisserguier appartiendrait à la vicomtesse Jeanne, qui l'avait acheté à la mère de Bernard de Son, Géraude, veuve de Guillaume de Son. Si la vieille Géraude mourait avant le mariage de Tiburge, l'usufruit serait éteint, et Jeanne ne serait pas tenue d'en verser le prix d'achat.

Le mariage de Tiburge contracté, sa sœur Guéralde ne pourrait se marier avant l'âge de douze ans. Si Tiburge mourait après le mariage, sa sœur Guéralde survivant, la vente de l'usufruit faite à la vicomtesse Jeanne garderait sa valeur durant la vie de Guéralde, et si la vieille Géraude mourait avant que Guéralde fut d'âge à pouvoir se marier, le tuteur Bernard de Son serait tenu de vendre tous les revenus de la baronnie de Puisserguier, sous l'arbitrage du roi de Majorque, afin d'augmenter la dot de Guéralde qui serait mariée à Pierre de Narbonne. La baronnie de Puisserguier serait remise au vicomte, chargé de garder Guéralde, de la nourrir et de la marier. Le jour où il recevrait Guéralde dans son palais, le vicomte paierait à Bernard de Son 500 livres tournois. Si le vicomte

mourait dans l'intervalle, la vicomtesse aurait la garde des deux sœurs.

Le vicomte paierait, en outre, le lendemain de l'Épiphanie, 42.000 sous tournois. Sur cette somme, seraient prélevées les 500 livres tournois que dame Géraude avait reçues en legs de son fils Arnaud, le père des deux sœurs. Bernard de Son promit de verser les 500 livres à sa mère avant que la jeune Guéralde eût atteint l'âge de 10 ans. Si Tiburge ou Guéralde ne se mariaient pas avec Guillaume ou Pierre, Bernard de Son devrait payer à Amauri 52.000 livres de petits tournois. Amauri servirait à Arnaud de Coursavi et à Raimond de Coursavi, frères des deux sœurs, une rente viagère de 50 livres tournois, qu'Arnaud de Son, leur père, leur avait léguée. Il fournirait chaque année au couvent des Frères prêcheurs de Béziers 104 setiers de froment et 52 livres de petits tournois. Il ferait jurer à sa femme et à son fils Guillaume, quand il aurait 14 ans, d'observer les dites conventions. Le mariage de Tiburge contracté, Guéralde serait rendue à Bernard de Son ou à son héritier. Bernard promettait de ne pas marier Guéralde avant qu'un enfant ne fût né du mariage de Tiburge et de Guillaume. Si Tiburge n'avait pas d'enfant, Guéralde se marierait avec Pierre. Le roi de Majorque garantit le paiement des sommes d'argent stipulées dans le contrat. Il prit même l'engagement de verser après la Toussaint de 1318, la somme de 15 livres au prêtre chargé de célébrer une messe pour Bérenger et Arnaud de Son. Le contrat fut conclu, à Perpignan, dans la chambre de son palais (1).

En 1321, le mariage entre Guillaume de Narbonne et

(1) Doat, t. 49, f^os 411-418. Après la conclusion du contrat, Aimeri se rendit à Girone pour acheter du blé et des chevaux (mai-septembre 1318). On voit qu'à l'exemple des nobles narbonnais, le fils du vicomte lui-même ne craignait pas de déroger en se livrant au commerce (Voy. pièces justif. n^os XXI et XXII).

Tiburge de Son n'avait pas encore eu lieu. Le 6 juin 1321, dans le consistoire de la cour commune de Narbonne, le vicomte émancipa son deuxième fils Guillaume, puis lui fit donation entre-vifs de toute sa terre du Minervois, qui comprenait les châteaux de Laure, Siran, Agel, Aiguesvives et Pouzols; les lieux de Rieussec, de Boisset, de Velieux; la leude du pont d'Ognon, d'Olonzac et de Beaufort, avec les dépendances de la ferme de Minerve; tout ce que le roi avait aux châteaux d'Homps et de la Redorte; bref, tous les territoires et tous les droits que le roi avait cédés au vicomte après le pariage de 1309. Amauri retint, cependant, l'usufruit de sa terre du Minervois pour lui et pour sa femme si elle lui survivait, le droit viager qu'avait son frère Pierre sur le château de la Redorte, enfin, une somme de 10.000 livres tournois que Guillaume serait tenu de lui payer. Si Guillaume mourait avant Amauri, ce dernier reprendrait la terre du Minervois. Si le pariage de 1309 était rompu, le roi pourrait reprendre la dite terre, et le vicomte, ce qu'il avait cédé en retour. Guillaume devait pourvoir, toutefois, à l'entretien de son frère Pierre et de sa sœur Constance, qui n'était pas encore mariée.

Guillaume ne fut pas satisfait de sa part d'héritage. Il trouva qu'Aimeri (1) avait tous les avantages, et lui, Guillaume, toutes les charges. Aimeri allégua, à son tour, que sa part n'était pas exagérée, vu qu'il était le fils aîné et qu'à titre de vicomte, il devait assumer des dépenses considérables. Ses trois sœurs Sibylle, Gaucerande et Jeanne, en recevant leurs dots, avaient renoncé à l'héritage de leurs parents. Quant à sa quatrième sœur Constance, elle n'était pas encore en âge de se marier. Elle était seule à

(1) Guillaume et Aimeri avaient passé une transaction, en 1311, relativement à leur part d'héritage (Arch. de l'Hérault, B 9, f° 19 v°; Arch. nat., K 213, f° 14 v°).

charge à Guillaume, puisque Pierre, son frère, était clerc et bénéficié. Pour mettre fin à toutes ces discussions, les parties soumirent leur différend à l'arbitrage de Guillaume, évêque de Mende. Il fut décidé préalablement que la transaction qu'ils allaient faire ne porterait aucun préjudice à la vicomtesse Jeanne, eu égard à l'hypothèque qui lui avait été conférée à raison de sa dot sur la vicomté de Narbonne. Les donations consenties en faveur d'Aimeri et de Guillaume furent confirmées. Le vicomte ne pourrait donner à un autre qu'Aimeri les tables de la boucherie et de la poissonnerie, les cens, *foriscaps* et autres droits perçus sur la pêche et la vente du poisson, qu'il s'était réservés dans la donation faite à Aimeri. En cas de rupture du pariage, Guillaume recevrait tout ce que le vicomte avait mis en pariage. Toutefois, le vicomte ou la vicomtesse en garderaient l'usufruit. Après la dissolution du pariage, Guillaume recevrait pour lui, pour Pierre et ses quatre sœurs les leudes de mer et de terre (1), les leudes des laines, les leudes des bois perçus sur le Pont-Vieux, la vérification des poids et mesures, qui rapportaient en tout 24.000 sous tournois. Aimeri assignerait, en outre, à Guillaume, dans Narbonne ou ailleurs, une rente annuelle de 10.000 sous tournois, toutefois sans droit de juridiction, lods et ventes : cette somme serait payée en deux termes par d'honorables bourgeois ou marchands de Narbonne. Guillaume recevrait encore, que le pariage vînt à se rompre ou non, le château de Mosset, acheté en Roussillon, une rente annuelle de 200 livres tournois, achetée pour lui dans la Cité par Bernard Raseire, enfin, toute la terre que possédait Pierre de Narbonne, son oncle. La vicomtesse Jeanne, qui avait acheté l'usufruit du château de Puisserguier, paya une forte somme pour l'exécution

(1) Un acte du 11 mai 1351 nous montre que Guillaume de Narbonne percevait encore à cette date avec l'archevêque la leude de terre et de mer (A. BLANC, *ut supra*, t. II, 2^e partie, p. 890).

du testament d'Arnaud de Son, pour le paiement de la dot de Béatrice, sa veuve, pour les améliorations du château, possession de Guillaume, lequel devait l'hommage au roi.

Aimeri entra en conflit avec sa famille au sujet de l'exécution du contrat de mariage conclu entre Guillaume de Narbonne et Tiburge de Son. A l'insu de ses père et mère, de son frère Guillaume et de sa sœur Sibylle, qui se trouvaient en dehors du royaume de France, à la cour papale d'Avignon, le 5 novembre 1321, dans la nuit, Aimeri de Narbonne, accompagné d'un groupe de ses partisans, envahit le palais vicomtal. Il enleva les deux sœurs Tiburge et Guéralde de Son (1), qui s'y trouvaient, et les emmena au château de Puisserguier. Il s'installa dans le château et le garda, au grand préjudice du vicomte, de sa femme, de Sibylle et de Guillaume, avec tout ce qu'il y avait trouvé, à savoir : de grandes sommes d'argent, de bijoux précieux, des chartes, des lettres, des grosses quantités de blé et de vin, un troupeau de gros et de menu bétail, des armes et des meubles. Aimeri était veuf de Catherine de Poitiers. Il se maria avec Tiburge, la fiancée de son frère Guillaume. Toute la famille vicomtale blâma Aimeri, mais celui-ci se justifia en disant que Béatrix, la mère des deux sœurs, Bernard de Son, leur oncle, tous leurs parents et leurs amis s'étonnaient que le vicomte n'eût pas encore marié son fils Guillaume avec Tiburge.

Conformément aux décisions prises par les arbitres, le 9 mars 1322 (n. s.), Aimeri fit acte de respect à ses père et mère, et leur demanda pardon à genoux de les avoir offensés et irrités. Alors, le vicomte et la vicomtesse, voyant l'humilité et le respect de leur fils Aimeri et pro-

(1) Le rapt d'Aimeri fut dénoncé immédiatement par le procureur du vicomte (Arch. de l'Hérault, B 9, f° 19 v° ; Arch. nat., K. 213, f° 14 v°).

fondément émus dans leurs entrailles paternelles et maternelles, lui donnèrent le baiser de paix et se réconcilièrent avec lui. Aimeri, Sibylle et Guillaume s'accordèrent de la même façon. Guillaume renonça aux hommages et serments de fidélité qui lui avaient été prêtés par les vassaux du château de Puisserguier. Il fut décidé, en outre, qu'Aimeri rendrait au vicomte, à la vicomtesse, à Guillaume, à Sibylle, à Pierre et à ses autres sœurs, les chartes et lettres, tout l'argent, tous les bijoux, les animaux, les armes, le blé et le vin qu'il avait trouvés au château de Puisserguier. Quant aux 7,000 livres tournois de bonne monnaie que Catherine de Poitiers lui avait apportées en dot, Aimeri se les ferait verser par sa mère Jeanne, à qui le vicomte avait promis de payer une somme semblable. Pour cette dot, Aimeri obligea tous ses biens à Adémar de Poitiers, frère de sa première femme. Amauri, le fils d'Aimeri et de Catherine, devait valider l'acte dès qu'il aurait atteint l'âge de 14 ans.

Aimeri devrait rembourser à sa mère Jeanne les sommes qu'elle avait dépensées pour l'amélioration du château de Puisserguier. La vicomtesse était dispensée de payer à dame Géraude les livres tournois, prix d'achat de l'usufruit du château. Le roi de Majorque, qui s'était porté caution pour le vicomte et la vicomtesse, était délié de sa promesse. Aimeri assumait toutes les dépenses qui avaient été faites pour le dit château, depuis le jour où il y était entré, c'est-à-dire depuis le vendredi 6 novembre 1321. Le vicomte et la vicomtesse s'acquitteraient des dépenses faites jusqu'à ce jour. Aimeri renonçait à réclamer de son père 40 livres tournois que ce dernier lui avait promises en retour de l'assignation que le vicomte avait fait de la même somme au couvent des Frères prêcheurs de Narbonne et à des personnes ecclésiastiques chargées de fonder deux chapellenies dans la chapelle vicomtale de Saint-Sauveur. De plus, comme Aimeri réclamait 500 livres

tournois d'arrérages, représentant une année de la pension alimentaire que le vicomte s'était engagé à lui servir, et comme son père, d'autre part, lui réclamait une somme de 1,500 livres, il fut convenu entre Amauri, Aimeri et Guillaume (1) que le père et son fils aîné règleraient cette affaire entre eux, comme il leur plairait.

Les parties ne pouvaient s'éloigner de Paris et coucher une seule nuit hors de cette ville sans avoir préalablement exécuté la sentence des arbitres. Les contestants promirent d'observer l'arbitrage sous peine de 10.000 livres tournois d'amende. La sentence arbitrale fut rendue à Paris, dans la maison de l'évêque de Mende, appelée la *Calandra*.

Quelques semaines après, le 26 mars 1322 (n. s.), le vicomte, Jeanne, sa femme, Sibylle, Jeanne, leurs filles, Aimeri et Guillaume, leurs fils, réunis dans la cour de la maison de l'évêque de Mende, confirmèrent le précédent accord. La plus jeune fille d'Amauri II, Constance, alors majeure de 12 ans, n'était pas venue à Paris. Les parties promirent de lui faire ratifier la transaction dans les trois mois, quand tout le monde serait de retour à Narbonne. Guillaume, évêque de Mende, devait rester pendant un délai de quatre ans l'arbitre de la famille vicomtale (2).

Le 7 avril 1324, Aimeri excepta le château de Cruzy de la donation qui lui avait été faite par son père de toute la vicomté de Narbonne (3).

En 1325, Aimeri prit part au complot fomenté par les habitants de Perpignan en vue d'enlever à l'infant Phi-

(1) Guillaume de Narbonne ne fut pas heureux dans l'existence. Il tomba en démence et eut pour curateur Raimond de Montesquieu, seigneur de Cailhavel. Nous ignorons s'il épousa la sœur cadette de Tiburge après l'aventure héroï-comique de cette dernière. Il eut un fils. (*Hist. de Lang.*, t. IX, p. 425).

(2) BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n° 6706. Arch. nat., X^{1a} 1.

(3) Doat, t. 49, f°s 468-470.

lippe la tutelle de son neveu, le jeune roi de Majorque, Jacques II. Ce dernier tomba entre les mains des Perpignanais. Le 11 juillet 1325, Charles IV le Bel manda à Aiméri et aux autres seigneurs français qui avaient pris le parti des Perpignanais contre l'infant Philippe, de rentrer en France (1).

Des quatre filles d'Amauri II, la première, Sibylle, épousa le comte d'Ampurias ; la seconde, Jeanne, se maria avec Déodat, seigneur de Séverac en Rouergue ; la troisième, Gaucerande, épousa en premières noces Guérin de Châteauneuf, seigneur d'Apchier, en secondes noces, Jaspert ou Gaubert, vicomte de Castelnau en Roussillon (2) ; la quatrième, Constance, se maria à 19 ans, le 18 février 1329, avec Arnaud de Trian, neveu du pape Jean XXII : sa dot fut de 8,000 livres (3).

(A suivre)

Jean RÉGNÉ,

Archiviste-Paléographe.

(1) MARTIN-CHABOT, *ut supra*, n° 616, II. Cf. *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 437-438.

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 425-426.

(3) Doat, t. 49, f°s 458-463. D'après le P. Anselme (*Hist. généalog. des grands officiers*, t. VII, p. 763), Gaucerande ou Jausserande se maria la première fois le 27 janvier 1303, la seconde, le 29 octobre 1317. Pour Constance, il se trompe d'année : il place son mariage en 1319. L'acte de mariage de Constance se trouvait dans le dépôt des archives de la cour des comptes de Languedoc (Arch. de l'Hérault, B 9, f° 18 v°), ainsi que celui de Sibylle (*Ibid.*, f° 18 ; Arch. nat. K 213, f° 13).

Encore le Crocodile de Nîmes

J'ai essayé de démontrer qu'indépendamment de sa signification officielle, le type de l'as colonial de Nîmes contenait une satire à l'adresse du vaincu d'Auguste et d'Agrippa (1).

Le sens officiel est une allusion à la conquête de l'Égypte, personnifiée par le crocodile qui rappelle le fleuve auquel elle doit sa richesse. Pendant longtemps on s'est contenté de cette brève explication. Le palmier achevait de caractériser le pays.

La couronne attachée au palmier n'était autre que la couronne civique décernée à Auguste et la chaîne qui retient le crocodile était emblématique et marquait plus explicitement la conquête en indiquant que l'amphibie était prisonnier.

Tout cela serait parfait si le palmier était réellement un arbre et non une simple branche de palmier.

Il est vrai qu'on peut trouver pour la branche une autre explication sur laquelle je n'ai peut-être pas assez insisté. C'est pour cela que j'y reviens.

La palme pourrait symboliser la victoire sans faire

(1) Voir plus haut, pp. 305 à 327, *La signification du Crocodile de Nîmes*.

allusion au pays qui serait suffisamment désigné par le crocodile.

Je crois que c'est l'explication généralement admise.

Le type de l'as colonial de Nîmes glorifierait la victoire d'Auguste qui, en plaçant définitivement l'Égypte sous la domination romaine, valut la couronne civique au vainqueur.

Que l'as nîmois ait eu cette signification, qu'il ait même fini par n'avoir plus que celle-là, je n'en ai jamais disconvenu, mais il avait eu à l'origine un sens secret sans lequel il est absolument impossible d'expliquer certains détails de l'empreinte nîmoise.

D'abord cette prétendue couronne civique ne paraît pas sur les monnaies de la première émission, sur les pièces sur lesquelles la tête d'Auguste est nue. Non seulement l'effigie d'Octave n'est pas couronnée, mais au revers aucune couronne n'est suspendue à la branche de palmier ; ce qu'on a pris parfois pour une couronne n'est que le nœud formé par les bandelettes qui ornent la palme (1) qui est quelquefois à gauche, comme la véritable couronne, qui paraît sur les pièces des deux autres émissions. Il n'y a là-dessus aucune incertitude ; les monnaies du premier type portent une tige de palmier généralement verticale ornée de bandelettes formant un nœud que la palme divise le plus souvent en deux arcs de cercle, mais qui parfois se trouve à gauche et forme par conséquent un cercle entier. Quand le nœud est au milieu, les extrémités des rubans flottent à droite et à gauche en ondulations à peu près symétriques et en conservant une direction à peu près horizontale ; ces rubans sont très longs. C'est de beaucoup le type le plus commun ; il est toujours de style archaïque ; c'est évidemment le type primitif.

(1) Cf. A. C. GOUDARD, *Monographie des monnaies frappées à Nîmes*, p. 83.

Il est donc certain que si l'as de Nîmes a glorifié la victoire d'Auguste, on n'a nullement songé à la couronne civique au début. On pensera que c'est tout naturel puisque cette couronne n'avait pas encore été décernée. Mais ce n'est pas à la suite de la décision du Sénat romain qu'on couronna la tête d'Octave et qu'on orna pareillement d'une couronne le palmier, car le Sénat décernait en même temps au vainqueur le nom d'Auguste autrement important et ce nom ne paraît pas sur les as nîmois. Ce n'est donc pas pour se conformer à la décision sénatoriale que le type fut modifié. Il l'aurait été pour flatter un peu plus Octave et, si le type primitif avait une signification secrète, pour préciser un peu plus le sens officiel, tout en laissant subsister l'autre signification.

L'empreinte primitive avait-elle réellement une secrète signification ou bien la palme ne fait-elle allusion qu'à la victoire d'Auguste ?

Qu'on ait eu l'idée de symboliser la victoire par cet emblème qui la caractérise habituellement, c'est possible, mais la branche de palmier est plantée en terre et du pied *partent toujours plusieurs rejets* ; *ordinairement deux dont l'un est le plus souvent double, ce qui fait trois*. L'emblème de la victoire est une palme unique et non plantée en terre ; on a bien le droit de se demander ce que ces deux ou trois jeunes pousses viennent faire ici.

Et que vient faire aussi la chaîne attachée à la palme dans ce type qu'on aurait de la sorte compliqué de toutes les façons, alors qu'il pouvait être si simple s'il n'avait dû avoir que sa signification avouée ?

Une monnaie d'Auguste fait allusion à la conquête de l'Égypte ; elle porte tout simplement au revers un crocodile en liberté. On objectera peut-être que l'inscription **AEGVPTO CAPTA** vient suppléer à la simplicité de cette inscription. Mais la complication du type nîmois n'indique pas l'Égypte plus explicitement. Elle fait allusion à une

victoire qui pouvait être symbolisée par une palme et une couronne placées au-dessus de l'amphibie, disposées suivant le goût de l'artiste qui a exécuté cette composition, mais indépendantes du crocodile qui n'avait nullement besoin d'être lié à ces deux objets.

Osera-t-on prétendre que la chaîne est attachée à la branche de palmier pour marquer que c'était bien par la victoire d'Octave que l'Égypte était désormais enchaînée. Mais l'idée d'attacher pour cela le crocodile à la palme aurait été grotesque ; c'est absolument inadmissible. Le rapport entre la palme et l'animal, c'est-à-dire entre la victoire et l'Égypte était évident et n'avait pas besoin d'être indiqué. Et si l'on avait voulu marquer la captivité de l'Égypte en l'enchaînant, c'est à un tronc d'arbre ou plutôt à un trophée qu'on aurait attaché l'amphibie. Cela ne se discute pas. Cette grosse chaîne, qu'on s'est plu à souligner en la faisant énorme, a un sens spécial et c'est elle aujourd'hui qui doit nous donner la clef de cette énigme ; c'est elle qui m'a mis sur la voie de l'explication que je propose et à laquelle je tiens de plus en plus.

La palme portant une couronne ou n'en portant pas, c'est la victoire d'Auguste ; c'est entendu. Mais elle est plantée en terre et elle a deux rejetons dont un double ce qui fait trois ; c'est donc aussi Cléopâtre et les deux fils qu'elle avait donnés à Antoine dont l'un avait effectivement une sœur jumelle, ce qui fait bien trois rejetons.

Le crocodile c'est l'Égypte, mais c'est aussi le vaincu d'Octave qui était allé s'enchaîner auprès de Cléopâtre et qu'on avait bien le droit de tourner en dérision. Et la chaîne est énorme parce que c'est surtout le lien scandaleux qu'on avait voulu railler. J'ai exposé précédemment les raisons qui justifiaient la satire et la raillerie et qui les rendent vraisemblables. Je n'y reviendrai pas. Je prévoyais une objection : les Romains étaient sérieux, ils n'auraient pas songé à faire une plaisanterie de ce genre sur la monnaie.

J'ai démontré que les Romains se livraient volontiers à des plaisanteries sur leurs espèces ; j'ai cité les jeux de mots parfaitement risibles qui émaillent les deniers de la République romaine, frappés à Rome, c'est-à-dire les monnaies d'argent les plus officielles de l'État. Comment ne se serait-on pas cru autorisé par de tels exemples, quand il ne s'agissait que d'une pièce de bronze d'une colonie ? Quoiqu'il en soit, cette objection m'était oralement formulée avant même l'apparition de mon premier article par un archéologue étranger. J'en fus peu surpris, car je crois que dans les pays où le rire est moins facile on doit avoir une tendance à croire qu'il en est partout ainsi. En outre nos dispositions individuelles peuvent pareillement nous influencer.

Mon interprétation sera-t-elle plus aisément admise en France et particulièrement dans le Midi, à Nîmes, dans le lieu même où l'on aurait manqué de respect à Junon Moneta ?

Elle se heurtera à l'opinion préconçue. Quand on traite une question nouvelle, quand par exemple on explique un objet nouvellement découvert et encore inexpliqué, on a infiniment plus de chances d'être écouté que lorsqu'on vient combattre une idée admise par tout le monde et parler d'un sujet cent fois traité et sur lequel chacun a son opinion. Le temps seul peut vaincre ces résistances. Il n'y a pas là un appel à la postérité qui impliquerait de ma part une présomption qui ne me conviendrait pas. Il n'en est pas moins vrai qu'il faut parfois savoir se résoudre à ne parler que pour la génération suivante, parce que toute opinion nouvelle, un peu hasardée ou simplement bien nouvelle, a besoin d'être adoptée par un maître et couverte de son autorité pour être acceptée.

Cette opinion préconçue empêchera sûrement de voir l'aspect caricatural du crocodile qui est pourtant si évident.

Que pensera-t-on cependant de la corne phénoménale qui orne sur de nombreux exemplaires l'extrémité de la machoire supérieure de l'amphibie et des dents pareillement démesurées qui sur d'innombrables pièces sont placées à l'extérieur, au dessus de cette même machoire au lieu d'être en dedans ?

Allèguera-t-on que les as où paraît cette corne sont exceptionnels ? Dans tous les cas on ne pourra pas en dire autant des pièces sur lesquelles les dents du crocodile sont en dehors puisque presque toutes les monnaies du premier type présentent cette disposition.

Sur quatre-vingt-cinq pièces de la première émission que possédait M. Goudard, soixante-sept étaient dans ce cas. Huit seulement ne présentaient pas cette singulière anomalie (1). Les monnaies que j'ai eu l'occasion d'examiner donneraient encore une plus forte proportion.

Est-il nécessaire de faire remarquer que l'apparente barbarie de ces monnaies leur vient uniquement de leur style archaïque ? Elles ne sont pas dégénérées puisqu'elles n'appartiennent pas à la fin de ce monnayage ; elles ont été émises au contraire tout à fait au commencement puisqu'elles offrent toujours la tête d'Octave non couronnée. C'est donc dans la suite que le crocodile a été représenté d'une manière à peu près normale, mais il n'avait réellement été qu'une caricature au début. Du reste, même dans les derniers temps du monnayage la façon dont il a été traité est si peu naturelle que M. Frøhner a pu conclure que ce n'était pas l'animal vivant mais sa carcasse, son squelette, qu'on avait voulu placer sur la monnaie. Malheureusement ce n'est pas dans les collections publiques ou dans les séries formées par des amateurs n'ayant recueilli que des pièces de choix qu'on pourra faire toutes ces constatations. Ce n'est ni sur les

(1) Ouvrage cité, pp. 89 et 90.

médailles conservées au Musée de Narbonne, ni sur les quelques pièces que contenait depuis longtemps ma collection particulière que j'ai fondé mon opinion.

Les as nimois sont fort communs dans notre pays ; toutes les personnes qui ont réuni par curiosité quelques monnaies antiques en possèdent et à Narbonne, où les médailles romaines sont communes, les gens conservant quelques vieilles monnaies sont nombreux ; je n'ai eu qu'à demander à mes amis s'ils n'avaient pas quelques pièces de Nîmes ; dans une quinzaine de jours on m'en donnait près d'une centaine (1) et j'en examinai beaucoup plus. Cela représentait à peu près tous les as recueillis à Narbonne dans ces derniers temps, bons ou mauvais, mais pas choisis. Il y avait là les éléments d'une statistique intéressante sur laquelle il était possible de se faire une opinion. C'est là dessus que j'ai basé ma conviction en ce qui concerne l'aspect caricatural du crocodile nimois. Si je parviens à réunir un bien plus grand nombre de pièces sans les choisir, bien entendu, je donnerai peut-être un jour les chiffres sur lesquels je m'appuie, mais je voudrais pour cela pouvoir donner à ma statistique une base très large afin de rendre mes chiffres plus éloquents. Pour le moment je me borne à consigner les résultats qui se dégagent de mes observations.

Constatons d'abord que les pièces ne portant qu'une seule palme sans rejets sont excessivement rares. Elles appartiennent toutes aux émissions les plus récentes, aux monnaies présentant la tête d'Auguste laurée et les lettres P. P. ; mieux que cela aux pièces sur lesquelles l'effigie

(1) Quelques amis m'ont non seulement donné les as qu'ils possédaient mais en ont cherché pour me les donner. Je remercie tout particulièrement MM. A. Cros-Mayrevieille, président du tribunal civil, G. Cros-Mayrevieille, H. Rouzard, ancien député, Louis Berthomieu, Armand Bories, notaire honoraire, Justin Raynaud, Léonce Barthé et mon neveu Adolphe Bringer.

d'Agrippa offre l'aspect *néronien* dont il a été question dans ma première note. C'est significatif. Quand même ces monnaies ne seraient pas le résultat d'une véritable restitution monétaire, quand même elles ne seraient pas postérieures au principat d'Octave comme on l'a supposé, elles n'en datent pas moins de ses dernières années, elles n'en sont pas moins les plus récentes ; on comprend bien qu'à cette époque il n'était plus question de railler Antoine, que l'empreinte nimoise n'avait plus que sa signification officielle, qu'elle avait pris un caractère conventionnel et était déjà devenue l'emblème de la Cité. Seulement, pour constater que la palme n'est unique que sur les exemplaires les plus récents, il faut avoir bien soin de ne pas considérer comme ne portant qu'une palme les pièces sur lesquelles le crocodile est tout à fait au bas du champ : il est évident que dans ce cas les rejetsons étaient comme de coutume sous l'amphibie, mais qu'ils sont restés en dehors du flan.

Sur presque toutes les monnaies il y a donc des rejetsons au pied de la palme ; il y en a généralement deux, un de chaque côté, mais celui de droite est le plus souvent double ce qui fait trois. C'est bien ce que j'ai dit ; c'est ce que j'avais constaté sur les médailles du Musée de Narbonne et sur les miennes avant d'avoir pu examiner une centaine de pièces prises au hasard.

M. Goudard cite un exemplaire sur lequel le palmier a trois rejetsons ; il appartient, cela va sans dire, à la première émission (1). Passons aux détails qui semblent attester spécialement la caricature.

D'abord la gueule toujours démesurément ouverte, ceci peut se constater dans toutes les collections, dans tous les recueils, où les as de Nîmes ont été dessinés. Le crocodile

(1) P. 90.

de la pièce d'Auguste à la légende **AEGVPTO CAPTA** est-il ainsi représenté ? Pourquoi donc cette machoire formidable, cet air terrifiant, cette grosse chaîne et cet énorme collier ? Je l'ai déjà dit, pourquoi ridiculiser ainsi l'Égypte ? Ce pays n'avait jamais menacé la puissance romaine et ne lui avait fait courir aucun danger. Si à un moment donné quelqu'un avait songé à opposer Alexandrie à Rome c'était Antoine et non les Égyptiens.

J'ai parlé de la manière spéciale dont le corps de l'amphibie est rendu sur certains exemplaires où il est formé de cordons perlés longitudinaux réunis par des hachures parallèles. C'est ce détail sans doute qui avait fait prendre le crocodile pour une carcasse d'animal plutôt que pour un animal vivant. Je dois reconnaître que c'est surtout sur les pièces des dernières émissions qu'on observe ce détail. Ces monnaies n'en établissent pas moins que nous nous trouvons bien en présence d'un type conventionnel et qu'on n'a jamais songé à représenter un véritable crocodile, un animal se rapprochant de celui qui accompagne l'inscription **AEGVPTO CAPTA**.

Il reste enfin la corne phénoménale et les dents en dehors.

J'ai déjà dit que la corne n'était pas aussi rare qu'on le croyait. Seulement il faut faire ici la même remarque que pour les rejetons ; l'extrémité de la machoire est souvent hors du flan. Je ne veux pas dire pourtant que la corne existe comme les rejetons sur tous les exemplaires où elle pourrait exister. Je reconnais que la plupart des pièces ne la portent pas. Néanmoins, je le répète, elle est loin d'être rare. Elle appartient à la première émission. C'est une fantaisie, une raillerie de plus à laquelle s'étaient livrés quelques graveurs au début, à l'époque où le sens secret l'emportait sur la signification avouée. Comment expliquerait-on autrement cet étrange appendice en forme de lituus ou de point d'interrogation qu'aucun détail anatomique ne vient justifier ?

Les dents en dehors sur la machoire supérieure de cette gueule béante sont encore un détail que l'anatomie ne justifie pas. Comme la corne, on l'observe sur les pièces de la première émission, mais sur presque toutes.

Sur beaucoup de pièces ces dents sont d'une excessive longueur.

Aux arguments que fournissent ces détails il serait possible d'ajouter d'autres considérations d'un ordre tout différent, mais j'hésite à donner ces raisons qui étant contestables pourraient faire tort à celles qui découlent des faits matériels qui viennent d'être exposés, qui ne le sont pas. Je les donne sous les réserves qu'elles comportent et en les déclarant superflues.

Sur aucune des monnaies de Nîmes, Octave ne porte le nom d'Auguste ; les trois types auraient donc été créés antérieurement à l'an 27 avant J.-C. Comme ce monnayage n'aurait commencé qu'après la conquête définitive de l'Égypte, c'est-à-dire après l'an 30, les trois types seraient nés à quelques mois d'intervalle. Il y aurait avantage à reculer le plus possible le début de ces émissions, mais comme l'empreinte nîmoise glorifie une victoire d'Auguste et d'Agrippa et qu'en outre il y a évidemment une allusion à l'Égypte dans cette empreinte, il n'est pas possible de la faire remonter au delà de la bataille d'Actium ; ce ne serait qu'une année de gagnée ; ce serait toujours largement une année de plus pour ces trois émissions. Sans doute cette argumentation n'est pas concluante, mais voici d'autres considérations plus précises qui viennent s'ajouter aux précédentes et qui tendent à la même démonstration.

En recevant une *deductio* la colonie de Nîmes passait du droit latin au droit romain qui lui interdisait tout monnayage colonial. Sa continuation exceptionnelle impliquait l'inscription sur la monnaie de la permission spéciale accordée à cet effet. Cette mention y est, comme je

l'ai dit dans mon premier article. Elle est dans les lettres **P. P.** qu'il ne faut pas traduire par *Pater patriae* mais par *Permissu principis*. Mais ces lettres ne paraissent que sur les pièces les plus récentes. Celles-là sont donc seules postérieures à l'arrivée des vétérans ; le monnayage au crocodile avait donc commencé avant la venue des colons d'Alexandrie et la conquête de l'Égypte, c'est-à-dire immédiatement après la bataille d'Actium. Et dans ce cas quel pouvait être le sens de l'allégorie ? La fuite de Cléopâtre et de la flotte égyptienne pouvait bien être officiellement célébrée comme une victoire sur l'Égypte. Mais l'Égypte n'était encore ni conquise, ni enchaînée. Antoine au contraire l'était plus que jamais ; il n'y avait que lui de vaincu.

J'en n'insisterai pourtant pas sur cet argument. J'ai moi-même reconnu précédemment qu'il n'y avait peut-être pas beaucoup de fixité dans les règles relatives au monnayage des colonies. Je ne veux pas m'appuyer aujourd'hui sur une raison dont j'ai contesté la rigueur. Mais je la dédie à ceux qui pensent que les Romains étaient toujours sérieux et formalistes dans leurs actes publics, qu'ils ne transigeaient jamais dans l'application des prescriptions légales et que, par conséquent, ils ne peuvent pas avoir commis une plaisanterie sur une chose aussi sacrée que la monnaie. A ceux-là je dis que puisque les as de Nîmes des premières émissions ne mentionnent pas la permission sans laquelle le monnayage était illégal, c'est que ces as ont été émis avant l'arrivée des vétérans d'Alexandrie et l'on a vu ce que devient le sens officiel de l'empreinte dans ce cas.

Pour moi je m'en tiens aux arguments qui découlent des détails caricaturaux qu'on relève sur ces monnaies. Il y a là des faits matériels qui ne peuvent pas être discutés. Nous avons vu que c'est au début de ce monnayage que ces détails sont accentués, que la verve des monnayeurs s'est donné libre cours. N'est-ce pas tout naturel et au

contraire comment expliquera-t-on tout cela si l'on veut s'en tenir à la signification officielle ? La caricature est évidente sur une infinité d'as nimois, mais il est clair qu'il ne faut pas songer à faire cette constatation dans des collections d'où les pièces où elle se manifeste auraient été exclues sous prétexte de barbarie. Ces pièces ne sont pas barbares.

Si j'ai parlé de monnaies barbares dans mon premier travail, ce qualificatif ne s'appliquait qu'à un nombre d'exemplaires très restreint. Appliqué à l'ensemble des pièces du premier type, il ne pourrait servir qu'à les distinguer des monnaies de fabrication plus soignée des dernières émissions ; il faudrait bien se garder dans ce cas de donner au mot barbare le sens qu'on lui attribue souvent et voir dans toutes ces pièces des contrefaçons, l'imitation d'un type primitif. Il se peut que ce type ait été imité dans la suite et qu'il y ait des pièces véritablement barbares, mais d'une manière générale les monnaies du premier type ne sont nullement dégénérées, le type est allé au contraire en se perfectionnant. Mais la satire n'a pas survécu à l'époque où elle s'est produite.

L'empreinte nimoise n'a bientôt plus rappelé que la victoire d'Auguste et la conquête de l'Égypte ; je n'ai jamais contesté qu'elle ait eu cette signification. Mais au début c'est surtout l'autre qu'elle avait. L'étude à laquelle je viens de me livrer me le démontre de plus en plus ; elle me conduit même à rectifier certaines assertions de mon premier travail qui étaient plutôt faites pour affaiblir mon argumentation. Ainsi j'ai dit par exemple que la couronne faisait partie intégrale du type, qu'elle existait sur toutes les pièces de fabrication soignée, qu'elle ne manquait que sur les monnaies de style médiocre ; c'est inexact. Il faudrait dire de style archaïque. Elle manque sur toutes les pièces de la première émission. C'est que je considérais la proportion des monnaies du premier type

comme beaucoup moins élevée par rapport aux pièces des deux autres.

M. A.-C. Goudard avait recueilli quatre-vingt-cinq exemplaires de la première émission, soixante de la deuxième et quatre-vingt-cinq de la troisième. Cela fait déjà une assez forte proportion de monnaies n'ayant point la couronne au revers ; quatre-vingt-cinq pièces sur deux cent trente, cela constitue un chiffre assez respectable. Mes observations me le feraient croire plus fort. En cherchant à réunir autant de variétés que possible, M. Goudard a augmenté en apparence le nombre des pièces des deux dernières émissions. D'après les monnaies que je viens de recueillir au hasard les pièces du premier type seraient de beaucoup les plus nombreuses ; puis viendraient celles du troisième ; enfin celles du second, les as à la tête d'Octave couronné mais ne portant pas les lettres **P. P.** Ce monnayage intermédiaire serait de beaucoup le moins abondant.

En ce qui concerne la chaîne, ce que j'avais dit reste absolument vrai ; elle ne manque que sur quelques exemplaires de style très médiocre ; elle fait partie intégrale du type ; il ne doit y avoir dans son absence qu'une omission du graveur. Il ne saurait en être ainsi de la couronne ; il est à peine nécessaire de le faire remarquer. Le type a été créé sans elle et avec cette empreinte primitive on a frappé une prodigieuse quantité de pièces, une quantité qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Ce type primitif comporte cinq ou six variétés, M. Goudard en décrit six, mais la plupart de ces variétés, surtout celles sur lesquelles le crocodile est libre sont d'une insigne rareté. On peut dire que sur toutes ces pièces l'amphibie est parfaitement enchaîné. Sur toutes il a les dents de la mâchoire supérieure en dehors. Sur toutes sans exception le palmier a deux ou trois rejetons. Sur toutes aussi, malgré l'absence de couronne, la palme est ornée d'immenses bandelettes

qui, avec la gueule béante du crocodile et l'énorme chaîne sont ce qu'on remarque le plus au premier abord. Pourquoi le développement excessif donné à ces rubans ? Pourquoi même ces rubans ? Pour symboliser une victoire une palme avait-elle besoin d'être ainsi enrubannée ? Tandis que si l'on admet le double sens, ces attributs féminins, qui sont en même temps ceux de la royauté, viennent bien désigner la femme et la reine, au front ceint d'un diadème qu'on ne pouvait guère rappeler que par ces rubans.

J'ai dit que l'adjonction de la couronne ne faisait pas cesser l'allusion satirique ; j'avais même pensé tout d'abord qu'elle avait fait partie du type primitif. Elle pouvait être en effet aussi bien celle de Cléopâtre que celle du vainqueur. Mais puisqu'elle n'avait pas figuré sur l'empreinte primitive pourquoi, après coup, songea-t-on à l'ajouter ? Était-ce pour accentuer le sens secret ou la signification avouée ?

Je crois qu'elle fut due à la transformation naturelle du type, à son évolution et non à une décision administrative. Elle naquit dans l'atelier monétaire sans l'intervention d'aucune autorité.

Nous avons vu que dans l'empreinte primitive le nœud formé par les rubans se trouvait souvent au milieu coupé par la palme bien verticale qui le divisait en deux boucles. Il en résultait une disposition symétrique dont la raideur ne dut pas tarder à choquer les graveurs ayant quelque goût personnel. La palme fut légèrement penchée à droite et la boucle du nœud passa entièrement de l'autre côté où elle fut représentée par un petit cercle parfaitement rond. Ce cercle a été pris parfois de nos jours pour une couronne ; mais il est clair qu'il dut en être de même dans l'antiquité et c'est évidemment cela qui suggéra l'idée d'en faire une couronne réellement. Il suffit pour cela de l'agrandir un peu ou d'y ajouter quelques feuilles. Dans la suite il s'agrandit démesurément et se couvrit de feuil-

les même à l'intérieur. La couronne est donc en quelque sorte née du hasard ; la filiation des types est là pour le démontrer.

Est-il nécessaire d'ajouter qu'il n'en fallait pas plus pour qu'on songeât à mettre le droit en harmonie avec le revers et qu'on ornât pareillement d'une couronne la tête d'Octave. Rien ne s'y opposait ; depuis longtemps Octave avait le droit de se parer du laurier. On ne saurait trop répéter que si le type avait été modifié, en 27 on y aurait introduit le mot **AVGVSTVS** dont l'abréviation **AVG** ne tient pas beaucoup de place ; on aurait bien trouvé le moyen de l'y faire contenir.

D'ailleurs si l'on accepte pour l'apparition des trois types les dates généralement admises, il devient absolument impossible d'expliquer l'extrême abondance des pièces de la première émission.

On suppose que le premier type, présentant la tête d'Octave nue, a été créé en 29 ; le second, sur lequel l'effigie est ornée d'une couronne de chêne, l'aurait été en 27 après la décision de Sénat ; enfin le troisième, où Auguste est couronné de laurier et où paraissent les lettres **P. P.**, n'aurait vu le jour que l'an 2 avant J.-C.

De la sorte on n'aurait frappé monnaie au premier type que pendant deux ans, au second pendant 25 et au dernier pendant 16 années.

Les pièces du premier type devraient être d'une extrême rareté et celle du second d'une abondance sans pareille. C'est exactement tout le contraire ; les monnaies de la seconde émission sont de beaucoup les moins nombreuses ; quant à celles de la première on ne peut pas donner un coup de pioche sans en trouver ; nous le constatons ici tous les jours.

Les pièces du premier type comprennent des exemplaires réellement barbares ; si en divers lieux les as nimois ont été contrefaits c'est le premier type qui a été imité.

Pas de pièces barbares pour le second ni pour le troisième. Dans cette dernière émission il n'y a pas un seul exemplaire dégénéré. C'est bien cependant ce dernier type qui aurait pu dégénérer à Nîmes même ou être copié ailleurs.

On objectera que si l'on place la création des trois types avant l'an 27 on se trouve en présence d'un fait encore plus invraisemblable puisque ce ne serait plus seulement les pièces de la première émission mais celles des trois qui auraient été fabriquées en deux ou trois ans. Cela veut dire qu'il est absolument impossible d'expliquer par les événements politiques, les changements subis par l'empreinte nîmoise et d'assigner à ces modifications les dates de ces événements. Si j'ai dit plusieurs fois que l'absence du mot **AVGVSTVS** démontrait que les trois types étaient antérieurs à l'an 27, c'était surtout pour prouver qu'il ne fallait pas chercher dans les décisions sénatoriales les causes des variations du type nîmois. Du reste, si l'on admet que les innombrables pièces de la première émission ont été frappées de l'an 29 à l'an 27, il n'en coûte pas plus d'y ajouter celle des deux autres, ce n'est guère plus invraisemblable. Il n'y a qu'un moyen d'expliquer tout cela. Le voici :

Il n'y a pas eu création successive de trois types différents ; il n'y a eu qu'un seul type, le premier. Il n'a pas été modifié par ordre pour des raisons politiques ; il s'est transformé insensiblement entre les mains des monnayeurs qui le reproduisaient. Ce que nous appelons le premier type a donné lieu à des émissions excessivement abondantes et les espèces se sont plus d'une fois ressenties de cette fabrication hâtive ; il s'agissait de fournir au plus tôt à la Gaule la monnaie d'appoint dont elle manquait.

Effectivement c'est surtout ce premier type qui s'est répandu partout et qui comprend des exemplaires peu soignés, la nécessité de fabriquer une énorme quantité de

numéraire ayant sans doute fait employer quelques ouvriers inexpérimentés, mais ceci ne pouvait être qu'accidentel. L'empreinte, loin de s'altérer, n'a pas cessé de se perfectionner. La tige de palmier, verticale d'abord, s'est penchée à droite, la boucle ronde du nœud du rubans est passée à gauche ; puis elle s'est agrandie, s'est couverte de feuilles et est ainsi devenue la couronne de ce que nous appelons la seconde émission. En même temps, comme je l'ai déjà dit, cela suggérait l'idée de couronner la tête d'Octave, rien ne s'opposant à cela. Le crocodile perdait un peu de son aspect caricatural ; les dents extérieures et la corne disparaissaient définitivement. Un peu plus tard c'était la tige de palmier qui était modifiée ; sans doute elle conservait le plus souvent ses deux ou trois rejetons, mais pas toujours. Elle était parfois remplacée par trois grandes palmes ; parfois aussi par une seule ; elle se rapprochait visiblement de la palme du vainqueur. Enfin les lettres **P. P.** venaient achever de caractériser notre troisième émission. Ici évidemment une décision de l'autorité devait forcément intervenir. Les innombrables contremarques appliquées aux pièces des premières émissions, surtout de la première, nous donnent la raison de l'addition des lettres **P. P.**

Les monnaies de la première émission sont couvertes de contremarques. Ce n'est évidemment pas à Nîmes que ces poinçons ont été apposés. Une de mes observations sur les pièces que j'ai recueillies à Narbonne le prouve. Tandis que sur quatre-vingt-cinq exemplaires **M. A.-C. Goudard** n'avait qu'une quinzaine de pièces contremarquées, je trouve ici une infiniment plus forte proportion.

La contremarque la plus commune est **D. D.** Ce poinçon est souvent répété deux fois sur le même exemplaire. Je possède une pièce où cette contremarque est répétée trois fois et elle n'a pas été appliquée avec le même poinçon ; les **D** n'ont la même grosseur sur aucun des trois.

Tout cela prouve bien qu'au dehors les as nimois étaient généralement contremarqués et que ce n'est qu'à cette condition qu'ils pouvaient circuler librement. C'est que leur type était essentiellement local et que la légalité même de cette monnaie coloniale pouvait être contestée ; c'est pour légaliser cette monnaie que l'inscription **P. P** fut ajoutée, véritable contremarque appliquée par anticipation au type monétaire lui-même, qui en mentionnant la permission souveraine dispensait de toutes les autres permissions et effectivement les pièces du troisième type ne furent plus contremarquées. Cela ne prouve-t-il pas jusqu'à l'évidence que les deux lettres **P. P** doivent être traduites par *Permissu principis* et non pas par *Pater patriae* ? Cette addition épigraphique constituait une double légalisation ; elle rendait légale l'émission d'une monnaie coloniale dans une colonie de droit romain et elle autorisait par suite la circulation, dans toute l'étendue du territoire soumis à la domination de Rome, de cette monnaie qui désormais n'avait plus besoin d'être poinçonnée.

Et tout cela prouve aussi, comme je l'ai dit, que les variations de l'empreinte nimoise n'avaient pas des causes politiques et qu'il est impossible d'assigner des dates aux trois types, car en réalité il n'y en a qu'un seul ; il est postérieur à l'an 30 et antérieur à l'an 27 c'est tout ce que l'on peut affirmer. Il est constitué par un crocodile à la gueule béante, à la mâchoire supérieure armée de longues dents extérieures, attaché par une énorme chaîne à une frêle tige de palmier ornée de longs rubans du pied de laquelle partent deux ou trois rejets.

Qu'il y ait là une allusion à l'Égypte et à une victoire d'Auguste cela n'est pas douteux, mais on ne peut pas dire dans tous les cas que ce type glorifie la conquête de l'Égypte qui valut la couronne civique au vainqueur puisque la tête d'Octave est nue et qu'il n'y a ainsi de couronne ni au droit ni au revers.

Peut-on dire plus simplement que l'empreinte nimoise a été uniquement inspirée par l'aureus d'Auguste portant un crocodile accompagné de la légende **AEGYPTO CAPTA** et qu'une chaîne emblématique vient remplacer sur l'as de Nîmes l'inscription de l'aureus ? Mais cela n'explique aucun des détails du type nimois.

Que signifient les dents en dehors ? Je ne parle pas de la corne phénoménale ; mettons que ce soit une exception, une fantaisie d'artiste sans importance. Mais les longs rubans, la palme qui n'est pas un tronc de palmier mais qui n'en est pas moins plantée en terre, et les deux ou trois rejetons ? Comment expliquer tout cela si le type n'a que sa signification officielle, alors que cela se comprend si bien si l'on admet qu'il y a là une allusion satirique à la défaite d'Antoine captif de Cléopâtre et à sa liaison scandaleuse avec la reine d'Égypte ?

Devant la précision de certains détails de l'empreinte primitive on aurait plutôt le droit de se demander si au début il y avait autre chose que cette allusion. Je ne suis jamais allé jusque là. J'ai toujours dit qu'elle avait deux sens. Mais à l'origine c'est surtout la signification satirique qu'elle avait. Elle l'eut tant que cette satire fut une actualité. Quant à croire qu'elle la conserva pendant toute l'antiquité, tant que les as nimois circulèrent, cela n'a jamais été dans ma pensée. Les événements marchent vite et les nouveaux font oublier les anciens. Je n'hésite pas à reconnaître que peut-être même avant la fin du principat d'Octave, pour la plupart des gens, surtout pour les jeunes, le type de l'as de Nîmes n'avait plus que son sens officiel.

G. AMARDEL.

Recherches sur les Ibères du Roussillon

Dans un précédent travail (1) consacré aux Ibères du Bas-Languedoc, j'ai étudié spécialement les localités ibères du Narbonnais, en y comprenant Montady, qui, bien que située dans le Biterrois, forme avec elles un groupe naturel. Successivement ont défilé sous nos yeux Ensérune, Ségelone (2), Garsages, — noms franchement ibères — et puis Montady et Montlaurés, noms empruntés à la terminologie romaine, masque sous lequel il sera bien

(1) Voir ci-dessus pp. 280-293.

(2) Dans l'acte de l'an 899, que j'ai cité, on trouve les mots « *et in alio loco, ubi vocant Anseduna et Sigenola* » ; mais, au premier aspect, il n'est pas douteux que le mot *Sigenola* ne soit affecté d'une métathèse. On trouve effectivement l'expression correcte *Segelona* dans un acte de l'an 782. (*Hist. gén. de Languedoc*, 2^e édition, vol. II, pr. col. 47). Quant à l'identification de *Segelona*, localité étroitement unie à *Anseduna*, ainsi que l'acte l'indique, je ne l'ai pas tentée, pour ne pas compliquer outre mesure une question déjà complexe par elle-même, car je crois que *Segelona* est le nom antique de la localité qui a tour à tour porté les noms de *Canet* et de la *Balme d'Ansuzena*. En dehors de Garsages, dont le nom est bien antique et bien ibère (*Gargas*), je ne vois aux abords d'Ensérune aucun autre centre jadis habité, auquel on puisse appliquer le nom de Ségelone.

De plus, toujours dans un but de simplification, j'ai négligé de parler de certaines médailles d'Ensérune, qui portent au-dessous de la légende NERHN, la légende incomplète MH..., qu'il faut lire *Sché...* et qui nous donnerait le nom de Ségelone. Les deux localités seraient donc unies sur les médailles, comme elles le sont dans l'acte de l'an 899 ; mais je n'ai pas voulu mêler une simple conjecture aux arguments que j'ai développés dans ma première étude. Cette considération ne me retient plus aujourd'hui.

difficile de retrouver le nom primitif. Je me propose aujourd'hui, étendant le cercle de mes investigations, de faire le même travail pour les Ibères du Roussillon et j'espère que les conclusions auxquelles la force des choses me conduira, et mes conclusions précédentes se prêteront un mutuel appui.

§ I. CASTEL-ROUSSILLON.

Mes lecteurs seront assurément surpris quand je leur dirai que, pendant la période proto-historique, Castel-Roussillon était un *oppidum* ibère ; mais ils ne seront pas plus surpris que je l'ai été moi-même. Au cours de mes recherches sur les Ibères du Roussillon, M. le docteur Albert Donnezan, dont le zèle s'étend à toute matière archéologique, me montra, au Muséum de Perpignan, différents objets recueillis à Castel-Roussillon et qu'il avait classés et étiquetés lui-même. J'y reconnus des fragments d'un cratère et d'un *scyphus* à figures rouges du ^{ve} siècle. Il s'y trouve aussi une petite écuelle à couverte noire lustrée, plus décadente, et une œnochoé, genre *capis*, en terre d'un gris brun, très décadente, mais absolument intacte, ce qui est assez surprenant, car elle ne mesure pas moins de 19 centimètres de hauteur. M. Donnezan me parla aussi de silos.

Nous nous rendîmes sur le champ à Castel-Roussillon, j'y revins de nouveau pour compléter notre première enquête et voici les renseignements très précis que j'ai recueillis de la bouche des habitants du hameau.

Le plateau qui portait autrefois la ville gallo-romaine et où il n'y a aujourd'hui d'autres constructions que la villa Bigorre, est absolument criblé de silos. Bien plus, les silos débordent autour du plateau, ils dévalent le long des pentes, escaladent d'autres versants et s'étalent même en plaine. Le long de l'ancienne voie Domitienne, qui tra-

versait l'enceinte, les silos s'étendent sur plus de 500 mètres. J'y ai noté plusieurs silos éventrés.

Au témoignage des cultivateurs, on trouve dans ces silos des cendres, des os, du charbon, des débris de vases peints, des tessons de poteries étrusques en terre noire. Parfois il en sort un vase intact. Mais les silos qu'on a jusqu'ici explorés sont ceux de la plaine, notamment chez M. de Jorda. Si l'on admet que l'extension de la cité ibère a eu lieu par étapes, ce qui est en somme assez naturel, on peut en conclure que sur le plateau, appartenant aujourd'hui tout entier à M. Bigorre, les silos doivent recéler des vases peints du ^v^e et même du ^{vi}^e siècle et des bronzes étrusques contemporains.

A la villa Bigorre (1), j'ai vu quelques petits bronzes, pour la plupart gallo-romains, et parmi eux, un mufle d'animal, ouvrage étrusque d'une rare beauté, qui me paraît assez archaïque. J'y ai vu également la partie supérieure d'une œnochoé de grande taille, fort élégante, en terre d'un gris tirant sur le noir.

J'ai aussi recueilli des renseignements sur un cimetière par incinération, situé à l'écart. On y a trouvé avec les urnes cinéraires, plusieurs épées, sans doute ibériques, qui tombèrent en poussière au premier contact ; c'est ce qui a le plus frappé les explorateurs. En écoutant le récit enflammé des agriculteurs de Castel-Roussillon, je me remémorais les vers de Virgile :

*Scilicet et tempus veniet quum finibus illis
Agricola, incurvo terram molitus aratro,
Exesa inveniet scabra rubigine pila,*

.....

(1) Je n'oublierai jamais la bonne grâce avec laquelle j'ai été accueilli à la villa Bigorre, ainsi que chez M. de Jorda et chez M. Roig, et, d'une manière générale, chez tous les Roussillonnais dont le concours m'était nécessaire pour mes recherches. Si l'aménité disparaissait de la terre, je crois bien qu'on en trouverait encore des vestiges en Roussillon !

et je prenais des notes pour des recherches futures (1).

La longue énumération qui précède n'aurait pas une valeur tout à fait probante, si elle n'était corroborée par le témoignage des médailles. Déjà j'avais remarqué chez les habitants du hameau quelques monnaies, parmi lesquelles, mêlées aux médailles romaines, j'avais noté des pièces de bronze d'*Emporium* et d'*Indica*, dans une proportion respectable. Mais la collection de M. Bigorre devait lever tous mes doutes.

La collection de bronzes de M. Bigorre, restée à Castel-Roussillon, où elle a été découverte, et que je me propose d'étudier plus tard en détail, comprend une centaine de pièces trouvées isolément sur le domaine et restées en l'état où on les a exhumées. Cette circonstance, qui m'a seule empêché d'en faire l'inventaire, me permet en revanche d'affirmer qu'elle est pure de toute compromission. M. Bigorre, qui n'est qu'un collectionneur occasionnel, n'a jamais acheté de médailles. En persistant dans cette attitude passive, M. Bigorre rendra un service signalé à l'histoire de son pays. Trop souvent les collectionneurs complètent chez les marchands des collections, qui, vu leur origine, auraient une valeur historique, et qui désormais n'ont plus qu'une valeur vénale !

Les bronzes recueillis au jour le jour par M. Bigorre comprennent pour une bonne moitié des pièces à légende

(1) Un cimetière par incinération fut découvert en 1875 à la Canague, entre Montady et Garsages. Les nombreuses urnes cinéraires qu'on y trouva étaient toutes en terre noire, qu'on ne rencontre jamais dans les sépultures gallo-romaines. On y trouva également une médaille ibérique frappée dans la région, peut-être à Montady. Je suis convaincu que ce cimetière était commun aux Ibères du groupe d'Ensérune. On y trouva bien quelques vestiges gallo-romains qui ne prouvent qu'une chose, c'est qu'on a continué à y apporter des morts pendant le 1^{er} siècle de notre ère. (*Bulletin de la Société archéologique de Béziers*, t. VIII, 2^e série, pp. 179-181 et 387). Des observations de Montady et Castel-Roussillon on peut conclure que les Ibères incinéraient leurs morts.

ibérique ou sans légende, auxquelles il faut ajouter des pièces à légende bilingue et aussi des pièces ibères à légende latine. Un examen sommaire m'a permis de reconnaître des monnaies d'*Emporium*, beaucoup de pièces indigètes et d'autres plus rares. Chose singulière, sauf erreur motivée par la rapidité de mon examen, je n'y ai reconnu, en fait de pièces frappées en Gaule, qu'un bronze du chef gaulois *Caiantolos* et une monnaie des Nérènes de la Narbonnaise, qui, en définitive, est encore une pièce ibérique (1).

Par voie de réciprocité, cette pénurie de monnaies gauloises nous explique pourquoi nous trouvons si rarement chez les Ibères du Bas-Languedoc des monnaies ibériques d'Espagne ; elle atteste que les Ibères du Roussillon n'avaient que de vagues rapports avec leurs frères émancipés (2) ; toutes leurs relations étaient avec l'Espagne citérieure, dont ils n'étaient séparés que par un col en somme facile à franchir, tandis qu'ils étaient séparés du reste de la Gaule par les solitudes de la Corbière, vaguement peuplée de Celtes (3).

Quand on songe que les Roussillonnais d'aujourd'hui s'appliquent volontiers la dénomination de *Catalans*, on est porté à croire que ce fait a pour cause unique trois

(1) Je crois aussi avoir noté au passage une pièce de Nîmes au revers du crocodile et une pièce de Lyon au revers de l'autel d'Auguste ; mais, en somme, ces pièces appartiennent à la série romaine. Quand je songe à la nuée de pièces au crocodile qu'on me présente à Narbonne, je ne puis que m'étonner de rencontrer si rarement en Roussillon une monnaie si répandue ailleurs.

(2) On voit maintenant pourquoi ceux-ci, séparés définitivement de la mère-patrie, battirent monnaie au nom de leurs villes. Il leur fallait un numéraire. Ils empruntèrent Diane et le taureau à de rares pièces d'*Indica*, imitées peut-être elles-mêmes des pièces de Marseille.

(3) De Salses à Narbonne la route antique, sur plus de vingt lieues gauloises, serpente sur les collines de la Corbière aride et dénudée. Les passages inférieurs, seuls pratiqués aujourd'hui, n'existaient pas alors.

siècles de domination espagnole ; mais le médaillier de Castel-Roussillon est là pour nous dire que cette appréciation n'est pas tout à fait juste, car il atteste que le Roussillon et l'Espagne citérieure étaient étroitement unis dès la période proto-historique. La chose vaut la peine d'être signalée.

Quoiqu'il en soit, je crois avoir démontré que l'agglomération formée sur le plateau de Castel-Roussillon a été jadis un *oppidum* ibère. J'espère être sous peu en mesure de scruter le passé ibère, aussi bien que le passé gallo-romain de la petite cité.

§ II. LE « BURGUS ERBINUS ».

Le touriste qui sort de la ville de Perpignan par la porte Saint-Martin, aujourd'hui presque entièrement rasée, et s'engage sur la route d'Espagne, longe pendant plusieurs centaines de mètres une petite rivière nommée le Ganganell (1), qui, au croisement du chemin de fer d'Elne, délaisse la route pour pénétrer dans l'intérieur des terres. Si l'on a la constance de suivre le cours de cette rivière, on constate, non sans surprise, qu'après un parcours d'environ 4 kilomètres, elle sort d'un interminable émissaire, évidemment creusé par la main des hommes.

Si j'en crois M. le docteur Albert Donnezan, si compétent en matière de géologie, ce tunnel a été creusé dans des argiles pliocènes, dont la tenue est généralement

(1) Ce nom de Ganganell me paraît être une expression générique. Baluze mentionne un Ganganell auprès de Besalù (*Marca Hispanica*, app., col. 920). Mahul en note un autre près de Laroque-de-Fa, dans le Termenès. (*Cartulaire de l'arrondissement de Carcassonne*, vol. III, p. 428). Or, dans le sud de la Gaule, les rivières étaient généralement désignées par les mots *Dubrum* ou bien *Also*. Bien que légèrement romanisé, le mot Ganganell a pu être emprunté aux Ibères.

excellente (1), de sorte qu'il n'a jamais été nécessaire de faire le moindre travail de maçonnerie à l'orifice inférieur de cette curieuse galerie, orifice resté intact pendant un nombre de siècles que je vais essayer de déterminer.

La hauteur de la voûte naturelle au-dessus du radier, également naturel, est de 4 mètres, sa portée est de 1 mètre, et les pieds droits vont en s'évasant jusqu'au radier, laissant aux eaux un passage de 3 mètres de large (2). Mais il n'en est pas ainsi sur toute la longueur de l'aqueduc, car, si, à la surface de la croupe qu'il traverse, on suit son tracé probable, on reconnaît que ce tracé est jalonné de grandes excavations, — appelées *cobes* — au fond desquelles l'aqueduc primitif a été maçonné en briques avec voûtes en tiers-point, de telle sorte que, en certains endroits, on parcourt la galerie primitive en marchant sur la voûte ogivale.

L'émissaire s'ouvre, après 680 mètres de parcours, dans l'ancien étang de Canohès, dont il a amené le dessèchement. Deux torrents venus de loin (3) s'y précipitent. Sur une longueur d'environ 40 mètres, en sol à peu près plat, et à une époque qu'il serait bien difficile de préciser (4), on a construit une voûte en plein cintre, qui éloigne de la montagne la bouche de l'aqueduc, lequel, primitivement, entrait dans l'argile de la même manière qu'il en sort, c'est-à-dire précédé d'une tranchée ouverte.

(1) Toutefois, M. Donnezan veut bien m'assurer que les argiles pliocènes des environs de Perpignan recèlent parfois des poches de sable, qui auront sans doute amené les éboulements dont il sera question plus loin.

(2) Je dois ces mesures précises à M. E. Sans, architecte du Service des Monuments historiques, qui a bien voulu m'accompagner plusieurs fois sur les lieux et m'a prêté en toutes circonstances un concours aussi intelligent que dévoué. Je suis heureux de pouvoir lui témoigner ici toute ma gratitude.

(3) L'un d'eux vient de Ponteilla, où l'on trouve des vestiges de l'époque gallo-romaine. On l'appelle le ruisseau des Romains (*cadastre de Canohès*).

(4) Il est toutefois bien certain que cette date n'est pas antérieure à la Renaissance.

Réduit à une longueur de 640 mètres, cet ouvrage est bien moins important que l'émissaire d'Ensérune, dont la longueur, ai-je dit ailleurs, est de 1,364 mètres ; mais l'orifice de sortie, avec ses 4 mètres de hauteur, fait sur le visiteur une impression plus profonde et, de plus, il en sort une rivière.

Personne ne sait, en Roussillon, quand et par qui cet émissaire a été creusé et pourtant le Roussillon est la terre classique des archives ! Nous allons essayer de lui assigner une date approximative.

La construction des voûtes en tiers-point doit être évidemment reportée aux ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Mais ce n'est qu'une restauration, cela saute aux yeux. Quant à admettre que le haut moyen âge ait pu créer un pareil ouvrage, il n'y faut point songer. Reste l'époque romaine. Mais est-il admissible que les Romains aient creusé un pareil tunnel — dans l'argile ! — sans le revêtir en maçonnerie, sans même en voûter les têtes ? Il faut donc admettre que cette galerie est l'œuvre d'un peuple qui ignorait la maçonnerie, ou du moins n'en faisait pas usage.

On pourrait, à la rigueur, préciser l'époque où se produisirent les grands effondrements marqués par les *cobes*. Qui donc n'a lu dans la chronique du moine Raoul Glaber le navrant récit des intempéries, suivies d'une horrible famine, qui signalèrent les trois années voisines de l'an 1033 ? Pendant trois ans des pluies incessantes empêchèrent d'ensemencer et même de moissonner (1). Cette dernière opération eût été d'ailleurs aussi illusoire que vaine, car le blé jeté en terre pourrissait dans les sillons, et chez

(1) « *Nam temperies aeris sic intempestiva effecta est, ut nullius « sationis proveniret tempus congruum, nec messioni precipue ob inunda- « lionem aquarum foret opportunum..... Assiduis enim imbribus ita com- « pluta est tellus, ut in spatio trium annorum nulli reperirentur sulci « utiles seminibus »* (Livre IV, chap. IV, § 10-13).

les plus favorisés, un boisseau de semence rendait à peine une poignée de grains ! On conçoit donc que l'émissaire de Canohès, et aussi celui d'Ensérune, non maçonnés, n'aient pu résister, soit aux infiltrations, soit à la poussée des eaux courantes. Celui d'Ensérune, profondément enfoui, fut dégagé par les moyens ordinaires, c'est-à-dire en sous-œuvre ; l'émissaire de Canohès fut repris par le haut ; à grands frais, des masses énormes de terre furent retirées des éboulements, de sorte qu'on voit aujourd'hui sur la colline dix grandes excavations, qu'on nomme les *cobes* (1). Ce qui donne quelque crédit à mon hypothèse, c'est que les intempéries du *x^e* siècle n'ayant plus reparu, rien ne paraît avoir bougé depuis le dégagement du tunnel.

La date du dégagement de l'émissaire d'Ensérune est connue par un texte de l'an 1247. L'émissaire de Canohès fut maçonné en 1445 (2), mais certain texte démontre qu'alors il était depuis longtemps remis en service, grâce à l'excavation des *cobes*, au fond desquelles l'eau circulait à ciel ouvert (3). Quoi qu'il en soit, à cette époque tardive, les Ibères, ainsi qu'on le verra plus loin, avaient depuis longtemps déguerpi, peut-être dès l'an 1033.

Leur présence dans les environs me paraît certaine jus-

(1) La plus grande des *cobes* dessine un ovale dont les axes ont respectivement 90 et 35 mètres. Son creux est d'au moins 10 mètres. Elle constitue un petit vallon, clos de toutes parts, où poussent arbustes et arbrisseaux.

(2) Un document tiré du *Liber Pragmaticarum* (Arch. des Pyrénées-Orientales, B, f° 78), que mon confrère M. Pierre Vidal a eu l'obligeance de me communiquer, mentionne « *un tall fet per obrar lo exauch del stany de Canohès* », à la date du 16 juillet 1445. Le sens précis du mot *obrar* est bien connu ; il s'agit exclusivement d'une œuvre de maçonnerie (*opus*, d'où *operari*, d'où *operarius*, maçon), et la date du *xv^e* siècle concorde parfaitement avec la forme ogivale des voûtes. Cette œuvre assez importante nécessita, comme on le voit, la levée d'une imposition spéciale.

(3) On l'appelait alors la *cava dels pous* (des puits) ; mais on ne saurait préciser l'époque à laquelle ces excavations furent pratiquées et l'aqueduc remis en service.

qu'en l'an 1025. A cette époque, l'évêque d'Elne Bérenger vint à Perpignan consacrer l'église Saint-Jean, récemment construite par les « *boni homines* » de la petite cité, et l'acte de consécration, qui nous a été conservé, fixe les limites de la paroisse tributaire de l'église. Ces limites ont fait l'objet d'une étude de Fossa, qui les a déterminées sans la moindre difficulté pour les quatre orientations d'usage; mais il a reculé devant une singularité de l'acte. Outre les quatre orientations, l'acte en mentionne deux autres : « *de quinta parte in regulo de Arcedonia et de sexta parte in burgo Erbino* » (1). Je vais essayer de compléter l'œuvre de Fossa.

En fait, le périmètre déterminé par Fossa, sans la moindre ambiguïté, d'après les quatre premières orientations, présente une lacune au sud-ouest (2), entre le ruisseau du Réart et le puig Ginest. C'est aux environs de cette dernière colline que le Ganganell pénètre dans le territoire assigné à la paroisse Saint-Jean. Il est donc pour moi certain que le ruisseau d'*Arcedonia* n'est autre chose que le Ganganell, qui, vers le pont actuel du chemin de fer, a dû tout naturellement former la limite entre les deux paroisses de Saint-Jean de Perpignan et de Sainte-Marie de Mailloles. — Cette dernière localité est depuis longtemps désertée, il n'en reste guère qu'un pan de mur de l'église et son territoire a été annexé à la commune de Perpignan.

De son côté, mon confrère, M. Pierre Vidal, a émis l'hypothèse que ce ruisseau n'était autre que le canal *comtal*, qui traverse et arrose le territoire de Mailloles; mais il est bien évident que, dans ces conditions, il ne pouvait lui servir de limite (3).

(1) *Marca hisp. app.*, col. 1040.

(2) Le lecteur pourra suivre aisément cette discussion, en jetant les yeux sur la carte de l'État-Major (nos 255 et 258).

(3) *Hist. de Perpignan*, p. 20.

Je vais maintenant étudier la sixième orientation, le « *burgus Erbinus* ». Si l'on compulse Marca, on verra que dans les actes relatifs au Roussillon, c'est la seule fois qu'il est question d'un « *burgus* ». Dans ce pays un *burgus* était évidemment une chose insolite. Les Roussillonnais avaient assurément à ces époques reculées leurs « *boni homines* », nous l'avons bien vu tout à l'heure ; mais une agglomération d'hommes libres, indépendants de toute servitude, en un mot un « *Burgus* », me paraît n'avoir jamais existé en Roussillon, sinon à des époques bien plus voisines de nous.

Quant au mot *Erbinus*, je crois que c'est, par métathèse, une corruption du mot *Ebrinus*, dérivé lui-même d'*Iberinus*. Il ne faudrait pas oublier que *Iberis* a fait *Ebro* et que l'antique cité ibère d'*Orippe* est aujourd'hui appelée « *Torre de los Herberos* » (1).

N'ayant pas l'habitude d'éluder les difficultés, je ne me dissimule pas que la transformation du mot *Erbinus* en *Iberinus* prête le flanc à la critique. En retour, on m'accordera bien que le mot *Erbinus*, venant après *burgus*, est vraisemblablement un ethnique. C'est ce que je vais démontrer directement.

Fossa, parti de son côté à la recherche du *burgus Erbinus*, a exhumé un acte de 1276 qui nous donne ce précieux renseignement : « *in terminis et in adjacentia Sanctae Mariæ de Malleolis, in loco vocato Herbino* » (2). A cette époque les *burgenses* avaient déguerpi, et sans doute depuis longtemps, puisque le *burgus* était devenu un simple lieu-dit.

Les Ibères présumés étaient donc établis sur le territoire de Mailloles, et aussi sur un territoire voisin. Le *burgus* était à cheval sur les rives du Ganganell, à proxi-

(1) Cf. ANTONIO DELGADO. *Medallas autonomas de Espana*, t. II, p. 255.

(2) FOSSA, Mémoire pour l'Ordre des avocats, p. 55.

mité de l'émissaire, ce qui nous permet de boucler le périmètre de la paroisse Saint-Jean.

Nous trouverons des indications plus précises en étudiant l'histoire de Mailloles. Avant de parler de Mailloles romaine, je dois dire que cette petite cité était parfois, à l'époque qui nous occupe, appelée *Villa Gothorum*. Il serait superflu de citer les nombreux actes portant la mention *villa Godorum sive Malleolas*. Je me contenterai de citer un acte dont les parties essentielles ont été reproduites par Henry : « *et est ipso maso et pecias duas de vinea in comitatu Rosoliense, infra fines et terminos de villa Godore et de Malleolas ; et est ipso maso intus in ipsa villa et pecias duas de vinea in ipso plano* » (1).

Nous voyons dans cet acte que l'appellation de *Villa Gothorum* était réservée à l'agglomération urbaine et celle de *Malleolas* au territoire rural. Inutile, je crois, de suspecter la véracité du rédacteur de ce texte ; un scribe qui place les maisons dans la ville et les vignes dans la campagne doit être cru sur parole.

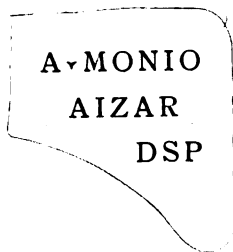
Mais pourquoi donc une cité située dans la Marche de Gothie portait-elle, par un singulier pléonasme, le nom de *Villa Gothorum* ? A cette époque et dans ce pays, les Goths étaient partout ; ils figurent parmi les juges et les jurés et les tribunaux mi-partis appliquent généralement la loi wisigothique. Les grands seigneurs étaient goths, les comtes étaient goths, le plus souvent les évêques étaient goths ; la plupart des propriétaires qui obtinrent des concessions des Carolingiens étaient goths. Je croirai donc que cette appellation de *Villa Gothorum* est corrélative de l'expression *burgus Erbinus*, et n'était employée que pour différencier les deux agglomérations contiguës ; car, si j'en crois Henry, le nom de *Villa Gothorum* céda définitivement la place au mot *Malleolas* vers la fin du

(1) HENRY, *Histoire du Roussillon*, vol. 1, p. 458. — *Guide en Roussillon*, p. 127.

x^e siècle (1). Donc la disparition *nominale* de la *Villa Gothorum* doit nous donner la date approximative de l'exode ou de l'extinction des Ibères, que, pour des raisons développées plus haut, j'ai cru pouvoir placer peu après l'an 1033.

Pour qu'il ne reste aucun doute sur ce point, je vais donner l'historique complet de Mailloles depuis l'époque romaine. Aussi bien, Mailloles est peut-être la seule ville ancienne dont on puisse suivre l'histoire depuis sa fondation. La découverte, aux abords d'une villa romaine, de la pierre tombale de son fondateur, — ou de l'un de ses proches — est un fait — je crois — sans autre exemple. Cette bonne fortune est échue à M. le docteur Albert Donnezan, et j'ai hâte de dire qu'elle est bien méritée.

En 1905, on démolissait, à Perpignan, la partie de l'enceinte voisine de la porte Saint-Martin, et aussi de Mailloles, et M. Donnezan, dont le zèle archéologique est au dessus de tout éloge, recueillait dans les décombres une courte, mais intéressante inscription romaine, qui par la forme de ses lettres, me paraît remonter aux premières années de l'ère chrétienne, si toutefois elle n'est pas antérieure, et dont voici la transcription :



(1) « Dès la fin du x^e siècle, le nom de *Villa Godorum* disparaît de tous les actes et on ne trouve plus que celui de *Malleolas* . La transition se fait remarquer dans quelques vieux parchemins par la jonction des deux noms : *in villa Godorum sive Malleolas* ; c'est aujourd'hui le quartier de « Malloles ». (Guide en R., p. 128).

qu'on doit interpréter ainsi : A (ulo) Monio, Aizar d(e) S(uo) p(osuit) (1).

Dès que M. Donnezan voulut bien me communiquer cette inscription, je fus frappé par cette singularité que le nom gentilice *Monius* n'existait pas en Gaule, non plus qu'en Espagne et j'en vins à soupçonner le lapicide d'avoir commis une erreur et d'avoir mis *Monio* pour *Monnio*, qui n'existe pas plus en Espagne qu'en Gaule, mais qu'on trouve assez souvent en Italie. Cette considération, jointe à l'âge de l'inscription, qui me paraît assez voisin de l'époque de la colonisation romaine, me porta à rechercher si, parmi les villas romaines, si nombreuses en Roussillon, je ne trouverais pas une villa *Moniana*, qu'on pût attribuer à ce *Monius*. Dès mes premiers pas, mes recherches furent couronnées d'un succès, auquel j'étais fort loin de prétendre, car la villa *Moniana* n'est autre chose que Mailloles et c'est à deux pas de Mailloles qu'on a retrouvé l'épithaphe d'un *Monius* !

En 854, Charles le Chauve concède « *Sumnoldo et Riculfo*
« *GOTIS res quasdam nostræ proprietatis quas ipsi hactenus*
« *per aprisionis jus habuisse cognoscuntur, in pago videlicet*
« *Helenensi et in comitatu Rossilionensi, hoc est quicquid*
« *in villa MONIANO et in VILLANOVA et in CABANES per aprisionem ex successione avita atque paterna tenuisse nunc*
« *comprobantur..... et præterea ROCAM quam vocant Fru-*

(1) La dernière ligne de cette inscription est fort endommagée dans le bas ; mais la transcription en est certaine. L'asymétrie qu'on y remarque provient d'une échancreure en arc de cercle, formant *intrados*, qui y a été pratiquée peut-être lors d'une seconde appropriation de la pierre — dans ce cas un L a pu disparaître, — ou bien le monument primitif comportait une arcade sur le tympan de laquelle aurait été gravée l'inscription. Il me paraît bien difficile de se prononcer à ce sujet. Haut. 0 m. 38. Larg. 0 m. 28. Ep. 0 m. 19. Haut. des lettres 0 m. 05. (Coll. Donnezan).

« *sindi* (1), *quam eorum genitor per aprisionis auctorita-
tem tenuit* » (2).

Il n'y a qu'à lire attentivement cette charte pour reconnaître que les territoires ainsi concédés forment deux groupes, le groupe Monian, Villeneuve, Cabanes, et puis Laroque, placée isolément. D'après la plupart des textes carolingiens les propriétés groupées étaient d'un seul tenant (3). Nous trouvons donc Monian et Villeneuve, séparés par les Cabanes, c'est-à-dire par le petit territoire des gourbis ibères, de sorte que les défrichements des deux frères s'étendaient de la Tet au Réart, sans tenir compte des divisions territoriales, ce qui est absolument naturel (4).

Et maintenant, il est permis de se demander pourquoi Laroque-des-Albères, concédée *en toute propriété* aux deux frères, n'a jamais porté le nom de *Villa Gothorum*. Et Villeneuve ? Déjà, en 834, des défrichements avaient été concédés dans Villeneuve par l'empereur Lothaire à un apriionnaire nommé Wimar, qui me paraît avoir été de race gothique (5). C'était donc bien le cas de désigner Villeneuve par le nom de *Villa Gothorum* et pourtant on n'en a

(1) Laroque-des-Albères était désignée sous le nom de *Roca Frusindt* pour la distinguer d'une autre localité située également dans la Marche de Gothie et qu'on appelait *Roca de Fano* (auj. Laroque-de-Fa). J'ai déjà eu l'occasion de mentionner cette dernière localité. Il existait d'ailleurs d'autres *Roca* de l'autre côté des Pyrénées.

(2) *Marca hisp. app.*, col. 787.

(3) Ex: en 847, Charles le Chauve concède à un *Adefossus* des défrichements « *in locis quæ dicuntur Liciniano, Cabimonte et Sancta Candida*. Ces trois localités constituent aujourd'hui le territoire de la commune de Lézignan (Aude). (*Marc hisp. app.*, col. 782).

(4) Monian et les Cabanes sont aujourd'hui incorporés au territoire communal de Perpignan. Seule la commune de Villeneuve a conservé une portion de territoire située sur la rive gauche du Réart. (Mas Llaro, Mas Capdefoust. etc). C'est sans doute là que se trouvaient les pièces de terre défrichées par les deux frères dans Villeneuve.

(5) *Marca hisp. app.*, col. 770.

jamais rien fait. Le surnom de *Villa Gothorum* donné à Monian indique donc bien que ce vocable a été employé pour distinguer cette localité du *Burgus Erbinus*, qui était contigu. Le mot *Erbinus* constitue donc un ethnique.

L'acte précieux que je viens d'analyser nous apprend, en outre, que les Ibères logeaient dans des cases en roseaux — *cannabae*, d'où *Cabanes*, par métathèse, — ce que nous savions déjà par ailleurs (1).

J'ai dit, dans un autre travail, que la présence des Ibères auprès de marécages à assainir ou d'étangs à dessécher, s'expliquait par le besoin qu'ils avaient de céréales pour leur *victūs*, de chaume pour leurs toitures et de roseaux pour les murs en torchis de leurs maisons. Je n'y reviendrai donc pas. A mon avis, les Ibères étaient un peuple essentiellement grauvore, témoins les innombrables silos que l'on a retrouvés à Ensérune, à Montady, à Montlaurès, à Castel-Roussillon et qu'on finira bien par retrouver, je l'espère, aux abords de l'étang de Canohès.

Abondamment pourvus de grains et, par suite, d'issues, ils élevaient sans doute des porcs, s'il est vrai, comme on me l'a affirmé naguère à Castel-Roussillon, qu'on ait trouvé au fond d'un silo, dans une *olla*, un morceau de lard racorni et ranci. Cette observation, qui m'a fort diverti, ne m'a nullement étonné. Je sais par expérience que les poteries samiennes, d'habitude si brillantes qu'on croirait les voir sortir du four, sont parfois, lorsqu'elles firent un tour à la cuisine, parsemées de taches indélébiles de graisse.

Je reviens à Monian. Après avoir identifié cette localité avec *Villa Gothorum*, je vais compléter ma démonstration en l'identifiant directement avec Mailloles, sans aucun terme intermédiaire.

(1) Les fouilles pratiquées récemment à Montlaurès n'ont pas livré une pierre propre à la construction. Je n'y ai vu qu'un bloc en lave d'Agde.

En 951, une femme, nommée *Ailo*, vend à l'évêque d'Elne, Riculfé, un alleu situé au lieu de *Monianum*, dans le comté de Roussillon (1). C'est la seule fois, à ma connaissance, que l'évêque d'Elne acquiert, à titre gratuit ou à titre onéreux, dans cette localité, soit qu'on l'appelle Monian, soit *Villa Gothorum*, soit Mailloles. Néanmoins, en 1124, Arnaud Raimond, sa femme Béatrix et ses frères, vendent à l'évêque d'Elne l'eau d'un canal, qui devait servir à l'arrosage des jardins que le dit évêque possédait dans Mailloles (2). Il s'agit ici évidemment de la terre acquise d'Ailo dans Monian et l'identification de cette localité avec Mailloles est chose faite (3). Dans l'intervalle, des deux actes, (951-1124) le nom de Monian avait fait place à celui de *Villa Gothorum*, lequel avait disparu à son tour, selon l'observation d'Henry, vers la fin du XI^e siècle.

Les Ibères s'étant sans doute fondus dans l'ensemble, la ville de Mailloles devait voir encore de longs jours de prospérité. D'après un acte de l'an 1230, conservé aux archives municipales de Narbonne (4), il y avait alors à Mailloles au moins un notaire et l'acte est contresigné par sept témoins venus de Pia, de Villelongue, de Perpignan, de Toulouges et de Thuir, ce qui indique que cette petite ville était un centre assez fréquenté.

Pour en finir avec le *burgus Erbinus*, il me reste à dire quelques mots du ruisseau d'*Arcedonia*. Ce vocable n'est-il pas suggestif ? Il pourrait être orthographié sans difficulté *Arceduña*, qui nous rappellerait l'*Anseduna* du Nar-

(1) *Hist. gén. de Lang*, 2^e éd. vol. v, col. 1513.

(2) *Ibid.*, col. 486.

(3) Les jardins de l'évêque d'Elne, joints à ceux d'Arnaud Raymond, constituaient ce que les Perpignanais dénomment aujourd'hui, non sans raison, « *la Orta vella* ».

(4) Cf. ALPHONSE BLANC. *Le livre de comptes de Jacme Olivier*, vol. II, pp. 306-308.

bonnais, et dont le *faciès* est franchement espagnol (1). Faut-il croire qu'*Arcedonia* était le nom ibère dont *Erbinus* était l'ethnique ? Le *burgus* s'appelait-il en réalité *Arcedonia*, d'où le nom donné au ruisseau ?

De son côté, M. Pierre Vidal, déjà cité, est porté à croire que ce vocable vient d'une femme nommée *Arcedonia*, dont le nom revient assez souvent dans les chartes du x^e siècle. La chose n'est pas impossible. Mais, en somme, je ne crois pas qu'*Arcedonia* ait jamais possédé quelque chose en Roussillon. Elle intervient avec son mari *Esegutus* dans de nombreux contrats, mais seulement à titre d'épouse, car la loi wisigothique n'admettait que le régime de la communauté. En 902, *Esegutus*, seul, achète un moulin (2) ; il n'était donc pas encore marié. En 934, seul, il fait une libéralité à l'église d'Elne ; il était donc devenu veuf (3). Dans les actes intermédiaires (4), nous rencontrons toujours *Arcedonia*, mais toujours à côté de son mari. Mais quand même on admettrait l'hypothèse de mon excellent confrère, il faudrait néanmoins reconnaître que ce nom d'*Arcedonia* désigne nettement une femme ibère. On objectera sans doute l'antipathie des races ; mais le sang et la race ne sont pas toujours une objection au mariage, et peut-être l'union du propriétaire goth avec la jeune fille ibère fut-elle le dénouement d'une idylle vécue sur les rives boisées du Ganganell !

(1) Sans parler du suffixe *duna*, il ne faut pas oublier que le radical ARSE est le nom ibère de Sagonte, et qu'il fait également partie du nom de plusieurs petites villes ibères de l'Espagne citérieure. — On note sur une médaille ibérique d'Espagne la légende ARSESDN, que Delgado (*op. laud.*, t. III, p. 361) transcrit sous la forme ARSE-SEDUNI. Je ne comprends pas cette division en deux mots. Idée préconçue, sans doute ? D'ailleurs Delgado avoue que cette séparation est tout à fait hypothétique.

(2) *Hist. gén. de Lang.*, 2^e éd. vol. V, col. 1506 (d'après cart. Elne, f^o 350).

(3) *Ibid.*, col. 165.

(4) En 913, 927, 929.

Que dire de ce personnage au nom bizarre d'Aizar (1), qui, aux environs du 1^{er} siècle, érigeait un tombeau à *Monius* ? Ne serait-ce pas un Ibère, qui aurait accepté — ou subi — le patronage de ce dernier ? Tout est admissible. Il est certain qu'autour des centres ibères, l'ouïe perçoit des sons étranges : *Othia*, *Ansuzena*, *Segelona*, à Ensérune ; *Aizar*, *Arcedonia*, *Ganganell*, à Maillolles. Non moins étranges, non moins mystérieux sont les objets que l'on rencontre chemin faisant.

Sur les bords desséchés de l'étang de Canohès, à l'entrée de l'émissaire, on remarque, couchée sur le sol, une lourde borne de forme bizarre — en lave d'Agde ! On m'assure qu'en cette matière il ne s'en trouve pas d'autre en Roussillon. Qui donc a porté là cette pierre, employée communément dans les centres ibères du Bas-Languedoc ?

Plus loin, au passage d'un gué, sur le bord du chemin de ronde, se dresse une stèle opistographe — et peut-être même inscrite sur trois de ses faces, — dont le déchiffrement est malaisé. Elle est en silex carié ! J'ai la conviction qu'elle a été détournée d'une destination antérieure. Choisir un silex carié pour le couvrir d'inscriptions, me paraît être le comble de l'absurdité (2).

Comment expliquer la présence de ce silex carié, dont on doit sans doute rencontrer bien rarement les similai-

(1) Je regrette que la typographie ne me permette pas de figurer le Z du mot *Aizar*, qui s'étale au milieu de l'inscription plus haut transcrite. Je n'ai jamais rencontré pareil Z dans les inscriptions romaines et c'est à peu près ainsi que Delgado figure le S doux celtibérien !

(2) Je ne connais qu'une autre inscription sur silex carié. Elle est déposée au Musée Lamourguier et jusqu'à présent elle a fait le désespoir de tous les transpositeurs. Quand, au cours de notre dernière excursion à Canohès, mes obligeants compagnons me montrèrent la stèle opistographe, je tentai un déchiffrement, que la nuit vint interrompre. Je dus m'éloigner, non sans regret — On l'a toujours vue là, nous dit un vieillard blanchi par l'âge, qui, hâtivement, regagnait son logis. — Je te crois, bon vieillard ! Par ses caractères épigraphiques, l'inscription qui en couvre les faces me paraît remonter aux premiers temps de la Renaissance.

res ? Qui donc l'a apporté dans cette cuvette, où le pied ne heurterait pas même un caillou ? Pourquoi ce choix insolite de matériaux rebelles au ciseau et, d'ailleurs, venus de fort loin ?

Cette impression de mystère, cette défaillance de l'entendement, je l'ai ressentie dans toutes les localités ibères que j'ai explorées. A Ensérune notamment, on demeure pensif devant des objets en pierre, en terre, en lave, parfaitement définis d'ailleurs, mais dont on ne saurait définir l'usage !

A côté d'objets décelant une civilisation rudimentaire, on rencontre des vases peints ou des bronzes d'art, indices de goûts raffinés ! Quel grenier plus primitif qu'un silo ? Eh bien ! les silos d'Ensérune, creusés dans la marne, semblent avoir été polis au tour ; à Castel-Roussillon, dans le poudingue, les silos dont j'ai pu examiner, soit l'orifice, soit une coupe, dénoncent une géométrie impeccable ! Impeccables ont été les ingénieurs, qui ont donné en même temps aux émissaires une direction rectiligne et un débouché certain !

Si l'on veut donc étudier la civilisation ibère, peut-être plus mystérieuse encore que la civilisation étrusque avec laquelle elle avait de nombreux points de contact (1), il est nécessaire d'opérer des fouilles sérieuses — je veux dire intégrales — et de grouper en séries *tous* les objets, produits de l'industrie humaine ou simplement à l'usage des hommes, que ces recherches ramèneront au jour. L'archéo-

(1) On voit aux environs de Banyuls-des-Aspres un énorme *tumulus*, dessiné par l'État-Major sous la forme d'une petite colline, que la géologie récusé et qui fait vaguement songer à la fameuse *Cucumella* étrusque. Feu Alart pensait qu'au moyen âge il y avait là ce qu'on appelle un château sur motte. Hélas ! oui, je vois bien la motte, mais je ne vois pas le château ! — Entre Ponteilla et Canohès, sur les bords du ruisseau des Romains, il existe un *tumulus* analogue ; mais ce que je dis de ces deux monticules n'a que la valeur d'une conjecture ; comme la *Cucumella*, ces deux éminences ont jusqu'à présent gardé leur secret.

logie préhistorique procède ainsi ; c'est le seul moyen de ne pas piétiner sur place.

*
**

J'aurais voulu ajouter à ce travail un troisième paragraphe ; mais j'ai craint la critique. Il est certain que Fitou n'est pas dans le Roussillon, bien qu'il en soit limitrophe et que cette question des limites ait été souvent controversée. Je parlerai donc incidemment de Fitou, que je n'ai pas voulu comprendre dans le Languedoc, parce que les Ibères doivent, à mon avis, être groupés, non selon les contingences de la géographie politique, mais selon leurs affinités naturelles. Fitou est, en somme, bien plus rapproché des centres ibères du Roussillon que d'Ensérune, qui fut la capitale ibère du Languedoc et, sauf Montlaurès, je ne trouve pas de localités pouvant former les anneaux d'une chaîne s'étendant jusqu'à Fitou. Je dirai donc tout simplement qu'à Fitou il existe un étang desséché par un émissaire et qu'il y a environ sept ans on y découvrit des silos. A cette époque, absorbé par l'organisation du Musée lapidaire de Narbonne, je ne pus répondre à l'appel de Fitou. J'en ai gardé un amer regret.

Fitou a toujours porté le nom de *Fictorium*, qui sans doute lui fut donné lors de la conquête romaine ; je ne lui en connais pas d'autre. Il ne serait donc pas impossible que l'établissement d'une poterie sur ce point remontât aux Ibères, de même qu'à Montlaurès j'ai noté la présence d'une forge. Il y aura lieu d'examiner cette question de plus près.

Je pourrais aussi mentionner Espira de l'Agly, où M. Pierre Vidal signale la présence d'un émissaire, appelé du nom suggestif de *Forat de las Encantadas*, qui rappelle

des légendes de l'époque proto-historique (1). C'est tout ce que je sais d'Espira (2). On conçoit que, dans une série de recherches portant sur trois départements, j'aie dû me borner à l'exploration des grandes localités, où se trouvent naturellement groupés les principaux éléments pouvant déterminer une conviction. Les autres viendront à leur tour se ranger autour des premières.

Ensérune, Ségelone, Garsages, Montady, Montlaurès. Fitou, Castel-Roussillon, le *Burgus Erbinus*, sont, à mes yeux, des localités habitées jadis par les Ibères. Je m'occuperai plus tard des Ibères du Biterrois, qui me paraissent avoir été concentrés autour de Pézenas et peut-être avoir peuplé *Cessero*.

Parti seul, il y a dix ans, à la recherche des Ibères, sans guide, n'ayant d'autre soutien qu'une froide volonté, côtoyant sans cesse l'erreur avec les numismates et parfois avec les médiévistes, sans cesse aux prises avec les doctrines surannées et les sièges tout faits, je suis néanmoins arrivé à des conclusions, qui, je l'espère, feront réfléchir les esprits les plus prévenus.

Émissaires, silos, vases peints, bronzes étrusques, tels sont les vestiges qui doivent servir à reconnaître les localités ibères, points sporadiques épars sur la superficie du Bas-Languedoc et du Roussillon. Les médailles, quand elles ne sont pas en nombre, ne sont pas un indice suffisant, car, la plupart du temps, elles sont mélangées à celles des autres peuples gaulois.

Mettant à profit les observations qui précèdent, je vais étudier, mais non trancher, la question d'*Illiberis*. Un travail sur les Ibères du Roussillon serait assurément considéré comme fort incomplet, s'il n'y était question de

(1) PIERRE VIDAL, *Guide en Roussillon*, p. 21.

(2) L'émissaire est marqué sur la carte de l'État-Major, n° 255. A proximité, on voit aussi un ancien étang, desséché par des procédés plus simples,

cette ville fameuse. Eh ! bien, je regrette d'avoir à le déclarer, *Illiberis* n'a rien de commun avec Elne. Au cours d'une visite que j'ai faite naguère à la vieille cité épiscopale, visite pleine de charme d'ailleurs, un Hélénois fort instruit, qui connaît à fond le sol et le sous-sol de sa ville, M. Raymond de Lacvivier, m'a spontanément déclaré qu'on n'avait jamais découvert à Elne le moindre vestige, le moindre objet pouvant remonter à la période proto-historique et même au Haut-Empire (1). *Pas de médailles, soit ibériques et grecques, soit consulaires et impériales; pas de poteries samiennes, non plus que de vases peints; pas de jarres ni d'urnes cinéraires; pas de meules ni de silos.* S'il en est ainsi, — et je n'ai aucune raison d'en douter, — il ne me reste plus qu'à dresser un procès-verbal de carence et.... à chercher *Illiberis* ailleurs. Il m'importe peu qu'à la suite d'un écrivain du moyen âge, historiens et géographes aient, à l'envi, placé le site d'*Illiberis* à Elne; pour l'archéologue, Elne n'est pas *Illiberis*.

Si nous recherchons quelle pouvait bien être la pensée du géographe Mela, lorsqu'il écrivait la phrase si connue « *magnæ quondam urbis et magnarum opum* (2)... », nous devons reconnaître qu'il n'a nullement fait allusion à des monuments, des temples, des aqueducs, des amphithéâtres, etc., mais bien à une ville d'un grand développement, pourvue d'abondantes ressources, en un mot, une ville *opulente*. Si donc nous trouvions sur les bords du fleuve *Illiberis* une puissante agglomération de silos, nous

(1) Les gens du pays sont profondément convaincus que le *Castrum Helenæ* n'était pas sur la colline d'Elne, mais bien sur une colline peu éloignée, où l'on rencontre des vestiges de l'antiquité classique. Je me propose de faire des recherches dans cette direction. Quant aux textes du moyen âge, tous d'une interprétation douteuse, les uns semblent confirmer, les autres infirmer cette opinion. Il va sans dire que la question d'*Illiberis* est indépendante de la solution qui pourra être donnée à ce problème.

(2) POMPONIUS MELA. *De situ orbis*. I. II. § V. « *Vicus Eliberri, magnæ quondam urbis et magnarum opum tenuæ vestigium* ».

devrions y reconnaître la ville sobrement décrite par Mela, car de nombreux silos bondés de grains constituaient de véritables *opes*. De plus, ces silos recélaient sans aucun doute dans leurs flancs des vases peints et des bronzes d'art, qui, outre leur valeur artistique, ont toujours eu dans l'antiquité une grande valeur vénale. Pour moi, je ne puis me résoudre à considérer les Ibères comme un peuple atteint de la manie du collectionneur ; mais, plus je me suis avancé dans mes recherches, plus s'est fortifiée dans mon esprit cette conviction que les vases peints et les bronzes d'art découverts dans leurs villes constituaient un capital mis par eux en réserve. Quoi qu'il en soit, aucun vestige de ces richesses n'a été exhumé à Elne. Il appartient au lecteur de conclure ; je laisse la question *d'Illiberis* en suspens.

Décembre 1908.

F.-P. THIERS.

LA “ DANSE DE NOCE ”, DE PIETER BRUEGEL

Parmi les peintres flamands qui illustrèrent au xvr^e siècle l'école d'Anvers, nulle figure n'est peut-être plus attrayante à qui veut pénétrer le génie même de la race, que celle du vieux maître Pieter Bruegel, dit le Drôle ou le Paysan. Longtemps considéré comme un simple amuseur, ou tout au moins comme un imagier populaire fantasque et hardi, son nom est progressivement sorti de cette pénombre où il restait enveloppé parmi les peintres attitrés des « diableries » et des « drôleries ». Une critique plus avisée lui a rendu la place qui convenait à sa personnalité : celle d'un puissant et fécond novateur. Car au sein d'une époque où, au grand détriment de l'art local, l'engouement pour les maîtres italiens dominait dans les Pays-Bas, faisant dédaigner aux artistes néerlandais le genre réaliste et familier que leur suggéraient toutes les tendances de leur tempérament national, et les rejetant vers des conceptions idéalistes dont ils ne pénétraient pas l'âme, Bruegel sut rester le peintre de sa terre natale, de sa race et de son temps.

Fils de modestes paysans, les premiers spectacles qui frappent ses yeux sont ceux qu'il reproduira dans toute la maturité de son talent. On ne connaît point son nom de famille ; il porte celui de la petite localité qui l'a vu

naître : Bruegel près de Bréda. Il se forme dans l'atelier de Pierre Coecke d'Alost, vers 1539, et plus tard par l'étude et l'imitation des œuvres étranges de Jérôme Bosch ; mais il devait successivement s'alléger de tout ce que l'enseignement du premier conservait du style raphaélesque, importé par Van Orley, son ancien maître, et ne s'arrêter qu'un temps aux créations fantastiques du second, qu'il surpassa en puissance et en fantaisie. L'éditeur Jérôme Cock, le plus grand propagateur d'estampes du xvi^e siècle, employa Bruegel comme collaborateur, mais sut laisser libre cours à l'expansion de son génie. Cock, en effet, malgré son séjour à Rome, avait gardé une compréhension très nette des milieux flamands dans lesquels il vivait ; il dut orienter Bruegel, dessinateur d'estampes, vers des sujets simples et populaires, plus accessibles à la fois à la vocation propre de l'artiste et au nombreux public des acheteurs. Inscrit franc-maître à la gilde en 1551, Bruegel suit à son tour l'irrésistible courant qui entraîne tous les peintres vers l'Italie, voyage considéré alors comme le complément indispensable de toute éducation artistique. Son passage à travers les Alpes va lui fournir de nombreux croquis, qui serviront de cadre à ses estampes ou de fond à ses tableaux. C'est à peu près tout. Insensible à l'influence italienne, il a gardé intactes ses libres facultés de vision nette, d'observation réaliste, de représentation originale des images quotidiennes qui frappent ses sens. La majesté des sites alpestres cédera bientôt le pas à l'intimité des petits paysages brabançons. Quand, fatigué de se maintenir dans le cercle restreint des œuvres gravées, il aura cherché dans la peinture de nouvelles sources d'expression, ce seront ces mêmes coins familiers où il fera évoluer, sous le couvert de titres bibliques, des groupes et des personnages uniquement flamands (V. le *Massacre des Innocents* et le *Dénombrement de Bethléem* au musée de Bruxelles). Bruegel

arrive ainsi insensiblement à ne plus retracer que les scènes de la vie populaire et rustique, pour leur saveur propre, sans chercher à les transposer, à leur donner plus de portée que leur stricte représentation. Génial précurseur des Teniers, des Steen, des van Ostade, des Brouwer, il a rajeuni et recréé en quelque sorte un genre qui sera plus tard une des gloires de l'art flamand.

C'est à cette dernière période de son évolution artistique qu'il faut rattacher une série de compositions sur les noces campagnardes dont fait partie le tableau de notre Musée porté au catalogue Fil sous le titre de *Kermesse-Fête Flamande*, n° 291. Le sujet de cette peinture est connu : à l'ombre des arbres, sur un épais gazon, des paysans réunis se livrent au plaisir de la danse, au son des cornemuses. Certains s'embrassent à la dérobee ; d'autres regardent en curieux ou boivent gloutonnement à même les cruches de grès. Plus loin, un groupe compact entoure une table, à laquelle est assise de face, et se détachant sur une grossière draperie violacée, tendue entre deux branches, une imposante femme d'aspect peu avenant, en l'honneur de qui la fête paraît avoir lieu. La couronne des vierges est suspendue au-dessus de sa tête ; elle porte elle-même sur son épaisse chevelure blonde, dénouée, une couronne semblable. Elle regarde un plat posé sur la table, dans lequel un individu âgé, debout à droite et de profil, compte des pièces de monnaie, tandis qu'assis à gauche, vu de dos, un autre vêtu et coiffé de noir est occupé à écrire.

Quelque interprétation qu'on ait voulu donner de cette composition, c'est bien là une scène de noce campagnarde, montrant sous un jour plaisant deux aspects du caractère flamand : la jovialité, la sensuelle et grasse gaîté, avec les gars des premiers plans qui ne songent qu'aux jouissances un peu matérielles que leur procure la fête ; l'esprit méticuleux d'ordre, le sens avisé des intérêts, le côté

pratique de l'existence, dans le groupe du fond. Là, on dote la jeune femme, et même dans certaines estampes, où ce sujet est reproduit sous le titre de *Danse de noce* (1), que nous lui conserverons, chacun des familiers qui l'entourent est représenté apportant, en guise de cadeau, quelque objet de ménage destiné aux futurs époux.

L'ensemble du sujet aussi bien que l'étude minutieuse des parties révèle chez l'auteur le sens de la plus fine et de la plus pénétrante observation. Chaque type est individualisé nettement par ses gestes, son attitude, l'expression de son visage, les détails de son costume. Les groupes s'adaptent de la façon la plus naturelle au décor dans lequel ils évoluent.

Notre tableau est conçu dans une gamme chaude de bruns et de verts, sur lesquels les personnages se détachent en un curieux papillotement de couleurs ; mais les noirs profonds, les blancs atténués, les rouges mats, les bleus sourds et discrets s'harmonisent bien dans l'effet général. Le peintre s'est joué des difficultés qu'une telle profusion et de si fréquents rappels de tons auraient pu engendrer.

Cette œuvre, acquise en 1842 de la galerie Peyre, est peinte à l'huile sur bois. Ses dimensions sont en hauteur 0 m. 40, en largeur 0 m. 56 ; les figures du premier plan ont 0 m. 17 environ. Elle est signée et datée sur le terrain, à gauche : P. BREVGHEL. 1620.

Il existe en France et à l'étranger, de nombreuses redites de cette composition, figurant dans les collections publiques ou privées, sous les titres les plus divers et parfois les plus inattendus, distinctes assez souvent les unes des autres par des variantes plus ou moins sensibles dans leur dessin, leur coloris ou leurs dimensions.

(1) V. *Les Estampes de Peter Bruegel l'Ancien*, par René van Bastelaer.
— (G. van Oest. Bruxelles, 1908, n° 210.

Trois retiennent plus particulièrement notre attention : celles des musées de Bordeaux et de Quimper, et à l'étranger, du musée germanique de Nuremberg. On cite encore des œuvres d'une inspiration similaire à Augsbourg, avec la date 1616, dans la galerie Liechtenstein (1612), à Ypres, à Gand, où des différences plus sensibles laissent cependant deviner l'influence d'un prototype original.

I. — Le tableau de Bordeaux, entré au Musée en 1829, provient de la galerie du marquis de Lacaze. Il est peint sur cuivre ; ses dimensions sont en hauteur 0 m. 40, en largeur 0 m. 50, figures 0 m. 17. Ce sont donc sensiblement les mêmes que dans le nôtre, qui a seulement 0 m. 06 de largeur en plus, la partie paysage se trouvant prolongée à droite, ce qui donne plus d'air à la composition. Le sujet est inversé par rapport au nôtre, remarque que l'on peut également faire pour toutes les autres redites, et, à sa différence, ne porte aucune signature. Il s'en distingue également par une foule de petits détails et par la tonalité d'ensemble. Admirablement conservé, d'un coloris vif et agréable, où dominent les rouges chauds, les bleus et les gris clairs, il est incontestablement d'une qualité supérieure à notre peinture, plus châtié, plus délicat avec plus de tenue, de consistance, d'enveloppe. On le donnait primitivement à Jan Breughel de Velours, attribution trop invraisemblable pour être maintenue, et on le désigne sous le titre de *Fête flamande de la Rosière*, que rien ne paraît justifier.

II. — Le tableau du musée de Quimper est peint sur bois, en bon état de conservation. Ses dimensions sont plus réduites : H. 0 m. 39, L. 0 m. 47 ; mais celle des personnages du premier plan reste la même : de 0 m. 16 à 0 m. 17 de hauteur. Aucune signature n'est visible. La couleur est chaude, l'expression et le mouvement des figures remarquables. Il provient de la collection léguée à la ville en 1864 par M. de Silguy, ancien inspecteur géné-

ral des Ponts et Chaussées, et figurait sur le catalogue de son cabinet comme étant de Pierre Breughel.

III. — A Nuremberg, la peinture également à l'huile et sur bois ne mesure plus que 0 m. 34 sur 0 m. 43, les figures restant à l'échelle de 0 m. 18 environ. La réduction n'est donc pas proportionnelle et porte uniquement sur les fonds. Le panneau aurait-il été diminué après coup ? Toujours est-il que le sujet, ainsi présenté, est bien moins heureux. La suppression du ciel, de la ligne d'arbres à l'horizon, et le resserrement des côtés laissent les figures sans air, sans perspective, en un tas grouillant et confus. D'autres divergences importantes s'accusent dans la position et même dans les têtes des personnages : l'homme isolé du premier plan, entièrement rasé dans les peintures déjà citées, est ici plus âgé et porte la barbe, etc. Cette œuvre a été acquise en 1904 d'une maison de commerce d'objets d'art de Munich. Une annotation en langue italienne collée au revers du panneau montre qu'elle a précédemment séjourné en Italie. Son coloris est dans une gamme d'ors bruns sombres, avec des parties blanches et rouges plus éclatantes.

Partout où elles existent, ces redites ont été attribuées sans hésitation à Pieter Bruegel le Vieux (1).

On comprend sans doute le puissant intérêt de toute collection à posséder un original de ce maître, et la tendance bien humaine à considérer comme tel, toute œuvre qui peut à un degré quelconque, lointaine copie, pastiche ou travail honorable d'un disciple, se recommander de son genre et de sa manière. Mais, en ce qui concerne la « Danse de nocce », la multiplicité même de ces répétitions et certains traits caractéristiques de celle que nous possédons permettent de s'incrimer en faux contre cette opinion.

(1) C'était pour notre peinture l'opinion de M. Alfred Michiels, suivi en cela par nos deux catalogues : Tournai, n° 1130, et Fil, n° 291.

Il paraît difficile d'admettre à priori que Bruegel soit si souvent revenu sur le même sujet, alors surtout que ses peintures sont fort rares. A part quelques musées privilégiés, au premier rang desquels il faut placer le musée du Belvédère à Vienne, quelques galeries dont la collection Liechtenstein, on peut affirmer que la plupart des attributions à ce maître sont erronées. Que de grands musées d'Europe ne possèdent pas un seul Bruegel authentique ! A cela rien d'étonnant, si l'on veut se rappeler que, né vers 1525, mort en 1569, il ne dépassa guère la quarantaine ; qu'il paraît dans la première partie de sa carrière s'être presque exclusivement spécialisé dans les dessins, que maître Jérôme Cock faisait graver pour les vendre ensuite dans sa boutique, sous l'enseigne : « Aux Quatre vents » (1) ; qu'il ne dût commencer à peindre que vers trente ans (2), et que l'art subtil et minutieux avec lequel il traitait des tableaux, étoffés d'innombrables figures (3), son décès prématuré et le soin qu'il prit avant de mourir de détruire une partie de ses productions satiriques ne lui permirent pas de laisser un nombre considérable d'œuvres peintes. Là d'ailleurs où on peut le juger en pleine connaissance de cause, comme à Vienne, il se révèle avec une maîtrise du pinceau, une richesse et une variété de palette, une souplesse de facture qu'on est loin de retrouver dans les nombreux tableaux dont on l'a gratifié avec une générosité vraiment excessive.

Ces fausses attributions dérivent d'une confusion que l'étude de notre tableau de Narbonne nous aidera à mettre en lumière. En effet, le fils aîné de Bruegel, qui

(1) De 1553 à 1558, il est cité comme exécutant ou inventeur sur un grand nombre de gravures éditées par Cock.

(2) On ne connaît pas de lui d'œuvre peinte antérieure à l'année 1558 : Une *Scène de pillage* de la galerie Liechtenstein porte cette date. *La Dispute du Carnaval et du Carême* de Vienne est seulement de 1559.

(3) *La Marche au Calvaire* de Vienne comprend plus de 500 figures; notre petit tableau en compte environ 75.

portait comme son père, le prénom de Pieter ou Peter (1), ne se borna pas, suivant la première voie qu'il lui avait tracée, à composer ces « diableries » ou « sorcelleries » qui lui valurent son surnom : Brueghel d'Enfer ; il s'occupa surtout, d'après l'historien van Mander, « de copier et « d'imiter avec beaucoup de talent les œuvres de son « père » (2). S'il apporta parfois à ses copies quelque vulgarité, il prit du moins l'habitude d'y introduire des variantes, qui les marquait du cachet de son propre talent. Pour certaines d'entre elles, peut-être n'avait-il plus l'original sous les yeux, et leur exécution d'après une gravure pourrait expliquer, comme pour notre tableau par exemple, que la scène se trouve inversée, particularité qui ne répond à aucun mobile artistique.

Ces copies de Brueghel le fils abondent ; c'est parmi elles qu'il faut classer notre peinture et en général les redites existant de cette même composition.

Que Bruegel l'ancien soit l'auteur du prototype initial de cette *Danse de noce*, nul doute sur ce point. Elle se rattache à la série de ses études sur les noces de campagne, qui sont de sa meilleure manière. Ces scènes réalistes que Bruegel fixait d'un pinceau alerte et spirituel, il les avait lui-même vécues. En compagnie de son ami Jan Frankert, négociant anversois, bonhomme artiste et jovial, il se mêlait souvent aux réjouissances nuptiales des villageois, légitimant sa présence par la revendication de quelque parenté hypothétique, et l'appuyant au besoin d'un opportun cadeau. Tout lui était alors sujet d'étude et ayant saisi sur le vif le spectacle qu'il se proposait de retracer, il unissait, en l'évoquant, le sens de l'observation la plus aigüe à la plus déconcertante fantaisie.

(1) Peter Brueghel ou Breughel II, dit d'Enfer, né à Bruxelles en 1564, mort à Anvers au commencement de 1638. Elève de Gillis van Coninxloo, dans cette dernière ville, où il fut inscrit franc-maître à la gilde, en 1585.

(2) V. A. J. WAUTERS. Études, recherches et notes sur l'art flamand. Bruxelles, 1887.

L'estampe de *la Danse de noce* est citée, décrite et reproduite sous le n° 210 du catalogue de l'œuvre gravée de Bruegel l'Ancien, dressé par M. René van Bastelaer. Elle est signée à gauche, sur un cartouche en forme de banderolle : P. BRUEGEL. INVENT. Il en existe quatre états différents. Cette estampe est la reproduction d'une peinture à la détrempe, procédé très familier à cet artiste. Van Mander cite ce tableau comme ayant appartenu à la collection de Guillaume Jacobszoon d'Amsterdam. La trace en est aujourd'hui perdue.

Bruegel l'aurait-il répété à l'huile et faut-il considérer comme un original de sa main, soit *la Fête de la Rosière* de Bordeaux, comme inclinait à le penser M. Brédjus, le savant directeur du musée de la Haye, comme l'affirment Paul Mantz (*l'Artiste*, 1846) et Louis Gonse (*Les Chefs d'œuvres des Musées de France. — La Peinture*, Paris, 1900), soit, d'après une autre opinion autorisée, le tableau réduit du musée de Nuremberg ?

La multiplicité des éléments d'appréciation à recueillir, l'impossibilité d'une comparaison sur place nous détournent d'aborder un débat, qui sera, nous le craignons, difficile à résoudre. Notons seulement que pour ces deux tableaux, aucune justification n'est donnée, aucune pièce d'identité n'existe, qu'on ignore tout de leur première origine et que par suite leur attribution restera soumise aux fluctuations des opinions personnelles.

Mais ce qui est acquis, c'est que l'œuvre du Musée de Narbonne est bien une copie de *la Danse de noce* de Bruegel l'Ancien par son fils Pierre. Comment n'avoir pas été frappé, dès le début, par le millésime de 1620 ? Il y avait alors 50 ans que le vieux maître était mort ! Pour la lui attribuer avec quelque vraisemblance, on a été obligé de suspecter une signature dont l'authenticité ne prêtait pas à discussion, de supposer que la date était postérieure à l'achèvement du tableau, et qu'à l'époque reculée, où

elle aurait été ajoutée, on ignorait la date de la mort de Bruegel au point de commettre une aussi grossière erreur ! L'explication était laborieuse ; la réalité est plus simple. Bruegel étant mort en 1569, tout tableau qu'on serait tenté de lui attribuer doit, s'il porte une date authentique ultérieure et ne dépassant pas 1637, être mis au compte de son fils. Or notre tableau porte celle de 1620, année de production d'ailleurs très féconde pour lui.

Ce n'est pas tout ; les modalités mêmes de cette signature auraient suffi à indiquer la paternité de Brueghel d'Enfer. En effet le père et le fils n'ont pas orthographié leur nom de la même façon. Le premier mettait : BRUEGEL, très nettement, sans faire d'habitude précéder son nom du prénom ou d'une lettre initiale, souvent aussi sans le faire suivre d'une date. Le fils au contraire signait : P. BRUEGHEL ou BREUGHEL, le G étant toujours suivi d'un H, le nom précédé de la lettre P., initiale de de son prénom et séparé d'elle par un point. Enfin ses œuvres de 1589 à 1630 sont datées.

L'examen de la peinture confirme pleinement cette conclusion. Le type très caractéristique de la grosse femme blonde, la préparation des fonds, certaines qualités de rouges, la facture conventionnelle des arbres par série de petites hachures indiquent clairement la main de Brueghel le fils.

Ce qui rend notre peinture particulièrement intéressante, c'est qu'étant à notre connaissance la seule de ces diverses redites signée et datée, elle doit servir de terme de comparaison, et permet de restituer à Brueghel d'Enfer la plupart des Danses de noce qui existent. Il est permis de penser qu'en entrant dans la voie de ces imitations et de ces copies, Pierre Brueghel sacrifiait aux goûts artistiques de son temps. Les œuvres de son père étaient fort goûtées de ses concitoyens, l'exemple de Rubens en ornant sa galerie particulière suffirait à le prouver.

Entre toutes, la *Danse de nocce* devait plaire comme une sorte d'image populaire, essentiellement vivante et colorée. Pierre Brueghel en multiplia sans doute les redites pour satisfaire aux demandes réitérées des acquéreurs. La difficulté de garder sous les yeux les originaux primitifs, la lassitude de refaire sans cesse le même travail, la libre fantaisie de l'artiste toujours en éveil, le désir d'augmenter la valeur de chacune de ses copies, en y ajoutant une note personnelle, expliquent suffisamment les variantes qui les caractérisent. Grâce à elles, ces œuvres, pour n'être point de la main du vieux maître flamand, n'en restent pas moins dignes d'occuper une place d'honneur dans les collections où elles figurent. Mais celle de notre Musée présente cet intérêt spécial d'aider, par la netteté de sa signature et de sa date, à élucider le problème de leur véritable attribution.

LOUIS BERTHOMIEU.

AMAURI II, VICOMTE DE NARBONNE

(1260' — 1328)

TROISIÈME PARTIE

L'administration du vicomte

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT TERRITORIAL DE LA VICOMTÉ SOUS AMAURI II

- I. Possessions du vicomte dans Narbonne. — II. Ses possessions hors de Narbonne. — III. Apanage de Pierre, frère du vicomte. — IV. Le territoire vicomtal et le pariage de 1309. — V. L'apanage de Guillaume, second fils d'Amauri. — VI. Les limites de la vicomté à la fin du gouvernement d'Amauri II.

I. — La ville de Narbonne, capitale de la vicomté de ce nom, n'appartenait pas tout entière au vicomte. L'archevêque, le chapitre de Saint-Just, le chapitre et l'abbaye de Saint-Paul et les autres communautés religieuses de la ville ou de la campagne y possédaient de nombreux quartiers qui échappaient à l'action du pouvoir vicomtal. Le vicomte devait tenir grand compte surtout des décisions de l'archevêque, dont la puissance temporelle avait des origines très anciennes. Les trois quarts de la ville de Nar-

bonne, à savoir tout le Bourg et la moitié occidentale de la Cité, appartenaient à l'archevêque. Quant au vicomte, il ne possédait directement que la moitié orientale de la Cité. Pour le reste de la ville, il était le vassal de l'archevêque. La limite qui séparait la Cité vicomtale de la Cité archiépiscopale partait de la porte Ferrade, anciennement porte Aiguière, laquelle s'élevait au sud-ouest du palais vicomtal, atteignait en droite ligne le carrefour de la Croix, puis, s'infléchissant à angle droit vers l'ouest, longeait le mur septentrional de la cathédrale jusqu'au four de Saint-Just, traversait, ensuite, le marché Vieux et finissait à la porte Royale (1). Quand Amauri prêta hommage à Gilles Aicelin pour tout le Bourg et la moitié occidentale de la Cité, le 11 octobre 1305, il reconnut que l'archevêque possédait dans cette partie de la Cité, à titre de propriété allodiale, les habitations des chevaliers et de leurs domestiques, les maisons des clercs et de tous leurs locataires, les redevances féodales et les albergues des chevaliers, les tours avec leurs manses, leurs murailles et toutes les autres dépendances, lesquelles tours dominaient de distance en distance l'enceinte de la Cité, depuis le milieu du portail de la porte Royale jusqu'à la tour Mauresque, tout le Capitole, le manse de feu Arnaud Amalric, le manse du prieur de Montlaurés, le manse de Pons de Malvés, le manse de Pierre d'Aujac (2).

(1) On trouve des détails plus précis sur les limites des juridictions vicomtale et archiépiscopale dans un acte du 22 février 1352 (MOYNNÈS, *Invent. des archives communales de Narbonne, annexes de la série AA*, p. 354). On aura une idée de la limite qui séparait la Cité archiépiscopale de la Cité vicomtale en supposant une ligne qui partirait du milieu de l'entrée de la rue du Pont, traverserait la place de l'Hôtel-de-Ville, passerait par la rue Droite, jusqu'au carrefour que forme cette rue avec la rue de la Poste et la rue Viollet-le-Duc, puis par la rue de la Poste, la rue Lieutenant-Colonel Deymes, la rue du Capitole, la rue Faber, la place Bistan, la rue de l'Ancienne Porte de Béziers jusqu'à l'entrée du square de la Révolution.

(2) Pièce justificative n° XII.

II. — Après avoir déterminé quelle était la partie urbaine de la vicomté, il nous reste à rechercher en quoi consistait la partie rurale. Pour cela, il est nécessaire de se reporter à l'aveu ou dénombrement que le vicomte Aimeri V et son frère Amauri de Pérignan firent aux agents du roi à Carcassonne, le 22 mai 1271 (1). A cette époque, la vicomté se composait d'une centaine de châellenies, réparties en trois groupes, les deux premiers assez compacts, celui du Narbonnais (2), celui de la Corbière (3) et celui du diocèse de Béziers (4). Le Narbonnais s'étendait à l'est du cours inférieur de l'Aude (branche de la Robine) et au nord de son cours moyen : il était limité au nord-ouest par le Minervois, mais il empiétait au nord sur le territoire des arrondissements actuels de Béziers et de Saint-Pons (5). La Corbière occupait toute la région située à l'ouest de la Robine et au sud du cours moyen de l'Aude : ses autres limites étaient, à l'est la mer Médi-

(1) *Hist. de Lang.*, t. VIII, *Preuves*, cc. 1735-1739.

(2) Pérignan (auj. Fleury-d'Aude), Céleyran, Vinassan, Marmorières, Saint-Pierre-del-Lec, Armissan, Coursan, Cuxac, Sallèles, Truilhas, Mirepeisset, Ginestas, Paraza, Le Villar des Ports, Roubia, Mailhac, Argeliers, Montouliers, Ouveillan, Cruzy, Villespassants, Castignan, Assignan, Quarante, Ceillan, Savignac, Thézan-lès-Béziers, Tudéry.

(3) Leucate, Fitou, Lapalme, Roquefort, Montpezat, Mattes, Lastours, Gléon, Durban, Castastel, Villeneuve, Rouffia, Mendourelles, Ortous, Feuilla, Fraissé, Treilles, Castelmaure, Saint-Jean-de-Barrou, Villesèque, Albas, Jonquières, Donos, Ferrals, Coustouge, Fourques, Talairan, Bages, Villar de Fargues, Portel, Le Lac, Saint-Martin-de-Toques, Saint-Pierredes-Clars, Moussan, Montredon, Védillan, Marcorignan, Saint-Martin-entre-deux-eaux, Névian, Raissac, Ornaisons, Bizanet, Montsérret, Villeroige-la-Panouze, Boutenac, Gasparets, Fabrezan, Montrabech, Escalles, Montbrun, Roquecourbe.

(4) Magalas, Saint-Gervais, Vayran, Boujan, Caussiniojols, Cabrerolles, Le Poujol, Mas de Mous, Colombières, La Voûte, Castanet, Douch, Maurian, Saint-Laurent-de-Fereyrolle, Saint-Maurice-de-Rongas.

(5) Cruzy, Montouliers, Villespassants, Castignan, Assignan, Quarante, Ceillan, Savignac, Thézan.

terrannée, au sud le Roussillon et le Termenès, à l'ouest le Carcassès (1).

Après les nombreuses transactions conclues entre le vicomte Aimeri V et son frère Amauri de Pérignan, la plus grande partie de la vicomté fut naturellement adjugée au vicomte, mais Amauri obtint une trentaine de châtelainies. Voici, d'ailleurs, comment à l'avènement du vicomte Amauri II, les châteaux mentionnés dans le dénombrement de 1271 se trouvaient répartis entre la branche aînée et la branche cadette : tous les châteaux du diocèse de Béziers se trouvaient aux mains d'Amauri de

(1) A noter que Roquecourbe a été rattaché, non pas à l'arrondissement de Narbonne, mais à celui de Carcassonne.

Le pays de la Corbière, tel qu'il nous paraît délimité par l'aveu de 1271, ne constituait pas une région naturelle. Un *État du diocèse de Narbonne vers 1675*. (*Les Chroniques de Languedoc*, Montpellier, 1875, t. 1^{er}, pp. 280-282 et 318-320) porte la limite septentrionale de la Corbière plus au sud, plaçant dans le Plat-Pays ou Narbonnais, immédiatement au nord de la limite de la Corbière, les lieux de Camplong, Ferrals, Boutenac, Bizanet ; dans cet *État*, les lieux de la Corbière qui se trouvent immédiatement au sud de la limite sont Fabrezan, Thézan, Montségret, Saint-André-de-Roque-longue et Bages. Il est surprenant que Fabrezan ait été placé dans la Corbière et Camplong dans le Plat-Pays. Néanmoins, la délimitation fournie par l'*État du diocèse de Narbonne vers 1675* nous paraît plus conforme à la nature du sol corbiérois. Il faut noter, toutefois, que l'*État* place dans la Corbière des lieux qui se trouvaient dans d'autres pays : Termenès ou Carcassès par exemple, quelques lieux des cantons actuels de Tuchan et de Lagrasse. Aujourd'hui, sous la dénomination de région des Corbières, on englobe les cantons de Sigean, de Durban, de Tuchan, et partie des cantons de Lézignan, Lagrasse et Mouthoumet. En somme, en tenant compte des traditions historiques et de la configuration géographique, on pourrait placer dans la Corbière : les cantons de Sigean et de Durban, en entier, plus certains villages des cantons de Narbonne (Bages), Lézignan (Fabrezan, Montségret et Saint-André) et Lagrasse (Tournissan, Talairan). Mais il est évident que si l'on se place à certains points de vue, au point de vue des vins, par exemple, la délimitation de la Corbière doit s'appuyer sur d'autres bases que l'histoire et la géographie : l'état minéralogique du sol et la constitution chimique du produit lui-même fournissent des éléments de comparaison plus sûrs que les précédents.

Pérignan (1) ; la presque totalité des châteaux du Narbonnais, sauf Narbonne, Coursan et Cuxac, appartenait aussi à ce dernier (2) ; quant aux châteaux de la Corbière, ils dépendaient, sauf une douzaine, qui relevaient d'Amauri de Pérignan (3), du vicomte Amauri (4). L'apanage d'Amauri de Pérignan constituait dans la vicomté un petit état absolument indépendant : Amauri de Pérignan

(1) Accord du 24 mars 1271 (*Hist. de Lang.*, t. VIII, *Preuves*, cc. 1731-1732).

(2) Argeliers, Armissan, Assignan, Castignan, Ceillan, Céleyran, Ginestas, Mailliac, Marmorières, Mirepeisset, Montouliers, *Ouveillan*, Pérignan, *Pouzols*, Quarante, Saint-Pierre-del-Lec, Sallèles, Savignac, Thézan, Tudéry, Truilhas, Le Villar des Ports, Villesspassants (accord du 24 mars 1271 ; aveu du 22 mai 1271 ; hommage prêté à Amauri de Pérignan, le 21 janvier 1272, par Guillaume des Fonts-de-Maillac : Doat, t. 47, f^os 150-151 ; sentence arbitrale du 26 août 1281 : Le P. ANSELME, *Histoire généalogique*, t. VII, p. 767). Aucun des actes ci-dessus ne mentionne la cession d'Ouveillan à Amauri de Pérignan, mais d'autres documents nous montrent que ce château faisait partie de son apanage (MOUYNÈS, *Invent. des archives communales de Narbonne, série AA*, t. 1, *Notes*, p. 436). Quant au château de Pouzols, il ne se trouve pas indiqué dans l'aveu de mai 1271 ; mais Guillaume des Fonts-de-Maillac le tenait en fief d'Amauri de Pérignan. Un certain nombre de châteaux du Narbonnais énumérés dans l'aveu de mai 1271 ne paraissent appartenir ni à Amauri II, ni à son oncle ; ce sont : Cruzy, Paraza, Roubia, Vinassan ; il est probable que des tiers leur contestèrent ces diverses châtellenies.

(3) Albas, Castelmaure, Ferrals, Fitou, Fourques, Le Lac, Portel, Saint-Jean-de-Barrou, Saint-Martin-de-Toques, Saint-Pierre-des-Clars, Talairan, Treilles, Villesèque (accord du 24 mars 1271 ; aveu du 22 mai 1271 ; sentence arbitrale du 14 février 1281 : Doat, t. 48, f^os 163-180 ; cf. *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 61 ; sentence arbitrale du 26 août 1281).

En comparant la liste des châteaux de la Corbière pour lesquels il avait été prêté hommage à Amauri (Voy. deuxième partie, chap. IV, § 1) avec celle des châteaux de la même région énumérés dans l'aveu du 22 mai 1271, déduction faite des châteaux adjugés à Amauri de Pérignan, nous constatons qu'une dizaine de châteaux n'ont pas été partagés entre la branche aînée et la branche cadette : Bages, Castastel, Gasparets, Lapalme, Marcorignan, Névian, Ornaisons, Ortous, Raissac, Védillan. Nous avons vu plus haut (Voy. deuxième partie, chap. IV, § V) que Marcorignan appartenait à l'abbaye de Fontfroide, Névian, au chapitre de Saint-Just.

y rendait la justice, tant au civil qu'au criminel (1). Après sa mort, survenue entre mai 1309 (2) et le 30 avril 1313 (3), ses deux fils, Amauri et Aimeri, se partagèrent son héritage : le premier est connu sous le nom d'Amauri de Talairan, sans doute, parce qu'il choisit ce château comme capitale de sa principauté (4) ; le second porte le titre de seigneur d'Ouveillan et de Pérignan (5). Il est probable

(1) Accord du 24 mars 1271 (*Hist. de Lang.*, t. VIII, *Preuves*, cc. 1728-1732). Sur Amauri de Pérignan voy. : *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 139. A propos de son château de Saint-Pierre-del-Lec, Amauri eut des démêlés, vers 1297, avec Bérenger de Boutenac, vassal de l'abbaye de Lagrasse : Amauri avait fait extraire par ses sergents un homme des prisons de Saint-Pierre (Arch. de Narb., pièce non invent. : 15 octobre 1310). Sicard Fabre, clerc de Narbonne, était tenancier d'un champ sis dans le tènement de Saint-Pierre, au lieu dit *Las Rocas*, sous l'autorité de Guillaume Calvière, baile d'Amauri (*Ibid.*, acte du 15 juin 1300). Amauri transigea, lui et la communauté de Talairan, au sujet des dîmes ecclésiastiques avec l'archevêque et le curé de Saint-Vincent de Talairan, en 1304 (Invent. de l'archev. de Narb., t. I, f^{os} 563-564). Il reconnut, le 24 avril 1305, que les consuls jouissaient du droit de banderage dans le territoire de l'île del Lec (Clape), à l'exception de la devèze de Pérignan (Arch. de Narb., 11^e *thalamus*, f^o 92). Le 9 octobre, il autorisa l'abbaye de Fontfroide à dessécher l'étang d'Ouveillan (CAUVET, *Étude historique sur Fontfroide*, pp. 125-126). Le 1^{er} mars 1309, le Parlement décida de maintenir sous le sequestre du roi les châteaux de Talairan et de Fourques, malgré les réclamations d'Amalrinet, fils d'Amauri (BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n^o 3552).

(2) Mandement royal de mai 1309 enjoignant au sénéchal de Carcassonne de restituer à Amauri de Pérignan les châteaux de Talairan et de Fourques, (Arch. nat., JJ 41, f^o 45 et JJ 42 B, f^o 41).

(3) A cette date, Aimeri, fils mineur de feu Amauri de Pérignan, accorde certains privilèges aux habitants de Pérignan (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(4) Sur Amauri de Talairan voy. *Hist. de Lang.*, t. IX, pp. 139, 140, 165, 351, 352, 384, 385. Il reçut du roi des lettres de rémission, en février 1325. (Arch. nat., JJ 64, f^o 3).

(5) Aimeri de Pérignan conclut un accord avec l'abbaye de Quarante au sujet de Palas, Ceillan, Quarante, Argeliers, Sériège, le 20 juin 1317 (Arch. nat., JJ 61, f^{os} 185-187 v^o). Il vend à Fontfroide la moitié d'Assignan, Fontcalvi et Terral, tout Preissan et Cécicate : dans cet acte, il se déclare majeur de 24 ans et 6 mois ; l'acte étant du 25 juin 1320, Aimeri était né au mois de décembre 1295 (*Ibid.*, JJ 59, f^{os} 284-286 v^o). Le même jour, 25 juin 1320,

que le premier reçut en héritage les châteaux paternels du Narbonnais et du diocèse de Béziers, le second, les châteaux de la Corbière. Les seigneuries détachées de la vicomté de Narbonne en faveur de la branche cadette ne devaient plus jamais retourner à la branche aînée.

A côté de la branche cadette de Narbonne, l'archevêque possédait de nombreuses seigneuries, qui formaient autant d'enclaves indépendantes dans le territoire de la vicomté (1). L'abbaye de Fontfroide y détenait également une multitude de fiefs et même des châtellenies entières (2).

III. — Amauri II avait hérité de son oncle Guillaume de Narbonne les châteaux de Coursan, Lastours et Portel, le château de Verneuil, situé dans le diocèse de Chartres, les droits que son oncle percevait à Poissy et à Meulan, une maison dite de Narbonne, sise à Paris dans le quartier de Sainte-Geneviève. Amauri abandonna ces terres excentriques à son frère Pierre de Narbonne, le 29 juillet 1299. Le mal n'était pas bien grand, mais il eut tort de

Aimeri vend à Fontfroide la châtellenie de Mailhac (*Ibid.*, JJ 59, 290 vo-293). Le 10 janvier 1321, le Parlement annule l'accord conclu par Aimeri avec l'abbaye de Quarante (BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n° 6213). Le 7 avril 1322, Aimeri promet de vendre Ouveïllan à l'archevêque, mais les consuls et la communauté d'Ouveïllan obtiennent de se racheter du pouvoir d'Aimeri et de revenir sous la domination royale (MOUYNÉS, *ut supra*, t. I, *Notes*, p. 436). Le 23 septembre 1339, il se trouve en conflit avec les consuls de Pérignan (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(1) Nous n'avons pas la prétention de donner la liste de toutes les seigneuries possédées par l'archevêque dans la vicomté de Narbonne : nous indiquerons seulement, d'après les rubriques de l'Inventaire des archives de l'archevêché de Narbonne, les principaux grands fiefs de l'archevêque. Ce dernier détenait dans le Narbonnais : Gruissan, l'île de Cauquenne (île Sainte-Lucie), Salles, Saint-Marcel, Saint-Nazaire, Ventenac, Argens, Montels, Nissan, Capestang — Montels, Nissan et Capestang font partie aujourd'hui de l'arrondissement de Béziers — ; dans la Corbière : Peyriac-de-Mer, Sigean, Canet, Villedaigne, Cruscades, Saint-André-de-Roquelongue, Escales (en partie), Fontjoncouse, Villeneuve, Villeroche-de-Termenès.

(2) Voy. la liste donnée par Cauvet dans son *Étude historique sur Fontfroide*.

lui céder les quatre châteaux de Portel, de Lastours, de Moussan et de Védillan (1). Il faut ajouter, toutefois, que cette cession n'était que viagère. Guillaume de Narbonne, fils cadet du vicomte, devait hériter de son oncle Pierre (2). Dans la vicomté de Narbonne, le droit d'ainesse n'était pas appliqué dans toute sa rigueur. Le fils aîné héritait de la plus grande partie de la vicomté, mais les frères cadets recevaient des apanages : c'était là un moyen terme entre le partage sans distinction de progéniture et le partage en faveur du fils aîné. Il était de règle dans la maison vicomtale qu'un apanage constitué en faveur d'un cadet, appartenant à la cléricature, retournât, après sa mort, au vicomte ou à l'un de ses héritiers : c'est ce qui était arrivé pour l'apanage du chanoine Guillaume de Narbonne, oncle d'Amauri II ; c'est encore ce qui fut décidé pour l'apanage du chanoine Pierre.

IV. — L'état territorial de la vicomté subit quelques remaniements après le pariage du 7 avril 1309. Le roi se fit céder la suzeraineté immédiate du château de Leucate et du terroir de Saint-Pancrace (3). En retour, le vicomte reçut une partie des terres et des châteaux du Minervo (4). Mais cet échange ne fut guère que provisoire. Le pariage se rompit en 1322 et l'état territorial de la vicomté se retrouva à peu près tel qu'il était auparavant.

V. — Guillaume de Narbonne, fils cadet du vicomte, avait déjà reçu en apanage la partie du Minervo que le roi avait cédée à Amauri II (5). Après la rupture du pariage, son père lui fit donation de terres excentriques à la vicomté, telles que la terre de Montaigu, héritée par sa

(1) Pièce justificative n° VII.

(2) Pièce justificative n° XVIII.

(3) Pièce justificative n° XIII.

(4) Doat, t. 49, f° 385-393.

(5) Acte du 6 juin 1321 (Arch. nat., X¹cl).

mère Jeanne de l'Isle Jourdain (1) et le château de Mosset, acheté pour lui en Roussillon (2). Le fils cadet d'Amauri II ne recevait donc aucune châtellenie du Narbonnais ou de la Corbière : c'est dire que notre vicomte, tout en sacrifiant aux traditions de sa famille en matière de partage, se préoccupait vivement de ne pas compromettre l'unité territoriale de sa vicomté.

VI. — En somme, à la fin du gouvernement d'Amauri II, la rivière d'Aude formait la limite septentrionale de la vicomté, depuis le château de Coursan jusqu'au château de Roquecourbe. Seul, le château de Cuxac se trouvait un peu au nord de cette limite. Quant à la limite occidentale, elle était à peu près la même que la limite de l'arrondissement de Narbonne actuel, à cette différence près que la première passait à l'ouest de Roquecourbe, au lieu que la seconde passe à l'est de ce village. La frontière de la vicomté du côté du Roussillon était la même que la limite actuelle des départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, sauf entre la mer et la métairie actuelle de Cortal d'Ambosse. Tandis que la limite actuelle des deux départements traverse l'étang de Leucate en passant par l'île de Vy, la frontière méridionale de la vicomté passait plus au sud : elle longeait la rive droite du ruisseau de Fondame, traversait l'étang et débouchait dans la mer au grau Saint-Ange (3). Il n'est pas facile de tracer la limite des possessions vicomtales du côté de la mer, entre les embouchures des deux branches de l'Aude : une partie du territoire compris à l'intérieur du delta de cette rivière était, en effet, contestée entre l'archevêque et le

(1) Acte d'oct. 1323 (Arch. de l'Hérault, B 9, fo 38 ; Arch. nat., K 213, fo 29 vo).

(2) Acte du 6 juin 1321 (Arch. nat., X¹61).

(3) Voy. notre étude dans *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. IX, pp. 89-178.

vicomte (1). On peut dire en gros que la mer constituait la limite orientale de la vicomté, depuis le grau de Vendres jusqu'au grau Saint-Ange.

En résumé, la superficie de la vicomté, à la fin du règne d'Amauri II, était légèrement inférieure à celle de l'arrondissement de Narbonne actuel.

(1) Le vicomte et l'archevêque conclurent un accord à ce sujet le 22 février 1352 (*Invent. des archives de Narb., Annexes de la série AA*, p. 354).

CHAPITRE II

LA JUSTICE ET L'ADMINISTRATION DU VICOMTE A NARBONNE ET HORS DE NARBONNE

I. La cour vicomtale : le personnel. *A.* Fonctions judiciaires : les coutumes de la ville et les usages vicomtaux relativement à la procédure ; les pénalités ; le droit de grâce reconnu au vicomte. *B.* Fonctions administratives : criées publiques, concernant l'assemblée des habitants, le service militaire, la foire de la Saint-Just, le cours de la monnaie ; vérification des poids et mesures ; service des douanes ; police des mœurs ; licence et interdiction du port d'armes ; guet ; enregistrement. — II. La cour commune 1309-1322 : le personnel. *A.* Fonctions judiciaires : les justiciables et la procédure ; antinomie entre les statuts de la cour et les coutumes judiciaires de la ville ; les pénalités. *B.* Fonctions administratives : criées de l'ost, de la foire, de la monnaie, du blé, du vin ; vérification des poids et mesures ; guet ; *vidimus*. — III. Le viguier vicomtal du Bourg. — IV. L'administration et la justice hors de Narbonne : le viguier de la Corbière ; les assises de la cour vicomtale de Narbonne ; création d'une cour rurale (1309) ; le viguier vicomtal du Minervois (1309-1322).

I. — Le régime seigneurial ne connaît pas la séparation des pouvoirs et la division du travail administratif. La vicomté de Narbonne ne fait pas exception à la règle. La cour du vicomte est à la fois un tribunal, un corps délibérant, un conseil exécutif. Nous étudierons son fonctionnement 1^o au point de vue judiciaire, 2^o au point de vue administratif.

Et d'abord quel était le personnel de la cour vicomtale? Les membres de la cour s'appelaient curiaux (*curiales*) ou officiaux (*officiales*). La cour comprenait le juge ordinaire (1), le juge des appellations (2), le viguier (3), le sous-viguier (4), un notaire (5), enfin, les sergents ou nonces jurés de la cour (6). Le juge ordinaire jugeait en première instance. Le juge des appellations examinait les appels qui étaient interjetés des sentences rendues par le juge précédent. Le droit de première appellation avait été confirmé à Amauri II par Philippe le Bel (7). On appelait, enfin, de la sentence du juge des appellations à la cour royale du juge de Béziers (8). Le viguier et le sous-viguier pouvaient faire fonctions de juges : ils étaient comme les substituts du juge ordinaire. Le sous-viguier pouvait rendre même des sentences capitales (9). Le notaire rédigeait tous les actes émanant de la cour. Enfin, les sergents ou nonces jurés, agents subalternes de la cour, jouaient le rôle de nos gendarmes (10). Les coutumes de la ville exigeaient qu'ils fussent au nombre de douze et que le vicomte les recrutât parmi des gens honorables, capables de bien remplir leurs fonctions et en mesure d'avancer une caution destinée à indemniser les personnes qu'ils auraient injustement lésées (11). Les fonctions

(1) Acte du 4 mai 1301 (Pièce justificative n° ix).

(2) Acte du 20 décembre 1298 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(3) Actes de 1306, du 22 septembre 1299, du 21 avril 1302 (*Ibid.*).

(4) Acte du 28 mars 1301 (*Ibid.*).

(5) A la fin d'un acte du 2 novembre 1298 (Pièce justificative n° vi), Jean de Saint-Pons se dit notaire public de Narbonne « et curie dicti domini » Amalrici ».

(6) Acte du 14-25 septembre 1299 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(7) Mandement royal du 24 octobre 1301 (Doat, t. 48, f° 254-256).

(8) Acte du 20 décembre 1298 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(9) Le 4 août, Guillaume de Maillac, sous-viguier, condamné à être pendu par la gueule un cordonnier convaincu de viol (Doat, t. 49, f° 304-305).

(10) Acte du 14-25 septembre 1299 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(11) Acte du 9-24 octobre 1303 (*Invent. des archives de Narb., Annexes de la série AA*, pp. 209-211).

de juge ordinaire étaient annuelles. Nous trouvons comme juges, en 1298, Bérenger de Saint-Christophe (1), en 1300, Guillaume Gros (2), en 1301, Pierre Sitbert (3), en 1302, Guillaume Caussier (4), en 1303, Jean Martin (5). Les fonctions de juge des appellations, de viguier et de sous-viguier étaient probablement aussi annuelles. Cependant, pour le sous-viguier le fait semble plutôt douteux. Nous trouvons Amauri Colomb sous-viguier en 1300 (6), 1301 (7), 1303 (8). Nous n'avons aucun renseignement sur les gages des officiaux. Les coutumes de la ville interdisaient au juge de toucher des honoraires pour l'instruction d'une affaire civile ; elles ne lui en accordaient que pour le prononcé des sentences (9). Les sergents étaient naturellement salariés, mais leurs gages, fixés un fois pour toutes, ne devaient pas être relevés (10).

A. Fonctions judiciaires.

La procédure de la cour devait être conforme à la fois à certains usages vicomtaux et à certaines prescriptions des coutumes narbonnaises : dans certains cas, il était impos-

(1) Hommage du 26 octobre 1298 (Voy. hommage 90) ; acte du 20 décembre 1298 (Archives de Narb., pièce non inventoriée).

(2) Acte du 2 août 1300 (SALGE, *Juifs du Languedoc*, pp. 236-238).

(3) Acte du 4 mai 1301 (Pièce justificative n° IX).

(4) Acte du 20 septembre 1302 (Doat, t. 49, f°s 317-319).

(5) Acte du 9 octobre 1303 (*Invent. des archives de Narb., Annexes de la série AA*, pp. 209-211).

(6) Acte du 9 novembre 1300 (Doat, t. 48, f°s 232-234).

(7) Acte du 9 décembre 1301 (*Ibid.*, f°s 254-256).

(8) Acte du 9 octobre 1303 (*Annexes de la série AA*, pp. 209-211).

(9) Ainsi, c'est à tort que Bérenger de Saint-Christophe, juge de la cour, avait reçu une tasse d'argent pour l'instruction d'un procès en répétition de dot (Sentence du 12 novembre 1300 : *Invent. des archives de Narb., série AA*, p. 41, 1^{re} col.).

(10) Acte du 14 novembre 1302 (*Ibid.*, p. 339).

sible de concilier celles-ci avec ceux-là ; de là des conflits fréquents entre la cour et le consulat. La cour ne devait intervenir d'office qu'en matière criminelle (1) : l'inculpé était alors cité devant la cour par criée publique ; si l'inculpé ne se présentait pas, le sous-viguiier faisait procéder à une seconde publication, puis à une troisième, à une quatrième, etc., à raison d'une par jour. Pendant ce temps, les curiales faisaient une enquête, et s'il y avait lieu, procédaient à l'arrestation de l'inculpé (2). En matière pénale ou civile, la cour intervenait sur la plainte d'un particulier, mais le plaignant devait bien prendre garde de ne pas se tromper : Guillaume, fille de Pierre de Quillan, cultivateur, fut condamnée à être fouettée à travers la ville pour avoir accusé à tort Raimond Pèlégri, pareur (3). La cour ne pouvait procéder à l'arrestation d'un prévenu que si ce dernier était domicilié dans la partie de la ville soumise à la juridiction vicomtale : il y avait, en effet, cinq juridictions à Narbonne, celle de la cour temporelle de l'archevêque, celle de l'abbé de Saint-Paul, celle du chapitre de Saint-Paul, enfin celle du sacriste de l'église Saint-Paul (4). Chacune de ces cinq juridictions comprenait un certain nombre d'îles ou pâtés de maisons (5). Si la cour vicomtale poursuivait, par exemple, un justiciable de l'archevêque, elle était aussitôt requise par les consuls de renvoyer l'affaire devant la cour temporelle de l'archevêque (6). De plus, même si le prévenu était un justiciable du vicomte, la cour ne pou-

(1) Coutumes des bourgeois de Narbonne, art. 2.

(2) Acte du 9 novembre 1300 (Doat, t. 48, f^os 232-234).

(3) Archives de Narb., pièce non inventoriée.

(4) Pièce justificative n^o XXV.

(5) Voy. le plan des îles qui composaient la juridiction de l'abbé et celle du chapitre de Saint-Paul dans SABARTHÉS, *Étude historique sur l'abbaye de Saint-Paul de Narbonne*, Narbonne, 1893, in-8^o, p. 225.

(6) Acte du 14-17 août 1299 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

vait l'arrêter que si elle apprenait dans son enquête qu'il faisait choix de la juridiction vicomtale : tout habitant de Narbonne avait, en effet, le droit de choisir son juge (*allegatio fori*) et de décliner son juge naturel (1). En somme, la cour vicomtale, comme les autres cours de Narbonne, exerçait un droit de prévention sur toute personne domiciliée dans son ressort, mais le prévenu, comparissant ou non, gardait le droit de choisir une autre cour. L'*allegatio fori* pouvait, par contre, s'appliquer au profit de la cour vicomtale : le 13 juin 1299, un Narbonnais détenu dans la prison archiépiscopale déclarait décliner la juridiction de l'archevêque « *exceptione fori* » « *declinatoria legitima* » et choisir celle du vicomte. Les consuls requièrent le viguier archiépiscopal de remettre l'inculpé à la cour vicomtale (2). Il était défendu à la cour de faire des procédures en secret et de nuit, l'accusé ne pouvant appeler des témoins ni recourir à l'appel (3). D'autre part, le jugement et l'exécution de la sentence devaient avoir lieu là où l'accusé avait été arrêté (4). Enfin, la cour ne pouvait instruire une affaire, procéder à une enquête, prononcer d'arrêt en l'absence et sans l'assentiment du jury des prud'hommes narbonnais. Les attributions des prud'hommes étaient bien plus étendues que celles de notre jury moderne : ils étaient les auxiliaires du juge d'instruction et personne ne pouvait être arrêté sans leur consentement ; ils participaient aux débats comme leurs ancêtres, les scabins de l'époque carolingienne ; enfin, ils étaient consultés, non seulement sur la culpabilité du prévenu, mais même sur l'applica-

(1) Cette coutume avait été reconnue après enquête par la cour du vicomte Aimeri V (*Invent. des archives de Narb., série AA*, p. 4, 1^{re} col.).

(2) Archives de Narb., pièce non inventoriée.

(3) Mandement royal du 5 juin 1302 (*Ibid.*).

(4) Archives de Narb., 7^e *thalamus* f^o 52 ; cf. *Invent. de la série AA*, pp. 125-126.

tion de la peine. Ainsi, la cour ayant condamné un malfaiteur à l'amputation du poignet, bien qu'il fût passible seulement de la perte d'une oreille, et cela en l'absence des prud'hommes, les consuls firent appel au viguier de la cour (1).

En même temps que les prescriptions imposées par les consuls, la cour devait observer un certain nombre de principes qui avaient présidé à son institution : il arrivait souvent aux curiales d'être obligés de choisir entre une prescription consulaire et un usage vicomtal qui s'excluaient l'un l'autre. La Cour prétendait avoir le droit d'intervenir d'office, sans être obligé de s'enquérir avec le concours des prud'hommes du domicile du prévenu et de la juridiction qu'il préférerait, quand il s'agissait de cas vicomtaux : coups et injures infligés à des agents de la cour dans l'exercice de leurs fonctions (2), homicide, adultère (3), rapt, viol, fausse monnaie.

Voici quelques exemples : Pierre-Guillaume de Palajan, teinturier du Bourg, avait attaqué de nuit, à main armée, les nonces de la cour vicomtale en train de monter la garde. Le juge ordinaire condamna l'inculpé à l'exil temporaire. Les consuls, remarquant que le juge avait procédé à l'enquête sans se faire assister du conseil

(1) Acte des 14-22-25 septembre 1299. (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(2) *Hist. de Lang.*, t. VIII, *Preuves*, cc. 1464-1466 : «... Item quod dictus dominus Amalricus habet meram et puram recognitionem et punitionem
« in omnes homines de Narbona, cujuscumque jurisdictionis sint, contra
« ejus jurisdictionem et ejus officiales fungentes officio ejus domini Amalrici
« delinquentes, ita quod nullum aliud forum possunt allegare nec admitti
« consueverunt ad eundem. » — «... Item quod nullus de Narbona, cujus-
« cumque jurisdictionis sit, non potest forum allegare, qui injuriatus fuerit
« ipsum dominum Amalricum seu gentes suas officium eis commissum exer-
« cendo. »

(3) L'adultère et l'homicide relevaient exclusivement de la cour vicomtale depuis l'accord conclu entre le vicomte Aimeri II et l'archevêque Richard, le 26 novembre 1112, *Hist. de Lang.*, t. III, p. 616 et t. V, cc. 831-833).

des prud'hommes, le requièrent d'annuler enquête et sentence. Le juge répondit que la connaissance de tout crime perpétré sur la personne d'un agent du vicomte relevait exclusivement de la cour vicomtale, et qu'il n'était pas besoin d'évoquer les prud'hommes pour s'enquérir de la juridiction du prévenu. Les consuls interjetèrent alors appel au vicomte et à son juge des appellations, ou, à leur défaut, au juge royal de Béziers (1). Jean Gabalda fils, accusé de rapt ou de complicité de rapt et de viol, était détenu dans la prison vicomtale. Il déclara faire choix du for de l'abbé de Saint-Paul. Le viguier de la cour abbatiale réclama l'accusé au viguier du vicomte, mais ce dernier lui répondit que le rapt était un cas vicomtal. Les consuls, intervenant, attestèrent que tout habitant avait le droit *dans tous les cas* de choisir son juge. Le viguier vicomtal céda aux objurgations des consuls (2). Jean Dieulafé, pareur, et Guillaume Pontilhac, boucher, inculpés du crime de fausse monnaie furent renvoyés par le sénéchal de Carcassonne devant la cour vicomtale (3).

A l'encontre de la coutume narbonnaise qui prescrivait de juger et de punir les délinquants là où ils avaient été arrêtés, le vicomte prétendait avoir le droit de les juger et de les punir là où ils avaient commis leur délit. Les consuls reprochaient au vicomte de faire exécuter les sentences hors de la ville : d'après eux, le vicomte agissait ainsi pour diminuer plus facilement les peines, ou même pour renvoyer les condamnés sans les punir. Le 8 avril 1301, le roi donna raison à la coutume invoquée par les consuls (4).

(1) Acte du 20 décembre 1298 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(2) Acte de 1306 (*Ibid.*).

(3) Acte de 1305-1306 (Invent. des archives de l'archev. de Narb., t. 1, f° 436 v°).

(4) Acte du 8 avril 1301 (Arch. de Narb., 7^e *thalamus*, f° 52 : cf. *Invent. de la série AA*, pp. 125-126).

Après l'opposition incessante qu'ils faisaient à la cour vicomtale, les consuls ne pouvaient décemment relever de sa juridiction. Ils ne devaient comparaître, pour les affaires relatives à leur gestion, que devant le juge de la viguerie royale de Béziers. La royauté leur garantit ce privilège (1). Toutefois, les consuls étaient obligés d'accepter la juridiction de la cour vicomtale quand un procès leur était intenté devant cette cour. En 1304, la cour rendit une sentence, par laquelle elle maintenait l'abbesse du monastère de Levrettes contre les consuls de Narbonne dans le droit qu'elle avait d'instituer des bandiers dans certains territoires (2).

Les coutumes de Narbonne fixaient pour chaque crime une peine déterminée. Il y avait, d'abord, l'exil temporaire de Narbonne et du Narbonnais : cette condamnation pouvait s'appliquer à l'auteur d'une attaque armée, dirigée de nuit contre les nonces de la cour en train de faire le guet (3). Les injures proférées par un nonce juré à l'adresse d'un consul lui valaient d'être fouetté à travers la ville (4). L'homme et la femme qui persistaient dans le crime d'adultère après un premier avertissement du juge, étaient également fustigés tout nus à travers la ville, et leurs complices subissaient la même peine (coutumes des bourgeois, art. xxi). L'exil s'ajoutait à la fustigation quand il s'agissait de punir un calomniateur-délateur (5). Pour des crimes plus graves, on recourait à l'amputation de l'oreille ou du poignet, cette dernière peine étant plus forte que la première (6). Les condamnés

(1) Mandement royal du 25 novembre 1298 (*Invent. de la série BB*, p. 880, 1^{re} col.) et lettres patentes du roi du 23 mai 1324 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée). Acte consulaire du 21 avril 1301 (*Ibid.*).

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 15 v^o.

(3) Acte du 20 décembre 1298 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(4) Acte du 16 août 1302 (Doat, t. 49, f^{os} 306-308).

(5) Acte du 9 septembre 1305 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(6) Acte du 14-25 septembre 1299 (*Ibid.*).

à mort, pour viol d'une femme, par exemple, étaient pendus par la gueule (*per gulam*) (1). Enfin, on trouve quelques exemples d'immersion dans la rivière d'Aude (2).

Les condamnés pouvaient être graciés par le vicomte (3), sur l'intervention de quelques grands personnages ou dignitaires. Le 4 juillet 1302, Pierre Just, cordonnier de Narbonne, condamné à la pendaison par la gueule pour viol, était déjà conduit vers les fourches patibulaires, les mains liées derrière le dos et la corde au cou, quand sa grâce lui parvint. Quelque temps après, le gracié vint s'agenouiller devant le vicomte en présence des prud'hommes, pour le remercier (4). Le vicomte exerçait son droit de grâce, non seulement à l'égard des condamnés à mort, mais aussi à l'égard des condamnés à la fustigation. Le 16 août 1302, Guillaume Tors, nonce juré de la cour vicomtale, condamné au fouet pour avoir injurié un consul du Bourg, fut gracié par l'entremise de ce consul. Le condamné, les mains liées derrière le dos, se trouvait devant la porte médiane du palais vicomtal, le héraut, avec sa trompette (*sanafilo*), était déjà arrivé pour l'exécution et les sergents du vicomte se préparaient à entraîner le condamné au dehors de la porte, quand la nouvelle de sa grâce lui arriva (5). Il est curieux de noter que le vicomte n'accordait sa grâce qu'au moment psychologique, quelques minutes avant l'exécution de la sentence.

(1) Acte du 4 juillet 1302 (Doat, t. 49, f^{os} 304-305).

(2) Pièce justificative n^o XXVI.

(3) *Hist. de Lang.*, t. VIII, *Preuves*, c. 1464 : «... potest condemnatos ad mortem vel aliam penam relaxare pro suo libito voluntatis, nullis aliis curiis et quibus remittuntur minime requisitis ».

(4) Doat, t. 49, f^{os} 304-305.

(5) *Ibid.*, f^{os} 306-308. Archiv. de l'Hérault, B 9, f^o 37 v^o.

B. Fonctions administratives.

Les consuls n'avaient pas le monopole de l'administration municipale. Ils l'exerçaient en compagnie des cours seigneuriales qui se partageaient la juridiction de la ville.

Pour faire connaître ses décisions aux habitants, la cour vicomtale avait recours aux criées publiques. La criée se faisait à plusieurs endroits déterminés. Quand les crieurs sortaient du palais vicomtal avec le texte de la criée, ils en faisaient d'abord lecture devant la porte Ferrade (1), sur la place de la Cité (2), où les bourgeois citadins avaient coutume de se réunir journellement pour vaquer à leurs affaires, sur la place de la maison commune des consuls de la Cité, dans la rue de la Croix (3), au bout de la Parerie-Neuve de la Cité (4), sur le plan Saint-Sébastien (5), devant la maison de Saint-Antoine (6), à la poterne des Pelagous (7), sur le plan situé près du mouillage des navires dans le quartier de Villeneuve (8), au milieu du Pont-Vieux (9), sur la place du Bourg (10), devant le Macel du Bourg, dans la rue Blanche devant la Cordonnerie-Neuve, au bout de la rue Blanche, sur le

(1) Cette porte s'ouvrait, d'après M. F.-P. Thiers, dans le rempart de la Cité, en face du magasin dit de l'Espagnol.

(2) Place de l'Hôtel-de-Ville.

(3) D'après M. Thiers, le consulat se trouvait au fond de l'impasse Corneille, mais on y accédait par la rue Viollet-le-Duc : cette place serait donc aujourd'hui à l'entrée de la rue Baudin, du côté de la rue Viollet-le-Duc.

(4) Probablement, au carrefour des rues Baudin, Louis-Blanc et Michelet.

(5) Place Bistan.

(6) Place dite aujourd'hui cour de Janote ??

(7) Cette poterne s'ouvrait, d'après M. Thiers, dans le rempart, au bout de la rue de la Peyrade, au carrefour de l'égout et de la fontaine.

(8) Aujourd'hui cours de la République.

(9) Aujourd'hui rue du Pont.

(10) Aujourd'hui place de l'Ancienne-Mairie.

plan N.-D. de Lamourguier (1), au cimetière de Saint-Paul (2), sur le plan des Fabres, au bout de la rue de Malbec près de la fontaine de Saint-Paul, devant le portail de Raimond-Jean (3), au bout de la Parerie-Neuve du Bourg (4), au bout de la Parerie-Vieille du Bourg (5), au lieu appelé Belvézé (6), au lieu appelé Colombe de Belvézé, enfin devant l'église du couvent de Saint-Jean de Jérusalem (7). A chacun de ces endroits, la criée est faite en présence de plusieurs témoins, dont les noms et les professions sont consignés dans l'acte qui atteste qu'elle a été faite (8).

La cour vicomtale partageait avec les consuls le droit de convoquer dans la Cité et le Bourg le parlement général et spécial (9). Elle était chargée également de faire procéder aux criées portant convocation des personnes assujetties à l'obligation du service militaire : le sous-viguier transmettait les ordres de la cour aux hérauts de la Cité et du Bourg (10). La cour réglait le commerce intérieur et extérieur. Elle plaçait sous sa sauvegarde les marchands étrangers, qui accouraient en foule à Narbonne pendant tout le temps que durait la foire des Saints Just et Pasteur. La criée était faite par quatre hérauts, munis de leurs trompettes. Elle était ainsi con-

(1) Aujourd'hui place Lamourguier.

(2) D'après M. Thiers, rue de l'Hôtel-Dieu.

(3) Se trouvait d'après M. Thiers, place Voltaire, côté est.

(4) Aujourd'hui rue de la Parerie.

(5) Probablement au bout de la rue Turgot.

(6) Au bout du pont Voltaire, autrefois pont de Belvézé dans la Cité.

(7) Aujourd'hui place du Tribunal.

(8) Acte du 4-5 septembre 1302 (Doat, t. 49, f^{os} 309-316).

(9) «... possumus mandare et congregari facere in dictis Civitate et Burgo
« Narbone generale et speciale parlamentum. » (Pièce justificative n^o xiii).
Cf. *Hist. de Lang.*, VIII, cc 1464-1466.

(10) Acte du 18 juillet 1302 (Doat, t. 49, f^{os} 289-295) et acte des 4-5 septembre 1302 (*ibid.*, 49, 315-316).

que : « Écoutez, écoutez ce qu'on vous mande de la part
« de messires l'archevêque de Narbonne et Amauri,
« vicomte et seigneur de Narbonne : que tout homme
« puisse venir en sûreté à la foire de Saint Just, quinze
« jours avant et quinze jours après, s'il n'a faute de son
« corps » (1). La foire commençait le 6 août. La criée
faite de la part de l'archevêque et du vicomte devait
porter mention du consentement des prud'hommes de la
Cité et du Bourg (*de consilio proborum hominum Civitatis
et Burgi*). Si la cour vicomtale négligeait de prendre l'avis
des prud'hommes, les consuls portaient plainte au viguier
de Béziers, qui ordonnait au baile royal du Narbonnais
de procéder à une enquête sommaire. Si l'enquête révélait
que la criée avait été faite au préjudice des droits et
libertés de la ville, le baile requérait les curiales de la
révoquer. Si ces derniers refusaient, le baile la faisait
annuler par une nouvelle publication (2). Nous venons de
voir que la criée précédente avait été faite de la part de
l'archevêque et du vicomte. Dans les criées faites conjointement
par ces deux seigneurs, l'archevêque était toujours
nommé le premier (3). Les curiales du vicomte et les
curiales de l'archevêque faisaient aussi procéder aux criées
concernant la prohibition de telle ou telle monnaie (4).

La cour vicomtale procédait encore, de l'assentiment et
avec la coopération des consuls, à la vérification, à la con-

(1) Criée du 23 juillet 1302 : « Auiatz o, auiatz o queus manda hom de part
« de mossenher l'arvesque de Narbona et de mossenher Amalric, vescomte
« essenhor de Narbona, que tot hom puesca venir sals e segurs a la feyra de
« Sant Just quinze dias enant et quinze dias apres, si no aviha colpa de son
« cors. » (Doat, t. 48, fos 252-253).

(2) Acte du 5 août 1301 (A. BLANC, *Livre des comptes de Jacme Olivier*,
II, 1^{re} partie, pp. 508-512. cf. *Invent. des archives de Narb., série AA*,
pp. 32-33).

(3) Mandement royal du 27 septembre 1302 (*Invent. des archives de
l'archev. de Narb.*, t. I, f^o 155).

(4) *Archiv. de Narb.*, pièce non inventoriée.

fiscation et à la destruction des faux poids et des fausses mesures. Le 7 septembre 1322, le régent de la cour, le procureur et le sous-viguier se rendirent avec les consuls du Bourg sur la place du marché au blé, vérifièrent toutes les mesures de pierre ou de bois, qui appartenaient aux seigneurs du setier, Guillaume-Raimond de Bourg, Pierre-Raimond de Saint-Étienne, le monastère de Fontfroide et Guiraud de Rieu. La vérification, faite à l'aide d'un étalon, révéla une émine (1) fausse, qui fut détruite sur le champ (2). La vérification des poids, mesures et cannes devait se faire en présence des consuls et des cinq seigneurs de Narbonne, l'archevêque, le vicomte, l'abbé de Saint-Paul, le chapitre de Saint-Paul et le sacriste de Saint-Paul, ou plus exactement, en présence des consuls et des cinq cours seigneuriales de Narbonne (3).

En ce qui concerne le commerce extérieur, la cour vicomtale assurait le service royal des douanes avec le concours des agents de l'archevêque et des agents du roi préposés à la garde des ports, des routes, des passages et des frontières pour confisquer les marchandises dont l'exportation était interdite. Tous ces fonctionnaires inspectaient les ballots de marchandises transportés par des barques ou des bêtes de somme. Ils les marquaient (*signabant*), et les scellaient (4). La laine était une des matières dont l'exportation était interdite. La contrebande de la laine était très fréquente dans le Narbonnais. La cour vicomtale faisait confisquer les ballots de laine sur les marchands de la ville qui essayaient de les faire sortir en fraude (5). Les curiales remplissaient aussi les fonctions de douaniers

(1) L'émine valait un demi-setier, soit 35 litres et demi.

(2) Acte du 7 septembre 1322 (Archiv. de Narb., pièce non inventoriée).

(3) Mandement royal du 17 mai 1308 (A. BLANC, *ut supra*, pp. 581-582).

(4) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II. 1^{re} partie, p. 582 : Acte du 17 mai 1308.

(5) Acte du 26 juillet 1323 (Archiv. de Narb., pièce non inventoriée).

vicomtaux. Si le sous-viguier était informé par le leudier de la mer, agent commun de l'archevêque et du vicomte, que des marchandises avaient été transportées à Narbonne sans payer la leude, il les faisait confisquer par ses sergents (1).

L'exercice de la police urbaine rentrait dans les attributions de la cour vicomtale. Les curiales avaient la police des mœurs. Ils pouvaient, avec le concours des agents de l'archevêque et des prud'hommes du Bourg et de la Cité, chasser de la ville les hommes et les femmes de mauvaise vie (2). La licence du port d'armes donnait lieu à des règlements assez compliqués. Le vicomte, ses sergents et ses serviteurs « au pain et aux vêtements » avaient le droit de porter des armes en secret ou publiquement (3). La licence du port d'armes ne pouvait être accordée par le viguier de la cour vicomtale sans le conseil des prud'hommes (4). Les ordonnances concernant le port d'armes étaient rédigées par la cour vicomtale et les quatre autres cours seigneuriales de Narbonne, sur l'avis et du consentement des consuls. Le 9 octobre 1303, le port d'armes fut interdit jusqu'à la Noël. Tous ceux qui seraient surpris portant de jour ou de nuit dans Narbonne ou la banlieue des couteaux, des épées, des hallebardes, des haches, des faucilles, des bâtons ferrés ou pointus, seraient mis en état d'arrestation et conduits dans la cour, sous la juridiction de laquelle ils auraient été pris. Les armes confisquées seraient ainsi réparties : la cour, dans la juridiction de laquelle l'inculpé aurait été pris, en recevrait la moitié ; l'autre moitié apparten-

(1) Acte du 29 juillet 1303 (A. BLANC, *ut supra*, pp. 530-531).

(2) Acte du 20 juillet 1299 (Archiv. de Narb., pièce non inventoriée).

(3) Acte du 7 avril 1309 : « Retinemus eciam nobis quod nos, heredes et « successores, servientes et familiares nostri ad panem et vestes nostras exis-
« tentes possimus in dictis Civitate et Burgo.... absque impedimento quolibet
« arma quecumque secrete et publice deportare. » (Pièce justificative n° XIII).

(4) Archiv. de Narb., pièce non inventoriée.

draient aux consuls du Bourg ou de la Cité. Les armes perdues seraient consacrées à des œuvres d'utilité publique : le produit de la vente d'une moitié servirait à la réfection du pont de Belvézé (1), le produit de la vente de l'autre moitié, à l'entretien de la route de Béziers (2). L'ordonnance de 1303 était conçue dans un esprit démocratique ; elle s'appliquait à tous les habitants, sans distinction de personnes ni de conditions. Celle du 7 mars 1305 faisait des exceptions en faveur des bouchers, des nobles et seigneurs, des chevaliers et des écuyers qui marchaient et mangeaient avec eux ou habitaient dans leurs maisons (3). Les nonces jurés de la cour vicomtale étaient chargés de la police nocturne. Ils faisaient le guet et montaient la garde dans les rues de la ville (4).

Enfin, la cour vicomtale vidimait et enregistrait les actes de chancellerie. C'était le juge ordinaire qui délivrait les *vidimus* (5). L'un des registres les plus importants de la cour, le registre d'Amauri n° 165, dont nous avons tenté la reconstitution plus haut, servait à l'enregistrement des actes intéressant la vicomté.

II. — Après le pariage de 1309, la cour vicomtale fit place à la cour commune du roi et du vicomte, qui fonctionna jusqu'au moment de la rupture du pariage, c'est-à-dire jusqu'au 14 juin 1322 (6). La cour commune constitua un organisme plus compliqué et plus savant que celui de la cour vicomtale. Les légistes la modelèrent sur l'organisation des cours royales.

(1) Aujourd'hui : pont Voltaire.

(2) *Invent. des archives de Narb., Annexes de la série A A*, pp. 209-211.

(3) Arch. de Narb., pièce non inventoriée. Doat, t. 51, f°s 221-230 ; Bibl. mun. de Toulouse, ms 626, f°s 696-696.

(4) Acte du 16 août 1302 (Doat, t. 49, f°s 306-308).

(5) Acte du 7 septembre 1302 (Doat, t. 49, f°s 317-319), vidimé le 20 sept.

(6) Doat, t. 49, f°s 426-432. Arch. de Narb., deux pièces non inventoriées. La cour commune avait ses registres (Arch. de l'Hérault, B 9, f° 22 v°), mais ils ne nous sont pas parvenus.

Le personnel de la cour commune était un peu plus nombreux que celui de la cour vicomtale ; la cour commune comprenait un viguier (1), un sous-viguier (2), un juge ordinaire (3), un juge des appellations (4) et un procureur (5), qui étaient nommés tous les ans, à la Noël, par le vicomte et par le roi, et en cas de conflit, une année par le roi et l'année suivante par le vicomte. Quant aux fonctionnaires subalternes, sergents et geôliers, ils étaient élus par les officiaux communs, à la majorité des voix. La cour ordinaire et la cour des appellations avaient six notaires qui

(1) Voici les noms de viguiers que nous avons relevés dans les textes : Pierre de Cuxac (10 octobre 1310 : A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 1^{re} partie, pp. 654-659 ; 14 août 1318 : *Ibid.*, p. 800), Jean Foulique (24 mai 1312 : *Ibid.*, p. 675 ; 29 juillet 1312 : Doat, t. 51, f^{os} 380-383 ; 22 février 1315 : BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n^o 4383), Roger de Saint-Martin (9 septembre 1313 : BLANC, *ut supra*, pp. 687-690 ; 6 novembre 1319 : Arch. de Narb., pièce non invent.), Ermengaud de Rouffiac (23 juillet 1315 : Arch. de Narb., pièce non invent.), Robert Viguier (5 juillet 1316 : *Ibid.*). On voit par ces dates que les viguiers étaient rééligibles.

(2) Sous-viguiers : Huguet de Piquinhan (20 avril 1312, BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 481-482, n. 1), Jean Delboy (14 juin 1312 : *Ibid.*, p. 482, n. 2). On trouve un lieutenant du viguier : Étienne Pasquier (14 août 1318 : *Ibid.*, II, 2, p. 800).

(3) Juges : Pierre Colomb (31 juillet 1310 : A. BLANC, II, 1, pp. 648-652 ; 10 octobre 1310 : *Ibid.*, pp. 654 et 659 ; 11 décembre 1310 : Arch. de Narb., pièce non invent.), Pierre Martin (13 octobre 1311 : BLANC, *ut supra*, pp. 666-670), Arnaud Escarbot (9 février 1312 : *Ibid.*, p. 671 ; 10 février 1312 : *Ibid.*, p. 532 ; 24 mai 1312 : *Ibid.*, II, 2, pp. 675 et 679 ; 11 octobre 1312 : *Ibid.*, p. 115 ; 22 février 1315 : BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n^o 4383), Jourdain Des Vaux (9 septembre 1313 : BLANC, *ut supra*, pp. 687-690). Arnaud Escarbot exerça donc les fonctions de juge à deux reprises. Le juge avait quelquefois un lieutenant : Amauri Colomb (31 juillet 1310 : *Ibid.*, pp. 648-652), Pierre Martin (20 avril 1312 : *Ibid.*, pp. 481-482, n. 1 ; 24 mai 1312 : *Ibid.*, pp. 674-679 ; 11 octobre 1312 : *Ibid.*, pp. 615 et 624 ; 8 avril 1315 : *Ibid.*, pp. 673-674). On voit qu'après avoir exercé en 1311 les fonctions de juge, Pierre Martin exerça, l'année suivante, celles de lieutenant du juge.

(4) Juges des appellations : Pierre Bonnet (23 septembre 1312 : *Invent. des archiv. de Narb., Annexes de la série AA*, pp. 227-228), Bernard de Fief (21 novembre 1314 : Arch. de Narb., pièce non invent.).

(5) Procureurs : Jean Adémar (5 août 1319 : Arch. de Narb., pièce non inventoriée), Bérenger Ricomanni (30 janvier 1314 : BLANC, *ut supra*, p. 704).

étaient nommés par le roi et le vicomte, et qui, par suite, portaient le titre de notaires du roi et du vicomte (1). Leurs registres de notes (*prothocollo*) restaient dans la cour commune à leur mort ou à leur démission. En dehors de ces notaires, aucun notaire créé par le roi ou par le vicomte ne pouvait consigner ou écrire des actes publics dans les cours et les lieux mis en pariage sans la permission des notaires précédents ; un notaire étranger à la cour pouvait écrire les actes à leur place, mais devait les laisser souscrire par les notaires communs ou par l'un d'entre eux. Ces règlements ne devaient pas porter préjudice au notaire archiépiscopal des testaments dans les cas qui lui appartenaient, ni aux notaires royaux dans les cas où il leur était permis avant le pariage de confectionner des actes. Toutefois, les notaires en exerçant leur office ne pouvaient pas faire un séjour suivi ou tenir continuellement leurs dépôts d'archives (*tabularium*) dans les lieux mis en pariage, tout comme avant la conclusion du pariage. Mais les chartes reçues avant le pariage ne subissaient aucun dommage et la valeur testimoniale n'en était aucunement diminuée, bien qu'elles fussent dépourvues des seings des notaires communs. Quant aux chartes qui furent écrites après le pariage par des notaires nommés par le vicomte avant le pariage, pour des faits à propos desquels ils avaient été requis avant le pariage de confectionner des actes qu'ils avaient reçus dans leurs protocoles, elles ne reçurent de créance que si

(1) M^r Bernard Foisset se dit notaire des crimes de la cour commune (31 juillet 1310 : BLANC, *ut supra*, II, 1, pp. 648-652) ; Guillaume Pagès, notaire de la cour commune (10 octobre 1310 : *Ibid.*, p. 658 ; 10 février 1312 : *Ibid.*, p. 532 ; 29 mai 1312 : *Ibid.*, II, 2, p. 679 ; 11 octobre 1312 : *Ibid.*, p. 616 ; 9 septembre 1313 : *Ibid.*, p. 690 ; 14 août 1318 : *Ibid.*, p. 800) ; Raymond de Dieu, notaire public de Narbonne par l'autorité commune du roi et du vicomte (14 juillet 1318 : Arch. de Narb., carton de Fabrezan ; 2 septembre 1318 : BLANC, *ut supra*, p. 804) ; Olivier de *Bellaquercu*, de même (5 juillet 1314 : *Ibid.*, p. 735).

elles étaient signées par un des notaires communs. Il y avait, en outre, dans la cour commune un ou deux chanceliers, nommés en commun, qui tenaient le sceau commun et recevaient, au nom du roi et du vicomte, tous les émoluments des cours communes et tous les revenus communs. Avec leur produit, ils payaient les gages des officiaux communs, gages qui devaient être fixés par le roi et le vicomte, et soldaient toutes les autres dépenses. Ils rendaient un compte bon et loyal de toutes les recettes et de toutes les dépenses au sénéchal ou à un de ses délégués et au vicomte ou à son délégué, en présence des officiaux communs ou de la plus grande partie d'entre eux, deux fois par an, dans la Cité de Narbonne, le 2 janvier et le 1^{er} juillet, et répartissaient également les bénéfices entre le roi et le vicomte.

Si les officiaux communs et les agents communs commettaient un délit dans l'exercice de leurs fonctions, dans la terre mise en pariage, ils étaient passibles des peines suivantes. Les juges, le viguier, le sous-viguier, le procureur et les notaires étaient corrigés et punis, et selon la gravité de leurs actes révoqués de leurs fonctions, par le sénéchal ou ses délégués et par le vicomte ou ses délégués. Les sergents (1) et autres officiaux, les agents inférieurs pris en flagrant délit dans l'exercice de leurs fonctions, étaient punis et révoqués par le juge ordinaire, assisté du viguier ou du sous-viguier. Mais si les juges, le viguier, le sous-viguier, le procureur, le notaire et les agents subalternes étaient offensés ou injuriés pendant l'exercice de leurs fonctions, dans la terre soumise au pariage, la connaissance, la punition et l'amende appar-

(1) Deux sergents de la cour commune furent condamnés par cette même cour à la fustigation par les rues de Narbonne et à l'exil perpétuel pour avoir poussé les adúlteres à se racheter de leurs peines. Ils subissaient ainsi la même peine qu'ils avaient voulu éviter aux coupables (Arch. de Narb., pièce non inventoriée : acte du 22 juin 1314).

tenaient à la cour commune. Si, toutefois, les agents de la cour commune commettaient quelque délit en dehors de leurs fonctions et de la terre mise en pariage, la connaissance et la punition appartenaient au seigneur dans la juridiction duquel le délit avait été commis.

A. Fonctions judiciaires.

Comme la cour vicomtale, la cour commune remplissait des fonctions judiciaires et des fonctions administratives. Les rédacteurs de l'acte du pariage délimitèrent minutieusement le ressort de la nouvelle cour et déterminèrent d'une façon précise dans quels cas on pouvait en être justiciable.

Si les officiaux ou les agents du roi, envoyés par lui ou son sénéchal pour connaître des cas relevant du roi seul, commettaient un délit ou souffraient des injures dans l'exercice de leurs fonctions, dans la terre et les lieux soumis au pariage, la connaissance et la punition appartenaient en seul au roi et à son sénéchal. Pour les crimes ordinaires ou extraordinaires, publics ou privés, dont la connaissance ou la punition appartenait avant le pariage au vicomte dans les terres mises en commun, la connaissance, la punition et les amendes étaient indivises entre le roi et le vicomte et relevaient du juge ordinaire, du juge des appellations, du viguier et du sous-viguier qui rendaient la justice à la fois au nom du roi et du vicomte et non à part, au nom du roi ou au nom du vicomte.

Quant aux habitants de la terre ou des lieux mis en pariage qui avant le pariage étaient justiciables du vicomte, aucun ne pouvait pour une raison quelconque décliner la juridiction du juge ordinaire, du juge des appellations, du viguier ou du sous-viguier ; il ne pouvait se retirer de leur cour par une simple plainte, mais par voie d'appel, s'il était interjeté appel de la sentence

définitive, ou par suite de vices de formes prévus par le droit. Si les juges étaient récusés comme suspects, la récusation n'était admise que dans les cas où la cause du soupçon et de la récusation apparaissait probable et évidente. Dans ce cas, un prud'homme non suspect était associé aux juges par le sénéchal et le vicomte.

Les juges, le viguier et le sous-viguier n'étaient pas tenus de renoncer à leur procès, ni de recevoir les appellations frivoles ou trompeuses, après la sentence ou avant la sentence définitive, à moins que l'appel interjeté ne rentrât dans les cas prévus par le droit civil. Dans ces cas, il était appelé d'abord du juge ordinaire, du viguier ou du sous-viguier : la connaissance de la première appellation appartenait au juge commun des appellations. Et s'il était interjeté appel du juge des appellations, il était appelé au roi et à son sénéchal de Carcassonne. La terre et les lieux mis en pariage relevaient immédiatement du ressort de la sénéchaussée et étaient exemptés, avec tous les officiaux et agents communs, de la juridiction du viguier de Béziers (1) et des petits viguiers du Termenès et du Minervois. Le sénéchal ne pouvait établir aucun ressort dans la terre soumise au pariage ou dans les terres propres du vicomte.

La cour avait ses prisons, ses fourches, ses piloris, enfin, tout ce qui était nécessaire à l'exécution des sentences (2). Sur les étendards, sur les bâtons de la cour commune et des sergents, sur le sceau de la cour commune, le seing royal et le seing vicomtal étaient repré-

(1) Nous voyons cependant une affaire, examinée par le juge ordinaire et le juge des appellations de la cour commune, venir en second appel devant la cour du viguier de Béziers (acte du 20 novembre-26 décembre 1314 : Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(2) La salle des séances et les prisons restèrent installées dans le palais vicomtal au moins jusqu'en 1317 (BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, t. II, 2^e partie, pp. 759-767).

sentés ensemble, le premier à droite, le second à gauche. Quant aux biens confisqués et aux amendes, ni le roi, ni le vicomte ne pouvaient les recevoir ou les lever séparément sans commun accord, ni en faire quittance ou rémission en tout ou en partie.

Dans la conclusion du pariage de 1309, le vicomte s'était réservé l'exercice d'une sorte de juridiction familiale sur ses sergents et ses serviteurs « au pain et aux « vêtements », sauf dans les affaires qui comportaient la peine de mort ou la mutilation d'un membre. Alors, la connaissance et la punition appartenaient à la cour commune. Le vicomte s'était réservé aussi le droit d'arrêter, dans la Cité, le Bourg et les lieux soumis au pariage, les inculpés qui auraient commis leurs méfaits dans une de ses terres non soumises au pariage.

Les prescriptions qui précèdent avaient été établies par les agents du roi et du vicomte : quelques-unes étaient incompatibles avec les coutumes judiciaires de Narbonne. A plusieurs reprises, les consuls reprochèrent à la cour commune de ne pas observer l'*allegatio fori* (1), ou le *de consilio proborum hominum* (2). Ils lui rappelèrent que tout habitant de Narbonne avait le droit de se faire assister d'un avoué (3). En outre, les consuls contestaient

(1) Actes du 9 mars 1312 (Arch. de Narb., pièce non invent. : Doat, t. 51, f^{os} 366-378), du 16 juin 1313 (Arch. de Narb., 2 pièces non invent.), des 26-31 octobre 1317 (Arch. de Narb., 2^e *thalamus*, f^o 75 v^o : cf. *Invent. de la série AA*, p. 44), du 31 décembre 1320 (*Ibid.*, AA 16 : cf. *Invent.*, p. 4) ; par ce dernier acte le roi reconnaît la légitimité de l'*allegatio fori*. Un acte du 12 mars 1316 (*Ibid.*, AA 101, f^o 19 : cf. *Invent.*, p. 40) porte que le prévenu emprisonné par la cour dans le ressort de laquelle il a son domicile doit être tiré de prison à la réquisition des autres cours pour déclarer en public de quelle juridiction il fait choix.

(2) Actes du 11 décembre 1310 (Arch. de Narb., pièce non invent.), du 23 septembre 1312 (*Invent. des archives de Narb., Annexes de la série AA*, pp. 229-228), du 9 avril 1313 (Arch. de Narb., pièce non invent.), du 22 juin 1314 (*Ibid.*), du 19 juillet 1314 (*Ibid.*). Aussi bien que le juge ordinaire, le juge des appellations doit se faire assister du jury des prud'hommes.

(3) Acte du 9 avril 1313 (*Ibid.*).

la compétence de la cour commune en beaucoup de cas, notamment quand il s'agissait de courtiers (1) et de surposés ou chefs de corporations (2). D'après leur jurisprudence, les courtiers relevaient de la juridiction consulaire et les chefs de corporations de la juridiction royale. Quant aux consuls eux-mêmes, ils échappaient à la juridiction de la cour commune. Ils relevaient de la cour royale de Béziers (3). De plus, les habitants pris en flagrant délit par les bandiers (4) consulaires et ceux de ces bandiers (5) qui s'étaient mal comportés dans l'exercice de leurs fonctions relevaient de la juridiction spéciale des consuls. En tout cas, les consuls protestaient toutes les fois que la cour commune essayait d'examiner de pareilles causes. Enfin, la cour commune ne pouvait accorder de lettres de marque ou lettres de saisie, ni connaître les affaires relatives à la leude et toutes autres causes relevant du roi en seul (6).

Les pénalités de la cour commune étaient à peu près les mêmes que celles de la cour vicomtale. Il y avait la simple fustigation à travers les rue de la ville : un courtier qui réalisait des bénéfices illicites, par exemple, subissait

(1) Guillaume Nègre, courtier, avait été condamné par la cour commune à être fustigé à travers la ville pour avoir vendu un casque de fer 60 s. et n'en avoir remis au vendeur que 50. Les consuls requièrent la cour de leur livrer ce courtier pour prononcer sur sa cause, le 31 juillet 1310 (A. BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 648-652. Acte du 5 juillet 1316 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(2) Acte du 24 mai 1312 (A. BLANC, *ut supra*, II, 2^e partie, pp. 674-679).

(3) Actes des 13 avril 1310 (Arch. de Narb., pièce non invent.), 22 février 1315 (BOUTARIC, *Actes du Parlement de Paris*, n° 4383) et du 5 août 1319 (Arch. de Narb., 3 pièces non inventoriées).

(4) Acte du 6 novembre 1319 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(5) Acte du 10 octobre 1320 (*Ibid.*).

(6) Actes des 9 septembre 1313 (A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 687-690) et 10 septembre 1313 (Arch. de Narb., 2 pièces non invent.). La cour commune prétendait connaître des causes relatives à la garde des ports et passages de la vicomté, à l'exclusion même du maître général (Arch. de l'Hérault, B 9, f° 22).

cette peine (1). Le condamné pouvait être fouetté aux principaux endroits de la ville, le front marqué avec un fer incandescent, et être ensuite banni du Narbonnais à perpétuité (2). Il pouvait subir la fustigation, la langue traversée par un stylet de fer acéré (*graffio seu stilo ferreo in lingua perforato*) et être exilé à perpétuité (3). Il y avait, enfin, la pendaison par la gueule, qui était le châtiment le plus usité par la cour commune (4). Il ne semble pas que la cour ait jamais condamné à la prison temporaire ou perpétuelle. Il n'y avait guère en fait de détention que l'emprisonnement préventif.

B. Fonctions administratives.

La cour commune faisait connaître ses décisions par voie de criée publique. Ces criées étaient faites au nom du roi et du vicomte (5). Les consuls exigeaient qu'elles fussent soumises préalablement à l'approbation des prud'hommes (6). La cour faisait procéder aux convocations du contingent narbonnais pour l'armée du roi (7), mais les consuls lui contestaient vigoureusement ce droit, et le viguier de Béziers leur donnait raison (8). Elle s'occupait également de la tenue des foires et marchés, assurant la sauvegarde aux étrangers qui venaient à la foire de la Saint Just. Mais, à plusieurs reprises, elle faisait procéder aux criées concernant cette foire sans avoir pris l'avis des

(1) Acte du 31 juillet 1310 (A. BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 648-652).

(2) Acte du 20 novembre 1314 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(3) Acte du 19 juillet 1314 (*Ibid.*).

(4) Acte du 9 avril 1313 (*Ibid.*) et du 15 juillet 1314 (*Ibid.*).

(5) Pièce justificative n° XIII.

(6) Acte de 1310-1311 (Arch. de Narb., 2 pièces non inventoriées).

(7) Acte du 10 novembre 1310 (*Ibid.* ; Doat, 51, 353-354).

(8) Acte du 5 décembre 1310 (*Ibid.* ; Doat, 51, 355-357).

prud'hommes, en 1310 et 1311 (1), en 1312 (2), en 1314 (3). Le 23 juillet 1315, le lieutenant du viguier de la cour commune déclarait qu'il faisait appel pour la criée de la foire de Saint Just au concours des prud'hommes, non pour consacrer leur droit, mais de sa libre volonté, et qu'il réservait les droits de la cour commune (4). La cour commune faisait aussi procéder aux publications relatives au cours des monnaies, à la défense d'exporter la monnaie royale (5), à la défense d'acheter pendant un mois, sauf pour l'usage personnel, sous peine de confiscation et de soixante sous tournois d'amende, du blé, du froment, de l'orge, de l'avoine, de l'*araou*, des légumes, etc. (6). La cour accordait une suspension temporaire du *ret* du vin en cas de disette (7). Toutes ces interdictions, la dernière exceptée, étaient prescrites par le pouvoir royal. Elles étaient portées à la connaissance du public par l'entremise de la cour commune.

La vérification des poids et mesures était l'une des fonctions les plus importantes de la cour. Elle était faite généralement par le sous-viguier de la cour et les consuls de la ville. Quelquefois, le lieutenant du juge de la cour se joignait au sous-viguier. S'agissait-il de la vérification des

(1) Acte de 1310-1311 (Arch. de Narb., 2 pièces non inventoriées).

(2) Acte du 29 juillet 1312 (*Ibid.* ; Doat, 51, 380-383).

(3) Acte du 23 juillet 1314 (Arch. de Narb., 2^e *thalamus*, f^o 82 : cf. *Invent. de la série AA*, p. 45).

(4) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(5) Acte du 8 octobre 1316 (Doat, t. 51, f^os 450-559). Cet acte suspendait, entre autres, la mise en circulation des gros tournois de 27 deniers. Les tournois d'argent vieux, d'après une déclaration du viguier de la cour commune faite le 25 avril 1316, valaient dans le Narbounais de monnaie courante en France, 20 deniers t. en 1300, 21 deniers t. en 1301 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(6) Acte du 10 octobre 1310 (BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 654-659 ; *Invent. des arch. de l'archev. de Narb.*, t. 1, f^o 158).

(7) Actes du 20 septembre 1313 (*Invent. des arch. de l'archev. de Narb.*, t. 1, f^o 366 v^o) et du 27 juin 1316 (*Ibid.*, t. 1, f^o 367).

poids et des romaines (*trutenas*), les curiales les enlevaient des boutiques des marchands. L'inspection se faisait au grand jour, sur une place publique, en présence de témoins et d'un rassemblement de peuple. Les poids et les romaines reconnus faux étaient brisés par le nonce des consuls, en présence des curiales. Il arrivait que sur cinq marchands, il s'en trouvât un seul qui n'eût pas de faux poids. Le nonce des consuls apportait les faux poids dans un cabas au consulat de la Cité : devant la porte, sur la voie publique de la Fusterie, les poids étaient brisés en menus morceaux (1). S'agissait-il de mesures de longueur, par exemple, de cannes servant à mesurer dans la Cité les étoffes de laine et de lin, le sous-viguiier de la cour commune, les régents du consulat de la Cité et quelques prud'hommes les apportaient à la cour et les vérifiaient d'après les étalons municipaux. La vérification terminée, ils apportaient les cannes au bout du Pont-Vieux, rendant celles qui étaient justes, brisant celles qui étaient fausses. Le sous-viguiier brisait une canne, chacun des consuls une autre, et ainsi de suite, chacun à tour de rôle (2).

Les sergents ou nonces jurés de la cour étaient chargés de la police de jour et de la police de nuit. Ils faisaient le guet et montaient la garde sous le commandement du sous-viguiier ou du viguiier, ou de tous les deux à la fois. Le service du guet était très dangereux. Les sergents étaient en butte aux attaques des malfaiteurs nocturnes, qui les injuriaient, les violentaient et les frappaient. Le viguiier et le sous-viguiier n'étaient pas épargnés dans ces rencontres (3). La cour commune n'avait pas le monopole

(1) Acte du 20 avril 1312 (BLANC, *ut supra*, t. II, 1^{re} partie, pp. 481-482, note 1).

(2) Acte du 14 juin 1312 (A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 1^{re} partie, p. 482, n. 2 ; Arch. de Narb., 2 pièces non inventoriées).

(3) Actes des 19 septembre 1312 (Arch. de Narb., pièce non invent.) et 18 octobre 1312 (*Ibid.*).

du guet. Les consuls montaient aussi la garde à travers la ville, en s'adjoignant un certain nombre de gens d'armes : ils allaient dans les rues avec une lumière et des sanafiles ou trompettes, en marchant espacés deux par deux. Arrivés sur le Pont-Vieux, ils s'espaciaient encore davantage (1).

Comme toutes les cours de justice, la cour commune vidimait les actes qui lui étaient présentés. Les *vidimus* étaient délivrés par le juge de la cour commune ou par son lieutenant. La cour vidimait aussi bien les actes émanés du roi (2) ou de ses agents (3) que les actes relatifs à de simple particuliers (4).

III. — La cour vicomtale et son héritière la cour commune n'exerçaient leurs fonctions administratives que dans la Cité. Il y avait dans le Bourg un viguier vicomtal, dont la viguerie était héréditaire. La famille des seigneurs de Saint-Étienne de Bourg tenait en fief, sous l'obligation de l'hommage et du serment de fidélité et sous la prestation annuelle d'une albergue de cinq chevaliers, 1^o la *villication* ou viguerie de la domination vicomtale du Bourg de Narbonne, 2^o la moitié du setier ou droit de mesurage du blé, 3^o les lods, les *foriscaps*, les cens des maisons qu'elle possédait dans le Bourg (5). La viguerie (6)

(1) Acte d'avril-mai 1316 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(2) *Vidimus* du 8 avril 1315 (A. BLANC, *ut supra*, II, 2^e partie, pp. 673-674) d'un acte du 20 février 1314.

(3) Acte du 20 octobre 1311, *vidimus* du 9 février 1312 (A. BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 671-672). Acte du 11 octobre 1312 (A. BLANC, *ut supra*, pp. 615-624).

(4) Par exemple, un inventaire des biens d'un défunt : actes des 16 décembre 1298 et 19 février 1300, *vidimus* du 1^{er} juin 1312 (Arch. de Narb., pièce non invent.). Acte de mars 1299, vidimé en 1312 (*Ibid.*).

(5) Acte du 2 novembre 1298 (Doat, t. 47, f^{os} 295-296).

(6) Ce qui suit n'est pas contenu dans l'acte du 2 novembre 1298, mais dans un acte du 19 mars 1272 (*Hist. de Lang.*, t. X, *Preuves*, cc. 122-124). Nous l'avons ajouté parce que la viguerie du Bourg comportait, aussi bien en 1298 qu'en 1272, les droits énumérés dans l'acte de 1272.

conférait l'usage des anguilles pêchées dans les étangs de Narbonne et du Narbonnais, de Salses et de Vendres, et apportées à Narbonne, soit vingt anguilles sur chaque *bolagio* et sur chaque *sacirret* (1), à prélever deux fois par semaine ; l'usage de la viande de boucherie, les entre-cuisses prélevées une fois par semaine sur chaque table, une entre-cuisse pour la nourriture des oiseaux [des faucons dressés à la chasse], prélevée chaque samedi sur une table déterminée ; le droit de broyer et de répandre le pain sur la place, s'il était vendu sur le marché au delà de son prix réel ; le droit de conduire les mariés à l'église et de les ramener chez eux et, dans le cas où il fournissait une monture aux mariés, le droit d'exiger de l'avoine pour sa nourriture ; le droit d'envoyer au pilori (*costellum*) les voleurs du marché au blé, la tête rasée ; enfin, le droit de répandre la monnaie nouvellement frappée et d'en faire annoncer l'émission sur les places de la Cité et du Bourg (2).

IV. — Nous avons vu, en étudiant l'état territorial de la vicomté sous Amauri II, qu'elle comprenait deux grandes régions : le Narbonnais et la Corbière, celle-ci beaucoup plus étendue que celle-là. Comme le pays narbonnais relevant de la vicomté avait été fortement réduit par la constitution d'apanages en faveur de cadets de la maison de Narbonne, il s'était établi deux circonscriptions administratives : l'une urbaine, l'autre rurale. Nous venons d'examiner la justice et l'administration dans Narbonne, *intra muros* ; nous verrons maintenant ce qu'elles étaient hors de Narbonne, *extra muros*.

La circonscription rurale ne posséda pas de cour spé-

(1) D'après Mouynès, *Invent. de la série AA*, p. 79, ces deux termes indiquent des appareils de pêche ou plutôt des vases d'une contenance déterminée.

(2) Voy. sur la viguerie inféodée du Bourg une note d'Auguste Molinier dans *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 26.

ciale jusqu'au pariage de 1309. Avant cette date, la justice y était rendue, au civil ou au criminel, en première instance ou en appel, selon que les seigneurs jouissaient ou non de la basse et de la haute justice, par la cour vicomtale de Narbonne elle-même (1). D'après les coutumes des chevaliers (art. 6), si un différend s'élevait entre chevaliers ou chevalier et un autre homme, le vicomte ou ses officiaux devaient sortir de Narbonne pour ouïr la dite cause, et le salaire du juge devait être payé par les parties, chacune en versant la moitié, mais elles ne devaient rien donner pour les frais de séjour et autres dépenses des officiaux. La tenue des assises locales était très onéreuse pour les communautés : les officiaux réquisitionnaient des vivres et particulièrement des poules et des poulets ; la procédure coûtait très cher aux parties (2) ; voilà pourquoi les communautés, telles que Fabrezan et Villeroûge-la-Panouze, se faisaient dispenser des réquisitions de vivres et des frais de justice (3).

La cour vicomtale de Narbonne ne s'occupait pas de l'administration rurale, qui était confiée au viguier de la Corbière ou viguier de la terre vicomtale située hors de Narbonne : ce fonctionnaire servait d'intermédiaire entre le vicomte et ses vassaux ; c'est lui notamment qui était chargé de les convoquer pour le service militaire ; il avait sous ses ordres des sergents ou nonces jurés (4).

(1) Ressortissaient en première instance à la cour vicomtale toutes les affaires concernant les châtellenies et territoires qui relevaient de la vicomté, sauf au criminel partie des châtellenies de Cuxac, Lieuran, Bizanet, Escalles, et sauf au civil les châtellenies de Leucate, Lastours, Villeroûge-la-Panouze et Fraissé, les terroirs de Saint-Pancrace et Mendouzeilles et partie des châtellenies de Moussan, Coursan, Cuxac, Lieuran, Bizanet, Escalles (Voy. plus haut : Deuxième partie, chap. iv, § 1).

(2) Arch. de Narb., Inventaire ms. de Fabrezan, f° 1 v^o-II : acte du 21 août 1300.

(3) *Ibid.*, f° cv.

(4) Le 31 décembre 1298, le viguier de la terre hors Narbonne était Raimond de Peirepertuse, témoin à l'hommage n° 135 ; en mars et avril 1301,

La cour commune qui en 1309 se substitua à la cour vicomtale n'hérita pas de tous ses pouvoirs : son ressort fut limité au Bourg, à la Cité de Narbonne et à quelques territoires de sa banlieue immédiate : château de Villar de Fargues, terroir de Livière, partie vicomtale de l'étang de Narbonne (aujourd'hui étang de Bages) ; et encore faut-il observer qu'à Narbonne même, le vicomte ne perdit pas tout droit de juridiction particulière ; il conserva le droit de juger ses domestiques ou sergents qu'il habillait et nourrissait, hormis pour les crimes passibles de la peine de mort ou de la mutilation d'un membre. Il se réserva encore le droit d'avoir des prisons particulières dans la Cité, d'y emprisonner ceux qui commettaient un délit dans une terre vicomtale, et de les transférer hors de Narbonne pour l'exécution de la sentence. Enfin, le vicomte continua à jouir du droit de juridiction sur la partie de la viconité non mise en pariage : il se réservait à cet effet de tenir dans son palais de Narbonne des assises publiques et privées (1). Comme ces assises concernaient surtout les populations rurales, la cour qui fut fondée pour connaître des causes relevant du vicomte en seul reçut le nom de cour de la terre hors Narbonne. De même que la cour vicomtale et la cour commune, la cour foraine, rurale ou *extra-muros* — de quelque nom qu'on veuille la qualifier — avait à sa tête un juge et un viguier. Les fonctions de juge (2), et peut-être aussi celles de

c'était Arnaud de Ginestas (Doat, t. 48, f^{os} 227-229 et 248-249) ; en juin-juillet 1302, c'était Guillaume de Maillac (Doat, t. 49, f^{os} 281-288 ; et pièce justif. x). Arnaud de Ginestas est de nouveau viguier le 8 septembre 1305 (Arch. de Narb., carton de Fabrezan, pièce orig., parch. lat.).

(1) Pièce justificative n° XIII.

(2) Pons d'Alzonne est juge le 23 septembre 1311 (Arch. de Narb., pièce non invent.), les 28 et 29 juillet 1312 (Doat, t. 51, f^{os} 380-386), le 7 septembre 1312 (BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2, p. 683), le 9 décembre 1314 (*Invent. des archives de Narb., série AA*, p. 24), le 7 mars 1324 (Arch. de Narb. Invent. ms. de Fabrezan, f^o LXVII v^o).

viguier (1), duraient plus d'une année. A côté du juge ordinaire de la cour, il y avait un juge des premières appellations (2). Il y avait, enfin, des agents subalternes appelés sergents de la terre vicomtale hors Narbonne (3). Le juge forain intervenait, par exemple, dans les conflits qui s'élevaient entre les habitants et leurs seigneurs (4). Nous avons vu que dans l'acte de pariage le vicomte s'était réservé le droit d'arrêter à Narbonne ou dans le territoire des lieux mis en pariage tout délinquant qui s'était rendu coupable de quelque méfait dans une terre vicomtale, et de le transférer hors de Narbonne pour le juger et le punir (5) : c'est qu'une des règles fondamentales de la procédure observée par la cour du vicomte était de punir le délinquant là même où il avait commis son délit (6). Supposons que le délinquant fût un habitant de Narbonne et qu'après avoir commis un délit dans la partie rurale de la vicomté, il se réfugiait à Narbonne, dans sa maison. Sur les ordres du juge forain, les sergents arrêtaient l'inculpé et l'emmenaient dans la prison du château vicomtal de Saint-Pierre-des-Clars. Mais l'habitant de Narbonne pouvait, en invoquant les coutumes de sa

(1) Jean Sapte est viguier en même temps que Pons d'Alzonne est juge, le 23 septembre 1311 et le 29 juillet 1312.

(2) Pièce justif. XIII : dans l'acte de pariage le vicomte s'était réservé le droit « habendi in terra propria iudicem primarum appellationum.... »

(3) Raimond Bringuier, présent en qualité de sergent de la terre vicomtale hors Narbonne à un *vidimus* du 2 septembre 1318 (BLANC, *ut supra*, II, 2, p. 804).

(4) Le 11 septembre 1319, le juge forain donne raison aux syndics de la communauté de Fabrezan qui voulaient contraindre les seigneurs du dit lieu à construire des fours pour cuire le pain des habitants (Arch. de Narb., Invent. ms de Fabrezan, f° XXVII). Le 7 mars 1314, il met en possession la fabrique de Fabrezan d'un héritage qui lui était contesté par un feudataire du dit lieu (*Ibid.*, f°s LXVII v°-LXVIII v°).

(5) Pièce justificative n° XIII.

(6) Acte du 8 avril 1301 (Arch. de Narb., 7° *thalamus*, f° 52 : cf. *Invent. de la série AA*, pp. 125-126).

ville, décliner la juridiction vicomtale et « alléguer » un autre for. Les consuls de Narbonne intervenaient alors et sommaient le juge rural de remettre l'accusé à la cour dont il avait fait choix (1). Le juge alléguait l'usage vicomtal de la correction du délinquant sur le lieu du délit, instruisait l'affaire, à moins que le viguier de Béziers, saisi de la plainte consulaire, ne donnât raison aux coutumes de la ville (2).

Toute la procédure se déroulait dans la localité où avait été commis le délit : la cour venait y tenir ses assises. L'enquête, le jugement, l'exécution avaient lieu sur la place publique du château dans le territoire duquel le délit ou le crime avaient été commis (3). Bref, la cour foraine était un tribunal ambulatoire.

A l'exemple des cours vicomtale et commune, la cour foraine vidimait les actes publics ou privés (4).

Après la conclusion du pariage et la cession d'une partie du Minervois au vicomte, ce dernier confia l'administration de sa terre du Minervois à un viguier, chargé de surveiller les fonctionnaires subalternes du vicomte et de leur transmettre ses ordres. Le 2 septembre 1318, le viguier était Bérenger Hotie, et le lieutenant du viguier Bernard Foisset (5). Bérenger Hotie était encore viguier

(1) Acte des 23 juin, 13 novembre 1315, 24 mai 1317 (Arch. de Narb., pièces non inventoriées).

(2) Sentence rendue le 15 juin 1315 par le lieutenant du viguier de Béziers en faveur des consuls (*Ibid.*).

(3) Acte du 24 mai 1317 (*Ibid.*).

(4) *Vidimus*, délivré le 9 décembre 1314 par le juge forain, du mandement par lequel, le 10 décembre 1310, le chef de la temporalité de l'archevêque enjoint au baile de Sigeon de permettre aux pêcheurs narbonnais de prendre du bois pour construire leurs cabanes dans l'île de Cauquenne, aujourd'hui Sainte-Lucie (Arch. de Narb., 1^{er} *thalamus*, f^o 91 v^o : cf. *Invent. de la série AA*, p. 24).

(5) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 802-804 : *vidimus* du 2 septembre 1318 d'un acte du 30 août 1318.

du Minervois le 13 juin 1322 (1). C'étaient l'un et l'autre d'anciens curiales. Bérenger Hotie avait été viguier, en 1315, de la cour commune (2) et, en 1317 (3), de la cour vicomtale *extra muros*. Quant à Bernard Foisset, il avait été notaire des crimes de la cour commune (4).

A côté de ces viguiers régionaux, il y avait des viguiers ou bailes locaux, notamment à Portel (5), à Fabrezan (6) et à Bougna (7). C'étaient des agents de transmission et des sortes d'intendants.

(1) Arch. mun. de Narb., Invent. des titres de Fabrezan, f° cxxv.

(2) Acte du 23 juin 1315 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(3) Acte du 24 mai 1317 (*Ibid.*).

(4) Acte du 31 juillet 1310 (BLANC, *ut supra*, pp. 648-652).

(5) Doat, t. 47, f° 276-277 : hommage du 21 juin 1298.

(6) Actes du 7 mars 1325 (Invent. ms. de Fabrezan, f° LXVII v°-LXXVIII v°), et du 11 septembre 1319 (*Ibid.*, f° xxvii).

(7) Acte du 21 mars 1300 (Doat, t. 58, f° 45-46).

CHAPITRE III

LES FINANCES DU VICOMTE

I. Les dépenses. — II. Les revenus ; droits sur les personnes et sur les biens : droits fixes et annuels (cens ou usages, oublies, tasques ou agriers, albergues, termes de paiement) ; redevances et prestations arbitraires (toltes, quêtes etc.) ; droits de mutation (lods et foriscaps). — III. Revenus judiciaires. — IV. Droits commerciaux : droits de péage (leudes du grau de Narbonne, du pont d'Ognon et de Beaufort, leude des bois, des oignons, des choux et autres légumes, leude des poissons, de la laine et du sel), droits de marché (droits sur la vente des poissons, droits de mesurage du blé, du vin et de l'huile, location de boutiques, tables et étaux). — V. Monopoles (vet du vin, frappe de la monnaie). — VI. Revenus et droits domaniaux.

I. — Les dépenses du vicomte étaient considérables. En tant que seigneur de Narbonne, il devait contribuer aux travaux d'utilité publique. Les ponts, par exemple, étaient fréquemment endommagés par les inondations périodiques de la rivière d'Aude. Il arrivait même qu'ils fussent complètement détruits par les crues d'une violence exceptionnelle. En 1307, le Pont-Vieux de Narbonne fut balayé par les eaux. La somme nécessaire à sa réédification fut répartie par le baile royal en trois parts : l'une devait être payée par les seigneurs de la ville, l'autre, par les possesseurs des maisons, des boutiques et des moulins placés sur le dit pont et la troisième, par les consuls du Bourg et de la Cité (1). Comme il y avait cinq seigneurs à

(1) *Invent. des archiv. de Narb., Annexes de la série AA*, p. 219.

Narbonne, le vicomte dut payer la quinzième partie de la dépense.

Le vicomte devait encore payer les gages de ses fonctionnaires urbains et ruraux. Son budget était grevé de pensions, qu'il devait payer à son frère Pierre, à son fils aîné Aimeri, à son deuxième fils Guillaume. Les dots de ses quatre filles pesèrent lourdement sur ses finances : il fut même obligé de faire un pressant appel à la générosité de ses sujets. Mais les communautés ne montrèrent pas toutes le même empressement à le complaire. Le 29 octobre 1317, la troisième des filles du vicomte, Gaucerande, se maria en seconde noces avec Gaubert, vicomte de Castelnau, en Roussillon (1). Priés de fournir une taille à l'occasion de ce mariage, les habitants de Marcorignan s'en référèrent à leur seigneur immédiat, l'abbé de Fontfroide, qui déclara au vicomte, le 20 décembre 1317, qu'il n'avait le droit d'exiger aucune contribution de ce genre (2). Quelque temps avant le mariage de sa quatrième fille, Constance, Amauri fit un nouvel appel à ses sujets. En 1327, les habitants de Rouffia et de Villeneuve lui offrirent 40 livres (3). Peu de villages durent suivre l'exemple de Rouffia et de Villeneuve. Si l'on songe que la dot de Constance s'éleva à 8,000 livres (4), on peut juger des efforts que dut faire Amauri pour réunir une pareille somme. Le chiffre de cette dot dépassait, en effet, le total des revenus du vicomte. Amauri aurait eu, en 1304, 3,000 livres de rente (5).

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le vicomte se débattit

(1) Le P. ANSELME, *Hist. généalogique*, t. VII, p. 763.

(2) Doat, t. 59, f^{os} 265-269 : Cf. CAUVET, *Étude historique sur Fontfroide*, p. 317.

(3) Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 63 v^o.

(4) Doat, t. 49, f^{os} 458-463 ; Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 18 v^o ; Arch. nat., K 213, f^o 13.

(5) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 268.

par trop souvent dans des embarras financiers. Il était obligé de recourir aux lettres de surséance. Il obtint des lettres de surséance, une première fois, le 2 août 1300, du collecteur des sommes dues au siège apostolique en vue de la croisade pour 500 livres t., qu'il était obligé de payer, à raison d'un legs indistinct (1), une seconde fois, le 16 février 1301 (n. s.), de Philippe le Bel pour les sommes qu'il devait à ses créanciers (2), une troisième fois, le 23 février 1301, du roi de France également pour la somme de 4,200 livres tournois qu'il devait au sénéchal de Carcassonne (3).

II. — Pour couvrir ses dépenses, le vicomte avait besoin de ressources considérables. Amauri retirait de grands revenus de sa vicomté à titre de vicomte, de seigneur féodal et de grand propriétaire foncier. Il serait très difficile de distinguer dans les différents droits prélevés par le vicomte si c'étaient des droits régaliens, des droits féodaux, ou des droits domaniaux. Sous la dénomination générale de droits seigneuriaux, nous engloberons aussi bien les droits et revenus domaniaux que l'ensemble des droits perçus par le vicomte sur ses sujets, ses vassaux, ses hommes de mansade et ses censitaires.

L'étude du système financier du vicomte va nous montrer que la fiscalité seigneuriale s'était développée parallèlement à la fiscalité royale. A l'instar de la monarchie française, qui, à la même époque, autorisait le rachat de services, du service militaire par exemple, en vue de se procurer des ressources nouvelles, le gouvernement d'Amauri se préoccupa de substituer à des corvées ou prestations des redevances fixes. Nous examinerons 1^o les droits sur les personnes et sur les biens, 2^o les droits de

(1) Doat, t. 48, f^os 230-231.

(2) *Ibid.*, f^os 235-237.

(3) *Ibid.*, f^os 235-236.

justice, 3^o les droits sur le commerce, 4^o les monopoles, 5^o les revenus et droits domaniaux proprement dits.

A propos des droits de la première catégorie, il semble bien que, pour les feudataires et les hommes de mansade, ces droits découlent à la fois d'un contrat de vassalité et d'une concession, tandis que pour les censitaires ils résultent simplement d'une concession : dans le premier cas, nous avons affaire à des redevances réelles et à des services personnels, ces derniers convertis le plus souvent en redevances ; dans le second cas, nous ne constatons que des redevances réelles. Au surplus, parmi les redevances fournies par les tenanciers à raison de leurs tenures ou de leur vassalité, il y a une grande distinction à établir : nous voyons d'un côté des droits fixes et annuels, de l'autre des droits exigibles à toute réquisition.

Nous apercevons quatre sortes de droits fixes et annuels, les cens ou usages, les oublies, les tasques et les albergues. Les trois premières catégories paraissent s'attacher plus particulièrement aux baux à cens, aux concessions emphytéotiques et autres locations perpétuelles, en un mot, aux concessions roturières ; le droit d'albergue semble frapper le plus souvent les concessions faites à titre de fief, sous l'obligation de l'hommage et du serment de fidélité, c'est-à-dire les concessions nobles. Mais, dans la réalité, les distinctions n'apparaissent pas aussi nettement. Ce qui est certain c'est que le vicomte pouvait bailler en emphytéose ou en location perpétuelle des fonds de terre (*predia*), ruraux ou urbains, mais non pas des châteaux et des villes (1). Les baux emphytéotiques, qui n'étaient autre chose que des baux à cens, étaient très fréquents dans le Narbonnais. Ils comportaient le paiement d'un droit d'entrée en possession, le droit d'acapte, et le paiement d'un cens annuel. Ce cens était

(1) Acte du 24 novembre 1309 (Arch. nat., xte 1).

payé en espèces ou en nature (1), et quelquefois en argent et en fruits à la fois (2). Le cens était payé pour l'usage annuel de la terre : voilà pourquoi on a employé le mot usage comme synonyme du mot cens (3). Pour trois pièces de terres sises dans le tènement de Livièrre, au lieu dit *Als Arenals*, Guillaume et Jean Audiguier fournissaient au vicomte pour l'usage 7 pugnères d'orge (4). Le montant du droit d'acapte était à peu près l'équivalent du cens annuel (5). Le cens frappait aussi bien les maisons que les terres. L'abbaye de Fontfroide devait payer au vicomte deux sous de cens pour une maison sise à Coiran, deux autres sous pour une boutique placée sur le moulin de la Clotte, et trois deniers narbonnais pour une boutique située dans la Parerie-Vieille (6). Les maisons des Juifs qui dépendaient du vicomte étaient soumises au cens, sauf les maisons que le roi juif tenait en franc-alleu. Les acquéreurs des biens confisqués sur les Juifs en 1306 durent, à leur tour, payer à leur seigneur direct, c'est-à-dire au vicomte, les cens, usages et redevances accoutumés (7). D'ailleurs, en 1310, le roi déclara que les dits acquéreurs seraient tenus de payer le cens au vicomte (8). Le vicomte continua à percevoir sur les immeubles ayant

(1) Acte du 27 mai 1303 (A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 1^{re} partie, pp. 517-521). Dans ce cas, le tenancier avait la liberté de payer en nature ou en espèces jusqu'au terme fixé. Mais après le terme, il devait payer en argent si le bailleur le voulait ainsi.

(2) Acte du 28 novembre 1302 (A. BLANC, *ut supra*, pp. 517-521).

(3) Acte du 28 novembre 1302 (A. BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 517-521).

(4) Arch. de l'Aude, H 211, fief de Narbonne, cote 9 J.

(5) Dans le bail du 28 novembre 1302, l'usage ou cens est de 10 sous t., 4 deniers ; l'acapte de 11 sous et 3 deniers t. (A. BLANC, *ut supra*, pp. 517-521).

(6) Arch. de l'Aude, H 211, fief de Narbonne, cote 9 H et cote 9 K : reçus délivrés par la vicomtesse Jeanne, les 12 janvier 1320 et 16 janvier 1321.

(7) Actes du 5 juin 1309 (SAIGE, *Les Juifs du Languedoc*, pp. 291-293).

(8) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 40 v°.

appartenu aux Juifs, outre les cens, les oublies (1), qu'il prélevait depuis longtemps *ab antiquo*. Amauri contraignait ceux de ses tenanciers qui refusaient de payer les cens et autres redevances par la saisie de leurs biens (2).

La tasque était dans le Midi l'équivalent de ce qu'était le champart dans le Nord. C'était, comme la dime, une redevance annuelle proportionnelle à la récolte. Les habitants de Fraissé se soumirent, en 1303, à la volonté du vicomte, qui se réserva le droit de lever la tasque en gerbe ou en grain (3). Quelquefois, la tasque n'était fournie qu'à titre exceptionnel et gracieux : c'est ainsi que les habitants de Coursan, Cuxac et Fabrezen s'engagèrent à fournir au vicomte, pour le remercier de ses bons offices, la onzième partie des récoltes de l'année 1299 (4). Il est curieux de noter la tendance de conversion de la tasque en un cens payable en espèces : ce changement était considéré comme une amélioration, comme un affranchissement (5). C'était en réalité une combinaison financière imaginée par le fisc vicomtal à seule fin de procurer au vicomte des ressources nouvelles. A quels termes étaient perçues les redevances dont il vient d'être question ? Le cens était payé à la Saint-Michel (6), à la Nativité de la Sainte-Vierge (7), ou à la Noël (8). L'albergue était fournie

(1) Actes du 5 juin 1309 (SAIGE, *ut supra*, pp. 291-293 et pièce justificative n° XIV).

(2) *Potestatem libere pignorandi pro censibus et usaticis...* » (Pièce justificative n° XIII).

(3) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 15. A Leucate la tasque était la 7^e ou la 11^e partie de la récolte : Voy. acte du 18 février 1314 (Pièce justificative n° XIX).

(4) Arch. de Narb., Invent. ms de Fabrezen, f° CXXIV v°-CXXV, et carton de Fabrezen, pièce orig. parch. lat.

(5) Acte du 23 mars 1321 en faveur de la communauté de Fabrezen (Arch. de Narb., Invent. de Fabrezen, f° VII).

(6) Acte du 27 mai 1303 ; A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 1^{re} partie, pp. 517-521.

(7) Acte du 28 novembre 1302 : *Ibid.*

(8) Acte du 20 décembre 1317 (Arch. de Narb., pièce non invent. et Arch. de l'Hérault, B 9, f° 64).

entre la Noël et le Carême (1). La transformation de l'albergue en redevance pécuniaire nous permet de vérifier ce mouvement général vers le rachat des services dont nous avons parlé au commencement de ce chapitre.

Les redevances et les prestations exigées des hommes de mansade n'avaient pas le même caractère de fixité que les redevances et les prestations fournies par les vassaux et les tenanciers censitaires. Les hommes de mansade étaient taillables et corvéables à merci. Les noms des redevances auxquelles ils étaient soumis sont significatifs : c'étaient les toltes, les quêtes (*toltas, questas*) et les *ademprivia*. Ils devaient fournir, enfin, plusieurs espèces de corvées, seuls avec leurs bras, ou avec leurs bœufs (*boayriam*) et leurs ânes (*asenayriam*) (2). Les hommes de mansade pouvaient obtenir leur affranchissement moyennant le versement d'une forte somme, payée une fois pour toutes (3).

En affranchissant les hommes de mansade, le vicomte perdait certains droits, mais il en acquérait de nouveaux : devenus ses tenanciers censitaires, les hommes de mansade lui payaient des droits de mutation. Les lods (en lat. *laudimia, laudes, laudationes*) et les foriscaps (*foriscapia*) étaient des droits en argent prélevés à chaque changement de tenancier. Le foriscap était perçu sur la vente. Il était la sixième partie du prix de vente (4). Il est donc proba-

(1) « Inter Natalem et Carniprivium ». Doat, t. 47, *passim*. Sur l'albergue voy. plus haut : Deuxième partie, chap. iv, § 1.

(2) Sur les hommes de mansade voy. : *Ibid.*, § II.

(3) Le 13 juin 1326, Amauri II donne quittance aux syndics de la communauté de Villeroze-la-Panouze de 80 l. en retour de la confirmation qu'il a faite de la charte de franchise accordée aux habitants de Villeroze par Pierre-Arnaud de Durban, damoiseau, seigneur de Villeroze (Invent. de Fabrezan et Villeroze, f° cvii).

(4) Acte postérieur au 24 juin 1316 (A. BLANC, *ut supra*, II, 2^e partie, pp. 776-779). Il y est question d'un foriscap de 2,724 livres à percevoir sur un ensemble de biens valant 16,344 livres.

ble que les lods étaient prélevés, par contre, pour la transmission des biens patrimoniaux. Ces revenus occasionnels apportaient dans le budget vicomtal un élément d'*alea* et d'imprévu. Le vicomte préférait les recettes prévues. Mais il aimait par dessus tout les recettes réalisées. Voilà pourquoi il aliénait souvent les lods et ventes. En 1302, il concédait à Raimond du Lac la perception des lods dans la moitié des châteaux de Roquefort, de Coursan, de Coustouge, de Villar de Fargues et dans la moitié du terroir de Saint-Pancrace (1). Le droit de percevoir les lods pouvait être aliéné par celui qui l'avait acquis du vicomte. En 1299, Roger d'Anduze, damoiseau, vendit les droits de lods dont il jouissait sur les quatre meules d'un moulin situé sur la rivière d'Aude, dans le terroir de Cuxac (2).

III. — L'exercice de la justice constituait pour le vicomte une source très importante de revenus : c'est à son profit qu'étaient confisqués les fiefs, les arrière-fiefs et les autres biens qui tombaient en commise. Il avait aussi le produit des amendes. Après le pariage de 1309, les encours et les amendes de la cour commune furent recueillies simultanément par le vicomte et par le roi (3). Si nous en croyons un relevé dressé par les consuls après le 24 juin 1316, le budget annuel de la cour commune aurait été en déficit. L'excédent des dépenses sur les recettes, qui s'élevaient à 180 l. 32 s. par an, aurait été de 8 l. 10 s. 9 d. par an, en moyenne, pendant une période de sept ans, comptée du 25 août 1309 au 24 juin 1316 (4). Le vicomte inféodait les droits de justice comme les droits

(1) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 21 v° ; Arch. nat., K 213, f° 16.

(2) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 21 v°.

(3) Pièce justificative n° XIII.

(4) A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 776-779 (Extraits).

de mutation. Bernard de Villar tenait de lui à Cuxac et à Lieuran le quart de la juridiction haute et basse moyennant l'albergue annuelle de dix chevaliers (1). Raimond de Cuxac tenait à Cuxac un quart de la juridiction haute et basse moyennant l'albergue de sept chevaliers (2).

III. — La catégorie de droits vicomtaux la plus importante était constituée par l'ensemble des droits perçus sur le commerce (3). Nous grouperons ces différents droits sous deux rubriques : 1^o droits de péage ou de transit, 2^o droits de vente ou de marché.

DROITS DE PÉAGE

Les droits de péage étaient connus à Narbonne et dans le Narbonnais sous le nom de droits de leude. Le vicomte percevait à la fois les leudes de mer et les leudes de terre. Depuis la conclusion du pariage (7 avril 1309) jusqu'à sa rupture (14 juin 1322), il fut privé de ces ressources, dont il avait cédé la perception au roi par l'acte de pariage (4). La leude de mer était perçue sur les navires qui entraient dans le grau de Narbonne ou qui passaient devant le grau, sans même y pénétrer (5). N'étaient exempts de la leude

(1) Acte du 2 novembre 1298 (Doat, t. 47, f^{os} 322-323).

(2) Acte du 2 novembre 1298 (*Ibid.*, f^{os} 324-325).

(3) Nous sommes très peu renseignés sur les droits perçus par le vicomte sur l'industrie narbonnaise. En 1303, le vicomte vendit à la corporation des teinturiers le droit de teindre toutes sortes de draperies, moyennant 3 deniers melgoriens par pièce de drap et 2 deniers par pièce d'autre étoffe. (Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 20).

(4) Pièce justificative n^o XIII.

(5) La mer qui baignait les côtes de la vicomté, depuis le grau de Vendres jusqu'au grau de Salses, était appelée mer de Narbonne. D'après M. Henri Cons, *L'Aude, ses alluvions et le port de Narbonne*, p. 77, « le grau de « Narbonne, proprement dit, la véritable embouchure de l'Aude, était le « grau de la Vieille-Nouvelle ».

que les bâtiments portant ou pouvant porter plus de 1300 quintaux narbonnais, soit 650 quintaux métriques. Et encore ces vaisseaux étaient-ils contraints de payer la leude si le hasard ou la tempête les poussaient dans le grau. En cas de naufrage dans le grau, on ne devait rien exiger d'eux (1). La leude de mer était perçue en commun par le vicomte et l'archevêque. La perception de la leude au grau de Narbonne était confiée à un leudier. Quand les marchandises réussissaient à passer en fraude dans le grau, le leudier commun du vicomte et de l'archevêque requérait le sous-viguiier de la cour vicomtale de les faire saisir, à leur entrée dans la ville (2).

Un autre moyen de percevoir la leude, c'était de la donner en fief moyennant le paiement d'une redevance annuelle. La leude des terroirs de Saint-Pancrace et de Roquefort était inféodée à Bernard d'Auriac (3). La leude très productive du grau de Salses était perçue par les coseigneurs de Leucate, vassaux du vicomte de Narbonne (4).

En dédommagement de la leude de Narbonne, le vicomte reçut du roi la leude du pont d'Ognon et de Beaufort (5). Voici quels furent, en moyenne, les revenus annuels de cette leude, depuis le 25 août 1309 jusqu'au 24 juin 1316. La leude du pont d'Ognon rapportait annuellement pour le blé et le froment 770 setiers, trois quarts,

(1) Acte du 31 mai 1304 (A. BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 532-537 ; Doat, t. 51, f^{os} 209-214).

(2) Acte des 1^{er} et 11 mars 1301 (Doat, t. 48, f^{os} 225-229). Acte du 29 juillet 1303 (A. BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 530-531). Le 29 juillet 1303, le leudier du vicomte et de l'archevêque était Bernard Gaubert.

(3) Acte du 30 décembre 1298 (Doat, t. 47, f^{os} 381-382).

(4) Voy. notre *Examen d'une enquête sur la limite méridionale de la vicomté de Narbonne du côté du Roussillon à la fin du XIII^e siècle* (Bulletin de la Commission archéol. de Narb., année 1906, t. IX, pp. 113-115).

(5) Acte du 7 juin 1309 (Doat, t. 49, f^{os} 385-393).

valant par setier 5 sols, soit au total 192 l. 13 s. 8 d. Le vicomte convertissant en redevances pécuniaires les redevances en nature, porta le prix du setier de 5 sols à 8 sols, soit au total 316 l. 6 s. La leude du pont d'Ognon rapportait en orge 1525 setiers, une quarte, valant par setier 2 s. 6 d., soit au total 183 l. 4 s. 3 d. Le vicomte, en majorant le prix à 4 sols, réalisa un revenu de 305 l. 12 d. (1). Cette leude rapportait donc chaque année au vicomte 621 l. 2 s. pour le blé et l'orge. Mais ce n'était pas tout. Les leudiers vicomtaux du pont d'Ognon, qui demeuraient à Homps et à Olonzac, percevaient encore 6 deniers tournois par charge de peaux sèches, un denier par peau de bœuf ou d'autre gros animal. C'était là l'ancien tarif des leudes royales du Minervois. Les leudiers cherchaient à réaliser des bénéfices illicites en percevant 12 deniers au lieu de 6 par charge (*sarcinata*) de peaux sèches et 4 deniers au lieu de un par peau de bœuf. Les consuls du Bourg se plaignirent au vicomte, qui écrivit, le 30 août 1318, à son viguier du Minervois ou à son lieutenant de faire observer par les leudiers les tarifs légaux (2).

Le vicomte percevait encore le « rivage » ou leude des bois qui étaient apportés par eau : cette leude était perçue au Pont-Vieux et au Pont-Neuf de Narbonne. Après l'acte de pariage de 1309, le vicomte dut en partager la perception avec le roi (3). Tous les hommes de la vicomté qui portaient du bois à Narbonne avec leurs bêtes de somme

(1) Acte postérieur au 24 juin 1316 (A. BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 776-779. Extrait). La quarte était le 1/8 du setier, soit dix litres.

(2) Acte du 30 août 1318, présenté pour son exécution au lieutenant du viguier vicomtal du Minervois le 2 septembre 1318 (A. BLANC, *ut supra*, II, 2^e partie, pp. 802-804).

(3) Pièce justif. XIII : « Ribagium seu leuda lignaminum que deferuntur « per aquam et que leuda recipitur supra pontem antiquum et novum de « Narbona... » Acte du 6 juin 1321 (Arch. nat., X¹⁶¹) : « leudas rippagiorum « fustarum de supra pontem... »

payaient au vicomte une charge de bois (*saumata*) par tête de bétail, une fois l'an. Quand le bois était apporté par eau, le vicomte percevait sur chaque barque une charge d'homme et sur chaque *capoul* ou bateau non ponté deux charges d'homme, à quelque personne que ce bois appartint et en quelque lieu de la ville que le capoul fût déchargé. Les consuls déniaient au vicomte le droit d'exiger la leude des habitants de Narbonne pour les marchandises qu'ils recevaient à Narbonne ou qu'ils expédiaient au dehors. Il était permis à chacun d'apporter ou de faire apporter du bois ou d'autres matières pour son usage personnel à Narbonne ou dans d'autres lieux sans payer aucun péage (*vectigal*) ou autre exaction (1). Le vicomte donnait la perception de la leude des bois en adjudication. Guillaume Portal, peaussier de Narbonne, adjudicataire du bois que le vicomte avait coutume de recevoir des hommes des châteaux du Narbounnais, fut l'objet d'une saisie à l'instance des consuls du Bourg et sur mandat des consuls de la Cité, pour avoir pris deux charges (*saumatas*) de bois à deux citoyens de Narbonne. Mais le 12 janvier 1314, il déclara dans le consulat du Bourg qu'il leur avait restitué les deux charges quand il avait appris qu'ils étaient habitants de Narbonne (2).

C'est encore au bout du Pont-Vieux, du côté de la Cité que le vicomte percevait la leude des oignons, des choux et des autres légumes. Cette leude avait été aliénée par les prédécesseurs d'Amauri II. Ce dernier la racheta, le 12 février 1299, à Guiraud de Rieu, damoiseau de Narbonne (3). Le vicomte jouissait encore d'un droit de leude

(1) Mémoire de 1313 (Arch. de Narb., AA 114, f^{os} 94-95 : cf. *Invent.*, p. 211). Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 33. Acte du 7 septembre 1312 (A. BLANC, *ut supra*, II, 1^{re} partie, pp. 683-685).

(2) Acte du 12 janvier 1314 (A. BLANC, *ut supra*, pp. 685-687).

(3) Arch. de Narb., 3^e *thalamus*, f^o 115 : cf. *Invent de la série AA*, p. 73 ; Arch. de l'Hérault, B 9, f^o 21 v^o.

sur le poisson porté dans la ville. La quantité de poisson prélevée sur les poissonniers bénévoles et la quantité de poisson confisquée sur les poissonniers récalcitrants étaient mises en vente par le vicomte, à la suite d'une crieée faite à son de trompe (1). Quant il s'agissait de gros poissons, thons, dauphins et esturgeons, le vicomte en prenait la meilleure tranche (2). Après le pariage de 1309, le droit de leude prélevé sur les poissons royaux fut perçu en commun par le roi et le vicomte (3).

Le vicomte percevait encore les leudes (4) des laines (*leudas lanarum*!). Il levait même, ainsi que l'archevêque, un droit de quatre ou six deniers sur chaque balle de drap, au mépris des ordonnances rendues par les commissaires royaux. Le 21 juin 1308, le sénéchal de Carcassonne interdit au vicomte et à l'archevêque de se livrer à pareille exaction (5).

Enfin, le vicomte et l'archevêque percevaient la leude du sel qui entraît à Narbonne et en sortait. En 1323, ils furent condamnés par le viguier royal de Béziers à rendre les meubles qu'ils avaient confisqués sur certains habitants de Narbonne, qui avaient refusé de payer la leude du sel (6). Une seconde sentence, rendue en mai-juin 1327, donna raison aux consuls contre le vicomte, qui voulait mettre une imposition sur le sel (7).

(1) « Grapadas ac leudas dictorum piscium et alias prerogativas... » (Pièce justif. n° XIII). « ... Crapatas seu dominaciones piscium... » (Arch. nat., X^e1 : acte du 6 juin 1321). Arch. de Narb., pièce non invent. : acte du 9 octobre 1311.

(2) « ... Prerogativa piscium regalium qui capiuntur in mari... » (Pièce justificative n° XIII).

(3) Sur les poissons royaux voy. notre *Examen d'une enquête sur la limite méridionale de la vicomté du côté du Roussillon*.

(4) Arch. nat. X^e1 (Acte du 6 juin 1321).

(5) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

(6) Invent. des archiv. de l'archev. de Narb., f° 310 et 311 v°-312.

(7) Arch. de Narb., pièce non inventoriée.

Avant le 27 novembre 1272, les vicomtes prélevaient aussi un droit d'entrée sur le vin et le miel, le *botage*, qui fut inféodé aux consuls par le père d'Amauri II (1).

DROITS DE MARCHÉ

La deuxième série de droits perçus par le vicomte sur le commerce comprenait les droits de vente et de mesurage, et les revenus de la location des étaux et des tables.

Le vicomte percevait un droit de vente sur les poissons frais ou salés qui étaient vendus dans la Cité et le Bourg de Narbonne (2).

Le droit de mesurage était l'un des droits les plus importants. Les trois quarts du setier, ou droit perçu sur le mesurage du blé qui se vendait sur le marché au blé du Bourg, avaient été inféodés par les prédécesseurs d'Amauri II. Il y avait dans le Bourg quatre seigneurs du setier : Guillaume-Raimond de Bourg, Pierre-Raimond de Saint-Étienne, l'abbé de Fontfroide et Guiraud de Rieu (3), ce dernier remplacé dans la suite par son gendre Raimond de Capendu (4). Le premier avait la moitié du mesurage (5) et le quatrième, le quart du mesurage (6). L'abbé de Fontfroide et Pierre-Raimond de Saint-Étienne se partageaient l'autre quart, Guillaume-Raimond de Bourg

(1) MOUYNÈS, *Invent de la série AA*, p. 123. Sur le *botage* du vin voy. acte du 18 août 1316 dans BLANC (*Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, p. 768).

(2) «... Extimacionem et judicium quod habemus et habere ab antiquo « consuevimus piscium recensium et salsorum qui venduntur in Civitate et « Burgo Narbone... » (Pièce justificative n° XIII).

(3) Acte du 7 septembre 1322 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(4) Voy. hommage 139 : cet hommage étant du 16 mars 1327, Guiraud de Rieu dut mourir entre le 7 septembre 1322 et le 16 mars 1327.

(5) Hommage 93.

(6) Hommage 139.

et Raimond de Capendu étaient les héritiers de ceux à qui les vicomtes avaient inféodé les $\frac{3}{4}$ du setier. En 1307, le vicomte permettait aux consuls de lever une obole narbonnaise sur chaque quintal de blé ou de farine (1). Le vicomte avait le droit de mesurer le vin, quoique sa mesure fût plus grande que les autres (2). Enfin, il avait le droit de mesurer l'huile qui coulait du treuil ou moulin à huile (3). Le père d'Amauri II, le vicomte Aimeri V, possédait également le treuil de l'huile, le botage du vin et du miel. Mais il avait concédé ces droits aux consuls le 27 novembre 1272. Le vicomte, étant feudataire du roi, ne pouvait aliéner son fief en main non-noble et en main-morte, comme l'était la ville, sans l'autorisation du roi. Le treuil et le botage étaient donc tombés dans la commise du roi. En mars 1303, les consuls durent payer un droit d'amortissement de 240 livres tournois (4).

Le vicomte tirait quelque profit de la location des étaux de la boucherie et des tables de la poissonnerie (5). En 1312, Amauri II donna au couvent des frères prêcheurs de Narbonne, pour la fondation d'un obit, 16 livres à percevoir chaque année sur les tables de la poissonnerie (6). Le 9 octobre 1323, le vicomte et l'archevêque se disputaient la possession des piliers et des tables de la poissonnerie, qui se trouvait dans la rue Aludière (7).

IV. — Une autre catégorie de revenus vicomtaux pro-

(1) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 31 v°.

(2) «... Mensuram vini, licet mensura vini major ceteris...» (Pièce justif. n° XIII).

(3) Acte du 6 juin 1321 (Arch. nat., x^{ve} l).

(4) Arch. de Narb., 7° *thalamus*, f° 35 v° : cf. *Invent. de la série AA*, p. 123.

(5) Acte du 6 juin 1321 (Arch. nat., x^{ve} l).

(6) Arch. de l'Hérault, B 9, f° 21 v°. Il louait aussi des boutiques sur la place de la Cité (acte du 7 août 1304 dans Invent. des arch. de l'archev., t. I, f° 155 v°).

(7) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f° 199 v° 200 v°. La rue Aludière est aujourd'hui la rue de la République.

venait de l'exercice des monopoles. Le vet du vin était exercé par le vicomte et l'archevêque, mais plus souvent par le vicomte (1). Le vet du vin était l'équivalent du banvin. Le vicomte et les autres seigneurs justiciers de Narbonne avaient le privilège d'introduire du vin dans Narbonne à n'importe quelle époque de l'année. Les habitants des campagnes ne pouvaient importer du vin à Narbonne à aucune époque de l'année. Les habitants de la ville pouvaient faire entrer dans Narbonne leur vin et leur vendange, depuis l'époque de la récolte jusqu'à la Toussaint. La suspension du vet leur était prorogée en cas de maturité tardive. Le 18 septembre 1302, les consuls demandèrent au vicomte et à l'archevêque de suspendre le vet du vin jusqu'à la Noël pour permettre aux habitants de rentrer leur vendange (2). En cas de disette, la suspension durait plus longtemps : le 9 janvier 1303, l'entrée du vin fut autorisée jusqu'à la Saint-Jean (3) ; le 27 juin 1316, jusqu'à la N.-D. de septembre « à cause de » l'urgente nécessité où se trouvait la ville » (4).

Le droit de frapper monnaie était pour le vicomte une source de revenus considérables. Amauri avait le droit de fabriquer de la monnaie d'or, d'argent et de billon (5). Il frappait la monnaie, seul (6) ou en participation avec l'archevêque (7). La monnaie vicomtale avait cours dans un

(1) Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. I, f^o 366. Après 1309, ce fut la cour commune qui s'occupa du vet du vin (*Ibid.*, t. I, f^o 366 v^o-367).

(2) Invent. des archiv. de l'archev. de Narb., t. I, f^o 366.

(3) *Ibid.*, t. I, f^o 366 v^o.

(4) *Ibid.*, t. I, f^o 367.

(5) « ... Jus cudendi Narbone et eudi faciendi monetam auream, argenteam ac ere contaminatam... » (Pièce justificative n^o XIII).

(6) Denier de billon de monnaie vicomtale pesant 0 gr. 65 (*Hist. du Lang.*, t. VII, *Notes*, pp. 401-402, type 26).

(7) Denier de billon aux emblèmes du vicomte et de l'archevêque pesant 0 gr. 63 ou 0 gr. 65 (*Ibid.*, t. VII, pp. 401-402, types 24 et 25).

certain nombre de lieux déterminés (1). Elle devait être frappée et mise en circulation sous la surveillance de deux gardes nommés par les consuls (2). Amauri II fut le dernier vicomte de Narbonne qui exerça le droit de monnayage.

V. — Nous arrivons maintenant à la dernière catégorie de droits vicomtaux, aux revenus et droits domaniaux proprement dits. Dans la baulieue de Narbonne, au nord-ouest de la ville, s'étendait un vaste territoire vicomtal, qu'Amauri n'avait pas inféodé : une partie de ce territoire avait été baillé à cens, l'autre était exploitée directement par le vicomte. Les gardes (bandiers) de son domaine surveillaient également les possessions de ses tenanciers censitaires, et ces derniers payaient au vicomte un droit de banderage : Amauri prélevait ce droit, notamment sur la condamine de Mattefer, située dans le terroir de Montlaurés (3).

Le vicomte avait une maison et d'autres constructions particulières à Bougna, dans le terroir de Livière. Il récoltait du froment dans ses domaines de Bougna et de Livière, que dirigeaient des viguiers et des bailes, sortes de régisseurs et d'intendants ruraux (4). Jusqu'au 31 août 1318, Amauri resta propriétaire de deux vignes au lieu dit Bocacers, territoire de Montredon, d'une valeur totale de 30 livres et d'une contenance de 3 *mojades* (5).

(1) Mandement royal du 31 janvier 1305/6 (Invent. des arch. de l'archev. de Narb., t. 1, f° 436).

(2) Acte des 19 février, 10 et 15 mars (Invent. des arch. de Narb., *Annexes de la série AA*, pp. 215-217 ; Doat, t. 51, f°s 251-262).

(3) Bibl. de Narb., ms. n° 259. Invent. de la manse abbatiale de Fontfroide, f° 93 : acte du 28 février 1315, et f° 95 : acte du 13 juillet 1314.

(4) Acte du 21 mars 1300 (Doat, t. 58, f°s 45-46). Il est probable que les propriétés domaniales du vicomte étaient cultivées par des serviteurs à gages, des domestiques nourris et habillés (*famillares ad panem et vestes* : pièce justificative n° XII).

(5) Amauri ne faisait pas garder ces deux vignes isolées par ses bandiers, mais par les bandiers de l'abbaye de Fontfroide, à qui il payait tous les ans

Le vicomte tirait de gros revenus de ses forêts domaniales. Il était défendu à quiconque d'y pénétrer : c'étaient les devèzes du vicomte. Amauri avait deux forêts réservées près du monastère de Fontfroide : une forêt située près de Saint-Martin de la Vernède et près du Seguela, une autre située entre les granges de Jonquières et d'Aussières. Des amendes frappaient les gardiens de troupeaux qui laissaient leurs bêtes pénétrer dans les devèzes. L'amende était de 10 sous tournois, si le délit était commis de jour, et de 20 sous, s'il était commis de nuit. Le gardien n'échappait à l'amende que si le troupeau avait pénétré dans les devèzes en trompant sa surveillance (1). Pour emporter du bois d'une forêt vicomtale, il fallait payer le droit de forestage. Si quelqu'un essayait de passer en fraude une charge de bois à dos de mule, l'agent vicomtal chargé de percevoir le forestage s'emparait de la mule et ne la lui rendait que moyennant caution (2).

Les prédécesseurs d'Amauri exerçaient sur les côtes de la vicomté le droit de naufrage. Mais en 1112, l'archevêque et le vicomte avaient renoncé à ce droit barbare et décidé de restituer les épaves provenant des vaisseaux naufragés à leurs légitimes propriétaires, sous la réserve, toutefois, que, si les vaisseaux naufragés étaient montés par des Sarrazins, la moitié des débris appartenait à l'archevêque et l'autre moitié au vicomte (3). Quand un naufrage avait lieu à l'époque d'Amauri, et s'il s'agissait d'un bâtiment non sarrazin, les agents

pour la garde 13 sous (Arch. de l'Aude, titres de Montredon, Bocacers, Lapidet, cote 2 J). La *mojade* était une étendue de terre de trois *sétérees* ou 57 ares 84 centiares.

(1) Acte du 20 décembre 1317 (Arch. de Narb., pièce non invent. ; Arch. de l'Hérault, B 9, n° 64).

(2) Acte du 5 mai 1320 (Arch. de Narb., pièce non inventoriée).

(3) *Hist. du Lang.*, t. III, p. 616.

du vicomte ou ceux de l'archevêque, suivant que le navire échouait sur le littoral du vicomte ou sur celui de l'archevêque, ramassaient les épaves et les remettaient à leurs propriétaires (1).

(1) Invent. des archiv. de l'archev. de Narb., t. I, f^{os} 221 et 489.

CHAPITRE IV

L'ENTOURAGE DU VICOMTE

- I. Le palais vicomtal de Narbonne, siège du gouvernement et de l'administration. — II. L'entourage du vicomte : serviteurs, nobles, bourgeois, clercs, notaires et surtout légistes. — III. Mort d'Amauri II (entre le 1^{er} février et le 29 juin 1328). — IV. Conclusion.

I. — Amauri habitait à Narbonne une sorte de palais fortifié, situé en face du palais archiépiscopal, sur la place de la Cité. Il le considérait lui-même à la fois comme une forteresse, un château, un palais et une maison (1). Nous voyons encore le palais vicomtal sur un plan de la ville de Narbonne dressé en 1720 (2). Au sud-ouest du palais se trouvait la chapelle de Saint-Sauveur, ainsi que nous le montre le plan de 1720. Le 26 octobre 1298, le chapelain était Pierre de Vaubussière (3), le 17 octobre 1323, Jean Roger (4).

Le palais vicomtal était le siège du gouvernement, le lieu où se rendait la justice (5), où le vicomte recevait les hommages de ses vassaux (6), et le serment de fidélité que lui prêtaient, à son avènement, les consuls et les

(1) «... Fortalicium nostrum de Narbona in castro, fortalicio, palacio et « domo quam et que habemus in dicta civitate Narbone. » (Pièce justif. n° XIII).

(2) Bibliothèque de Narbonne.

(3) Acte du 26 octobre 1298 (Doat, t. 47, f° 279-282).

(4) Pièce justificative n° XXIV.

(5) Acte des 17-20 décembre 1317 (BLANC, *Livre de comptes de Jacme Olivier*, II, 2^e partie, pp. 759-767).

(6) Pièce justificative n° VI.

habitants de Narbonne (1). C'est dans la cour intérieure du palais qu'Amauri convoquait l'assemblée générale et spéciale des habitants (2). Dans une dépendance du palais, se trouvaient les prisons vicomtales (3).

Amauri vivait au milieu de sa famille et de nombreux domestiques, qu'il nourrissait et habillait (*familiares ad panem et de raubis nostris*), exerçant sur eux une véritable juridiction patrimoniale (4).

L'entourage ordinaire du vicomte se recrutait dans toutes les classes de la société. On y voyait des chevaliers (5), des damoiseaux (6), des bourgeois (7), des légis-

(1) Doat, t. 47, f.^o 279-282.

(2) Pièce justificative n^o XIII.

(3) Acte des 17-20 décembre 1317 (BLANC, *ut supra*, II, 2, pp. 759-767).

(4) Pièce justificative n^o XIII.

(5) Tels que Raimond de Geneston (Hommages n^{os} 81, 82), Guillaume de Durban (H. 92, 93, 133), Gui d'Aubin (H. 92, 93, 122, 123 ; pièces justif. XII et XIII), Jean de Foulaquier (H. 115 ; pièce justif. X), Béranger de Peirepertuse (H. 118, 120), Bernard de Durban (H. 122, 123, 133), Guillaume-Pierre de Montbrun (H. 130), Guiraud de Rien (H. 82 ; pièce justif. XII), Béranger Salamon (H. 81), Bermond de Peirepertuse (Pièce justif. XIII), Pierre Bollier, Guiraud de Roques, Assallit Albert, Amblard Soubiran (Pièce justif. XII).

(6) Tels que Pierre de Castres (H. 74, 75, 77), Béranger de Nouelles (H. 74, 76, 77), Amauri Colomb (H. 75, 77 ; pièce justif. X), Bertrand de Portel (H. 80), Guillaume de Maillac (H. 80 ; pièce justif. VII), Guillaume de Gléon (H. 80, 81, 90), Guillaume de Surnhan et Bernard d'Auriac (H. 81), Arnaud du Lac (H. 91, 92, 93, 112, 113, 114, 115), Pierre-Arnaud de Fraissé et Raimond de Geneston (H. 112, 113, 114, 115), Béranger de Boutenac (H. 121, 134), Bernard de Saint-Ferréol (H. 125), Raimond du Lac (H. 125, 135), Guillaume du Pla (H. 127), Raimond de Peirepertuse, Bernard de Saint-Just et Raimond de Saint-Just (H. 135), Esquieu de Fontaneys et Pierre de Pinhan (H. 139), Guillaume de Treilles, Sanche de Media, Pierre-Bernard Cornon, Richard Alamand (Pièce justif. VII), Raimond de Cuxac (*Ibid.*, IX), G. d'Aubenac, G.-Pierre de Fraissinet, Ermengaud d'Autignac, Roger d'Anduze (*Ibid.*, X), Béranger-Arnaud de Montredon (*Ibid.*, XXIV).

(7) Raimond-Jean Constantin (H. 74, 75, 76, 77), Pierre Olivier (H. 74, 76, 77 ; pièce justif. VII), Raimond de Foix (H. 121 ; pièce just. XVII), Jean Destable (H. 124), Raimond Pierre (H. 127), Guillaume-Raimond de Montpellier (H. 130), Béranger Bonet (Pièce justif. X, XIII), Bernard de Saint-Just, Pierre Bedos, Bernard Bardin, Bernard Dauphin (*Ibid.*, XII), Jean Foulquin (*Ibid.*, XIII), Arnaud de Ginestas, de Moussan, Pierre-Raimond Jacme (*Ibid.*, XVI).

tes (1), des clers (2), des notaires (3). L'épithète de bourgeois ne s'appliquait pas à l'ensemble des habitants du Bourg de Narbonne (4), non plus que celle de citoyen à l'ensemble des habitants de la Cité (5). Les bourgeois, dans le Bourg comme dans la Cité, constituaient une classe qui hiérarchiquement se plaçait immédiatement

(1) Guillaume Chaussier (H. 74, 76, 77 ; pièce justif. x, xii), Pierre Sithert (H. 74, 76, 77, 80, 81, 90-96, 98, 100-111, 117, 120, 125, 127-129, 134, 135), Pierre-Arnaud de Fraissé (90-96, 98, 100-111, 117-119, 121-125, 128-130, 133), Pierre Deumier (H. 80), Guillaume Catala (H. 81, 134), Jacques de Nougue (H. 123), Bérenger de Saint-Christophe (H. 127, 128), Catala Olive (H. 130), Jean Martin (H. 133 ; pièce justif. xii), Clément de Fraissé (Pièces justif. vii, xii), Jean Deodat (*Ibid.*, vii), Fresc Ricomanni, Guillaume Gros (*Ibid.*, xii), Bernard Foisset (*Ibid.*, xx).

(2) Bernard de Villar, archidiacre d'Agde (H. 94-96, 98, 100-105, 117), Jean Bernard (H. 134), Raimond Guers, prêtre (Pièce justif. vii), G. Cornudel, P.-Raimond Jean (*Ibid.*, x), Guillaume Ivern, curé de Mirepeisset, Guillaume Delasvignes, Pons Caval, prêtres du diocèse de Maguelonne, habitants de Narbonne (*Ibid.*, xvii), Jean Roger, desservant de la chapelle Saint-Sauveur, Pierre Ermengaud, Barthélémi Lespignan (*Ibid.*, xxiv).

(3) Jean Iché, Guillaume de Montaigu, notaires de Coursan (H. 75-77), Guillaume Pagès (H. 90-96, 98, 100-111, 117, 121-125, 134 : pièces justif. x, xii), Pons Girbert (94-96, 98, 100-111, 117, 124, 125, 129, 130), Guillaume Besse (H. 121, 130), Bernard Cépian (H. 129), Jean Fouquier (Pièce justif. x), Guillaume Cerdan, Guillaume Foraville, Pierre Pélât, Jacques Clément, Pierre Delaprade (*Ibid.*, xii), François Nicolas, Pierre Ricouls (*Ibid.*, xxiv). Les notaires ci-dessus sont ceux qui servaient de témoins aux actes délivrés au nom ou en faveur du vicomte. Les notaires qui confectionnaient les actes vicomtaux n'étaient pas les notaires particuliers du vicomte, mais les notaires publics de Narbonne, ou bien à la fois les notaires de la cour vicomtale et de la ville. Voici les noms de quelques notaires : Guillaume Salairan (H. 74-77), Guillaume Pagès (H. 80-82 ; pièce justif. xxiv), Jean de Saint-Pons (H. 90-96, 98, 100-125, 127-130, 133-135), Raimond Catala (H. 130), Pierre Delaprade (Pièces justif. ix, xvii), Bernard Cépian (*Ibid.*, x, xii). Les actes étaient écrits par des clercs : Bérenger Belshom était le clerc de Jean de Saint-Pons, de Guillaume Pagès et de Guillaume Salairan, Laurent Gabalda, de Raimond Catala, Bernard Roussel, de Pierre Delaprade, Pierre de Carcassonne, de Bernard Cépian. Bernard Cépian confectionna, d'après les notes de feu Jean de Saint-Pons, tous les actes du registre d'Amauri, sauf les nos 4, 7 et 11 dressés par Guillaume Pagès ; le clerc Pierre de Carcassonne a écrit tous les actes de ce registre.

(4) Ainsi Pierre Raimond, baile de la cour archiépiscopale de Narbonne, est bourgeois de la Cité (BLANC, *ut supra*, II, 1, pp. 373-397).

(5) Citoyen de Narbonne est synonyme d'habitant de Narbonne.

au-dessous de la noblesse. Il est à noter que le vicomte fit appel bien plus souvent aux conseils des bourgeois du Bourg qu'à ceux des bourgeois de la Cité (1). C'est que les premiers se montraient plus favorables que les seconds à la politique vicomtale (2).

Mais de tous les conseillers du vicomte, ceux qui exercèrent le plus d'influence sur le gouvernement et l'administration de la vicomté ce furent les légistes (*jurisperiti*). Amauri avait connu les deux grands légistes de Philippe le Bel, Guillaume de Nogaret et Guillaume de Plasian. Il avait utilisé la science juridique du premier dans la transaction qu'il conclut, le 29 juillet 1299, à Montpellier, avec son frère Pierre de Narbonne (3). Il avait parcouru avec le second le diocèse du Puy, en qualité de commissaire royal, pour recueillir les adhésions des communautés religieuses à la politique du roi contre les Templiers (4).

Ses relations avec les Florentins, avec les gens du roi, ses nombreux procès avec l'archevêque et les consuls lui avaient révélé la puissance de la judicature et des hommes de lois. Le sceau d'Amauri nous le représente armé de pied en cap, le bouclier dans le bras gauche et l'épée dans la main droite, sur un cheval lancé au

(1) Bérenger-Arnaud de Montredon, bourgeois, est consul du Bourg le 5 mars 1294 (BLANC, *ut supra*, II, 1, p. 478), le 13 octobre 1311 (*Ibid.*, p. 667), le 10 décembre 1322 (*Ibid.*, p. 818), Bernard Bardin est aussi consul du Bourg, le 13 octobre 1311 (*Ibid.*, p. 650, n. 1). Jetons un coup d'œil sur l'*index* de l'ouvrage de M. BLANC : nous trouvons Jean Foulquin, fils de Jean Foulquin, pareur, consul du Bourg ; Pierre Bedos, consul du Bourg, Bérenger Bonet, consul du Bourg, Bernard Dauphin est un ancien consul ou fils de consul. La famille de Raimond-Jean Constantin a fourni deux consuls au Bourg : Bonet, père et fils. Il n'y a que Raimond Peire que nous trouvions consul de la Cité.

(2) Voy. par exemple l'affaire de la mouvance des consulats (Deuxième partie, chap. III, § 1.

(3) Pièce justificative n° VII. L'acte en question fut même rédigé d'après le *dictamen* de Guillaume de Nogaret et de Clément de Fraissé, professeur es lois [de Narbonne].

(4) Pièce justificative n° XI.

galop (1). Cette représentation ne convient qu'à l'époque de sa jeunesse, des ses lointaines expéditions dans la campagne florentine, alors qu'il n'était encore que simple chevalier. L'effigie qui aurait le mieux convenu au jeune batailleur, devenu vicomte, aurait été celle qui l'aurait représenté assis sur un trône, tenant le sceptre d'une main et la main de justice de l'autre. Devenu vicomte, Amauri II n'est plus un prince à cheval, c'est un prince assis. L'ancien capitaine de la ligue toscane est devenu un parfait représentant de cette féodalité fiscale et procédurière du ^{xiv}^e siècle, qui a succédé à la féodalité turbulente mais généreuse des siècles précédents. Les prédécesseurs d'Amauri aimaient à s'entourer de troubadours et de jongleurs. Amauri trouvait plus utile, sinon plus agréable, de vivre au milieu de notaires et de légistes.

III. — C'est à Narbonne, dans son palais, qu'Amauri termina son existence agitée. Il mourut, sinon le 19 juin 1328, ainsi que le veut dom Vaissete (2), du moins, entre le 1^{er} février et le 29 juin 1328 (3). Il fut enseveli dans la chapelle du couvent des Dominicains de Narbonne (4).

IV. — Arrivé au terme de cette longue étude, nous nous estimerons suffisamment récompensé de notre peine si nous avons réussi à évoquer la physionomie de notre vicomte et l'aspect de sa petite cour, et à démontrer que la cour vicomtale d'Amauri ne fut pas autre chose que la cour royale de Philippe le Bel... en miniature.

JEAN RÉGNÉ,
Archiviste-Paléographe.

(1) Ce sceau est décrit dans Donët d'Arcq, *Collection de sceaux*, t. I, n° 751. Il est appendu à une transaction passée entre le vicomte et le roi au sujet des Juifs, le 5 juin 1309 (Arch. nat., J 337, n° 14^a).

(2) *Hist. de Lang.*, t. IX, p. 422 et t. X, *Notes*, pp. 77-78. Catel place à tort la mort d'Amauri en l'année 1325 (*Mémoires sur l'hist. de Lang.*, p. 614).

(3) A cette date, Aimeri, fils aîné d'Amauri II, reçoit l'hommage de Bernard Adémar, seigneur de Montpezat et de Feuilla (Doat, t. 47. f° 390-391).

(4) Du Mège, *Additions au livre XXX de l'hist. du Lang.*, de dom Devic et dom Vaissete, p. 45, n. 5.

NOTE SUR QUELQUES MONNAIES

recueillies aux environs de Narbonne ⁽¹⁾

Les débris antiques recueillis à Montfort dont l'envoi nous avait été annoncé lorsque la statue d'Hercule découverte au même endroit fut transportée au Musée, nous ont été remis. Ils consistent principalement en fragments de poterie dont je n'ai pas à m'occuper. Je n'ai à vous parler que de la partie la moins intéressante de la trouvaille de quelques monnaies disséminées au milieu de ces innombrables débris. Quoiqu'elles n'aient aucun intérêt au point de vue numismatique, il n'en est pas moins utile de les déterminer.

Voici ces quelques pièces :

1^o Auguste. — **DIVVS AVGYSTVS PATER** Tête radiée à gauche.

Rv. — **S. C. PROVIDENT.** Autel. — Moyen bronze frappé sous Tibère.

2^o Moyen bronze de Tibère. — Revers fruste.

3^o Caligula. — **C. CAESAR AVG GERMANICVS PON. M. TR. P.** Tête nue à gauche.

Rv. — **S. C. VESTA.** Vesta voilée assise à gauche. — Moyen bronze de conservation défectueuse.

4^o Quatre moyens bronzes de Claude au revers de Pallas

(1) Note lue à la Commission archéologique de Narbonne, dans la séance du 5 juin 1905.

casquée, debout, à droite, tenant un bouclier et lançant un javelot. C'est la plus commune de toutes les monnaies romaines au moins dans notre région.

5° Un petit bronze de Claude également fort commun portant d'un côté un *modius* et de l'autre S. C. dans le champ. — Frappé l'an 44 après J.-C.

6° Un moyen bronze de Julie Domne, femme de Septime Sévère, absolument fruste dont les légendes sont complètement illisibles, mais dont l'effigie permet l'attribution. La coiffure pourrait faire songer aussi à Soémias, à Maesa ou à Mamée, mais le profil semble être plutôt celui de Julia Domna dont les monnaies sont d'ailleurs excessivement abondantes. Il n'y a pas à hésiter.

On pourrait se demander si ce moyen bronze, qui est très petit et très mince, n'est pas une monnaie d'argent défourrée. Il existe en effet des pièces d'argent de grand module de Julie Domne, de Maesa ou de Mamée qui ont exactement la même grandeur. Mais il existe aussi des moyens bronzes de petit diamètre de Julia Domna qui sont tout à fait de même dimension. Rien n'oblige donc à considérer cette pièce comme une monnaie défourrée.

C'est un moyen bronze romain ou grec, car les monnaies grecques de la femme de Septime Sévère sont aussi fort nombreuses, mais plus probablement de coin romain, car en l'examinant bien attentivement on croit distinguer les trois premières lettres du mot **AVGVSTA**.

La tête est tournée à droite et diadémée. La légende aurait été **IVLIA AVGVSTA**. Quelques auteurs placent ces pièces entre celles qui portent **IVLIA DOMNA AVG** et celles dont l'inscription est **IVLIA PIA FELIX AVG**, cette légende accompagnant ordinairement une tête un peu vieillie.

Je m'étends sur cette monnaie malgré son mauvais état parce qu'elle présente un intérêt particulier,

indépendant d'ailleurs de sa nature et de la princesse à laquelle elle doit être attribuée. Si ce n'était cet intérêt spécial je ne l'aurais pas même regardée. Cette pièce n'est pas entière et c'est justement ce défaut, qui aurait pu la faire dédaigner, qui la rend intéressante.

Elle a été coupée non pas suivant un diamètre, mais derrière le buste, aussi près de lui que possible, sans toutefois l'entamer. Il y a là une marque évidente du respect qu'on avait pour l'effigie de l'empereur ou des membres de la famille impériale.

Je m'occupe justement dans le *Bulletin* qui doit paraître en juillet (1) des monnaies coupées. Je cite le cas d'un certain Granius Marcellus, préteur de Bithynie, qui fut accusé du crime de lèse-majesté pour avoir fait enlever la tête d'une statue d'Auguste afin d'y substituer celle de Tibère (2). Je regrette que mon article soit déjà imprimé car j'aurais pu y parler du moyen bronze de Julia Domna. Il démontre bien pourquoi quand on voulait couper une pièce on choisissait de préférence une monnaie portant deux têtes. C'était le seul moyen d'obtenir deux parties égales sans endommager les effigies.

Les seules pièces de la série romaine qui aient été souvent coupées sont les monnaies coloniales de Nîmes, de Vienne et les as à la tête de Janus bifrons, c'est-à-dire des pièces qu'on pouvait partager en laissant une tête intacte de chaque côté. Il n'y a que les monnaies de *Cose* qui font fréquemment exception à cette règle, mais elles sont étrangères à la série impériale.

Dans ces conditions, les fragments retrouvés étant ordinairement des moitiés très exactes de pièces, on pourrait

(1) L'article auquel je fais allusion a paru effectivement en juillet 1905 sous le titre de : *Les monnaies de Nîmes coupées*. La publication de la présente note rédigée depuis plus de quatre ans avait été retardée par d'autres travaux plus importants.

(2) Cf. J. A. BLANCHET, *Revue numismatique*, 1897, p. 4.

en conclure que le partage en deux parties égales était une obligation absolue et qu'il avait pour but d'improviser une monnaie divisionnaire comme on se l'est parfois demandé. Le moyen bronze de Julie Domne nous apprend que la section n'était pas toujours et obligatoirement au milieu et que, par conséquent, les fragments n'étaient pas destinés à la circulation. Il confirme bien que toutes ces pièces ont été coupées soit en signe d'engagement entre deux personnes, soit pour l'accomplissement d'un rite funéraire, soit comme gage d'un vœu. J'ai fait observer que toutes les monnaies partagées avaient été retrouvées au milieu des ruines de temples, dans des sépultures, des lacs, des étangs, des cours d'eau ou dans les bassins de fontaines sacrées. Le lieu d'où provient la pièce de Julie Domne est situé au bord de l'étang de Bages. Sans doute elle n'a pas été découverte dans une sépulture, dans le lit même d'une rivière ou d'une source ; elle provient du moins des environs d'un étang.

7° Un petit bronze encore plus fruste que la pièce précédente et dont les inscriptions sont également tout-à-fait invisibles.

Celui-ci, plutôt que la monnaie de Julie Domne, est peut-être un denier défourré ; il pourrait être de Maximin I. Mais son mauvais état rend cette attribution excessivement incertaine et entièrement dépourvue d'intérêt.

8° Deux as de Nîmes au type d'Auguste et d'Agrippa, qui avec les moyens bronzes de Claude au revers de Pallas sont les monnaies antiques les plus communes dans ce pays.

9° Un petit bronze dont on ne voit plus ni le type ni l'inscription, mais au revers duquel on distingue vaguement une longue palme à gauche devant un personnage debout ce qui est plus que suffisant pour déterminer la pièce. C'est un petit bronze bien connu dans notre région

qu'on donne à Nîmes comme métropole des Volkes Arécomiques quoiqu'il ne porte pas le nom de la Cité. Il présente une tête à droite derrière laquelle on lit **VOLCAE** et au revers un personnage debout à gauche devant lequel est une palme de même hauteur ; derrière le personnage **AREC**.

10° Un double tournois d'Avignon à peu près fruste.

11° Autre double tournois de la même époque tout à fait lisse.

12° Enfin une petite décoration enfantine en argent qui devait se trouver à la surface du sol comme les doubles-tournois, qu'un coup de pelle a mêlés aux débris antiques et qui nous a été remise avec les monnaies.

Les trois dernières pièces étant modernes et par conséquent ne comptant pas, cela réduit à 12 celles qu'il y avait lieu d'examiner. Au point de vue numismatique, comme nous l'avons dit, ces 12 pièces n'offrent aucun intérêt.

Et cependant nous venons de voir que malgré cela l'une d'elles a eu quelque chose à nous apprendre ou du moins à nous confirmer, tant il est vrai de dire que toute trouvaille de monnaies, si insignifiante qu'elle paraisse, contient toujours quelque enseignement.

Aux autres points de vue, il convient de remarquer que les fouilles qui ont amené la découverte de ces quelques pièces n'ont pas été assez longtemps poursuivies pour que leurs résultats puissent être considérés comme complets.

Il serait téméraire de tirer de l'examen de ces médailles quelques conclusions que de nouvelles recherches pourraient bouleverser de fond en comble. Sous ces réserves on peut cependant remarquer que les plus récentes de ces pièces sont du commencement du III^{me} siècle après J.-C., et même que sur 12 monnaies il n'y en a que deux qui soient de cette époque. Toutes les autres sont beaucoup plus anciennes ; elles appartiennent à la première moitié du premier siècle de notre ère. Elles ont été émises à des dates très rapprochées les unes des autres, sous

des empereurs qui ont régné consécutivement, Auguste, Tibère, Caligula et Claude ; seul le petit bronze des Volkes Arécomiques est antérieur.

Sa présence, du reste, ne saurait nous étonner. Mais ce qu'il y a de surprenant c'est qu'on n'ait trouvé aucune pièce pour représenter la période comprise entre la fin du règne de Claude et l'époque de Caracalla, car la monnaie coupée de Julie Domne est postérieure à Septime Sévère son mari. De l'année 54, qui marque la mort de Claude, à 211, où Septime Sévère mourut, il y a un intervalle de plus de 150 ans qui devrait être ici représenté. D'autant plus qu'il y a dans ce siècle et demi des règnes comme ceux de Néron, de Vespasien, de Domitien, de Trajan, d'Hadrien ou d'Antoin qui ont laissé une énorme quantité de numéraire. Les monnaies de Domitien par exemple sont presque aussi communes que celles de Claude ou les as coloniaux de Nîmes dans notre région. Tout porte donc à croire que si jamais les fouilles étaient reprises en cet endroit on y trouverait des pièces de ces divers empereurs.

G. AMARDEL.

Les Monnaies antiques coupées

I

La première fois que je fus amené à parler des monnaies coupées, c'était à propos des pièces de Nîmes au pied de sanglier. Comme il est évident que les as nîmois présentant cette particularité ont eu une affectation spéciale et n'ont pas été destinés à la circulation, je me demandais si les pièces partagées qui sont principalement des as nîmois n'avaient pas été aussi affectées à un usage particulier, peut-être au même emploi. Car si dans les temps modernes de nombreuses pièces d'argent ont été divisées pour créer des espèces de valeur moindre, il semble au premier abord que le fait de couper une monnaie, aussi bien que l'adjonction d'une patte de sanglier, a eu plutôt pour but de la rendre impropre à circuler.

M. J. A. Blanchet, qui s'était occupé dans la *Revue Numismatique* (1) des monnaies coupées en général, voyait dans toutes ces pièces des divisions monétaires parfaitement destinées à la circulation.

Cela est absolument hors de doute en ce qui concerne le moyen âge et les temps modernes. Toutes les monnaies qui ont été divisées depuis huit ou dix siècles l'ont été dans le but d'improviser des espèces de moindre valeur. Cela est certain. Mais le document le plus ancien où il est question de partager des monnaies n'est que du ^{xiv}^{me}

(1) Année 1897, pp. 1 à 13, *Les Monnaies coupées*.

siècle. Il intéresse justement l'histoire monétaire de Narbonne ; c'est une ordonnance de Philippe VI rendue à la requête des consuls de la ville pour donner l'autorisation de couper les deniers ; elle est datée du 29 mai 1347. Tous les autres exemples de pièces partagées pour en faire des monnaies divisionnaires sont très postérieurs. La plupart appartiennent à l'époque moderne. Il s'agit le plus souvent de piastres généralement divisées en plusieurs parties, dans tous les cas d'espèces d'argent plus ou moins lourdes qui font bien comprendre la nécessité d'une monnaie d'appoint. Au contraire les seules espèces antiques coupées sont des pièces de bronze de peu de valeur ; leur provenance habituelle semble indiquer une destination spéciale ; presque toutes celles dont l'origine est connue ont été trouvées dans des sépultures, dans des temples, dans le lit de certaines rivières, dans les bassins de fontaines sacrées.

Si l'on ajoute à cela que l'on sait positivement que l'usage de partager une pièce de monnaie en signe d'engagement existait chez les anciens, on est tout naturellement conduit à penser que, si dans les temps modernes les pièces qui ont été fractionnées l'ont toujours été dans le but de créer une monnaie divisionnaire, il n'en était pas ainsi dans l'antiquité où la division avait un but symbolique, religieux ou superstitieux, et rendait au contraire la pièce impropre à la circulation. C'est ce que je m'efforçais de démontrer dans un article spécialement consacré aux monnaies de Nîmes coupées (1) qui de toutes les médailles antiques sont les seules que l'on rencontre assez fréquemment divisées.

J'ai eu depuis l'occasion de revenir sur ce sujet à propos de quelques monnaies recueillies aux environs de

(1) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. VIII, 2^{me} semestre, 1905, pp. 447 à 459, *Les monnaies de Nîmes coupées*.

Narbonne, à Montfort (1), parmi lesquelles se trouvait un moyen bronze de Julie Domne femme de Septime Sévère, coupé en deux parties inégales, la section ayant été pratiquée de manière à respecter l'effigie de l'impératrice, ce qui prouve bien qu'on n'avait pas l'intention de créer des divisions monétaires dont l'une aurait été très inférieure à l'autre et aurait eu un poids insignifiant, la pièce divisée étant déjà une monnaie mince et de très faible poids.

Lorsque je découvris cette pièce, je vis là un argument péremptoire et je considérai la question comme résolue.

Depuis lors il m'a paru qu'en somme le moyen bronze de Julie Domne pourrait bien être une exception unique, une pièce coupée dans un but spécial sans que toutes les autres l'aient été dans le même but. D'autant plus que la plupart des monnaies antiques divisées que l'on recueille sont assez antérieures à l'époque de Julia Domna.

Parmi les autres arguments que j'avais primitivement invoqués se trouvait la rareté relative des pièces coupées. Si l'antiquité avait connu l'usage de partager les espèces pour en faire des monnaies de moindre valeur elle l'aurait souvent pratiqué parce que ce procédé est facile et expéditif. Il importait donc de vérifier si les pièces coupées sont aussi rares qu'elles le paraissent, car s'il en existe peu dans les collections cela pourrait parfaitement venir de ce qu'une moitié de pièce a toujours été considérée comme dépourvue d'intérêt par les collectionneurs et par suite dédaignée. Les circonstances m'ont permis de faire aisément cette vérification.

Mon collègue M. H. Rouzaud fait de fréquentes promenades archéologiques aux environs de Narbonne, où il recueille d'innombrables débris antiques.

Comme il trouve de nombreuses monnaies anciennes,

(1) *Bulletin*, t. x, 1909, 2^m^e semestre, pp. 587 à 592, *Sur quelques monnaies recueillies aux environs de Narbonne*.

s'il n'avait jamais vu de pièces coupées, leur rareté eût été confirmée par ce fait. Dès que je l'interrogeai à ce sujet il me répondit en m'offrant une moitié d'as nimois et une monnaie celtibérienne de *Cose* également partagée. Il me promit en outre de me réserver toutes celles qu'il recueillerait. J'ai déjà parlé des deux premières. Quelques mois après il me remettait les six nouvelles pièces coupées suivantes : trois as de Nîmes ; une celtibérienne très fruste, probablement une pièce à la légende **NERENCN** ; un moyen bronze d'Auguste à l'autel de Lyon ; enfin un autre moyen bronze de Germanicus qui mérite d'être décrit.

Germanicus Caesar TI AVGVST F DIVI AVG N (Germanicus Caesar Tiberii Augusti filius, Divi Augusti Nepos) ;

Tête nue de Germanicus à gauche.

Rv. — **C CAESAR AVG GERMANICUS** *pon. m. tr. POT. Caius Caesar Augustus Germanicus, pontifex maximus, tribunitia potestate functus* ;

S C dans le champ.

C'est une variété du n° 2 de Cohen (1).

Le n° 2 de Cohen porte au droit ... **TI AVG F** au lieu de **TI AVGVST F** ; en outre sur le n° 2 la tête est à droite tandis qu'elle est à gauche sur la nouvelle monnaie comme sur le n° 4. Mais le n° 4 porte au revers **C. CAESAR. DIVI. AVG. PRON. AVG. P. M. TR. P. IIII. P. P.** Par conséquent le demi moyen bronze récemment découvert ne correspond exactement ni au n° 4, ni au n° 2 ; c'est à la suite du n° 2 qu'il doit être classé. Cette pièce serait donc intéressante quand même elle n'offrirait pas la particularité d'être coupée, mais nous n'avons à nous en occuper qu'au point de vue de cette particularité.

Nous pouvions supposer que les as nimois, les autres

(1) Henry COHEN, *Description historique des monnaies frappées sous l'empire romain*, 1^{re} édition, t. 1, p. 138, *Germanicus fils de Néron Drusus et d'Antonia*.

monnaies présentant deux têtes, quelques celtibériennes et d'une manière générale des pièces n'offrant pas l'effigie de l'empereur ou d'un membre de la famille impériale et celles qui pouvaient être partagées sans endommager les effigies étaient les seules qui avaient été coupées ; le moyen bronze de Germanicus ainsi que celui d'Auguste à l'autel de Lyon viennent nous apprendre que si les pièces à deux têtes étaient sectionnées de préférence les monnaies ordinaires l'étaient également.

La monnaie à l'autel de Lyon est le n° 276 de Cohen (1) portant la tête laurée d'Octave à droite avec la légende **CAESAR pont. max.** Ces deux pièces nous permettent de constater que si l'on n'hésitait pas à endommager les effigies impériales du moins la section n'était pas pratiquée au hasard, mais régulièrement, suivant l'axe de l'effigie.

En ajoutant à ces six monnaies coupées, les deux qui m'avaient été également données par M. Rouzaud quelque temps auparavant, une autre qui m'avait été remise antérieurement par une autre personne et la pièce de Julia Domna, cela porte à dix le nombre de monnaies partagées que j'ai pu recueillir en fort peu de temps (2).

Ces dix pièces se répartissent ainsi :

Cinq as nimois ;

Une celtibérienne de *Cose* ;

Une à la légende **NERENCN** ;

Un moyen bronze d'Auguste à l'autel de Lyon ;

Un moyen bronze de Germanicus et un de Julia Domna.

Est-il possible de tirer quelques conclusions de l'examen de ces dix pièces ?

D'abord il est évident que les monnaies coupées ne sont

(1) Page 71.

(2) La monnaie de Julie Domne fait partie des collections du Musée de Narbonne.

pas aussi rares qu'on aurait pu le croire jusqu'à ce jour. Elles paraissent être au contraire assez communes au moins dans notre région.

En second lieu on observe que les pièces ordinairement sectionnées étaient les espèces circulant dans le midi de la Gaule. Sur dix fragments en effet nous constatons 5 pièces de Nîmes, 2 celtibériennes de la Narbonnaise ou du Nord de l'Espagne et une monnaie de Lyon. On doit conclure de cela que les fragments n'ont pas été importés, mais que les pièces ont été coupées dans le pays où l'on en retrouve les morceaux.

L'as nîmois reste toujours la monnaie que l'on coupait par excellence. Les celtibériennes de Tarragone ou de Narbonne viennent après. Les monnaies impériales n'auraient été divisées qu'exceptionnellement. Cependant la proportion de trois sur dix est assez forte et tout à fait inattendue. Il y a tout lieu de croire que, s'il était possible d'établir cette statistique sur un plus grand nombre d'exemplaires, elle ne se maintiendrait pas.

Enfin l'usage de couper les monnaies n'aurait pas duré bien longtemps, puisque tous les fragments que nous retrouvons proviennent d'espèces ayant circulé en même temps et dont l'émission n'a pas dépassé les premières années du premier siècle de l'ère chrétienne, la plus récente étant de Germanicus mort en 19 après J.-C. Je fais abstraction de la pièce de Julie Domne qui, n'étant pas coupée de la même façon que les autres, pourrait être mise à part. Tout cela ne semble-t-il pas justifier l'opinion qui fait de tous ces fragments de véritables monnaies divisionnaires. Le midi de la Gaule sinon toute cette contrée aurait manqué de petite monnaie à un moment donné et l'on en aurait improvisé. Une foule d'objections contredisent cette hypothèse.

D'abord la provenance habituelle des fragments. Presque toutes les trouvailles de monnaies antiques coupées

que signale M. Blanchet (1) ont été effectuées dans des sépultures, des temples, des cours d'eau ou des fontaines sacrées. Quant à celles qui m'ont été remises par M. Rouzaud il est impossible de dire si elles avaient été primitivement placées dans des tombeaux, car elles ont été toutes trouvées dans des terrains remaniés ; il n'a été possible de constater rigoureusement qu'elles proviennent de sépultures que pour une ou deux, mais cela ne veut pas dire que toutes les autres n'aient pas été aussi à l'origine dans des tombeaux. Par conséquent l'observation qui se dégage des trouvailles signalées par M. Blanchet conserve sa valeur.

En ce qui concerne les constatations relatives à la section ordinairement pratiquée entre deux têtes ou sur des pièces dépourvues d'effigie impériale, l'existence de monnaies à une seule tête coupée sans respect pour l'effigie est-elle de nature à confirmer l'opinion qui fait de tous ces fragments de véritables monnaies, ou à l'infirmier ?

Le fait de dégrader l'image de l'empereur ou des membres de sa famille était considéré comme un crime de lèse-majesté. J'ai cité, d'après M. Blanchet, dans mes deux articles précédents, le cas de ce préteur de Bithynie accusé de ce crime pour avoir fait enlever la tête d'une statue d'Auguste afin d'y substituer celle de Tibère. Partager l'effigie impériale sur une monnaie était un acte défendu par la loi. Par conséquent l'existence de fragments sur lesquels la tête de l'empereur est tranchée démontre rigoureusement que la section n'a pas été effectuée par les soins de l'État, qu'elle n'a pas été officiellement pratiquée.

Cela ne prouve-t-il pas que les fragments n'étaient pas destinés à la circulation monétaire ? Il faudrait admettre que chacun coupait la monnaie au fur et à mesure de ses

(1) *Revue numismatique*, 1897, pp. 1 à 13, *Les Monnaies coupées*.

besoins. Mais les morceaux n'auraient pas eu cours légal et nul peuple n'a été plus formaliste, n'a poussé plus loin le respect de la loi que le peuple romain.

Comme je l'ai déjà fait observer précédemment si les monnaies coupées avaient été destinées à la circulation, les morceaux auraient été estampillés, auraient reçu des contremarques dont les Romains étaient très prodigues et qu'ils appliquaient dans des cas où elles avaient beaucoup moins d'utilité.

Je puis ajouter aujourd'hui qu'on n'aurait pas coupé les bronzes impériaux, puisqu'il y avait dans le pays où nous constatons que l'opération a été pratiquée, des espèces dépourvues d'effigie impériale ou présentant deux têtes, ce qui permettait de les diviser sans endommager les effigies.

Dans ma première note, je prétendais que les Romains ne pouvaient pas avoir songé à ce moyen expéditif de créer de la monnaie d'appoint parce qu'il ne pouvait être que trop exceptionnellement pratiqué, les pièces susceptibles d'être divisées étant exceptionnelles. Aujourd'hui que je constate que des monnaies ont été coupées sans respect pour l'effigie, j'en conclus plus que jamais que l'État était tout à fait étranger à cette opération et qu'il ne peut donc s'agir de l'improvisation d'une monnaie divisionnaire.

Et si la coutume de partager la monnaie semble se limiter à une époque, c'est justement parce que la loi défendait de dégrader la tête de l'empereur. Dans ces conditions, ou bien on renonça petit à petit à l'ancien usage à mesure que le numéraire impérial se substituait aux anciennes espèces locales qu'on pouvait diviser, ou plutôt on rechercha les vieilles espèces nimoises ou celtibériennes pour les couper sans enfreindre la loi ; mais cela démontre évidemment qu'il ne s'agissait pas du tout de créer de la menue monnaie, mais de se conformer à quelque usage local, à quelque vieille tradition.

Il faut donc bien se garder d'interpréter la découverte de monnaies impériales partagées comme démontrant la généralisation de l'usage de couper les espèces. Si cet usage avait été licite, comme les pièces portant une seule tête d'empereur sont innombrables, le nombre d'as nimois partagés serait insignifiant par rapport aux autres monnaies ; on trouverait des bronzes romains coupés sous tous les règnes, dans tous les pays. Et l'on trouverait surtout des moitiés de pièces d'or ou d'argent dont la division serait certainement devenue nécessaire à certains moments, tandis qu'on ne connaît pas de monnaies de métaux précieux partagées et que les fragments qu'on recueille proviennent toujours d'espèces de cuivre, souvent d'infime valeur.

Les poids de ces fragments comparés à ceux des pièces entières permettent-ils de trancher définitivement cette question, fournissent-ils quelques indications utiles ?

Dans tous les cas ils sont loin de démontrer que nous sommes bien en présence de véritables monnaies.

Pour pouvoir interroger utilement les poids des fragments il faut d'abord étudier ceux des pièces entières. Puisque la monnaie qui était le plus fréquemment coupée était l'as nimois il suffirait de connaître le poids habituel de cet as.

J'ai justement sous les yeux quelques exemplaires de cette monnaie, que je n'ai pas choisis. Ce sont les premières pièces que je recueillis quand je commençai à collectionner. Il y en a 28. Je pourrais en avoir des milliers, mais ne m'étant jamais occupé de ces monnaies d'une manière spéciale je n'ai jamais songé à augmenter cette série (1). Telle qu'elle est, elle va nous donner des indications suffisantes.

(1) Je m'en suis occupé tout récemment dans un travail consacré à la recherche de la signification du Crocodile de Nîmes (*Bulletin de la Commission archéologique de Narb.*, t. x 1908, pp. 305 à 327, *La signification du*

Voici les poids de ces 28 pièces. Je les donne dans l'ordre même des chiffres qui les représentent afin qu'on puisse voir ce que pèsent habituellement ces monnaies, sans se livrer au moindre calcul.

N° 1	15	gr. 3	N° 15	11	gr. 2
N° 2	14	9	N° 16	11	1
N° 3	14	3	N° 17	11	0
N° 4	13	2	N° 18	11	0
N° 5	12	7	N° 19	11	0
N° 6	12	6	N° 20	10	7
N° 7	12	4	N° 21	10	5
N° 8	12	4	N° 22	9	9
N° 9	12	2	N° 23	9	5
N° 10	11	7	N° 24	8	9
N° 11	11	6	N° 25	8	0
N° 12	11	5	N° 26	8	0
N° 13	11	5	N° 27	7	7
N° 14	11	3	N° 28	7	2

Prévenons d'abord que ces variations de poids ne sont en aucune façon liées à l'état de conservation des pièces. Le n° 1, la monnaie la plus lourde pesant 15 gr. 3, est justement une pièce rongée par le vert de gris, qui certainement serait encore plus pesante si elle n'était pas ainsi dégradée; les nos 2 et 3 pesant respectivement 14, 9 et 14, 3 sont aussi des monnaies passablement frustes qui quand elles n'étaient pas usées devaient atteindre des poids sensiblement supérieurs. Le n° 16 pesant 11, 1 est contraire à fleur de coin. Parmi les pièces de poids léger plusieurs

Crocodile de Nimes! et, comme on l'a vu dans un supplément à ce travail (*Bulletin*, t X, pp. 486 à 484, *Encore le Crocodile de Nimes*!), j'ai recueilli en quelques jours une centaine d'as nimois. Je pourrais donner aujourd'hui les poids de ces cent pièces, mais cela allongerait mon travail sans modifier mes premières observations.

sont en assez bon état. Il y a donc les plus grands écarts dans les poids de ces monnaies qui varient de 7 gr. 2 à plus de 15, du simple au double par conséquent.

Toutes ces pièces circulaient-elles pour la même valeur ?

Les monnaies de poids faible sont en général de module un peu plus petit.

Cependant comme dans le tableau que nous venons de dresser, l'abaissement des poids est progressif, comme tous les chiffres sont représentés et ne paraissent pas former des groupes séparés les uns des autres, il semble bien que toutes ces pièces avaient la même valeur, que toutes étaient des as.

La plupart de ces monnaies pesaient de 11 à 12 grammes. Les pièces de poids supérieur sont assez nombreuses, mais elles sont cependant plus rares que celles de poids léger. Et à ce sujet quoique je n'aie pas spécialement recherché les belles monnaies, comme en somme on a toujours une tendance à dédaigner les pièces de flan étroit, il est probable qu'une statistique effectuée sur des bases plus larges augmenterait la proportion des monnaies de petit diamètre et de poids inférieur. Donc si ces pièces avaient été acceptées au poids on n'aurait pas été obligé d'en partager pour en avoir de légères puisqu'on n'en manquait pas. Et dans l'hypothèse plus vraisemblable où ces pièces auraient été coupées quoiqu'ayant toutes indistinctement la même valeur, il est plus que probable que l'opération eût été cependant pratiquée de préférence sur les monnaies de poids fort.

L'examen des fragments confirme-t-il ce fait ?

Voici les poids des 5 moitiés d'as nimois :

7 gr. 2 — 6, 9 — 6, 3 — 4, 4 — 3, 7.

Il y a dans les fragments les mêmes variations que dans les pièces entières ; l'opération a donc été pratiquée indistinctement sur toutes les monnaies ; cela ne confirme guère l'hypothèse dans laquelle les pièces coupées

auraient été destinées à la circulation, mais enfin, il faut le reconnaître impartialement, cela ne s'y oppose pas d'une manière absolue.

La celtibérienne coupée de *Cose* pèse 6 gr. 1 ; l'autre 4, 3.

Le fragment du moyen bronze de Germanicus 6, 5 ; celui d'Auguste à l'autel de Lyon 4 ; enfin celui de Julie Domne atteint à peine 2 gr. 5. Mais nous avons reconnu que ce dernier devait être mis à part. Il est certain que cette pièce inégalement partagée avait été coupée dans un but spécial.

Si l'examen des autres fragments n'autorise pas la même affirmation, il permet du moins d'affirmer que l'on n'a pas divisé de préférence les pièces fortes, ce qui aurait singulièrement confirmé l'hypothèse qui fait de tous ces fragments de véritables monnaies.

La question reste donc telle qu'elle était avant l'étude des poids, c'est-à-dire qu'on pourrait toujours à la rigueur soutenir que les pièces antiques coupées étaient destinées à la circulation ; mais pour cela il faudrait forcément admettre que c'était le public lui-même qui les coupait au fur et à mesure de ses besoins. On sent l'invraisemblance d'une pareille supposition.

Dans tous les cas, alors même qu'il serait démontré que tous ces fragments ont servi de monnaie d'appoint, il est certain qu'on leur avait aussi trouvé un autre usage ; leur provenance constante ne laissant aucun doute à cet égard et la pièce coupée de Julia Domna attestant la coutume de diviser une monnaie soit en signe d'engagement, soit dans tout autre but religieux ou superstitieux.

N'est-il pas plus naturel d'admettre que c'est exclusivement pour un emploi de ce genre que toutes ces pièces ont été coupées ?

Ma conviction à cet égard ne s'est pas modifiée. Elle est basée sur l'ensemble des faits suivants :

1° Entre les plus anciennes pièces coupées pour les

nécessités de la circulation monétaire et les monnaies antiques partagées, il y a un intervalle de dix ou douze siècles qui ne permet guère de faire remonter la tradition, l'usage de couper les espèces pour faire de la menue monnaie, à l'antiquité.

2° Les exemples de monnaies coupées dans l'antiquité sont relativement rares ; il ne s'agit que de pièces de bronze de peu de valeur ; pas de monnaies d'or ou d'argent. Si l'antiquité avait connu ce moyen de créer des espèces divisionnaires, elle l'aurait souvent pratiqué, parce qu'il est facile et expéditif.

3° A l'époque impériale, la loi interdisait de dégrader l'effigie de l'empereur ou des membres de sa famille. Les espèces ne portant la tête d'aucun souverain ou qui, en présentant deux, pouvaient être divisées sans endommager les effigies, étaient exceptionnelles. C'est dire qu'on ne peut pas avoir songé à partager les monnaies.

4° Effectivement on trouve surtout, en fait de monnaies coupées, des pièces à deux têtes ou des monnaies celtibériennes dépourvues d'effigie impériale.

5° Jusqu'ici la coutume de partager certaines espèces a surtout été constatée en Gaule. La monnaie coupée de préférence était l'as nimois qui présentait deux têtes, ce qui prouve le respect qu'on avait pour l'effigie des empereurs. Mais on rencontre quelques bronzes n'en offrant qu'une seule, néanmoins partagés sans respect pour l'effigie, ce qui démontre que la section n'a pas été effectuée par les soins de l'État.

6° Il n'est pas vraisemblable que chacun ait divisé les pièces suivant ses besoins.

7° Si les fragments avaient été destinés à la circulation, ils auraient été contremarqués.

8° En Gaule, à l'époque où auraient été coupés les as nimois, il devait y avoir encore en circulation une infinité de pièces gauloises de peu de valeur qui rendaient inutile

la division de l'as ; la colonie de Nîmes notamment était pourvue de petite monnaie.

9° Si l'on avait partagé les bronzes coloniaux de Nîmes pour en faire des monnaies divisionnaires, on aurait certainement coupé de préférence les pièces de poids fort. Or on n'observe rien de tel. Il y a des moitiés d'as pesant autant que des as entiers et des fragments de poids insignifiant.

10° On a coupé des monnaies coloniales de Vienne, des pièces plus fortes que l'as nimois atteignant le module du grand bronze. Dans quel but, quand les moyens bronzes étaient infiniment plus nombreux ?

11° La provenance habituelle des monnaies coupées indique un emploi spécial, autre qu'un rôle monétaire. Presque toutes celles dont l'origine est connue ont été découvertes dans des sépultures, des temples, des cours d'eau, des bassins de fontaines sacrées.

12° L'usage de partager une pièce de monnaie en signe d'engagement était très répandu dans l'antiquité, cela est certain.

13° Il existe des monnaies, généralement des pièces gauloises d'or ou d'argent, cisailées mais non entièrement tranchées. Il est évident que les pièces ainsi entaillées ne l'ont pas été pour les besoins de la circulation, mais bien au contraire pour les y rendre impropres.

14° La découverte d'une petite monnaie de bronze de Julie Domne coupée derrière le buste en deux parties inégales achève de démontrer qu'il ne s'agissait pas d'improviser une division monétaire.

15° Du reste, alors même que cette monnaie eût été divisée en deux fragments égaux, elle n'en démontrerait pas moins que les morceaux n'étaient pas destinés à circuler. Le fragment retrouvé qui est le grand ne pèse que 2 gr. 5 ; la pièce entière ne devait pas peser plus de 4 grammes. Les bronzes de Julie Domne sont

ordinairement infiniment plus lourds ; et ces bronzes de poids fort sont en outre fort communs. Comment aurait-on songé à diviser cette petite monnaie si rare par rapport aux autres ?

16° Ainsi nous trouvons des monnaies gauloises cisailées mais pas entièrement coupées ; sur ce même sol de la Gaule nous découvrons une monnaie de bronze (1) d'une époque très postérieure divisée en deux fragments inégaux ; ces pièces n'ayant pas été entaillées pour les besoins de la circulation, comment ne pas admettre que les monnaies coupées dans le même pays pendant la période intermédiaire ne l'ont pas été dans le même but que les autres, que nous assistons à l'évolution d'un usage local, dans tous les cas que c'est pour un motif analogue que toutes ces pièces ont été cisailées ?

17° Enfin il existe des as nimois dont le flan présente une saillie qui a reçu la forme d'un pied de sanglier ou de porc, particularité qui rendait ces pièces impropres à circuler et qui prouve qu'elles étaient affectées à un emploi tout différent. Or la pièce qui a été le plus fréquemment coupée est précisément l'as nimois et les rares espèces qui ont été parfois fragmentées sont justement les monnaies qui circulaient dans le midi de la Gaule, dans la région de Nîmes. N'est-il pas permis d'effectuer le rapprochement ? N'est-il pas évident qu'en Gaule certaines pièces ont subi diverses modifications qui avaient pour but de leur enlever leur caractère monétaire ou plutôt d'en faire des monnaies affectées à un usage spécial ?

N'y a-t-il pas là un ensemble de faits qui sans constituer

(1) J'ai cru inutile de faire observer que la manière dont cette pièce a été coupée derrière le buste, aussi près de la tête que possible mais sans l'entamer, exclut toute idée de cassure accidentelle ou effectuée sans intention spéciale et démontre jusqu'à l'évidence que la section a été pratiquée dans un but particulier.

une démonstration rigoureuse, justifient suffisamment la conviction que les monnaies antiques coupées n'étaient pas destinées à la circulation, qu'en les partageant au contraire on les démonétisait définitivement et qu'on les coupait soit en signe d'engagement, soit pour l'accomplissement d'un rite funéraire, d'une coutume matrimoniale ou de tout autre usage religieux ou traditionnel.

II.

Au cours de ses promenades archéologiques, M. Rouzaud a encore recueilli quelques monnaies coupées qu'il vient de me remettre, comme il me l'avait promis. Voici ces quelques pièces :

La première n'est pas la plus importante. C'est un moyen bronze très épais mais très fruste, car malgré son épaisseur, il ne pèse que 6 gr. 2, ce qui indiquerait pour la pièce entière le poids de 12 gr. 5 environ qui serait faible pour une telle monnaie. Au premier abord on serait tenté de croire que ce morceau de métal n'a jamais reçu d'empreinte. La surface est à peu près lisse ; ce n'est qu'en l'examinant attentivement qu'on y découvre la trace de l'effigie. Après examen il ne reste aucune incertitude, c'est bien la moitié d'un bronze impérial. Malgré son mauvais état il n'est pas dépourvu d'intérêt, car il nous permet de rectifier une de nos observations précédentes.

J'avais cru pouvoir dire que lorsqu'on coupait une pièce ne présentant qu'une seule tête la section était pratiquée suivant l'axe de l'effigie. Cela reste généralement vrai, comme le démontreront des constatations ultérieures, mais cela souffre cependant des exceptions et le moyen bronze que nous avons sous les yeux nous le fait constater. C'est perpendiculairement à l'axe de l'effigie qu'il a été coupé.

La seconde monnaie me paraît plus intéressante. C'est un as de Nîmes de flan assez épais qui présente une particularité. La section n'est pas, comme de coutume, à peu près rectiligne. La pièce a été coupée en deux fois ; peut-être même à deux époques différentes car la patine n'est pas la même sur les deux parties de la section ; cependant ceci pourrait provenir de ce que la surface du métal n'est pas dans le même état, dans les deux parties. La section ne semble pas en effet avoir été pratiquée de la même manière. L'as paraît avoir été d'abord divisé en deux parties égales au moyen de cisailles. Après quoi on en aurait arraché un troisième morceau. Le grain, les rugosités, de la petite cassure ne laissent aucun doute à cet égard, la grande section ayant été au contraire polie par les cisailles ou le ciseau. J'ajoute que le morceau qui manque est trop important et la pièce trop épaisse pour que l'irrégularité de la cassure soit accidentelle.

Que peut-on conclure de cela ?

Il est certes difficile de dire pourquoi cette pièce a été coupée deux fois, mais il est clair qu'il ne pouvait s'agir de créer une monnaie divisionnaire même si les deux opérations ont été effectuées au même instant.

S'il s'agissait d'une grosse pièce moderne d'argent, d'une piastre, l'explication serait très simple, comme justement l'as nîmois en question est très épais et très lourd, l'enlèvement du petit morceau aurait eu pour but de réduire la moitié de la pièce au poids voulu. Mais cela n'est pas admissible pour une monnaie de bronze.

On ne voit pas trop l'utilité d'arracher à grand peine un petit morceau de cuivre de si minime valeur.

Ce qui s'explique donc pour l'argent, dans les temps modernes, n'a pas sa raison d'être ici.

Les deux pièces suivantes sont d'une tout autre époque. Elles ne peuvent pas être plus significatives.

Nous avons cité précédemment une petite pièce de Julie Domne coupée derrière le buste.

Voici un petit bronze de Constance II à la légende **FEL. TEMP. REPARATIO** tranché perpendiculairement à l'axe de l'effigie, sans aucun respect pour le buste impérial. Le morceau retrouvé est la partie supérieure. Nous passons du deuxième siècle au quatrième.

Nous avons déjà rencontré des pièces impériales à l'effigie endommagée. Le petit bronze de Constance II vient nous confirmer ce que nous savions déjà ; ce n'était pas l'État qui faisait partager les monnaies. La nature de ce nouveau fragment, mieux encore que la pièce de Julie Domne démontre en outre qu'il ne peut s'agir de créer de la menue monnaie ; la nouvelle pièce coupée est un tout petit bronze ; le fragment ne pèse que 1 gr. 3.

L'autre pièce est encore plus éloquente.

Elle est de la même époque sinon du même empereur. Trop fruste pour être déterminée avec certitude, elle est dans tous les cas postérieure à Constant I si elle n'est pas de lui, car elle porte, comme la précédente, la légende **FEL. TEMP. REPARATIO** qui fait son apparition sous son règne.

Celle-ci, comme la pièce de Julie Domne et à l'inverse de la précédente, a été coupée avec le plus grand respect pour l'effigie. La tête a été contournée ; le buste est à droite comme sur le petit bronze précédent et c'est la partie droite qui a été retrouvée. L'autre portion d'ailleurs, à la manière dont la pièce a été coupée, a peut-être été divisée en plusieurs fragments. La partie conservée représente plus de la moitié de la monnaie ; elle pèse 1 gr. 7.

Tout cela achève de démontrer ce que je ne cesse de dire ; toutes ces pièces étaient coupées dans un but religieux ou en signe d'engagement.

Si après la première partie de cette note la conclusion restait encore incertaine, je crois qu'il n'en est plus ainsi maintenant. Les deux dernières pièces font cesser toute incertitude.

Quand même, contre toute vraisemblance, on admettrait qu'on a pu couper un tout petit bronze de 2 gr. 5 pour en faire deux pièces de monnaie, la manière dont a été divisé le dernier contredirait cette supposition. Nous venons de voir en effet que non seulement il a été coupé en deux parties très inégales, mais encore que la petite a peut-être été brisée en plusieurs morceaux. On n'allèguera pas que nous nous trouvons en présence d'une pièce accidentellement ébréchée ; en la voyant on comprend parfaitement qu'on a eu pour but d'en détacher un fragment aussi gros que possible sans endommager l'effigie et que c'est pour cela qu'on l'a contournée. D'ailleurs l'avant-dernière pièce, qui est de la même époque sinon du même empereur et qui est de même module et de même poids, a été au contraire très régulièrement coupée en deux parties égales sans respect pour la tête du souverain. La section est rectiligne ; il ne saurait être question de dégradations accidentelles pour aucune de ces monnaies.

On n'allèguera pas non plus que le dernier petit bronze ayant été divisé en plusieurs fragments, ne saurait avoir servi au même usage religieux ou traditionnel que les pièces régulièrement partagées. D'abord il n'est pas prouvé que la petite partie ait été réellement brisée en plusieurs morceaux ; en second lieu cela importait peu s'il s'agissait de la jeter par exemple dans une rivière ; et dans le cas d'un engagement entre deux personnes, la grosseur des fragments conservés n'avait pas plus d'importance, car il n'y avait qu'un acte symbolique dans le fait de couper une monnaie.

Il ne resterait plus qu'une question à se poser.

Les deux petits bronzes du iv^e siècle ont bien été coupés pour un usage spécial autre qu'un rôle monétaire ; cela est certain, mais cela prouve-t-il que les pièces partagées au i^{er} étaient pour le même emploi ?

A cela on peut répondre par toutes les raisons qui ont

été données précédemment : la provenance constante des monnaies partagées, les pièces cisailées mais non entièrement coupées, les as de Nîmes au pied de sanglier, etc. Et l'on peut ajouter que la monnaie de Julie Domne vient relier les pièces du iv^e siècle à celles du i^{er} et faire remonter l'usage traditionnel à l'antiquité.

III

Pendant que mon collègue M. Rouzaud, au cours de ses promenades archéologiques, recueillait à mon intention les pièces coupées qu'il rencontrait, des travaux de terrassement importants étaient effectués sur la place de l'Hôtel-de-Ville et amenaient, comme toujours, la découverte d'assez nombreuses monnaies antiques en exemplaires isolés. Croyant que tous les débris anciens seraient conservés, même les moins importants, je ne fis aucune recommandation au sujet des pièces partagées et c'est par hasard que j'appris un jour que jamais les ouvriers n'avaient attaché d'importance à ces sortes de pièces et que depuis le commencement des fouilles on en avait certainement trouvé une cinquantaine, mais qu'on ne les avait pas gardées. M. Raynaud, l'entrepreneur des travaux, avec son obligeance et son amabilité habituelles, me promit de veiller désormais à leur conservation, malheureusement les travaux de terrassement étaient déjà très avancés. Cependant quelques menus débris de bronze sans intérêt archéologique avaient été conservés ; il nous restait l'espoir de trouver au milieu de ces débris sans valeur quelques fragments de monnaies et nous y trouvâmes en effet onze pièces coupées, fortement oxydées, dont le nettoyage fut fort laborieux, car elles avaient été retirées d'un terrain très humide où elles s'étaient couvertes de

boursofflures qui rendaient ces fragments absolument informes.

Après les avoir nettoyées, je reconnus :

1° La moitié gauche d'un as romain à la tête de Janus bifrons. Ce fragment très fruste ne pèse que 8 gr. 4. Sa détermination d'ailleurs n'est peut-être pas absolument certaine. C'est dans tous les cas un grand bronze et c'est ce qu'il y a de plus intéressant à constater, car les grands bronzes coupés ne passaient pas jusqu'ici pour fort communs.

2° Un grand bronze d'Auguste frappé à Tarragone ou à Cordoue, mais très probablement à Tarragone. Cette pièce est tout aussi fruste que la précédente. On n'y distingue absolument rien au droit. Au revers on y voit seulement une couronne tout à fait au bord de la pièce. La monnaie ne portait donc pas de légende circulaire mais une inscription horizontale dans le champ. Y avait-il **COLONIA PATRICIA** en deux lignes dans une couronne de chêne comme sur la monnaie de Cordoue décrite par Heiss sous le n° 3, ou **C. V. T. T.** comme sur la pièce de Tarragone décrite sous le n° 55 ?

La couronne ressemble peut-être davantage à celle du n° 3 de Cordoue qu'à celle du n° 55 de Tarragone, mais comme les monnaies de Tarragone étaient très répandues à Narbonne et qu'elles y ont été souvent coupées, tandis que les espèces frappées à Cordoue ne devaient guère y parvenir, il est plus que probable que nous nous trouvons en présence d'une variété du n° 55 (1).

Ce qui achève de le démontrer c'est que le fragment recueilli a exactement le même diamètre que la pièce de Tarraco, 0,033, tandis que celle de Cordoue est beaucoup plus grande. Pareillement le poids du fragment, 9 gr. 5,

(1) Alois HEISS, *Description générale des monnaies antiques de l'Espagne*, p. 124, pl. VIII et p. 297, pl. XLI pour la monnaie de Cordoue.

se rapproche beaucoup plus de la moitié de celui de la monnaie de Tarragone qui pèse de 23 à 24 grammes, tandis que celle de Cordoue atteint le poids formidable de 38. Il n'y a donc pas à hésiter, c'est bien le grand bronze d'Auguste frappé à Tarragone après sa mort avec sa tête radiée à gauche et la légende **DIVVS AVGVSTVS PATER** et c'est une variété de la pièce décrite par Heiss sous le n° 55.

Le fragment retrouvé est la partie droite de la pièce par rapport à la couronne du revers.

Cette monnaie serait intéressante si elle était entière, car elle n'est pas commune. Le fragment présente par lui-même un intérêt spécial. Il vient avec la pièce précédente démontrer que les grands bronzes ont été coupés plus souvent qu'on ne croyait. Cela seul suffirait à prouver que ce n'était pas pour les besoins de la circulation que l'on coupait les monnaies. Pourquoi aurait-on partagé une pièce de 24 grammes quand les monnaies de 12 grammes étaient infiniment plus nombreuses ?

3° Un autre grand bronze absolument fruste et indéchiffrable, mais qui n'en vient pas moins établir avec les précédents que les grands bronzes étaient assez souvent coupés. Ce troisième fragment pèse 8 gr. 2.

4° Un quatrième fragment de grand bronze horriblement rongé, pareillement indéchiffrable, ne pesant plus que 4 grammes 1, mais provenant indubitablement d'une pièce de grand module, comme l'attestent ses dimensions et son épaisseur en certains endroits.

5° Un moyen bronze d'Auguste à l'autel de Lyon ; tête laurée à droite ; devant **PONT. MAX.** Le fragment retrouvé est la partie droite de la pièce. Son poids est de 3 gr. 7 ; cuivre rouge.

6° Un autre moyen bronze en cuivre rouge de l'un des premiers césars qu'il n'est pas possible de déterminer d'une manière plus précise à cause de son mauvais état ; poids 2 gr. 9.

7° Quatre as nimois pesant respectivement 5 gr. 7 ; 3,8 ; 3,5 et 3,4. On voit décidément que ce n'était pas les pièces fortes que l'on coupait de préférence aux autres.

8° Enfin un cinquième fragment d'as nimois irrégulièrement coupé. Nous avons mentionné plus haut une moitié d'as dont on avait enlevé un petit morceau. Nous trouvons maintenant un fragment représentant au contraire un peu plus de la moitié de la pièce ; il pèse 5 gr. 7. Voilà encore une pièce qui par sa cassure irrégulière prouve bien que c'était le public qui coupait les monnaies et que ce n'était pas pour les besoins de la circulation.

Il ressort de l'examen de ces onze pièces que c'était toujours l'as de Nîmes qui était coupé de préférence, mais il y a lieu cependant de faire une nouvelle constatation : on coupait généralement des monnaies très usées, surtout quand on partageait un grand bronze. On choisissait des pièces amincies. Était-ce parce que cela facilitait l'opération ? A-t-on recherché des monnaies dont l'effigie avait complètement disparu pour n'avoir pas à l'endommager ? Il est certain en effet que toutes ces pièces étaient déjà usées quand elles ont été coupées ; l'état de la cassure ne laisse aucun doute à cet égard. Les arêtes, les aspérités de la partie cassée, les pointes du fragment ne sont *jamais* émoussées. Alors que la tranche circulaire, le contour de la médaille est complètement arrondi et poli, la section a conservé ses angles et toutes ses rugosités.

Alors que la surface de la monnaie est absolument lisse, la cassure n'a subi aucun choc, aucun frottement. Et qu'on n'aille pas croire que si quelques-unes des pièces que j'ai étudiées sont indéchiffrables cela provient de leur altération dans le sol. Les boursofflures dont j'ai parlé ne rendent pas les monnaies lisses, elles y creusent au contraire des trous plus ou moins profonds. Toutes les pièces d'ailleurs ne sont pas dans cet état, il en est qui ne

sont pas rongées, le grand bronze de Tarragone par exemple est dans ce cas, mais sur toutes ces monnaies on constate ce que je viens de dire, que la surface est fruste et lisse et que la cassure ne l'est pas.

Cela est significatif. La pièce n'a plus circulé à partir du jour où elle a été coupée, donc, je le répète pour la centième fois, elle n'avait pas été partagée pour les besoins de la circulation. Il y a là un argument péremptoire qui aurait pu être donné dès le début, mais on aurait pu contester sa valeur s'il n'avait été appuyé que sur deux ou trois observations. Il est maintenant basé sur l'examen de 25 monnaies dont pas une ne dément cette constatation. Je crois que tout autre argument serait désormais superflu.

Il en est même dont il n'est plus permis de se servir aujourd'hui. Ainsi il n'est plus possible d'invoquer la rareté, même relative, des pièces coupées pour contester leur rôle monétaire. Je ne puis plus dire comme au début de ce travail : Si l'antiquité avait connu ce moyen de créer des monnaies divisionnaires, elle l'aurait plus souvent pratiqué. Mais je puis toujours prétendre qu'elle l'aurait appliqué à l'or et à l'argent. D'ailleurs ces diverses raisons, qui ne pouvaient avoir quelque force qu'en s'ajoutant les unes aux autres, sont remplacées par d'autres infiniment plus concluantes, par d'irréfutables arguments. Ceci me met bien à l'aise pour avouer que l'abondance des pièces coupées dépasse tout ce qu'il était possible de prévoir. Aux 25 fragments que je viens de recueillir, il faut ajouter en effet la cinquantaine qui n'ont pas été conservés. Même en tenant compte de l'exagération en ce qui concerne ces derniers et en réduisant ce chiffre de moitié, il n'en reste par moins vrai que plus de cinquante monnaies coupées ont été trouvées en quelques mois en exemplaires isolés, tant au cimetière de Cité (1) qu'au

(1) La plupart des pièces recueillies par M. Rouzaud proviennent en effet du cimetière de Cité ou des terrains environnants.

chantier de la place de l'Hôtel-de-Ville, ont été exhumées d'un sol dont la superficie est des plus étroitement limitée. J'expliquerai plus tard l'existence de tant de fragments en ces deux endroits.

Dans les 11 provenant de la place de la Mairie, nous n'avons pas constaté la présence de petites monnaies semblables aux deux dernières pièces recueillies par M. Rouzaud. Il est à peine nécessaire de faire remarquer que cette absence vient de ce que d'aussi minuscules débris n'avaient pas été conservés. Les quelques monnaies qu'il nous a été donné d'examiner n'avaient dû leur salut qu'à leur grosseur relative. Il est plus que probable que dans les fragments rejetés se trouvaient aussi des pièces du ^{iv}^m^e siècle semblables à celles de M. Rouzaud. Néanmoins c'est bien au ⁱ^r^e que l'usage de couper les monnaies semble avoir été le plus répandu.

Trouverons-nous des pièces coupées après le ^{iv}^m^e ?

Jusqu'ici la plus récente est de Constance II.

Vraisemblablement, l'usage de couper les monnaies dut disparaître en même temps que le paganisme.

Sans doute, beaucoup de coutumes païennes survécurent en changeant de signification et s'adaptèrent aux usages chrétiens, mais celle-ci ne paraît pas avoir été de ce nombre.

Au delà du ^{iv}^m^e siècle, on ne trouve plus de monnaies partagées.

L'anecdote racontée par Grégoire de Tours, où nous voyons Childéric emporter en exil la moitié d'un sou d'or pour ne rentrer que lorsqu'on lui enverrait l'autre, ne saurait démontrer que l'usage des monnaies coupées subsistait toujours. Le sou partagé servait ici en quelque sorte de signe de ralliement, de mot de passe ; il n'avait plus rien de commun avec les as de Nîmes coupés.

Du reste, quelques pièces peuvent bien avoir encore été divisées en signe d'engagement, ou comme monnaies

de mariage ; on sait la persistance de toutes les superstitions, mais cela ne pouvait plus être qu'exceptionnel ; avec le christianisme, la coutume de couper les monnaies disparut.

Ni les recherches de M. Rouzaud, ni les travaux de la place de l'Hôtel-de-Ville ne nous ont donné de fragments postérieurs au iv^{me} siècle. Et pourtant il a été recueilli au cours de ces travaux des monnaies de la période mérovingienne et des premiers rois carolingiens. Pour retrouver des pièces partagées il faut franchir de nombreux siècles, mais alors il s'agit réellement de créer de la monnaie d'appoint, tout le monde est bien d'accord là-dessus.

L'usage de couper les pièces de bronze n'a donc pas dépassé le iv^{me} siècle, c'est du moins plus que probable ; si c'était tout à fait certain, il serait peut-être possible de dire exactement à quoi servaient les monnaies partagées. Les premières pièces coupées découvertes ayant été recueillies dans des sépultures païennes, et l'usage de couper la monnaie cessant à l'avènement officiel du christianisme, on pourrait en conclure que les pièces partagées étaient principalement employées comme monnaies funéraires.

Ce qui contribué d'ores et déjà à le faire supposer, c'est que la plupart des monnaies entières recueillies en même temps que les pièces coupées sont de toutes petites monnaies que leur petitesse semble bien destiner au même emploi funéraire que les fragments découverts au même endroit. M. Rouzaud me remettait en effet tout récemment, comme provenant aussi du cimetière de Cité, un tout petit bronze de Tétricus pesant 1 gr. 2, un second tout aussi petit de l'époque constantinienne à la tête du Peuple romain, du poids de 1 gr. 1, et un troisième de Gratien, ne dépassant pas 1 gr. 7.

Il n'y a peut-être là qu'une coïncidence, aussi je ne

prétends pas aller au delà de mes premières conclusions. Je chercherai d'autant moins à préciser le rôle des monnaies coupées qu'elles avaient probablement de multiples emplois, mais elles n'étaient pas destinées à la circulation, cela est hors de doute aujourd'hui.

En somme les pièces coupées qu'il m'a été donné d'examiner se répartissent ainsi au point de vue du module :

4 grands bronzes, 19 moyens et 2 petits.

Au point de vue du poids :

Un fragment pesant près de 10 grammes ; 2 plus de 8 ; 2 plus de 7 ; 5 plus de 6 ; 12 de 3 à 6 grammes ; un 2 gr. 5 et deux 1 gr. 5 environ.

Quant à l'âge de ces monnaies nous trouvons :

Deux pièces antérieures au dernier quart du premier siècle avant l'ère chrétienne ; vingt de la fin de ce siècle ou du commencement du 1^{er} après J.-C. ; une du milieu du second et deux du milieu du quatrième.

Au point de vue des types, nous avons : trois celtibériennes de la Narbonnaise ou du Nord de l'Espagne ; un as romain ; 11 monnaies coloniales de Nîmes ; 2 pièces d'Auguste à l'autel de Lyon ; 5 impériales des premiers césars ; une de Julie Domne et deux de Constance II.

Ces chiffres, comme les précédents, pourraient nous faire croire que les monnaies antiques ont été coupées à trois époques différentes : au commencement du 1^{er} siècle de l'ère chrétienne, au milieu du second et vers la fin du quatrième, mais surtout au commencement du premier.

Il n'est pas nécessaire de réfléchir beaucoup pour comprendre qu'il n'en a pas été ainsi. Dans l'antiquité, les mêmes espèces ont circulé pendant des siècles et, si nous trouvons de si grandes lacunes dans la série des monnaies coupées, c'est parce que l'usage s'était établi de partager de préférence des as nîmois et à défaut de monnaies nîmoises de vieilles pièces usées dont on distinguait à peine l'effigie. La forte proportion des pièces de Nîmes

et les remarques que nous avons faites sur l'état de conservation des bronzes impériaux sont là pour le prouver.

A l'exception d'un ou deux as nimois, du moyen bronze de Germanicus et des deux petites pièces de Constance II, toutes les autres monnaies sont en très mauvais état et *étaient excessivement usées quand elles ont été coupées*. Toutes sont absolument frustes, alors que les aspérités de la cassure ou les pointes du fragment ne sont nullement émoussées. Il est donc rigoureusement certain que ces pièces circulaient depuis longtemps quand on les coupa et qu'après cette opération elles n'ont plus circulé. L'interruption dans la coutume de diviser les monnaies n'est donc qu'apparente et il est en même temps démontré que la division n'a pas été effectuée pour les besoins de la circulation.

Du reste si les travaux de la place de l'Hôtel-de-Ville ne nous ont pas donné de fragments postérieurs au ¹^{er} siècle, cela vient peut-être de ce qu'ils n'ont pas été conservés, comme nous l'avons vu. Mais alors même qu'on n'y en aurait pas recueilli et qu'on n'y en trouverait pas, ce fait s'expliquerait comme je viens de le dire par l'habitude qu'on avait de couper de préférence les as nimois ou les vieilles pièces usées, et il n'y aurait pas lieu de s'en étonner.

Je crois inutile de prolonger mon enquête. Quelques autres as de Nîmes généralement coupés entre les deux têtes, quelques bronzes des premiers césars tranchés sans respect pour l'effigie, quelques autres monnaies plus récentes, divisées en respectant la tête impériale ou sans la respecter, ne nous apprendraient rien de nouveau. Aussi conserverai-je sans doute les fragments que j'aurai encore l'occasion de recueillir, mais j'estime qu'il est inutile désormais de les publier et de revenir sur ce sujet.

IV

La publication des notes précédentes ayant été retardée j'ai encore recueilli quelques monnaies coupées. Malgré ma résolution de ne pas revenir sur cette question, je ne résiste pas au plaisir de signaler ces quelques pièces.

Ce travail a été rédigé au jour le jour ; il est en quelque sorte le journal de mes recherches sur ce sujet, cela me permet d'y faire à volonté de nouvelles additions.

Quinze nouveaux fragments m'ont été remis ; une douzaine par M. Raynaud ; les autres par M. Rouzaud ; ceux-ci provenant toujours du cimetière de Cité ou des terrains avoisinants.

Ces quinze monnaies coupées sont :

Trois as romains à la tête de Janus bifrons pesant respectivement 16 gr. 5 ; 13,7 et 13,5.

Deux grands bronzes très frustes paraissant être des as coloniaux de Vienne ; poids 8 gr. 7 et 8,3. Ces deux pièces, ainsi que les trois précédentes, ont conservé leur patine ; leur nettoyage ne saurait donc être rendu responsable de leur état.

Cinq as de Nîmes au crocodile ; poids 6 gr. 3 ; 5,6 ; 5,5 ; 5, 4 et 3,5.

Une de ces cinq moitiés est la partie gauche de la pièce ; les quatre autres sont la droite ; pour l'une de ces quatre monnaies la section n'a pas été pratiquée très exactement entre les deux effigies ; la tête de droite est légèrement entamée dans le bas.

Un moyen bronze à l'autel de Lyon contremarqué pesant 4 gr. 8. Bien entendu la contremarque avait été appliquée à la pièce entière et non au fragment ; son état ne laisse aucun doute à cet égard ; l'empreinte du poinçon est fruste et absolument illisible. La moitié retrouvée est la droite.

Un moyen bronze d'Hadrien pesant 5 gr. 6. C'est encore la partie droite de la pièce. Existerait-il effectivement plus de moitiés droites que de gauches et dans ce cas que seraient devenues ces dernières ? Si cela se vérifiait on devrait en conclure que, dans certains cas, lorsqu'on coupait une monnaie on n'en utilisait qu'une moitié, la droite le plus souvent, et que l'autre était entièrement détruite. J'ajoute du reste qu'on ne peut encore rien affirmer à ce sujet.

Enfin trois fragments de moyens bronzes qu'il est absolument impossible de déterminer. Ils pèsent 6 gr. 2 ; 4,3 et 3,2. Le dernier est d'un diamètre inférieur au module habituel.

Sur ces 15 pièces il y a donc :

3 as à la tête de Janus bifrons ;

2 coloniales de Vienne ;

5 as de Nîmes ;

3 pièces frustes parmi lesquelles il y a encore certainement des as nîmois ;

1 moyen bronze à l'autel de Lyon et un autre moyen bronze impérial.

Soit plus de 10 pièces à deux têtes et deux seulement pour lesquelles il est possible d'affirmer qu'elles ne présentent qu'une seule effigie d'empereur.

Sur les 39 monnaies coupées que je possède en tout actuellement et que j'ai pu réunir en quelques mois, il y a :

4 as à la tête de Janus bifrons ;

2 coloniales de Vienne ;

16 as de Nîmes ;

2 celtibériennes dont une de la Narbonnaise ;

3 moyens bronzes à l'autel de Lyon ;

9 monnaies impériales et 3 pièces frustes ne pouvant être déterminées.

Quant aux poids de toutes ces monnaies coupées, je

crois inutile de récapituler ceux des premières pièces décrites, ceux des quinze dernières étant assez éloquentes. Ils varient de 16 gr. 5 à 3,2, en passant pour ainsi dire par tous les chiffres intermédiaires ; cela seul démontrerait que ces fragments monétaires n'étaient plus des monnaies.

Aux autres points de vue ces derniers fragments confirment pleinement mes observations précédentes. Tous étaient très usés quand ils ont été coupés. Sur quinze pièces, il y en a cinq d'excessivement frustes et trois d'absolument indéchiffrables. Quatre de ces fragments étaient en si mauvais état et si couverts de boursofflures que pour les séparer le plus rapidement de leur gangue j'ai employé le moyen expéditif mais peu recommandable de les chauffer et de les plonger dans l'eau froide. Cela peut avoir contribué à les rendre illisibles, alors que peut-être par un autre procédé j'aurais pu les déchiffrer. Cela importe peu. Car les as romains et les grands bronzes sont tout aussi frustes quoique n'ayant pas été passés au feu et ayant conservé leur patine. Le moyen bronze à l'autel de Lyon et celui d'Hadrien ont été décapés très délicatement, ils n'en sont pas moins frustes ; les as de Nîmes sont pareillement presque lisses. Toutes ces pièces étaient très usées quand elles ont été sectionnées, cela est absolument certain et la section ne porte *jamais* la moindre trace d'usure, cela est tout aussi évident. Il est donc rigoureusement vrai qu'elles n'ont plus circulé après avoir été coupées et par conséquent qu'elles ne l'ont pas été pour les besoins de la circulation.

Dans les fragments étudiés aujourd'hui comme dans les autres nous trouvons toujours une grande majorité d'as à la tête de Janus bifrons ou de monnaies coloniales de Vienne ou de Nîmes, c'est-à-dire des pièces présentant deux têtes et pouvant être partagées sans endommager les effigies.

Nous constatons toujours que c'étaient les monnaies

qui circulaient sous les premiers césars qui étaient coupées de préférence. Mais le moyen bronze d'Hadrien vient relier ces anciennes pièces aux monnaies plus récentes dont il a été question précédemment et montrer que le vieil usage persistait toujours, qu'il n'y a pas d'interruption. Il est facile de s'expliquer tout cela.

Au début on ne coupait que des pièces à deux têtes. Quand celles-ci devinrent rares, on se risqua à partager des monnaies impériales ne portant qu'une effigie, mais toutes ces pièces ont été divisées très postérieurement à l'empereur dont elles offrent l'image. Et comme on recherchait les monnaies les plus usées, le nombre de pièces coupées des premiers césars n'a pas cessé de grandir.

Est-il possible de préciser l'emploi de ces pièces ?

Les fragments recueillis par M. Rouzaud ne proviennent généralement pas de Montlaurès. Presque tous ont été trouvés sur le sol de la ville romaine. Il en est de même de ceux qui m'ont été remis par M. Raynaud.

Ces derniers ont été recueillis en un lieu qui faisait partie du lit ou des berges de l'Aude dans l'antiquité. Cela explique fort bien la prodigieuse quantité de monnaies coupées en un endroit si restreint. Ces pièces avaient été jetées dans la rivière au point le plus voisin du centre de la ville. Elles viennent donc, quand à leur provenance se ranger à côté de tant d'autres, à côté des pièces rayées trouvées dans la Seine ou dans d'autres cours d'eau. A défaut d'autres arguments leur présence en si grand nombre dans cet endroit démontrerait suffisamment que les monnaies coupées ne servaient plus de monnaies. M. Raynaud m'a déjà remis 23 fragments et m'a affirmé tout récemment encore qu'il n'y avait aucune exagération dans le chiffre de cinquante auquel il avait évalué approximativement le nombre de ceux qui n'avaient pas été conservés.

Quant aux autres, ils ont été trouvés au cimetière de

Cité ou dans les environs, c'est-à-dire en un lieu où de nombreux sarcophages ont été découverts, où d'innombrables vestiges de sépultures romaines sont à chaque instant mis au jour. Il est clair que tous ces fragments monétaires proviennent de ces anciens tombeaux. Il serait impossible d'expliquer leur extrême abondance en cet endroit. Le nombre des pièces que je dois à M. Rouzaud s'élève à quinze en ce moment. N'est-ce pas prodigieux d'avoir ainsi découvert quinze monnaies coupées en si peu de temps en un terrain d'une superficie si exiguë ? N'est-il pas évident qu'en d'autres endroits où l'on découvre cependant des monnaies antiques on ne trouverait pas autant de pièces coupées, si toutefois on y en découvrirait.

Tous les fragments que je viens d'étudier ont donc été trouvés dans des sépultures ou dans le lit d'une rivière, comme tous ceux qui avaient été signalés jusqu'à ce jour, dont la provenance était rigoureusement connue.

Il s'ensuit que les monnaies coupées ont eu positivement un rôle funéraire et au moins un second emploi, les pièces découvertes dans les graviers de l'Aude venant nous l'attester.

Peut-être quand un fragment avait servi à payer le tribut au Dieu des funérailles, l'autre était-il jeté dans un cours d'eau. D'ailleurs il est plus que probable que les monnaies coupées étaient usitées dans toutes les cérémonies où une pièce de monnaie jouait un rôle symbolique quelconque.

Comment avait pu naître ce singulier usage de couper une pièce de bronze dans certaines occasions ?

Il est évident qu'à l'origine la pensée qui a inspiré l'idée de rayer, de cisailler ou de diviser entièrement la monnaie offerte à une divinité a été tout simplement de mettre l'offrande à l'abri du vol, en démonétisant la pièce et en empêchant ainsi qu'elle fût remise en circulation.

On sait que les monnaies d'or gauloises qu'on retire du lit de certaines rivières sont entaillées, cisaillées plus ou moins profondément ou le plus souvent simplement rayées ; il en est de même de bon nombre de monnaies impériales. Il est clair que ces dégradations intentionnelles avaient pour but d'empêcher la circulation de la pièce et d'avertir celui qui l'aurait reçue qu'elle avait été volée. On objectera qu'on n'avait pas à prendre les mêmes précautions pour le cuivre ; mais si les pièces de cuivre employées comme monnaies funéraires avaient moins de valeur que les pièces d'or jetées au fond de la Seine, il était plus facile de s'en emparer. D'ailleurs les sépultures et le lit des rivières ont fourni bien des monnaies de bronze entières ou des pièces de métaux précieux non rayés. Si les dégradations avaient surtout pour but de retirer la pièce de la circulation, elles n'étaient pas obligatoires et l'on comprend ainsi très bien que l'emploi des monnaies rayées ou coupées n'ait pas été exclusif.

A ces pièces rayées ou coupées, on pourrait ajouter une autre catégorie de monnaies ; on pourrait ajouter certaines pièces percées ou plutôt des pièces percées d'une certaine façon, des monnaies dont le trou a une grandeur et une position qui démontrent que la pièce n'a pas servi d'ornement, ne peut pas avoir été suspendue. Je me propose du reste de consacrer à ces monnaies une étude spéciale.

Je me propose aussi de parler en même temps de certaines pièces simplement ébréchées, mais ébréchées d'une manière visiblement intentionnelle.

Toutes ces dégradations ne pouvaient avoir qu'un but, celui d'empêcher la monnaie de circuler. De toutes ces dégradations, la division en deux parties était la seule irréparable. C'est probablement pour cela qu'elle eut tant de vogue, qu'elle fut si souvent pratiquée. Elle n'était pas appliquée aux métaux précieux parce qu'elle n'aurait

pas eu pour eux la même efficacité que pour le cuivre. Elle n'aurait pas garanti la monnaie d'or contre le vol, parce que le métal aurait toujours eu à peu près la même valeur que la monnaie. Il aurait suffi de refondre les fragments pour les utiliser et en rayant simplement l'effigie on mettait le voleur dans la même obligation. Il n'en était pas ainsi pour le cuivre. Les pièces de cuivre circulaient souvent très usées et étaient acceptées sans avoir égard à leur poids. Il suffisait d'user un peu plus une monnaie rayée pour faire disparaître les traces de la dégradation. Un trou pouvait être facilement bouché.

A Nîmes, comme nous l'avons vu, on imagina de frapper des as aux types ordinaires sur des flans ayant une forme spéciale, présentant une saillie façonnée en pied de sanglier. Mais il était bien facile d'enlever la patte et de mettre la pièce en circulation. C'est peut-être cela qui empêcha l'usage de se généraliser, car les monnaies au pied de sanglier sont d'une extrême rareté et la série nimoise est la seule qui offre une particularité de ce genre. Peut-être aussi ces singulières pièces avaient-elles un emploi tout spécial. Dans le cas où elles auraient servi de monnaies de mariage, comme je me l'étais demandé, on n'aurait pas eu à se préoccuper des voleurs, puisqu'elles auraient été conservées par les époux comme talismans ou simples souvenirs.

Quoi qu'il en soit, il est bien vrai que de toutes les pièces intentionnellement modifiées pour leur enlever leur caractère monétaire, les monnaies coupées étaient les seules auxquelles il ne pouvait pas être rendu.

Comme l'examen des fragments démontre qu'ils n'ont pas circulé, les aspérités de la section n'étant jamais émoussées, il est aujourd'hui possible d'affirmer que dans l'antiquité non seulement on ne coupait pas les monnaies pour en faire des pièces de valeur moindre, mais que la section les rendait définitivement impropres

à la circulation ; qu'à l'origine elle fut pratiquée exclusivement dans ce but, mais qu'étant appliquée uniquement à des pièces données en offrande, elle ne tarda pas à avoir un caractère symbolique, à consacrer cette offrande, à marquer sa perpétuité, à signifier l'engagement.

G. AMARDEL.

ÉLOGE FUNÈBRE
DE
M. l'Abbé Joseph DUPUY

Membre de la Commission archéologique de Narbonne

Prononcé en séance, le 5 avril 1909

par M. Gabriel AMARDEL

Ancien Président.

MESSIEURS,

J'ai aujourd'hui à remplir un devoir bien douloureux pour moi ; j'ai à vous annoncer la mort de notre vénérable collègue l'abbé Dupuy, décédé le 25 mars 1909, à l'âge de 74 ans.

L'abbé Dupuy fut mon professeur, mon premier maître; il demeura mon ami. Intimement lié à lui depuis mon enfance, lorsque en apprenant sa mort je songeai qu'en l'absence de notre Président, c'était à moi qu'incombait le soin de vous parler de lui, j'en éprouvai tout d'abord un sentiment de consolation; c'était une occasion d'acquitter une partie de la dette d'amitié et de reconnaissance contractée envers lui. Mais en pensant à ce que j'allais vous dire, je regrettai bientôt l'absence de notre

Président. Je n'avais en effet à vous entretenir que du collègue et je ne vous cache pas que c'était surtout la perte de l'ami que je ressentais ; j'évoquais le souvenir de l'archéologue et c'était celui de l'ancien maître qui s'offrait sans cesse à moi. Notre Président vous aurait certainement parlé du collègue avec plus de liberté d'esprit et partant avec plus d'éloquence. Il ne l'eût pas fait avec plus de cœur. Beaucoup d'entre vous attachés à l'abbé Dupuy par le même lien partageront mes sentiments et me pardonneront mon émotion.

C'est qu'en effet l'abbé Dupuy eut la satisfaction de voir entrer à la Commission archéologique un grand nombre de ses anciens élèves qui lui doivent en partie les qualités et les titres qui les ont amenés ici. De sorte qu'on peut dire que non seulement l'abbé Dupuy a tenu à la Commission une grande place pendant de longues années, mais encore qu'il s'y survivra, autant que le maître peut se survivre dans ses disciples ; je ferais du moins cette restriction si j'étais ici le seul ayant bénéficié de ses enseignements.

Le pieux prêtre que vous avez connu était le petit-fils d'un protestant. Issu par sa grand'mère paternelle d'une famille narbonnaise et par conséquent catholique puisqu'il n'y avait pas de protestants à Narbonne avant la Révolution, l'abbé Dupuy descendait par son grand-père paternel d'une famille protestante étrangère à la ville ; sa grand'mère avait épousé un calviniste originaire du Gard. Tous les enfants furent catholiques et le grand-père vint finir ses jours chez le père de l'abbé Dupuy. Son entourage profondément religieux souhaitait sa conversion, mais en vain. Le petit-fils, le jeune Joseph Dupuy s'offrit à Dieu pour l'obtenir. Il fut exaucé. Le grand-père se convertit et reçut le même jour le baptême, la confirmation et la première communion. Le petit-fils se fit prêtre.

Ainsi l'abbé Dupuy débutait par un sacrifice, cause ou

effet de cet ardent mysticisme qui était la caractéristique de sa foi et qui explique tous les actes de sa vie.

Cette si belle existence a été déjà analysée dans des articles biographiques parus dans le *Courrier de Narbonne* ou la *Semaine religieuse* du diocèse, magistralement écrits et auxquels il ne reste rien à ajouter. En outre une voix plus autorisée que la mienne avait retracé sa carrière sacerdotale le jour même de ses funérailles. Je n'ai pas à m'en occuper ici.

Je n'ai pas à vous parler de son austérité, du culte spécial qu'il avait voué à la Vierge, où l'on pourrait voir comme la rançon de l'impiété de ses aïeux protestants à l'égard de la Vierge Marie. Je n'ai pas à vous redire que par une curieuse coïncidence ou une grâce providentielle il a rendu son âme à Dieu à l'heure de l'Angelus, le jour même de l'Annonciation fête de l'*Ave Maria* sa prière de prédilection qu'il récitait du matin au soir, dans la rue, partout, la formule liturgique à laquelle par excellence il reconnaissait les plus surnaturelles vertus. Enfin je n'ai pas à m'occuper ici du prêtre et cependant je ne puis le séparer complètement de l'érudit qui alliait si étroitement la science et la foi.

L'abbé Dupuy avait fait ses classes au Petit Séminaire de Narbonne ; il y revint immédiatement après son ordination et y demeura comme professeur. Il en avait été l'un des plus brillants élèves ; il en fut le maître le plus distingué.

Trois ans après son entrée dans le professorat, il était chargé du cours de philosophie et devenait ainsi le maître d'anciens condisciples à peine moins âgés que lui. Il fut désormais, au point de vue des études, l'âme du Petit Séminaire qui lui dut sa vogue et sa réputation. Que d'élèves lui doivent pour ainsi dire toute leur formation intellectuelle et morale, car le professeur n'oubliait jamais qu'il était prêtre et faisait en même temps que des bacheliers

des chrétiens. Plus tard il avait le bonheur de voir que la parole qu'il avait semée avait le plus souvent porté ses fruits ; il le faisait volontiers constater avec un légitime orgueil ; c'était du reste la seule chose dont il tirait quelque vanité.

Il avait été chargé du cours de philosophie parce que c'était la plus haute classe de l'établissement. Il eût pu indistinctement professer la rhétorique, l'histoire, les mathématiques, la physique ou la chimie. Ses aptitudes et ses connaissances étaient universelles. En dehors de son cours au Petit Séminaire, il préparait des jeunes gens aux deux baccalauréats et leur donnait à lui seul un enseignement complet. Bien rares sont ceux qui font ainsi marcher parallèlement l'étude des lettres et des sciences et poussent leur culture à un si haut degré. Mathématicien de premier ordre, l'abbé Dupuy lisait le latin et le grec à livre ouvert. A cette haute érudition l'abbé Dupuy joignait un sentiment artistique des plus vifs. Il dessinait à ravir. Aucun de ses anciens élèves n'a oublié les illustrations, les motifs d'ornementation aussi variés que réussis dont il couvrait machinalement les bouts de papier, les marges des cahiers et parfois même des livres que le hasard faisait tomber sous sa main.

Ses fortes études classiques et son tempérament d'artiste devaient forcément lui donner le goût de l'archéologie. Tant de brillantes qualités ne pouvaient que lui ouvrir de bonne heure les portes de la Commission. Il y était entré comme membre résidant le 10 mars 1876. Depuis la mort de M. Eugène Peyrusse il était notre doyen par la date de son admission.

Il m'est impossible de retracer le rôle qu'il a joué parmi nous. C'est l'histoire de la Commission depuis trente-trois années qu'il faudrait écrire. Il a régulièrement assisté à nos séances qu'il ne manquait jamais sans motif. Il prenait part à toutes nos discussions, à tous nos travaux.

Il faisait partie de presque toutes les sous-commissions. Il n'a pas directement collaboré à la rédaction du Bulletin, parce que l'abbé Dupuy était avant tout un modeste qui n'a jamais voulu se mettre en évidence, mais au cours de nos séances que de fois son érudition n'a-t-elle pas été mise à contribution ? C'est encore sa modestie qui fit qu'il n'a jamais été notre président. Après la disparition de MM. Léonce Favatier et Riols, quand je fus appelé à leur succéder c'est incontestablement à lui que revenait la présidence. Il alléqua sa qualité de prêtre pour la décliner. La principale raison était surtout sa modestie, son désir de ne pas se mettre au premier plan. C'est le même sentiment qui a fait que le prêtre érudit aussi littérateur que théologien, philosophe et historien, qui aurait pu avoir les plus grands succès oratoires ne voulut jamais monter en chaire et faire un sermon. Il alléguait dans ce cas la faiblesse de ses forces physiques, de sa voix ; c'était toujours son horreur de la réclame, sa modestie. Mais il n'en oubliait pas pour cela les devoirs de son sacerdoce ; il savait que le prêtre a une mission à remplir et son goût pour l'archéologie ne l'en détourna pas. Le professeur avait pris sa retraite ; le confesseur ne la prit jamais. Mais là encore il avait choisi un rôle qui lui permettait de remplir sa vocation sans faire parler de lui. C'étaient principalement des religieuses ou des hommes dont il dirigeait la conscience, tâche pleine d'abnégation éminemment impropre à lui donner la vogue qui amène toujours quelques profits. Je suis obligé d'insister là dessus quoique cela semble en dehors de ce que j'ai à vous dire parce que c'est le seul moyen de faire bien comprendre comment le rôle de l'abbé Dupuy qui a été si grand à la Commission peut se résumer en quelques mots.

A la Commission comme dans l'exercice de son sacerdoce, l'abbé Dupuy fut un modeste et un désintéressé ; il nous donnait ses idées, comme au dehors il donnait ses

conseils. Depuis trente-trois ans nous n'avons rien fait sans lui mais il n'a attaché son nom à rien et nous pourrions aujourd'hui nous demander ce qu'il a fait. Le vénérable archiprêtre de Narbonne rappelait sur sa tombe qu'il avait composé un ouvrage sur la Sainte Vierge et qu'il n'avait jamais voulu publier le fruit de tant d'années de travail et de méditation. Nous avons tous vu en effet chez lui le volumineux manuscrit. Je gagerais qu'il a négligé d'y apposer sa signature. S'il est jamais retrouvé, s'il passe à la postérité son auteur demeurera inconnu. Comment pourrions-nous nous étonner qu'il n'ait rien signé à la Commission ? Sa disparition n'y causera pas moins un vide dont nous sentirons croître tous les jours la grandeur.

Retrouverons-nous jamais un latiniste tel que lui, surtout aujourd'hui où les études classiques sont de plus en plus abandonnées ?

Sa profonde connaissance du latin en avait fait un épigraphiste hors ligne et ses goûts d'artiste un critique d'art au jugement sûr, de sorte qu'il n'était resté étranger à aucune des branches de l'archéologie même à celles qui par leur nature s'éloignent le plus de l'antiquité, à la céramique moderne par exemple vers laquelle il avait été tout particulièrement attiré. C'est ainsi que nous avions recours à lui aussi bien pour élucider un problème d'archéologie pure que pour apprécier un objet de moyen âge ou de la renaissance, un simple objet de curiosité, une estampe, un émail, une miniature, n'importe quel bibelot. L'abbé Dupuy aura été pour nous tous un collègue que nous remplacerons bien difficilement ; pour moi et pour quelques-uns d'entre nous il aura été en outre un ami que nous ne remplacerons pas.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE BULLETIN DE LA COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE DE NARBONNE

TOME X, 1908-1909

	Pages.
Liste des membres au 1 ^{er} janvier 1908.....	V
Procès-verbal de la séance du 15 juillet 1907.....	XIII
— — 7 octobre —	XVI
— — 4 novembre —	XVIII
— — 2 décembre —	XXIV
— — 6 janvier 1908.....	XXV
— — 3 février —	XXVIII
— — 2 mars —	XLI
— — 6 avril —	LIII
— — 4 mai —	LV
— — 1 ^{er} juin —	LVII
— — 6 juillet — . . .	LIX
— — 12 octobre —	LXII
— — 9 novembre —	LXV
— — 7 décembre — . . .	LXVII
— — 4 janvier 1909.....	LXXI
— — 1 ^{er} février —	LXXV
— — 1 ^{er} mars —	LXXIX
— — 5 avril —	LXXXI
— — 3 mai —	LXXXV
— — 7 juin —	LXXXVIII

	Pages.
Liste des dons faits au Musée de Narbonne pendant les années 1906-1907.....	xxviii
Les monnaies féodales de Narbonne (G. AMARDEL)....	1
Les abbayes de Saint-Laurent dans le Narbonnais (abbé SABARTHÈS).....	23
Amauri II, vicomte de Narbonne (1260-1328). Sa jeunesse et ses expéditions. — Son gouvernement. — Son administration (J. RÉGNÉ).....	37
Deuxième partie. — Le gouvernement d'Amauri II...	189
Deuxième partie. — Le gouvernement d'Amauri II (<i>suite</i>)	367
Troisième partie. — L'administration du vicomte.....	521
Les monnaies des Elisyques et les autres monnayages narbonnais (G. AMARDEL).....	131
Notes sur les Ibères du Bas-Languedoc (F.-P. THIERS)...	280
Notes sur Jacques Gamelin (J. YCHÉ).....	294
La signification du crocodile de Nîmes (G. AMARDEL)..	305
Un cas de surfrappe instructif (F. AMARDEL).....	329
Notes sur Jacques Gamelin (J. YCHÉ)... ..	353
Encore le crocodile de Nîmes (G. AMARDEL)	466
Recherches sur les Ibères du Roussillon (F.-P. THIERS)	485
La Danse de nocce de Pieter Bruegel (L. BERTHOMIEU)...	509
Notes sur quelques monnaies recueillies aux environs de Narbonne (G. AMARDEL)	587
Les monnaies antiques coupées (G. AMARDEL).....	593
Eloge funèbre de M. l'abbé Dupuy (G. AMARDEL).....	629

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06824 6878

